



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Quatrième session - 32e Législature

Le lundi 19 décembre 1983

Vol. 27 - No 66

Président: M. Richard Guay

Table des matières

Affaires courantes

Dépôt de documents

Rapport des résultats officiels du scrutin dans Jonquière et Mégantic-Compton	4717
États financiers et comptes publics pour l'année 1982-1983	4717
Rapport annuel du Vérificateur général pour l'année 1982-1983	4717
Rapport annuel et statistiques de l'Université du Québec	4717
Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	4717
Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (APA)	4717

Dépôt de rapports de commissions élues

Étude du projet de loi 53 - Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi	4717
--	------

Questions orales des députés

Les ex-employés de Produits forestiers Saguenay	4718
Le favoritisme dans le réseau de l'aide sociale	4719
Demande de commission parlementaire sur le projet de loi 48	4722
L'usine Canron de Trois-Rivières	4724
Récupération du bois en perdition provenant de la forêt privée	4725

Décisions du président

La motion visant à faire siéger l'Assemblée à huis clos	4727
La motion du leader du gouvernement en vertu de l'article 156 est-elle caduque?	4728

Travaux des commissions

4729

Recours à l'article 34

4731

Affaires du jour

Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi 52 - Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables	4733
---	------

Projet de loi 47 - Loi sur le transport par taxi

Troisième lecture	4734
M. Michel Clair	4734
M. Maximilien Polak	4737
M. Michel Clair (réplique)	4740

Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi 55 - Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption

4741

Projet de loi 36 - Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès

Troisième lecture	4742
M. Marc-André Bédard	4742
M. Réjean Doyon	4744
M. Marc-André Bédard (réplique)	4746

Projet de loi 46 - Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives

Troisième lecture	4747
M. Michel Clair	4747

Table des matières (suite)

Commission plénière	
Étude des crédits supplémentaires	4749
Remarques préliminaires	
M. Yves Bérubé	4749
M. Reed Scowen	4752
M. Yves Bérubé	4756
Ministère des Finances	
M. Jacques Parizeau	4760
M. Daniel Johnson	4761
M. Jacques Parizeau	4763
M. Daniel Johnson	4767
M. Jacques Parizeau	4769
Main-d'Oeuvre et Sécurité du revenu	
Mme Pauline Marois	4770
M. Christos Sirros	4771
Travail communautaire	4772
Politique de l'emploi	4776
Travail partagé	4776
Commissions de formation professionnelle	4777
Travaux des commissions	4777
Commission plénière	
Étude des crédits supplémentaires (suite)	4778
Industrie, Commerce et Tourisme	4779
M. Rodrigue Biron	4779
Discussion générale	4780
Bell Helicopter	4781
Le MICT à Montréal	4783
Chantier naval de Marine Industrie	4784
La Société des alcools du Québec	4785
Campagne sur la modération	4787
La privatisation	4788
Heures d'affaires des établissements commerciaux	4789
La relance	4790
Le tourisme	4794
Le Palais des congrès de Montréal	4797
Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi 38 - Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités	4800
M. Jacques Léonard	4800
M. Jean-Pierre Saintonge	4802
M. Réjean Doyon	4808
M. Pierre-J. Paradis	4809
M. Marc-Yvan Côté	4811
Motion d'ajournement du débat	4814
Reprise du débat	
Mme Thérèse Lavoie-Roux	4816
M. Albert Houde	4818
M. Lucien Caron	4820
M. Michel Gratton	4822
M. Hermann Mathieu	4823
M. Maximilien Polak	4825

Le lundi 19 décembre 1983

(Dix heures quatre minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons nous recueillir quelques instants.

Veuillez prendre vos places.

Aux affaires courantes, il n'y a pas de déclaration ministérielle.

Au dépôt de documents...

Une voix: Il n'y a pas de déclaration ministérielle, il n'y a pas de ministre.

Une voix: Bon leader.

Rapport des résultats officiels du scrutin dans Jonquière et Mégantic-Compton

Le Président: Au dépôt de documents, j'ai le plaisir de déposer le rapport des résultats officiels du scrutin tenu dans Jonquière et Mégantic-Compton.

Je dois également déposer, ce matin - on est en train de terminer le texte - la version écrite des deux décisions que j'ai été appelé à rendre vendredi, l'une sur le huis clos et l'autre sur l'article 156. Je n'ai pas l'intention de lire ces décisions puisqu'elles ne font que reprendre ce que j'ai dit en Chambre, à ce moment-là. J'avais plutôt l'intention, s'il n'y a pas d'objection, de les verser au journal des Débats. Ces décisions, je les déposerai dès qu'elles vont me parvenir, d'ici une demi-heure au plus tard, pour être versées au journal des Débats, à moins qu'il y ait des objections à cet effet.

S'il n'y a pas d'objection; ce sera donc le cas.

Au dépôt de documents, M. le ministre des Finances.

États financiers et comptes publics pour l'année 1982-1983

M. Parizeau: M. le Président, conformément au chapitre A-6 de la Loi sur l'administration financière, j'ai l'honneur de déposer en deux copies les états financiers du gouvernement ainsi que les comptes publics du gouvernement, volume 1 et volume 2, pour l'année financière 1982-1983.

Le Président: Document déposé.

Rapport annuel du Vérificateur général pour l'année 1982-1983

M. Parizeau: D'autre part, M. le Président, conformément à l'article 71 du

chapitre A-6 de la Loi sur l'administration financière, j'ai l'honneur de déposer en deux copies le rapport annuel du Vérificateur général pour l'année financière 1982-1983.

Le Président: Rapport déposé.
M. le leader du gouvernement.

Rapport annuel et statistiques de l'Université du Québec

M. Bertrand: Au nom du ministre de l'Éducation, permettez-moi de déposer le rapport annuel et les statistiques 1982-1983 de l'Université du Québec.

Le Président: Rapport déposé.
M. le ministre de l'Environnement.

Rapport annuel du BAPE

M. Ouellette: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1982-1983 du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Le Président: Rapport déposé.
M. le leader du gouvernement.

Rapport annuel du ministère de l'APA

M. Bertrand: Au nom du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, permettez-moi de déposer le rapport annuel 1982-1983 de son ministère.

Le Président: Rapport déposé.
Au dépôt de rapports de commissions élues, M. le député de Bellechasse.

Étude du projet de loi 53

M. Lachance: M. le Président, au nom de mon collègue de Dubuc, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente des affaires municipales qui a siégé le 16 décembre 1983 aux fins d'étudier article par article le projet de loi 53, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Rapport déposé.
Il n'y a pas d'autre dépôt de quoi que ce soit, ce qui nous mène à la période de questions des députés. M. le député de Saguenay.

M. Lalonde: M. le Président, avant que le député ne pose sa question...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: ...pourrais-je savoir du leader du gouvernement si nous aurons au moins 27% des ministres ici, à l'Assemblée nationale, pour répondre à nos questions?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: On est rendu à 32%. C'est mieux que les 27% du sondage.

M. le Président, je voudrais indiquer que les ministres qui m'ont fait part de leur absence ce matin sont M. Chevette, M. Paquette, M. Jacques-Yvan Morin, M. Pierre-Marc Johnson, M. Gérald Godin, M. Raynald Fréchette. M. Duhaime, qui devait être en retard d'une demi-heure, est présent. Merci, M. Duhaime. Le premier ministre devrait être ici vers 10 h 15, environ.

Des voix: Et les autres?

M. Bertrand: Ils devraient être là.

Le Président: M. le député de Saguenay.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Les ex-employés de Produits forestiers Saguenay

M. Maltais: M. le Président, il y a un an aujourd'hui, l'usine Produits forestiers Saguenay Ltée fermait ses portes, ce qui mettait à pied 450 travailleurs. Ces travailleurs ne bénéficient plus de l'assurance-chômage; à partir d'aujourd'hui, ils sont bénéficiaires de l'aide sociale. Cette usine, faut-il le rappeler, était la propriété de la société REXFOR et avait été vendue par le gouvernement du Québec à une société ontarienne. Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et des Ressources. Qu'entend-il faire pour ces 450 employés dans les plus brefs délais possible?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Duhaime: M. le Président, depuis de nombreux mois, mon ministère discute avec la direction actuelle de Produits forestiers Saguenay. Il était même question, un certain temps, que des intérêts français se portent acquéreurs de cette entreprise pour y investir de nouveaux capitaux. Nous sommes, bien sûr, disposés à épauler tout promoteur. L'entreprise qui, comme vous l'avez dit, appartenait autrefois à REXFOR, a été vendue au groupe Lévesque qui avait des activités en Ontario à l'époque, au Québec aujourd'hui. C'est la mauvaise conjoncture

dans l'industrie du sciage, la chute des prix en particulier, qui a fait que cette usine est devenue non rentable et a été fermée par ses propriétaires. Nous n'avons pas l'intention pour l'instant de demander à REXFOR d'intervenir et de redevenir propriétaire de cette entreprise. On verra comment cela va tourner dans les semaines ou dans les mois qui viennent. Dans l'immédiat, il n'y a pas de promoteur pour prendre la relève du dossier.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Saguenay.

M. Maltais: Je voudrais savoir si le ministre est au courant que la Banque impériale de commerce a repris les actifs de la compagnie en date de jeudi passé. J'aimerais aussi savoir ce que le ministre entend faire pour récupérer les 4 500 000 \$ dont cette compagnie est redevable vis-à-vis du gouvernement du Québec. Dans un deuxième temps, M. le ministre, Produits forestiers Saguenay Ltée. a omis de verser 110 000 \$ de vacances qui étaient dues le 1er juillet aux 278 employés de l'usine. J'aimerais savoir si votre ministère, ou par le biais du ministère du Travail... si vous avez l'intention d'intervenir auprès des syndicats pour donner l'occasion à ces gens de recevoir leur paie de vacances, qui serait bien appréciée à la veille de Noël, M. le ministre?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Duhaime: Pour ce qui est de la paie de vacances, je crois savoir que s'il s'agit d'une créance privilégiée, elle prendra son rang. Les travailleurs pourront faire valoir leurs droits vis-à-vis du syndic ou encore vis-à-vis de l'assemblée des inspecteurs à la faillite. Pour ce qui est des 4 500 000 \$ de REXFOR, je rappelle que l'an dernier - je n'ai pas la date en mémoire - dans un effort pour favoriser la relance à nouveau de Produits forestiers Saguenay Ltée... Est-ce que je peux rappeler à nos amis d'en face...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre!

M. Duhaime: ...qu'ils ont relancé Samoco et Sacré-Coeur au moins sept fois en quinze ans et cela n'a pas fonctionné plus dans le temps qu'aujourd'hui. Au total, sur une base cumulative, je crois que c'est entre 28 000 000 \$ et 30 000 000 \$ qui ont été engloutis dans cette entreprise. On n'a pas fait pire et on n'a pas fait mieux que nos gens d'en face. Pour ce qui est... Voulez-vous savoir la balance de la réponse...

Le Président: A l'ordre! M. le ministre.

M. Duhaime: M. le Président, j'étais à dire que l'an dernier REXFOR avait une créance sur les biens de l'entreprise. Je crois que c'était en première hypothèque, pour 4 500 000 \$. À la demande de l'entreprise, du groupe Lévesque et de la Banque impériale de commerce, nous avons décidé de céder non pas une partie de la créance, mais de céder notre premier rang et de réduire la première hypothèque de 4 500 000 \$ à 2 300 000 \$ ou 2 200 000 \$, le reste s'en allant dans des actions ordinaires qui, entre vous et moi, à l'époque, n'avaient à peu près qu'une valeur très symbolique, mais c'était la contribution positive que nous voulions faire pour permettre à la Banque impériale de commerce de faire une nouvelle avance d'argent et également au groupe Lévesque d'investir à nouveau. Nous avons fait vraiment ce qui était impossible et je vais bien sûr demander aux dirigeants de REXFOR de surveiller nos intérêts sur les 2 500 000 \$ qui restent et qui sont garantis par une première hypothèque.

Le Président: Question principale, M. le député de Maskinongé.

Le favoritisme dans le réseau de l'aide sociale

M. Picotte: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse à Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, elle-même qui disait à mon collègue, le député de Laurier, que, à la suite de la parution du premier rapport, il n'y avait pas lieu de sévir.

La ministre pourrait-elle nier les faits suivants que je voudrais lui rapporter, à savoir que, en mars 1978, M. Nelson Plante, agent de bureau à Limoilou, participe au concours de recrutement d'agents d'aide sociale no H-2022-AAS, et qu'il se classe septième sur neuf sur la liste d'éligibilité no 01312? Aussi que le 26 avril 1978, M. Claude Labbé, directeur régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean, demande à M. André Roy de muter Nelson Plante à Roberval, à titre d'agent d'aide sociale? Aussi que le 6 novembre 1978, Nelson Plante est transféré à Québec et il est remplacé à Roberval par Mme Nancy Labbé? Et, enfin, la ministre pourrait-elle nier que M. Nelson Plante est le frère de Nancy Labbé, elle-même l'épouse de Claude Labbé, le protégé de M. André Roy, dit "le parrain"?

Le Président: Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Marois: M. le Président, j'ai dit, la semaine dernière, que je prenais avis des propos du député de Maskinongé concernant de nouveaux faits qu'il a soulevés en cette

Assemblée et portant sur des événements réels ou non, qui ne sont pas liés aux questions soulevées par les rapports de la commission, puisque j'en ai pris connaissance. J'ai déjà dit en cette Chambre, M. le Président, que les rapports de la commission étaient confidentiels et que je n'avais pas l'intention de les déposer. Le président actuel de la commission me l'a confirmé, du moins par l'intermédiaire d'une entrevue qu'il a accordée aux médias d'information. On laisse planer, depuis quelques semaines, un ensemble de doutes et de suspicions sur des personnes qui font honnêtement leur travail, en laissant sous-entendre qu'il y a, tant à l'aide sociale qu'au nouveau regroupement de nos bureaux avec la main-d'oeuvre qui est devenu Travail-Québec, un système organisé de patronage et de favoritisme.

Je replace les événements dans leur contexte pour la nième fois et ayant en plus déjà déposé un rapport ici faisant état de l'ensemble de ces événements dont on parle maintenant. Dans un premier temps, il y a eu une plainte portant sur des événements qui se passaient entre les années 1977 à 1980. En 1980, premièrement, la plainte portée - elle le fut d'ailleurs sous le couvert de l'anonymat, devra-t-on le rappeler - a fait l'objet d'un rapport de la commission qui a pris au moins un an à faire l'analyse de l'ensemble de ces événements auxquels, par la suite, le ministère a réagi en introduisant dans sa gestion un certain nombre de principes et de règles très serrées pour permettre un meilleur contrôle de la dotation des postes, de l'affectation, etc. Un deuxième rapport, qui n'a rien à voir avec le premier, dont la commission a d'ailleurs fait état dans son rapport annuel, concernait une situation où, à la suite d'un concours de promotion pour des postes de directeurs régionaux, l'un de ces emplois n'aurait pas été offert...

Le Président: En conclusion, madame.

Mme Marois: ...de façon neutre à deux candidats. Dans le premier cas, j'ai dit, M. le Président, que compte tenu de l'évaluation que nous avons faite jusqu'à ce jour, des éléments d'analyse de la direction du personnel de notre contentieux, il n'était pas possible de porter plainte et d'intervenir de façon concrète. Dans le deuxième cas, j'ai dit: Il y a matière à sanctions, à mon point de vue et il y aura sanctions. Bon! Cependant...

Le Président: Mme la ministre, puis-je vous demander de conclure? Votre réponse est déjà suffisamment longue. Vous avez encore dix secondes.

Mme Marois: En dix secondes, il est évident que je ne pourrai répondre à la

question, M. le Président. Si vous ne me donnez que dix secondes, je n'y répondrai pas.

Des voix: Oh!

M. Picotte: M. le Président...

Le Président: Mme la ministre, je veux bien faire preuve de toute la latitude possible, mais j'en ai déjà fait preuve lors de réponses antérieures à ces questions. Ce matin encore, je vous ai laissé beaucoup de temps pour répondre à la question. Si, dans le délai prévu, vous n'avez pu y répondre, je le regrette vivement, mais vous aviez, à mon avis, tout le temps requis pour le faire. (10 h 20)

M. Picotte: Ce que j'ai demandé à Mme la ministre, c'est si elle pouvait nier ou confirmer les faits que je lui ai rapportés. En complémentaire, j'aimerais demander à la ministre si elle peut nier les autres faits suivants. En juillet 1978, Nancy Labbé, agent de bureau à Jonquière, participait à un concours de recrutement d'agent d'aide sociale. Après chaque entrevue faite dans le cadre du concours précité, M. Noël Jean, un des membres du comité de sélection, téléphonait, à Claude Labbé, son mari, pour lui demander quel pointage il devrait donner à Mme Labbé.

Le 29 août 1978, Claude Labbé faisait une demande au bureau du personnel pour combler le poste laissé vacant par la promotion de Nancy Labbé, malgré que ce ne soit que le lendemain que sera rendue publique la liste d'admissibilité sur laquelle Mme Nancy Labbé est 4e sur 24 et malgré que ce ne soit que le 19 septembre 1978, plus d'un mois après, que les candidats aux rangs 1, 2 et 3 se sont désistés.

Est-ce que la ministre pourrait aussi nier le fait que, le 30 octobre 1980, Mme Nancy Labbé était promue au poste d'agent principal à Chicoutimi, après s'être classée quatrième à un concours où son mari insistait pour être membre du comité de sélection alors que l'Office du recrutement désignait M. Roch Laliberté à sa place et après que Roch Laliberté eut fait des pressions sur M. Yvon Boily, classé deuxième au concours, pour qu'il refuse le poste?

Le Président: M. le député, votre question.

M. Picotte: Est-ce que Mme la ministre peut nier ces faits?

Le Président: Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Marois: J'imagine, compte tenu du temps qui m'est alloué, que ce type de question pourrait être inscrit de façon très

exhaustive au feuilleton et j'y répondrai à ce moment-là.

Des voix: Oh!

M. Bédard: Voilà!

Mme Marois: M. le Président, j'allais d'autre part terminer ma réponse en disant que les faits - ayant existé ou pas - soulevés la semaine dernière par le député de Maskinongé m'avaient effectivement étonnée et troublée puisque je n'en avais pas été informée de façon systématique. C'est assez normal, puisque ce sont des présomptions qu'on faisait. J'allais l'assurer que j'allais faire la lumière sur l'ensemble des événements qu'il soulève à condition, bien sûr, qu'il cesse de revenir chaque matin avec un événement qu'il retire d'un rapport - j'imagine qu'il a ou qu'il n'a pas - d'une autre connaissance qu'il peut avoir d'un certain nombre d'événements.

S'il considère que l'ensemble des événements dont il parle ici à cette Assemblée peut m'éclairer pour corriger des situations qui ne l'auraient pas été correctement, je m'engage à le faire. Mais encore faut-il que l'ensemble de ces événements me soit soumis. Avec 4000 personnes qui travaillent au ministère, j'y reviens, il y a aussi 4000 dossiers qui concernent ces mêmes personnes et je ne les apporte pas avec moi tous les matins. Merci, M. le Président.

Une voix: Bravo.

M. Picotte: M. le Président...

Le Président: M. le député de Maskinongé, en complémentaire.

M. Picotte: Merci, M. le Président. Si c'est possible d'éclairer Mme la ministre après tout ce que je lui ai dit, j'aimerais lui soumettre les faits suivants. Est-ce que la ministre pourrait nier les faits suivants à savoir que le 2 mars 1981 - c'est assez clair, c'est assez éclairant aussi j'imagine - M. Claude Labbé affecte Mme Claire Roy à titre de chef d'équipe à Baie Saint-Paul; que le 30 mars 1981 Claire Roy débute à Baie Saint-Paul sans déménager de Québec; que le 31 mars 1981 - le lendemain - Mme Claire Roy demande d'être transférée à Québec; que le même jour M. Claude Labbé signe cette demande de transfert; que le 1er avril 1981...

M. Lalonde: Le lendemain.

M. Picotte: ...l'adjoint de Claude Labbé - toujours le lendemain - Jean-Denis Bouchard, demande l'affectation de Claire Roy à Québec à titre de spécialiste; qu'en deux jours de travail à Baie Saint-Paul Mme

Claire Roy passe de la catégorie de chef d'équipe à celle de spécialiste - elle était passablement éclairée celle-là - avec la bienveillante surveillance de M. Claude Labbé?

Enfin, est-ce que la ministre pourrait dire à cette Chambre s'il n'est pas exact que Mme Claire Roy est la soeur du parrain, M. André Roy, qui est en charge de tout le système?

Le Président: Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Marois: M. le Président, je redis ce que j'ai déjà dit ici. Je trouve absolument inacceptable qu'on se serve de l'immunité dont on dispose en cette Assemblée pour citer le nom de personnes qui n'ont en aucune façon le moyen de se défendre. Jamais, je ne l'accepterai! Peut-être que des personnes s'en souviendront aussi à un moment ou l'autre de leur vie.

Ceci étant dit, il me fera plaisir de répondre aux questions au feuillet de façon exhaustive.

M. Picotte: M. le Président, question additionnelle.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: J'exhorte toutes les personnes qui ont été nommées, si elles le veulent, à faire une conférence de presse...

Le Président: M. le député, votre question.

M. Picotte: ...et à venir dire si ce n'est pas exact. Mais, la ministre pourrait-elle, de son siège, elle qui a parlé de répondre en toute honnêteté, nier les faits que j'apporte? Je dépose le premier rapport de Marotte et Gauthier, qui révèle tous les faits, ici en cette Chambre. Si Mme la ministre n'en a pas pris connaissance, je le dépose. Merci.

Le Président: Il faut le consentement pour le dépôt d'un rapport ou d'un document, est-ce qu'il y a consentement au dépôt du rapport?

M. Lalonde: Ah oui! Certainement. Vous n'allez quand même pas faire du "cover up" par personnes interposées.

Le Président: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre! Y a-t-il consentement au dépôt du document?

M. Lalonde: M. le Président.

Le Président: M. le leader de

l'Opposition.

M. Lalonde: Cela exige un consentement, mais avez-vous demandé si le leader du gouvernement a donné son consentement pour déposer ce rapport?

Le Président: J'attends la réponse, M. le leader de l'Opposition.

M. Bertrand: M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Nous n'y voyons pas d'objection. Est-ce qu'on permettrait, à la suite de cette intervention du député de Maskinongé, à ce que madame puisse compléter sa réponse?

M. Lalonde: Certainement.

Le Président: Donc, le document est déposé, Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Vous avez un titre qui est fort long. Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Marois: Je n'ai pas d'objection à ce que l'Opposition prenne la responsabilité de déposer un tel rapport. J'avais bien dit, en cette Chambre, qu'il ne m'apparaissait pas honnête, correct, et que les éléments qui sont dans ce rapport risquent d'entacher la réputation de personnes qui ne sont, d'aucune façon, mêlées à quelque événement que ce soit dont il est fait mention dans le rapport. Je laisse l'Opposition avec le choix qu'elle a fait et la responsabilité qu'elle a décidé d'assumer à cet égard.

M. Picotte: Merci. M. le Président...

Mme Marois: Quant aux mesures que j'ai pu prendre ou qui ont pu être prises dans mon ministère à l'égard de telle situation, je dois dire qu'il est satisfaisant, à mon point de vue, que ces mesures aient été prises, elles ont corrigé un climat qui pouvait exister. Merci, M. le Président.

M. Picotte: M. le Président, dernière question additionnelle.

Le Président: M. le député de Maskinongé, en complémentaire.

M. Picotte: Étant donné qu'il s'agit là, tel que je l'ai souligné, de certains organisateurs du Parti québécois et d'amis personnels de l'ex-ministre, M. Denis de Belleval...

Une voix: C'est vrai.

(10 h 30)

M. Picotte: ...je demande à la ministre de prendre avis et de me répondre dans les meilleurs délais: Qui protégez-vous, Mme la ministre?

Une voix: Très bien.

Le Président: Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Marais: M. le Président, je ne protège personne. J'essaie de faire honnêtement, correctement et honorablement ma "job". Cela dit, j'ai déjà répondu à la question du député de Maskinongé en lui disant que, s'il avait des faits nouveaux à me soulever, puisque les faits dont il parle n'ont été portés à ma connaissance que la semaine dernière, qu'il le fasse largement - on pourrait le faire ailleurs sur cette Assemblée - et je m'engage effectivement à faire la lumière sur ces questions. S'il y a matière à sanctions, nous les prendrons, M. le Président. Si la commission a mis plus d'un an à déposer un premier rapport de l'envergure de celui qui est là, on me permettra de prendre quelques semaines pour, à mon tour, faire la lumière sur d'autres événements qui ne sont pas les mêmes que ceux soulevés dans ce rapport. Merci, M. le Président.

M. Lalonde: Question additionnelle.

Le Président: Question additionnelle, M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Cela fait deux fois que Mme la ministre reproche, en quelque sorte, au député de Maskinongé de ne pas donner tous les faits. Est-ce que la meilleure façon pour permettre non seulement au député de Maskinongé, mais aux autres députés de faire connaître ces faits, ce ne serait pas une enquête publique? Le ministre de la Justice ne considérerait-il pas, compte tenu du sérieux des informations qui sont apportées - la période des questions ne permet pas de tout apporter à la fois - juste pour ces personnes-là, justement, qu'une enquête publique soit instituée dans les meilleurs délais?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Il ne serait justement pas juste pour ces personnes-là d'instruire une enquête sur la foi...

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Bédard: ...des dires du député de Maskinongé jusqu'à maintenant. M. le Président, le député de Maskinongé a

demandé à Mme la ministre responsable du dossier, à partir des documents qu'il a déposés et des questions qu'il a posées en Chambre, d'essayer d'éclairer le plus possible les membres de cette Assemblée sur l'ensemble des circonstances et des faits qu'il a soulevés. Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu a, fort à propos, dit que si la Commission de la fonction publique a pris un an avant d'en arriver à déposer ce rapport. Il me semble qu'il y a un minimum de décence à laquelle on pourrait s'attendre de la part de l'Opposition pour permettre à Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu de prendre quelques jours pour essayer de donner toutes les informations nécessaires à l'Opposition.

Quant à la demande du leader de l'Opposition, elle n'est tout simplement pas sérieuse. Merci, M. le Président.

Le Président: Question principale, M. le député de Nelligan.

Demande de commission sur le projet de loi 48

M. Lincoln: M. le Président, j'ai une question au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, à qui nous avons demandé à plusieurs occasions, au cours des dernières semaines, de surseoir à son projet de loi 48 qui va lancer une autre bagarre fédérale-provinciale sur le dos des pêcheurs, des travailleurs d'usine et de tous les gens du milieu des pêches maritimes. Nous avons depuis reçu une quantité de télégrammes représentant quelque 20 associations et plusieurs individus du milieu des pêches. J'en citerai quelques-unes: Les pêcheurs côtiers de Newport et Pabos Mills, le Regroupement des pêcheurs de Les Méchins, dans le comté de Matane, le Syndicat des employés d'usine des pêcheries de Newport, Rivière-au-Renard, Cloridorme, Saint-Maurice, Îles-de-la-Madeleine, l'Association coopérative des pêcheurs de Rivière-au-Renard, MM. Martin Castilloux, Gervais Cyr et Clermont David, capitaines propriétaires. Nous avons aussi reçu des appels téléphoniques, entre autres, de M. Pierre Hamel, de l'Association des pêcheurs côtiers de la Gaspésie. Nous avons reçu un télégramme de douze associations: le Regroupement des pêcheurs de la Gaspésie et les associations de Forillon, L'Anse-aux-Griffons, Saint-Yvon, L'Anse-à-Valleau, Saint-Godefroi, Port-Daniel, Grande-Rivière, Gaspé-Est, Rivière-au-Renard, Grande-Vallée et Mont-Louis. Tous ces gens demandent d'être entendus à une commission parlementaire et ils demandent au ministre de surseoir à son projet de loi, de le suspendre et de faire une commission parlementaire afin qu'ils puissent se faire entendre. M. le ministre, êtes-vous

prêt à vous rendre à la demande de tous ces gens, de toutes ces associations, de tous ces regroupements et à convoquer une commission parlementaire?

Une voix: Très bien!

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: M. le Président, il y a eu, depuis une semaine, en ce qui concerne le territoire maritime, des réunions regroupant des gens sur le plan régional: une à Gaspé, dimanche, la semaine dernière, et deux à Sept-Îles, mardi et mercredi. J'étais présent à celle de Gaspé et je peux vous dire que l'inquiétude manifestée par le député de Nelligan n'est pas une réalité, puisqu'on m'a posé deux questions concernant les projets de loi 48 et 49, le projet de loi 48 principalement. Les pêcheurs m'ont demandé si j'allais profiter de l'occasion pour exiger un prix assez élevé pour aider au financement de la province. Ils m'ont posé la question en riant. J'ai dit non, M. le Président. Je leur ai répondu que, selon le projet de loi, si c'était le permis qui prévalait, il n'y aurait pas d'enregistrement et que s'il n'y avait pas de permis, il devrait y avoir enregistrement. Il n'y a donc pas d'augmentation du coût pour les pêcheurs. Je leur ai même conseillé de demander au gouvernement fédéral de ne pas exiger plus cher que le Québec pour son permis, de sorte qu'ils puissent économiser de l'argent.

M. le Président, à Sept-Îles, il y a eu également des rencontres mardi et mercredi et on n'a pas discuté du projet de loi 48, à toutes fins utiles. On m'a dit, par ailleurs, concernant le territoire maritime, qu'il y avait des pressions très fortes faites par le ministre fédéral des Pêches et des Océans, qui doit maintenant avoir reçu un avis du ministère de la Justice fédéral lui disant que notre projet de loi 48 est constitutionnel et valable. On m'a aussi dit que le ministre des Pêches et des Océans fédéral faisait des pressions sur toutes sortes d'associations pour qu'elles envoient des télégrammes afin de retarder l'adoption du projet de loi.

M. le Président, retarder l'adoption du projet de loi relèverait de l'irresponsabilité, puisque la saison de pêche doit commencer à la fin de mars ou au début d'avril. Pour mettre en place tous les mécanismes et faire l'émission des permis en temps voulu, il faut que le projet de loi soit adopté avant Noël.

Le Président: En complémentaires, M. le député de Nelligan.

M. Lincoln: M. le Président, le ministre parle des mes inquiétudes. Ce ne sont pas mes inquiétudes. Veut-il dire que, dans tous

les télégrammes que nous avons reçus, ces gens écrivent des télégrammes sans avoir des inquiétudes eux-mêmes? Est-ce que ce ne sont pas les inquiétudes de ces regroupements de pêcheurs, de ces travailleurs d'usine, de ces syndicats qui représentent des centaines et des centaines de gens du milieu? N'est-il pas prêt à admettre que ces gens ont des raisons d'envoyer ces télégrammes, qu'ils ne sont pas des marionnettes du fédéral ou du Parti libéral du Québec ou de n'importe qui, que ce sont des gens qui ont envoyé cela de façon autonome? Est-il prêt à considérer leur demande, à les écouter et à ne pas passer par-dessus la tête des pêcheurs, des travailleurs d'usine, de tous les gens qui travaillent dans ce milieu, mais à convoquer le plus tôt possible une commission parlementaire?

Une voix: Très bien.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: M. le Président, pendant un mois, il n'y a eu aucun télégramme; tous les télégrammes sont arrivés les deux mêmes journées. Cela fait assez longtemps que je suis en politique pour savoir que les choses qui arrivent de cette façon n'arrivent pas spontanément, qu'il y a habituellement un meneur de jeu. J'ai téléphoné dans le territoire et les gens à qui j'ai parlé n'avaient pas d'inquiétude vis-à-vis du projet de loi 48, sauf qu'on m'a dit qu'il y avait eu des commandes du ministre fédéral des Pêches et des Océans, des gens de son cabinet. Pour ne pas leur déplaire, ils ont envoyé des télégrammes, mais sans être plus au courant des problèmes que cela pouvait leur causer. Je peux vous dire que, lors de mon séjour à Gaspé - c'étaient quand même les principaux représentants du secteur des pêches - les questions qui m'ont été posées devant tout le monde ne révélaient pas de l'inquiétude. Au contraire, j'ai plutôt reçu des témoignages de félicitations parce qu'ils ont dit: Pour la première fois, on pourra négocier.

M. Lincoln: Une dernière brève question au ministre.

Le Président: En complémentaires, M. le député de Nelligan.

M. Lincoln: Est-ce que le ministre peut me dire que les gens qui ont envoyé ces télégrammes ne savent pas ce qu'ils font? Est-ce que le ministre peut me dire que les gens qui vont venir vous voir, aujourd'hui, des gens du Nouveau-Brunswick, des gens de la Gaspésie, ne savent pas ce qu'ils font? Est-ce qu'ils sont tous des marionnettes?

Est-ce que vous insultez tous ces gens en disant qu'ils n'ont aucune autonomie pour envoyer ces télégrammes demandant une commission parlementaire? Est-ce que vous ne voulez pas les écouter une dernière fois, M. le ministre?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: Le député de Nelligan a parlé du Nouveau-Brunswick. Je lui ferai remarquer, M. le Président, que le gouvernement fédéral a cassé l'entente de 1922 un peu parce que le Nouveau-Brunswick, à de nombreuses reprises, a demandé que l'entente de 1922 soit abolie. Aujourd'hui les gens du Nouveau-Brunswick, qui ont demandé l'abolition de l'entente de 1922, voient la contrepartie: le Québec établit ses propres permis, comme c'était possible avant 1922 selon le jugement du Conseil privé de Londres de 1920. Aujourd'hui, qu'on établisse nos propres permis, c'est peut-être seulement un retour des choses un peu normal. Et il serait peut-être souhaitable, au lieu de nous faire des menaces d'adopter une loi semblable, qu'ils en adoptent une; c'est ce que nous souhaitons. À ce moment, on discutera sur un pied d'égalité. Ce n'est pas que je craigne les menaces qu'on fait d'adopter une loi semblable dans les Maritimes. Au contraire, je souhaite qu'on adopte une loi semblable dans les Maritimes, puisque à ce moment, les cinq provinces de l'Est du Canada et le gouvernement fédéral seront sur un pied d'égalité pour discuter de la question des pêches.

Actuellement, c'est la mendicité face à un gouvernement omnipotent qui décide de tout sans faire référence à personne des provinces. On l'a vu dans les dernières négociations qui ont eu lieu tant à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick ou à l'Île-du-Prince-Édouard qu'au Québec, M. le Président.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: Je veux demander au ministre, s'il pourrait déposer en cette Chambre un seul témoignage d'appui à son projet de loi 48, un seul. Nous avons reçu, au minimum, 20 télégrammes dénonçant le projet de loi. Le ministre dit qu'il a des appuis dans le milieu. Est-ce qu'il peut nous déposer un seul témoignage d'appui? (10 h 40)

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: Je pourrais dire que, si les sondages valent quelque chose, là où le Parti libéral au Québec est le plus faible, c'est en

Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine et sur la Côte-Nord; c'est peut-être un premier signe. Je voudrais vous demander, M. le Président, de demander à l'enragé de Charlesbourg de se tenir tranquille. Je peux vous dire que, dans le territoire maritime, il y a des rencontres quand même régulièrement tant aux Îles-de-la-Madeleine que sur la Côte-Nord et en Gaspésie, et qu'il n'existe pas de sentiment d'inquiétude vis-à-vis de notre projet de loi. Au contraire, il y a eu des rencontres publiques, des comptes rendus ont été faits sur ces rencontres publiques et le sujet n'a même pas été abordé. Donc, c'est complètement faux. Si j'avais voulu orchestrer une campagne publicitaire - je peux le faire, si vous voulez, si cela vous fait plaisir - pour faire en sorte d'avoir un maximum d'appuis manifestés par des télégrammes, vous savez, il n'y a rien de plus facile que de faire envoyer des télégrammes. On peut en envoyer 20 à 30 la même journée; il n'y a rien de plus facile que cela.

Vous remarquerez, M. le Président, que, quand vous avez un télégramme signé par une personne et qu'il n'y a aucune assemblée générale, aucune réunion de membres, aucune réunion d'exécutif, les télégrammes valent ce qu'ils valent dans certains cas.

M. Mathieu: M. le Président...

Le Président: En complémentaire? Question principale? M. le député de Champlain, suivi de M. le député de Beauce-Sud.

L'usine Canron de Trois-Rivières

M. Gagnon: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme en regard de l'usine Canron de Trois-Rivières. On sait que, depuis plusieurs mois, plus de 300 travailleurs de l'usine Canron de Trois-Rivières espèrent toujours reprendre leur emploi. On sait aussi que, pour que cette usine rouvre ses portes, il semblerait qu'il y aurait 50 000 000 \$ à dépenser pour moderniser la même usine et qu'on compterait sur des subventions venant du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. À la veille des fêtes et pour donner de l'espoir aux travailleurs de l'usine Canron de Trois-Rivières, est-ce que le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme pourrait faire le point sur ce dossier et me dire si, actuellement, on peut espérer que très bientôt les travailleurs de l'usine Canron de Trois-Rivières pourront retrouver leur emploi?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Biron: M. le Président, c'est exact, c'est un dossier qui est important pour la

région de la Mauricie, puisque le député de Champlain, bien sûr, ainsi que les députés de Trois-Rivières et de Maskinongé m'ont parlé à plusieurs reprises du cas de l'usine Canron. C'est un cas qui est difficile parce qu'il y a quelques années seulement le marché canadien dans le tuyau d'aqueduc en fonte ductile était d'au-delà de 200 000 tonnes; le marché est maintenant en bas de 75 000 tonnes. Il y a beaucoup d'autres produits qui remplacent maintenant la fonte ductile, c'est-à-dire le plastique ou l'amiante-ciment, ce qui rend le marché extrêmement difficile. D'autant plus que la compagnie Canron a fermé une usine à Calgary et une autre à Toronto, en même temps que celle de Trois-Rivières ou à peu près. C'est dire tout le potentiel qui est disparu. Il reste une usine de Canron à Toronto, mais, si on voulait investir massivement dans celle de Trois-Rivières, cela veut dire la fermeture de celle de Toronto.

Alors, avant que l'entreprise puisse penser sérieusement à investir, bien sûr, elle a besoin d'aide et elle a besoin aussi de changer sa technologie. À Trois-Rivières, on avait une technologie par centrifugation un peu dépassée avec le système Delaveaux. Maintenant, on songe à aller dans la haute technologie, mais cela prendrait un investissement d'environ 60 000 000 \$ qui pourrait protéger les emplois. Canron demande environ 50% de subvention aux deux niveaux de gouvernement, niveau canadien et niveau québécois. La subvention est à l'étude présentement, ce sont beaucoup de subvention pour une même entreprise, sans être certain que le marché va demeurer. Il faut avoir un marché d'exportation.

Tout ce que je peux dire au député de Champlain, c'est que nous sommes à étudier présentement, avec l'entreprise, ce que l'entreprise va investir et surtout la garantie à plus long terme qu'elle pourra demeurer si on fait l'effort nécessaire. Mais, encore une fois, il faudra véritablement que les deux paliers de gouvernement ensemble et que l'entreprise elle-même fassent un effort maximal si on veut assurer ces emplois.

M. Picotte: M. le Président, question complémentaire, s'il vous plaît.

Le Président: Question complémentaire, M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Le ministre pourrait-il nous dire, dans ce cas bien précis de la Canron, vers quelle date environ le dossier devrait être complet et serait présenté au gouvernement fédéral pour tâcher d'obtenir cette aide des deux gouvernements?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Biron: Nous sommes actuellement à compléter le dossier, mais, avant de le compléter pour le présenter autant au fédéral qu'au provincial, il faut s'assurer que l'entreprise investisse le maximum de ce qu'elle est capable d'investir. Est-elle capable d'investir 40%, 60% ou 75%? Mais des niveaux de subvention de 50%, je ne vois pas cela tellement souvent et c'est difficile d'accepter que les deux paliers de gouvernement, même ensemble, aillent aussi haut que cela dans des subventions. Cela aura comme conséquence - et c'est difficile pour le gouvernement canadien de prendre une décision là-dessus - la fermeture de l'usine de Toronto. Dans ce sens, c'est une situation qui est très délicate. Tout ce que je peux dire au député, c'est que mes gens, avec les gens du gouvernement fédéral, travaillent le dossier avec Canron, mais on veut s'assurer de prendre les bonnes décisions incluant tout le monde ensemble dans le même paquet et surtout faire en sorte que l'usine rouvre pour de bon.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Y a-t-il une date d'échéance où la compagnie devrait faire part au ministère de ses intentions face à sa participation?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Biron: Nous en sommes aux dernières négociations. Possiblement que, d'ici quelques semaines ou quelques mois au maximum, on aura complété l'aspect de l'entreprise. Il reste maintenant à avoir la subvention du gouvernement fédéral, parce que le Québec ne pourra pas mettre 50%, mais je vous ai dit tout à l'heure que c'était délicat du côté fédéral. C'est sûr que l'usine de Toronto est dépassée au point de vue technologique et, que, d'une façon ou d'une autre, elle va fermer. Fermera-t-elle dans un, trois ou cinq ans? Si on savait que ce serait très rapproché, je pense bien que le gouvernement fédéral pourrait y aller rapidement. Sinon, cela va être plus difficile d'avoir l'assentiment de ce côté-là.

Le Président: Question principale, M. le député de Beauce-Sud.

Récupération du bois en perdition provenant de la forêt privée

M. Mathieu: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et des Ressources. Elle concerne une facette de son plan de reboisement et surtout des étapes préalables, parce qu'avant de reboiser il faut récupérer. Il faut faire les travaux de

drainage, les travaux de voirie forestière et, ensuite, on peut reboiser, tout en ajustant la fiscalité municipale pour qu'elle soit incitative. Ce matin, ma question porte sur la récupération du bois en perdition provenant de la forêt privée et affectant 125 000 petits producteurs de bois au Québec qui sont en train de perdre environ 3 000 000 de cordes de bois à cause de l'inertie, sinon de l'incurie, du ministre. La cause de cet état de choses est une concurrence déloyale de la forêt publique envers la forêt privée. Il y a une personne qui peut régler le problème et c'est le ministre de l'Énergie et des Ressources qui, avec l'approbation du gouvernement, pourrait restreindre les permis de coupe sur les terres publiques pour inciter les compagnies à absorber le bois de la forêt privée. D'ailleurs, dans le Soleil du 15 décembre 1981, le ministre disait: "Le bois affecté par la tordeuse des bourgeons sera récupéré en 1982." Il y a deux ans de cela et la situation n'a fait qu'empirer.

Des voix: Question! Question!

M. Mathieu: Ne vous énervez pas! M. le Président, dans des circonstances moins graves, en 1976, le gouvernement du Parti libéral avait, par arrêté en conseil, forcé les compagnies à réduire leur permis de coupe pour permettre la récupération. De plus, il y a une décision récente de la Régie des marchés agricoles du Québec, en date du 20 octobre 1983, qui demande au ministre et au gouvernement d'appliquer la loi 41 et lui donne jusqu'au 31 décembre pour établir un programme de livraison. Ma question est la suivante: Le ministre est-il conscient du problème que vivent les 125 000 producteurs de boisé privé? Deuxièmement, entend-il donner suite à la recommandation de la Régie des marchés agricoles d'appliquer la loi 41?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Duhaime: M. le Président, je suis très heureux que le programme de reboisement que nous avons annoncé ait impressionné le député de Beauce-Sud. J'espère qu'il en parlera à son chef car les données que j'ai lues dans le magazine spécial Plus de la Presse mériteraient une mise à jour de la part de M. Bourassa, parce qu'il a confondu reboisement et ensemencement. Nous avons, avec cet objectif de 300 000 000 de plants jusqu'en 1988...

Des voix: Ce n'est pas cela, la question!

Le Président: À l'ordre! À l'ordre!

M. Duhaime: ...l'intention de reboiser l'équivalent de la moitié de la coupe faite au Québec...

Une voix: Ce n'est pas cela, la question.

M. Duhaime: ...ce qui est, M. le Président, absolument sans précédent.

M. Mathieu: M. le Président, question de règlement.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, un rappel au règlement.

M. Mathieu: J'ai posé une question sur la récupération du bois en perdition provenant de la forêt privée à cause de l'incurie du ministre. Qu'il réponde à ma question!

Le Président: Mais vous conviendrez, M. le député de Beauce-Sud, que vous avez posé une question après un très long préambule et qu'un très long préambule amène forcément parfois un très long préambule dans la réponse d'un ministre.

M. Duhaime: M. le Président, je ne sais pas si c'est le lundi matin, mais j'ai cru comprendre par le long préambule du député qu'il y avait une allusion au plan de reboisement. Cela mérite des félicitations. Je rappelle que, dans la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, le budget sera haussé graduellement à l'horizon des années qui viennent jusqu'à près de 35 000 000 \$ et, dans la grande région de Québec, à 23 000 000 \$.

(10 h 50)

Maintenant, la question du député était: Est-ce qu'on a fait quelque chose pour ce qui est du bois en perdition? D'abord, on mentionne 125 000 petits producteurs. Je ne sais pas où vous allez trouver les moyens et les gros producteurs; 125 000, c'est le total des producteurs de bois des boisés privés du Québec. Lorsque vous me parlez de 3 000 000 de cordes de bois, disons que vous charriez un peu. Si vous voulez rétrécir votre bacul un peu, on va se comprendre.

L'an passé, en 1982, à la suite de longs pourparlers qui ont duré des jours et des nuits, tant avec les représentants des compagnies du secteur du papier journal qu'avec ceux de l'industrie du sciage, d'une part, et entre les producteurs de bois, propriétaires de boisés privés, et leur fédération, d'autre part, j'ai conduit moi-même, à mon ministère, des rondes de négociations qui auraient été dignes de Genève. Nous en sommes venus à une entente et des répartitions ont été faites entre tous sur la base de prix arrêtés également pour l'année 1982, donc des quotas

et des prix établis au 31 décembre 1982.

De part et d'autre, tous se sont entendus pour reconduire cet accord au même prix et suivant les mêmes quotas pour 1983. La seule exception est le cas de la compagnie Kruger, à Trois-Rivières, qui a été soulevé l'autre jour par votre collègue de Maskinongé et qui est toujours en discussion.

J'ai eu l'occasion de parler récemment avec le président de l'UPA - je termine là-dessus, M. le Président - qui me demandait d'appliquer la très célèbre loi Bona. Je lui ai dit que je n'avais pas l'intention d'appliquer cette loi, que notre gouvernement était absolument convaincu de pouvoir en venir à une entente et c'est dans ce sens que nous travaillons.

Le Président: En complémentaires, M. le député de Beauce-Sud.

M. Mathieu: Je vois que le ministre continue son opération chloroforme. Le ministre pourrait-il confirmer qu'au mois de juin 1982, lors d'une réunion de la Fédération des producteurs de bois au mont Sainte-Anne, où il y avait 500 participants, le ministre s'est présenté en disant: Je dépose une enveloppe sur la table, votre problème est réglé, mais n'ouvrez pas l'enveloppe tant que je ne serai pas parti?

Il y a eu une motion de félicitations, mais peut-il confirmer qu'après son départ l'enveloppe a été ouverte, qu'il n'y avait rien là et qu'on a dû retirer la motion de félicitations?

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Duhaime: M. le Président, faut-il être assez extraordinairement naïeux pour dire des choses semblables!

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Le Président: À l'ordre! À l'ordre! Vous permettez? Bien.

À l'ordre!

M. le ministre, il s'agit là d'un propos antiparlementaire que je vous demande de retirer sans le moindre commentaire.

M. Duhaime: Je serais prêt à retirer le mot "extraordinairement", M. le Président.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Le Président: M. le ministre, je vous rappelle à l'ordre une première fois et je vous demande de retirer le propos que vous savez, sans commentaire.

M. Duhaime: M. le Président, sans

commentaire, mais avec regret je vais retirer l'expression "extraordinairement naïeux" et répondre maintenant au député en disant que, lors de cette assemblée annuelle où, il faut bien le croire, j'ai été très bien reçu parce qu'elle a été précédée de discussions, si mon souvenir est bon, il était question de 400 000 cordes de bois. C'est à ce chiffre que je me suis référé tout à l'heure et c'est ce qui a été réglé entre les compagnies et la fédération.

Quand le député de Beauce-Sud vient nous parler de 3 000 000 de cordes de bois, tout ce que je peux lui répondre pour l'instant, c'est qu'il ne sait pas de quoi il parle.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Mathieu: M. le Président, je confirme, pour avoir dernièrement, vendredi...

Des voix: Question! C'est lui qui répond!

Le Président: La question.

M. Mathieu: Le ministre pourrait-il nous confirmer que, malgré ses efforts de récupération, la moyenne des ventes des producteurs privés, l'année passée, a été plus faible que celle des cinq dernières années?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Duhaime: Pour autant que je le sache, la forêt privée fournit 20% des approvisionnements de l'industrie, cette année comme avant.

Le Président: Fin de la période des questions.

Il n'y a pas de vote reporté.

J'avais indiqué au début de la séance mon intention de déposer une version écrite des deux décisions que j'ai rendues vendredi pour inscription au journal des Débats, sans en faire la lecture exhaustive. J'en fais donc le dépôt pour qu'elles soient retranscrites dans le journal des Débats.

La motion visant à faire siéger l'Assemblée à huis clos

Le député de Portneuf, en cours de débat sur une motion du leader du gouvernement visant à interrompre les travaux d'une commission pour qu'elle fasse rapport à l'Assemblée, a fait une motion afin que l'Assemblée siège à huis clos.

Une telle motion est à ce point inusitée qu'on ne trouve pas de jurisprudence indiquant, ce faisant, jusqu'à quel point la règle voulant que l'Assemblée siège en public

est bien ancrée dans nos moeurs et traditions politiques.

Certes, il a pu arriver que des commissions parlementaires, pour une partie de leurs travaux, siègent à huis clos. Mais, dans ces cas comme dans les autres Parlements où cela a pu se produire, le but visé n'était pas l'exclusion du public, mais la confidentialité des renseignements dévoilés lors des délibérations qui pouvaient être nuisibles à une ou des personnes, qui pouvaient compromettre la sécurité de l'État et ainsi de suite. L'exclusion du public est la conséquence du huis clos, non le but visé.

Pour que l'Assemblée siège à huis clos, cela implique qu'il n'y a aucun spectateur dans les tribunes, que les journalistes sont exclus, que la télévision des débats est interrompue et que les propos des députés, à la limite, ne sont pas enregistrés ou, s'ils le sont, qu'à coup sûr, ils ne sont pas consignés au journal des Débats. On mesure la dérogation de ces conséquences en regard des règles habituelles régissant notre fonctionnement. Aussi, faut-il qu'il y ait des circonstances exceptionnelles pour que l'Assemblée y ait recours.

La motion de huis clos n'est pas une motion dilatoire; elle le deviendrait rapidement si tout député pouvait l'invoquer, provoquant ainsi un débat pouvant être long, sous prétexte qu'il appartient à l'Assemblée d'en décider.

Certes, en définitive, c'est à l'Assemblée qu'il importe de se prononcer sur une telle motion.

Mais, pour qu'elle soit invoquée, je suis d'avis qu'il doit y avoir des circonstances qui, *prima facie*, y donnent ouverture; en d'autres mots, la motion visant à faire siéger l'Assemblée à huis clos ne peut être proposée que si la nature des délibérations de l'Assemblée est susceptible de compromettre des personnes, des groupes, la sécurité de l'État ou pour des raisons analogues.

Le bon sens même le veut, sans quoi la motion de huis clos, de grave qu'elle soit par sa nature et ses conséquences, pourrait être réduite à un moyen de retarder les débats de l'Assemblée.

D'autre part, l'article 47 est ambigu quant au moment où une telle motion peut être invoquée. Dans l'ancien règlement, elle intervenait après la prière et avant l'ouverture des portes au public. À l'époque, comme cela se fait encore à Ottawa pour la prière à l'intention de la famille royale, celle-ci avait lieu à huis clos et ce n'est qu'après que l'on admettait le public. La motion de huis clos était donc prévue avant l'ouverture des portes. Sans vouloir trancher définitivement cet aspect de la question, il y a néanmoins de fortes présomptions qu'en ce qui a trait à l'Assemblée, la motion doit venir au début de la séance, compte tenu

des délibérations qui doivent se tenir, mais non en cours de séance.

Enfin, pour que le huis clos ait quelque chance d'être respecté, une règle non écrite, mais qui tombe sous le sens commun, veut qu'il y ait large consensus entre les groupes parlementaires, sans quoi on conçoit facilement que les renseignements et délibérations qui doivent être confidentiels ne le seront pas longtemps.

En tout état de cause, la motion du député de Portneuf, intervenant après plus de huit heures de débat sur un sujet, est irrecevable parce qu'il n'y a manifestement pas de circonstances *prima facie* qui permettraient de penser que la poursuite du débat sur la motion du leader du gouvernement pourrait donner lieu à des échanges dont la nature serait telle que l'Assemblée pourrait vouloir siéger à huis clos.

Pour ces raisons, la motion n'est pas recevable.

La motion du leader du gouvernement en vertu de l'article 156 est-elle caduque?

Une motion présentée en vertu de l'article 156 par le leader du gouvernement en vue de mettre fin aux travaux de la commission parlementaire des affaires municipales le jeudi 15 décembre à minuit et de faire rapport à l'Assemblée avant 13 heures le vendredi 16 décembre est-elle caduque du fait qu'elle n'a pas encore été adoptée alors que le terme de 13 heures est dépassé?

Une telle motion vise deux objectifs complémentaires, l'un étant la conséquence de l'autre. Elle vise à retirer à la commission des affaires municipales le mandat que l'Assemblée lui a confié, d'étudier les articles du projet de loi 38, en mettant un terme à ses délibérations le jeudi 15 décembre à minuit; elle vise ensuite à ce que cette commission ayant, par décision de l'Assemblée, terminé ses travaux, fasse le rapport que toute commission est tenue de faire, en précisant que ce rapport sera déposé avant 13 heures le vendredi 16 décembre.

Au préalable à ces deux objectifs, la motion, puisque faite en vertu de l'article 156, a pour but d'amener l'Assemblée à décider que les travaux de la commission ont duré suffisamment de temps, compte tenu de l'importance du projet de loi ou de sa longueur.

Dans cet ensemble qui inclut la décision quant à la durée des travaux de la commission et de ses conséquences, soit l'arrêt de ces travaux le jeudi 15 décembre à minuit, et le rapport à l'Assemblée nationale le 16 décembre à 13 heures, un aspect est manifestement caduc: la

commission ne pourra faire rapport avant 13 heures, puisque l'Assemblée délibère encore de la motion à 15 heures le même vendredi 16. En d'autres mots, il est bien évident que cette partie de la motion est nulle et sans effet.

En est-il de même du reste de la motion?

Il n'y a aucun doute que les travaux de la commission peuvent s'être terminés le jeudi 15 décembre à minuit, même si la motion de l'Assemblée n'est adoptée que postérieurement à cette date. La jurisprudence est, à cet égard, bien connue. Ce qui implique que le premier effet de la décision de l'Assemblée peut toujours être réalisé.

La décision elle-même, voulant que la commission ait délibéré suffisamment longtemps, peut également être valablement adoptée puisqu'il n'y a aucune date impliquée.

Donc, la commission peut décider que la commission a suffisamment délibéré et qu'elle doit mettre fin à ses travaux à minuit le jeudi 15 décembre.

Par ailleurs, la commission ne peut remettre son rapport avant le moment indiqué puisque celui-ci est périmé.

Mais, il y a lieu de se pencher sur cet aspect plus à fond. Le moment est-il l'essentiel du rapport, ou n'est-ce pas le rapport lui-même qui est l'essentiel et le moment qui est accessoire? De toute évidence, le moment fixé est accessoire et le fait de faire rapport est l'essentiel. Sans rapport, il n'y aurait même aucune mention de date.

De toute façon, même si toute la disposition de l'article concernant le rapport devait être nulle, et non seulement le moment fixé, cela n'entraîne comme conséquence que l'application de la disposition générale du règlement en vertu de laquelle une commission qui a terminé ses travaux doit faire rapport. Si bien qu'en pratique, seul le moment fixé dans la motion est nul et sans effet.

La motion du leader du gouvernement était régulière au moment où elle a été présentée.

Elle demeure conforme au règlement; le fait qu'un de ses effets soit nul et sans effet ne rend pas la disposition irrégulière, encore moins l'ensemble de la motion.

Pour ces raisons, la motion du leader du gouvernement est toujours valable quant à la décision qu'elle implique sur la durée des travaux de la commission, quant à ses conséquences sur l'arrêt des travaux de cette commission et quant à la suite qu'une commission doit donner à ses travaux, soit le rapport qu'elle doit faire à l'Assemblée. Seul un aspect accessoire, soit le moment, est nul, mais il n'entraîne pas l'irrégularité du tout.

Certes, de telles motions gagneraient à être rédigées de manière à éviter que l'essentiel ne risque d'être compromis par l'accessoire ou soumis aux aléas de la procédure parlementaire telles les motions prioritaires (privilégiées). Bien qu'il s'agisse là de cas de force majeure, il y a moyen de rédiger de telles motions de manière à leur donner un minimum de souplesse, à moins, bien sûr, de ne pas y avoir recours, comme cela est préférable.

Cela nous mène aux motions à la Chambre.

M. le leader du gouvernement.

Travaux des commissions

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Au moment de faire motion sur les commissions parlementaires qui doivent siéger, je dois indiquer qu'au salon rouge, ce matin, de 11 heures à 13 heures et cet après-midi, de 15 heures à 18 heures, la commission des communautés culturelles et de l'immigration siège pour poursuivre l'étude du projet de loi 57; au même salon rouge, de 20 heures à 24 heures, la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunit pour étudier les projets de loi 48 et 49. À la salle 81-A, de 11 heures à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, la commission des affaires municipales se réunit pour étudier le projet de loi 45. À la salle 80-A, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, la commission des affaires culturelles se réunit pour étudier les projets de loi 3 et 35.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Il n'y aurait pas une quatrième et une cinquième commission en plus?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: De 11 heures à 13 heures, deux commissions siègent. De 15 heures à 18 heures, trois commissions siègeraient et de 20 heures à 24 heures, trois commissions parlementaires siègeraient aussi, de consentement.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Est-ce qu'il y a eu consentement?

M. Bertrand: Je vous le demande.

M. Lalonde: Je ne vois aucune raison de donner un consentement et plusieurs pour ne pas le donner.

Une voix: Bravo.

Le Président: Pourriez-vous reformuler la motion en conséquence, M. le leader du gouvernement?

M. Bertrand: Oui. M. le Président, si une commission plénière siège cet après-midi de 15 heures à 18 heures, à ce moment-là nous pourrions faire siéger une troisième commission parlementaire.

M. Lalonde: Arrangez vos travaux, organisez-vous.

M. Bertrand: M. le Président, dans la mesure où la commission plénière siégerait cet après-midi et ce soir pour l'étude des crédits additionnels, nous pourrions faire siéger à ce moment-là à la fois la commission de l'agriculture...

M. Lalonde: Tout le monde sait que, si la Chambre ne siège pas, trois commissions peuvent siéger en même temps, permettant aux députés de participer aux travaux de trois commissions. C'est la raison de la limite inscrite dans nos règlements. Si la commission plénière siège à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire au salon bleu, je vous demande, M. le Président, si effectivement trois commissions peuvent siéger en plus. Je pense que ce serait une nouveauté. Enfin, je vous laisse le soin de rendre votre décision là-dessus.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: De toute façon, nous allons organiser les travaux de l'Assemblée nationale et nous verrons en conséquence. Ce matin, je réitère donc qu'au salon rouge la commission des communautés culturelles et de l'immigration siège de 11 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures pour étudier le projet de loi 57; que la commission des affaires municipales se réunie ce matin de 11 heures à 13 heures et cet après-midi de 15 heures à 18 heures pour étudier le projet de loi 45; que ce soir, de 20 heures à 24 heures, la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunit pour étudier les projets de loi 48 et 49 et que la commission des affaires municipales se réunit pour étudier le projet de loi 45.

Le Président: Il y a deux commissions. La motion vise à faire siéger deux commissions, ce qui est permis par le règlement. Vote enregistré. Qu'on appelle les députés.

(11 heures - 11 h 6)

À l'ordre, s'il vous plaît!

Avant de procéder au vote, le leader

du gouvernement ferait bien de relire la motion sur laquelle nous sommes appelés à voter.

M. Bertrand: Au salon rouge, de 11 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, la commission des communautés culturelles et de l'immigration siégera pour étudier article par article le projet de loi 57. De 20 heures à minuit, ce soir, au salon rouge, ce sera l'étude des projets de loi 48 et 49. À la salle 81-A, toute la journée, de 11 heures à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à minuit, la commission des affaires municipales siégera pour étudier article par article le projet de loi 45.

Le Président: Je mets donc cette motion aux voix. Que ceux et celles qui sont pour cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Bertrand (Vanier), Jolivet (Laviolette), Mme Marois (La Peltre), MM. Bédard (Chicoutimi), Laurin (Bourget), Bérubé (Matane), Gendron (Abitibi-Ouest), Biron (Lotbinière), Marcoux (Rimouski), Ouellette (Beauce-Nord), Tardif (Crémazie), Garon (Lévis), Léonard (Labelle), Clair (Drummond), Brassard (Lac-Saint-Jean), Duhaim (Saint-Maurice), Richard (Montmorency), Rancourt (Saint-François), Leduc (Fabre), Gauthier (Roberval), de Bellefeuille (Deux-Montagnes), Boucher (Rivière-du-Loup), Dean (Prévost), Rodrigue (Vimont), Beaumier (Nicolet), Gagnon (Champlain), Dussault (Châteauguay), Desbiens (Dubuc), Mme Juneau (Johnson), MM. Fallu (Groulx), Rochefort (Gouin), Baril (Arthabaska), Laplante (Bourassa), Champagne (Mille-Îles), Biais (Terrebonne), Blouin (Rousseau), Lachance (Bellechasse), LeMay (Gaspé), Brouillet (Chauveau), Payne (Vachon), Paré (Shefford), LeBlanc (Montmagny-L'Islet), Lafrenière (Ungava), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Levesque (Bonaventure), Lalonde (Marguerite-Bourgeoys), Bourbeau (Laporte), Ciaccia (Mont-Royal), Mme Lavoie-Roux (L'Acadie), M. Ryan (Argenteuil), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), Marx (D'Arcy McGee), Assad (Papineau), Mathieu (Beauce-Sud), Caron (Verdun), Middlemiss (Pontiac), Polak (Sainte-Anne), Saintonge (Laprairie), Rocheleau (Hull), Fortier (Outremont), Rivest (Jean-Talon), Gratton (Gatineau), Pagé (Portneuf), Côté (Charlesbourg), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Paradis (Brome-Missisquoi), Lincoln (Nelligan), Cusano (Viau), Doyon (Louis-Hébert), Dubois (Huntingdon), Sirros (Laurier), Maciocia (Viger), Picotte (Maskinongé), French (Westmount), Kehoe (Chapleau), Houde (Berthier), Hains (Saint-Henri), Leduc (Saint-Laurent), Champagne (Saint-Jacques), Maltais (Saguenay), Mmes

Bélanger (Mégantic-Compton), Saint-Amand (Jonquière), M. Bisailon (Sainte-Marie),

Le Secrétaire: Pour: 85
Contre: 0
Abstentions: 0

Le Président! La motion est donc adoptée.

À moins qu'il n'y ait des questions sur les travaux de la Chambre, cela nous mène aux affaires du jour.

M. le leader de l'Opposition.
(11 h 10)

Recours à l'article 34

M. Lalonde: J'aimerais poser une question au leader du gouvernement. Le projet de loi 45 sera justement étudié en commission parlementaire article par article. C'est un projet de loi qui a été déposé ici le 15 novembre, dont le discours de deuxième lecture a été fait le 12 décembre. On me dit qu'on en a discuté en commission parlementaire la première fois le vendredi 16 décembre, c'est-à-dire il y a quelques jours, le vendredi noir du Parlement. C'est un projet de loi d'une centaine d'articles, un peu plus, 135 articles. Vendredi après-midi, on a déposé ceci, M. le Président. Ce n'est pas le procès-verbal, ce sont les amendements à un projet de loi qui est censé avoir été préparé pendant cinq mois.

Une voix: Vous avez eu cinq mois pour préparer cela.

M. Lalonde: On nous demande, dans les dernières heures de la session, d'étudier cela correctement, en connaissance de cause de tout le milieu municipal, parce qu'il s'agit d'un projet de loi omnibus, comme on l'appelle, qui change beaucoup de lois concernant les municipalités. M. le Président, le leader du gouvernement pourrait-il nous expliquer les critères de préparation et de non-improvisation qui ont présidé à la préparation de ce travail?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, ce sont, pour l'essentiel, ou des articles d'amendements simplement par concordance avec certaines dispositions d'autres lois, ou des articles qui nous ont été transmis pour considération par des municipalités, ou des amendements qui, à l'occasion même, font l'objet de dispositions nouvelles pour donner suite à des demandes. Si ma mémoire est bonne, c'est le député de D'Arcy McGee et un de ses collègues qui ont demandé d'introduire certaines dispositions sur les éléments de pornographie afin de permettre

aux municipalités d'adopter des règlements en ce sens. C'est ce genre d'amendements, M. le Président. Cela fait suite à des représentations. Cela nous semble donc aller dans le sens du respect des représentations qui nous ont été faites.

Le Président: M. le député de Laprairie.

M. Saintonge: M. le Président, sans vouloir engager de débat, le leader mentionne que c'est à la suite de représentations du monde municipal. Il reste que le président de l'UMRCQ, qui a accepté de participer justement à cette commission, a semblé tout à fait étonné de recevoir une brique d'amendements comme ceux-là. On lui a dit qu'il en recevrait une autre brique aujourd'hui. Je trouve cela un peu curieux. Il reste que ce ne sont pas des consultations avec le monde municipal, je pense que c'est de l'imprévoyance du gouvernement. On nous demande...

Le Président: Justement, puisque vous ne voulez pas susciter de débat, puis-je vous rappeler que nous sommes à la période des questions sur les travaux de la Chambre et non pas à des interventions commentant les travaux de la Chambre?

M. Saintonge: Question de directive à ce moment-là.

Le Président: Pardon?

M. Saintonge: Question de directive.

Le Président: Oui.

M. Saintonge: De quelle façon puis-je corriger l'inexactitude des propos du leader à ce moment-là?

Le Président: Vous l'avez fait, si bien que nous n'insisterons pas sur la manière de le faire. Oui, M. le député de Laprairie.

M. Saintonge: Le leader peut-il nous dire s'il y a une autre série d'amendements qui seront effectivement déposés concernant le projet de loi 45 ce matin même?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Si quelque chose doit se passer, cela se passera à la commission parlementaire, M. le Président.

Des voix: Oh!

M. Bertrand: M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouverne-

ment.

M. Bertrand: ...je vous avoue que je ne comprends absolument pas le genre de réaction qu'on a en face.

Le Président: À l'ordre! A l'ordre!

M. Bertrand: Si des amendements doivent être présentés quelque part, M. le Président, ce n'est pas à l'Assemblée nationale, c'est en commission parlementaire. Qu'y a-t-il là de nouveau, M. le Président? C'est comme cela que les choses se passent et se font normalement.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: M. le Président, puis-je demander au leader du gouvernement s'il entend faire adopter ce projet de loi avant le congé de Noël? Je lui demanderais un peu plus de collaboration. A sa connaissance, y a-t-il d'autres amendements? Je ne lui demande pas d'en discuter, ce sera discuté à la commission parlementaire, mais il faudrait quand même informer l'ensemble des députés.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Le ministre m'indique qu'il y en aura d'autres, M. le Président, mais en moins grand nombre.

Le Président: M. le whip de l'Opposition.

Une voix: Bien planifié!

M. Pagé: En vertu de l'article 34, M. le Président. On sait que l'intention du leader du gouvernement, c'est de faire adopter le plus grand nombre possible de projets de loi d'ici à la fin de la session qui est prévue pour mercredi prochain. S'il veut atteindre cet objectif, ne croit-il pas qu'il serait plus opportun pour lui de s'assurer que le député de Champlain ne préside aucune commission cette semaine?

Des voix: Oh!

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, cela m'apparaît être une question qui, d'abord, ne s'adresse pas au leader parlementaire du gouvernement et qui, deuxièmement, m'apparaît être en soi une atteinte à la présidence de l'Assemblée nationale.

Le Président: M. le député de Portneuf ou qui que ce soit d'autre, si vous avez des

représentations à faire à cet effet, je suggère que vous les fassiez à l'extérieur et à mon bureau en particulier. Pour autant que je sache, le député de Champlain s'est bien acquitté de sa tâche de président de commission. Je ne veux pas que l'on fasse de discussion là-dessus en Chambre, à moins d'invoquer l'article pertinent du règlement à cet égard.

M. Pagé: M. le Président, je pourrai être à votre bureau à 11 h 30.

Le Président: Parfait. M. le député d'Outremont.

M. Fortier: Étant donné l'annonce qui a été faite par le premier ministre au début du mois, est-ce que le leader peut nous indiquer quand il va déposer un projet de loi touchant les droits hydroélectriques de l'Alcan?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Bertrand: Les quoi? Je m'excuse. La fin?

M. Fortier: Concernant les droits hydroélectriques de l'Alcan, est-ce qu'il y aura un projet de loi qui sera déposé, compte tenu de l'entente qui est survenue entre le gouvernement et l'Alcan elle-même?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je m'excuse, mais le député fait probablement référence à un dossier qui est au ministère de l'Énergie et des Ressources en ce moment. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une question en vertu de l'article 34. Je m'en excuse auprès du député.

Le Président: M. le député de Viger.

M. Maciocia: M. le Président, j'adresse encore ma question au leader parlementaire du gouvernement. Il devait me donner une réponse vendredi sur la question du contrat d'Yves Michaud. Je n'ai pas encore eu cette réponse. Est-ce que le leader pourrait la déposer aujourd'hui?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Bertrand: Je suis prêt à déposer le document, M. le Président.

Le Président: Il y a consentement pour le dépôt du document? Document déposé. M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: En vertu de l'article 34. Le leader du gouvernement vient d'annoncer les commissions parlementaires qui vont siéger aujourd'hui. Il restera donc deux jours de session, mardi et mercredi. Sur le projet de loi sur la fonction publique, le projet de loi 51, il y a déjà une partie des travaux de faite. Il reste à peine une quarantaine d'articles à étudier. Cette discussion va devoir se poursuivre en Chambre, étant donné qu'il va y avoir des amendements au moment de la prise en considération. Est-ce que le leader a toujours l'intention de faire adopter le projet de loi 51 avant l'ajournement ou s'il désire le reporter à plus tard?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: C'est notre intention de faire siéger cette commission parlementaire fort probablement demain.

Le Président: M. le député de Laprairie.

M. Saintonge: Est-ce que le leader peut nous dire si c'est toujours l'intention du gouvernement de faire siéger la commission parlementaire des affaires municipales pour l'étude des bills privés?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Bertrand: Jusqu'à nouvel ordre, oui, M. le Président, mais nous verrons en cours de journée.

Le Président: Ceci nous mène aux affaires du jour et à la prise en considération du rapport de la commission permanente des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 55, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption.

Une voix: Et les amendements.

(11 h 20)

Le Président: Pour le compte du ministre des Affaires sociales, M. le leader parlementaire du gouvernement a des amendements. À l'ordre! À l'ordre! Les conversations privées peuvent-elles se dérouler à l'extérieur de cette enceinte? Cela faciliterait les travaux des législateurs. Bien. M. le leader du gouvernement, il y a des amendements au rapport de la commission permanente des affaires sociales que M. le ministre des Affaires sociales désire apporter, me dit-on. Pardon? Il y a deux amendements. Le premier est le suivant: L'article 825.1 du code est remplacé par le suivant: "Un avis de la demande de placement indiquant le nom du demandeur et

le lieu de son domicile est signifié à l'enfant âgé de dix ans ou plus. Lorsque le père, la mère ou le tuteur de l'enfant sont domiciliés au Québec et ont consenti à l'adoption dans l'année qui précède la demande, un avis de la demande leur est signifié par le Directeur de la protection de la jeunesse. Dans le cas où le consentement d'adoption est spécial, l'avis de la demande de placement est signifié par le demandeur."

Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: On nous a dit que le ministre des Affaires sociales serait absent; il n'est pas ici pour expliquer la portée de l'amendement. Ne serait-il pas préférable de remettre la prise en considération de ce rapport d'ici, peut-être, une heure? Nous venons juste de recevoir l'amendement. Je l'ai remis à Mme la députée de L'Acadie et je n'ai pas encore obtenu sa réaction. Il y a quelques minutes à peine que j'ai reçu l'amendement.

Le Président: On le remettra à plus tard. Pour les fins du débat, je donne également lecture d'un deuxième amendement qui est proposé: À l'article 13, l'article 135.1 de cette loi est modifié, premièrement, par le remplacement des cinq dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: "Commets une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende de 2000 \$ à 5000 \$, s'il s'agit d'un individu, et d'une amende de 5000 \$ à 10 000 \$, s'il s'agit d'une corporation." Deuxièmement, par la suppression, dans le deuxième alinéa, de ce qui suit: "et, le cas échéant, de peine d'emprisonnement." Voilà donc les deux amendements que le ministre des Affaires sociales désire apporter au rapport de la commission. La prise en considération est donc reportée à plus tard dans la journée, si je comprends bien.

Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi 52

Ceci nous mène à la prise en considération du rapport de la commission permanente du revenu qui a étudié le projet de loi 52, Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables. Ce rapport est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. Ceci nous mène maintenant à la troisième lecture du projet de loi 18, Loi sur la Société immobilière du Québec. La parole est au ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, à moins qu'il n'y ait consentement pour adopter ce projet de loi sans débat.

M. Pagé: Troisième lecture du projet de loi 18 sur la Société immobilière du Québec?

Le Président: C'est cela.

M. Pagé: Nous sommes prêts à écouter le ministre. Où est le ministre?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 3 du feuilleton d'aujourd'hui.

Projet de loi 47

Troisième lecture

Le Président: D'accord. Alors, la troisième lecture du projet de loi 18 est reportée à plus tard et nous allons étudier la troisième lecture du projet de loi 47, Loi sur le transport par taxi. Je cède la parole à M. le ministre des Transports.

M. Michel Clair

M. Clair: Merci, M. le Président. Je pense qu'à peu près tout a été dit sur ce projet de loi sur le transport par taxi. J'en rappelle simplement les principaux éléments et l'objectif principal. Pour ce qui est de l'objectif principal, jusqu'à maintenant, le transport par taxi n'était régi au Québec que par quelques règlements adoptés en vertu de la Loi sur les transports. Ces règlements avaient été adoptés essentiellement à la suite de la centralisation de l'industrie du taxi entre les mains du ministère des Transports du Québec, en 1972-1973. On se souviendra qu'à l'époque des problèmes majeurs étaient survenus dans le fonctionnement et l'organisation de l'industrie du taxi, principalement dans la région de Montréal. À cette époque et jusqu'à ce moment, le transport par taxi relevait principalement, voire même uniquement, de toutes et chacune des municipalités du Québec, ce qui avait créé un régime extrêmement morcelé, extrêmement compliqué à administrer et dans lequel ni les usagers, ni les municipalités, ni les propriétaires ou chauffeurs de taxi ne trouvaient réellement leur compte.

On a donc procédé, en 1973, à une centralisation très marquée entre les mains du ministère des Transports du Québec. L'un des avantages de cette centralisation a été la constitution d'agglomérations de taxi, c'est-à-dire plusieurs municipalités étant réunies dans une même agglomération reconnue par règlement et les propriétaires de taxi formant une ligue représentant tous les propriétaires de taxi de cette même agglomération. C'est un avantage qu'on veut

conserver.

Cependant, les inconvénients principaux ont été les suivants. Ce sont ceux que vise à corriger le présent projet de loi. Le premier grand inconvénient a été que, par un encadrement réglementaire trop uniforme sur l'ensemble du territoire du Québec et réservant le taxi seulement pour les services traditionnels, le taxi privé, nous avons atteint comme résultat une rentabilité très déficiente de l'industrie du taxi et ce, encore une fois, principalement sur l'île de Montréal. Donc, d'abord et avant tout, la centralisation de 1973 a conduit à des problèmes de non-rentabilité de l'industrie du taxi. Deuxièmement, la centralisation a conduit à la négation, si on veut, de la nécessité de répondre de façon différente à des besoins différents en matière de transport par taxi sur l'ensemble du territoire québécois. Il est évident que les besoins de transport par taxi ne sont pas les mêmes à Matagami, à Drummondville, à Montréal et sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec, alors que le règlement 12, le règlement sur le taxi sous lequel nous vivons présentement, traitait de manière absolument uniforme tous les problèmes de transport par taxi au Québec. La troisième difficulté à laquelle a conduit le règlement sur le transport par taxi a été la détérioration de la qualité du service offert aux usagers. C'est évident que, lorsqu'une industrie est difficilement rentable, lorsqu'elle est contrôlée de très haut et, en conséquence, mal contrôlée, inévitablement, la qualité des services se détériore.

Comment le gouvernement entend-il, par le projet de loi 47, Loi sur le transport par taxi, corriger cette situation? De plusieurs manières. D'abord, l'objectif premier de la Loi sur le transport par taxi est de tenter d'apporter des solutions au problème de rentabilité du taxi et ce, de plusieurs manières. La première manière que nous avons retenue pour tenter de rentabiliser l'industrie du taxi, c'est de lui ouvrir de nouveaux marchés qui permettront en même temps d'augmenter la rentabilité et de mieux répondre aux besoins des usagers. Quels sont ces nouveaux marchés? D'abord, le taxi à contrat qui permettra aussi bien à un organisme de transport en commun, à une municipalité ou encore à un organisme sans but lucratif de contracter avec des détenteurs de permis de taxi pour l'organisation de transport collectif.

Deuxièmement, nous permettons la tarification dans le taxi par d'autres moyens que le taximètre uniquement en permettant le taxi à l'heure, le taxi par zone, le taxi au millage - au kilométrage, je devrais dire - donc, d'offrir une plus grande gamme de services. D'autre part, nous favorisons également l'émergence de taxis spécialisés en

permettant aux détenteurs de permis de taxi d'offrir des services autres que ceux qui étaient traditionnellement offerts par le taxi. Par exemple, en matière de transport des personnes handicapées, dorénavant, tous les organisateurs, toutes les organisations de transport adapté pour personnes handicapées pourront transiger avec le taxi. Même davantage, lorsqu'un organisme de transport adapté contractera pour le transport des personnes handicapées avec d'autres véhicules que des véhicules automobiles, des automobiles de promenade, il pourra le faire, mais lorsque ces gens transigeront avec des détenteurs ou des propriétaires de véhicules de promenade, ils ne pourront le faire qu'avec des détenteurs de permis de taxi. C'est donc un nouveau marché qui s'ouvre à eux.

D'autre part, nous avons voulu aussi, toujours du côté de la rentabilité, solutionner une fois pour toutes le problème des limousines, des permis de limousines, les fameuses plaques AT sur le territoire de l'île de Montréal, non pas en niant les droits acquis de ces entreprises, mais en venant les encadrer par une loi beaucoup plus adéquate que les anciens permis de la Régie des transports du Québec qui leur permettaient, à toutes fins utiles, de faire à peu près n'importe quoi, n'importe quand. Nous leur donnons maintenant un encadrement qui se rapproche davantage de celui du permis de taxi. Ils se convertiront même, d'ici à quelques années, en détenteurs de permis de taxi spécialisé.

(11 h 30)

Voilà quelques-unes des principales mesures pour assurer la rentabilité du taxi. Je pourrais en énumérer d'autres en matière de transport scolaire, en matière de transport dit spécialisé, mais je pense que, globalement, cela fait à peu près le tour des mesures qu'on met de l'avant pour assurer la rentabilité de l'industrie du taxi.

Les détenteurs de permis de taxi, principalement ceux qui détiennent des permis de propriétaires de taxi sur l'île de Montréal, prétendant, à bon droit, que, dans certaines agglomérations de taxi, ces nouveaux marchés ne suffiront pas à assurer la rentabilité de l'industrie et voulaient procéder à un programme de rachat, d'élimination, de réduction du nombre de permis de taxi. La position des pouvoirs publics là-dessus, tant la Communauté urbaine de Montréal, la ville de Montréal que le gouvernement du Québec et probablement même l'Opposition, a toujours été qu'il ne serait pas raisonnable que le gouvernement finance, à même les fonds publics, un programme de rachat, d'extinction ou de diminution du nombre de permis de taxi puisqu'on pourrait être appelé à le faire selon la conjoncture économique dans tel secteur de l'activité économique à de

multiples reprises; cela ne paraît pas une solution valable que le gouvernement, lorsqu'il y a une basse conjoncture dans tel secteur d'activité, procède à un enrichissement, si on veut, de détenteurs de permis X, Y ou Z.

Cependant, nous avons accepté d'introduire dans la loi les dispositions nécessaires pour favoriser l'introduction d'un programme de diminution, de réduction du nombre de permis à la condition qu'il soit financé par les détenteurs de permis eux-mêmes. D'ailleurs, ce sont les propriétaires de la Ligue A-11 de Montréal qui ont été les premiers à en faire la suggestion; c'est la raison pour laquelle nous mettons de l'avant les dispositions législatives nécessaires pour permettre une réduction du nombre de permis de propriétaires de taxi financée par les propriétaires eux-mêmes.

J'ajouterai même qu'au moment où on se parle j'ai déjà acheminé vers le Conseil du trésor une demande de contribution financière pour poursuivre les études qui ont été entamées par le COPEM qui ont exploré une avenue intéressante en ce qui concerne l'administration d'un tel programme de réduction de permis de taxi de l'agglomération de la Ligue A-11 sur l'île de Montréal. J'ai bon espoir qu'au cours des prochains mois on puisse en venir à un accord avec les principaux intervenants en matière de réduction du nombre de permis de taxi.

J'indique tout de suite, cependant, qu'il me semble que penser réduire en une même année, alors qu'on essaie de développer de nouveaux marchés, le nombre de permis de taxi d'un ordre de grandeur de 2000, c'est beaucoup trop élevé. Je pense qu'on devrait avoir des ambitions plus modestes à cet égard.

Voilà, en ce qui concerne la rentabilité, toute une série de mesures qui visent, d'une part, à développer de nouveaux marchés pour tous les propriétaires de taxi et, d'autre part, à permettre, là où les pouvoirs publics et les autorités régionales, de même que les détenteurs de permis de taxi le jugeront à propos, de procéder à un programme de réduction de permis de taxi.

L'autre problème qui se présentait dans l'industrie du taxi, à savoir la centralisation, trouve également des éléments de solution dans la proposition de ce projet de loi. Essentiellement, le projet de loi propose non pas ce qu'on appelle une décentralisation à l'égard des municipalités, des municipalités régionales ou des communautés urbaines, mais plutôt un nouveau partage de pouvoirs. Je m'explique là-dessus.

Jusqu'à 1973, les permis de taxi étaient émis uniquement par les municipalités elles-mêmes, ce qui a amené un très grand morcellement des tarifs, par exemple, et du contrôle de la qualité du taxi. En 1973, on

est passé d'un extrême à l'autre. On a dit: Tout va être contrôlé par le ministère des Transports du Québec. Nous essayons simplement de revenir à un moyen terme où, effectivement, la Régie de l'assurance automobile conserve un rôle, la Commission des transports du Québec aussi, mais, cependant, la loi propose aux municipalités, aux communautés urbaines ou encore aux municipalités régionales qui le désirent, de pouvoir s'impliquer davantage dans l'organisation du transport par taxi sur leur territoire.

Ainsi, le projet de loi est assez flexible pour permettre à la Communauté urbaine de Montréal qui s'est déjà montrée intéressée, de pouvoir accueillir chez elle un certain nombre de responsabilités en matière d'organisation par taxi. Et, ma foi, si je me fie aux dernières indications que j'ai eues là-dessus, on peut espérer que d'ici les six prochains mois au plus tard, un nouveau partage de responsabilités va se faire entre Québec et Montréal en matière de transport par taxi et ce, j'en suis convaincu, pour le plus grand bénéfice tant des usagers, des détenteurs de permis du gouvernement que de la communauté urbaine elle-même.

Cependant, le projet de loi est également assez flexible pour permettre à un regroupement de municipalités, d'une même agglomération, où on retrouve parfois deux, parfois cinq, parfois dix municipalités, de pouvoir signer entre elles une entente intermunicipale pour partager avec le gouvernement les responsabilités en matière d'organisation du transport par taxi et ainsi mieux répondre aux besoins de leur collectivité, sans pour autant que cela soit imposé par Québec. C'est une occasion qui est offerte aux municipalités qui considèrent que le transport par taxi pourrait jouer un rôle plus important en matière de transport des personnes sur leur territoire s'il était organisé, contrôlé, développé par les autorités locales.

Finalement, le projet de loi prévoit également la possibilité qu'une MRC, une municipalité régionale de comté, puisse, si elle le juge à propos, s'approprier les pouvoirs qui sont prévus par le projet de loi.

Voilà, M. le Président, pour la deuxième grande dimension de ce projet de loi, à savoir un nouveau partage des responsabilités qui tient compte des deux grands courants qu'on a vécus au Québec, à savoir une décentralisation totale où le pouvoir était morcelé entre les 1500 ou 1600 municipalités du Québec et une centralisation excessive que nous avons connue depuis 1973. On essaie simplement d'adopter une position plus modérée, plus nuancée, qui soit de nature à mieux répondre aux attentes du milieu en ce domaine-là.

Le troisième aspect de ce projet de loi concerne les ligues de propriétaires de taxi.

Nous savons que certaines ligues ont connu des difficultés dans le passé mais que dans l'ensemble elles ont joué un rôle positif en ce qui concerne le développement de l'industrie du taxi. Le projet de loi 46 vient confirmer l'existence des ligues de taxi au Québec, vient confirmer la cotisation obligatoire pour le fonctionnement d'une ligue de taxi, mais vient clarifier le rôle des ligues en les confirmant dans leur rôle d'associations professionnelles vouées à la promotion, à la défense des intérêts des propriétaires de taxi mais en leur retirant tout rôle quasi judiciaire que certaines avaient cru se voir attribué par l'ancien règlement sur le taxi. Ce qui a semé de la zizanie dans le milieu du taxi au sujet des ligues, ce fut essentiellement le fait que des ligues de taxi se sont crues habilitées à conduire des actions quasi judiciaires dans le domaine du taxi, ce qui n'était pas leur rôle au départ et ce qui ne doit pas être leur rôle.

Je pense qu'en les confirmant dans un rôle de représentants des intérêts de l'industrie du taxi, des détenteurs de permis de propriétaire de taxi, on pourra permettre aux ligues de jouer encore, de manière plus positive, le rôle qu'elles ont joué et qu'elles continueront à jouer, je l'espère, au cours des prochaines années.

M. le Président, avant de terminer vous me permettez de rappeler que deux des questions qui avaient été soulevées par l'Opposition sont en voie d'amélioration sinon de règlement, même si elles ne relèvent pas au premier chef de ce projet de loi. La question des assurances. Je rappelle qu'à la suite d'une initiative de la Fédération des ligues de taxi du Québec, 800 propriétaires de taxi se sont donné un plan d'assurance collective qui a eu comme conséquence de réduire de près de 40% les contributions, les primes d'assurance matérielle pour les propriétaires de taxi et qu'on peut espérer que cette initiative connaisse un succès encore plus grand dans les années futures. Déjà, on peut sentir que non seulement c'est avantageux pour les propriétaires qui se sont assurés dans ce regroupement, mais également pour les autres propriétaires, puisque la concurrence semble revenir de plus en plus vivement dans le domaine de l'assurance matérielle, des dommages matériels, pour l'industrie du taxi.

(11 h 40)

En ce qui concerne la Régie de l'assurance automobile du Québec, je rappelle qu'en cinq ans les propriétaires de taxi ont vu leurs primes augmenter de moins de 12%, soit environ 11,7% pour cinq ans, avec une contribution d'environ 280 \$, ce qui a considérablement amélioré le sort des propriétaires, des chauffeurs de taxi, quand on connaît les difficultés auxquelles ils devaient faire face auparavant pour s'assurer

dans ce domaine.

Finalement, une revendication de vieille date de la part de l'industrie du taxi avait trait à la taxe sur les carburants. J'ai toujours dit, M. le Président, que nous toucherions à la taxe sur les carburants pour les propriétaires de taxi le jour où on serait en mesure de proposer un programme d'ensemble de revitalisation de cette industrie. C'est maintenant chose faite puisque, d'une part, nous avons un projet de loi qui va permettre - je l'espère vivement - de revivifier l'industrie du taxi et, d'autre part, le ministre des Finances a accepté non seulement de réduire la taxe sur les carburants, mais même d'abolir complètement la surtaxe en ce qui concerne les propriétaires de permis de taxi en offrant un crédit de 500 \$ sur la taxe sur les carburants à tous les détenteurs d'un permis de taxi le 31 décembre de l'année 1984. Cela améliorera de façon considérable la rentabilité du taxi puisque, au total, la réduction de la taxe générale sur les carburants, plus le remboursement de 500 \$, c'est au-delà de 1000 \$ de moins par année qu'auront à investir les propriétaires de taxi pour assurer le bon fonctionnement de leur automobile et, donc, augmenter d'autant leurs profits à la fin de l'année, leur rentabilité.

Je pense que c'est une mesure de première importance qui place le transport par taxi sur un pied d'égalité avec le transport en commun, à qui nous avons également accordé une telle abolition de la surtaxe sur les carburants. En ce qui concerne les propriétaires de taxi, s'ils le désirent, cela pourra leur faciliter d'autant plus sur le plan financier l'introduction d'un programme de réduction du nombre de permis de taxi. Je ne dis pas que ce remboursement est conditionnel à ce qu'ils le fassent. J'ai toujours dit que les propriétaires de taxi devaient s'exprimer là-dessus, mais on conviendra avec moi que, dans la mesure où les coûts de fonctionnement diminuent une même année de 1000 \$ pour les propriétaires de permis de taxi, l'occasion serait belle pour qu'ils profitent, en totalité ou en partie, de cette réduction des coûts de fonctionnement de l'industrie du taxi pour s'autocotiser et favoriser la mise en oeuvre d'un plan de réduction du nombre de permis de taxi au Québec.

En terminant, M. le Président, je voudrais remercier la Fédération des ligues de taxi et l'ensemble des ligues de taxi qui nous ont éclairés, depuis au-delà de deux ans, pour la mise en marche de ce projet de loi. Je voudrais également remercier la Communauté urbaine de Montréal avec qui nous avons eu l'occasion, mes fonctionnaires et moi, de travailler pendant de nombreux mois pour mettre ce plan au point. Je pense qu'aujourd'hui il ne nous reste qu'à l'adopter

en troisième lecture et souhaiter que, le plus rapidement possible, les effets positifs qui découlent de ce projet de loi puissent se faire sentir concrètement tant pour les usagers, les propriétaires de permis de taxi et les chauffeurs de taxi que pour l'ensemble de la collectivité québécoise. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Sainte-Anne.

M. Maximilien Polak

M. Polak: Merci, M. le Président. Comme vous le savez, et le ministre le sait, le porte-parole dans le dossier du taxi, c'est le député de Jeanne-Mance. J'ai travaillé avec lui tout au long de la discussion de ce projet de loi 47, Loi sur le transport par taxi, et j'ai l'honneur de le remplacer ce matin, dans ce débat de troisième lecture.

Nous avons eu de la difficulté à déterminer notre position face à ce projet de loi en troisième lecture, parce que, d'un côté, nous sommes d'avis qu'il s'agit clairement d'améliorations pour ceux qui travaillent dans le domaine du taxi, améliorations que nous avons toujours voulues et qui sont, en grande partie, dues aux pressions exercées par l'Opposition dans ce dossier.

D'autre part, M. le Président, nous avons critiqué le ministre de ne pas être allé assez loin dans ce dossier. Il y aurait d'autres méthodes, pour améliorer le sort de ceux qui travaillent dans cette industrie, qu'il n'a pas voulu accepter. Nous avons également critiqué le fait qu'il y a énormément de détails qui seront laissés aux règlements. Encore une fois, il y a le grand problème de tout laisser à une réglementation à venir, sur laquelle on n'aura pas de contrôle et on donne plus ou moins carte blanche au ministre et à son ministère d'arriver plus tard avec des règlements qui ne seront peut-être pas acceptables.

M. le Président, c'est un peu le dilemme dans lequel on se trouve. D'une part, on est évidemment favorable à l'amélioration du sort des chauffeurs de taxi, des propriétaires de taxi. D'autre part, on voit une faiblesse dans le projet de loi.

Avant de donner notre décision finale, M. le Président, et peut-être pour laisser un peu le ministre dans l'attente, je voudrais parler de quelques points où il y a nette amélioration et aussi de quelques points sur lesquels nous avons une critique à faire.

En ce qui concerne les améliorations, il y a, évidemment, maintenant dans ce projet de loi une décentralisation qui n'existait pas auparavant. Nous avons toujours été favorables à cette décentralisation. Je me rappelle très bien que le projet de loi est en fait le résultat direct d'une commission

parlementaire où toutes sortes de groupes sont venus se faire entendre. Nous avons toujours appuyé le fait d'avoir un système plus décentralisé.

Par exemple, la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et les grandes communautés urbaines ont maintenant la possibilité de participer activement au dossier du taxi. Quant à nous, c'est une nette amélioration, et nous sommes prêts à prendre le crédit pour cela, parce que c'est à cause de la pression exercée par notre équipe, surtout par le député de Jeanne-Mance, qu'on a obtenu ce résultat. Nous sommes pour ce principe.

M. le Président, le ministre a parlé de nouvelles avenues dans l'industrie du taxi. Je me rappelle la belle petite brochure qui a été publiée, celle où on voit le visage d'un chauffeur de taxi heureux, riant, avec une belle automobile très propre, qui donne l'impression qu'il fait beaucoup d'argent comme chauffeur de taxi. Les clients dans la rue l'attendent. Il n'a pas de place dans sa voiture, parce qu'il est tellement occupé. À voir cette petite brochure, on doit vraiment rire un peu, parce qu'il ne faut tout de même pas leurrer les chauffeurs de taxi, les opérateurs et les propriétaires. Nous croyons que, même avec ces nouvelles avenues, on n'est pas allé très loin.

Par exemple, il est maintenant possible à l'industrie du taxi de s'occuper du transport de personnes handicapées. On sait que, à la Communauté urbaine de Montréal... Ce matin, je viens juste de recevoir une lettre d'un organisme qui s'occupe des personnes handicapées dans l'agglomération montréalaise qui demande déjà de nous rencontrer afin de discuter cela plus en détail, parce qu'il considère que c'est une belle promesse que désormais l'industrie du taxi puisse s'occuper du transport des handicapés. Qu'est-ce qui arrive, par exemple, dans la ville de Montréal ou dans la communauté urbaine alors que ce transport a déjà été organisé par la CTCUM? Ce sera très difficile de la convaincre de laisser tomber une partie d'un domaine dont elle s'occupe déjà. Il y a toujours les problèmes des relations ouvrières. À un moment donné, les chauffeurs de ce petit minibus qui oeuvrent maintenant à Montréal peuvent dire: C'est bien beau de transférer ce domaine du transport des personnes handicapées aux taxis, mais nous avons des droits aussi. Nous travaillons justement sur ce petit minibus. Nous ne voulons pas perdre notre poste. On voit déjà un conflit. On a posé la question au ministre lors de la discussion article par article et il a répondu que le gouvernement a donné la possibilité de régler cela; mais, il faut que la Communauté urbaine de Montréal et l'industrie du taxi trouvent une solution. C'est bien beau de faire de belles promesses,

de donner une belle boîte avec un beau ruban, mais c'est moins beau quand on l'ouvre et qu'on ne trouve même pas de gâteau de Noël.

(11 h 50)

M. le Président, un autre problème, c'est qu'il y aura un système de démerite pour les chauffeurs de taxi et les détenteurs de permis. On est pour un certain contrôle et on veut que ce soit une industrie qui soit exploitée par des professionnels, mais là où on était contre et où on n'a pas réussi à convaincre le ministre de changer cela - c'est que ce système de démerite va fonctionner encore dans une réglementation. On n'a aucune idée du nombre de points enlevés pour tel problème causé par un chauffeur de taxi. On ne sait rien de cela. Il faut compter encore une fois sur le gouvernement et les ministères pour nous présenter plus tard une réglementation qu'on ne connaît pas d'avance. Nous, on aurait préféré connaître au moins les paramètres et que, encore une fois, on ne dépende pas de la réglementation.

Je viens de voir que le député de Trois-Rivières est ici dans l'Assemblée. C'est justement lui qui a écrit, avec le député de Westmount, des commentaires assez bien étudiés sur ce problème de la réglementation. Quand on regarde le projet de loi sur le transport par taxi, le projet de loi 47, on note qu'il n'y a aucune amélioration et qu'encore on dépend de cette surréglementation.

Le ministre a fait référence à la possibilité pour le détenteur d'un permis de taxi de faire le rachat parce qu'il y a trop de permis. C'est bien connu, par exemple, qu'à Montréal il y a trop de permis. C'est une des raisons pour lesquelles l'industrie n'est pas profitable et que c'est tellement difficile pour les chauffeurs de taxi de gagner leur vie décemment. C'est bien beau de dire: Maintenant, ils seront en mesure de le faire parce que le ministre des Finances leur donnera, à la fin de 1984 - pas à la fin de cette année 1983 - dans un an, à la fin de l'année 1984, ils auront un rabais ou un crédit de 500 \$ par taxi. On a soulevé ce point devant la commission, à l'étude article par article en disant que c'est bien beau de donner un crédit de 500 \$, mais, si on sait qu'il y a des taxis à Montréal qui sont conduits par deux ou trois personnes différentes, cela donnera peut-être 150 \$, si le chauffeur est assez chanceux pour recevoir sa part, et peut-être que le propriétaire réclamera le tout.

On ne va pas loin avec ce petit montant de 500 \$ qui va être payé en 1984. Ce n'est pas cela qui va résoudre le problème. Il n'y a aucune intervention de la part du gouvernement, seulement une promesse de faire quelque chose pour résoudre ce problème. Encore une fois, ici, il

ne faut pas que l'industrie du taxi se fasse leurrer par de belles déclarations. On vous donne maintenant, monsieur et madame qui travaillez dans l'industrie du taxi, la possibilité de racheter des permis. Cela est encore une belle possibilité, mais sans viande.

Le ministre a parlé du taxi à contrat. C'est vrai que maintenant il y a la possibilité, dans ce qu'on appelle les nouvelles avenues, d'avoir, par exemple, un taxi à contrat qui se fait entre un chauffeur de taxi et quelques personnes, par exemple, pour aller du lieu de travail à leur domicile. Encore une fois, on a indiqué au ministre qu'on a peur de trop de réglementation. Les contrats doivent être faits par écrit, doivent être signés par les parties, doivent être déposés. Donc, on a suggéré de modifier cela pour que ce soit le plus simple possible. Qu'on n'arrive pas avec de grands contrats qui doivent être étudiés par toutes les parties avant d'être signés. Le ministre nous a répondu que ce n'était pas son intention et qu'il s'agissait plutôt d'un bon de commande, d'un document assez simple. On espère que cela restera comme cela parce que, nous, on est absolument contre le fait de trop de paperasse, de trop d'interventions. Toutes sortes de personnes, des inspecteurs, des dépositaires de ces documents, de ces contrats, on ne veut rien de cela. On l'a averti. On espère qu'il va tenir parole.

Concernant les assurances, c'est vrai, cela ne se trouve pas directement dans le projet de loi, mais on en a parlé longuement devant la commission. Même s'il y a des regroupements de propriétaires de taxi agissant dans une sorte de coopérative pour s'entraider au point de vue des assurances, M. le Président, vous n'avez qu'à demander à n'importe quel propriétaire de taxi combien il paie en assurances maintenant. Cela varie entre 1500 \$ et 2000 \$ par année. Le montant est absolument exagéré. C'est trop. Il y a encore quelques compagnies qui s'occupent justement d'assurances de taxis et, nous, on a toujours - et le député de Jeanne-Mance a travaillé très fort dans ce dossier - on a toujours indiqué au ministre que nous ne sommes pas du tout heureux de ces assurances. Quant à nous, il devrait y avoir un autre système, une amélioration, soit que le gouvernement intervienne par une sorte de coopérative dans laquelle il serait intéressé. On a fait cela pour ceux qui conduisent leur automobile sur une base privée; donc, pourquoi n'y aurait-il pas moyen de faire quelque chose? Ce ne serait peut-être pas à 100%, mais au moins on participerait à une formule où ceux qui conduisent un taxi peuvent être assurés pour un montant moindre que celui qu'ils paient maintenant, ce qui leur permettrait de gagner leur vie d'une manière décente.

M. le Président, on a fait mention au

ministre - encore ici, la réponse a été négative - du principe que nous favorisons: un chauffeur, une automobile. Vous savez, ici, par exemple, à Québec, il y a une coopérative de taxis qui elle-même a décidé - cela marche très bien - d'appliquer cette règle d'un chauffeur, un taxi, et on voit qu'un homme conduit le taxi et le résultat est que la population est desservie par moins de personnes, parce qu'un homme conduit un taxi. Le résultat a été d'abord une amélioration de la qualité de celui qui conduit le taxi, parce qu'il devient de plus en plus le professionnel que nous désirons tous. Deuxièmement, on a vu qu'il n'y a aucune réduction de la qualité du service. Donc, ici, à Québec, le modèle existe déjà. D'ailleurs, à Québec, le modèle du transport de personnes handicapées marche très bien; j'en ai souvent parlé avec des chauffeurs de taxi et ils sont tous fiers de dire qu'ils participent à ce système et que cela va très bien.

Mais, quand on pense aux grands centres comme l'agglomération montréalaise, la Communauté urbaine de Montréal, ce n'est pas tout à fait la même chose. Vous savez, il y a encore des taxis qui roulent "around the clock", comme on dit. Il y a trois hommes et de temps en temps quatre qui conduisent un même taxi à tour de rôle. Cela rend de plus en plus difficile la possibilité à un vrai travailleur de l'industrie du taxi de gagner sa vie. Encore ici, le ministre nous a répondu que ce n'était pas à lui d'intervenir, que la ligue devrait organiser cela plus tard, etc. Je pense que le gouvernement n'est pas allé assez loin là-dedans; nous aurions préféré voir des mesures plus concrètes pour aller dans cette direction.

Quand le ministre a mentionné un rabais possible du prix du carburant pour les taxis, là aussi nous en avons parlé en commission et cela a été carrément refusé. Je me rappelle très bien que le député de Jeanne-Mance avait suggéré, un peu comme le gouvernement fédéral l'a fait, qu'il y ait un rabais, peut-être à la fin de l'année, alors que ceux qui exploitent un taxi obtiennent un rabais spécial. Il n'y a rien là. Comme le ministre l'a dit: S'il y a un rabais, ce sera pour tout le monde, y inclus les opérateurs de taxis, tandis que notre opinion était que ceux qui exploitent des taxis sont punis de manière encore plus grave que quelqu'un qui se sert de son automobile sur une base privée. C'est normal. S'il y a une augmentation sur la taxe sur l'essence désastreuse comme celle que nous avons eue, cela frappe toute la population, cela frappe plus le plus démuné, mais cela frappe également très fort ceux qui exploitent un taxi parce que, pour eux, l'essence, c'est simplement une matière de base pour exploiter leur taxi. Encore ici, réponse négative, aucune considération.

M. le Président, ayant soulevé tous ces différents arguments, il n'y a vraiment aucune raison pour nous de dire que nous voterons pour ce projet de loi en troisième lecture, parce que le ministre n'a pas donné une réponse satisfaisante aux critiques du député de Jeanne-Mance et de notre députation. D'autre part, nous avons réalisé qu'il y a une amélioration, la porte est ouverte maintenant et nous sommes quand même une Opposition responsable. Je me rappelle qu'en commission nous avons argumenté, nous avons parlé très longtemps, souvent jusqu'à minuit, pour étudier tout cela en détail et, même si nous avons établi le point que le gouvernement n'est pas allé assez loin dans ce projet de loi, pour donner une chance à l'industrie du taxi, pour que ceux qui y oeuvrent puissent être de vrais professionnels, tout de même, nous ne voulions pas que notre vote contre soit interprété comme si nous étions contre le progrès. Nous ne sommes pas du tout contre le progrès et, en fait, comme le député de Jeanne-Mance l'a déclaré et en a fait la preuve, je pense que c'est surtout sous son influence, par sa manière d'agir pour prendre l'intérêt de l'industrie du taxi - et des propriétaires et des chauffeurs - que le ministre a agi.

(12 heures)

On voit cela très souvent. On voit même le ministre de la Justice agir souvent sous la pression qui parvient du député de D'Arcy McGee et je pense que dans le domaine du taxi on voit un peu le même phénomène. Donc, à ce niveau-là, nous sommes fiers que le gouvernement, finalement, après tant d'années, commence à bouger et à cause de ce résultat, nous sommes évidemment en faveur de ces changements. Pour nous, c'est plus important de ne pas être critiqués parce qu'on n'a pas accepté ce projet de loi. On est pour ce projet de loi. On était pour le principe en deuxième lecture. Maintenant, ayant vu le texte final et les amendements, même ayant connu la déception du refus de plusieurs de nos amendements et de plusieurs de nos demandes, tout de même, on votera pour ce projet de loi. On va avertir le ministre pour qu'il ne commence pas à dire à l'avenir: Vous avez accepté, tout est réglé. Rien n'est encore réglé. On accepte d'être pour, parce que nous sommes une Opposition qui pense d'une manière objective et positive pour améliorer le sort de ceux qui travaillent dans l'industrie du taxi, mais qu'il n'oublie pas - si jamais il cite cela - qu'il n'oublie pas de citer et continuer à dire que pour nous, la porte est ouverte. Il faut continuer sur cette route. Il y a d'autres améliorations à apporter. Il faut donner tout l'appui possible à ceux qui travaillent dans cette industrie. Il faut peut-être de temps en temps tordre le bras de cette communauté urbaine ou peut-

être des affiliations de chauffeurs et les ligues de propriétaires de taxi précisément pour que toute l'industrie puisse en bénéficier, parce que nous, c'est une affaire qui nous tient à coeur. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre des Transports, votre droit de réplique.

M. Michel Clair (réplique)

M. Clair: Oui, une brève réplique, M. le Président, d'abord pour dire au député de Sainte-Anne que je suis heureux d'apprendre que sa formation politique va appuyer l'adoption du projet de loi 47, Loi sur le transport par taxi. Je pense que c'est là le signe qu'après deux ans et demi de travail en matière de transport par taxi, nous en sommes venus à un projet de loi qui répond très largement aux attentes de l'industrie du taxi.

Je sais que certaines demandes qui avaient été formulées tant par l'Opposition que par les milieux du taxi n'ont pas été retenues et je pense que c'est à bon droit qu'elles n'ont pas été retenues, essentiellement pour deux raisons: d'abord, parce que certaines des demandes de l'Opposition et du milieu du taxi auraient été, à mon point de vue, prématurées. On ne peut pas tout bouleverser du même coup dans un secteur économique ou dans un secteur de transport de personnes. Il y a certaines demandes qui doivent, je pense, attendre et on verra. Je me souviens du député de Portneuf qui soulevait des questions intéressantes en matière de taxi rural. Je pense qu'il y a des possibilités qui sont désirables à cet égard, mais aller plus loin aurait pu constituer un changement où on aurait été trop loin. Je pense là-dessus que le projet de loi va aussi loin qu'il est possible de le faire dans une première étape, une étape majeure de réforme du cadre institutionnel ou organisationnel de l'industrie du taxi.

Il y a d'autres demandes aussi qui ne pouvaient pas être retenues par celui qui vous parle en matière d'organisation par taxi, même si elles étaient proposées par l'industrie elle-même ou encore par l'Opposition, parce que ces propositions, à première vue, peuvent sembler intéressantes, mais quand on les regarde de plus près, risquent de venir compliquer la situation plutôt que de l'améliorer. Je donne comme exemple la proposition du député de Sainte-Anne de rendre obligatoire la règle d'un homme, une voiture. J'ai longuement réfléchi à la possibilité d'introduire cette règle. Si on le faisait par la loi, cela veut dire qu'on aurait imposé cette règle dans tout le Québec, alors qu'il n'est pas nécessairement

souhaitable que cela soit imposé dans toutes les agglomérations du Québec et en particulier en ce qui concerne les taxis régionaux, les plaques TR. Je pense qu'on aurait privé inutilement de service des populations qui sont en droit d'attendre la plus grande offre de services possible de la part des détenteurs de permis. D'autre part, cette règle d'un homme, une voiture existe déjà dans un certain nombre d'agglomérations qui ont démocratiquement décidé au point de vue des ligues de taxi et des associations de service de se donner une telle règle. C'est ainsi, par exemple, qu'à la Coop de taxi de Québec, les propriétaires de taxi se sont donné cette règle et elle donne des résultats intéressants. Il y a certaines associations de service de Montréal qui se sont imposées elles-mêmes la règle d'une personne, une voiture par jour et je pense que cela fonctionne bien. Mais aller imposer par la loi dans toutes les ligues de taxi la règle d'une personne une voiture par jour, je pense que cela aurait été aller trop loin. On peut espérer qu'au fil des années, dans la mesure où cela répond aux attentes et aux besoins tant des usagers que des détenteurs de permis et des chauffeurs, cette règle s'implantera progressivement. Je n'ai pas voulu la retenir, la rendre obligatoire; je pense qu'on n'aurait pas rendu service à l'ensemble des détenteurs de permis de taxi au Québec.

Je dirai, en terminant, que je suis content de voir que l'Opposition a pu évoluer sur ce projet de loi. J'en donne simplement comme exemple qu'au niveau des discours en deuxième lecture les députés de l'Opposition avaient surtout insisté sur le trop grand nombre de pouvoirs réglementaires qui étaient attribués au gouvernement en matière de transport par taxi. On a répondu à toutes les questions sur les 23 pouvoirs réglementaires attribués au gouvernement. En ce qui concerne des choses aussi simples que de pouvoir décréter qu'il y a un dôme sur un taxi et qu'il doit être de telle dimension, ce n'est pas nécessaire de l'inscrire dans la loi; l'esthétique étant susceptible de varier, comme les goûts d'ailleurs, c'est toujours prévu dans un règlement. Même chose en ce qui concerne le fait qu'un véhicule taxi doit avoir quatre portes; il n'est pas nécessaire de l'inscrire dans la loi, cela va très bien dans un règlement.

Tout cela pour vous dire qu'alors que l'Opposition s'est prononcée contre ce trop grand nombre de pouvoirs réglementaires attribués au gouvernement, croyez-le ou non, sur 21 des 23 pouvoirs réglementaires qui étaient proposés, l'Opposition a voté favorablement. C'est donc dire qu'en répondant aux questions des députés de l'Opposition, ceux-ci, prenant une connaissance plus approfondie du projet de loi, en sont venus à la conclusion que de

façon très largement majoritaire le projet de loi répondait aux attentes et qu'ils allaient voter pour l'adoption du projet de loi. Vous m'en voyez réjoui, M. le Président, car c'est la preuve que, quand les députés libéraux font leur travail comme il faut, quand ils regardent de très près un projet de loi proposé par le gouvernement, il arrive qu'ils finissent par comprendre et soient satisfaits des projets de loi du gouvernement, ce qui semble être le cas de la Loi sur le transport par taxi. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): La troisième lecture du projet de loi 47, Loi sur le transport par taxi, est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je vous demanderais de rappeler la prise en considération de l'article 10.

Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié le projet de loi 55

Le Vice-Président (M. Rancourt): Prise en considération du rapport de la commission permanente des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 55, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption. Est-ce que cette prise en considération est adoptée?

M. Bertrand: Il y a des amendements, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Il y a des amendements.

M. Bertrand: Il y a deux amendements. Après avoir consulté l'Opposition, il semble que ce soit deux amendements qui ont été présentés à la demande même de Mme la députée de L'Acadie, et qu'il y aurait consentement pour que nous puissions procéder à l'adoption du rapport de cette commission parlementaire.

M. Lalonde: Effectivement, M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: ... Mme la députée de L'Acadie me confirme que ce sont des amendements qui font suite à ce qu'elle a elle-même formulé à la commission parlementaire qui a étudié le projet de loi article par article. Les demandes qu'elle a

faites ont été transformées en amendements par le ministre. Nous sommes donc d'accord pour les adopter.

Le Vice-Président (M. Rancourt): On me dit que ces amendements ont été lus précédemment.

Une voix: Ils ont été lus.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Donc, je puis maintenant demander si ce rapport est adopté.

M. Lalonde: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté.

Une voix: Et les amendements?

Le Vice-Président (M. Rancourt): Et les amendements aussi, bien sûr. D'accord. M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Je vous demanderais d'appeler l'article 6 du feuillet, M. le Président.

Projet de loi 36

Troisième lecture

Le Vice-Président (M. Rancourt): Troisième lecture du projet de loi 36, Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.

M. le ministre de la Justice.

M. Marc-André Bédard

M. Bédard: Avec l'adoption en troisième lecture de ce projet de loi, nous franchissons une étape fort importante puisqu'il s'agit, en quelque sorte, de l'aboutissement d'un vaste processus qui a impliqué pendant plusieurs années toutes les personnes et tous les organismes qui souhaitaient une réforme en profondeur de l'institution des coroners au Québec.
(12 h 10)

De très larges discussions et consultations ont eu lieu concernant ce projet de loi très important, consultations avec les substituts du Procureur de la couronne, les policiers, le barreau, les scientifiques des différents laboratoires scientifiques, consultations aussi au niveau des affaires sociales, des coroners, du milieu hospitalier et consultations à la toute fin du Conseil consultatif de la justice. Toutes ces consultations, comme on le sait, ont non seulement exprimé un désir d'une réforme en profondeur de la Loi sur les coroners au Québec, mais il s'est formé également un très large consensus sur les grandes lignes

qui devaient soutenir cette réforme.

Je crois que le projet de loi 36 répondait à ces exigences. D'ailleurs, les réactions au projet de loi depuis son dépôt au mois de juin n'ont fait que confirmer que, malgré la nécessité, peut-être, d'améliorer certains points, il reste que le large consensus exprimé dès le début s'est maintenu, continuait d'exister toujours et nous indiquait qu'il fallait aller de l'avant avec cette réforme en profondeur. A mon avis, ce projet de loi a donc été longuement réfléchi. Il est empreint de créativité, d'originalité et surtout, ce qui est le plus important, je crois qu'il colle véritablement à la réalité québécoise.

Je rappellerai donc très brièvement que ce projet de loi remplace l'actuelle Loi sur les coroners et apporte plusieurs changements importants au niveau du rôle et des attributions du coroner. Je pense que ces changements sont assez significatifs pour que de façon assez rapide on puisse assister dans notre société à un changement de perception quant à la finalité même de cette institution plus que centenaire. Au lieu d'être perçu, comme il arrivait souvent, comme une composante de notre système judiciaire criminel, le coroner sera dorénavant, avec cette réforme, considéré comme un officier public dont le mandat sera de tenter d'établir le mieux possible les circonstances et les causes médicales des décès avec, comme toile de fond, la meilleure protection possible de la vie humaine.

Dans ce même ordre d'idées, au lieu de constituer bien souvent une sorte de tribunal sans accusateur ou accusé, avec toutes les atteintes aux droits et libertés que cela pouvait comporter, avec cette réforme, le coroner pourra viser à devenir plutôt le forum public indépendant où, dans le respect des droits et de la vie privée, les parents, amis de la personne décédée ou toute personne intéressée pourront trouver réponses à leurs questions sur les circonstances du décès d'un de leurs proches.

Cette modernisation de l'institution du coroner s'effectue sous les grands thèmes suivants: premièrement, une redéfinition et une précision de la juridiction des coroners. Le rôle du coroner sera complètement décriminalisé. Le coroner devra donc se limiter à rechercher les causes médicales et les circonstances d'un décès et il n'aura plus à se prononcer, comme c'était le cas auparavant, sur la responsabilité criminelle ou civile de quelqu'un. Le verdict de responsabilité criminelle est donc complètement aboli. S'il y a lieu, le coroner pourra également faire toute recommandation visant une meilleure protection de la vie humaine. Le projet de loi prévoit, d'ailleurs, des règles juridiques précises pour séparer le plus possible le processus judiciaire criminel du processus d'investigation ou d'enquête qui

est prévu dans la Loi sur les coroners.

Ce projet de loi voulait atteindre un objectif qui, je pense, était souhaité par tous les membres de cette Assemblée nationale et également par tous les groupes qui ont été consultés et auxquels j'ai fait référence tout à l'heure, à savoir une meilleure protection des droits et libertés et d'assurer aussi un plus grand respect de la protection de la vie privée. Je crois que ces objectifs ont été largement atteints.

Premièrement, en vertu du projet de loi 36 et de ses amendements, les pouvoirs d'arrestation et de détention du coroner seront grandement balisés. À titre d'exemple, un coroner ne pourra plus détenir préventivement un témoin à son enquête sans qu'un mandat à cet effet ait été émis par un juge de la Cour des sessions de la paix. Deuxièmement, pour que cessent les abus parfois traumatisants pour les proches d'une victime de la publication de photographies de cadavres, cette publication de photographies de personnes décédées, quelles que soient les circonstances, sera, à toutes fins utiles, interdite. L'identification publique de personnes mineures sera également interdite. Des dispositions seront également introduites dans la nouvelle loi afin de protéger des témoins à une enquête qui pourraient faire l'objet d'accusations criminelles par la suite. Le coroner peut aussi, lorsqu'il l'estime opportun pour protéger la vie privée, la réputation d'une personne, interdire la publication ou la diffusion de certaines informations qui sont reliées à l'enquête du coroner même. Je pense, M. le Président, qu'avec ces quatre éléments nous réussissons non seulement à améliorer en profondeur l'institution du coroner tel qu'elle existe présentement, mais à atteindre l'objectif que j'ai mentionné tout à l'heure, à savoir une meilleure protection des droits et surtout une meilleure protection de la vie privée des gens.

Un autre objectif que nous voulions atteindre par cette réforme, c'était de faire en sorte qu'une plus grande indépendance des coroners dans l'exercice de leurs fonctions soit bien présente dans le projet de loi. Je pense que, tant par leur processus de nomination et de destitution que par la création du poste de coroner en chef, leur statut légal d'officiers publics, le cadre législatif dans lequel toutes ces personnes auront à agir dorénavant avec cette réforme, nous pouvons dire que les coroners seront dorénavant, très clairement, complètement indépendants.

À la suggestion du barreau, nous avons modifié la procédure qui devra être utilisée dans le cas de la destitution des coroners permanents. La nouvelle formulation de l'article 14 vise donc à préserver davantage l'indépendance des coroners en permettant à un tiers d'examiner avec neutralité la

situation et de faire rapport au gouvernement, qui décidera finalement.

Également, M. le Président, à la suggestion du barreau, la commission parlementaire a établi certains critères qui devront être suivis pour le remplacement d'un coroner chargé d'une investigation ou encore chargé d'une enquête. Ainsi, lorsque la complexité des causes ou des circonstances du décès l'exigera ou en cas d'incapacité du coroner qui avait été chargé de l'investigation, le coroner en chef pourra désigner un autre coroner pour procéder à l'investigation ou encore la compléter. Cette modification vise à concilier le besoin d'assurer l'indépendance des coroners dans l'exercice de leurs fonctions avec le besoin et la nécessité aussi d'assurer l'efficacité de l'institution. Nous avons également établi que ce n'est qu'en cas d'incapacité que le coroner chargé de l'enquête pourra être remplacé. Encore là, cette modification vise à protéger davantage l'indépendance du coroner dans l'exercice de ses fonctions.

Pour ce qui est de l'investigation, un certain nombre de modifications ont été apportées pour assurer davantage la protection et le respect des droits et libertés des citoyens, notamment, à l'article 65, en ce qui a trait au pouvoir d'entrer dans un lieu pour prendre possession du corps d'une personne décédée. Il importe de rappeler que toutes les modifications apportées à l'investigation aux pouvoirs des coroners s'appliqueront également à l'occasion d'une enquête faite par lesdits coroners. •
(12 h 20)

Dans cette même optique, M. le Président, il sera également possible, ce qui n'était pas le cas auparavant, d'en appeler à un juge de la Cour supérieure de toute ordonnance de détention ou de remise en liberté conditionnelle émise par un juge de la Cour des sessions de la paix ou un coroner à la suite de l'émission d'un mandat d'arrestation.

Aux sections traitant des interdictions de diffusion ou de publication, que ce soit à l'occasion d'une investigation ou d'une enquête, un certain nombre de modifications ont été apportées à la suggestion du barreau visant à assurer davantage le respect de la vie privée et le respect du droit de tout individu à une défense pleine et entière, notamment en interdisant la photographie, la prise de croquis, la cinématographie, la radiodiffusion et la télévision lors des enquêtes du coroner.

Nous avons également précisé, à l'article 105, que le coroner qui va présider une enquête devrait posséder une formation juridique. C'est la situation actuelle, et il a toujours été de notre intention que cette situation demeure dans le projet de loi 36. Cependant, l'amendement qui a été apporté dissipe toute ambiguïté possible en apportant

une garantie légale que les personnes qui auront à agir comme coroners ou qui devront être choisies comme coroners à l'avenir devront avoir une formation juridique.

M. le Président, nous avons également modifié le projet de loi 36 de façon à permettre à une personne intéressée de contre-interroger tous les témoins à l'enquête et de faire des représentations au coroner à la fin de l'enquête.

Enfin, M. le Président, à l'occasion de l'étude article par article de ce projet de loi à la commission parlementaire, nous avons apporté plusieurs modifications auxquelles je ne fais pas référence, mais qui, je crois, s'inscrivent dans l'esprit général de ce projet de loi de façon à en faciliter l'application et à en faciliter également la compréhension par l'ensemble de la population.

En conclusion, l'institution des coroners, même si ce n'est pas là son seul objectif, a toujours contribué et doit continuer de contribuer à l'administration de la justice. Étant des officiers publics neutres et indépendants des parties, de la couronne et de la police, l'institution et tous les coroners qui y oeuvreront pourront, grâce aux pouvoirs que la loi leur confère, continuer à apporter, même si c'est d'une manière différente, leur contribution pour le plus grand bien-être de la population et pour une meilleure administration de la justice.

C'est là l'essentiel des amendements qui ont été apportés à ce projet de loi à l'occasion de son étude article par article, M. le Président. Je l'ai mentionné tout à l'heure, ce projet de loi, dans ses lignes fondamentales, va dans le sens de toutes les consultations, fort nombreuses, que nous avons eues. J'espère qu'au cours de la troisième lecture, à ce consensus dans les consultations que nous avons pu remarquer, s'ajoutera également le consensus de l'Opposition. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Louis-Hébert.

M. Réjean Doyon

M. Doyon: Merci, M. le Président. Le projet de loi que nous étudions présentement en troisième lecture est un projet de loi qui met la dernière main à une réforme attendue depuis longtemps. Depuis des années, les gens qui pratiquent, les gens qui, de près ou de loin, ont à s'occuper de tout ce qui touche les coroners, ont reconnu qu'une réforme de fond, une réforme complète de toute l'institution des coroners s'imposait. Je me réjouis d'avoir l'occasion de dire que cette réforme est enfin arrivée.

Durant l'étude en deuxième lecture du projet de loi, j'ai eu l'occasion, de même que mon collègue de D'Arcy McGee, de faire état de nombreuses lacunes que nous avons

trouvées à l'intérieur du projet de loi qui était présenté par le ministre de la Justice. On a discuté à fond là-dessus, et je ne le ferai pas de nouveau. Je veux simplement vous dire, M. le Président, que, lors de l'étude de deuxième lecture, article par article, en commission parlementaire, l'Opposition a été très vigilante et nous avons eu l'occasion d'apporter de très nombreux amendements. Nous avons eu l'occasion, avec le ministre de la Justice, de nous expliquer de long en large sur ces amendements, de lui faire valoir des points de vue qui nous avaient été présentés par un certain nombre de personnes, qui avaient peut-être aussi été présentés au ministre de la Justice. Ces discussions ont fort heureusement donné des résultats positifs dans plusieurs cas, de telle façon que je suis heureux de dire ici qu'il nous fera plaisir d'approuver et d'appuyer l'adoption de ce projet de loi qui amène finalement la réforme à laquelle nous aspirions et à laquelle la population aspirait depuis longtemps.

Nous avons eu l'occasion en commission parlementaire de faire état très longuement au ministre de la nécessité qu'au niveau de l'enquête, une personne qui ait une solide formation juridique, aussi bien pratique que théorique, soit chargée de diriger cette enquête à titre de coroner. Le ministre ne s'est pas rendu complètement à nos arguments. Nos arguments étaient que la personne qui était la mieux placée pour faire droit aux objections de droit et administrer finalement ce qui est l'essentiel d'une enquête du coroner, la loi de la preuve, cela nous apparaissait être un avocat. Le barreau avait fait des représentations à ce sujet qui, à notre avis, étaient fort convaincantes. Le ministre a tranché la poire en deux et a accepté de faire une modification, un amendement qui fait de la formation juridique une exigence pour obtenir le poste de coroner. C'est mieux que rien. Ce n'est pas parfait. Nous ne nous contentons pas totalement de cet amendement. Nous aurions préféré que les justiciables aient la garantie que la personne qui agira comme coroner aura une formation juridique solide, une formation juridique aussi bien théorique, à l'intérieur de notre cadre juridique, ici, au Québec, connaissant les lois du Québec, et ayant une expérience pertinente.

Le ministre nous présente un amendement qui fait que les personnes devront tout simplement avoir une formation juridique. Cela nous laisse un peu songeurs. Il faut, et c'est cela que le ministre nous a fait valoir, nous en remettre finalement à la bonne volonté du ministre et à sa bonne foi. Il nous a fait valoir que, dans les faits, les nominations se feraient chez les personnes qui sont membres du barreau. Je veux bien croire cela, sauf que la garantie législative

que nous demandions n'est pas là. Nous sommes quand même un peu déçus de voir que cet amendement n'a pas reçu l'approbation, l'accord du ministre dans sa totalité. Nous avons aussi eu l'occasion de faire valoir au ministre un certain nombre de points de vue en ce qui concerne la confidentialité des dossiers, en ce qui concerne l'importance de préserver les témoins, les gens qui viennent devant le coroner ou qui, lors d'une enquête policière, aident le service de l'ordre, les services de policiers à faire leur travail.

Il est évident que, si les personnes qui sont appelées à collaborer avec la police ne sont pas absolument sûres que la confidentialité de leur témoignage sera préservée, nous nous mettons dans une situation où il n'y aura pas, très souvent, de préservation de ces témoignages et où, par conséquent, la justice se verra privée de collaborateurs, de personnes qui, s'acquittant de leur devoir de citoyens, seront prêtes à témoigner, évidemment, tout en étant assurées de la protection nécessaire quant à leur identité et au contenu de leur témoignage. Nous avons fait valoir au ministre que certains articles du projet de loi n'assuraient pas cela. Il a permis, il a proposé des amendements qui, fort heureusement, évitent que dorénavant des personnes qui n'ont pas affaire au dossier puissent prendre connaissance d'une enquête policière, puissent prendre connaissance d'un dossier policier qui est transmis au coroner et qui, après avoir été transmis au coroner, fait partie du dossier global sur l'affaire qui est entre les mains du coroner. De ce côté, nous sommes un peu plus rassurés et nous nous réjouissons que cet amendement ait été apporté.

(12 h 30)

Il est sûr que les pouvoirs qui sont accordés au coroner en ce qui concerne l'arrestation et la détention sont des pouvoirs extrêmement importants. Nous avons eu l'occasion, en commission parlementaire, d'en discuter en long et en large avec le ministre et de lui suggérer certains resserrements pour éviter l'abus dans l'utilisation de ces pouvoirs. Là encore, le ministre ne s'est pas rendu totalement à nos représentations, mais il a fait un bout de chemin suffisant pour nous permettre de donner notre accord à ce projet de loi en troisième lecture. L'arrestation des personnes est suffisamment grave pour qu'on sache exactement dans quelle circonstance et pour quel motif une personne peut être arrêtée. Nous avons eu l'occasion de discuter longtemps de cela ainsi que de la détention. Une fois qu'une personne a été arrêtée, il faut éviter qu'elle puisse être détenue indéfiniment à la suite de renouvellements de permission. Là encore, il y a eu des resserrements qui nous permettent de donner notre accord au projet

de loi.

Nous avons aussi des inquiétudes en ce qui concerne la confidentialité des conversations téléphoniques qui peuvent être interceptées par l'écoute électronique. Là-dessus, le ministre ne nous a pas donné satisfaction. Il devait regarder cela de plus près quand nous nous sommes quittés, et il n'y a pas eu d'amendement de proposé à ce sujet, que je sache. L'inquiétude que nous avons, c'était qu'une personne qui a la permission de faire de l'écoute électronique se voit obligée - malgré l'obligation qu'elle a d'être muette sur le contenu ou même sur le fait qu'elle a entendu une conversation téléphonique, grâce à une permission d'un juge de la Cour supérieure - de révéler ce fait au coroner, mettant par le fait même la personne dans une situation extrêmement délicate où elle ne peut répondre aux questions du coroner et mettant aussi le coroner dans une situation fort délicate puisqu'il se met dans la situation d'obliger une autre personne de répondre à ses questions et de révéler ce qu'une personne n'a pas le droit de révéler. Là-dessus, nous sommes restés sur notre appétit. Nous espérons, si le ministre de la Justice n'a pas eu le temps ou l'occasion de vérifier suffisamment cet aspect des choses, qu'il pourra le faire dans les meilleurs délais pour se faire une idée et finalement, si possible, enlever tout danger que des personnes soient forcées de manquer à leur serment d'office en se soumettant au projet de loi 36.

Nous avons eu l'occasion de faire état longuement de l'absolue nécessité qu'il y avait de protéger complètement les droits et libertés de la personne en conformité avec la charte québécoise et aussi - c'est bien important - en conformité avec la charte des droits et libertés du Canada.

Là-dessus, il faut se rappeler que le Québec actuellement est à l'intérieur de la Confédération canadienne et que tout ce qui concerne le Code criminel est du ressort fédéral. On sait que, par nécessité, dans la majorité des cas qui sont soumis au coroner, les enquêtes du coroner aboutissent ou peuvent aboutir à des accusations de nature criminelle. Dans les circonstances, il est extrêmement important qu'en aucune façon, la procédure selon le projet de loi 36 ne puisse permettre l'avortement de procès qui seraient intentés au niveau criminel selon le Code criminel du Canada. À titre d'ancien procureur de la couronne, j'ai eu l'occasion de me rendre compte qu'il est très difficile, pour tout officier de justice, d'obtenir des condamnations des tribunaux, et c'est heureux. Nos lois sont ainsi faites qu'on ne peut, si on n'a pas une preuve hors de tout doute raisonnable, condamner qui que ce soit. Il y a plusieurs technicités qui doivent être respectées.

Une des préoccupations que j'ai eues

pendant l'étude du projet de loi, en commission parlementaire, a été de voir toujours, pour certains articles, les choses dans une perspective d'un procès pour affaire criminelle, me demandant toujours: Est-ce que l'application de tel article, est-ce que l'application de tel alinéa peut donner ouverture à des difficultés ultérieures lors d'un procès en vertu du Code criminel du Canada? Fort heureusement, le ministre s'est montré assez souple là-dessus et nous avons pu éviter, par des amendements qui n'étaient pas compliqués, qu'on se retrouve dans des situations difficiles à ce sujet.

Tout cela pour dire que je pense que le projet de loi que nous avons devant nous est une nette amélioration sur celui qui nous avait été proposé et contre lequel nous avons voté en deuxième lecture. Je suis très heureux de pouvoir dire qu'après le travail que nous avons fait pendant plusieurs heures avec les experts du ministère, le ministre et mon collègue de D'Arcy McGee, nous avons maintenant un projet de loi qui est très acceptable. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre, votre droit de réplique.

M. Marc-André Bédard (réplique)

M. Bédard: M. le Président, mon droit de réplique sera très court puisque, comme vous l'avez vous-même constaté, l'Opposition se dit d'accord avec le projet de loi. Effectivement, nous avons eu l'occasion, lors de l'étude article par article, de nous pencher assez longuement sur chacun des articles de ce projet de loi et d'y apporter des améliorations, lorsque cela nous a semblé indiqué, à partir soit des représentations de l'Opposition, soit des représentations qui nous avaient été faites également depuis le dépôt du projet de loi par le barreau ou par d'autres organismes. Personnellement, je dois vous dire que, même si c'est le genre de réforme qui ne fait pas grand bruit en fin de session, c'est une réforme que je suis très fier d'avoir pu mener à terme en ayant obtenu un consensus sur cette question, puisqu'elle est de toute première importance lorsqu'on parle de protection des droits et libertés et de protection de la vie privée.

Personnellement, j'ai eu l'occasion de pratiquer le droit criminel durant dix ans, donc, de représenter de nombreuses personnes à l'occasion des enquêtes du coroner, et je vous assure que le processus qui existait jusqu'à maintenant représentait des dangers très grands, à savoir que la protection de la vie privée n'était pas aussi bien assurée que les gens, que les citoyens et les citoyennes étaient en droit de s'attendre. Cela pouvait même, dans certains cas, amener un discrédit vis-à-vis des personnes par rapport à leur réputation, par rapport à leur vie privée,

naturellement. Également, au niveau du processus judiciaire, les règles qui prévalaient au niveau des enquêtes du coroner étant beaucoup moins strictes que ce n'était le cas lors des enquêtes ou des procès qui ont lieu devant les juges de la Cour des sessions de la paix.

Tout cela faisait, en fin de compte, que des individus ou des personnes pouvaient voir leurs droits à une défense pleine et entière, dans certains cas, être compromis par rapport à d'éventuelles mises en accusation qui pouvaient suivre la fin des enquêtes du coroner. Surtout, je pense que toute cette publicité - étant donné la possibilité très large qu'il y avait d'en faire - qui entourait et qui a entouré jusqu'à maintenant les enquêtes du coroner a constitué dans bien des cas une expérience traumatisante non seulement pour les personnes qui pouvaient être visées chacune à titre de témoin principal, mais également pour tous leurs proches et pour des témoins qui étaient entendus à l'occasion de ces enquêtes et qui, en fin de compte, voyaient leur réputation entachée parce que les distinctions nécessaires n'étaient pas toujours faites entre une personne qui est dûment accusée devant un tribunal et des personnes qui sont appelées comme témoins à remplir un devoir qui leur est imparti par l'administration de la justice elle-même, témoins qui, souvent, n'avaient absolument... À cause de la large publicité souvent sans nuances qui était faite de leur témoignage, des témoins en subissaient un préjudice extrêmement grave pour eux et pour l'ensemble de leur famille.

(12 h 40)

M. le Président, encore une fois, je suis très heureux que l'Opposition et tous les groupes qui ont été consultés soient d'accord pour exprimer leur satisfaction de ce projet de loi, de cette réforme. Je crois que nous aurons, à partir de maintenant, une réforme en profondeur de l'institution des coroners qui permettra la protection la plus grande possible de la vie humaine, des droits et des libertés de nos concitoyens et concitoyennes. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): La troisième lecture du projet de loi 36, Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Boucher: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 4, s'il vous plaît.

Projet de loi 46

Troisième lecture

Le Vice-Président (M. Rancourt):

Troisième lecture du projet de loi 46, Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives.

M. le ministre des Transports.

M. Michel Clair

M. Clair: Merci. Beaucoup de choses ont été dites et écrites en ce qui concerne le projet de loi 46, je n'ai donc pas l'intention d'intervenir longuement. Je veux simplement rappeler la situation que vise à corriger le projet de loi 46 et parler du contenu, en résumé, de ce projet de loi.

En ce qui concerne la situation que vise à corriger le projet de loi 46, tout le monde se souviendra qu'en 1978 et 1979 deux grandes entreprises privées de transport de la région métropolitaine de Montréal, à savoir, Métropolitain Provincial et Métropolitain Sud, ont été expropriées et constituées en filiale de la CTRSM, en ce qui concerne Métropolitain Sud, et intégrée à la CTCUM en ce qui concerne Métropolitain Provincial.

La raison fondamentale de cette expropriation en 1978, 1979 et 1980 a été la suivante: les entreprises privées de transport en commun en milieu fortement urbanisé ont connu une évolution vers des déficits au cours des années cinquante. On se souviendra que la CTCUM faisait suite à la CTM, la Commission des transports de Montréal, qui, elle-même, avait pris la relève d'un organisme privé de transport qui desservait autrefois la région de l'île de Montréal, principalement le cœur de Montréal, la ville de Montréal.

Il en a été de même en ce qui concerne les services de transport en commun en milieu péri-urbain. Autour de 1974-1975, ces entreprises privées de transport qu'étaient Métropolitain Provincial et Métropolitain Sud ont commencé à donner des signes importants de difficultés financières et aussi de difficultés à répondre aux besoins de transport des personnes dans la grande ceinture de Montréal. C'est ce qui a amené le gouvernement, en 1978 et 1979, après de longues enquêtes qui ont été menées par une commission spéciale à cet effet, à conclure à la nécessité d'exproprier au complet Métropolitain Provincial et Métropolitain Sud afin d'éviter une interruption complète de service dans plus d'une centaine de municipalités en périphérie de Montréal transportant chacune quelque 4000 à 5000 usagers quotidiennement vers le cœur de l'île de Montréal.

Donc, en 1978-1979, le gouvernement a agi d'urgence et a procédé à l'adoption de

deux lois qui sont venues en quelque sorte nationaliser Métropolitain Sud et Métropolitain Provincial. Il fallait assurer le financement de ces services de transport en commun. Le gouvernement a donc décidé à l'époque d'imposer aux municipalités desservies par Métropolitain Sud et Métropolitain Provincial le même régime d'aide financière que celui qui était applicable à la CTCUM, à la CTCUQ ou à toute autre commission de transport, mais, cependant, la définition du niveau des services et du niveau des tarifs relevait de la CTCUM et de la CTRSM et non pas des quelque 100 municipalités ainsi desservies.

Cela créait effectivement une situation où une centaine de municipalités recevaient un service et subissaient les contrecoups des déficits de ce transport en commun sans avoir eu à définir le niveau des services et le niveau des tarifs. Il s'agissait, ont prétendu les municipalités, d'une situation de non-respect du vieux principe de "no taxation without representation", puisque les municipalités recevaient des quotes-parts sans qu'elles aient eu l'occasion de définir elles-mêmes le niveau des services.

Cela se comprend pour deux raisons. Pour des raisons d'urgence qui ont motivé l'action du gouvernement à l'époque et, deuxièmement, pour des raisons d'extrême complexité de constituer des autorités en matière de transport en commun dans la périphérie de Montréal. C'est ce qu'essaie de faire cependant le projet de loi 46.

Que nous disaient les 50 municipalités concernées? Elles nous disaient: Nous voulons, premièrement, avoir la responsabilité de la définition du service de transport en commun sur notre territoire et la possibilité de déterminer nous-mêmes le niveau des tarifs, le niveau des services et, bien sûr, en conséquence, le niveau du déficit que nous aurons à assumer. Deuxièmement, nous voulons avoir le choix entre des transporteurs privés et des transporteurs publics en ce qui concerne la desserte de notre territoire. Troisièmement, nous voulons avoir le service le moins cher possible pour un ensemble de municipalités et éviter d'avoir à nous surtaxer ou à surcharger les usagers du transport en commun en périphérie de Montréal.

C'est essentiellement une réponse à ces trois questions qu'offre le projet de loi 46. En effet, premièrement, le projet de loi 46 établit clairement que l'organisation du transport en commun en périphérie de Montréal est de la responsabilité des autorités locales, des municipalités et non plus de la CTCUM ou de la CTRSM, mais bel et bien de celles qui étaient desservies par ces commissions de transport.

Afin de pouvoir répondre à ces besoins, afin de pouvoir articuler l'autorité des municipalités sur le transport en commun,

nous prévoyons la possibilité pour ces municipalités de se regrouper en vertu d'une entente intermunicipale dans un même corridor et de pouvoir déterminer, par le biais de cette entente, de ces conseils intermunicipaux de transport, quel est le niveau des tarifs, quel est le niveau des services et avec qui elles désirent transiger.

On va donc voir une centaine de municipalités qui, jusqu'à maintenant, recevaient un service qu'elles n'avaient pas demandé, à des tarifs qu'elles n'avaient pas fixés, recevaient des quotes-parts pour lesquelles elles n'avaient rien d'autre à faire que de payer, changer complètement et assumer dorénavant elles-mêmes la responsabilité qu'elles désiraient assurer, soit celle de l'organisation du transport en commun dans leur territoire.

La deuxième réponse que vient donner le projet de loi aux municipalités concernées, c'est celle de leur dire: Vous pourrez, dorénavant, transiger soit avec un transporteur public, soit encore avec un transporteur privé de votre choix. Bien sûr, j'ai invité, incité les municipalités, pour la première année, à transiger avec les transporteurs publics qui connaissent déjà mieux le territoire que des transports privés qui n'ont pas fonctionné récemment dans ces corridors.

Si on voulait offrir réellement le choix aux municipalités comme nous le faisons, il fallait ouvrir toute la gamme des possibilités. C'est pourquoi le projet de loi offre les différentes possibilités suivantes. D'abord, la possibilité aux municipalités de se regrouper entre elles, en fonction de leurs intérêts communs. Deuxièmement, si elles désirent s'impliquer financièrement, elles peuvent le faire en transigeant soit avec un transporteur privé, soit avec un transporteur public, en définissant, somme toute, elles-mêmes le niveau de déficit qu'elles sont prêtes à assumer pour offrir un service à leurs usagers. Troisièmement, les municipalités peuvent également se regrouper en conseil intermunicipal de transport et transiger avec un transporteur privé sans avoir à subir de déficit financier relié à ces services de transport en commun, en demandant simplement aux transporteurs privés de fonctionner sur la base d'un tarif d'équilibre, c'est-à-dire un tarif qui est plus élevé que celui qui est offert actuellement par le transporteur public, mais qui fait en sorte, cependant, que les usagers assument pleinement le coût du transport en commun qui leur est offert.

(12 h 50)

C'est un choix qui est offert aux municipalités. Chaque municipalité a, depuis le mois de juin dernier, été avisée de ce choix. La CTCUM et la CTRSM les en ont avisées formellement au cours du mois de septembre et, maintenant, la parole est aux

élus municipaux; c'est à eux de décider s'ils veulent offrir un transport avec un transporteur public ou privé, avec ou sans subvention, ou encore déréglementer et laisser n'importe quel transporteur privé venir offrir les services qu'il désirera offrir. À cet effet, le projet de loi prévoit un délai de trois mois dont la CTRSM, semble-t-il, a l'intention de se prévaloir, mais non pas la CTCUM.

M. le Président, le dernier point que je voudrais soulever en ce qui concerne le projet de loi 46, c'est qu'enfin toutes les municipalités vont pouvoir être impliquées directement dans l'organisation du transport en commun auprès de leurs usagers. Ces deux réseaux de transport que sont Métropolitain provincial et Métropolitain Sud desservent ensemble environ 8000 usagers par jour. Jusqu'à maintenant, ces 8000 usagers étaient bien embarrassés quant à savoir à qui faire des représentations. Était-ce au ministère des Transports qui verse les subventions? Était-ce à la CTCUM, quand on vient de Joliette et qu'on n'a pas nécessairement de représentant au conseil de la Commission de transport de la CUM, non plus qu'à la Communauté urbaine de Montréal elle-même? Était-ce à leur maire qui payait une quote-part en leur nom, mais qui n'avait pas autorité sur la CTCUM? Les usagers étaient un peu perdus quant à savoir vers qui diriger leurs représentations.

Dorénavant, la ligne de responsabilité sera beaucoup plus claire. Les usagers qui désireront avoir du transport en commun pourront s'adresser directement à leurs élus municipaux pour faire valoir leur point de vue sur la qualité du service, sur le niveau des tarifs et les élus municipaux auront à trancher entre les intérêts de leurs contribuables, ceux des usagers et ceux plus généraux de la collectivité qu'ils représentent.

M. le Président, je pense qu'après deux ans de cheminement entre le ministère des Transports et les municipalités on peut dire que ce projet de loi vient répondre, en très grande partie, aux attentes du milieu municipal. Les municipalités hors territoire auront pleine autorité sur le transport en commun. Elles pourront transiger avec qui il leur plaira. Ni la CTCUM ni la CTRSM n'encourront de frais à cause de la cessation de ces services. Elles ne seront plus obligées de souffrir les commentaires très durs dont elles ont été l'objet de la part de ces 100 municipalités et les usagers, quant à eux, sauront beaucoup plus clairement à qui s'adresser en ce qui concerne l'organisation du transport en commun dans leur municipalité.

M. le Président, je n'ai pas l'intention de prendre davantage de temps. J'ai eu l'occasion de sensibiliser mon ancien critique, le député de Laporte, et je fais part

maintenant au député de Mont-Royal d'un tout petit problème qui, semble-t-il, pourrait encore faire l'objet d'un amendement dans le projet de loi 46, concernant la période de trois mois pendant laquelle il y a des avis ou une zone libre. Je dis simplement là-dessus que je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'amender le projet de loi. J'indique simplement qu'il n'est pas impossible que, vers 15 heures, j'aie effectivement à en proposer un. Je ne pense pas avoir à en proposer. Si je devais avoir à le faire, comme le débat ne sera pas terminé, je compterai sur un consentement unanime de la part de mes collègues de l'Opposition, d'abord, pour en prendre connaissance et, deuxièmement, pour revenir à la prise en considération du rapport, toujours par consentement unanime. S'il devait y avoir une difficulté là-dessus, je ne pense pas que cela créerait de graves précédents ni de difficultés parce qu'encre une fois cela ne viserait qu'à mieux clarifier les choses en ce qui concerne un tout petit aspect du projet de loi 46. Je verrai à 15 heures. Mes avocats sont présentement en discussion entre eux, de même qu'avec l'Association des propriétaires d'autobus et d'autres. Je ne pense pas qu'on ait besoin de déposer un tel amendement, mais nous avons été alertés à une petite dimension qui mériterait peut-être d'être améliorée. Si je suis appelé à le faire, je vous indique que je demanderai le consentement de l'Opposition en ce sens; sinon, je pense que le projet de loi pourra être adopté tel quel. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: Puisque c'est possible qu'il y ait un amendement et puisqu'on est arrivé à une heure moins quatre minutes, je demanderais la suspension du débat. Je demanderais aussi au ministre s'il peut nous faire parvenir l'amendement avant 15 heures afin qu'on puisse l'examiner, si c'est possible.

Le Vice-Président (M. Rancourt): D'accord. Est-ce que cette motion de suspension est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Boucher: Je vous demanderais de suspendre nos travaux jusqu'à 15 heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce

que cette motion de suspension de nos travaux est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté. Nos travaux sont suspendus jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 56)

(Reprise de la séance à 15 h 2)

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez prendre place.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, afin que nous puissions procéder à l'étude des crédits additionnels, je ferais motion pour que vous quittiez votre fauteuil et que nous nous convertissions en commission plénière. Le ministre délégué à l'Administration et le ministre des Finances commenceront les huit heures prévues pour cette commission plénière.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt):

Adopté.

Commission plénière

Étude des crédits supplémentaires

M. Rancourt (président de la commission plénière): À l'ordre, s'il vous plaît! La commission plénière est réunie pour étudier les crédits budgétaires de l'année en cours. Donc, je vais donner la parole au président du Conseil du trésor et ministre délégué à la Réforme administrative. M. le ministre.

Remarques préliminaires

M. Yves Bérubé

M. Bérubé: Merci, M. le Président. Suivant la coutume, je pense que je me permettrai un court exposé à l'intention peut-être surtout de nos concitoyens qui nous écoutent et qui peuvent s'intéresser à la question budgétaire et aux principales dépenses de l'État de manière à avoir un peu une vision d'ensemble de la situation financière, telle qu'analysable à l'aide de ce budget supplémentaire. D'une part, je pense qu'il y a un point important à souligner - et il faut le souligner - c'est celui de

l'exactitude des prévisions telles qu'elles ont été déposées en début d'année. Je vous rappellerai que lorsque nous avons déposé le livre des crédits en mars de cette année, nous avions prévu des dépenses de 24 300 000 000 \$. Aujourd'hui, lorsqu'on examine les dépenses des différents ministères, on parle de 24 232 000 000 \$. Il y a une diminution de tout près de 70 000 000 \$ de nos prévisions de dépenses faites à la mi-année. Cela veut donc dire qu'à mi-année, maintenant, on prévoit dépenser à peu près 70 000 000 \$ de moins que ce que nous avions prévu l'année dernière, lorsque nous avons déposé le livre des crédits. Donc, un bon respect de nos prévisions de dépenses.

Je vois le député de Notre-Dame-de-Grâce qui se demande d'où je tire ce chiffre. Je l'inciterai à la patience, dans la mesure où je suis en train de parler des dépenses des ministères. Je compléterai tantôt pour bien expliquer qu'au delà des dépenses des ministères, le gouvernement a pris un certain nombre de décisions quant à des dépenses additionnelles. C'est ce que nous verrons tantôt. Cela explique pourquoi le député de Notre-Dame-de-Grâce avait de la difficulté à trouver mon chiffre. (15 h 10)

Donc, pour l'ensemble des dépenses des ministères, la prévision est donc de 24 232 000 000 \$ contre 24 300 000 000 \$ au départ. Si on essaie de voir les principales dépenses, je pense qu'il n'y a rien de mieux qu'un dessin pour nous permettre de comprendre, en gros, où va l'argent de nos concitoyens. D'une part, nous constatons que l'éducation - voici la tarte des dépenses publiques - vient chercher la part du lion, avec 28% des dépenses publiques. Suit, immédiatement après, la santé. Elle vient chercher 22% des dépenses publiques. On voit donc que santé et éducation expliquent la moitié de toutes les dépenses du gouvernement.

Il faut ajouter à ces deux éléments importants les dépenses gouvernementales proprement dites, c'est-à-dire l'administration de ministères comme la Justice - la police, les cours de justice - la Main-d'Oeuvre, avec les différents centres de main-d'oeuvre, et le réseau de l'aide sociale et tout le personnel chargé de l'administration du programme; le ministère des Transports, avec ses milliers d'employés responsables de l'entretien du réseau routier gouvernemental, et, finalement, le ministère du Revenu, peut-être le dernier ministère d'importance qui s'occupe de la perception des impôts.

À cela, évidemment, s'ajoutent des ministères de moindre importance en termes de personnel. On pense aux ministères des Affaires sociales, de l'Éducation, de l'Énergie et des Ressources, de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, du Loisir, de la

Chasse et de la Pêche. Ces ministères représentent, tous ensemble, à peu près 16% des dépenses publiques. Lorsqu'on examine le rythme de croissance de ces principaux postes de dépenses on s'aperçoit que, cette année, cela augmente d'entre 3% et 6%. C'est donc une croissance, somme toute, modeste.

À ces principales missions s'ajoutent d'autres programmes gouvernementaux qui, eux, croissent plus rapidement. Par exemple, l'aide aux personnes - on pense ici à l'aide sociale, à l'assurance-maladie, et c'est en jaune ici - représentait 15% des dépenses publiques, donc un montant très important. Soulignons, en passant, que ces 15% de dépenses publiques croissent très rapidement. En effet, cela augmentera cette année de près de 14%. Donc, c'est une croissance très rapide de tous nos programmes de transfert. Ceci vient essentiellement d'une augmentation du côté de l'aide sociale et de l'assurance-maladie.

S'ajoutent différents petits programmes moins importants que sont les taxes et les subventions aux municipalités, qui représentent 5% de notre budget; l'aide aux entreprises agricoles ou industrielles, qui représente 2% du budget; l'aide aux organismes sans but lucratif - on pense ici aux théâtres, aux musées de toutes sortes qui sont subventionnés par le gouvernement du Québec - qui représente également 2% du budget et les sociétés d'État. Il est important de souligner, par exemple, que les sociétés d'État voient l'aide financière qui leur est consacrée augmenter de près de 64%. Ceci est relié essentiellement à la mauvaise conjoncture qui a demandé des ajouts importants de ressources financières pour nos sociétés d'État.

L'aide aux entreprises augmente de 26%, à nouveau croissance très rapide. Ceci s'explique par un effort gouvernemental particulier pour aider les entreprises à traverser la crise. Finalement, l'aide aux organismes sans but lucratif augmente de 18%. Voilà donc, si on veut résumer, l'essentiel des dépenses gouvernementales, soit du réseau de l'éducation, soit du réseau des affaires sociales ou du gouvernement, qui croît très modestement, entre 3% et 6%. Par contre, tous les autres programmes augmentent beaucoup plus rapidement, essentiellement à cause de l'effort gouvernemental pour tenter d'accélérer la reprise économique et également venir en aide à nos concitoyens victimes plus particulièrement de la crise.

Il est peut-être intéressant de chercher à répartir ces dépenses d'une façon différente, et c'est ce que j'ai pensé faire ici en traitant nos dépenses non plus en termes de programmes, de missions gouvernementales, telles que la santé ou l'éducation, mais en nous occupant davantage

des postes budgétaires. À titre d'exemple, on s'aperçoit que 49% des dépenses publiques sont consacrées aux salaires. C'est ce que nous avons en bleu ici. Donc, c'est relativement peu différent de ce que nous consacrons autrefois, c'est-à-dire il y a un an, alors qu'on devait consacrer tout près de 52% du budget de l'État aux salaires. On voit donc que ce pourcentage a diminué d'environ 3%, et c'est là la conséquence de l'effort important que nous avons consenti à la fois au chapitre de la réduction des effectifs et du meilleur contrôle des niveaux de rémunération. On se rend compte que le deuxième poste budgétaire, qui représente 22,5% du budget, est constitué par les différents transferts, c'est-à-dire l'argent que le gouvernement envoie soit dans le réseau de l'éducation, soit dans le réseau des affaires sociales, enfin tout ce que nous transférons directement dans les organismes. Le service de la dette représente tout près de 12%; le fonctionnement gouvernemental, 13% - c'est l'administration gouvernementale - et les immobilisations, environ 4%. Donc, l'aide aux citoyens victimes de la crise, représentée par nos transferts, augmente très rapidement de même que l'aide aux entreprises et ceci est une conséquence directe de la situation économique difficile que nous venons de traverser.

Par contre, la rémunération globale des employés de l'État tend à baisser à cause de la réduction des effectifs et du contrôle des salaires. J'ai un graphique qui est intéressant à cet égard et qui nous permet de voir l'évolution des effectifs au gouvernement, dans la fonction publique. Je parle bien de la fonction publique; je ne parle pas des réseaux de l'éducation ou des affaires sociales. Je parle de l'évolution des effectifs au gouvernement, dans la fonction publique. On s'aperçoit que, de 1970 à 1976, il y a eu une augmentation moyenne d'environ 4000 personnes chaque année, que depuis que le Parti québécois a pris le pouvoir, il y a eu une croissance d'à peu près 1000 employés de plus au cours des premières années du mandat, par année, donc une augmentation nettement plus faible, quatre fois plus faible que ce que l'on connaissait antérieurement et, à partir du 31 mars 1979, on voit une diminution continue des effectifs autorisés au gouvernement, de telle sorte que, le 31 mars 1983, nous en étions à environ 64 225, c'est-à-dire à un niveau inférieur à ce qui existait à l'époque de l'administration précédente, d'une part et, d'autre part, si on devait tenir compte de l'effort de réduction des effectifs en cours cette année, nous devons être probablement aujourd'hui entre 2000 et 3000 employés de moins que ce qui prévalait lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1976.

Il y a donc eu au niveau du gouvernement un effort très important pour

tenter d'alléger l'appareil de l'État, de réduire l'importance de la bureaucratie et faire en sorte qu'aujourd'hui, il y ait moins d'employés dans le secteur public qu'il y en avait lorsque nous avons pris le pouvoir en 1976. Car on peut tenir un discours concernant le fardeau trop lourd de l'appareil de l'État, de la trop grande bureaucratie - c'est un discours que l'on entend fréquemment dans l'Opposition - mais l'on peut aussi passer à l'action et agir. Je pense que la meilleure preuve, c'est dans l'action.

Dans ce cas présent, on voit que, sous l'administration précédente de M. Bourassa, on a assisté à une augmentation du fardeau, du poids de l'État considérable, pendant ces six années, alors que, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, on a une diminution, ce qui fait que maintenant nous sommes en bas du niveau où nous avons pris le gouvernement. La meilleure preuve, je pense que c'est certainement en regardant la réalité des faits, la réalité des chiffres, ce qui nous permet de faire une démonstration que, si l'appareil de l'État est trop lourd aujourd'hui, tel que le prétend le Parti libéral, la raison, c'est que c'est essentiellement le Parti libéral qui en est responsable, c'est lui qui a mis là l'appareil de l'État que l'on connaît à l'heure actuelle. Il est donc responsable essentiellement de l'ensemble des appareils administratifs mis en place de 1970 à 1976.

Soulignons, comme troisième point, que même si nos prévisions de dépenses sont exactes et se sont avérées, dans le cas des ministères et des organismes, de près de 70 000 000 \$ inférieures à la prévision initiale, il faut quand même procéder à la mi-année, comme à chaque année, à un réajustement des dépenses qui s'explique de la façon suivante: D'une part, il y a des dépenses qui ne se feront pas. C'est normal, lorsqu'on fait une prévision budgétaire et que l'on prévoit plusieurs mois même avant le dépôt du budget quelles seront les dépenses de l'année suivante, il est bien évident qu'on ne peut pas être précis à 100% et qu'il y a une certaine marge d'erreur dans la prévision des dépenses. Ce qui peut rejoindre à 1% ou 2% les dépenses. Il est normal que nous ayons un certain nombre de dépenses que nous ne ferons pas, que nous annulons. (15 h 20)

D'autre part, il y a des dépenses qui n'étaient pas prévues il y a un an et qu'aujourd'hui on se rend compte qu'il faut y faire face. Vous avez, d'un côté, de nouvelles dépenses et, d'un autre côté, l'annulation de dépenses prévues.

Que nous donne, grosso modo, ce portrait? D'abord, en termes d'annulation de dépenses, il est normal que d'une à l'autre l'on retrouve en fin d'année à peu près 1,5% des dépenses prévues qui ne se feront pas et qui mènent vers ce que nous appelons des

crédits périmés. Ce 1,5% qu'on anticipe cette année, comme par les années passées, représente à peu près 370 000 000 \$ de dépenses en moins. Soulignons aussi qu'il faut ajouter à ce montant à peu près 171 000 000 \$ reliés à l'inflation, qui a été inférieure à ce qui était prévu, reliés au service de la dette, qui est inférieur à ce qui était prévu parce que les taux d'intérêt ont baissé, reliés également aux coûts des soins médicaux qui se sont avérés légèrement inférieurs à ce qui était prévu. Ce sont là essentiellement les principaux postes.

Cela représente à peu près 171 000 000 \$. Donc, si j'additionne les 370 000 000 \$ de crédits périmés automatiques auxquels on peut s'attendre d'une année à l'autre, et les 171 000 000 \$ dont je viens de parler, nous nous retrouvons avec des dépenses qui ne se feront pas pour un montant d'à peu près 541 000 000 \$. Par contre, il y a de nouvelles dépenses. En effet, dans le programme de stimulation de l'économie annoncé le printemps dernier, nous avons un certain nombre de mesures qui occasionnent des déboursés additionnels par rapport à ce que nous avions prévu d'à peu près 26 000 000 \$. Également, nous avons un phénomène de clientèle. Par exemple, à l'aide sociale, nous avons plus de bénéficiaires de l'aide sociale que ce qui était initialement prévu, de même qu'au niveau des prêts et bourses. On sait que les inscriptions aux cégeps, aux écoles secondaires et à l'université ont été plus importantes que ce qui était anticipé. Comme il s'agit là de programmes ouverts, le gouvernement doit fournir les fonds nécessaires. Il y en a pour à peu près 102 000 000 \$ additionnels.

À cela s'ajoute, en fait, un total d'à peu près 224 000 000 \$ divers pour de multiples autres activités gouvernementales qui sont requises. Il s'agit là d'une myriade de petites dépenses qu'il m'apparaît difficile de développer bien qu'il serait possible de le faire si vous êtes intéressés.

Donc, nous nous retrouvons avec 317 000 000 \$ de nouvelles dépenses dans les ministères, mais une annulation de dépenses de 541 000 000 \$. On voit donc qu'on a baissé de beaucoup les dépenses en question...

Le Président (M. Rancourt): Le temps alloué pour vos commentaires est à peu près terminé, M. le ministre.

M. Bérubé: M. le Président, je termine. Je pense que je vous induisais en erreur, d'ailleurs; il faudrait que je fasse un calcul. Je pense que, dans divers, c'est environ 140 000 000 \$ ou 150 000 000 \$. En fait, il reste environ 190 000 000 \$ de dépenses diverses. Si on tient compte des 317 000 000 \$ de dépenses additionnelles et

des 541 000 000 \$ de crédits périmés, il nous reste 224 000 000 \$ qui n'étaient pas dépensés. Alors, nous avons pris un certain nombre de décisions. Par exemple, nous avons décidé de payer plus rapidement les déficits accumulés, les arrérages des réseaux de l'éducation et des affaires sociales, de manière à éliminer le plus rapidement possible cette dette. Nous avons envisagé de la réduire sur cinq ans et nous essayons maintenant d'annuler cette dette plus rapidement. Donc, il y a 375 000 000 \$ qui vont là. Également, nous avons mis de côté 35 000 000 \$ pour le programme de relance, pour un total de 410 000 000 \$. Ceci explique donc le résultat global, c'est-à-dire qu'en ajoutant 410 000 000 \$ de remboursement d'arrérages plus rapide, en ajoutant 35 000 000 \$ pour la relance économique, en ajoutant 317 000 000 \$ pour les dépenses diverses des ministères, ceci nous donne les chiffres du budget que vous connaissez, soit environ 24 630 000 000 \$ de dépenses globales prévues l'année prochaine.

Soulignons enfin - je termine là-dessus - que le produit intérieur brut croîtra cette année de 8,9%, les dépenses croîtront de 9%; en d'autres termes, les dépenses du secteur public croîtront au même rythme que la richesse collective des Québécois. C'est évidemment quelque chose de très différent par rapport à ce qu'on a connu dans le passé, alors qu'on a connu souvent des croissances beaucoup plus rapides d'environ 3% supérieures à la croissance de la richesse.

Soulignons également - ceci est un élément important - que si, alors que, dans le passé, les réseaux des affaires sociales et de l'éducation ont rarement été à l'équilibre - on se souviendra qu'il y avait des déficits dans les hôpitaux au moment où nous avons pris le pouvoir, de même que des déficits accumulés dans le réseau de l'éducation - en ce moment, on peut dire que l'ensemble des réseaux est équilibré aujourd'hui, c'est-à-dire que nous avons réussi à essentiellement assainir les finances publiques de nos réseaux en même temps que nous l'avons fait pour le gouvernement.

Donc, M. le Président, ce que ce budget supplémentaire souligne, finalement, c'est une très grande rigueur dans la gestion des finances publiques qui a fait en sorte que nous avons pu, d'une part, ramener le taux de croissance de nos dépenses à un rythme plus raisonnable, et, d'autre part, dégager les ressources dont nous avons besoin pour faire face à la relance économique.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Reed Scowen

M. Scowen: M. le Président, si vous pensez que vous avez assisté à un discours

d'un gouvernement qui a, depuis sept ans, assaini les finances publiques, vous avez le droit de vous demander si c'est encore le gouvernement du Parti québécois qui est là. En effet, exception faite du président du Conseil du trésor et peut-être d'un ou deux de ses collègues les plus aveuglés, tout le monde est très conscient que, depuis sept ans, on a assisté à un affaiblissement sans précédent des finances publiques du Québec. Je ne répéterai pas tous les chiffres. J'aimerais simplement vous dire que, pendant les années soixante-dix et jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, on n'avait normalement, à toutes fins utiles, pas de déficit. Depuis, nous avons un déficit institutionnalisé de l'ordre de 3 000 000 000 \$. Cette année, mesdames et messieurs, voici le plus récent document de M. Parizeau lui-même qui déclare que le déficit sera de 3 280 000 000 \$. Ce sont environ 3 000 000 000 \$ qui vont s'ajouter à notre dette accumulée, qui dépasse maintenant les 20 000 000 000 \$. S'il vous plaît, mesdames et messieurs, ne croyez pas à l'opération confusion à laquelle vous avez eu droit depuis 20 minutes.

"Les dépenses cette année - et je cite encore le ministre des Finances - seront plus élevées que prévu". Avec les crédits supplémentaires qu'on est en train de discuter aujourd'hui, elles vont s'élever à 24 630 000 000 \$ plutôt que 24 295 000 000 \$, une addition, une jolie somme de 335 000 000 \$ de plus. On est ici aujourd'hui, mesdames et messieurs, pour voter 335 000 000 \$ de plus de crédits pour l'année courante. Effectivement, on est en train de voter... C'est une erreur de ma part. On est en train de voter 631 000 000 \$ de plus de crédits, parce qu'il va y avoir un certain nombre, comme le ministre l'a dit, de dépenses qui n'auront pas lieu. Voilà! 600 000 000 \$ de crédits additionnels à voter aujourd'hui - c'est le sujet du débat - en plus de tout ce qui a été prévu dans le discours sur le budget du ministre des Finances.

Je pense que l'Opposition avait un seul objectif, lorsqu'elle entendit parler de ces crédits supplémentaires, c'est l'objectif d'une grande partie de la population: on se posait la question...

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre, acceptez-vous une question ou...

M. Scowen: Si...

Le Président (M. Rancourt): ...si vous voulez faire vos commentaires, comme vous y avez droit.

M. Scowen: Il me ferait plaisir qu'il prépare une liste de questions. À la fin, je répondrai à toutes et chacune.

Une voix: C'est le monde à l'envers.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.
(15 h 30)

M. Scowen: Les questions qu'on s'est posées quand on a vu les crédits additionnels, ce sont les questions que se pose toute la population: Qu'est-ce que cela va faire pour l'économie? Qu'est-ce que cela va faire pour l'emploi? Quelle partie de ces crédits sera consacrée au plan de relance économique dont parle le gouvernement? On a vu très vite qu'il n'y avait que 30 000 000 \$ consacrés à la relance économique. Nous faisons une analyse, secteur par secteur. On découvre que de ces 640 000 000 \$, si on enlève les fonds de suppléance et les choses qu'on ne peut pas attribuer à un dossier ou à un autre, seulement 33% de tous les crédits seront attribués au secteur économique, comme l'agriculture, l'énergie, l'industrie et le commerce, que 38% seront dépensés par des ministères comme le ministère des Affaires intergouvernementales, le ministère des Affaires municipales, l'Assemblée nationale, le ministère des Communications et ainsi de suite, que 11% seront consacrés au ministère de l'Éducation et au Comité de développement culturel, 16% aux Affaires sociales.

Je vais vous donner quelques exemples des choses sur lesquelles on nous demande de voter aujourd'hui. La plupart, les deux tiers de ces sommes additionnelles iront pour des choses qui n'ont absolument rien à voir avec la relance économique, avec la création d'emplois; elles visent plutôt les mauvaises prévisions des coûts de l'administration gouvernementale. 4 000 000 \$ de plus iront aux dépenses d'administration de cette Assemblée nationale. Est-ce qu'on a vraiment besoin de cela? Je crois que nous sommes très bien aménagés aujourd'hui. 1 000 000 \$ de plus pour les bureaux à l'étranger, 1 000 000 \$ de plus que ce qui était prévu dans le budget, mesdames et messieurs...

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, suivant notre règlement, vous devez vous adresser au président, non au public, s'il vous plaît.

M. Scowen: Je m'excuse, M. le Président, je m'adresse directement à vous. Est-ce que vous réalisez, M. le Président, qu'on se propose, dans ces crédits supplémentaires, de dépenser 16 000 000 \$ de plus dans le secteur des communications? Mon collègue, le député de Westmount, viendra un peu plus tard poser des questions au ministre des Communications à ce sujet. La moitié des sommes consacrées à la relance sera consacrée à la publicité pour faire la relance.

Au ministère de la Justice, on retrouve

une jolie somme de 7 000 000 \$ pour les avocats qui font de l'aide juridique; encore 3 000 000 \$ pour l'administration de la justice. 6 000 000 \$ iront à l'administration du ministère du Revenu. Tout pour l'administration, partout, des augmentations pour des coûts imprévus.

Le ministre nous dit qu'il a réduit le nombre des effectifs; c'est vrai, c'est à peu près au même niveau où c'était il y a cinq ans. Cependant, ce qu'il a toujours refusé de dévoiler, c'est le nombre de personnes qui travaillent à titre contractuel pour le gouvernement. C'est une chose de mettre quelqu'un à pied, de remercier quelqu'un pour ses services, les services d'un employé permanent de l'État, pour le remplacer, le lendemain, par une personne qui travaille à contrat. C'est effectivement ce qui a été fait plusieurs fois, très souvent, et vous vous retrouvez avec les mêmes coûts.

Quand on parle de coût, je veux simplement vous expliquer que depuis 1976, chaque année, les coûts ont augmenté de 16%, 12%, 11%, 16%, 10%, 9%, 16% et, cette année, 11%. Cette année, c'est une année où l'inflation a été réduite à un niveau d'environ 5% ou 6%. Les dépenses du gouvernement augmentent donc à un niveau deux fois plus rapide que l'inflation. Selon le ministre des Finances lui-même, le taux de croissance maximal pour le Québec cette année sera de l'ordre de 3%; on dépasse donc, dans nos dépenses cette année, le taux d'inflation et le taux de croissance du PIB. J'espère que le ministre m'écoute parce qu'il ne peut pas dire qu'il a réduit le taux de croissance des dépenses, il augmente plus rapidement que les taux de croissance de l'inflation et de la productivité, de notre richesse collective, si vous préférez. Les chiffres sont là et je les sors du budget de son patron, le ministre des Finances. Il n'y a pas de confusion possible.

Nous avons l'intention de poser beaucoup de questions. J'espère que le ministre et président du Conseil du trésor sera capable de nous donner quelques renseignements cet après-midi sur les dépenses et l'échéancier des divers programmes de création d'emplois prévus dans le plan de relance du premier ministre.

Au mois de novembre, le premier ministre a fait une déclaration à la télévision pour annoncer un plan de relance. Personne n'était vraiment capable de savoir de quoi il s'agissait. Maintenant "plan de relance" est devenu une expression. On écoute la publicité à la radio et à la télévision: Rallions-nous au plan de relance. Mais c'est une autre coquille vide comme OSE ou comme les autres slogans qu'on avait pendant les années 1976, 1977, 1978. Tout le monde parle de plan de relance et personne n'est capable de savoir ce dont il s'agit. Je ne veux pas lui reprocher, mais c'est un peu

comme le plan de M. Trudeau pour faire la paix dans le monde. Il circule partout, il parle du plan Trudeau pour la paix, tout le monde est pour, mais personne n'est capable d'avoir les détails. Dans votre cas, c'est même plus fragrant. Les péquistes ont divulgué une liste de 48 fiches. On a fait l'analyse de ces déclarations d'intention. Parmi les 48 choses qu'ils ont proposé de faire, il y en a exactement huit auxquelles ils ont attaché un coût. Il y en a exactement douze auxquelles ils ont établi une espèce d'échéancier et, à plusieurs reprises, cet échéancier est à dix ans d'ici. Dans seulement huit ou dix, étions-nous capables de trouver un objectif?

C'est une série des choses les plus vagues. Je parie qu'il n'y a pas une seule personne au Québec qui soit capable de vous dire de quoi il s'agit quand on parle de ce plan de relance. Ce n'est pas un plan de relance conçu en fonction de l'objectif que vous avez établi, à savoir d'atteindre un taux de croissance plus élevé que celui du Canada; pas du tout. Vous n'avez même pas donné l'impression que vous êtes au courant de ce qui se fait dans les autres provinces du Canada. Vous avez simplement sorti des tiroirs des ministères les programmes chers à un bureaucrate ou à un ministre qui étaient susceptibles d'être emballés entre Pointe-au-Pic et Compton dans cette période de quatre ou cinq semaines.

C'est une série d'initiatives que personne n'est capable de chiffrer, pour lesquelles on ne peut établir un échéancier et pour lesquelles, dans aucun cas, vous n'étiez capable de prévoir combien d'emplois cela va créer. Je répète cette question de création d'emplois, parce que, quant à moi, et quant à la grande majorité de la population, le succès de n'importe quel plan de relance économique sera mesuré par une seule chose: le nombre d'emplois créés.

Comme l'a dit notre chef, la semaine dernière, c'est faux de parler aujourd'hui de la création d'emplois. On est dans une période de récupération d'emplois perdus. Nous avons presque la moitié des emplois perdus pendant la récession, à récupérer. Vous n'avez pas le droit et vous n'aurez pas le droit de parler d'un emploi créé d'ici à 1985, tant que vous n'aurez pas récupéré tous les emplois que vous avez perdus en 1981. Les gens qui avaient des emplois s'attendent de retourner au travail. Nous avons perdu à peu près 225 000 emplois pendant cette crise, nous en avons récupéré un peu plus de la moitié, il nous reste à en récupérer 100 000 avant que vous ayez le droit de parler de la création d'un seul emploi. Il faut d'abord penser à retourner au travail les gens qui ont été mis à pied à cause de cette expérience de 1981.

Je serais très intéressé à écouter le ministre nous expliquer en détail les coûts

précis de chacun des programmes qui font partie de ce plan de relance, les dates auxquelles ces sommes seront versées. Est-ce que ce sera le dernier trimestre de 1983, le premier trimestre de 1984, etc.? Combien d'emplois seront créés? Les gens attendent; ils veulent savoir; ils veulent la réponse à cette question. Qu'est-ce que vous prévoyez comme création d'emplois? Tout ce que nous avons dans ce document - cela a été condamné par tout le monde - concerne la relance, à la page qui touche les finances. Voilà, mesdames et messieurs, M. le Président...

(15 h 40)

Le Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Scowen: ...un livre d'un demi-pouce d'épaisseur et, à la page 81, on trouve une toute petite inscription qui dit: Provisions pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets de soutien et de développement économique, 30 000 000 \$.

M. le Président, 30 000 000 \$ dans un budget de 25 000 000 000 \$, est-ce que vous pensez que c'est sérieux? Est-ce que vous pensez que c'est quelque chose qui peut avoir un impact sur l'emploi? Est-ce que vous pensez que c'est quelque chose qui peut nous rendre concurrentiels sur le plan de la création d'emplois avec le reste du Canada, ce qui est l'objectif visé par le premier ministre?

Vous allez me dire: Oui, mais c'est pour le premier trimestre seulement. Très bien. Mais dites-nous aujourd'hui ce que vous allez dépenser l'année prochaine. Si vos plans sont faits en fonction de 90 jours, cela veut dire que vous n'avez pas de plan. Ce n'est pas possible de développer un plan de relance économique si vous ne savez pas ce que vous allez faire au mois de janvier. Le mois de janvier, c'est dans deux semaines. Nous n'avons aucune idée.

Je vous donne un seul exemple. Je l'ai trouvé particulièrement drôle parce qu'on en entend parler très souvent. Un élément du plan de relance, c'est le cadre législatif et réglementaire. Le premier ministre a dit: La taille et la complexité de l'appareil gouvernemental exigent qu'un examen soit fait périodiquement en vue d'assouplir le fonctionnement des règlements. Il nous donne une liste de six ou sept secteurs où cet examen sera fait et je cite: "Dans les jours et les semaines qui viennent, les ministres responsables de ces divers secteurs rendront publiques les mesures correctives qui ont été retenues." Dans les jours et les semaines qui viennent; c'était le 13 novembre. Aujourd'hui, c'est le 19 décembre. Cela fait 40 jours et on disait: Dans les jours et les semaines qui viennent. Nous avons maintenant passé 40 jours, six ou sept semaines, et on attend

encore.

Qu'est-ce que vous avez fait dans le domaine de la déréglementation? C'est un papillon qui ne vaut absolument rien. Vous n'avez rien fait. Il n'y a pas d'annonce des ministres responsables des entreprises, de la perception auprès des employeurs, de la Commission de protection du territoire agricole, de l'Office de la construction du Québec, de la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Est-ce qu'ils ont rendu publiques, dans les jours et les semaines qui viennent, les mesures correctives? On a eu le silence le plus total. Vous savez autant que moi que c'est un effort de publicité, même pas très habile. Comme vous le savez, personne n'a été impressionné. Il y a des sondages qui indiquent que votre taux de popularité n'a pas augmenté énormément à la suite de ce soi-disant plan de relance.

À mon avis, c'est agréable si votre popularité est à la baisse, mais ce qui est désagréable - c'est désagréable pour vous; cela ne me dérange pas du tout - c'est pour la population du Québec, et cela me préoccupe beaucoup, parce que les Québécois ont payé très cher vos folies, vos bêtises, vos erreurs, vos dépenses exagérées, vos déficits, pendant sept ans. Je suis persuadé qu'ils ne veulent pas continuer dans ce sens. Les coûts, toute la population commence à s'en ressentir. Je répète que votre soi-disant plan n'est qu'une coquille vide sur le plan politique. C'est peut-être intéressant pour nous, parce que c'est à notre avantage, mais sur le plan humain, ce n'est pas drôle. J'espère que dans sa réplique, si le ministre veut en faire une, il pourra préciser davantage le montant qu'il va dépenser dans le premier trimestre et dans le deuxième trimestre pour ces 48 programmes qu'il a mentionnés ou combien d'emplois seront créés. C'est ce que la population veut savoir. Merci beaucoup, M. le Président. Si le ministre a des questions à poser, qu'il commence.

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre. Mais nous devrions passer maintenant à l'annexe, qui est l'étude des crédits ministère par ministère. C'est votre choix, M. le ministre. Nous allons commencer.

M. Bérubé: Je pensais, M. le Président, que je pourrais peut-être compléter certaines des remarques du député de Notre-Dame-de-Grâce.

Le Président (M. Rancourt): D'accord. En principe, c'est le ministre des Finances qui a un droit de réplique de même durée à la fin. En tout cas, s'il y a consentement, oui.

M. Bérubé: Je suis convaincu qu'il pourra compléter la réplique. M. le Président...

M. Scowen: M. le Président, si vous me le permettez...

Le Président (M. Rancourt): Oui, sur une question...

M. Scowen: ...je pense que nous avons convenu que certains ministres qui ont des crédits supplémentaires qui nous semblent plus importants seraient appelés à venir les uns à la suite des autres. Ce que je propose, si le ministre est d'accord, c'est qu'on adopte les crédits de ces ministères au fur et à mesure et qu'à la fin de l'exercice on examine et adopte les crédits qui restent. Est-ce que c'est un système...

Le Président (M. Rancourt): La présidence n'étant pas au courant des ententes qui peuvent avoir été conclues entre les deux côtés de cette Assemblée nationale, je fonctionnais suivant mon règlement. Mais s'il y a entente, je suis prêt à accepter ce que vous me suggérez.

M. Bérubé: De fait, M. le Président, mes collègues qui ont des demandes de crédits supplémentaires plus importants sont invités à venir ici en commission plénière défendre eux-mêmes leurs crédits, de telle sorte que l'Opposition puisse leur poser directement les questions. Ma présence ici, à ce moment-là, est davantage reliée à une discussion générale des crédits et des dépenses, de telle sorte qu'il puisse y avoir un échange et permettre d'aller au fond de certaines questions.

Le Président (M. Rancourt): Sur consentement, M. le ministre.

M. Yves Bérubé

M. Bérubé: Je reprendrai les points soulevés par le député de Notre-Dame-de-Grâce très rapidement. Première question: le déficit. Je me souviens d'une démonstration du député de Vaudreuil-Soulanges à propos du gonflement des déficits sous l'administration actuelle. Je pense qu'il est un peu démagogique de vouloir comparer des déficits en dollars courants, dans la mesure où, bien sûr avec l'inflation, une livre de beurre, dans dix ans, coûtera plus cher qu'une livre de beurre aujourd'hui. Il faut donc essayer d'amener les déficits sur une base comparable. Or, c'est ce que j'ai fait ici.

Nous avons, M. le Président - cela va vous intéresser - l'évolution de notre déficit, au moment où nous prenions le pouvoir. Le déficit libéral était un peu plus élevé, en fait, que celui qui a prévalu la première

année de notre administration. Donc, le déficit libéral se situerait à peu près ici. Nous partons à 1 170 000 000 \$ de déficit. Voilà qu'il monte. Il n'y a pas de doute, il monte.

Cependant, si on enlevait l'effet de l'inflation dans ce déficit, qu'est-ce que l'on constaterait? On constaterait que 1 \$, en 1983-1984, cette année-ci, achète moins que 1 \$ en 1977-1978. Si je le ramenait sur la base d'un pouvoir d'achat comparable, je trouverais que, sur la même base que 1977-1978, mon déficit serait de 1 290 000 000 \$, c'est-à-dire que cela se compare exactement, à ce moment-là, en dollars équivalents.

Ce que cela veut dire, c'est que c'est vrai, en termes réels: le déficit est un peu plus élevé que ce qu'il était au début, en 1977-1978. Il s'agit ici des emprunts nets, des besoins financiers nets du gouvernement, que nous sommes obligés d'emprunter sur les marchés pour financer nos dépenses. C'est vraiment cela qui est significatif, sinon on s'engage dans des débats comptables.

Par exemple, sous l'administration libérale, on ne comptabilisait pas ce que coûtait la contribution de l'employeur au régime de retraite. Comme on n'entrerait pas cela dans les livres, évidemment, on disait: On a un déficit moindre, sauf que, comme on ne l'avait pas inscrit dans les livres, personne ne pouvait tirer de conclusion, mais la réalité n'était pas cela.
(15 h 50)

Prenons les emprunts. On se rend bien compte que les emprunts de 2 235 000 000 \$ prévus en 1983-1984, lorsqu'on les ramène sur des bases de dollars comparables, donnent, en dollars de 1977-1978, 1 290 000 \$. Donc, ce déficit si atroce dont on parle est sensiblement le même que ce qu'il était lorsque les libéraux ont cédé le pouvoir en 1976, d'une part, et, d'autre part - et c'est quand même l'élément important - il faut regarder ce qui s'est passé entre-temps. En effet, entre-temps, il y a eu la pire crise économique des cinquante dernières années. Ici, j'ai les emprunts par habitant de chacune des provinces canadiennes. Assez intéressant, ce sont les besoins financiers des provinces par habitant. On se rend compte que la Saskatchewan détient certainement le championnat de toutes les provinces canadiennes avec 1000 \$ par habitant d'emprunt. Oui. C'est le Manitoba qui vient ensuite, le Nouveau-Brunswick, la Colombie britannique, la Nouvelle-Écosse, l'île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve, Alberta. Le Québec a les deuxièmes plus petits emprunts par habitant de toutes les provinces canadiennes.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): De tout temps, M. le ministre?

M. Bérubé: Non, c'est cette année, 1983-1984. En dépit d'une crise économique très grande, nous avons ramené le niveau des emprunts en dollars réels au niveau où ils étaient en 1976-1977, d'une part, donc sous l'administration précédente. Si c'est trop haut, cela nous a été légué par quelqu'un, d'une part. D'autre part, si on regarde la performance des autres provinces, on se rend compte que c'est la deuxième meilleure performance. Si on veut savoir ce que représente une performance absolument épouvantable, on n'a qu'à regarder ce qui arrive quand on a des libéraux au pouvoir, par exemple, à Ottawa où il y a des libéraux. Là, on découvre que c'est 1300 \$ par habitant que les libéraux nous font comme déficit. Ce n'est pas compliqué, si on veut voir ce qu'est une mauvaise gestion, on n'a qu'à chercher où il y a un gouvernement libéral et on la trouve automatiquement.

Ne parlons pas de déficit, s'il vous plaît. Les déficits du gouvernement du Québec sont élevés, nous le reconnaissons, mais en termes de dépenses, nos emprunts représentent... Je pense que notre déficit global, en tenant compte de tous nos engagements, tel que l'engagement vis-à-vis de nos régimes de retraite, représente à peu près 13% de nos dépenses. Si je compare cela avec les États-Unis à 20%, avec Ottawa avec quelque 30%, avec la plupart des pays européens, je pense à l'Allemagne à 16%, à l'Autriche à 15%, la France à 16%. En d'autres termes, si je compare mes déficits en pourcentage avec mes dépenses, somme toute, je suis passablement bien réaligné quand je compare avec les voisins. Effectivement, quand l'Opposition nous regarde, elle se désole, mais quand je regarde les autres, je me console, M. le Président. C'est nettement mieux que ce qui se fait ailleurs, d'une part. D'autre part, on nous dit: Vous allez dépenser 335 000 000 \$ de plus. Petite erreur. À ma connaissance, payer ses dettes, ce n'est pas s'engager dans de nouvelles dépenses. Ce que le député de Notre-Dame-de-Grâce nous a dit tantôt est erroné. Nous avons choisi essentiellement de rembourser davantage les dettes contractées par le réseau de l'éducation et les affaires sociales, de rembourser plus vite. Rembourser plus vite ses dettes, ce n'est pas dépenser davantage.

Aussi, lorsque le député de Notre-Dame-de-Grâce prétend qu'on a 335 000 000 \$ de plus de dépenses, c'est qu'il n'est pas conscient des conventions comptables particulières, au gouvernement c'est du remboursement de dettes pour des dépenses passées et non de nouvelles dépenses. Les dépenses sont faites et elles ont été faites il y a plusieurs années et, par conséquent...

M. Scowen: ...dépenses...

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Bérubé: Par conséquent, M. le Président, les 335 000 000 \$ dont on parle sont essentiellement reliés à un remboursement accéléré des déficits ou des dettes passées de nos établissements, donc, correspond à des dépenses passées et non de nouvelles dépenses. Deuxième erreur de la part du député de Notre-Dame-de-Grâce. Rien pour la relance. Troisième argument du député de l'Opposition. D'abord, il est clair que si on voulait jeter l'argent par les fenêtres, ce serait toujours possible. Est-ce que cela créerait beaucoup d'emplois, est-ce que cela aurait beaucoup d'impact sur l'emploi? Probablement pas. Il est donc préférable de s'engager dans un effort de restructuration de notre industrie, de notre économie et, donc, de s'attaquer à des investissements qui ont des chances d'avoir des effets à long terme.

Prenons donc le temps de regarder ce qu'est le plan de relance. Ce plan de relance se décompose essentiellement en trois points. D'une part, il s'agit de stimuler le plus rapidement possible la reprise de l'industrie de la construction en encourageant les immobilisations. Quel genre d'immobilisations? Vous avez des immobilisations dans le secteur public. Elles n'ont pas encore été annoncées, mais on peut prévoir qu'en janvier nous aurons un programme d'accélération des immobilisations du secteur public fort concret et tout à fait précis. Nous avons également - ceci est connu maintenant, on sait que la ville de Montréal accepte de s'engager là-dedans - une accélération du programme d'assainissement des eaux qui représente environ 200 000 000 \$ d'investissements additionnels par les municipalités et qui se traduira non pas par des dépenses immédiates pour le gouvernement, mais par un service de dette dans les années à venir. Ceci est très réel, très concret. D'ailleurs, on n'a qu'à voir la réaction des maires des différentes municipalités qui acceptent de s'engager dans ce programme où on a amélioré le niveau de subventions, on défraie maintenant à 90% l'ensemble des dépenses, alors que la moyenne était d'environ 80% antérieurement. Les municipalités, à l'heure actuelle, pour se prévaloir de cette offre qui dure peu de temps, prennent présentement les moyens pour accélérer leurs projets d'investissements dans l'assainissement des eaux. Donc, programme d'accélération des investissements.

Je pourrais ajouter aussi: maintien des immobilisations d'Hydro-Québec au niveau de l'année dernière, de telle sorte qu'on s'engage dans la construction de lignes additionnelles pour la transmission et l'amélioration du réseau de distribution

d'électricité. Voilà des immobilisations de plusieurs centaines de millions de dollars qui vont être accélérées, devancées par le biais du plan de relance.

Mais ce n'est pas tout, nous avons un programme de reboisement. Par exemple, le député de Notre-Dame-de-Grâce ne sait pas que, lorsque M. Bourassa était au pouvoir, en 1975, on a brûlé plusieurs centaines de milliers de plants au Québec qui avaient été mis en pépinières et qu'on n'a pas pu planter en forêt, faute des budgets appropriés. Depuis que nous sommes là, c'est fini. À l'époque, on devait au maximum faire planter 10 000 000 d'arbres par année, alors qu'actuellement nous sommes déjà à peu près à 75 000 000 de plants et, d'ici à la fin de l'année, nous serons à peu près à 100 000 000 de plants. C'est donc un effort considérablement supérieur à ce qui se faisait à l'époque des libéraux.

Ce n'est pas tout. Il faut tripler ce niveau de reboisement, le ministre de l'Énergie et des Ressources a déjà annoncé le programme. Des crédits seront effectivement disponibles pour permettre, dès l'année prochaine, d'enclencher ce programme d'implantation de pépinières et d'accélération du programme de reboisement. C'est bien clair que, cet hiver, on ne construira pas de pépinière, donc il n'y aura pas de déboursés d'ici le mois d'avril. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de déboursé d'ici le mois d'avril que le plan de relance n'est pas important pour autant. Au contraire, c'est peut-être une bonne chose d'annoncer à l'avance à tous les intervenants, que c'est maintenant le temps de faire des plans, de faire des projets de manière à pouvoir accélérer le programme de reboisement. Donc, à partir du moment où les gens le savent, ils seront en mesure de faire en sorte que, dès le printemps, ils pourront s'engager rapidement et là on aura des déboursés. Qu'il n'y ait pas de déboursé maintenant, ce n'est pas grave; l'essentiel cependant c'est d'aviser les gens de se préparer, de telle sorte qu'on puisse dépenser de façon rapide dès que la belle saison va revenir. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Donc, le premier programme, c'est le programme d'accélération des immobilisations gouvernementales. Je n'ai pas mentionné d'ailleurs - ça, c'est intéressant - le programme de tarif d'électricité pour les secteurs de pointe dans le domaine industriel. On sait que le Parti libéral propose, sous la férule de son chef actuel, d'inviter les Américains à venir aménager nos rivières et on va leur vendre l'électricité à prix coûtant. On va dire: Venez aménager et prenez notre électricité, de telle sorte qu'ils auront notre électricité, ils auront déjà les marchés. Alors inutile de dire que ce sont eux aussi qui auront les emplois.

L'autre approche peut consister à dire:

Si nous sommes pour faire des conditions intéressantes de vente d'électricité, non pas en bas du prix coûtant, mais à des prix intéressants, est-ce que ce ne serait pas mieux de l'offrir à nos entreprises qui veulent se développer? De telle sorte qu'on ait des emplois créés chez nous. C'est notre approche en termes de politique énergétique. C'est-à-dire une politique tarifaire qui a déjà permis le projet Reynolds, le projet Pechiney et il y a plusieurs autres projets présentement sur la table qui vont toucher éventuellement l'électrochimie, la fabrication d'hydrogène; donc, un paquet de projets industriels qui vont naître grâce à une politique de tarif d'électricité qui va attirer ces entreprises, plutôt que de vendre l'électricité à prix coûtant aux États-Unis - comme le propose M. Bourassa - et voir les emplois s'installer aux États-Unis plutôt que chez nous.

C'est la différence entre les deux politiques énergétiques. Vous savez, entre les deux, je préfère la nôtre. D'autant plus que le Parti libéral a également une autre théorie qui consiste à dire: Commencez tout de suite à construire les barrages, même si vous n'avez pas de contrat de vente. Vous imaginez quelqu'un qui aurait acheté des stocks épouvantables, qui aurait mis cela dans son entrepôt et là découvre, à sa grande surprise, que malheureusement, il n'y a pas d'acheteur! Les gens voyant sa cour remplie d'automobiles, voyant ses entrepôts remplis à craquer, disent: Vous voyez, il est pris avec beaucoup de marchandises et on va le forcer à baisser ses prix.
(16 heures)

La grande théorie qui consiste à devancer des travaux d'aménagement de rivières de manière à se mettre le dos à des surplus considérables et être pris pour vendre à perte, c'est la théorie du Parti libéral. Disons que ce n'est pas la théorie que nous défendons. On pense, au contraire, qu'il est préférable de s'assurer, avant de se lancer dans la construction de barrages, d'avoir des clients, d'avoir des contrats fermes, ce à quoi n'a pas pensé évidemment le Parti libéral quand il a préparé sa politique énergétique. Mais cela fait également partie du plan de relance.

La créativité, c'est le deuxième élément du plan de relance. Notre société n'a aucune chance d'avenir si elle ne choisit pas la voie de l'excellence, la voie du dépassement et la voie de l'effort. Cela veut dire qu'il faut toujours être à la fine pointe de l'innovation. Je lisais un article tout récemment - aujourd'hui, je pense - sur le design québécois. Mais oui! Quand a-t-on vu le Parti libéral parler de l'importance du design au Québec? Pourtant, nous avons proposé une série de mesures pour implanter un centre international de design au Québec, équipé avec un système d'ordinateurs pour

faire de la conception assistée par informatique. Nous avons mis en place un paquet de mesures pour favoriser l'émergence d'un design proprement québécois.

Que dire des 40 équipes de recherche dans nos universités, où on va littéralement doubler la formation scientifique? Que dire des prêts garantis à très faibles taux d'intérêt, sinon nuls, les premières années, pour nos jeunes finissants d'université? Cela va multiplier de façon spectaculaire le nombre de jeunes se lançant en affaires. Que dire de l'aide au financement des entreprises, où on va assumer les deux tiers des risques? Que dire du programme de modernisation des usines de transformation de produits marins, annoncé par le ministre de l'Agriculture, l'entreposage des fumiers de bovin, la création de la banque de terres arables, les programmes spéciaux de financement de la publicité touristique pour améliorer la vente de nos produits québécois sur le marché américain?

Que dire du nouveau Centre de recherche industrielle du Québec qui va prendre de l'expansion dans la région métropolitaine? Que dire du Musée d'art contemporain? On sait que les soumissions sont ouvertes présentement. Le concours est ouvert pour la conception de l'édifice, mais on va de l'avant. Que dire du financement des clientèles additionnelles au ministère de l'Éducation, associé au virage technologique? Que dire des six centres de recherche spécialisés, récemment annoncés par le ministre de la Science et de la Technologie? Que dire des centres spécialisés dans les cégeps, une douzaine de centres que l'on va mettre en place pour permettre aux cégeps de s'impliquer également dans le virage technologique et de se dégager du temps pour pouvoir s'engager dans des activités de recherche et de développement? Que dire du programme de soutien à l'emploi scientifique, où on va doubler le nombre de chercheurs engagés dans nos entreprises québécoises, programmes également annoncés par le ministre de la Science et de la Technologie?

Que dire du prêt de 40 000 000 \$, injectés dans la formation professionnelle au niveau du ministère de l'Éducation, de manière à permettre le recyclage des travailleurs affectés par les changements technologiques pour favoriser, par exemple, la transition entre le travail au foyer, la charge familiale pour la femme, et l'intégration sur le marché du travail, le recyclage de nos mères de famille qui, maintenant, ont élevé leur famille et veulent aller sur le marché du travail? Que dire d'une quantité considérable de programmes qui ont déjà fait l'objet d'annonces précises, pour lesquels on peut prévoir déjà au moins 100 000 000 \$ à 150 000 000 \$ de dépenses gouvernementales? Je ne vous donnerai pas les chiffres immédiatement. J'attendrai le

budget de 1984-1985, mais je pourrais vous donner une liste considérable de projets bien concrets qui ont déjà fait l'objet d'approbations spécifiques de la part du Conseil du trésor, qui ont fait l'objet d'annonces publiques et qui entraîneront des déboursés substantiels en 1984-1985.

Si, cependant, en 1983-1984, de tels programmes n'ont pas d'impact budgétaire immédiat, pourquoi s'en plaindre? L'essentiel, c'est que les mesures soient bonnes, que les mesures soient efficaces. Vous remarquerez que l'Opposition ne critique pas le contenu du programme. Elle se plaint tout simplement du fait qu'on n'ait pas les chiffres. Oui, on pourrait s'amuser, comme nos députés fédéraux en Gaspésie, qui nous ont annoncé 234 000 000 \$ dans un programme de relance, oui, sur cinq ans, ce qui représente... En fait, si on prend 234 000 000 \$ et qu'on les divise par cinq, cela ne fait pas un très gros montant, cela fait environ 50 000 000 \$ par année, c'est-à-dire moins que ce que le gouvernement du Québec dépense dans l'Est du Québec chaque année. Cette année, on a dû dépenser 76 000 000 \$ dans le cadre du programme de relance annoncé dans le budget de l'année dernière.

Donc, ce que les libéraux font, c'est regrouper des budgets sur cinq ans pour essayer de faire de plus gros chiffres. Et le député de Notre-Dame-de-Grâce voudrait qu'on s'engage dans cette même surenchère? Non, c'est prendre nos concitoyens pour des imbéciles. Ce qui est important, c'est le contenu des programmes, la valeur de ces programmes. Quant à l'implication budgétaire, en 1984-1985, quand on arrivera à la rivière, on traversera le pont. Pour l'instant, les incidences budgétaires sur le budget de 1983-1984 sont relativement faibles, modestes et, ma foi, on n'est pas pour s'en plaindre.

Le Président (M. Jolivet): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: On n'est pas plus avancé qu'on l'était le 13 novembre. Nous avons analysé une liste de choses et nous ne les avons pas trouvées intéressantes, pas du tout. Ce ne sont pas des choses qui vont changer l'économie du Québec, on l'a déjà dit. On vous a même proposé des alternatives très précises, à vous et à vos collègues.

M. Bérubé: Comme quoi?

M. Scowen: Je veux simplement souligner un élément qui démontre jusqu'à quel point vous êtes coupés de la réalité. Vous avez parlé du premier élément de votre plan de relance, les investissements publics. Vous avez parlé d'un exemple, la construction des égouts à Montréal pour

200 000 000 \$. Réalisez-vous, M. le ministre, combien de projets de 200 000 000 \$ il vous faut pour en arriver à un niveau d'investissement au Québec équivalent au niveau d'investissement moyen canadien? Réalisez-vous que c'est l'objectif que le premier ministre s'était établi dans ce discours? Je le cite: "On va nous donner ainsi, pas seulement cette année, mais de façon permanente, un rythme de croissance supérieur à la moyenne canadienne."

Si vous voulez, l'année prochaine, réaliser un rythme de croissance de l'investissement supérieur à la moyenne canadienne, il vous faudra une trentaine de projets de 200 000 000 \$ en surplus de tout ce qu'il y a cette année. Cette année, on aura des investissements publics et privés au Québec de l'ordre de 13 000 000 000 \$. Pour arriver à un niveau d'investissement, per capita, équivalent à celui du Canada, ce doit être 19 000 000 000 \$. Il y a un écart de 6 000 000 000 \$ par année au Québec; parce que vous ne l'avez pas mentionné, parce que vous n'avez pas parlé des programmes que le premier ministre a mentionnés dans son document, vous n'en avez pas parlé en fonction de ce que les autres provinces font ou de ce que les concurrents font, je suis porté à croire que vous n'êtes pas réalistes dans vos objectifs de nous donner, non seulement cette année - je cite encore le premier ministre - "un rythme de croissance supérieur à la moyenne canadienne". Vous n'avez pas examiné la concurrence, vous avez simplement sorti un paquet de petites idées que quelqu'un peut trouver agréables, en principe, mais qui n'ont absolument rien à voir avec un plan de développement économique. C'est pourquoi le plan de relance a été ridiculisé par tout le monde; il est encore ridiculisé et on attendra maintenant six semaines pour avoir un peu plus de détails de la personne responsable de cette affaire sur le plan du contrôle budgétaire. On est à quelques jours de la fin de l'année, on attend de savoir ce que vous allez faire l'année prochaine et vous dites: On ne veut pas prendre la population pour des imbéciles, on ne veut pas donner les sommes qu'on a l'intention de dépenser, le nombre d'emplois qu'on va créer et on ne veut pas donner les dates du début des programmes. C'est la population du Québec qui vous prendra pour des imbéciles, dans un tel cas, j'en suis convaincu.

Je pourrais continuer et je suis tenté de le faire. Il y a un paquet de questions qui ont été soulignées par tout le monde concernant le sérieux de votre plan. Mais comme nous avons le privilège, cet après-midi, d'avoir notre collègue, le député de Vaudreuil-Soulanges, critique officiel de l'Opposition en matière de finances publiques, et le ministre des Finances, il serait poli de ma part de laisser ces derniers examiner les

crédits du ministère des Finances.

(16 h 10)

Le Président (M. Jolivet): C'était d'ailleurs prévu à l'horaire. Je cède la parole au ministre des Finances et au député de Vaudreuil-Soulanges pour la prochaine heure.

M. le ministre, vous avez la parole.

Ministère des Finances

M. Jacques Parizeau

M. Parizeau: M. le Président, ayant l'impression d'intervenir au milieu d'une discussion, je ne sais pas exactement dans quel ordre on a l'intention de procéder. Je dois dire que j'ai été un peu estomaqué d'entendre le député de Notre-Dame-de-Grâce dire qu'une proportion normale des investissements au Québec, par rapport au Canada, serait de 19 000 000 000 \$. Je souhaiterais vivement qu'il me fasse une démonstration à cet effet. Disons simplement, à titre d'introduction, puisque nous devons discuter des crédits du ministère des Finances, que ces crédits supplémentaires se montent à 345 000 000 \$ qui, essentiellement, ont trait aux fonds de suppléance. Les fonds de suppléance pour 1983-1984, ainsi que j'ai pu le noter à l'occasion de mon exposé complémentaire quant aux finances publiques du Québec le 15 novembre, vont surtout servir à payer à l'avance des dépenses qui seraient tombées normalement en 1984-1985. C'est cela qui apparaît essentiellement dans les crédits que nous avons à examiner ici.

Pour l'essentiel, il s'agit de dépenses que l'on va payer maintenant en raison d'une accélération des rentrées d'impôt mais surtout d'une accélération de transferts fédéraux aux provinces. En raison des lois existantes applicables à la péréquation et au financement des programmes établis, le gouvernement fédéral se trouve cette année dans la position de nous verser plus d'argent qu'on ne l'avait envisagé. Encore que comme l'année prochaine au Québec, ces montants qui nous viennent du fédéral vont tomber en dollars absolus, il est clair que je ne peux pas m'en servir pour financer des programmes permanents ou des programmes qui s'étaleraient sur plusieurs années. Je préfère me servir de ces sommes essentiellement pour payer de façon accélérée les dépenses que nous avons envisagées de faire l'an prochain.

Il y a bien sûr, toujours dans ces fonds de suppléance qui impliquent des demandes de fonds, 30 000 000 \$ pour la mise en route du nouveau programme de relance du gouvernement dont on a dit que c'était beaucoup trop faible, dont j'ai eu l'occasion de dire que dans la mesure où ces programmes de relance prenaient invariablement quelques mois à atteindre leur

vitesse de croisière et entraîner des factures à payer, c'était probablement suffisant, étant bien entendu d'ailleurs que si cela ne l'était pas, on pourrait augmenter ces montants sans difficulté aucune.

Voilà à peu près comment se présente l'augmentation des demandes de crédits par le ministère des Finances dans le cadre de cette discussion sur les crédits supplémentaires. Pour tout autre sujet, étant donné encore une fois que j'ai eu l'impression d'entrer au milieu d'une discussion, je remonterai dans le train une fois que mes amis de l'Opposition m'auront indiqué dans quel sens le train doit aller.

Le Président (M. Jolivet): M. le député de Vaudreuil-Soulanges, à vous la parole.

M. Daniel Johnson

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Merci, M. le Président. Je ne comptais pas me servir d'un train ou de quelque autre moyen de transport, surtout pas l'automobile avec les taxes sur l'essence qu'on paie grâce au ministre.

Ce sur quoi j'aimerais que la discussion porte entre nous - et mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce s'y joindra sans doute - ce serait d'essayer de concevoir comment le ministre des Finances s'imaginerait qu'avec le montant qui a été étiqueté comme devant servir au soutien économique, les quelque 30 000 000 \$ dont il est toujours question depuis l'énoncé du 13 novembre du premier ministre, suivi du budget supplémentaire du 15 par le ministre, comment ces 30 000 000 \$ peuvent véritablement, à son sens, remettre le Québec sur la voie - grâce aux dépenses du gouvernement - d'une relance économique un peu sérieuse. Quel genre d'appui peut vraiment apporter aux entreprises du Québec, un montant qui correspond, on l'a déjà souligné, à 0,1% ou à peu près des dépenses totales du gouvernement du Québec?

Je regrette aussi que le ministre soit arrivé en plein milieu de la discussion; s'il avait été ici au début ou s'il l'avait suivie, il aurait entendu, à titre d'exemple, son collègue, le président du Conseil du trésor, dire que c'était précisément le temps à ce moment-ci, alors que le gouvernement ne fait rien ni ne dépense quoi que ce soit, pour les gens, les entreprises de faire des plans. Il y avait une logique absolument implacable quelque part, prétendait-il, qui voulait que ce soit avantageux pour les entreprises du Québec que le gouvernement ne dise rien, quant à ses prévisions de dépenses, pour véritablement appuyer la relance économique. Selon moi, purement et simplement, cela va à l'encontre du rôle qu'un gouvernement doit jouer lors d'une crise économique. S'il y a des pressions, si,

par ailleurs, le gouvernement est sérieux dans son désir d'aider l'économie à se resolidifier et à prendre de l'essor un peu, cela tombe sous le sens que le gouvernement doit faire le plus possible.

On nous dit, au gouvernement, que cette trentaine de millions de dollars consacrés à la relance économique, à la suite du discours du premier ministre, est un montant suffisant, qu'on ajoute à tout cela, évidemment, un tas de choses qui ne coûtent rien. Je me souviens pertinemment, lors d'une période de questions, que le ministre des Finances prétendait que certains plans du gouvernement fonctionnent très bien et ne coûtent rien. C'est absolument magnifique. Avec une logique comme celle-là, on se prendrait à souhaiter que le gouvernement ne dépense absolument rien pour que tout aille encore mieux, mais cela n'explique pas encore comment le gouvernement peut prétendre consacrer des sommes aussi insignifiantes étiquetées spécialement à la relance économique et comment il joue son véritable rôle de soutien au développement de l'économie du Québec.

Il y avait, selon nous, des sommes additionnelles à la disposition du gouvernement et je démontrerai qu'à l'égard d'une proportion considérable des montants additionnels dont le ministre a lui-même fait état, les transferts fédéraux, il y a un caractère de récurrence, c'est-à-dire que ces montants-là, plusieurs dizaines de millions de dollars, seront dans les livres comptables du ministre, côté revenus, pour quand même quelques années à venir. L'excuse qu'il nous a servie, encore une fois, que les transferts fédéraux vont encore tomber en dollars absolus, je dois dire que c'est une excuse qui commence à être bien mince. Si on regarde tous les discours sur le budget du ministre des Finances depuis 1977, on note une tendance, je dirais, une constante: l'erreur en faveur du discours lorsqu'on le prononce, mais qui, finalement, s'avère particulièrement inexacte dans les montants qui, d'une année à l'autre, sont transférés du gouvernement fédéral à la province et qui permettraient, chaque fois, au ministre de faire un peu plus - là, je ne l'exhorte pas à faire n'importe quelle dépense - pour l'économie du Québec.

Quand on parle de priorité, si on parle d'un gouvernement, si on parle d'aider le développement économique, si on parle de faire quelque chose de positif pour les entreprises, pour l'activité économique au Québec, on ne dit pas nécessairement: J'ai 100 000 000 \$ de plus sur lesquels je ne comptais pas; je vais payer les fonctionnaires plus cher; je vais créer d'autres régies; je vais créer d'autres instituts; je vais inventer des nouveaux règlements qui devront être administrés par des gens que j'engagerai. Cela n'est pas du développement économique; tout le monde s'entend là-dessus. Ce dont on

parle, ce sont des priorités que le gouvernement doit retenir s'il veut véritablement favoriser le développement économique au Québec. Je prétends qu'avec les 30 000 000 \$ investis de quelque façon que ce soit, disons directement dans le développement économique, c'est insignifiant. Si on pouvait même présumer que les priorités retenues ont du bon sens, on serait pour. Il n'y a pas de difficulté là. Le ministre n'a pas démontré - "track record" du gouvernement, sa feuille de route, jusqu'à aujourd'hui - que les investissements du gouvernement, ses dépenses, devrais-je dire, étaient toutes à l'avantage du développement économique du Québec.

(16 h 20)

Au-delà du chiffre de 30 000 000 \$, nous prétendons, de ce côté-ci - j'y reviens - qu'une partie des transferts du gouvernement fédéral, les 278 000 000 \$ de plus, dont le gouvernement du Québec bénéficierait cette année, jusqu'en mars 1984, ne sont pas un phénomène qui n'arriverait qu'une fois. C'est vrai pour une partie, j'en conviens, et tout le monde se rejoint sur certains des ajustements d'années antérieures, etc. Les 70 000 000 \$ au-dessus de la péréquation, nous dit le ministre - personne ne met cela en doute - s'expliquent par les répercussions sur la garantie minimale de la péréquation et de la révision positive apportées par le gouvernement fédéral aux droits attribuables à l'exercice 1981-1982. Voilà une explication, mais il reste des montants considérables, sur les 270 000 000 \$, qui s'expliquent quant à leur plus grande portion, par ce que le ministre lui-même appelle une révision apportée par Statistique Canada au niveau du produit national brut du Canada et de la population.

Quant à la révision de la population, dans la mesure où elle affecte les transferts fédéraux au Québec, je dirais avec certitude, que cela fait au moins trois fois que cette excuse nous est servie depuis 15 à 18 mois. Cela a été révisé. Tout le monde s'entend, cela a été révisé. Je ne vois pas encore qu'on nous serve toujours, de façon mécanique, la même excuse. Bon, il y a eu une révision de la population, comme tout le monde le sait, dans les calculs de Statistique Canada. Nous en bénéficions donc ici. Ce qu'il y a de nouveau, c'est la révision du produit national brut. On sait que la formule qui préside à la fixation des montants qui sont transférés aux provinces fait référence à des années de base d'il y a une dizaine d'années, 1972, 1973, 1974 et qu'ensuite, par un mécanisme arithmétique, on regarde quelle a été l'évolution du produit national au Canada et dans les différentes provinces, etc., dans les trois dernières, les trois années qui précèdent l'année financière courante. C'est notamment au niveau de cette révision à la hausse du produit national brut du Canada et des provinces pour 1980, 1981 et

1982, sans aucun doute, si c'est de cela qu'on parle, qu'on trouve l'explication de l'augmentation de certains des transferts fédéraux réservés au Québec.

Évidemment, le mécanisme même de la formule, tout le monde sait que les révisions à la hausse sont très probables, en ce qui concerne l'année 1983, par exemple, et en 1984, on verra, mais chose certaine, l'année prochaine, la formule qui présidera aux transferts, entre autres choses, devrait quand même connaître elle aussi une augmentation qui n'était par ailleurs pas prévue avant cette annonce des 278 000 000 \$ dont le ministre nous a parlé.

L'an prochain, la moyenne mobile des trois années précédant l'année financière tiendra encore compte de deux des trois années qui ont connu une révision qui explique les transferts plus élevés. L'année suivante - je parle même de 1985 et de 1986 - il y aura au moins encore une année qui aura connu une augmentation à la hausse, une révision à la hausse. Dans la formule arithmétique dont il est question, il y a un numérateur qui augmente. On sait qu'il a augmenté; il a été révisé à la hausse. Le ministre en a bénéficié et d'autres ministres des Finances dans tout le Canada en bénéficient également. Ce sera vrai l'an prochain quant à une portion des transferts fédéraux qui reviendront. Ce revient, c'est récurrent. Cela sera vrai dans deux ans.

Nous avons affirmé, quant à nous, à la suite de calculs, qu'il y aurait peut-être 150 000 000 \$ qui pourraient être récurrents. C'est peut-être élevé; c'est à peu près l'ordre de grandeur, mais c'est le ministre qui est équipé ou devrait l'être pour nous dire précisément comment se ventilent ces 278 000 000 \$.

Quant aux 70 000 000 \$, cela n'amène pas de difficulté pour la péréquation, mais il reste plus de 200 000 000 \$ pour lesquels on cherche une certaine explication sur sa composition. À la lecture même des notes complémentaires que le ministre nous soumettait le 15 novembre, il y avait au moins trois raisons: la révision de la population, la révision des niveaux du PNB et la révision de la part relative du Québec à titre d'impôt sur le revenu des particuliers. C'est ce que nous expliquait le ministre. Ce qui est extrêmement pertinent, c'est de savoir quelle est la ventilation, je le répète, l'inventaire, si on veut, la composition de ce montant d'environ 200 000 000 \$. Car quant à nous, il y a des dizaines de millions sur lesquels le ministre pourrait compter l'an prochain. Dans ce sens, cela nous permettrait de conclure de ce côté-ci de la Chambre qu'il y a des choses importantes à faire pour les entreprises du Québec sous forme d'allègement de certains de leurs impôts et de leurs charges fixes; qu'il y a des choses importantes à faire quant aux particuliers au

Québec, sous forme, encore une fois, d'allègement des charges financières, des impôts que les particuliers doivent endurer au Québec depuis quelques années, depuis que le ministre des Finances est en charge de tout cela et que ses préjugés à lui quant à certaines classes de contribuables ont miné, sont en train de miner et continuent à miner considérablement le développement économique du Québec.

Dans la mesure où le ministre pourrait compter, et il nous le dira, sur des sommes plus considérables que prévu qui pourraient être dégagées afin d'alléger les charges des entreprises ou des particuliers au Québec, la question qu'on pose bien normalement c'est de savoir pourquoi le ministre a choisi de dépenser la totalité du transfert fédéral plus élevé que prévu, même s'il contient des éléments qui reviendront d'année en année et donc pourraient permettre des allègements continus dans le temps, à partir d'aujourd'hui, pourquoi le ministre a choisi d'investir la totalité, de dépenser la totalité de ce montant dans un paiement à l'avance des dettes en cours des établissements du réseau des affaires sociales et de l'éducation. Cela ne tombe pas sous le sens que les montants, dont une partie est récurrente, dont bénéficie le ministre des Finances, devraient être tous dépensés une fois pour toutes dans le remboursement anticipé de dettes.

Cela ne tombe pas sous le sens que c'est logique. Cela ne tombe certainement pas sous le sens que cela fait partie des priorités du gouvernement d'appuyer le développement économique, d'alléger les charges des entreprises, d'alléger les charges des particuliers. Il choisit plutôt d'alléger très partiellement, au point de vue comptable, c'est évident, le paiement d'intérêts pour les années à venir sur la dette des réseaux. Dans ce sens, le ministre nous doit au moins une explication qui reposerait sur les calculs qu'il voudrait, pour une fois, nous dévoiler plutôt que d'affirmer par chiffres agrégés, comme il l'a fait, que les transferts fédéraux plus élevés que prévus sont non récurrents dans leur totalité et qu'il ne pourra jamais plus compter sur le moindre rond du fédéral quant à la révision à la hausse de ces chiffres pour les années à venir.

Le ministre devrait quand même nous démontrer que les 278 000 000 \$, et tous les 278 000 000 \$, qu'il a reçus ou dont il peut bénéficier ne reviendront plus jamais en tout ou en partie. Il est bien évident qu'à partir de là, on pourra voir ce qu'il y aurait à faire et on reviendra dans la discussion avec ces sommes.

Le **Président** (M. Jolivet): M. le ministre.

M. Jacques Parizeau

M. Parizeau: M. le Président, nous allons, je pense, diviser la discussion en deux parties conformément à ce qu'a proposé le député de Vaudreuil-Soulanges. La première question qu'il se pose est la suivante: Est-ce que le gouvernement met dans la relance de l'économie tout l'argent qu'il devrait y mettre? Je vais lui répondre ceci: Oui, on y met tout l'argent qu'on peut y mettre et si les choses s'accéléraient davantage, je serais ravi de mettre davantage de fonds publics, je le ferais volontiers et j'aurais tous les moyens nécessaires pour le faire. Il faut bien que le député de Vaudreuil-Soulanges se rende compte qu'à l'heure actuelle la machine gouvernementale pousse aussi fortement et aussi rapidement qu'il est possible pour, en particulier, en accélérer l'investissement dont nous parlions tout à l'heure, et qu'il n'y a pas de contrainte en termes de dépenses sauf sans doute à l'égard de tel ou tel projet de compagnie. C'est déjà arrivé qu'une compagnie dise: Je suis prête à investir 50 000 000 \$ à la condition que les gouvernements paient 50 000 000 \$ de subventions. Là, on dit: Vous exagérez. Il y a des cas où on est sélectif, c'est-à-dire que les demandes faites par certaines entreprises sont à ce point exubérantes, pour ne pas dire délirantes, qu'on dit: Non.

(16 h 30)

Mais examinons ce qui a été fait en fonction des plans d'action ou des gestes de relance du gouvernement du Québec depuis un an, donc antérieurs au nouveau plan de relance présenté par le premier ministre, et regardons ce que cela a impliqué comme fonds publics. Puisque le député de Vaudreuil-Soulanges tient à ce qu'il y ait des fonds publics qui entrent là-dedans, on va lui montrer à quel point il n'y en a pas beaucoup, à quel point, néanmoins, le travail se fait et à quel point, si on pouvait doubler cela, on mettrait davantage d'argent.

L'aluminium. Le Québec, en l'espace de très peu d'années, va augmenter sa capacité de production d'aluminium de 60%. Prenant à peu près le tiers de toutes les fermetures d'usines d'aluminium dans le monde occidental, ces fermetures à cause du trop haut niveau des taux d'électricité, impliquent à peu près 2 000 000 de tonnes de capacité un peu partout dans le monde occidental. D'ores et déjà nous avons - j'anticipe peut-être un peu sur Laterrière, encore que tout le monde maintenant prenne un peu pour acquis que cela va se faire - pris dans ces fermetures de 2 000 000 de tonnes de capacité, dans l'ensemble du monde occidental, nous avons été en attraper un tiers; c'est pas mal. Reynolds, Pechiney, Laterrière.

Quel est le coût pour le Trésor public? Ce n'est pas pour "booster" les

30 000 000 \$ qui font tellement peur à nos amis d'en face. Reynolds? Pas un rond. Laterrière? Pas un rond. Pechiney? Sans doute une centaine de millions de dollars de fonds publics; cela peut peut-être aller jusque là. Mais, maintenant qu'Alumax, composée de sociétés aussi étatiques que Mitsubishi et Amax, aux États-Unis, ont décidé de prendre leur option de 25%, ce ne sera probablement pas cela. Donc, quelques dizaines de millions de dollars sûrement de fonds publics à passer sous forme de souscription d'actions à la Société générale de financement sur une période de plusieurs années.

Cela ne sert à rien, pour moi, de mettre de l'argent cette année, en 1983-1984, à la SGF, si je lui donnais, elle ne saurait pas quoi faire avec, elle le mettrait en banque. J'aime autant que ce soit moi qui le mette en banque que la SGF. Mais elle aura tout l'argent qu'il lui faut pour financer combien au total? J'ai dit quelques dizaines de millions de dollars à la SGF pour des investissements de combien dans l'aluminium? 3 000 000 000 \$. C'est pas mal, c'est nettement mieux que tout ce que le reste du Canada a fait à cet égard, c'est mieux que tous les programmes d'investissements dans l'aluminium aux États-Unis et c'est mieux que tous les programmes d'investissements de l'aluminium en Europe et au Japon combinés. C'est pas mal et ça ne coûte presque rien au Trésor public! Bien sûr, cela implique des changements dans la façon dont les tarifs d'électricité sont établis, je n'en disconviens pas. Mais au Trésor public, presque rien.

Autre exemple, là, qui coûte assez cher, je n'en disconviens pas: l'histoire de Bell Helicopter avec le gouvernement fédéral. Là, il faut mettre 120 000 000 \$ sur une période de cinq ans. Ce n'est pas un gros investissement quand même 500 000 000 \$ par rapport aux 3 000 000 000 \$ dont je viens de parler, ce n'est pas énorme, seulement ce sont 3000 emplois permanents. Cela se prend bien et ce sont des emplois très bien payés, ce sont des emplois à 50 000 \$ en moyenne chacun. Donc, moi, comme ministre des Finances, je vais chercher en impôt, sur chacune de ces "jobs", pas mal d'argent, dès qu'elles sont établies. Alors, nous sommes allés jusqu'à 120 000 000 \$ de fonds publics sur cinq ans. En 1983-1984, est-ce que c'est un gros montant? Non, ce n'est pas un gros montant, M. le Président, je vous assure en 1983-1984, l'usine n'a même pas levé de terre alors il n'y a pas grand-chose à mettre dedans. L'an prochain, il y en aura un peu plus. Néanmoins, on l'a dans la poche, ce projet.

Les mines. Nous avons déclenché depuis le mont Sainte-Anne, donc, il y a maintenant neuf mois, 500 000 000 \$ d'investissements additionnels dans l'industrie minière. Cela va

coûter, quand nous aurons payé toutes les subventions, sur une période de deux ans dans certains cas, de trois ans dans d'autres, 51 000 000 \$ de fonds publics, presque rien en 1983-1984, mais il y a 500 000 000 \$ d'accélération dans les mines. Vous me direz: C'est pas grand-chose, mais les 3 000 000 000 \$ de l'aluminium, les 500 000 000 \$ des hélicoptères et les 500 000 000 \$ dans les mines, dites donc! je suis rendu à 4 000 000 000 \$. Je comprends que ce n'est sans doute pas ce que voudrait l'Opposition. Par définition, une Opposition parlementaire doit être un peu syndicale, dans le sens de "more, more and always more", mais enfin! ce n'est pas mal.

On a mis au cours de l'année qui s'achève, au moyen de Corvée-habitation, 900 000 000 \$ de plus dans la construction domiciliaire que ce qui se serait produit sans Corvée-habitation. Bien sûr, les journaux nous ont accusés d'avoir mis peu d'argent dans Corvée-habitation jusqu'à maintenant. On va en mettre plus tard. C'est vrai que, jusqu'à maintenant, cela nous a coûté presque rien: les frais d'administration et très peu d'argent, au titre de la garantie des taux d'intérêt, mais, M. le Président, ce n'est pas beau, cela, de faire apparaître 900 000 000 \$ de construction domiciliaire en disant simplement aux gens: On vous assure que votre hypothèque ne vous coûtera pas plus que 9,5% pendant trois ans? Ah! la première année, cela ne coûte pas cher, mais cela déclenche 900 000 000 \$ d'investissements, par exemple. Je suis rendu à presque 5 000 000 000 \$. Pour l'Opposition, 5 000 000 000 \$, c'est pas mal, mais cela pourrait être plus.

Eh bien, continuons! On vient d'annoncer 773 000 000 \$ d'investissements dans Domtar. C'est vrai qu'il n'y aura pas de dépenses en 1983-1984, pas un rond, parce qu'il faut faire des plans et devis et qu'on peut peser sur les boutons. Les ingénieurs et les architectes se mettent au travail, mais, la première facture, il y a des chances qu'elle n'entre pas avant le mois de février ou mars. À supposer que la SGF n'ait pas l'argent qu'il faut pour appuyer Domtar, peut-être qu'elle pourrait nous présenter une facture - et encore petite - avant le 31 mars, mais ce n'est pas le cas, parce que Domtar a tout l'argent nécessaire pour faire l'investissement. Il y aura des subventions à verser à Domtar au titre du programme de modernisation des pâtes et papiers. Préparé quand? Préparé il y a deux ans. Et quand cela donnera-t-il lieu aux premières dépenses, dans le cas de Domtar? Fin 1984, début 1985, à tout casser, c'est-à-dire trois ans après le début du programme, mais il y a une chose qui est claire, c'est que jamais cet investissement de Domtar à Windsor ne se serait fait s'il n'y avait pas eu ce programme fédéral-provincial, mais ce

programme de subventions à la modernisation des usines de pâtes et papiers qui aura un effet trois ans après... J'ai dit "fédéral-provincial", mais qui l'a inauguré? Qui l'a conçu? Qui l'a mis sur pied, ce programme de modernisation? Le gouvernement du Québec. Le gouvernement fédéral a accepté d'embarquer dedans, mais qui l'a mis au point? Le gouvernement du Québec. Quand les premières dépenses vont-elles commencer? Trois ans après. Vous voulez que j'entre cela dans vos 30 000 000 \$ ou mes 30 000 000 \$, comme vous voudrez, dans nos 30 000 000 \$? On ne peut pas l'entrer dans nos 30 000 000 \$. Les premières factures vont entrer seulement fin 1984, début 1985. C'est déjà 4 000 000 000 \$, 5 000 000 000 \$. Je suis rendu à 5 700 000 000 \$. C'est peu, dira l'Opposition. Vous pouvez faire mieux que cela. Parfait! Allons plus loin.

(16 h 40)

Toujours dans l'optique de la modernisation de la pâte et du papier, une société contrôlée par la SGF, qui s'appelle Donohue, a décidé de moderniser son usine de Clermont, une vieille usine qui était en train de périliter. Il va se faire 160 000 000 \$ de modernisation dans l'usine de Clermont. C'est pas mal dans le comté de Charlevoix. Ce n'est pas tous les jours que Charlevoix voit passer un investissement de 160 000 000 \$. Cela a coûté quelque chose au Trésor public. La SGF nous a dit: Je n'ai pas les moyens de supporter cela et il faudrait que le gouvernement achète d'autres actions dans la SGF jusqu'à concurrence de 22 000 000 \$. On a dit: Top là! Compte tenu de ce qu'un investissement de 160 000 000 \$ nous rapporte en termes d'impôts, 22 000 000 \$ en actions dans Donohue, ça vaut la peine.

On continue avec les 150 000 000 \$ d'ordinateurs avec les conséquences que cela a eu sur la fusion de Comterm-Bytec, sur les retombées dans l'industrie de l'électronique au Québec. Je peux remonter loin. J'étais déjà à 5 700 000 000 \$, pas loin de 6 000 000 000 \$ et je peux aller jusqu'à 7 500 000 000 \$. Là, je reviens à ce que disait le député de Notre-Dame-de-Grâce: Les investissements au Québec sont de 13 000 000 000 \$. Avouez qu'un gouvernement qui ajoute 7 500 000 000 \$ sur quelques années à un niveau de base de 13 000 000 000 \$, c'est pas mal, cela ne se voit pas tous les jours. Et cela avant même que le plan de relance du premier ministre ne se soit déclenché.

Ce dont j'ai fait état jusqu'à maintenant, c'est un an de travail du gouvernement, avant le nouveau plan de relance du premier ministre. Le nouveau plan de relance du premier ministre, vous comprendrez qu'il est très exactement comme les gestes que nous avons posés

avant. Je n'ai aucune espèce d'objection si le député de Vaudreuil-Soulanges veut qu'il apparaisse plus de 30 000 000 \$ pour les premiers mois. Les premiers mois, il y a des ingénieurs et des architectes sur leur planche à dessin et peut-être un certain nombre de gens, dans la nature, qui ramassent des cocottes éventuellement pour faire du reboisement.

Je peux bien, sur une période de trois mois ou de trois mois et demi, mettre plus de 30 000 000 \$, mais je sais bien que je jette de l'argent par les fenêtres. Ce n'est pas cette année que cela va coûter cher. C'est l'année prochaine que cela va coûter passablement plus cher; l'année suivante, cela va coûter beaucoup plus cher et c'est normal: "There are the losers of the game". C'est comme ça que ça fonctionne.

Non seulement l'Opposition nous dit: "Vous faites des investissements de plusieurs milliards, mais on aimerait que ce soit encore plus de milliards que ça", mais ils nous disent: "Cela vous prend six mois pour déclencher un programme d'investissement, vous devriez faire cela en six semaines". Bien non, ils réagissent ou bien comme des gens qui ne connaissent pas cela, ce que je ne crois pas un instant, car certains d'entre eux ont une expérience suffisante soit du gouvernement, soit des affaires pour savoir qu'on ne lance pas des milliards d'investissement en six semaines. Ou bien ce sont des gens qui jouent le jeu normal de l'Opposition qui consiste à dire: Le gouvernement n'a rien valu, le gouvernement ne vaut rien et le gouvernement ne vaudra jamais rien. Si c'est ce dont on parle, je n'ai pas d'objection, c'est dans les règles du jeu, mais qu'ils fassent attention pour ne pas pousser cela trop loin parce que, finalement, c'est leur crédibilité, comme dirait leur chef, qui est touchée.

Qu'on vienne me dire que je suis capable de dépenser, sur un programme de relance, plus de 30 000 000 \$ dans les trois premiers mois, je n'y crois pas un instant. N'importe qui connaissant cela sait très bien que ce n'est pas faisable.

J'entends le député de Notre-Dame-de-Grâce marmonner pendant que je parle; c'est une habitude qu'il a, je le sais, mais c'est très fatigant. Les auditeurs ne peuvent pas l'entendre parce que son micro est fermé, mais nous l'entendons ici et c'est profondément désagréable.

Passons maintenant au deuxième sujet, la question des transferts fédéraux et de ce que ces transferts fédéraux nous permettraient de faire. Première constatation du député de Vaudreuil-Soulanges: À l'égard de ces transferts fédéraux, le ministre des Finances fait des erreurs récurrentes. Il a raison, il a tout à fait raison. Lorsque, en 1981, nous discutons avec férocité des ententes fédérales-provinciales, des

arrangements fiscaux, je dénonce à plusieurs reprises, et je ne sais devant combien de journalistes, le fait que la nouvelle formule que le fédéral nous impose va amener au cours d'une année une réduction en dollars des transferts fédéraux; non pas une réduction du rythme d'augmentation, mais en dollars. Je hurle tellement, avec mon collègue du Manitoba, que le gouvernement fédéral, à la dernière minute et après avoir changé à nouveau la formule, nous donne une sorte de garantie transitoire qui empêchera, au cours de 1982-1983, les montants de tomber. Effectivement ils n'ont pas tombé en 1982-1983, comme je l'avais annoncé; on a assez gueulé pour qu'ils ne tombent pas. Mais c'est une garantie transitoire. Erreur, M. le Président. Je m'en accuse et je m'en excuse, mais si je n'avais pas gueulé comme cela, les transferts seraient tombés en 1982-1983.

Deuxième étape 1983-1984. Là, on devrait à nouveau voir les transferts tomber. Mais j'ai annoncé à plusieurs reprises, au moment de ces tractations justement sur les arrangements fiscaux, qu'on ne s'entendait pas sur la population du Québec. On reconnaîtra avec bonne grâce que j'ai parlé pendant un an du fait que le fédéral et le provincial ne pouvaient pas s'entendre sur leur population. Oui ou non? On m'a fait des titres dans les journaux assez longtemps parce qu'il apparaissait ahurissant à tout le monde que deux gouvernements ne puissent pas s'entendre sur le nombre de gens qui habitent un territoire. Or, c'est pourtant ce qui s'est produit.

D'autre part, la récession a complètement bousillé les projections et les statistiques quant au produit national brut, à la chute du produit national brut et aux changements d'une province à l'autre. Autre chose dont nous avons parlé.

Effectivement les corrections ont été faites, et 1982-1983 est pour nous une année faste sur le plan des paiements fédéraux. On en a bien plus que jamais je n'aurais pensé qu'on en recevrait. Je n'aurais jamais pensé qu'effectivement les statistiques, une fois sorties par Statistique Canada, démontreraient à quel point nous avions raison. Cela passe.

Là, il s'agit de savoir ce qui arrive dans les deux années qui viennent. Les questions du député de Vaudreuil-Soulanges à cet égard sont intéressantes. La ventilation des 278 000 000 \$ cette année, entre chacune des explications, je suis tout à fait disposé à la lui faire parvenir. J'avais déjà donné une première ventilation dans mon exposé complémentaire, mais j'admets que c'était juste une distinction entre deux éléments. Je pourrais lui donner quelque chose de beaucoup plus détaillé. Je le lui ferai parvenir.

Quant aux projections pour les années

qui viennent... Là je sais que j'arrive au bout de mon temps; j'en aurais encore pour trois minutes. Est-ce que l'Opposition donnerait son consentement pour me permettre d'aller un peu plus loin?

Une voix: Oui.

M. Parizeau: Merci. D'après nos projections actuelles, en 1984-1985 l'ensemble des corrections faites par Statistique Canada et leur répercussion sur les transferts fédéraux nous donneraient 74 000 000 \$ de plus que prévu; 1985-1986, 102 000 000 \$; 1986-1987, 14 000 000 \$. Mais si on prend maintenant le global, l'ensemble total des transferts fédéraux, cette année nous devrions recevoir presque 6 300 000 000 \$, 6 291 000 000 \$, mais cette précision est illusoire, on en conviendra c'est ce qui sort de l'ordinateur. En 1984-1985, à tout casser, d'après ce que nous pouvons voir maintenant, même avec la correction que je viens de mentionner, nous allons recevoir à peu près 6 100 000 000 \$, soit 200 000 000 \$ de moins. L'année suivante, 6 100 000 000 \$ à nouveau, c'est-à-dire que cela va étaler. Ce que cela veut dire, en somme, c'est que l'an prochain, en 1984-1985, l'année de chute dont je parle depuis un an et demi, va se produire. Nous allons recevoir 200 000 000 \$ de moins.

Et, me dira le député de Vaudreuil-Soulanges: Mais à supposer que vous vous trompiez à nouveau, qu'il se passe quelque chose de nouveau? La logique, la mécanique des arrangements fiscaux est telle qu'il y a une année de chute qui va se produire. Elle est inévitable. On peut, par des garanties transitoires, à l'occasion d'une récession particulièrement grande, modifier cela, mais tôt ou tard, et de plus en plus l'impression c'est que c'est l'année prochaine que cela va venir; nos transferts fédéraux vont baisser. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas, à l'heure actuelle, vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué dépenser sur plusieurs années, ce que cela implique nécessairement, quand vous baissez les impôts, vous ne les baissez pas pour un an, vous les baissez pour plusieurs années présument. Il ne faut pas baisser les impôts sur la base de chèques qui ne vont entrer pour le montant total qu'une fois, qui auront une sorte de queue, si vous me passez l'expression, de poursuite, mais très atténuée. C'est la raison pour laquelle j'ai annoncé la politique que j'ai annoncée. (16 h 50)

Dernier élément, M. le Président. Le député de Vaudreuil-Soulanges avait l'air de considérer que ce que nous avons fait, par exemple, à l'égard de l'impôt sur le revenu des particuliers, est une sorte de charge, de tare du gouvernement actuel. Puis-je lui rappeler que lorsque son parti a quitté le pouvoir et lorsque mon parti l'a pris, le

fardeau fiscal des particuliers québécois était de 19,5% au-dessus de celui des contribuables de l'Ontario, alors que cette année, il est de 11,5%? Il est déjà tombé plus bas que cela, mais nous avons, comme gouvernement, au cours des années où nous avons été au pouvoir, amélioré dans l'ensemble, considérablement, la situation que le parti auquel il appartient, auquel il n'appartenait pas à ce moment-là, nous avait laissée. Vous me direz qu'on pourrait faire mieux. Bien sûr, on peut toujours faire mieux, mais il reste néanmoins qu'on peut rapporter progrès et progrès substantiel. Merci, M. le Président, et je remercie mes collègues de l'Opposition de m'avoir permis de dépasser un peu mon temps.

Le Président (M. Jolivet): M. le député de Vaudreuil-Soulanges.

M. Daniel Johnson

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Merci, M. le Président. D'abord, j'aimerais dire au ministre que nous ne sommes pas de l'école syndicale qui en veut toujours plus, plus, plus, comme il a prétendu. J'aurais plutôt tendance à exprimer mon opinion, quant à ce que le gouvernement et le ministre font, sous la forme de trop peu et trop tard.

Il est bien évident que le ministre nous dit qu'il est en train de se fendre en quatre pour trouver des façons de faire afin d'aider la relance économique, pour attirer des investissements, en dépensant le moins possible. Le ministre est obligé de faire preuve, dit-il, d'imagination. Il se décrit, enfin il décrit certaines des transactions, auxquelles il a été partie, un peu de cette façon-là, en faisant ressortir le caractère créateur, innovateur et imaginatif de tout cela et en faisant, chaque fois, ressortir le fait que cela ne coûtait rien. Je veux bien que le gouvernement dépense ses énergies, son temps et son talent créateur ou ce qui en reste à trouver des façons d'attirer des investissements additionnels au Québec sans que cela lui coûte quelque chose. Mais le problème de fond de l'économie du Québec, ce n'est pas qu'on est incapable d'attirer un gros investissement de 500 000 000 \$ ou 600 000 000 \$ à droite et à gauche. C'est qu'il y a des gestes que le gouvernement devrait poser qui lui coûteraient quelque chose.

Quand on parle de la capacité concurrentielle de nos entreprises, à cause de leur structure de coûts, à cause du fardeau financier qu'elles doivent supporter - ce n'est pas moi qui le dis; c'est le premier ministre, le 13 novembre dernier - à cause de ce fardeau financier des particuliers et des entreprises au Québec, on voit bien que la structure de coûts est différente, plus lourde au Québec que dans les provinces, dans les

régions, d'une façon générale, avec lesquelles nous sommes en concurrence, pour exporter - autre priorité du premier ministre - nos produits afin de créer de la vraie prospérité ici au Québec. On voit bien qu'on ne s'en va nulle part tant et aussi longtemps que le gouvernement s'enferme dans une logique, dans des programmes de dépenses, des augmentations de dépenses et des préjugés philosophiques aussi qui font qu'on maintient un écart défavorable au Québec en matière de fiscalité des entreprises et des individus.

C'est dans ce cadre-là que nous revenons à la charge avec la suggestion d'utiliser les sommes inattendues, mais qui vont se répéter d'ici à quelques années, au titre des transferts fédéraux ou à n'importe quel titre. Ce n'est pas cela l'idée. C'est de constater que le gouvernement du Québec bénéficie de revenus plus grands qu'il ne croyait. 278 000 000 \$ cette année, je veux bien croire, mais le caractère, la portion particulière qui s'explique par des révisions de certaines mesures arithmétiques qui font que ces montants ou des montants semblables vont revenir d'année en année. Plusieurs dizaines de millions cette année; le ministre nous dit 75 000 000 \$ ou 74 000 000 \$ l'an prochain; 102 000 000 \$, si j'ai bien compris, dans deux ans, et presque rien, une quinzaine de millions en 1986-1987. C'est sur la base de ce qu'on sait aujourd'hui, quand même sur la base de trois ans, les trois prochaines années. Il y a donc des recettes additionnelles qui peuvent être effectivement mises à la disposition, si on veut, des particuliers et des entreprises au Québec pour alléger leur fardeau.

Le ministre nous dit: Cela ne donne rien de baisser les taxes à tour de bras. En substance, cela coûte très cher, etc. Il prétend que l'Opposition lui suggère de faire n'importe quelle espèce de dépenses, pas du tout. Il y a des genres d'impôts qui sont plus odieux que d'autres. Il y a des genres de taxes, d'impôts et de charges fiscales sur les individus ou les entreprises qui les découragent plus que d'autres charges pour faire affaires au Québec, pour investir au Québec. Je ne parle pas des 2 000 000 000 \$ de Reynolds. D'ailleurs, on est probablement rendu à 200 000 000 000 \$. Cela fait au moins 100 fois que vous l'annoncez.

M. Parizeau: Non, M. le Président, c'est 650 000 000 \$ maintenant.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): C'est 650 000 000 \$. Cela fait 65 000 000 000 \$, étant donné que cela fait 100 fois que vous annoncez les 650 000 000 \$.

Le manque à investir qu'on retrouve au Québec, évalué par mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce à 5 000 000 000 \$ ou 6 000 000 000 \$, c'est un montant qui,

annuellement, devrait se retrouver dans les livres du côté des investissements au Québec, si on voulait atteindre les 26% ou 27% visés, c'est-à-dire notre part des investissements qui se font au Canada. Quant à réaffirmer pour la nième fois, au moins la cent unième fois qu'on créera, sur une longue période de temps, des investissements de 7 000 000 000 \$, il faut voyager dans le temps là aussi. On n'a pas encore commencé à égratigner la surface du problème de fond qui hypothèque le développement économique du Québec, tant et aussi longtemps que le gouvernement va s'enfermer dans ses préjugés quant aux droits sur les successions, aux taux d'imposition pour les cadres, ces gens qui ont un talent particulier, qui est celui d'avoir des idées, ces gens qui sont dans la recherche et le développement...

On parle d'innovation. Le ministre a manqué le discours flamboyant de son collègue du Conseil du trésor sur l'innovation, la recherche de pointe et tout ce que vous voulez. Ce ne sont pas des gens qui gagnent le salaire minimum, imaginez-vous. C'est de notoriété publique qu'ils sont particulièrement mobiles, qu'ils peuvent aussi bien décider de s'installer en Allemagne, en Californie ou au Québec. Il appartient au gouvernement du Québec de déterminer les conditions qui feront que ces gens seront attirés à venir ici. Il y a des choses qui ne coûtent rien, qui s'appellent des amendements à des lois, à des règlements. Il y a des choses qui coûtent quelque chose, c'est l'allègement de la fiscalité sur les individus. La même chose est vraie pour les entreprises. Il y a une structure de coûts qui comprend certaines charges fixes pour les entreprises du Québec, qu'elles n'ont pas à essuyer ou à assumer, lorsqu'elles s'implantent ailleurs qu'au Québec, dans le voisinage immédiat. Mais cela aussi coûte quelque chose, si on veut régler ce problème. Ce n'est pas aussi directement et aussi proprement faire du développement économique que de se demander comment on attire un paquet de gens à 50 000 \$, je veux bien, pour fabriquer des hélicoptères de pointe, je veux bien, mais cela ne règle pas le problème des centaines, des milliers et des dizaines de milliers d'entreprises au Québec qui ont toujours des charges fixes plus élevées qu'il y en a pour leurs concurrents dans les régions avoisinantes.

Dans ce sens, je ne vois pas en quoi le gouvernement et son ministre des Finances s'obstinent à nous dire à nous de l'Opposition: Vous voulez qu'on dépense plus, mais imaginez-vous que, 30 000 000 \$, d'ici trois ou quatre mois, c'est le plus que quelqu'un d'informé pourrait dépenser, autrement, c'est de l'argent garroché par les fenêtres. Ce n'est pas cela qu'on dit. Si vous avez écouté ce que tous les porte-parole de l'Opposition essentiellement ont dit, lors des

discours sur le budget complémentaire, l'énoncé complémentaire, il y a eu un tas de suggestions de faites, mais cela coûte quelque chose effectivement, et le vrai défi d'un gouvernement, c'est de trouver là où il doit dépenser, là où il doit encourir des coûts afin de soutenir le développement économique. Nous continuons à dire que le montant de 30 000 000 \$, c'est insignifiant. (17 heures)

Nous continuons surtout à dire que le fardeau qui pèse sur l'économie du Québec coûte beaucoup plus, et nous coûte déjà passablement plus cher depuis sept ans - sans aucune espèce de perspective que cela va s'améliorer - que ce que le ministre pourrait mettre à même ses coffres dans de véritables réductions du fardeau financier qui pèse sur les entreprises et les particuliers au Québec. C'est cela le vrai défi. Le vrai défi, on aurait pu commencer à le relever au lieu de s'obstiner à dire, pour étayer une thèse, finalement, qu'on entend depuis six, sept ans, que les transferts fédéraux vont s'écrouler. J'espère qu'on va vivre assez vieux pour voir cela. Peut-être. Mais, en attendant, il y avait des dizaines de millions de plus, je ne sais pas combien de fois les droits successoraux, trois fois peut-être les recettes du ministre en matière de droits de succession, une quarantaine de millions cette année, plus ou moins. La portion récurrente du transfert du gouvernement fédéral se chiffre à au moins le double - on va être super prudent de ce côté-ci - de cette recette que le ministre a maintenant dans ses coffres.

Il refuse par préjugé, par idéologie, c'est parfaitement son droit, mais cela coûte quelque chose au Québec. Il se refuse à s'assurer que le Québec soit sur le même pied que toutes les autres provinces du Canada quant à cet aspect particulier qui a son importance pour retenir les gens qui font des investissements au Québec et qui a son importance pour attirer des gens ici au Québec. Cela coûte quelque chose. Ce que nous continuons à suggérer, c'est que les priorités du gouvernement doivent être axées, obsessivement, sur la réduction du fardeau fiscal aux endroits qui aideront à la relance, parce que c'est comme cela qu'on va créer des emplois. Au-delà de toute idéologie, au-delà de tout préjugé favorable à X, Y, Z, ou à tel ou tel citoyen à qui tout le monde dans cette Chambre veut assurer un niveau minimal de services, on le sait, au-delà de cela, au-delà des filets qu'on doit dresser afin de protéger toute la population, notamment, les gens les plus démunis, il reste encore de la place. Pour le ministre des Finances, pour un gouvernement qui serait responsable et conscient de son rôle, conscient de ses responsabilités pour s'assurer qu'il y aurait des investissements au Québec, il reste de la place pour alléger le fardeau

fiscal des Québécois aux endroits où cela compte, de façon immédiate, pour créer des investissements durables par un grand nombre de personnes, pas par un Japonais qui décide que oui, il vient au Québec parce que cela fait son affaire, puis le gouvernement se fend en quatre pour l'amener là. Ce n'est pas de cela qu'on parle. On parle de la cohérence de toutes les politiques du gouvernement pour assurer le développement économique du Québec.

Il y a un des aspects qui a trait à certains genres d'impôts qui frappent certaines personnes. Cela coûte quelque chose de ne pas s'occuper de ce problème. Le gouvernement ne veut pas s'en occuper depuis sept ans. On aurait espéré contre toute attente qu'avec des sommes qui auraient été dégagées cette fois-ci, le ministre des Finances nous aurait annoncé qu'il s'en occupait. Peut-être nous réserve-t-il des bonnes surprises dans un budget pré-électoral. Peut-être, mais on en doute fort de ce côté-ci parce que cela ne fait pas partie, c'est bien évident, de la mentalité du gouvernement actuel d'agir dans le sens d'appuyer du développement économique par des mesures qui allègent le fardeau fiscal des entreprises et des particuliers au Québec. Vous ne l'avez pas fait depuis sept ans essentiellement. On ne voit pas quand vous allez commencer. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Rancourt): Merci, M. le ministre des Finances.

M. Jacques Parizeau

M. Parizeau: M. le Président, là je pense que le chat est sorti du sac. Pendant des mois à l'Assemblée nationale on nous a convaincus qu'il n'y avait rien de pis pour la croissance économique du Québec que la surtaxe sur l'essence. Cela empêchait les plus démunis - Dieu qu'on se sert de ce terme pour couvrir n'importe quoi - d'aller à leur travail. Cela empêchait les sociétés de transport de faire des profits. Cela touchait les entreprises de transport en commun dans un sens qui n'était sûrement pas favorable à l'intérêt public. Cela avait tous les vices et c'était grave, finalement cela touchait la croissance économique du Québec. Là, le 15 novembre, on annonce qu'on réduit cette surtaxe de moitié, c'est beaucoup d'argent, réduire la surtaxe de moitié c'est 320 000 000 \$ par an. Le député de Vaudreuil-Soulanges se lève en Chambre et, en commentaire, dit: Merci, M. le ministre, cela représente - c'est à peu près ce qu'il a dit, je peux me tromper sur quelques mots - quatre réservoirs d'essence par véhicule...

Une voix: Deux.

M. Parizeau: Deux? Bon, je ne sais pas à quel genre d'automobile il référerait, enfin, s'il veut dire deux, ça dépend, selon qu'on conduit une Rabbit ou une Lincoln, j'imagine que ça varie un peu.

Mais donc, quand on montait la surtaxe, c'était dramatique et ça touchait l'essence même du développement économique du Québec. Quand on la réduit de moitié, cela n'a aucune conséquence. Petit problème de cohérence! Pourtant, c'est un gros montant, c'est 320 000 000 \$ par an que coûte cette réduction de la surtaxe.

Or, on nous dit, cet après-midi - là, ça devient très intéressant - Vous allez tirer du gouvernement fédéral, en 1984-1985, un peu comme la queue de la comète, 74 000 000 \$ de plus que vous aviez prévus. Pourquoi ne vous en servez-vous pas pour réduire le fardeau fiscal des Québécois? Donc, une réduction de 320 000 000 \$ ce n'était rien, 74 000 000 \$, cela devient énorme. Là, je ne sais plus de quoi on parle. Veut-il mesurer cela en termes de litres d'essence? De chopines? De roquilles? Où va-t-on?

Là où le chat sort du sac, c'est que les 74 000 000 \$ restent néanmoins assez importants pour supprimer les impôts successoraux, au nom des plus démunis, bien sûr! Les plus démunis, comme chacun sait, paient de l'impôt successoral! Là, attention, évidemment l'impôt successoral rapporte 48 000 000 \$ ou 49 000 000 \$ par an. C'est vrai qu'avec l'argent du fédéral on pourrait supprimer l'impôt successoral, tout à fait exact. Mais c'est ce qu'on veut faire? Est-ce que c'est de ça dont les entreprises ont besoin? L'impôt successoral est très répandu aux États-Unis, il représente, aux États-Unis, une ponction moyenne bien plus élevée qu'au Québec, il ne faut pas se faire d'illusion. C'est un impôt assez fréquent dans le monde industriel contemporain. Mais, dans le reste du Canada, c'est vrai qu'il n'existe pas. Donc, un lobby s'organise au Québec pour supprimer l'impôt successoral qui trouve ses porte-parole, pas tellement de notre côté, mais plutôt de l'autre côté; cela se comprend d'ailleurs. Le député de Vaudreuil-Soulanges dit: Il ne faut pas se préoccuper du Japonais qui va investir ici. Je n'en suis pas au Japonais, j'en suis à d'autres techniques. Effectivement, il faut accélérer l'investissement dans les entreprises, effectivement il faut inciter les Québécois à investir dans des entreprises. J'ai préféré le faire par épargne-actions plutôt que de céder n'importe quoi au lobby de l'impôt successoral, je préfère me dire: Comment incite-t-on des Québécois à acheter du capital de risque dans les entreprises? Et ça marche. Cela ne coûte pas 320 000 000 \$ non plus, mais je trouve étonnant de voir, dans ces jours qui terminent cette année 1983, des bureaux de courtage annoncer que leurs bureaux sont ouverts tous les jours de

9 heures du matin à 9 heures du soir pour permettre à tout le monde d'être capable d'acheter des actions de compagnies, du capital de nouvelles émissions d'actions dans les entreprises. Pas du brassage d'argent qui fait qu'on tourne quatre trente-sous dans une piastre, non, du nouvel argent dans les entreprises et du nouvel argent de risque. Cela, par le truchement d'épargne-actions nous l'avons fait et ça fonctionne. Cela ne fonctionne pas seulement pour des grandes entreprises. Évidemment, il y a l'Alcan, il y a la Banque de Montréal, il y a Domtar qui émettent des actions de cet ordre, mais on voit très bien à quel point, à l'heure actuelle, des entreprises dans la haute technologie, des entreprises qui commencent dans le domaine minier, des entreprises qui ne sont pas de très grandes entreprises arrivent maintenant à trouver du capital de risque. Je préfère fonctionner comme cela, M. le Président.

Mais j'en reviens au fond de la question et je termine là-dessus, parce que je sais que nous avons fait un partage du temps. Le gouvernement du Québec s'est engagé dans une voie importante de réduction des impôts, 320 000 000 \$ de réduction de la taxe de vente, ce n'est pas de la tarte, alors que la plupart des gouvernements canadiens, eux, sont dans une perspective d'augmentation de taxes.

(17 h 10)

Le gouvernement fédéral a des taxes qui vont augmenter - il les a déjà annoncées - pour les trois prochaines années. Il y a beaucoup de provinces qui ont déjà annoncé des augmentations de taxes et qui se demandent si elles vont avoir encore à les augmenter. Nous nous sommes mis, par un contrôle serré des dépenses, dans une situation où nous pouvons maintenant commencer à les baisser et c'est ce que nous avons commencé à faire. Dans ce sens, j'aimerais simplement souligner au député de Vaudreuil-Soulanges que le plan de relance annoncé par le premier ministre et les réductions de taxes qui se combinent peuvent être un levier important pour accélérer la relance et pour accélérer la croissance économique au Québec. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Rancourt): Une réplique?

M. Scowen: Je vais attendre la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Si elle n'est pas disponible, je vais poser une autre question au ministre des Finances.

Le Président (M. Rancourt): Puisque Mme la ministre n'est pas disponible... Est-elle ici?

Une voix: M. le Président, elle est ici, je pense. Compte tenu du minutage assez serré...

Le Président (M. Rancourt): Donc, puisque Mme la ministre est arrivée, nous allons attendre quelques minutes pour permettre à Mme la ministre de s'installer avec ses fonctionnaires.

Main-d'Oeuvre et Sécurité du revenu

Mme Pauline Marois

Mme Marois: Merci, M. le Président. Si j'ai bien compris le sens du travail que nous avons à faire ici, aujourd'hui, c'est l'étude des crédits supplémentaires 1983-1984 qui concernent particulièrement le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. J'aimerais passer rapidement sur l'ensemble de ces crédits, vous dire ce qu'ils concernent, quels sont les montants dont on parle; par la suite, je serai disponible pour des questions concernant ces crédits.

Si on regarde le total, pour commencer, pour se donner une idée de l'ampleur des montants dont on parle, on retrouve 103 648 200 \$ de crédits supplémentaires à voter. Je reviens maintenant sur chacun des programmes concernés ici. Au secteur administration et services - d'abord, il s'agit toujours de crédits reliés à la sécurité du revenu - on parle de direction et de gestion. On parle d'un montant de 2 585 700 \$. C'est essentiellement un montant destiné à couvrir l'augmentation de cas ou de bénéficiaires à l'aide sociale et ceci pour permettre d'ajouter un certain nombre de personnes à l'aide sociale ou d'agents d'aide sociale, si on veut, de telle sorte que la réponse aux bénéficiaires soit la plus efficace, la plus juste et la plus adéquate possible.

Je vous donne un exemple de la situation devant laquelle on s'est retrouvé à un certain moment de la vie de l'aide sociale. De décembre 1981 à décembre 1982, le nombre de dossiers actifs est passé de 231 165 à 281 870, soit une augmentation de 50 705 cas ou 21,9% en une seule année. Pendant toutes ces périodes, l'enveloppe d'effectifs du réseau de l'aide sociale est demeurée très stable; je vous donne les chiffres: 1810 postes réguliers, 91 personnes-année occasionnelles en 1978 pour se retrouver, en 1982, avec 1829 postes réguliers, soit 19 de plus et 85 personnes-année occasionnelles, soit 6 de moins que les personnes-année occasionnelles que nous avions pendant les périodes précédentes, alors que le nombre de dossiers a augmenté.

La moyenne des dossiers est d'ailleurs passée, par personne, par agent à l'aide sociale, de décembre 1977 à décembre 1982, la charge moyenne de chaque agent est

passée de 249,5 dossiers actifs à 370,9, soit une augmentation de 121,4 cas ou 48,7%. C'est essentiellement en vue d'ajouter un certain nombre de personnes à l'aide sociale, d'agents d'aide sociale que cet argent nous est demandé. Nous augmentons de 75 personnes-année l'enveloppe des effectifs occasionnels du ministère. Nous y ajoutons 26 postes permanents dont quinze sont d'ailleurs comblés par des employés mis en disponibilité auprès de l'Office de recrutement et de la sélection du personnel, ce qui fait que nous utilisons les personnes qui sont actuellement à la banque de l'office et onze postes permanents alloués et comblés par des employés mis en disponibilité et aussi de la sélection du personnel, ce qui nécessite des crédits de 248 500 \$. On pourrait faire l'addition, 1 981 900 \$ plus 355 300 \$ et 248 500 \$, ce qui nous donne le total qui est là.

Si on regarde maintenant l'administration déléguée de programmes en sécurité du revenu - je vais être certaine de me retrouver dans l'ensemble de mes informations - il s'agit de l'administration de l'aide sociale à la ville de Montréal. On sait que le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu est autorisé à rembourser à la ville de Montréal les frais administratifs réels encourus pour l'administration des programmes d'aide sociale puisque c'est la ville qui, sur le territoire de la ville, administre notre Loi sur l'aide sociale. Ces crédits sont donc demandés pour financer le déficit de 1982 et le déficit prévu de 1983, ce, évidemment, toujours à cause de l'augmentation des clientèles.

Il y avait eu une première prévision des états financiers et cette prévision est maintenant une réalité. On l'a vérifiée et on corrige donc pour l'année 1982. Comme on dit qu'il y aura un effet de clientèles pour 1983, on augmente aussi les prévisions pour 1983, de telle sorte qu'on puisse éviter, s'il y a lieu, de revenir demander des crédits supplémentaires. Mais on conviendra que, dans ce cas-là, il est difficile de ne pas y venir, compte tenu qu'on ne contrôle pas nécessairement la demande qui peut se présenter en termes de bénéficiaires. Cela concerne les deux premiers éléments de l'administration et des services.

(17 h 20)

Si on prend les régimes de sécurité du revenu, l'allocation-maternité, on prévoit une augmentation de coûts de 100 000 \$ à la suite de l'adoption par le gouvernement fédéral de modifications à la Loi de l'assurance-chômage qui modifie les conditions d'admissibilité au programme pour le mieux-être d'ailleurs des personnes qui s'y inscrivent. Nous avons corrigé de la même façon nos règles du jeu chez nous.

A l'autre élément, on parle des

prestations d'aide sociale. C'est vraiment à ce moment-ci un effet de clientèles. J'essaie d'accélérer. Au septième élément, on parle de la notion d'assistance-maladie. À l'élément 1, on parle de prestations de médicaments, d'orthèses et de prothèses. Ce programme subit actuellement une augmentation de coûts de l'ordre de 3,7% des crédits votés, essentiellement à cause d'un effet de clientèle, on en conviendra.

Enfin, dans le secteur de l'assistance-maladie, il y avait un autre élément: la prestation de services. Il y a une augmentation très substantielle, c'est-à-dire que les gens s'en sont prévalus en plus grand nombre. En plus d'un effet de clientèle, c'est-à-dire que le nombre de personnes a augmenté, les gens se sont prévalus plus largement aussi de ces services.

Je reviens donc au dernier élément qui est le secteur main-d'oeuvre et emploi, protection et développement de l'emploi. C'est assez magnifique, c'est le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs du Québec. On se souviendra qu'une loi a été adoptée à la suite du sommet socio-économique de Québec en 1982 où il y avait une suggestion, faite par cette centrale, de créer un fonds de solidarité en vue de relancer l'emploi. En premier lieu, je dirais, dans le secteur de la construction, on a connu Corvée-habitation et, par la suite, on a proposé qu'un fonds puisse servir à soutenir et créer des emplois pour les petites et moyennes entreprises. Une loi a été adoptée à l'Assemblée nationale en juin dernier, qui prévoit un certain nombre de règles, dont un prêt de 10 000 000 \$ consenti à la Fédération des travailleurs du Québec pour assumer ce fonds de solidarité.

Ceci fait le tour de l'ensemble des crédits supplémentaires que nous avons à voter aujourd'hui, de la façon la plus simple, la plus exhaustive possible, compte tenu du temps qui m'est imparti pour le faire. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Laurier.

M. Christos Sirros

M. Sirros: Merci, M. le Président. Mme la ministre comprendra que ce n'est pas tellement les chiffres comme tels qu'on remettra en question ou dont on voudrait discuter. Sans revenir à d'autres sujets qui nous ont préoccupés à d'autres moments, voici ce que j'aimerais faire durant cette période de 35 minutes que nous avons à notre disposition, ou ce qui nous reste. C'est, je pense, la première fois, depuis l'annonce des mesures par le premier ministre, le 13 novembre, qu'on a l'occasion de parler sur ce qui a été annoncé. Ce qui nous intéresse, en tout cas de notre côté, ce sont les choses

qui ont été annoncées.

Un certain nombre de critiques ont déjà été formulées à votre prédécesseur; à la suite du développement de ses plans, il se disait ne pas se sentir utile. J'espère que vous allez trouver une plus grande utilité dans vos fonctions. Mais, plus précisément en ce qui concerne toute la question de la réorientation de l'aide sociale, en ce qui concerne tout l'aspect de la réintégration sur le marché du travail des bénéficiaires de l'aide sociale, si Mme la ministre en convient, je sais que, normalement, un droit de parole de 20 minutes est alloué à chacun, mais on a souvent trouvé que cela devient un genre... En tout cas, ce que je proposerais, c'est que le temps que nous avons à notre disposition puisse être partagé, dans une certaine mesure, en une période de questions et réponses un peu plus...

Le Président (M. Rancourt): Est-ce qu'il y a consentement?

M. Sirros: Je ne sais pas, à moins qu'on tienne vraiment à avoir...

Mme Marois: Oui, je n'ai pas d'objection, M. le Président, au contraire, c'est effectivement l'objet de mon travail constant, quand il me reste du temps pour le faire, que de m'occuper de cette réorientation de l'aide sociale, et même si cela sort, je pense, du cadre serré de la commission, je suis d'accord pour qu'on y réponde et qu'on donne le plus d'information possible et le plus adéquatement possible.

Le Président (M. Rancourt): Il y a consentement, M. le député de Laurier.

Travail communautaire

M. Sirros: Merci. On pourrait peut-être commencer avec toutes les questions relatives au travail communautaire qui est préconisé, si je comprends bien les propos tenus par le premier ministre, qui visent en quelque sorte la mise à contribution de certains bénéficiaires de l'aide sociale par rapport à des programmes ou des travaux communautaires qui, j'imagine, seront des choses qui seront faites en fonction ou en conjugaison avec le réseau des affaires sociales ou certains de ses établissements entre autres. Pourrait-on savoir où cela est rendu? Quand prévoyez-vous un échéancier? Vous comprendrez qu'on n'a pas eu grand-chose lors du dévoilement ni sur le plan des échéanciers ni sur le plan des coûts ni sur le plan des objectifs qu'on espère atteindre avec ce volet entre autres, et on pourrait peut-être passer par la suite aux autres éléments aussi.

Mme Marois: Oui.

Le Président (M. Rancourt): Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Marois: Peut-être pour donner une espèce de vision d'ensemble - j'ai essayé de me ramasser un peu et les questions pourront être posées par la suite - effectivement, il y a une réorientation, je pense, importante de l'aide sociale ou des mesures qui sont prises à l'aide sociale. Nous voulons le faire sur une base - je pense que c'est très important; j'ai d'ailleurs lu un certain nombre de commentaires du député de Laurier quant à l'aide sociale, qu'il a fait paraître il y a quelques semaines concernant l'aide sociale, et je trouvais un certain nombre de ses commentaires fort pertinents et intéressants d'ailleurs, et je le dis sans flagornerie et sans flatterie - volontaire, c'est-à-dire que les gens concernés, les personnes, les bénéficiaires de l'aide sociale qui pourraient être intéressés à s'inscrire dans l'une ou l'autre des mesures que nous leur proposerons puissent le faire sur une base volontaire.

Nous parlons essentiellement, actuellement, de trois mesures particulières, soit le travail communautaire - j'y reviendrai un peu plus loin - le retour aux études et je dirais le stage en entreprise ou le stage en industrie. Ce mot, je le trouve un peu ennuyeux dans le sens que, quand on pense au stage en entreprise, on pense à une manufacture, au secteur secondaire, au secteur manufacturier, alors qu'une entreprise, cela peut être un bureau ou toute espèce de fonction assumée sur le marché du travail.

Ces trois éléments sont la base, si on veut, de la réorientation, toujours dans une perspective d'augmenter le niveau d'"employabilité" des personnes bénéficiaires de l'aide sociale. En priorité, nous irons vers les jeunes - en priorité, je le dis bien - mais dans une perspective où nous ouvrirons progressivement l'accès à ces programmes à l'ensemble de la clientèle de l'aide sociale apte à s'inscrire dans l'un ou l'autre programme.

Je reviens spécifiquement aux travaux communautaires. Nous avons actuellement déjà identifié un certain nombre de projets possibles encadrés, si on veut, par les organismes du réseau des affaires sociales, mais cela pourrait être plus large que cela, cela pourrait être des travaux encadrés par d'autres types d'institutions - je pense, entre autres, aux municipalités - cela pourrait être aussi des activités encadrées par le biais de ministères ou d'organismes des ministères en se situant toujours cependant dans la perspective, comme on le dit, de travaux communautaires non pas au sens essentiellement du réseau, mais de travaux d'aide à la communauté, de travaux qui ne seraient déjà pas assumés d'une quelconque

façon dans notre société. C'est la perspective envisagée.
(17 h 30)

Je vous avouerai que nos fonctionnaires discutent actuellement avec les fonctionnaires du gouvernement fédéral, parce que vous vous souvenez aussi qu'il a été entendu que nous suggérerions cette réorientation au gouvernement d'Ottawa pour nous assurer que nous restons bien dans les règles du jeu énoncées par le Régime d'aide sociale du Canada et que nous ne tordons d'aucune façon ces règles du jeu. Je puis vous dire qu'actuellement les échanges d'information vont rondement, c'est-à-dire qu'il y a eu un certain nombre de questions posées chez nous. On a tenté jusqu'à maintenant d'y répondre avec tous les éléments dont on pouvait disposer. Compte tenu de la réponse que nous obtiendrons éventuellement d'Ottawa, l'envergure du programme pourra être plus ou moins important, dans le sens que, pour nous, il est essentiel qu'on s'engage dans les avenues qu'on a énoncées. Nous travaillons à définir de façon très claire et très précise la façon dont on le fera. D'accord? C'est ce que nous faisons maintenant.

Si cela entrait dans le cadre du RAPC, et un peu comme l'a dit Mme Bégin, dans le cas de la réglementation déjà en vigueur, évidemment, comme nous partagerions les frais avec le gouvernement d'Ottawa, nous pourrions sans doute faire davantage. Sinon cela pourrait un peu réduire notre intervention. Mais nous avons l'intention d'intervenir à cet égard dans le sens qu'on a déjà énoncé.

M. Sirros: J'aimerais encore être plus spécifique. Vous visez combien de personnes? Quand pensez-vous que le programme va fonctionner? Car je pense qu'on peut se passer des discours sur le sujet. Le problème est de taille. C'est un problème qui demeure entier. Personnellement, je ne crois pas que les mesures proposées fassent grand-chose pour infléchir le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en soi, comme tel. Il y a un élément majeur, comme je l'ai déjà dit, qui manque dans tout cet effort pour combattre cette situation; c'est une politique d'emploi réelle et concrète. Peut-être vous pouvez discourir sur cela aussi. Car sans cela, il me semble qu'il s'agit ici de mesures accessoires qui viendraient peut-être à avoir un effet. Ce sont de bonnes mesures, des choses qui sont correctes, etc., sauf qu'elles n'ont pas le poids... étant donné qu'il y a une politique d'emploi qui manque. On n'a pas entendu un mot sur l'aspect de la politique d'emploi.

Restons dans le cadre de ces choses et essayons au moins d'être un peu concrets sur ces choses. Combien de personnes visez-vous? Quel est l'échéancier concret prévu? On pourrait revenir à un certain nombre de

problèmes qui pourraient survenir avec ce genre de situation, surtout en ce qui concerne l'utilisation des établissements du réseau des affaires sociales pour faire faire certains travaux bénévoles par des bénéficiaires de l'aide sociale. Il y a des problèmes qui pourraient survenir avec les syndicats, par exemple. Est-ce qu'il y a eu des études de faites des orientations concrètes que le ministère veut donner au programme de travail communautaire?

Le Président (M. Rancourt): Mme la ministre.

Mme Marois: Peut-être une première remarque. Il y a eu beaucoup de questions soulevées. Si jamais j'en oublie, je reviendrai. Je vais essayer d'être la plus exhaustive possible. Si ces mesures de réorientation à l'aide sociale étaient prises en soi et qu'il n'existait rien d'autre, autrement dit, toutes choses étant égales par ailleurs, s'il ne se passait rien ailleurs en termes de développement économique, je donnerais raison au député de Laurier. Cependant, cette mesure s'inscrit dans un plan d'ensemble, un plan de relance qu'on a voulu le plus agressif possible, agressif dans le sens de la volonté que nous allons y mettre pour qu'il donne des résultats. Je pense, entre autres, à l'aspect du développement économique où on a prévu des garanties de prêts ou de la subvention de prêts, permettant des investissements pouvant aller jusqu'à 2 000 000 000 \$ dans le développement de nouvelles entreprises, c'est-à-dire l'accroissement des investissements des entreprises. Ce sont des mesures qui, on l'espère et on a évalué, auront des effets sur l'emploi, de telle sorte qu'ayant des effets sur l'emploi, certaines personnes qui se trouvent actuellement à l'aide sociale et qui sont aptes au travail pourront se trouver des emplois.

Ce n'est quand même pas une mesure isolée. Je pense à certaines mesures relatives à la recherche, dans les universités, dans les cégeps, qui là encore peuvent permettre de développer de nouveaux produits, de nouvelles techniques qui vont être prises en compte par les entreprises. On a d'ailleurs prévu des liens avec les entreprises, de telle sorte que cela puisse aider les entreprises à développer ces nouveaux produits ou à utiliser ces nouvelles recherches, toujours dans une perspective qu'il y ait augmentation du nombre d'emplois créés et que ceci ait un effet sur l'aide sociale.

Maintenant, je reviens à la question précise. Combien de personnes? Je vous dirais, M. le Président: Idéalement, toutes les personnes qui sont bénéficiaires de l'aide sociale, aptes au travail, devraient pouvoir s'inscrire dans un tel programme. Idéalement, c'est ce que je souhaiterais. Sauf que je suis

consciente qu'il y a des limites reliées aux ressources et, je l'expliquais tout à l'heure, il y a des limites reliées au fait qu'on partage ou non les frais de ce programme avec un autre gouvernement.

À partir de là, il y a un certain nombre d'inconnues. Je pourrais vous lancer un chiffre, nous avons fait un certain nombre d'hypothèses, selon l'analyse que nous avons faite de la clientèle qui est actuellement bénéficiaire de l'aide sociale. Si une partie de la clientèle n'a pas, par exemple, fini un cours secondaire et qu'il s'avère, par une formation adaptée, une formation sur mesure, qu'on incite, qu'on invite et que des jeunes aient le goût de s'inscrire dans une telle formation peut-être accélérée, encadrée et que, à partir de l'analyse qu'on a faite, on dise: 10 000 jeunes ou 10 000 personnes, aptes au travail, de plus d'un certain âge, seraient intéressées ou susceptibles de s'inscrire dans une telle mesure, volontairement, je dis que l'objectif devrait être d'atteindre l'ensemble de la clientèle potentielle, 10 000. Si on parle des stages en entreprise avec un processus en alternance de formation et d'apprentissage, idéalement, comme je le dis, cela devrait être possible pour tout le monde, une clientèle potentielle évaluée entre 20 000 et 30 000 personnes. Actuellement, c'est l'ordre de grandeur auquel on songe. Évidemment, tout le monde n'entrera pas en même temps, le premier matin où ce sera en vigueur, mais cela va s'échelonner dans le temps comme mise en marche et comme pénétration du programme.

Les travaux communautaires. Encore là, selon le rythme auquel vont entrer les projets susceptibles de bien encadrer ces jeunes, de répondre à un certain nombre de critères que nous sommes à établir - d'ailleurs effectivement nous avons fait des recherches et nous avons essayé d'avoir le plus d'expertise possible en ce qui a trait à l'aspect soit relations du travail ou pas tellement relations du travail comme conditions de travail, de telle sorte que ces personnes ne soient ni lésées, ni mal protégées ou mal reconnues et actuellement nous commençons à avoir des assises pas mal solides pour se permettre de mieux encadrer le programme des travaux communautaires. Alors, au rythme et au fur et à mesure où se dessineront les projets, la clientèle pourra être plus ou moins importante.

Je ne voudrais pas volontairement donner de chiffres ici, parce que le paramètre nous venant d'Ottawa n'étant pas réglé, pour l'instant je préfère donner un peu cet ordre de grandeur que je donnais tout à l'heure. On parle, par exemple, de 10 000 retours aux études, entre 20 000 et 30 000 peut-être en formation-stages en entreprise ou en industrie. Un autre ordre de grandeur qui ressemblerait à celui-là ou entre les deux. Idéalement, comme je vous dis, ce

n'est pas cela que je viserais, c'est **que** l'ensemble de la clientèle apte puisse s'inscrire dans l'un ou l'autre des programmes et, ce, sur une base volontaire.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Laurier.
(17 h 40)

M. Sirros: J'aurais peut-être deux commentaires. Premièrement, en ce qui concerne la politique d'emploi, je parlais de politique d'emploi, Mme la ministre me parle de certains éléments, etc., qui existent dans le soi-disant plan de relance. Je constate qu'il n'y a pas là de politique d'emploi. Il y a certaines mesures que je qualifierais de désespérées pour essayer de faire quelque chose. On parle de reboisement, ce **qui** finalement revient encore d'une certaine façon à un programme de création d'emplois temporaires, parce que cela va durer X temps, etc. Ce sont ces mêmes programmes de création d'emplois temporaires que le gouvernement lui-même arrivait à décrier comme étant des choses qui ne créaient que des "jobines", qui maintenaient le cercle infernal de l'aide sociale, de l'assurance-chômage et de l'aide sociale, même si c'étaient des choses qu'il défendait, à un moment donné.

En ce qui concerne la question des bénéficiaires de l'aide sociale - et ces choses, vous l'avez dit vous-même, sont axées prioritairement sur les jeunes, les 18-30 ans - il y avait à un moment donné, en avril, l'an dernier, une promesse ferme, je le pensais, de la part du premier ministre, de faire quelque chose pour les 18-30 ans qui reçoivent les fameux 149 \$ avec lesquels ils essaient de vivre. La promesse ferme était que ce devait être réglé pour le mois de juin 1983. D'après ce que je vois ici, le programme d'apprentissage ne commencera pas avant le mois de juin 1984. Cela vise 30 000 personnes éventuellement. Le programme de travail communautaire, on ne sait pas trop ce que cela vise exactement et quand cela va commencer, mais on parle encore de dix, vingt ou quelque chose comme cela et, là encore, à un moment donné cela atteindra la vitesse de croisière, mais on ne sait pas trop quand. Qu'advient-il de ces promesses fermes que le premier ministre faisait solennellement de son siège lors du discours inaugural en ce qui concerne la situation des 18-30 ans? Comment, personnellement, réagissez-vous à cela?

Mme Marois: Je me rends compte qu'effectivement, je n'ai pas répondu à toutes les questions qui avaient été posées précédemment. Je vais essayer de les reprendre. Je les note au fur et à mesure et j'essaie de ne pas en oublier. Seulement sur le cas du programme, de façon globale, nous espérons - je souhaite et je voudrais - **que**,

d'ici le début d'avril, l'ensemble des fils, comme on dit dans notre jargon, soient attachés pour que nous puissions annoncer fermement le départ des mesures, entre autres, les travaux communautaires pour le début d'avril, c'est-à-dire en même temps que, progressivement, nous sortirons de certains programmes de création d'emplois temporaires, de sorte qu'il n'y ait pas de vacuum ou de vide et que les personnes qui pouvaient s'inscrire dans l'un de ces programmes ne puissent plus le faire à ce moment-là; que, par la même occasion, nous annonçons le démarrage progressif des stages en entreprise, l'alternance formation - apprentissage et que, par la même occasion, on puisse annoncer aussi le rythme d'introduction de ce deuxième volet. Ce n'est pas à l'automne nécessairement. Dès que l'ensemble des éléments sera prêt, nous voulons que cela puisse se mettre en marche en avril, en mai et en juin et se poursuivre pendant toute l'année. On conviendra avec moi qu'il s'agit d'ententes qu'il faut faire avec un certain nombre d'entreprises. Je pense qu'il y a des entreprises reliées à la fonction publique où c'est peut-être plus facile de songer à des ententes ou au réseau des affaires sociales, mais, si on songe à l'entreprise privée, je pense qu'il faut, de façon systématique, passer des ententes ou des contrats de telle sorte qu'il y ait un bon encadrement, comment nous le fournirons, etc., pour que ce programme atteigne les objectifs qu'on s'est fixés.

En ce qui a trait au troisième volet, relié au retour aux études ou à la formation sur mesure, pour permettre à des jeunes ou à des moins jeunes de se rattraper, si on se fie au cycle scolaire, on pourrait le coller au cycle scolaire et, évidemment, ce serait plus à l'automne. Mais on peut imaginer aussi que certains cours de rattrapage ou d'autres formes d'encadrement puissent démarrer à l'été, au moment où il est possible de le faire parce qu'il y a un certain nombre de personnes en disponibilité ou aptes à encadrer ce type de formation. Nous avons bien l'intention que ces mesures portent fruit concrètement pour les gens qui s'y inscriront.

Je reviens sur deux autres éléments: la politique d'emploi, le programme de création d'emplois temporaires. Je pense qu'on commence à mettre en perspective un certain nombre d'éléments d'une éventuelle politique de l'emploi. Par le plan de relance, il y a des gestes concrets de posés qui vont dans le sens d'une politique de l'emploi. Je ne crois pas étonner le député de Laurier en reprenant un peu à mon compte les conclusions auxquelles est arrivée une grande centrale syndicale lors de son congrès d'il y a quelques jours, qui a porté essentiellement sur cette notion de politique d'emploi. L'essentiel des conclusions a été que ce n'est possible et ne sera possible qu'à condition

qu'il y ait un contrat social à cet égard, à savoir que l'ensemble des partenaires soit d'accord pour s'engager dans la définition d'une telle politique. Je ne présume pas, à ce moment-ci, du fait que l'ensemble des partenaires ne soit pas d'accord. Au contraire, je postule que l'ensemble des partenaires, compte tenu des difficultés particulièrement importantes, en mauvaise conjoncture, qu'on vient de vivre, est prêt à faire un bout de chemin dans ce sens, et qu'on le fasse ensemble. Je pense au patronat, je pense aux syndicats, je pense au gouvernement et je pense aussi aux travailleurs et aux travailleuses non organisés ou moins bien organisés.

On a commencé à poser des jalons en ce sens en parlant, entre autres, de perspectives de partage d'emplois. Ceci ne peut se faire que si les partenaires sont bien d'accord et pour autant qu'on puisse l'encadrer un tant soit peu. Je pense à des politiques de création d'emplois qui, elles aussi, partent ou originent d'une politique d'emploi; je pense aux politiques d'investissement d'un gouvernement, qui s'envisagent et s'évaluent dans une perspective où ces politiques d'investissement ont un effet de levier plus ou moins important sur le nombre d'emplois créés. On peut, à ce moment-là, sélectionner des investissements d'ordre public qui ont un impact plus important sur l'emploi, etc., ce dont fait mention d'ailleurs le plan de relance.

À cet égard, je pense qu'on commence à poser progressivement les éléments de base. Des discussions avec nos partenaires pourraient nous amener à aller plus loin. Je dois dire, malgré le peu de temps que j'ai eu à ce jour, que j'ai commencé un certain nombre de réflexions à cet égard. Je compte bien aussi rencontrer, dès le début de l'année qui vient, l'ensemble des partenaires, de telle sorte qu'on puisse voir ensemble s'il n'y a pas lieu de faire une démarche dans le sens d'une politique de l'emploi.

Enfin, l'autre question soulevée relativement aux jeunes qui reçoivent des prestations d'aide sociale, aptes et ayant moins de 30 ans, je dois dire qu'il y a eu un ensemble d'hypothèses qui ont été formulées, qui se voulaient les plus justes et les plus équitables possible, qui menaient toujours dans un cas ou dans un autre, selon au moins les études que j'en ai vues, à une certaine forme d'inégalité ou d'injustice de sorte qu'actuellement il n'y a pas eu, comme telle, de majoration des taux prévus pour les jeunes seuls de moins de 30 ans et aptes à recevoir des prestations dans les derniers mois qu'on vient de vivre. Vous conviendrez que l'évaluation de tel type de mesures n'est quand même pas toujours très facile à faire. C'est la réponse que j'ai à donner pour l'instant au député de Laurier, M. le

Président.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Laurier.

Politique de l'emploi

M. Sirros: Je voudrais revenir sur les deux. Vous avez dit tout à l'heure que vous avez eu une certaine réflexion concernant, entre autres, la politique de l'emploi. Est-ce que la réflexion est rendue au stade où vous avez identifié certains principes sur lesquels on devrait baser une politique de l'emploi et quels sont-ils?
(17 h 50)

Deuxièmement, à propos de l'aide sociale, est-ce que vous envisagez de faire en sorte à un moment donné d'amender la Loi sur l'aide sociale pour ce que cela peut donner même si la situation de l'emploi est telle qu'on la connaît, afin de faire en sorte qu'il y ait une incitation réelle au travail pour les personnes de plus de 30 ans bénéficiaires de l'aide sociale - pour les jeunes de moins de 30 ans il y a quand même la possibilité d'aller jusqu'au montant accordé aux personnes d'au-delà de 30 ans - mais pour l'ensemble des bénéficiaires de faire en sorte que le montant qu'ils gagnent ne soit pas imposé à un taux effectif de 90% ou 95%. Est-ce que vous avez ce genre de projet à l'esprit?

Le Président (M. Rancourt): Mme la ministre.

Mme Marois: Oui, je vais répondre au député que j'ai ce genre de préoccupation qui est d'ailleurs partagée par plusieurs de mes collègues dont, entre autres, le ministre des Finances qui prépare actuellement un livre blanc sur la réforme de la fiscalité, dans lequel ce genre d'hypothèses - il y en a un certain nombre, je ne présume pas que c'est l'hypothèse que fait le député de Laurier proprement dit qui sera retenue - sont actuellement évaluées et pour lesquelles il y a une préoccupation de la part des membres du gouvernement et de ma part aussi de sorte qu'il y ait des incitatifs effectivement au retour à l'emploi dans une perspective où les taux marginaux d'imposition ne viendraient pas pénaliser les personnes qui feraient cet effort et qui iraient chercher un certain montant sur le marché de l'emploi et que, d'autre part, elles ne soient pas pénalisées en posant ce geste. Donc, des mesures dans une perspective d'incitation, je dois vous dire que c'est envisagé actuellement. Il y a un certain nombre d'hypothèses sur la table de travail.

Quand le député de Laurier me demande si je peux déjà faire état d'un certain nombre de principes relativement à une politique de l'emploi, je pense, entre

autres, à la révision de certaines de nos lois, de sorte qu'on puisse le rendre les plus cohérentes possible. Un bon exemple serait la semaine normale de travail. Est-ce qu'on la maintient au nombre d'heures actuel ou si, dans le cadre législatif qui nous est imparté ou réglementaire, on révisé cet élément? Je pense à nos politiques ou à nos lois relativement au régime de rentes. Déjà, d'ailleurs, en janvier, va s'opérationnaliser la loi 20 permettant la retraite anticipée. C'est, entre autres, une mesure qui va dans le sens de faire en sorte qu'il y ait plus d'emplois de dégagés sans que les personnes qui quittent leur emploi ne soient pénalisées pour autant.

Je dis: Revoir la cohérence d'un certain nombre de règlements ou de lois qui nous sont propres, comme Assemblée et, au premier chef, je dirais, comme membres du gouvernement. D'autre part, je l'ai déjà mentionné, il y a les politiques de formation et aussi les politiques d'investissement et de partage de la productivité de l'entreprise privée ou publique, à la limite, et des personnes oeuvrant au sein de ces entreprises. S'il y a une hausse de la productivité, peut-être peut-on se partager une partie de cette hausse de la productivité et offrir, je dirais, à l'ensemble de la collectivité, l'autre partie restante de la hausse de la productivité, de telle sorte que cela puisse permettre que des emplois nouveaux soient créés. Ce sont quelques avenues qu'actuellement, à mon ministère, on explore et on a déjà explorées. Je trouve des pistes intéressantes à travailler à l'heure actuelle.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Laurier.

Travail partagé

M. Sirros: M. le Président, Mme la ministre, à deux ou trois reprises, est revenue avec l'idée qui est lancée dans le plan de relance sur le travail partagé. Elle a même parlé, à un moment donné, de réexaminer la semaine de travail et c'est un élément qu'elle a apporté lors d'une discussion sur une politique d'emploi. Ma réaction face au travail partagé a toujours été que c'est un aveu de l'impuissance d'un gouvernement de créer des emplois et on se replie sur le partage de ce qui existe. C'est une illusion, en quelque sorte. Vous prenez un emploi et vous le divisez en deux; vous avez deux personnes qui travaillent, mais il y a toujours un emploi. Alors, il n'y a pas de création d'emplois.

Mme Marais: Je suis d'accord avec le député de Laurier...

Le Président (M. Rancourt): Mme la

ministre.

Mme Marais: ...que cela puisse être une illusion si aucune autre espèce de mesure n'est prise et que celle-là est faite isolément. Le temps partagé ne crée aucun nouvel emploi. Il dit: Il y a un certain nombre d'emplois existants et, en les partageant, cela fait qu'au lieu qu'une personne occupe ce poste ou cet emploi, il y a deux personnes, mais qui l'occupent à demi-temps. On n'a créé aucun emploi nouveau; on a permis à des personnes d'avoir accès à ce poste, divisé en deux, pour simplifier. D'accord? En soi, ce serait une mesure avec laquelle je serais un peu mal à l'aise, si elle n'était pas d'ailleurs sur une base volontaire, pour permettre à des gens qui souhaitent soit retourner aux études, soit assumer d'autres activités dans leur société, toujours sur une base volontaire et qui disent: J'aimerais m'inscrire dans une perspective d'emploi à temps partagé, de demi-temps; si on est équitable à l'endroit de mes conditions de travail, je suis prêt à vivre cette expérience. Mais c'est évident qu'en soi, le temps partagé ne résout pas le problème de l'emploi, et je ne voudrais surtout pas qu'on me fasse dire cela. C'est une mesure qui, isolément, n'a rien à voir, mais qui, dans un ensemble, peut devenir intéressante.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Laurier.

Commissions de formation

M. Sirros: M. le Président, dans les quelques minutes qui nous restent, on pourrait peut-être regarder un autre élément qui m'intrigue, que je dois avouer connaître très peu, parce que je pense que, jusqu'à maintenant, elles n'ont pas joué un rôle très important. Je parle des commissions de formation professionnelle qui ont été quand même des organismes moribonds jusqu'à un moment donné et sur lesquels surtout le programme d'apprentissage en établissement semble visé pour l'"opérationnalisation" de ce programme. Est-ce que ces commissions sont opérationnelles dans tout le Québec? Ont-elles un rôle important à jouer? Le programme d'initiation à l'apprentissage quel est exactement son rôle à l'heure actuelle?

Le Président (M. Rancourt): Mme la ministre.

Mme Marois: Pour que vous ayez la réponse la plus complète possible, oui, les commissions de formation professionnelle sont actuellement opérationnelles et fonctionnent bien, à ma connaissance, dans l'ensemble du Québec, mais, pour répondre de façon précise à votre question, si M. Vachon, mon sous-

ministre adjoint, qui m'accompagne, ou un de ses collaborateurs voulait y répondre, je pense que ce serait peut-être plus exact, parce que vous auriez une meilleure information que celle générale que je pourrais vous donner.

Le Président (M. Rancourt): Je m'excuse, Mme la ministre, M. le leader du gouvernement a un message à passer.

M. Bertrand: Oui, à cause de l'heure, M. le Président, et parce que nous devons faire des changements de travaux à des commissions, je vous demanderais de faire rapport.

Le Président (M. Rancourt): D'accord.

M. Bertrand: Nous n'avons pas fini de siéger, mais nous le ferons au cours de la même séance.

M. Paré (président de la commission plénière): M. le Président, je vous fais rapport que la commission plénière n'a pas terminé ses travaux. Elle demande la permission de siéger de nouveau. Quand siégera-t-elle?

M. Bertrand: M. le Président, au cours de la même séance à 20 heures, ce soir.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader parlementaire du gouvernement.

Travaux des commissions

M. Bertrand: M. le Président, je voudrais modifier une motion que j'ai faite aujourd'hui à savoir que, ce soir, siége la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour étudier les projets de loi 48 et 49. En lieu et place de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, ce sera la commission des affaires culturelles pour l'étude des projets de loi 3 et 35, article par article, de 20 heures à 24 heures au salon rouge.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Cette motion est-elle adoptée?

M. Bertrand: Bien sûr, ici, la commission plénière poursuivra ses travaux à 20 heures. Je crois que c'est le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme qui doit venir? Il y a l'autre commission qui siége sur le projet de loi 45 à la salle 81-A.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion est adoptée? Adopté. M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je ferais motion que nous suspendions nos travaux

jusqu'à 20 heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion de suspension des travaux est adoptée? Adopté. Nos travaux sont suspendus jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 1)

(Reprise de la séance à 20 heures)

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre!

Vous pouvez vous asseoir.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, avant que je ne fasse motion pour que nous nous convertissions en commission plénière, j'aimerais vous adresser une demande de directive relativement au débat qui a cours sur la motion présentée par le ministre des Finances, M. Parizeau, relativement à l'énoncé complémentaire à sa politique budgétaire.

Comme il n'y a aucune règle prévue à notre règlement quant à ces compléments aux politiques budgétaires, je voudrais savoir si l'article du règlement qui fait référence au débat sur le budget principal doit être considéré comme devant être retenu, par analogie, dans le cadre de cet énoncé aux compléments à la politique budgétaire. En d'autres mots: Est-ce que nous sommes soumis, comme Assemblée nationale, à un débat de 25 heures ou si nous pouvons très bien procéder à l'adoption de ces crédits additionnels sans pour autant avoir recours à ces 25 heures? Si vous avez besoin de prendre la chose en délibéré, M. le Président, bien sûr, je comprendrai très bien.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Oui, je suis prêt à la prendre en délibéré. Je pense qu'elle mérite d'être regardée, à moins que le leader parlementaire de l'Opposition ait autre chose à ajouter sur la question. M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: M. le Président, le débat sur le budget que nous avons entamé - je pense que nous avons déjà écoulé 17 ou 18 heures jusqu'à maintenant - a été considéré comme un débat de 25 heures, prévues par le règlement, parce qu'il s'agit effectivement d'un budget et non pas d'un budget supplémentaire. C'est ainsi qu'il avait été traité d'ailleurs il y a deux ans, en novembre 1981, lorsqu'on a eu cette hausse de taxes d'environ 1 000 000 000 \$. On avait effectivement utilisé seulement une douzaine d'heures. Mais c'est bien une enveloppe de 25 heures de débat qui est disponible aux députés. C'est ainsi que, jusqu'à maintenant,

le leader du gouvernement l'a considéré. Je ne sais pas quels sont les facteurs qui auraient pu le faire changer d'idée. Je ne sais pas en vertu de quel article du règlement ce serait moins qu'un débat de 25 heures. C'est quelque chose que j'aimerais entendre de la part du leader du gouvernement...

Le Vice-Président (M. Jolivet): ...exactement, M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je fais motion pour que vous quittiez votre fauteuil et que nous nous convertissions en commission plénière pour poursuivre l'étude des crédits additionnels.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Donc, avant d'aller en commission plénière, j'aimerais simplement vous dire qu'on prend la question en délibéré et qu'on pourra donner une réponse dans les plus brefs délais.

M. Lalonde: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: ...j'avais demandé au leader du gouvernement s'il avait des arguments à savoir que ce serait traité différemment que cela l'a été jusqu'à maintenant dans ce débat. On a déjà fait 17 ou 18 heures. Ce n'est quand même pas une enveloppe de cinq heures! Je vois que le leader du gouvernement n'a rien à dire là-dessus et j'en prends acte.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je ne suis pas obligé de répondre à des questions du leader de l'Opposition puisque je vous ai adressé une demande de directive à vous, M. le Président. Donc, je reviens à la motion que j'ai faite.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Donc, la motion est de retourner en commission plénière. Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté.

Commission plénière

Étude des crédits supplémentaires (suite)

M. Jolivet (président de la commission plénière): Nous allons commencer nos travaux avec le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Nous allons permettre aux gens de s'installer et reprendre nos travaux.

Pour bien clarifier les choses, une heure et demie est à la disposition de l'Opposition et du ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Industrie, Commerce et Tourisme

M. Biron: Une heure a été prévue pour la section de l'Industrie et du Commerce et trente minutes pour la section du Tourisme.

Le Président (M. Jolivet): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, c'est bien cela?

M. Scowen: C'est l'entente que nous avons conclue. Je veux juste ajouter qu'on s'est entendu pour que les crédits comme tels soient adoptés à la fin des huit heures.

Le Président (M. Jolivet): M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, vous avez la parole.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: Oui, M. le Président. Il y a quelques crédits qu'on reconnaît aux crédits supplémentaires et qui sont destinés au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Je donnerai de brèves explications et il me fera plaisir, après cela, de répondre aux questions des honorables députés de l'Opposition.

D'abord, un montant de 1 098 000 \$ est consacré aux bureaux régionaux du MIC; c'est un ajustement des traitements au 1er janvier 1984; il est dû surtout à une augmentation numérique du personnel. On sait que, dans le courant de l'année, nous avons obtenu de faire des transferts de personnel à partir de la banque de mise en disponibilité des différents ministères et du réseau de l'éducation en particulier pour des gens qui seraient affectés aux différents bureaux régionaux du MIC pour le développement économique. Les concours se sont tenus au cours de l'automne, les choix sont maintenant faits, les nouveaux effectifs entreront en fonction le 1er janvier 1984 et on a besoin, bien sûr, de transférer des crédits au MIC pour janvier 1984 jusqu'au 31 mars pour une centaine de nouveaux employés, fonctionnaires qui seront affectés exclusivement à toutes les régions du Québec pour répondre aux besoins des chefs d'entreprise, les informer des différents programmes québécois et fédéraux et les aider à s'orienter le plus rapidement possible vers les différents programmes gouvernementaux.

Un montant de 2 000 000 \$ est réservé pour le programme de gestion et marketing; c'est un programme qui a été mis en vigueur l'an dernier avec énormément de succès, qui s'adresse aux entreprises

manufacturières de moins de 250 employés, qui ont besoin d'études de marché, de refaire une stratégie de marketing ou qui ont besoin d'outils de marketing. On a été agréablement surpris, nous, de voir autant de demandes; cela veut dire, dans le fond, qu'il y a peut-être des entreprises manufacturières au Québec de taille petite ou moyenne, qui ont besoin de mieux définir leur stratégie de marketing. Alors, pour terminer l'année 1983-1984, étant donné les nombreuses demandes que nous avons eues de la part des chefs d'entreprises, il y a 2 000 000 \$. Ces 2 000 000 \$ sont transférés, en totalité, aux entreprises sur de petites sommes d'argent pour chaque entreprise et un maximum de 20 000 \$ a été accordé à chaque entreprise, selon ses plans de stratégie de marketing. Il me fera plaisir de répondre à de plus amples questions de la part des membres de l'Opposition sur ce programme gestion-marketing.

Un montant de 4 360 000 \$ est prévu au budget, à la suite à l'entente fédérale-provinciale sur la venue au Québec de Bell Helicopter. Or, on sait qu'il y a des sommes qui ont été prévues comme subventions à l'investissement. Il y a des sommes aussi qui ont été prévues comme subventions à la recherche et développement. Alors, les 4 360 000 \$ sont réservés pour 1983-1984, mais surtout reliés à la recherche et développement puisque 60% des sommes sont payés par le gouvernement fédéral et 40% des sommes par le gouvernement du Québec. Ces 4 360 000 \$ représentent la participation québécoise dans le projet de Bell Helicopter. Cela veut dire que le gouvernement fédéral doit payer autour de 6 000 000 \$ dans ce projet, pour l'exercice financier 1983-1984.

(20 h 10)

Finalement, il y a un montant de 2 210 000 \$ qui est prévu pour le fonctionnement du Palais des congrès. C'est un montant qui avait été prévu au début de l'année au budget du MIC, qui avait été retranché temporairement par le secrétariat du Conseil du trésor pour obtenir plus d'informations sur la gestion du Palais des congrès. Nous en avons besoin dans le cours de l'année mais étant donné que c'était la première année d'activités, nous avons accepté la demande du Conseil du trésor, quitte à revenir pour le budget supplémentaire et c'est ce qui explique la somme de 2 210 000 \$ qui est ici pour la Société du Palais des congrès.

Cela explique, M. le Président, les quatre articles au budget qui sont consacrés au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Le Président (M. Jolivet): M. le député de Laporte.

Discussion générale

M. Bourbeau: M. le ministre, vous avez donné 2 000 000 \$ au programme gestion-marketing, 4 300 000 \$ pour la recherche et le développement dans le projet Bell Helicopter et 2 200 000 \$ pour le Palais des congrès.

M. Biron: ...et 1 098 000 \$ pour les bureaux régionaux du MIC.

M. Bourbeau: Bon, parfait. Alors, cela fait 9 500 000 \$. C'est exact? Parfait.

Maintenant, pour ce qui est des salaires, dont vous avez parlé, pour les bureaux régionaux du MIC, vous avez parlé d'une centaine d'emplois, je crois. Les 1 098 000 \$, la période de temps que cela couvre, c'est jusqu'au 31 mars; à partir de quelle date?

M. Biron: Cela couvre la période du 1er janvier 1984 au 31 mars 1984, puisque la plupart des gens qui sont dans la banque de disponibilité du ministère de l'Éducation sont payés par le ministère de l'Éducation tant et aussi longtemps qu'ils ne sont pas sortis de la banque. Nous avons fait des concours. Je vous remercie de votre question, parce que cela m'a intéressé de suivre les concours des gens qui sont en disponibilité, les professeurs du système de l'éducation. Il y avait 58 postes de professionnels plus des postes de soutien administratif. Pour les 58 postes de professionnels, nous avons eu autour de 400 demandes de gens qui, à 95%, étaient des diplômés universitaires qui avaient déjà une certaine période d'années d'accumulées dans le système de l'éducation qui nous ont dit: Cela nous tente de laisser notre sécurité de l'éducation, même s'il y a une certaine sécurité ici, mais les heures de travail sont beaucoup plus longues dans la fonction publique, surtout au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme; souvent les chefs d'entreprises travaillent le soir. Les gens nous ont dit: Cela nous tente d'aller là, parce que c'est un défi nouveau, et il semble qu'on peut participer au développement économique du Québec. Il y a eu d'excellents candidats et d'excellentes candidates.

Le recrutement a très bien fonctionné, mais à compter du 1er janvier 1987, il faudra assumer la totalité de leurs salaires. Ces sommes d'argent sont virées aux crédits du MICT pour assumer leurs salaires du 1er janvier 1984 au 31 mars 1984.

M. Bourbeau: Est-ce que le ministre a un aperçu du salaire moyen de ces employés?

M. Biron: Il y a 92 employés additionnels dont 6 cadres à un salaire moyen de 46 900 \$ par année; 59 professionnels à 37 800 \$ et 27 postes de

soutien de 21 500 \$. C'est le salaire moyen des gens qui sont déjà dans notre système, d'une façon ou d'une autre.

Il n'y a pas de baisse de salaire pour les gens qui viennent du réseau de l'éducation.

M. Bourbeau: Non, cela m'aurait beaucoup étonné qu'il y ait des baisses de salaire au sein de la fonction publique. Selon le calcul assez simple que je faisais, vous réclamez 1 000 000 000 \$ pour trois mois. On doit donc envisager que ce sera 4 000 000 000 \$ pour toute l'année. Comme vous avez une centaine d'emplois, cela revient à une moyenne de 40 000 \$ à peu près par emploi. Est-ce que je me trompe ou si c'est à peu près cela?

M. Biron: Oui, on a compté neuf paies du 1er janvier au 31 mars. Nous avons un budget de 3 092 000 \$. J'ai les chiffres devant moi qui nous disent que ces postes vont nous coûter 3 092 000 \$ par année. On a prévu 1 098 000 \$ probablement pour certains ajustements pour les autres personnes qui auraient pu être transférées d'un ministère à l'autre, ces quelques postes.

M. Bourbeau: Vous avez 1 000 000 \$ de trop. Si je comprends bien, vous avez prévu 3 000 000 \$ pour l'année. Vous avez 1 000 000 \$ pour trois mois. Vous allez arriver avec 1 000 000 \$ de trop à la fin de l'année.

M. Biron: Non, c'est possiblement pour certains autres postes qui ont dû être transférés à d'autres ministères, au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Bourbeau: 1 000 000 \$ sur 4 000 000 \$, c'est une erreur de 25%. Ce n'est pas anormal avec le gouvernement actuel. On va passer à autre chose, M. le ministre, si vous n'avez pas d'objection. Dans l'énoncé complémentaire aux politiques budgétaires du gouvernement, on fait état des activités budgétaires, des activités financières, dépenses budgétaires par ministère. Le livre bleu que M. Parizeau nous a remis en même temps que son discours. Au sujet du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, on se rend compte que lors du discours sur le budget de mars dernier, vous aviez un budget de 251 500 000 \$ et qu'avec les prévisions révisées après les mesures, on est à 255 100 000 \$. C'est donc dire que depuis le début de l'année courante, votre budget n'a augmenté que de 3 600 000 \$. Est-ce que c'est exact?

M. Biron: Je voudrais simplement vérifier les chiffres avec le député de Laporte. Peut-être qu'il aurait une autre

question en attendant. Je vais avoir la réponse exacte là-dessus. Je répondrai aussitôt qu'on aura les informations nécessaires.

Bell Helicopter

M. Bourbeau: Tout à l'heure, vous nous avez parlé de Bell Helicopter qui doit venir s'installer dans la région de Mirabel. Il y avait eu un problème en ce qui concernait la langue de travail chez Bell Helicopter. Vous avez fait des déclarations, M. le ministre, à savoir que vous auriez rassuré les dirigeants américains sur le climat socio-économique du Québec car les préférences, semble-t-il, allaient vers l'Ontario. Vous avez assuré que le Québec serait compréhensif en matière de langue d'éducation. Je lis cela à partir d'un extrait du journal. Pouvez-vous nous donner des détails sur ces assurances que vous avez données à Bell Helicopter en ce qui concerne l'application de la loi 101?

Le Président (M. Jolivet): M. le ministre.

M. Biron: C'est un dossier sur lequel ont travaillé très longuement à la fois les gens du gouvernement fédéral et ceux du gouvernement du Québec, autant au niveau ministériel qu'au niveau des hauts fonctionnaires. C'est un dossier majeur et très important pour le Québec, surtout dans la région de Mirabel, où on voit que c'est un moteur de développement. Bien sûr, personnellement, j'ai rencontré, peut-être à une dizaine de reprises, les dirigeants de Bell Helicopter; mes fonctionnaires les ont rencontrés très souvent; la même chose aussi, je pense bien, du côté du gouvernement fédéral, en plus des autres ministres québécois, soit le ministre des Finances ou le ministre du Commerce extérieur. C'est sûr qu'une entreprise qui arrive des États-Unis, qui entend toutes sortes de nouvelles, de rumeurs, qui voit des coupures de presse, souvent va s'inquiéter un peu et il faut dire la vérité à ces gens-là. Vis-à-vis de ce qui regarde la langue d'éducation et la langue de travail, j'ai dit: Je vais faire en sorte de vous faire rencontrer les ministres responsables et nous ferons le nécessaire pour que les lois s'appliquent de la façon la plus souple possible.

En d'autres termes, vous n'aurez pas un paquet et une tonne de paperasse à remplir. Un exemple, concernant la langue de l'éducation, on sait que les gens qui viennent de l'extérieur pour travailler au Québec temporairement - des emplois temporaires pour plus de six ans, je n'en connais pas beaucoup - ont le droit à deux exemptions, additionnées de trois ans chacune, pour envoyer leurs enfants à l'école anglaise, s'ils veulent le faire. Mais, pour cela, il faut

chaque fois, remplir des formulaires. J'ai dit aux dirigeants de Bell Helicopter: Je suis prêt à mettre un de mes fonctionnaires avec vos gens pour les aider à remplir les formulaires nécessaires. D'une façon ou d'une autre, vous allez respecter la loi, mais au lieu d'être bien compliqué pour votre monde, ce ne sera pas compliqué. Nous, on va remplir les formulaires. Vos gens, d'une façon ou d'une autre, ils viennent temporairement.

D'ailleurs, le président, M. Atkins, nous avait dit: Mon objectif, c'est d'avoir le maximum de Québécois et de Québécoises possible. C'est sûr que, pour partir, cela me prend beaucoup plus de mes gens qui vont venir du Texas. Alors, je leur ai dit: Voulez-vous, on va vous aider à remplir vos formulaires? On va vous avoir tout de suite vos permissions qui sont prévues par la loi et on fera en sorte qu'au bout de trois ans, ce ne sera pas compliqué, encore une fois, à remplir des tonnes de paperasse pour que vos gens puissent envoyer leurs enfants à l'école anglaise, comme ils en ont le droit d'après la loi. On va vous aider là-dessus. Il me semble que cela a été une ouverture importante.

Concernant la langue de travail et la traduction de tous les manuels d'enseignement, de tous les manuels de pièces qui existent présentement au Texas, qui sont en anglais - ils ne sont pas encore en français, c'est une entreprise qui travaille exclusivement aux États-Unis présentement - on a dit: On va vous faire rencontrer les dirigeants, particulièrement le ministre responsable de la loi 101, et vous allez voir avec lui quelle sorte de flexibilité on peut avoir. Et, depuis ce temps, ils ont rencontré à la fois le président de l'Office de la langue française et le ministre responsable des Communautés culturelles et de l'Immigration et ils ont discuté.
(20 h 20)

La semaine dernière encore, j'ai parlé avec le président de Bell Helicopter ou le responsable de Bell au Canada, M. Atkins, qui m'a dit qu'il avait à peu près des réponses à toutes ses interrogations, incluant les lois du travail, la CSST et un tas de choses sur lesquelles ils se posaient des questions. Or, il semble que, à mon point de vue, les problèmes soient à peu près tous réglés. Nous devons nous reparler cette semaine s'il reste des choses qui ne sont pas entièrement claires, mais il est sûr qu'il y aura un protocole d'entente signé entre Bell et le gouvernement fédéral, d'une part - en ce qui regarde les subventions, on s'est entendu qu'on canaliserait par un seul gouvernement et là-dessus nous avons donné notre accord à M. Lumley - et d'autre part, il y aura aussi un protocole d'entente entre Bell et les différents ministères du gouvernement du Québec pour faire en sorte

que ce soit très clair pour eux.

M. Bourbeau: Alors, vous faites un protocole d'entente entre Bell Helicopter et les différents ministères du gouvernement du Québec en ce qui concerne l'application de la loi 101, si je comprends bien.

M. Biron: Et tous les autres points qu'il y avait, incluant les lois du travail, le zonage agricole - c'est un exemple, parce que, dernièrement ils ont changé de terrain, ils sont allés quelques milles plus au nord, alors que le premier terrain il n'y avait à peu près pas de problèmes de zonage agricole, sur le deuxième, il y a une partie du terrain qui est zonée agricole et ils doivent demander la permission à la Commission de protection du territoire agricole - Il y a beaucoup de choses comme cela, de petits problèmes très techniques à régler, mais c'est sûr que, pour une entreprise qui arrive du Texas et qui veut s'installer - M. Atkins m'a dit qu'il espérait commencer à construire en 1984 - il faut faire en sorte que tous ces petits problèmes soient réglés.

Alors ce qu'on a fait, on a pris un de nos fonctionnaires du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme et on lui a dit: Vous êtes responsable du dossier Bell, vous allez essayer de suivre, avec les gens de Bell, et s'ils ont besoin d'aide pour les différents ministères du gouvernement, qu'on puisse faire en sorte que cela aille le plus rapidement possible, tout en respectant les lois actuelles. Je pense que les gens de Bell ont bien compris.

M. Bourbeau: Je comprends les efforts que fait le ministre pour nous répéter à plusieurs reprises que ce sont de petits problèmes - il a employé l'expression à plusieurs reprises - mais vous mettez tellement d'emphase pour nous dire que ce sont des petits problèmes, que je commence à me demander si ce ne sont pas de gros problèmes. Puisque, normalement, lorsqu'une entreprise va s'installer dans une province, ce n'est pas un problème, les questions de langue ou les questions que vous évoquez, il semble que dans le cas de Bell Helicopter, on vous ait mis sérieusement au pied du mur en ce qui concerne la loi 101 et les tracasseries qu'elle peut apporter à cette compagnie qui est une compagnie qui, comme vous le dites, vient du Texas et qui semble s'être préoccupée drôlement des problèmes que créait la loi 101 pour un investisseur étranger.

M. Biron: Je veux informer le député de Laporte, quand je dis "un petit problème". Ce qui se passe, dans le fond, c'est que les gens de Bell sont venus à plusieurs reprises au Québec. Je donne seulement un exemple

pour vous dire dans le fond les tracasseries que cela peut apporter, mais qu'on peut résoudre en discutant avec eux. Ils sont venus dans le courant de l'été et, en hélicoptère, avec la Société immobilière du Canada, de Mirabel, ils ont survolé le terrain et la Société immobilière du Canada, qui est propriétaire des terrains à Mirabel, leur a montré un terrain au coin de l'autoroute des Laurentides, tout près de Boisbriand et a dit aux gens de Bell: C'est sur ce terrain que vous devriez vous installer, c'est le meilleur terrain disponible, etc. Bell décide de s'installer sur ce terrain, nous faisons la conférence de presse en annonçant que Bell s'installera sur ce terrain.

Une fois revenu à Québec, je demande à mes gens: Voulez-vous me dire si ce terrain est vraiment le meilleur choix, parce que, lors du choix du terrain je n'étais pas présent. Mes gens me disent: Il y a des problèmes, ce n'est pas un terrain qui a une capacité de support très élevée et, en plus, il y a deux gros ravins sur le terrain et on est à un kilomètre de la meilleure zone résidentielle de Sainte-Thérèse. Mes gens me disent: Nous pensons que Bell va avoir des problèmes à moyen terme avec ce terrain.

J'ai rencontré, la semaine suivante, le président de Bell, M. Atkins. Je lui ait expliqué les craintes que nous avions en disant: C'est votre choix, si vous décidez de rester sur ce terrain, je l'accepte. Si vous pensez qu'on fait mieux de regarder ailleurs, nous avons tous les plans sur tous les terrains possibles. Nous allons vous aider là-dessus. Il m'a dit: C'est la Société immobilière du Canada qui m'a amené là-dessus. Je lui ai dit: C'est votre choix. Je suis prêt à accepter votre choix. La seule chose, c'est que je mets à votre disposition des ingénieurs qui vont vous aider à ce sujet. Le résultat de cela, c'est que Bell s'est tassée de trois milles plus au nord.

Je ne vous dis pas que la Société immobilière du Canada était de mauvaise foi. Je vous dis seulement ce qui est arrivé dans le fond. Chacun a travaillé très honnêtement pour essayer d'aider Bell à se décider rapidement, à prendre une bonne décision et nous voilà aux prises avec un peu de tracasseries et de la paperasse. Que voulez-vous que j'y fasse? La seule chose, c'est que notre rôle est d'aider Bell à s'installer le plus rapidement possible et le mieux possible à Mirabel. Je vous donne un exemple. Il pourrait y avoir bien d'autres exemples comme cela que je pourrais vous citer d'un niveau de gouvernement ou d'autres niveaux de gouvernement, mais on s'est entendu, M. Lumley et moi, pour tenter de faire en sorte que Bell se sente le plus à l'aise possible à Mirabel et c'est ce qu'on est en train de faire.

M. Bourbeau: M. le Président, je ne

veux pas m'attarder trop longtemps sur ce sujet, parce que le ministre peut nous faire une conférence qui va durer une demi-heure. Je note seulement que le ministre n'a pas soufflé un mot de la loi 101 dans la belle réplique qu'il vient de nous faire.

Le MICT à Montréal

Je voudrais maintenant passer, M. le ministre, à un autre sujet totalement différent. Il s'agit des locaux que votre ministère occupe à Place Ville-Marie à Montréal. Depuis une quinzaine d'années, le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme était locataire d'une superficie d'environ trois étages, je crois, à Place Ville-Marie. Il semble que le bail se termine cette année et qu'on est en face d'un déménagement. Le ministère, semble-t-il, va déménager ses pénates ailleurs dans un autre édifice du centre-ville. Le ministre pourrait-il nous dire si les nouveaux locaux que vous allez occuper sont des locaux comparables à ceux que vous aviez avant, si les coûts de votre loyer vont être inférieurs, enfin pas supérieurs à ce que vous auriez payé à Place Ville-Marie? De quelle façon avez-vous procédé pour octroyer le contrat de ce bail? Y a-t-il eu des soumissions publiques? J'aimerais que vous nous informiez d'une façon générale.

M. Biron: En ce qui regarde les locaux, ce ne sont pas les ministères qui sont directement responsables des locaux. Il faut passer par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, qui demande des soumissions publiques. Dans notre cas, le bail qui était pour une période de dix ou quinze ans - en tout cas, pour un assez long terme - vient à échéance en 1984. Or, il y a beaucoup de gens qui voulaient qu'on emménage chez eux, mais, chaque fois, je leur ai dit: Il y a des soumissions publiques et vous vous organiserez pour faire l'offre au meilleur coût possible, y compris aux propriétaires de Place Ville-Marie, que j'ai rencontrés à quelques reprises. Je les ai encouragés en leur disant: Faites la meilleure soumission possible et, bien sûr, dans les coûts de la soumission, nous allons inclure les coûts de déménagement, parce que, si on déménage, tout le monde sait qu'un déménagement coûte de l'argent. Il y a certains frais pour déménager.

Lorsqu'on a demandé des soumissions publiques, par le biais du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, j'apprends après coup que les gens de Place Ville-Marie n'ont pas soumissionné. Ils ne sont pas venus en soumissions publiques en se disant: Nous nous réservons le droit de négocier après les soumissions un prix direct avec le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Je ne pouvais pas

intervenir là-dessus. Tout ce que j'ai fait, c'est de passer le message à mon collègue du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement en lui disant: Que fait-on avec cela? Il m'a dit: Ce n'est jamais arrivé qu'on ait négocié directement après être allé en soumissions publiques. Le fait d'aller en soumissions publiques et que les gens de Place Ville-Marie n'aient pas soumissionné, cela les exclut automatiquement.

Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a maintenant réservé à la Place Mercantile, sur la rue Sherbrooke, à quelques coins de rue de Place Ville-Marie. Il faudra qu'ils aménagent là-bas avec le ministère du Commerce extérieur et, dans un an d'ici, avec la Société de développement industriel du Québec parce qu'on veut faire un guichet unique de ces organismes et de ces ministères à vocation économique pour faciliter aux chefs d'entreprise la possibilité d'obtenir les services nécessaires dans la grande région de Montréal.

Quant au loyer que nous paierons, je ne sais pas si on a les informations ici ou s'il faudrait passer par les Travaux publics. Si vous tenez à savoir le prix exact, il me fera plaisir de demander à mon collègue des Travaux publics de déposer le document. Si vous voulez mon avis, personnellement, j'aurais bien aimé demeurer à Place Ville-Marie - peut-être pour une question de choix - mais s'ils n'ont pas soumissionné, il sera impossible pour le gouvernement de les accepter.

M. Bourbeau: Le ministre nous dit que les locataires actuels, le bailleur actuel n'a pas soumissionné. Vous avez demandé des soumissions publiques et le bailleur actuel n'a pas soumissionné. Vous vous trouviez donc dans l'impossibilité, selon les règles normales des soumissions, d'aller négocier, après coup, avec votre bailleur.

M. Biron: C'est exact.

M. Bourbeau: Vous avez rencontré personnellement les propriétaires de Place Ville-Marie et vous les avez incités à soumissionner, n'est-ce pas?

M. Biron: J'ai rencontré les représentants des propriétaires de Place Ville-Marie, qui sont venus me voir à quelques reprises à l'époque, cela fait tout près d'un an maintenant, et je les ai encouragés à soumissionner en disant qu'après les soumissions, bien sûr, il serait tenu compte des frais de déménagement. Cela aurait pu être à l'avantage de Place Ville-Marie, mais étant donné qu'ils ne se sont pas présentés aux soumissions publiques, c'était impossible pour mon collègue de les accepter.

(20 h 30)

M. Bourbeau: Très bien. Si les faits sont tels que vous les rapportez, il n'y a pas de problème. On ne peut pas s'opposer à cela.

Chantier naval de Marine

Je voudrais maintenant passer à un autre dossier, puisque nous avons quand même un temps limité. Il s'agit de Marine Industrie et plus particulièrement du chantier naval de Marine Industrie qui est complètement fermé depuis un certain temps.

Évidemment, les employés du chantier naval sont très pessimistes et tristes de voir qu'il n'y a pas de travail. Récemment, on entendait dire, dans les journaux de fin de semaine, que Marine Industrie tentait de négocier un contrat pour la réparation d'un navire américain. Est-ce que le ministre pourrait nous donner une idée de l'état du dossier en ce qui concerne Marine Industrie? Est-ce que le gouvernement du Québec tente de rouvrir le chantier naval de Marine ou si votre politique tend plutôt vers la fermeture du chantier naval? Est-ce que vous faites des efforts pour tenter de trouver du travail pour ces gens? Enfin, quelle est votre politique?

M. Biron: Il y a eu une réflexion profonde de la part de la Société générale de financement et des gens de Marine sur l'avenir du chantier naval de Marine après le fameux événement des bateaux grecs dont nous avons discuté ici, dans cette Chambre, il y a déjà une couple d'années. À l'époque, j'ai beaucoup questionné, comme vous, alors que j'étais dans l'Opposition, sur tout ce qui arrivait à ce contrat des bateaux grecs qui avait été signé il y a une dizaine d'années.

M. Bourbeau: C'était autre chose, quand vous étiez dans l'Opposition, M. le ministre.

M. Biron: Exact, M. le député de Laporte. Le gouvernement a demandé à la Société générale de financement et à Marine d'avoir une réflexion profonde sur l'avenir du chantier naval. La réflexion a eu lieu et depuis quelques années, la décision est prise de conserver le chantier naval et les activités du chantier naval de Marine à Sorel. Bien sûr, il y a eu moins d'activités navales dans le monde entier et au Canada. C'était difficile de conserver la même force ouvrière. Il reste quand même que nous avons fait des efforts inouïs pour décrocher des contrats un peu partout dans le monde et, en particulier, au Canada. Nous avons signé, dernièrement des contrats pour plusieurs petits bateaux qui ont été faits et nous avons également signé un contrat pour deux brise-glace avec le gouvernement canadien. La construction des deux brise-

glace devrait commencer dans le courant de l'hiver 1984, en février-mars possiblement. Nous avons, pour la fin 1985, trois coques de frégates - le fameux contrat des frégates de la Marine canadienne - qu'il faudra commencer vers la fin de 1985. Bien sûr aussi, nous cherchons d'autres travaux, soit de réparation ou de construction, qu'on pourra faire entre-temps.

Il s'agit aussi de réaliser que le chantier naval de Sorel n'est pas un chantier qui peut prendre des navires de très grand tonnage, comme le chantier de Davie à Lauzon, qui peut prendre même des porte-avions, de très gros navires. À Sorel, ce n'est pas facile parce qu'il faut passer entre deux piliers du pont. Alors, il faut prendre des navires de plus petite taille. Mais quand même, nous prétendons qu'il y a des possibilités dans ce domaine-là. Nous sommes aussi à regarder d'autres possibilités, comme les plates-formes sous-marines. Ce sera difficile de faire la plate-forme au complet à Sorel, mais il y a peut-être lieu de faire certaines parties de plates-formes semi-sousmersibles ou submersibles pour les forages dans les mers, à condition de faire ces parties-là et peut-être d'ajuster ou de faire le montage des parties à Lauzon, chez Davie. Alors, il y a des discussions qui ont lieu entre les deux chantiers pour voir s'il n'y en a pas un qui pourrait être complémentaire de l'autre, en travaillant ensemble sur certains contrats. Donc, une certaine forme de stratégie de marketing qui ferait en sorte de renforcer la présence québécoise dans les chantiers navals.

Quoi qu'il en soit, à propos du chantier de Marine, c'est: Oui, nous voulons continuer dans le chantier naval et oui nous cherchons de nouveaux contrats, même si ce n'est pas facile à l'heure actuelle; mais dans le cas de la réparation du navire que vous avez mentionné tout à l'heure, il y a des contacts fréquents entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec et Marine Industrie puisque, si nous prenons ce contrat-là, il faudrait donner des garanties de quelque 25 000 000 \$, dont la moitié serait garantie par le gouvernement fédéral et la moitié par le gouvernement du Québec; ce qui nous oblige... Dans ces très gros contrats, d'une façon ou d'une autre, il y a toujours les deux paliers de gouvernement qui sont impliqués.

Marine fait aussi des grosses pièces électriques comme des turbines. Le marché, bien sûr, a diminué parce qu'on construit un peu moins de barrages. Et Marine fait aussi des wagons de chemin de fer; là aussi le marché a diminué au cours des dernières années. Mais, dans ces deux secteurs-là, c'est sûr que Marine veut continuer à être très présent sur le marché canadien.

M. Bourbeau: Je ne sais pas si le

ministre entend les paroles que je ne prononce pas, mais je n'ai pas parlé tantôt de réparation d'un navire. Le ministre dit: Dans le cas de réparation d'un navire dont le député a parlé tout à l'heure. Je n'ai parlé d'aucune réparation de navire. Mais si le ministre veut nous en parler, vous pourrez peut-être nous annoncer des choses.

M. Biron: Je m'excuse, M. le député. C'est parce que vous avez cité un journal de fin de semaine et, sur ce journal de fin de semaine, on nous parlait d'un navire à réparer par Marine. C'est à la suite de votre citation du journal de fin de semaine.

M. Bourbeau: Le contrat américain.

M. Biron: Le contrat américain.

M. Bourbeau: Ah bon, bon! D'accord.

M. Biron: Ce n'est pas pour la construction d'un navire mais c'est pour la réparation d'un navire.

M. Bourbeau: Ah! C'est parce que ce n'est pas très explicite dans le journal et je croyais que c'était pour la construction d'un navire.

Alors si je comprends bien les propos du ministre, il y a déjà des contrats qui seraient signés avec le gouvernement fédéral pour la construction de deux brise-glace à Marine Industrie, la construction débutant en 1984. C'est cela?

M. Biron: Exact. La construction va débuter au printemps 1984. En plus, j'ai oublié - il y a une soumission qui sort du ministère des Transports du Québec pour deux traversiers.

M. Bourbeau: ...en parler, moi.

M. Biron: Bien sûr, les deux chantiers maritimes du Québec vont soumissionner et c'est celui qui aura le meilleur prix qui va obtenir le contrat. C'est possible aussi qu'il y ait un navire construit à chaque endroit.

M. Bourbeau: Une chose qui nous perturbe un peu, c'est que, récemment, un traversier qui fait la navette entre Sorel et l'autre côté de la rive, le Lucien L. a été endommagé il y a un mois ou deux et a nécessité des réparations. On se demande pourquoi - peut-être que le ministre pourrait nous éclairer là-dessus - on l'a fait réparer à Lauzon, dans le comté du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, plutôt que de le faire réparer à Sorel qui est à côté. Je ne comprends pas la raison pour laquelle vous avez fait réparer le navire à Lauzon plutôt qu'à Sorel, puisqu'il fait la traverse de Sorel.

M. Biron: Je ne le sais pas non plus, M. le député. Je vais m'informer, parce que d'abord, je n'ai pas su que ce navire avait été réparé. C'est possible qu'il ait été fabriqué à Lauzon et que, compte tenu que le chantier de Lauzon avait les plans, cela coûtait moins cher, mais je pourrai vérifier et vous donner la réponse là-dessus.

M. Bourbeau: Ah oui! ce serait intéressant, parce que cela semble un peu étrange qu'on ait fait réparer un navire à 150 ou 200 kilomètres, alors qu'il y a un chantier naval à côté.

La Société des alcools du Québec

Si vous voulez, M. le ministre, comme le temps passe, j'aimerais passer à un autre dossier qui vous tient bien à coeur. Il s'agit du dossier de la Société des alcools du Québec. Récemment, le nouveau président de la Société des alcools faisait des déclarations à la presse qui allaient dans le sens d'une privatisation ou d'une vente à l'entreprise privée des magasins de la Société des alcools. La déclaration a fait la une de plusieurs journaux. Essentiellement, le nouveau président annonçait que, dans un délai très court - il parlait de quelques mois à peine - on verrait les succursales de la Société des alcools remises à l'entreprise privée, probablement sous forme de franchise. Le président déclarait également que la Société des alcools mettrait probablement fin à son activité d'embouteillage pour remettre cela également à l'entreprise privée. Je voudrais demander au ministre quelles sont les véritables intentions du gouvernement. Avez-vous vraiment l'intention, à court terme, comme le nouveau président de la Société des alcools semblait l'indiquer, de remettre à l'entreprise privée les succursales de la Société des alcools? Quel échéancier considérez-vous? Voulez-vous le faire sur une certaine période de temps, une période de plusieurs années ou de plusieurs mois? Quels critères allez-vous retenir quand vous allez remettre, si vous le faites, à l'entreprise privée les succursales? Allez-vous demander des soumissions? Allez-vous le faire de gré à gré? Est-ce que ce sont les amis du régime qui auront les premiers choix? Enfin, pourriez-vous nous donner les derniers renseignements là-dessus, parce que beaucoup de gens au Québec se posent des questions à ce sujet?

M. Biron: Je vous remercie de votre question, M. le député de Laporte. D'abord, le président a bien dit que c'était une des hypothèses. Il faut quand même retourner quelques années en arrière pour réaliser qu'il y a six ans, le gouvernement du Parti québécois, a donné la permission aux

dépanneurs, aux épiceries de vendre du vin: du vin de table ordinaire plus quelques marques d'appellation contrôlée. Or, il y a dix ans, c'étaient exclusivement les magasins de la Société des alcools qui vendaient le vin et les spiritueux. On a permis à 10 000 points de vente de vendre à peu près 33% du vin. Le tiers du vin est maintenant vendu en épicerie. La nouvelle loi qui a été adoptée au mois de juin permettait aux épiceries de vendre d'autres marques de vin additionnelles. Nous croyons qu'au cours des deux prochaines années, 50% du vin sera vendu en épicerie. Là, il faut se poser la question: Qu'est-ce qu'on fait avec nos magasins? Est-ce obligatoire, dans la grande philosophie des gouvernements, que le gouvernement demeure dans la vente de spiritueux et de ce qui reste de vin qui n'est pas vendu en épicerie?

(20 h 40)

La réponse, c'est que ce n'est pas obligatoire, à condition qu'à un niveau donné, nous puissions contrôler la vente de vins et spiritueux, c'est-à-dire au niveau d'un grossiste de première distribution. Nous avons demandé au président de la Société des alcools de regarder s'il n'y avait pas d'autres possibilités pour la vente de vins et spiritueux, que ce soit le gouvernement lui-même, ou que ce soient d'autres gens du Québec qui pourraient faire le même travail à meilleur marché. Donc, cela pourrait profiter aux consommateurs et, en même temps, le gouvernement serait assuré de certains revenus.

Une des possibilités, c'est de donner des franchises, mais, encore là, j'ai dit à plusieurs reprises que, peu importe la décision que nous allons prendre, et elle est loin d'être prise, les travailleurs et les travailleuses de la Société des alcools seront privilégiés. Cela veut dire qu'il y a deux syndicats chez nous. Le Syndicat des employés de magasins et le Syndicat des directeurs de succursales. Ces gens vont être privilégiés. On est à travailler là-dessus - encore là, je vous dis que la décision est une des hypothèses - et de regarder s'il n'y aurait pas possibilité d'organiser des coopératives de travailleurs. C'est une des hypothèses où le travailleur, celui qui est là à l'heure actuelle, pas celui de l'extérieur, celui qui est là, pourrait continuer de faire ce qu'il veut faire présentement parce que je pense qu'il le fait assez bien, d'autant plus qu'on a entraîné notre personnel. Si vous allez dans la plupart des succursales, vous allez avoir une excellente réception. Vous allez avoir des gens qui connaissent le vin, qui connaissent les spiritueux et qui vous donnent des conseils, telle sorte de vin avec telle sorte de repas. Je trouve cela intéressant. J'ai le temps d'aller jaser un peu avec ce monde.

Il n'y aura pas de don de succursales

aux "amis du régime" comme cela se faisait à l'époque du Parti libéral. Ce n'est pas cela. Tout ce qu'il va y avoir, ce sera d'abord de privilégier les travailleurs et les travailleuses, ceux et celles qui sont là, qui sont protégés par un syndicat. S'ils veulent en profiter, bien sûr, il y aura certaines règles, une certaine réglementation comme dans n'importe quelle franchise au Québec. Cette suggestion et d'autres suggestions sont à l'étude présentement à la Société des alcools. Je sais qu'il y a eu beaucoup de discussions déjà entre le président de la Société des alcools et les représentants des travailleurs qui sont intéressés dans les différentes succursales, mais je crois que nous devrions, dans le courant de l'année 1984, prendre des décisions finales là-dessus. Il est cependant déjà assuré, premièrement, qu'il n'y aura pas de chaînes Steinberg, Provigo, Métro, qui vont mettre la main là-dessus, il n'y aura pas de monopole privé. Ce sont des individus qui vont être propriétaires et, à mon point de vue, je privilégie la formule coopérative où les travailleurs des magasins sont propriétaires de leur magasin tant et aussi longtemps qu'ils travaillent dans le magasin. Le jour où le travailleur s'en va, il n'est plus propriétaire, c'est le nouveau travailleur qui devient propriétaire parce que, dans le fond, cela ne coûte pas tellement cher. Il n'a que le stock à payer et le stock est revendable. Je pense que cela ne se perd pas, des spiritueux et du vin.

C'est une formule qu'on est en train de mettre de l'avant, d'étudier avec les gens de la Société des alcools, avec les travailleurs, les travailleuses concernés et leurs syndicats.

M. Bourbeau: Si je comprends bien, la formule que vous privilégiez, c'est exactement la formule de Tricofil.

M. Biron: Pas du tout. On s'entend sur le fait que les coopératives de travailleurs dans le commerce, cela n'existe pas à l'heure actuelle. On n'a même pas le droit, par la loi, d'avoir des coopératives de travailleurs de commerce. On a le droit d'avoir des coopératives de travailleurs de production. Je pense que c'est tout près, vous me le dites, c'est vrai. Mais il y aura un petit changement à la Loi sur les coopératives à apporter. Ceux et celles qui sont à l'heure actuelle dans les magasins de la succursale, pourvu qu'on les encadre dans un plan de gestion et dans des contrats de franchisage, je pense que ces gens sont assez compétents pour continuer à faire l'excellent travail qu'ils font présentement, mais cette fois le faire à leur compte. Finalement, on va montrer à des travailleurs et des travailleuses à devenir indépendants financièrement, à être à leur compte, à être chacun son propre patron. Je trouve que c'est intéressant comme formule d'avenir.

M. Bourbeau: Sauf qu'ils ne seront pas vraiment à leur compte. Ils vont être à leur compte dans la mesure où ils vont demeurer à l'emploi de la coopérative, mais, à partir du moment où ils vont laisser l'emploi, même s'ils ont investi dix ans ou quinze ans de leur vie, quand c'est terminé, il ne reste rien. Ils n'ont absolument rien accumulé de profits ou de biens là-dedans. Cela passe aux gens qui vont les suivre dans la coopérative. Donc, on ne peut pas dire vraiment qu'ils vont avoir un intérêt à faire progresser, si je puis dire, l'entreprise, parce qu'ils n'ont pas d'intérêt réel, personnel dans l'affaire. De toute façon, on a eu le Tricofil du textile, il y aura le Tricofil des vins. Je trouve cela intéressant. On pourra en reparler à l'Assemblée nationale.

M. Biron: M. le député de Laporte...

M. Bourbeau: J'ai une question additionnelle. M. le ministre, vous pourrez répondre en même temps. C'était une remarque que je faisais.

M. Biron: D'accord.

M. Bourbeau: C'était une remarque que je faisais simplement au sujet des déclarations du président de la SAQ qui parlait de la possibilité d'ouvrir le soir, d'inclure de la charcuterie dans les ventes ainsi que des fromages. Cela soulève un problème parce que cela ferait concurrence à d'autres commerces semblables qui souvent sont logés à la porte voisine des succursales de la Société des alcools - les dépanneurs ou même les magasins qu'on appelle des "délicatessen". Est-ce que cela ne créerait pas un problème? Est-ce qu'en voulant aider à diversifier, ou à franchiser vos succursales, vous ne créeriez pas un problème en mettant en faillite littéralement un paquet d'autres entreprises québécoises qui souvent cohabitent dans les centres commerciaux avec les magasins de la Société des alcools?

M. Biron: D'abord, je veux répondre à votre première remarque. Vous ne semblez pas avoir confiance en la capacité des travailleurs et des travailleuses du Québec de gérer des commerces. Cela me déçoit un peu. Je pense que vous vous êtes mal exprimé là-dessus et je voudrais vous entendre vous excuser vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses de penser qu'ils ne sont pas capables de gérer comme du monde. Je pense que, surtout dans un commerce assez simple à gérer, l'achat et la vente de spiritueux et de vins, nos gens - à condition de leur donner l'encadrement et l'entraînement nécessaires - qui sont présentement dans les magasins de la Société des alcools sont capables de faire un excellent travail. En tout cas, moi, je leur

rends hommage parce que je trouve qu'il y a beaucoup de compétence de ce côté-là.

Sur la question que vous posez concernant certains fromages fins ou certaines viandes fines, si on demande à des gens de travailler à leur compte, c'est sûr qu'il faut les assurer d'un certain revenu. Nous, on croit que, de plus en plus, il va se faire des dégustations de vins et fromages, de choses comme cela. On ne veut pas qu'à travers nos magasins de la Société des alcools, on vende toutes sortes de choses. Mais vendre certaines viandes fines, certains fromages fins, nous ne croyons pas que cela nuise aux autres épiciers, aux dépanneurs qui, autour, vendent tout ce qui reste de nourriture, d'alimentation.

Campagne sur la modération

M. Bourbeau: M. le ministre, toujours au sujet de la question du vin - je reviendrai tout à l'heure à la question du Tricofil des vins - votre nouveau président de la SAQ - on en avait parlé ici une fois à l'Assemblée nationale, mais je voudrais, maintenant qu'on a quelques minutes, en reparler encore - a déclaré qu'il voulait mettre fin à la campagne de modération. On sait que la Société des alcools, depuis un certain temps, prêche la modération dans la consommation du vin. On faisait à la télévision une certaine publicité à savoir que "la modération a bien meilleur goût". On disait aux gens: Buvez du vin, mais avec modération. Cela répondait, je pense, à certains objectifs socio-économiques. Maintenant, le nouveau président a déclaré que, dorénavant, on mettrait fin à cette campagne et qu'au contraire, on accentuerait la campagne visant à convaincre les gens de boire plus de vin. Il disait que si on buvait plus de vin, évidemment, ce serait plus payant pour le gouvernement. Ce qui n'est pas faux, bien sûr, mais, par contre, on peut se demander jusqu'à quel point on peut encourager la consommation d'alcool. Pour montrer qu'il avait raison, vous avez déclaré vous-même, ici à l'Assemblée nationale - vous vouliez donner tort à l'Opposition - qu'au Québec, on consommait 50% moins de vin qu'en Ontario. Vous avez dit que le Québec avait une consommation de 12 litres par habitant par année et l'Ontario, de 18 litres. Je vous ai posé, il y a une semaine ou dix jours, une question à l'Assemblée nationale et je vous ai fait état des données de Statistique Canada à savoir que la consommation en Ontario n'était pas de 18 litres, mais de 10,3 ou 10,8 litres par habitant par année, ce qui, évidemment, remet en question toute l'argumentation que vous aviez faite. Vous avez eu une dizaine de jours pour vous renseigner. Est-ce que vous pourriez nous dire maintenant si vous aviez raison ou si l'Ontario consomme moins

de vin que le Québec?

M. Biron: M. le député, j'ai vérifié les galées depuis ce temps-là et dans le fond... Je ne sais pas si j'ai fait un lapsus ou une erreur. Je voulais dire d'abord la Colombie britannique, au lieu de l'Ontario; quand j'ai cité 18, c'était le chiffre de la Colombie britannique. Deuxièmement, les gens de l'Ontario consomment beaucoup plus de spiritueux que les Québécois. Or, c'est un mélange possiblement entre les deux. Je m'excuse, M. le député, de vous avoir induit en erreur dans ce sens-là.

Sur la question même de la publicité et de la promotion, il faut bien comprendre que les autres embouteilleurs privés font de la publicité pour leurs marques à eux, sans se servir comme autrefois de la campagne de modération. La Société des alcools est à la fois grossiste de première distribution - vente au détail d'une partie - et elle est aussi une firme qui fait concurrence à onze firmes privées, incluant Seagram et les grands du monde du vin qui embouteillent et qui font eux aussi leur propre publicité dans ce sens.

(20 h 50)

Ce que j'ai demandé au nouveau président de la Société des alcools c'est de voir, avec les autres firmes privées, s'il n'y a pas possibilité de faire une promotion, une publicité en commun. Vous allez me dire: Ce n'est pas facile. Ce n'est peut-être pas facile, mais je pense que c'est réalisable, d'autant plus qu'avec les autres firmes privées, la Société des alcools maintenant agit comme un leader dans ce domaine et essaie de les faire économiser sur les achats de bouteilles, d'étiquettes, de caisses, de bouchons et la Société des alcools veut aussi devenir partenaire avec les firmes privées pour vendre sur le marché nord-américain, donc sur le marché des Américains du Nord-Est des États-Unis, où il y a une population d'à peu près 100 000 000 qui est prête à acheter du vin français, italien ou autre, mais surtout du vin français embouteillé au Québec.

M. Bourbeau: M. le ministre, pour revenir une dernière fois à la consommation du vin, je suis d'accord avec vous que tout le monde peut se tromper et, si vous avez fait une erreur en Chambre, vous avez l'occasion de la rectifier. On conçoit que la Colombie britannique, c'est tout près de l'Ontario, vous avez pu vous tromper entre la Colombie britannique et l'Ontario, mais la seule raison pour laquelle je le mentionne c'est que, au moment où vous avez lancé ces chiffres, vous avez dit que le député de Laporte ne connaissait pas son dossier et que s'il connaissait son dossier, il saurait que l'Ontario consomme plus de vin que le Québec. C'est pour cela que je vous ai dit,

simplement pour rectifier les faits, que le député de Laporte ne connaît peut-être pas autant son dossier que le ministre, mais en ce qui concerne l'Ontario on y consomme moins de vin qu'au Québec, c'est la seule raison pour laquelle j'en ai parlé.

M. Biron: Mais, en Ontario, on consomme beaucoup plus de spiritueux qu'au Québec et j'ai noté, à l'occasion, que vous étiez un excellent connaisseur de vin!

M. Bourbeau: Merci, M. le ministre, c'est rare, on va prendre tous les compliments!

La privatisation

Je vais revenir à une autre chose. Tout à l'heure vous nous avez fait un sermon, qui n'était pas très convaincant, sur le fait que vous avez insisté que l'Opposition ne faisait pas confiance aux employés de la Société des alcools et que, si on avait confiance en eux, ils pourraient prendre en charge les succursales éventuelles, etc., et tout un baratin là-dessus. Je veux bien leur faire confiance et je veux bien penser que ce ne sera pas un Tricofil du vin, mais ce sont les employés eux-mêmes qui sont farouchement opposés à votre projet. Je prends ici un extrait du Devoir du 1er décembre où on dit que les syndiqués de la Société des alcools s'opposent farouchement au projet de privatisation; on dit: "Les syndiqués lanceront une vaste campagne publicitaire en février prochain en faveur du statu quo." À deux ou trois reprises on dit que les syndiqués ont été visiblement secoués par la nouvelle, ils ne veulent absolument pas entendre parler de votre projet.

Vous, vous nous dites que vous voulez faire la promotion d'un système qui ferait en sorte que ce sont les employés de la Société des alcools qui prendraient en charge les succursales et vous dites à l'Opposition: Vous n'êtes pas en faveur de donner des responsabilités aux syndiqués. Mais ce sont les syndiqués eux-mêmes qui rejettent votre projet. Alors, comment expliquez-vous votre zèle, si eux-mêmes n'en veulent pas?

M. Biron: M. le député de Laporte, je dois vous dire là-dessus que, lorsque la nouvelle est sortie, une grande nouvelle sortait: La SAQ va être privatisée. Moi, je dis: Ce n'est pas vrai et ce n'est pas si simple, ce n'est pas si facile que cela. D'abord, la SAQ va continuer à demeurer un monopole de grossistes de première distribution pour contrôler tout ce qui se fabrique, tout ce qui se met en bouteilles, tout ce qui se vend, pour que cela passe par un seul goulot, la Société des alcools, où on va pouvoir percevoir les taxes pour les citoyens québécois.

Deuxièmement, lorsqu'on dit: Privatiser, cela veut dire: On vend les magasins à quelqu'un d'autre et les employés perdent leur emploi. Mais ce n'est pas cela du tout, au contraire, j'ai dit et j'ai redit - malheureusement cela a été mal compris au départ par certaines personnes - que, premièrement, ce seraient les employés qui seraient privilégiés, qui seraient protégés, peu importe la décision que nous allons prendre. Je pense que depuis ce temps, il y a eu de bonnes discussions entre le président de la Société des alcools et les représentants des travailleurs. Il y a deux syndicats qui sont fort responsables à la Société des alcools, qui sont capables de discuter avec les dirigeants de la SAQ et qui devraient, si on les laisse négocier convenablement, en arriver à des ententes. Or, il est trop tôt à l'heure actuelle pour se prononcer là-dessus. D'ailleurs, je vous ai bien dit que c'était un des scénarios, moi, je privilégie le scénario de faire confiance aux travailleurs et aux travailleuses et je pense que les gens sont capables de faire un excellent travail à leur compte.

Heures d'affaires

M. Bourbeau: Moi aussi, M. le ministre, mais s'il n'en veulent pas, j'espère que vous n'irez pas les forcer. Enfin, on verra en temps et lieu.

Je voudrais changer de sujet si vous le voulez bien. Je pense que vous vous proposez de déposer, demain, à l'Assemblée nationale, un projet de loi qui va traiter des heures de fermeture des commerces.

Au cours des derniers mois, vous avez fait une consultation auprès des milieux intéressés pour prendre le pouls des commerçants sur la question de la fermeture des magasins. Vous avez produit également un document, une synthèse. Ce document a-t-il été rendu public? Sinon, l'Opposition pourrait-elle en prendre connaissance?

M. Biron: Le document a été rendu public. Je vais demander à mes gens de vous en faire parvenir une copie rapidement. Je crois qu'on avait certainement fait parvenir une copie au critique de l'industrie et du commerce à l'époque. Cela fait déjà un an de cela. Le document a été rendu public. Nous avons eu de nombreuses réponses de la part des associations de commerçants, de nombreuses réponses de la part de commerçants individuellement aussi, de même qu'une certaine quantité de réponses de la part de consommateurs et de consommatrices qui sont intéressés à des degrés différents et aussi de groupes de travailleurs ou de syndicats de travailleurs et de travailleuses.

M. Bourbeau: Je voudrais changer de sujet encore, si vous voulez. Le rapport

annuel de Sidbec n'a pas été déposé, je crois.

M. Biron: Excusez-moi, M. le Président. Je pensais que le député de Laporte aurait une autre question là-dessus. Je veux seulement dire que du côté du gouvernement, nous sommes très ouverts et très flexibles sur le projet de loi qui sera déposé demain. D'ailleurs, nous pourrions écouter les suggestions de l'Opposition et des différents intervenants. Ce n'est pas un problème qui peut se résoudre assez facilement, je pense bien, parce qu'il y a des gens qui veulent ouvrir complètement. D'autres veulent fermer avec beaucoup de restrictions, mais du côté du gouvernement, nous sommes très ouverts pour écouter les suggestions des intervenants. Selon le consensus que nous pourrions en tirer - s'il y a un consensus ou un juste milieu - la loi sera ajustée en conséquence.

M. Bourbeau: Si j'ai bien compris, vous allez accepter de convoquer une commission parlementaire là-dessus.

M. Biron: Oui. Vous m'en avez parlé vous-même, M. le député de Laporte et je crois qu'il y aura lieu de convoquer une commission parlementaire avant la deuxième lecture.

M. Bourbeau: En ce qui concerne la Société des alcools, si jamais vous décidez d'aller de l'avant avec un projet de privatisation, avez-vous également l'intention d'entendre les intervenants ou les intéressés en commission parlementaire?

M. Biron: Je n'ai pas encore réfléchi, à savoir s'il y aurait ou non une commission parlementaire. Il y aura certainement, comme celle qui a eu lieu il y a maintenant un an et demi, une table de consultation sur l'avenir de la fabrication et de la vente de boissons alcooliques. C'est cette table de consultation qui nous a amenés à la loi que nous avons votée au printemps, la nouvelle Loi sur la Société des alcools qui libéralisait davantage la vente de vins et de spiritueux. Quoi qu'il en soit, les principaux intervenants seront évidemment consultés et, bien sûr, les représentants de l'Opposition sur la commission de l'industrie, du commerce et du tourisme.

M. Bourbeau: Les états financiers ou le rapport annuel de Sidbec n'a pas été déposé, semble-t-il. Sera-t-il déposé bientôt, parce que l'année se termine bientôt.

M. Biron: Le rapport annuel de 1982?

M. Bourbeau: 1982.

M. Biron: Je serais très surpris qu'il

n'ait pas été déposé officiellement. Il a été rendu public dans les journaux à maintes reprises. Vous m'auriez parlé d'une autre société d'État, j'aurais peut-être été moins surpris, mais pour Sidbec, il a été rendu public à maintes reprises dans les journaux. Je m'engage quand même à vérifier. S'il n'a pas été déposé, c'est certainement un oubli de notre part, puisque nous avons discuté du problème de Sidbec tellement souvent sur la place publique que c'est seulement une question de vérification et je vais le déposer si cela n'a pas encore été fait.

M. Bourbeau: Selon les informations qu'on a, le journal *Les Affaires* aurait eu l'occasion de le consulter, mais il n'aurait pas été rendu public. Je le dis sous toutes réserves. Enfin! Nous ne l'avons pas et les vérifications que nous avons faites indiquent que, semble-t-il, il n'aurait pas encore été déposé.

M. Biron: Je vais vérifier immédiatement demain et s'il n'a pas été déposé, je le ferai avant la fin de cette session.

M. Bourbeau: Très bien, M. le ministre. Il reste quand même une dizaine de minutes en ce qui me concerne. Mon collègue, le député de Viger, aimerait vous poser des questions après sur le volet du tourisme de votre ministère.

La relance

J'aimerais passer au plan de relance que vous avez annoncé avec beaucoup d'emphase et de bruit, il y a quelques semaines et qui ne semble pas avoir encore eu l'impact que vous auriez peut-être souhaité. J'aimerais, à ce sujet, parler d'un des problèmes importants qui afflige la PME québécoise. On sait que votre plan de relance vise à garantir aux prêteurs ou aux banques les montants d'argent que les banques ou les institutions prêteuses vont prêter aux PME. Le gouvernement comme tel ne débourse pas d'argent, même si vous avez annoncé à plusieurs reprises que vous alliez prêter 2 000 000 000 \$. Vous ne prêtez rien, mais les banques vont prêter et le gouvernement va garantir une partie des prêts. Cela aura pour effet d'endetter les entreprises; les sociétés, les PME vont emprunter de l'argent, donc, c'est de l'endettement supplémentaire. Or, la plupart des observateurs et des gens du milieu sont d'avis que le problème principal des PME est celui de la capitalisation.

(21 heures)

Autrement dit, les industriels québécois ont tendance à emprunter beaucoup d'argent, mais ils n'investissent pas eux-mêmes beaucoup de leur propre argent dans leurs

compagnies de sorte que, lorsque surgissent les mauvais jours, quand le coup dur arrive, ils n'ont pas de réserve, ils n'ont pas le fonds de roulement nécessaire pour passer à travers, comme on dit; de là, une des raisons qui fait qu'au Québec on a le record mondial des faillites, enfin, mondial, c'est peut-être un peu exagéré, mais on a certainement le record canadien des faillites.

Je voudrais vous demander si vous avez l'intention de faire quelque chose pour que les PME québécoises soient incitées à investir plus d'argent dans leurs propres sociétés. Récemment, vous avez dit vouloir mettre sur pied un comité de travail. Évidemment, des comités de travail, on connaît cela. C'est souvent la solution que choisit un ministre pour se débarrasser des questions embarrassantes quand il ne sait pas quoi dire.

Est-ce que le ministre pourrait nous dire si ce comité de travail est vraiment formé, depuis quand il est à l'oeuvre, quels sont les membres de ce comité et quand il va faire rapport?

M. Biron: M. le député, vous avez touché un problème qui m'intéresse particulièrement et qui m'a toujours inquiété, un sain financement des entreprises québécoises, particulièrement pour les PME. Cela ne date pas d'aujourd'hui, beaucoup de mes prédécesseurs se sont inquiétés du problème. Le dernier ministre de l'Industrie et du Commerce du Parti libéral, M. Guy Saint-Pierre, s'inquiétait aussi beaucoup de cela. Il a présenté une loi qu'on appelait à l'époque la Loi sur les sociétés de développement des entreprises québécoises, la Loi sur les SODEQ, qui visait à former ces petites banques d'affaires qui pourraient intervenir vis-à-vis du capital de risque des PME québécoises.

Cela est dû surtout à notre culture, à notre tradition. On n'a pas une longue tradition du monde des affaires et notre tradition est surtout celle des entreprises unifamiliales, des entreprises de famille: le père, la mère, deux garçons et la fille qui se réunissent ensemble et forment un conseil d'administration. C'est difficile d'aller chercher de l'argent à l'extérieur. Sans critiquer les gens de l'Ontario, eux, ils ont plusieurs familles; c'est donc plus facile pour le financement. Nous, à cause de notre manque de financement, tant et aussi longtemps qu'on ne paie pas cher d'intérêt, cela va, mais quand on paie cher d'intérêt, comme dans la période des taux élevés d'intérêt qu'on a passée, les entreprises de l'Ontario arrêtent de payer des dividendes et réussissent à passer à travers la crise. Nous autres, il nous faut payer des intérêts de 18%, 20% ou 24% comme on en a payé à l'époque, il y a deux ans. Bien sûr, cela tue littéralement l'entreprise québécoise.

On ne changera pas cela du jour au lendemain parce que c'est structurel, c'est familial, c'est dans nos tripes, c'est notre histoire, c'est notre formation, notre façon de faire des affaires qui, à mon point de vue, doit évoluer. On va réussir à la faire évoluer si on en parle beaucoup, si on incite les gens à mieux se financer, si on forme mieux les jeunes dans les universités et les cégeps et si on leur fait comprendre qu'une famille seule, c'est peut-être excellent, mais lorsqu'on est rendu aux limites de possibilité de la famille, cela ne va pas plus loin, on est mieux d'agrandir l'entreprise. C'est dans ce sens que nous voulons intervenir, M. le député de Laporte. Ce n'est pas un problème politique, à mon point de vue, c'est un problème économique de toute la société économique québécoise.

On a trouvé le plan d'urgence dans lequel on a donné des garanties en disant qu'on allait payer le surplus de taux d'intérêt. On a donné certaines garanties et c'étaient quasiment des capitaux de risque. Avec le plan de relance annoncé par le premier ministre au mois de novembre, on a dit: Il y a 2 000 000 000 \$ d'endossement, de capitaux disponibles dans les banques, nous allons vous aider. On prend souvent des risques dans des entreprises qui ne peuvent pas emprunter si elles n'ont pas de garantie gouvernementale et on dit: En plus, on vous donne une police d'assurance pour que le taux d'intérêt ne dépasse pas le "prime rate" d'aujourd'hui, autour de 11%. Je pense que c'est important.

L'autre étape, même si on donne des garanties, c'est artificiel. Pour l'étape suivante, il faut changer la structure financière des entreprises québécoises et il faut changer la mentalité des chefs d'entreprise du Québec et cela, ce n'est pas facile. Cela ne sera pas réglable facilement et j'espère qu'on va pouvoir en faire un petit bout. Je ne vous cache pas que cela va prendre des années avant de changer cela partout au Québec. J'en ai beaucoup parlé avec les institutions financières qui m'ont offert toute leur collaboration, et avec les gens de la Société de développement industriel, qui sont prêts à y collaborer, dans le fond. Le comité est composé de gens du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, de gens de la Société de développement industriel du Québec et de représentants des institutions financières. On est en train de regarder ensemble s'il n'y a pas d'autres possibilités que des SODEQ. En fait, je veux ici m'arrêter et, sans faire de partisanerie politique - je ne veux pas en faire - je rends hommage à Guy Saint-Pierre, l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec. Il avait une vision du problème; elle était exacte, sa vision. Il a apporté un élément de solution, qui était les SODEQ. On n'a pas réussi avec elles. Quand même, cela

ne veut pas dire que l'idée des SODEQ n'était pas bonne; c'était des sociétés de développement de l'entreprise québécoise, de petites banques d'affaires. Il va falloir trouver, un jour ou l'autre, une autre formule qui ressemble à celle-là, qui apporte une banque d'affaires, qui apporte des capitaux des citoyens québécois au niveau des entreprises québécoises.

Si vous me demandez aujourd'hui si j'ai la solution, ma réponse c'est: Non, je ne l'ai pas la solution. J'ai la même lecture du problème que mon prédécesseur, il y a une dizaine d'années, Guy Saint-Pierre. On essaie d'apporter des solutions mais ce n'est pas facile. Cela fait partie de notre culture québécoise. Mais, un jour ou l'autre, les deux côtés de la Chambre, il va falloir travailler ensemble avec les citoyens québécois, avec les institutions financières, les représentants des PME et trouver le moyen de mieux financer nos entreprises québécoises.

M. Bourbeau: M. le ministre, j'aurais aimé pouvoir continuer la discussion sur ce sujet parce que c'est très intéressant. Une des préoccupations qu'on a, c'est qu'étant donné que vos critères pour l'octroi des prêts, en ce qui concerne le ratio dette-équité, vont être assez sévères, je pense qu'on parle de trois pour un alors que c'était quatre pour un dans le plan d'urgence, si on ne fait qu'augmenter la partie emprunt et qu'on n'investit pas d'argent en capital, en équité, à ce moment-là, il y a plusieurs PME qui ne se qualifieront pas parce qu'elles vont avoir un tout petit capital et un gros emprunt; le rapport ne sera pas de trois pour un, cela va être de huit pour un ou dix pour un. Donc, elles ne pourront pas se qualifier.

J'aimerais simplement souligner une chose en quittant ce sujet. C'est que le ministre est plus honnête que beaucoup de ses collègues. Il a bien souligné que le plan de relance est un plan où le gouvernement garantit des sommes d'argent alors que plusieurs de ses collègues ne se sont pas gênés pour dire que le gouvernement investissait 2 000 000 000 \$. Je rends hommage au ministre de nous dire qu'il s'agit bien de garanties, non pas d'investissements du gouvernement.

Dans le discours que vous prononciez lors de l'annonce de votre plan de relance, vous insistiez, à la fin de votre discours, sur l'importance de créer un climat de confiance. Je ne voudrais pas que vous nous fassiez un très long discours, parce qu'il me reste à peu près trois ou quatre minutes, mais je pense que pour vous c'est important, la question du climat de confiance chez les Québécois et chez les PME, n'est-ce pas?

M. Biron: Ah, c'est exact. Dans le fond, si on veut investir quelque part, il faut avoir confiance. Il faut avoir confiance dans

notre capacité à nous. Je me rappelle l'époque où j'étais en affaires. Si tu n'as pas confiance dans ton projet, dans ta capacité de gestionnaire, dans tes travailleurs, dans ton marché, tu ne peux pas avancer beaucoup. Alors, dans ce sens-là, oui, il faut créer un climat de confiance. C'est ce que nous essayons de faire toujours au niveau des chefs d'entreprises, des investisseurs. Ce n'est pas toujours facile. **Tout** à l'heure, j'ai avoué que je n'avais pas de solution miracle au financement des entreprises. Comme Guy Saint-Pierre, je cherchais, moi aussi, des moyens.

Nous avons identifié le problème. Mais avant de trouver des moyens bien précis de le régler, je pense qu'il va falloir que tout le monde travaille ensemble. Si on veut que l'entreprise québécoise soit mieux structurée, soit mieux capable de faire face aux tempêtes et aux orages qui vont encore survenir... Il ne faut pas penser que c'est parce que le climat économique est un petit peu meilleur... Le gouvernement fédéral, hier, c'est-à-dire le ministre de l'Industrie et du Commerce, dans un télex, me dit: **Sur** le plan régional, toutes les régions, à l'exception du Québec, prévoient des diminutions dans l'investissement en 1984. Il dit: Je rends hommage au Québec: au moins dans l'investissement, vous êtes mieux **que** les autres. Mais ce n'est pas parce qu'on est mieux que les autres en 1984 qu'on va toujours être mieux que les autres. Il faut se préparer en conséquence. Là-dessus, cela dépasse souvent la partisanerie politique et cela fait appel au sens économique des Québécois et des Québécoises. Mais, heureusement, on a toute une génération de jeunes qui sont, à l'heure actuelle, dans les universités ou qui sont sortis des universités, qui sont compétents et qui sont capables de bien gérer les entreprises québécoises. Mais il va falloir continuer ensemble **à faire** l'effort dans ce sens-là.
(21 h 10)

M. Bourbeau: Si je vous ai parlé de climat de confiance, de climat politique sain, c'est que, justement, en ce qui concerne les plans de relance, il semble que vous ayez fait carrière en proposant des plans de relance. En lisant des documents un peu plus anciens, je suis venu à regarder un discours que vous avez prononcé ici à l'Assemblée nationale il y a quelques années alors que précisément on était dans une situation semblable à celle d'aujourd'hui, en juillet 1977. On était évidemment dans une période de récession importante, après l'élection de novembre 1976. Vous vous étiez levé, ici à l'Assemblée nationale, pour proposer un plan de relance. J'aimerais simplement **citer** quelques extraits, parce que cela me semble toujours être d'actualité.

Vous me permettrez de vous citer, M. le ministre. C'est le député Rodrigue Biron

qui parlait et qui disait: "Afin de continuer le style positif qui a toujours marqué l'Union Nationale - remarquez qu'à ce moment-là, cela l'était; maintenant je ne crois pas que cela le soit - depuis notre élection, je veux faire ici des suggestions claires et précises au gouvernement du Québec afin de créer ce climat politique sain, ce climat économique favorable aux investissements et à la création d'emplois au Québec." C'est un discours d'aujourd'hui de lire cela. "Quelque suggestions concrètes pour créer un climat politique sain: Première suggestion - **c'est** toujours Rodrigue Biron qui disait cela - "Surseoir à la mention ou à l'idée de l'indépendance du Québec, **pour** une période **de trois** ans, et en aviser la population québécoise." Je trouve que c'est une excellente suggestion, M. le ministre, parce que si on faisait cela aujourd'hui, probablement qu'on n'aurait pas besoin de dépenser 100 000 \$, et cela vaudrait plus que tous les plans de relance. Deuxième suggestion: "Corriger la Charte de la langue française pour en faire une véritable charte linguistique du Québec où tous les Québécois, sans exception, en grande majorité, se reconnaîtront, laquelle charte linguistique pourra motiver nos concitoyens à une meilleure participation à la vie politique québécoise." C'est une excellente suggestion aussi. Je pense qu'on pourrait faire cela, et ce serait probablement un pas en avant dans la relance économique. Troisième suggestion: "Pour corriger le climat politique, collaborer comme un vrai bon gouvernement provincial avec les autres gouvernements des provinces canadiennes et le gouvernement canadien." C'est encore une excellente suggestion, M. le ministre. Je dois dire que si aujourd'hui, vous repreniez seulement ces trois suggestions - vous en aviez d'autres, mais je prends les trois premières, parce que c'étaient, semble-t-il les trois plus importantes, compte tenu que vous les aviez faites en premier lieu - et vous proposiez la même chose - je présume que vous avez de la suite dans les idées - probablement qu'avec ces trois propositions: abandonner l'indépendance du Québec, mettre fin aux tracasseries de la Charte de la langue française, corriger la Charte de la langue française et collaborer comme un bon gouvernement avec le gouvernement fédéral, je suis convaincu que vous n'auriez besoin d'aucun autre plan de relance, que ce serait suffisant pour donner un coup d'envoi incroyable à la relance économique au Québec et vous n'auriez pas besoin d'augmenter les taxes et vous n'auriez besoin d'aucune façon de dépenser 2 000 000 000 \$ ou de garantir

2 000 000 000 \$.

Ce serait un stimulant incroyable à l'économie québécoise. Je vous laisse **sur** cela, M. le ministre, parce que je sais que ce sont vos propres paroles et que vous

n'êtes pas pour les renier, à moins que vous nous disiez aujourd'hui qu'à ce moment-là, vous ne saviez pas ce que vous disiez, mais je pense que vous êtes un homme intelligent qui a de la suite dans les idées et j'aimerais que vous commentiez cela, à moins que vous préféreriez vous taire.

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Biron: M. le député, j'espère que les autres suggestions que j'ai faites par la suite sont bonnes aussi et que je suis en train de les appliquer. Je suppose que c'étaient aussi des suggestions économiques. Vis-à-vis de la collaboration avec le gouvernement fédéral, tout à l'heure, à plusieurs reprises, j'ai mentionné certains cas très précis de collaboration, par exemple Bell Helicopter ou d'autres cas comme cela. Moi, en tout cas, j'étudie dossier par dossier, mes collègues font cela aussi et on essaie de respecter la constitution canadienne, mais de travailler avec les autorités aux différents paliers de gouvernement, mais j'ai eu de mauvaises expériences, en étant très honnête dans mes négociations avec le fédéral. Je n'ai pas besoin de vous rappeler comment on s'est battu au sujet de la chaussure et combien d'emplois on a perdus à cause des décisions fédérales qui n'étaient pas prises.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler le domaine du vêtement dans lequel on a perdu des milliers d'emplois, parce que le fédéral ne voulait pas se décider. Je n'ai pas besoin de vous rappeler l'épisode du F-18. Cela n'a pas été trop drôle. Il y a eu des chicanes, on doit se battre constamment. Je vous dis, comme ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Québec... Je me souviens d'avoir rencontré un de mes prédécesseurs, Jean-Paul Beaudry, ministre de l'Industrie et du Commerce à l'époque de Daniel Johnson. Jean-Paul Beaudry qui avait été deux ans ministre de l'Industrie et du Commerce m'a dit: Quand j'ai laissé, il était grand temps. J'étais en train de devenir indépendantiste seulement à négocier avec le gouvernement fédéral. Certains de vos collègues du Parti libéral du Québec, assis à côté de vous, pendant la période des questions, non pas ceux-là, mais d'autres qui étaient là à l'époque de M. Bourassa m'ont dit: Tu as raison en grande partie vis-à-vis des négociations avec le fédéral.

M. Bourbeau: Nommez-les.

Le Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Biron: Il n'y a rien à attendre de leur part. C'est la difficulté qu'ont eue tous les premiers ministres du Québec et tous les

ministres du Québec qui ont eu à négocier avec le gouvernement fédéral. Cela nous fait réfléchir.

M. Bourbeau: Nommez-en un seul.

M. Biron: Je ne veux pas faire de politique partisane à ce point de vue, la seule chose que je veux vous dire, c'est que quand on négocie pour et au nom du Québec avec des gens qui, de l'autre côté de la table, ne veulent rien entendre pour le Québec, qui sont beaucoup plus orientés vers l'Ontario... Le père du député de Vaudreuil-Soulanges s'est battu pour le Québec.

M. Bourbeau: Le député aussi!

M. Biron: Il s'est fait mourir à la tâche à se battre pour que le Québec soit respecté. C'est cela dans le fond, M. le député. Tu viens que c'est malgré toi et tu te choques. Cela n'a pas de bon sens un système comme cela. Il faut que le système change de quelque façon si vous voulez mieux répondre aux besoins et aux préoccupations des citoyens québécois.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Bourassa, vous avez une question.

M. Laplante: Ce n'est pas une question comme une remarque du député de Laporte...

Le Président (M. Rancourt): Il a droit de poser des questions.

M. Laplante: ...qui a passé presque inaperçue vis-à-vis du ministre lorsqu'il a traité certains ministres de malhonnêtes en disant que certains ministres déclaraient que le gouvernement québécois investissait 2 000 000 000 \$, non pas qu'il supportait les emprunts pour 2 000 000 000 \$. J'aimerais que le député de Laporte, à ce moment-ci, explique et dise le nom des ministres qui ont menti comme cela, qui ont été malhonnêtes en disant des faussetés. On n'avance pas des noms comme cela, on n'accuse pas des ministres de malhonnêteté si on ne peut pas les nommer et si on n'a pas les preuves suffisantes parce que je n'ai jamais entendu cela de la bouche d'aucun ministre.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Laporte.

M. Bourbeau: En ce qui concerne la déclaration que le gouvernement du Québec investit 2 000 000 000 \$, vous n'avez qu'à regarder le petit journal AGIR qui a été distribué dans tous les foyers québécois - je n'en ai pas de copie devant moi parce que je ne pensais pas que le député de Bourassa viendrait sortir cela - où on marque en page

2: Le gouvernement du Québec investit 2 000 000 000 \$ - on met au bout - en garantie de prêts. Mais on emploie les mots "investit 2 000 000 000 \$". Quand on dit investit 2 000 000 000 \$, pour tous les gens qui savent le français, cela veut dire normalement que celui qui investit c'est son propre argent. Déjà on voit...

M. Laplante: C'est une nuance, M. le député de Laporte.

M. Bourbeau: On a employé dans le petit journal AGIR qui a été distribué une phrase qui tente de faire croire aux citoyens du Québec que ce sont les fonds propres du gouvernement et c'est ce que je voulais souligner tout à l'heure. Maintenant, comme il est 21 h 15 et que mon collègue de Viger ici voulait parler de tourisme, je vous demanderais de reconnaître mon collègue le député de Viger, M. le Président.

Le Président (M. Rancourt): Oui, puisque l'entente dit que vers 21 h 30, nous devons avoir terminé, je reconnais le député de Viger.

Le tourisme

M. Maciocia: M. le Président, si on peut avoir quelques minutes de plus, je crois que le ministre est d'accord. J'aurai seulement quelques questions à vous poser, M. le ministre. J'aimerais que ce soit très court de part et d'autre parce que, autrement, cela va faire passer beaucoup de temps. C'est sur le discours qu'a prononcé le premier ministre deux jours avant le dépôt du budget supplémentaire du ministre des Finances. À un certain moment, le premier ministre disait que dans le domaine touristique l'accroissement des crédits de promotion serait maintenu au cours des deux prochaines années. Ma question est la suivante: Est-ce que cela correspond vraiment à un engagement du gouvernement parce qu'on sait qu'il y a eu un accroissement de 15% avec les 2 000 000 000 \$ additionnels qu'on vient d'avoir dans le budget. Est-ce que cela représente un engagement ferme de la part du gouvernement qu'il y aurait une augmentation de 15% l'année prochaine et 15% l'année suivante?

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

M. Biron: M. le Président, je voudrais me lever pour pouvoir montrer au député de Viger que depuis 1972, c'est la somme d'argent qu'on a dépensée pour de la publicité touristique. Vous voyez que d'un coup sec, cela monte considérablement.

Maintenant, c'est à peu près quatre fois ce qu'on faisait en 1976 à l'époque de M. Bourassa. C'est pour la publicité qu'on dépense à l'extérieur du Québec pour inviter des gens à venir au Québec. Ceci dit, M. le Président, je prends 30 secondes pour dire au député de Viger: C'est un dépliant publicitaire "Québec skiing à la française" qui a paru un peu partout à travers l'Amérique du Nord en 800 000 copies pour la première fois. 800 000 copies. 48 pages très bien préparées, avec la collaboration de gens qui s'occupent de développement touristique et de développement de ski en particulier pour inviter des gens à venir skier au Québec. C'est de plus en plus l'intention du gouvernement de collaborer avec les associations touristiques régionales et les établissements touristiques pour faire de la publicité pour le Québec. La réponse au député de Viger, c'est que cette année nous avons près de 13 000 000 \$ à dépenser pour la publicité touristique, l'an prochain aussi et dans deux ans aussi.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Viger.

M. Maciocia: J'aimerais de part et d'autre qu'on soit honnête dans les réponses et les questions. Je ne veux pas faire de la partisanerie. Je vous ai posé une question bien précise. Est-ce que l'engagement de l'accroissement de 15% pour cette année pris par le premier ministre que, dans les deux prochaines années, l'accroissement serait encore de 15%, c'est un engagement ferme de la part du gouvernement qu'il y aura un accroissement de 15% l'année prochaine et encore 15% l'année suivante?
(21 h 20)

M. Biron: L'engagement du premier ministre a été très clair et le gouvernement va respecter sa parole là-dessus. C'est l'accroissement que nous avons obtenu cette année. C'est un accroissement considérable par rapport aux années antérieures. Je vous l'ai montré sur le graphique. Alors, nous sommes assurés d'un minimum de 13 000 000 \$ au cours des prochaines années.

M. Maciocia: Comme cela, il n'y pas d'engagement ferme de 15% d'augmentation?

M. Biron: Il y a un engagement...

M. Maciocia: Parfait.

M. Biron: ...pour ne pas baisser les crédits, mais obtenir...

M. Maciocia: D'accord.

M. Biron: Vous devez réaliser que depuis deux ans, on a obtenu 7 000 000 \$

additionnels.

M. Maciocia: Parfait.

M. Biron: C'est beaucoup d'argent chaque année.

M. Maciocia: On parle de 2 000 000 \$ - toujours dans le même discours - qui seront ajoutés pour la publicité coopérative avec les entreprises privées. Est-ce qu'on pourrait savoir au moins à quelles conditions avec les entreprises privées et selon quel plan de mise en marché du produit touristique?

M. Biron: Les conditions avec l'entreprise privée sont que si les gens veulent faire... D'abord, on ne fait pas de la publicité en pièces détachées. On passe véritablement par l'association touristique régionale en disant: Si on veut faire de la publicité touristique à l'extérieur du Québec, il ne faut pas aller seulement dans les petites annonces toutes petites, il faut vraiment remplir, soit des cahiers ou des pages, des encarts à peu près dans le genre de "Quebec skiing à la française". Ceci dit, lorsqu'on passe par nos associations touristiques régionales, on leur dit: Nous, en moyenne - parce qu'il y a aussi de l'annonce publicitaire qui est vendue là-dedans et que, souvent, on ne le sait pas, on le sait seulement après - en moyenne, à l'extérieur du Québec, cela représente à peu près 50% pour le gouvernement du Québec, 50% pour les établissements privés et les associations touristiques régionales. Si c'est au Québec, la participation québécoise est autour du tiers et les deux tiers pour les associations touristiques régionales et les établissements hôteliers, s'ils font de la publicité au Québec. Mais, à l'extérieur du Québec, nous en payons plus.

M. Maciocia: Parfait. Toujours dans le même discours, on parle toujours des systèmes informatisés de renseignements sur le plan de l'accueil, on installera une série de données périphériques pour l'usage touristique érigées en système... Ma question est la suivante: Est-ce que c'est seulement pour les chambres d'hôtel ou si c'est aussi pour des parcs, des réserves, des campings?

M. Biron: Éventuellement, ce sera pour tout ce qui touche le tourisme. Donc, d'abord l'hébergement, et, éventuellement, les campings seront touchés. Est-ce que les parcs et réserves pourraient être intégrés? Cela ne pourra pas commencer très rapidement en ayant tout le Québec ensemble. Notre objectif, c'est d'atteindre tout le Québec d'ici à quelques années, mais de toucher de grandes régions comme Québec et Montréal cette année. Mais, bien sûr, il

va falloir que les établissements hôteliers aient, eux aussi, leur terminal dans l'établissement hôtelier, de même qu'il faudrait avoir un terminal dans chacun des kiosques d'information touristique. Or, c'est tout un système à monter. Mais, nous, nous croyons qu'étant donné que le Québec est un pays de tourisme, comme on dit, il y a beaucoup de gens qui viennent au Québec, il faut pouvoir recevoir des touristes, dans n'importe quel kiosque d'information touristique, et pouvoir faire automatiquement ou à peu près les réservations des clients. Mais, pour cette année - parce qu'on ne pourra pas avoir des terminaux partout - nous croyons que, pendant la saison d'été 1984, nous engagerons des étudiants du domaine touristique pour que, dans chacun des kiosques d'information touristique, il y ait de ces gens qui, avec des lignes téléphoniques spéciales, pourraient faire des réservations pour les touristes. Mais, éventuellement, il faudra véritablement que ce soit fait par informatique avec des terminaux d'ordinateur.

M. Maciocia: Alors, le système informatisé, ce serait pour quand?

M. Biron: Pour Québec et Montréal, nous avons comme objectif que ce soit cette année. Ensuite, nous toucherions aux autres régions, au fur et à mesure que nous pourrions continuer. Encore une fois, nous sommes prêts à le faire dans ces deux grandes régions, mais il faut que l'établissement hôtelier puisse, à son bout, avoir son terminal pour pouvoir répondre. Autrement, on va donner le message d'un côté et on ne saura pas si la réservation est confirmée. Alors, il faut discuter de cela avec les associations touristiques régionales. Ce qui a été fait déjà la semaine dernière avec toutes les associations touristiques régionales qui devront en parler avec les établissements hôteliers.

M. Maciocia: D'accord. Dois-je conclure que, cette année, c'est seulement pour les chambres d'hôtels? C'est cela?

M. Biron: Exact.

M. Maciocia: Il n'y a pas de campings là-dedans, pas de parcs, pas de réserves. C'est cela?

M. Biron: Non, pas de campings ou de parcs cette année. L'objectif, ce sont d'abord les établissements hôteliers de Québec et de Montréal, les deux grandes régions, ensuite, les autres régions du Québec et, après cela, on pourra y intégrer les campings, ou les parcs et réserves.

Le Président (M. Rancourt): M. le

député de Viger.

M. Maciocia: Je vous avais posé l'année dernière une question sur les centres d'accueil de Montréal. Il y avait aussi un projet pour la région de Québec. Où en est-on actuellement pour ces centres d'accueil? Où en est-on au sujet du centre d'accueil de Montréal et celui de Québec?

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: Il y a un consensus à Montréal, avec les gens de l'Office du tourisme et des congrès de Montréal, à savoir que le centre d'accueil serait au Carré Dominion. À Québec, on n'a pas encore de consensus, mais on ne fait que commencer l'Office du tourisme et des congrès de Québec. Il y a quelques endroits déjà qui ont été cités, en particulier, pas loin du parlement, ici, le Manège militaire ou d'autres endroits. Les discussions se feront d'abord entre les gens de l'Office du tourisme et des congrès et les principaux intéressés au développement touristique. Lorsqu'on en viendra à un consensus avec eux, le gouvernement va procéder.

M. Maciocia: À Montréal vous avez dit qu'il y a un consensus?

M. Biron: Les informations que j'ai c'est qu'il y aurait un consensus pour le Carré Dominion.

M. Maciocia: Parfait. Quand prévoit-on la mise en place de ce centre d'accueil?

M. Biron: On prévoit 18 mois pour l'installation complète, terminée. Cela veut dire qu'il y a des travaux qui se font en cours de route. Il y a encore beaucoup de discussion à venir. Dans le domaine touristique, il y a tellement d'intervenants et, dans le fond, ce ne sont que des petites ou des moyennes entreprises... Oui, à Montréal, il y a de grandes entreprises, mais il y a tellement de nombreuses petites entreprises qu'il faut rallier tout ce monde ensemble. On prévoit environ 18 mois pour régler la situation à Montréal.

M. Maciocia: On pourrait dire d'ici au printemps 1985?

M. Biron: On pourrait dire d'ici à l'été 1985, oui.

M. Maciocia: D'accord. À propos du programme de garantie de prêts, dont vous avez parlé tantôt avec mon confrère, je voudrais que vous me disiez quelle portion serait réservée au secteur touristique.

M. Biron: Il n'y aura pas de portion spécifique au secteur touristique, parce que nous croyons pouvoir répondre à toutes les demandes qui seront faites. Déjà, aujourd'hui, certains de mes collègues - c'est intéressant votre question - ont véritablement d'excellents plans de développement, pas nécessairement dans le secteur hôtelier. Il y a peut-être le secteur des parcs d'amusement où il y a carence au Québec. On sait que si vous traversez la frontière des États-Unis, vous avez plusieurs parcs d'amusement où les gens se rendent. Il y a plusieurs de nos collègues, des deux côtés de la Chambre, qui, justement aujourd'hui, m'ont parlé de certains projets dans ce sens. Ces projets de parcs d'amusement, qui sont des attraits touristiques, qui reçoivent des gens, seront bien sûr recevables.

Cela veut dire qu'avec les sommes d'argent qui sont déjà de côté, autant au programme de prêts garantis, de police d'assurance sur le taux d'intérêt qu'au programme des bourses d'affaires, nous pourrions recevoir toutes les demandes. Les budgets sont suffisants pour répondre à toutes les demandes qui viendraient des entreprises québécoises au cours des deux prochaines années.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Viger.

M. Maciocia: Je crois que vous ne voulez pas dire par là que les 2 000 000 000 \$ peuvent aller dans le milieu touristique?

M. Biron: Je ne m'inquiète pas là-dessus, je ne pense pas qu'il y ait assez de demandes dans le secteur touristique pour atteindre des sommes astronomiques. Tout dépend de ce que les entreprises touristiques vont décider.

M. Maciocia: Oui, mais y a-t-il une ventilation de ces 2 000 000 000 \$? Y a-t-il un pourcentage maximal jusqu'où on peut aller dans le secteur touristique ou n'y en a-t-il pas? Vous êtes un peu à la merci des demandes si vraiment des gens font des demandes dans ce sens.

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: Il n'y aura pas de pourcentage maximal pour le secteur touristique. Ce que j'aimerais, dans le fond, c'est qu'il y ait de nombreuses demandes recevables de ce secteur. Mais je peux vous assurer, M. le député, que toutes les demandes du secteur touristiques vont être reçues. Si on manque d'argent au cours de la prochaine année, je m'engage à faire les représentations nécessaires au Conseil des

ministres. On a un budget qui va jusqu'à 2 000 000 000 \$ de garantie de prêts au cours des 27 prochains mois et je suis assuré que vous allez m'appuyer si on en a besoin davantage.

M. Maciocia: Oui, mais sur les garanties de prêts - c'est une question que je voulais poser l'autre jour - pourriez-vous nous dire si la vérification du crédit est faite par le gouvernement ou par les sociétés bancaires?

M. Biron: Elle est d'abord faite par la société bancaire, l'institution financière qui fait le prêt. Lorsqu'elle est acceptée par l'institution financière, elle est transmise à la Société de développement industriel et c'est là que nous, nous faisons la dernière analyse. En d'autres termes, si l'entreprise est littéralement en faillite, l'institution financière ne prête pas et ça finit là, ça ne vient même pas au gouvernement. Si l'entreprise est crédible, mais a besoin seulement d'un coup de pouce de garantie nécessaire, bien sûr cela va venir à la Société de développement industriel et nous allons répondre assez facilement à la demande.

M. Maciocia: Conservez-vous quand même la possibilité de subventions dans le secteur touristique?

M. Biron: Oui, nous conservons la possibilité...
(21 h 30)

M. Maciocia: Quel est le montant annuel?

M. Biron: ...de subventions dans le secteur touristique avec le crédit touristique, mais je relie votre demande à la demande de votre collègue tout à l'heure. Le député de Laporte disait: Le ministre a dit: Ce ne sont pas des subventions; ce sont des garanties de prêt. C'est vrai que ce sont des garanties de prêt. Je ne crois pas tellement à la forme des subventions. Je pense qu'il faut évoluer dans ce sens-là et je vois que le député de Laporte est d'accord avec moi. De plus en plus, les gens disent: On fait mieux d'y aller sous forme de garantie de prêt, de police d'assurance contre les taux d'intérêt et d'un programme d'aide au financement du capital de risque des entreprises. Pour le moment, tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas trouvé la formule de programmes de financement de capital de risque, on ne pourra pas enlever totalement les subventions. Je ne vous cache pas que nous avons eu aussi des discussions avec des gens qui sont intéressés au niveau fédéral qui cherchent des formules pour mieux financer nos entreprises sans être obligés constamment de leur donner des subventions.

M. Maciocia: Mais les subventions sont de quel montant, annuellement?

M. Biron: Je ne peux pas vous répondre, parce qu'on n'a pas de crédits spécifiques là-dessus. Jusqu'à maintenant, au crédit touristique, on a pu répondre à toutes les demandes, mais si vous me demandez spécifiquement les budgets réservés au crédit touristique pour 1983-1984, je pourrais certainement vous donner la réponse demain ou après-demain.

Le Palais des congrès de Montréal

M. Maciocia: Une dernière question sur le Palais des congrès et sur la fameuse nomination de M. Yves Michaud. Est-il vrai que, dans un avenir très proche, il serait nommé aussi directeur général de la Société du Palais des congrès de Montréal?

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: Vous avez des renseignements que je n'ai peut-être pas jusqu'à maintenant, moi qui suis responsable de la Société du Palais des congrès. Je peux vous dire que, lorsque j'ai demandé à M. Michaud d'accepter la présidence du Palais des congrès, je lui ai demandé de faire en sorte que le Palais des congrès soit géré de la façon la plus efficace possible avec les deniers publics, bien sûr, mais de faire en sorte aussi que le Palais des congrès serve d'instrument de développement touristique pour qu'on puisse attirer ici au Québec des dizaines de milliers de touristes, surtout des congressistes qui vont venir de l'extérieur du Québec. C'est son défi particulier, mais je suis persuadé que, dans la gestion du Palais des congrès, il y aura une bonne façon de vivre entre le nouveau président et le directeur général actuel.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Viger.

M. Maciocia: Justement, M. le Président, la nomination de M. Yves Michaud est comme président du Palais des congrès. Est-il président du conseil d'administration?

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: Il est président du Palais des congrès et président du conseil d'administration. Bien sûr, celui qui dit président d'un organisme dit aussi responsable aux yeux de l'actionnaire, donc, du gouvernement du Québec, de la gestion de l'entreprise.

Le Président (M. Rancourt): M. le

député de Viger.

M. Maciocia: Excusez-moi, M. le Président. Quelle est la différence entre les fonctions de M. Yves Michaud, président de la société, et de M. Privé, directeur général de la société? Les fonctions sont-elles bien dédagées entre les deux? Pourriez-vous nous éclairer un peu sur cet aspect?

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: Oui. Les fonctions vont être très clairement établies lorsque M. Michaud va commencer. Vous comprendrez que cela fait tout près d'un an, huit ou neuf mois, que nous n'avons pas de président à la Société du Palais des congrès et, bien sûr, M. Privé a dû remplir les deux fonctions pendant ce laps de temps. M. Michaud entre en fonction le 15 ou le 16 janvier. Je projette de le rencontrer personnellement pour discuter avec lui, de même qu'avec M. Privé et faire en sorte que les deux personnes puissent travailler le mieux possible au développement touristique du Québec.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Viger.

M. Maciocia: M. le Président, l'information ne provient pas du réseau du Parti libéral, mais bien du premier ministre par la réponse qu'il m'a donnée vendredi, à savoir qu'il était nommé à la présidence et directeur général éventuellement du Palais des congrès. Tantôt, vous avez dit que vous n'aviez pas cette information. Je vous donne cette information. C'est la réponse du premier ministre. Pourriez-vous me dire aujourd'hui si c'est une éventualité possible ou si vous écarterez du revers de la main le fait que M. Yves Michaud pourrait aussi être nommé à courte échéance, directeur général du Palais des congrès?

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: Ma perception personnelle, M. le député de Viger, c'est que le président d'une société d'État a la responsabilité de la gestion générale de la société d'État et est responsable aux yeux de l'actionnaire, donc du ministre responsable et de la population du Québec, de la gestion de l'organisme. Si vous me demandez avec qui je vais faire affaires, je vais vous répondre: Avec le président, M. Michaud. C'est lui qui sera responsable, dans le fond, à l'intérieur de sa boîte, le Palais des congrès, de faire en sorte que cela profite au maximum à la population québécoise.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Viger.

M. Maciocia: Ce n'est pas ça, ma question. Ma question était bien précise. Vous avez dit avant qu'il y a deux fonctions bien distinctes, la présidence et la direction générale. La question que je vous pose, c'est: Serait-il possible qu'à courte échéance, disons en 1984, M. Yves Michaud soit nommé, outre à la présidence, aussi à la direction générale du Palais des congrès?

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: M. le député de Viger, prédire l'avenir, c'est difficile. Vous me parlez de possibilité à venir. Votre collègue, le député de Laporte, a lu un excellent discours, apparemment, que j'avais fait à l'Assemblée nationale il y a déjà six ou sept ans.

M. Bourbeau: Surtout quant au fond.

M. Biron: Alors, comment voulez-vous prédire l'avenir dans ce sens? Il nous faudrait une boule de cristal. Même les meilleures entreprises ont de la difficulté, à l'heure actuelle, à prédire l'avenir. Tout ce que je peux vous dire, c'est que M. Michaud a toute ma confiance et je pense qu'il sera un excellent président du Palais des congrès de Montréal. Il va participer au développement économique et touristique du Québec en attirant des touristes, des congressistes à Montréal qui vont aider la population québécoise et la population de votre comté, en particulier, à travailler chez eux.

Le Président (M. Rancourt): M. le député de Viger.

M. Maciocia: Êtes-vous d'accord, M. le ministre, pour dire qu'il nous faut la collaboration du secteur privé dans ce domaine? Et vous savez très bien que M. Yves Michaud ne l'a pas actuellement à Montréal.

Le Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Biron: J'ai parlé personnellement à beaucoup de dirigeants touristiques de Montréal et je peux vous assurer que la collaboration entre les gens du secteur privé...

M. Maciocia: Lesquels?

M. Biron: ...et le gouvernement du Québec...

M. Maciocia: Lesquels?

M. Biron: ...et le président du Palais des congrès de Montréal...

M. Maciocia: Lesquels?

M. Biron: ...sera excellente. Tout le monde va travailler ensemble, la main dans la main, afin de faire travailler plus de Québécois et plus de Québécoises...

M. Maciocia: Qui avez-vous contacté?

M. Biron: ...plus particulièrement ceux et celles de la grande région de Montréal.

M. Maciocia: Qui avez-vous contacté? Lesquels?

Le Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Je voudrais vous proposer de rapporter à l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

Le Président (M. Rancourt): Est-ce adopté?

M. Maciocia: On n'a pas compris.

Le Président (M. Rancourt): Pouvez-vous répéter? Il semble qu'on n'ait pas compris de l'autre côté.

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Je propose que la commission plénière fasse rapport pour indiquer qu'elle n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

Le Président (M. Rancourt): Est-ce adopté?

M. Lalonde: Adopté.

Le Président (M. Rancourt): Adopté.

Le Président: À l'ordre!

M. Rancourt (président de la commission plénière): M. le Président, j'ai l'honneur de vous faire rapport que la commission plénière n'a pas terminé ses travaux et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

Le Président: Quand compte-t-elle siéger?

M. Bertrand: À une prochaine séance, M. le Président.

Le Président: À une prochaine séance.

M. le leader du gouvernement, vous avez, tantôt, demandé une directive quant à la durée du débat sur le discours sur le budget supplémentaire. Le règlement actuel de l'Assemblée nationale est, à cet égard, clair par défaut. Je conviens que les articles du règlement portant sur le budget supplémentaire confondent volontiers le budget et les crédits supplémentaires, mais il n'est pas prévu, dans le règlement actuel, de discours sur le budget supplémentaire qui soit distinct d'un discours sur le budget, si bien que tout discours sur le budget, fût-il principal ou supplémentaire, est régi par l'article 127 de notre règlement et peut durer jusqu'à 25 heures.

Je souligne, en passant, que le prochain règlement de l'Assemblée nationale...

Une voix: Le cas échéant.

Le Président: ...le cas échéant, selon le projet de la sous-commission - je pense qu'on peut le dire tout de suite - il est déjà prévu des dispositions quant à l'existence d'un discours sur un budget supplémentaire. Mais, à défaut de telles dispositions, le règlement actuel, bien sûr, s'applique et c'est 25 heures de débat.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je vous demanderais de suspendre nos travaux, s'il vous plaît, pendant quelques minutes, le temps de laisser au ministre des Affaires municipales le soin de revenir à l'Assemblée nationale puisqu'il est, en ce moment, en commission parlementaire.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Bon, est-ce que vous suspendez?

Le Président: À l'ordre! Je suspends pour quelques minutes.

(Suspension de la séance à 21 h 41)

(Reprise de la séance à 21 h 47)

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je vous demanderais, s'il vous plaît, d'appeler la prise en considération du rapport de la commission parlementaire permanente des affaires municipales qui a étudié le projet de loi 38.

**Prise en considération du rapport
de la commission qui a étudié
le projet de loi 38**

Le Président: Je mets en délibération la prise en considération du rapport de la commission permanente des affaires municipales qui a étudié le projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités. La parole est au ministre des Affaires municipales.

M. Jacques Léonard

M. Léonard: M. le Président, nous avons donc étudié le projet de loi 38 à la commission parlementaire ou tenté de l'étudier à certaines reprises. Je voudrais quand même faire le point sur ce projet de loi 38 et dire, d'abord, que le projet de loi 38 est la résultante de deux attitudes du gouvernement du Québec qui a répondu, d'abord, à 25 ans de revendications et de demandes du monde municipal par la loi 57, la loi 74, la loi 125, la loi 105 et d'autres lois au terme desquelles les municipalités ont, de façon exclusive, le champ de l'impôt foncier. Le gouvernement, en plus, a choisi de payer ses taxes, ce qui était une grande revendication du monde municipal. Alors qu'il n'y était pas plus obligé que le gouvernement fédéral aux termes de l'article 125 de la constitution, il a choisi de payer ses taxes. Ce que cela a donné aux municipalités, c'est un transfert net de ressources de 360 000 000 \$ en 1980-1981 et, en termes de dollars d'aujourd'hui, en 1983, à au-delà de 400 000 000 \$. Ce sont des transferts qui sont en croissance sans arrêt, M. le Président.

Nous avons eu aussi une attitude ouverte par rapport aux négociations avec le gouvernement fédéral. Nous avons rappelé, à de multiples reprises, qu'entre 1976 et 1979-1980 nous avons signé pour 1 200 000 000 \$ d'ententes, pour simplement dire que nous avons été "parlables", M. le Président. Nous avons aussi, par mon collègue qui m'a précédé comme ministre des Affaires municipales, signé des ententes, dont PAEC, qui a permis une collaboration entre Ottawa et Québec sur ce plan. Nous administrons l'entente. Nous avons une seule comptabilité. Nous avons des normes strictes. Nous procédions en concertation avec les ministères.

Par ailleurs, à Ottawa, la loi C-4 a été adoptée en 1980, après notre loi 57; elle donne un pouvoir discrétionnaire au ministre fédéral de spécifier l'évaluation foncière, le taux selon lequel il paye ses taxes. Le 12 novembre 1980, M. Cosgrove s'est retiré de façon unilatérale du programme PAEC en disant qu'il n'avait plus d'argent, que ce n'était pas ses priorités et que ce n'était pas sa juridiction.

Aujourd'hui, M. le Président, nous avons

une constitution qui est claire sur cette affaire. Tout le monde a admis que c'était très clair que le domaine municipal était du ressort des provinces et la loi de M. Bourassa en 1974 l'a confirmé. Il a été obligé de le confirmer, d'ailleurs, à la suite des interventions d'Ottawa dans le champ des municipalités. Mais c'était une loi sans sanctions et elle a simplement confirmé dans un texte ce qui était déjà connu dans l'article 92.8 de la constitution. Comme elle était sans sanctions, il y a des municipalités qui ont pris l'habitude de passer outre à cette loi fondamentale du Canada. Elle avait été adoptée aussi à l'époque pour contrer le ministère des Affaires urbaines qui dénotait une intention d'Ottawa d'intervenir dans le champ municipal.

Aujourd'hui, nous avons, nous, comme approche que les municipalités ont une pleine responsabilité financière de leurs affaires, que le champ des affaires municipales appartient aux provinces, qu'il y a une Commission municipale qui juge des emprunts, de la stabilité et de la santé financière des municipalités. Nous avons aussi des dispositions qui font en sorte que les municipalités peuvent planifier leurs équipements. Pourtant, dans le même temps, Ottawa accorde des subventions non normées à qui il veut sans lien logique avec la capacité de payer des municipalités, avec le niveau de richesses des municipalités, avec l'ampleur des équipements municipaux qui sont déjà en place, sans égard, non plus, à la programmation des équipements municipaux et des implantations à prévoir.

M. le Président, les interventions fédérales constituent, à l'heure actuelle, un désordre dangereux pour la santé financière, l'équilibre financier des municipalités. Il est évident que le Québec ne peut pas laisser aller les choses telles qu'elles vont présentement alors que le gouvernement fédéral intervient dans les municipalités directement ou indirectement, ce qui fait en sorte que, finalement, le système que nous nous sommes donné est remis en cause.

Le gouvernement veut empêcher que ce désordre ne continue par la loi 38. Il veut convaincre Ottawa que les ententes constituent le seul et unique canal par lequel doivent transiter les fonds qu'on peut destiner du fédéral aux municipalités et c'est le sens de l'article 1 du projet de loi 38. Nous voulons donc convaincre Ottawa que l'entente est le meilleur moyen d'administrer dans un régime fédéral. Nous avons offert de négocier à de multiples reprises depuis un an et demi maintenant. Nous avons écrit lettre sur lettre au gouvernement fédéral et le premier ministre du Québec a écrit, d'ailleurs, au premier ministre du Canada. Nous n'avons eu une réponse qu'après le dépôt de la loi 38. J'ai communiqué avec M. John Roberts que j'ai rencontré le 4 octobre,

à qui j'ai écrit le 28 octobre. J'ai communiqué encore avec lui le 9 décembre et la semaine dernière pour lui offrir de le rencontrer. J'espère bien que cela pourra se faire le plus vite possible.

Il me semble qu'il y a une ouverture de notre part. Il faut que ces fonds transitent, encore une fois, par le biais d'ententes et pour toute la population du Québec. Je veux qu'il soit absolument clair que nous voulons les fonds du gouvernement fédéral à l'adresse des municipalités, mais dans l'ordre des choses, par le biais d'ententes. Nous voulons ces sommes parce qu'après tout elles nous appartiennent, ce sont nos contributions qui sont là. Alors, si elles doivent venir, elles doivent venir en respectant la légalité, en respectant l'ordre des institutions ou des niveaux institutionnels dans le pays. Je pense que c'est bien la moindre des choses qu'il faut demander au gouvernement fédéral.

Par rapport au projet de loi 38 et à l'étude que nous en avons faite en commission, M. le Président, nous avons apporté des amendements qui sont importants parce qu'ils balisent tout le projet de loi 38. Je lis, par exemple, les amendements apportés par l'article 2.1: "Le gouvernement précise par règlement les actes ou les catégories d'actes posés par une municipalité ou par un tiers qui placent une municipalité dans la situation visée à l'article 2." Il me semble qu'il s'agit là d'une balise très importante, puisque nous devons statuer sur les actes ou les catégories d'actes qui vont mettre la municipalité dans la situation prévue à l'article 2. Je pense qu'il faut quand même noter qu'il s'agit là d'un amendement très important qui balise le champ de la discrétion donnée au gouvernement dans l'administration de ce projet de loi, M. le Président. Encore une fois, je rappelle toujours que c'est dans le cadre où nous voulons toujours qu'il y ait des ententes qui soient signées entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada à ce sujet.

Egalement, nous avons apporté d'autres amendements qui permettent que la loi soit administrable, qu'elle soit applicable par les municipalités. Tous ces amendements, ou presque, ont été apportés à la suite des représentations qui ont été faites par l'Union des municipalités régionales de comté du Québec. Je lis l'article 3 ici: "Le décret a effet à compter du début de l'exercice financier municipal qui suit celui au cours duquel il est pris." Cet amendement a simplement pour but de permettre aux municipalités de voir venir lorsqu'il y a une sanction qui pourrait être imposée, donc, de leur faciliter les choses.

Egalement, à la suite des représentations de l'UMRCQ, nous avons adopté le nouvel article suivant: "Le ministre des Affaires municipales doit donner à la

municipalité un avis écrit de son intention de recommander au gouvernement la prise d'un décret constatant qu'elle se trouve dans la situation visée à l'article 2. La municipalité peut faire connaître par écrit au ministre son opposition à la prise du décret et les motifs de son opposition dans les 60 jours de la transmission de l'avis du ministre." M. le Président, c'est un délai qui est accordé à la municipalité et, au cours de ce délai, la municipalité pourra se faire entendre et tout le monde pourra se parler, de telle sorte que les sanctions qui pourront être prises à ce moment le seront en toute connaissance de cause et, s'il n'y a pas lieu d'en donner, la municipalité pourra réagir et faire valoir son point de vue vis-à-vis du gouvernement.

Un autre amendement important, qui avait été demandé par l'UMRCQ encore: "Dans les 30 jours de la transmission de la copie du décret à la municipalité, celle-ci peut adresser une requête à la Cour supérieure afin de faire annuler le décret sur une question de droit ou de compétence. La requête est instruite et jugée d'urgence. La requête suspend l'exécution du décret jusqu'à jugement final." Sur des questions de droit et de compétence, donc sur des questions de procédure, entre autres, la municipalité peut se faire entendre à la Cour supérieure. Tout cela suspend l'exécution du décret. Donc, c'est une garantie donnée, encore là, aux municipalités.

M. le Président, je voudrais quand même reprendre un certain nombre d'arguments qui ont été invoqués dans toutes ces discussions au cours de la commission parlementaire. La loi 38 n'est pas rétroactive. La loi 38 est une loi à caractère fiscal qui s'applique à compter de son dépôt comme les lois à caractère fiscal. Alors, qu'on n'abuse pas des termes, ce n'est pas une rétroactivité...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Léonard: ...c'est une pratique courante dans des lois à caractère fiscal de procéder de cette façon, M. le Président. (22 heures)

Ce n'est pas, non plus, une loi discrétionnaire, comme on l'a dit. Avec les amendements que nous avons apportés, l'article 2.1, qui a été ajouté après l'article 2, par lequel le gouvernement précise par règlement les actes ou les catégories d'actes posés par une municipalité ou par un tiers, il me semble que tout le monde va participer à la définition de ces actes et de ces catégories d'actes puisque nous nous sommes engagés à tenir une commission parlementaire où les représentants du monde municipal pourront venir se faire entendre, les deux unions, l'Union des municipalités du

Québec et l'Union des municipalités régionales de comté du Québec. Cette commission parlementaire, nous l'espérons, pourra être tenue en février puisque nous pourrions rédiger ce règlement qui sera publié et qui sera l'objet de cette consultation en commission parlementaire.

M. le Président, ce projet de loi n'est pas antidémocratique. Ce projet de loi fait suite à une série de rencontres que nous avons eues avec les municipalités. Il fait suite à des avertissements que nous avons donnés. Il tient compte du fait que les affaires municipales sont du ressort des provinces. Nous agissons dans l'exercice de nos droits en adoptant ce projet de loi à l'heure actuelle. Lors de tous les congrès qu'elles ont tenus, en octobre 1982, au mois d'avril 1983 et, ensuite, par toutes sortes de communications que nous avons eues avec elles, nous avons informé les municipalités qu'elles ne pouvaient traiter avec le gouvernement fédéral et qu'au fond c'est dans le respect de la constitution, bien sûr, mais surtout dans le respect d'une saine gestion publique, d'une saine administration des fonds publics que nous procédons de cette façon.

Ce projet de loi a été l'objet de tournées au cours de l'automne qui vient de s'écouler. Ce projet de loi a été discuté sur la place publique tout l'été et tout l'automne. C'est un projet de loi qui a fait l'objet d'une commission parlementaire où nous avons invité les unions, comme nous les avons invitées avant de procéder à l'étude du projet de loi 45, comme nous l'avons fait l'an dernier avant de procéder à l'étude du projet de loi 92. Au début de la commission parlementaire pour l'étude article par article et, avant de commencer l'étude article par article, nous avons procédé de cette façon.

Je pense que, dans tout cela, il s'agit de mettre de l'ordre, bien sûr, mais de mettre de l'ordre vis-à-vis du gouvernement fédéral qui crée le désordre. Je pense aussi qu'il s'agit de conclure des discussions au cours desquelles est ressortie l'unanimité de tous les intervenants sur la juridiction du Québec en la matière. On ne peut pas avoir deux discours, à savoir voter contre et dire que oui, on est d'accord avec l'article 92.8, avec l'article 20 de la loi 59 de 1974 votée, à l'époque, par le gouvernement Bourassa, qu'on est d'accord sur l'article 1 du projet de loi 38. Bien sûr, les gens d'en face ont voté contre. Ils sont contre les ententes. Ils souhaiteraient qu'il n'y en ait pas.

Des voix: Oh!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît; S'il vous plaît!

M. Léonard: M. le Président, tout le monde est d'accord, du moins en paroles,

mais il faut aussi l'être en actes. Quand la réalité fait que ce qu'on dit ne se réalise pas, je pense qu'il faut poser des gestes, il faut poser des actes qui font en sorte qu'on ramène l'équité dans le paysage municipal. Je ne voudrais pas qu'on continue à dire blanc et à faire noir en face, parce que c'est ce qui se fait. C'est exactement ce qui se fait. Je pense qu'il est temps d'adopter ce projet de loi le plus vite possible et je pense que c'est ce que fera cette Assemblée à la première occasion. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Laprairie.

M. Jean-Pierre Saintonge

M. Saintonge: Merci, M. le Président. Pour répondre au ministre au niveau du projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités, si nous résumons d'une façon globale ce qui est survenu avec le projet de loi 38, nous retournons, en fin de compte, au 21 juin dernier, l'avant-dernier jour de la session, où le ministre des Affaires municipales est venu déposer un projet de loi, le projet de loi 38, pour tenter justement d'imposer aux municipalités une espèce d'épée de Damoclès au-dessus de leur tête. C'était le but effectif visé par le ministre des Affaires municipales.

Le ministre des Affaires municipales nous mentionne que, depuis 1980, les subventions avec le programme PAEC sont terminées. Depuis ce temps, on en parlait avant le mois de juin, le ministre a dit assez souvent que, l'année qui a précédé ce mois de juin 1983, le gouvernement fédéral et les députés libéraux pouvaient se promener et offrir des subventions dans les différentes municipalités du Québec à leur gré, contre les prescriptions de la constitution canadienne, l'article 92.8, et contre les prescriptions, semble-t-il, contre les dispositions de l'article 20 de la loi sur les affaires intergouvernementales. Il est possible que, dans certains cas, les députés fédéraux aient pu offrir aux municipalités certaines subventions directement, sans respect, d'une certaine façon, du lien constitutionnel. Mais le problème n'est pas de discuter si, oui ou non, les municipalités du Québec, dans le cadre de subventions qu'on peut leur offrir, dans le cadre d'une aide qu'elles peuvent accepter du gouvernement fédéral, sont effectivement en guerre avec le gouvernement du Québec. Si le gouvernement du Canada a proposé, d'une certaine façon, des subventions aux municipalités du Québec, il y avait un problème qui était sous-jacent là-dessus. Mais quel était vraiment le problème qui a nécessité l'intervention du ministre d'une façon aussi peu démocratique que le projet de loi 38?

Le problème était à un seul niveau. C'était l'impossibilité maladroite du ministre des Affaires municipales d'en arriver à une entente avec Ottawa sur les possibilités d'une aide fédérale qui aurait pu s'appliquer au niveau des municipalités. Faut-il soutenir que, dans ce cas-là, dans plusieurs occasions, l'aide fédérale qui a pu être proposée n'était quand même pas au niveau du programme de création d'emplois temporaires; que ce n'était pas un programme directement destiné aux municipalités du Québec, que c'était un programme qui pouvait s'appliquer à l'ensemble des organismes du Québec, non seulement aux municipalités, mais à l'ensemble? Mais les municipalités du Québec sont des organismes à part entière, des personnes morales, des personnes juridiques, avec des compétences administratives reconnues dans leur milieu, reconnues de toutes parts, reconnues tant par le gouvernement fédéral et, je pense, également par le gouvernement provincial, du moins je le souhaite - c'est à se le demander cependant si on regarde le projet de loi 38, - des compétences reconnues également par les organismes du milieu, les chambres de commerce, les clubs Richelieu, les clubs Kiwanis, etc. Les municipalités sont donc vraiment des corps politiques influents, connaissant les besoins du milieu, en mesure de participer activement au développement du milieu.

Que fait le ministre des Affaires municipales? Impossible de s'entendre avec Ottawa. Qu'est-ce qu'on décide, puisqu'il y a des subventions qui sont dans l'air? Les municipalités, que feront-elles à ce moment-là? Devront-elles bêtement regarder passer le train, bêtement rester assises, ne pas participer, dans le cadre d'une conjoncture économique difficile, à la relance économique que tout le monde souhaite au Québec? C'est ce que le ministre aurait probablement souhaité. Mais les municipalités du Québec ont imploré le ministre d'en venir à une entente avec le gouvernement fédéral. Je prends une résolution de l'Union des municipalités du Québec qui est en date du 25 février 1983 et qui disait ce qui suit:

"Les subventions fédérales aux municipalités.

"Attendu que la constitution canadienne reconnaît aux provinces la compétence sur les institutions municipales;

"Attendu que l'Union des municipalités du Québec respecte cette disposition;

"Attendu que les impôts municipaux, provinciaux et fédéraux proviennent des mêmes contribuables;

"Attendu que des fonds fédéraux ont été mis à la disposition et offerts par des députés fédéraux aux municipalités;

"Attendu l'absence d'ententes entre les gouvernements fédéral et provincial qui permettraient aux municipalités d'accepter

ces fonds pour des projets locaux;

"Attendu que les contribuables municipaux comprendront difficilement pourquoi les dirigeants municipaux doivent refuser une subvention à même le produit de leurs impôts;

"Attendu que les élus municipaux répugnent à utiliser des subterfuges pour faire profiter leurs contribuables de projets répondant à leurs attentes grâce à ces fonds;

"Il est proposé par Jean-Louis Desrosiers, appuyé par Philippe Bonneau, et résolu unanimement que les attendus ci-haut décrits fassent partie intégrante de la présente résolution, que l'Union des municipalités du Québec dénonce la situation intolérable dans laquelle les municipalités sont placées, selon qu'elles acceptent ou refusent ces fonds au nom de leurs citoyens, et les conséquences injustes qu'elles peuvent encourir, que l'Union des municipalités du Québec prie les instances fédérales et provinciales de conclure, dans les plus brefs délais, une entente afin de ne pas priver les citoyens du Québec de l'aide financière qui leur permettrait la réalisation de leurs attentes."
(22 h 10)

Voilà, M. le Président, une résolution claire de l'Union des municipalités du Québec, qui requerrait une chose, c'est-à-dire que le ministre des Affaires municipales fasse preuve de bonne foi et tente d'en arriver à une entente avec le fédéral pour justement régler effectivement tout ce problème, tout ce contentieux qui faisait en sorte que les municipalités du Québec n'étaient plus considérées comme des partenaires majeurs du gouvernement du Québec dans la relance économique au Québec, dans l'implication dans leur milieu, afin éventuellement d'aider leurs citoyens à se sortir des difficultés que la conjoncture économique avait amenées à ce jour.

M. le Président, le fait que le gouvernement du Québec vienne pénaliser les municipalités, est-ce que c'est bien cela que le projet de loi 38 voulait faire? On disait purement et simplement en juin: Les municipalités qui accepteront les fonds fédéraux seront pénalisées. Pénaliser, cela voulait dire qu'on laissait la loi en suspens. Généralement, quand un projet de loi est déposé en Chambre, celui-ci prend effet au moment de sa sanction. Dans le cas du projet de loi 38, qu'est-ce que le ministre a réussi à faire? Au niveau d'un article précis du projet de loi, en fin de compte, à l'article 16, à l'avant-dernier article du projet de loi, on dit: "Le gouvernement peut se prévaloir de la présente loi si une municipalité a bénéficié d'une participation fédérale visée à l'article 2 après le (insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi)." Donc après le 21 juin.

M. le Président, dans ce cas, c'était un

projet de loi qu'on mettait en suspens. On disait aux municipalités: Il y a un beau projet. Allez-y¹. On vous regarde aller. Si vous contrevenez à l'une quelconque des dispositions du projet de loi, vous serez pénalisées rétroactivement à partir du 21 juin, mais on n'osait pas, à ce moment-là, indiquer aux municipalités exactement de quelle façon elles pouvaient être pénalisées. C'est là que tout le sens du projet de loi prend effet, puisque le ministre mentionnait que déjà, depuis un bon bout de temps, les députés fédéraux se promenaient dans le décor en offrant des subventions à gauche et à droite. Si c'était vraiment le cas, comment se fait-il que le ministre n'ait pas déposé son projet de loi un peu avant le 21 juin? Il aurait pu le déposer facilement au mois de mai pour donner les balises exactes que comprenait ce projet de loi, afin d'influencer directement les municipalités par le contenu de son projet de loi, mais en précisant expressément avant la fin de la session ce qu'on voulait viser, non pas en laissant la chose comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête des municipalités et, entre-temps, en ne négociant pas non plus avec le fédéral et en ne tentant pas de pousser plus à fond lesdites négociations.

M. le Président, que dit l'article 2 du projet de loi, qui est l'article fondamental de ce projet de loi? "Une municipalité qui, au jugement du gouvernement, a bénéficié, autrement que selon l'article 1 d'une participation du gouvernement du Canada ou de l'un de ses ministres ou organismes, directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit, perd ainsi, conformément à l'article 4, le droit d'exiger du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes:

1° une taxe municipale ou une compensation en tenant lieu;

2° une subvention;

3° une autre somme constituant un élément de participation gouvernementale à son financement, et

4° la partie de sa quote-part des revenus provenant de l'application de l'article 221 de la Loi sur la fiscalité municipale qui est attribuable aux taxes payées en vertu de cet article par une société mandataire de la couronne du chef du Québec."

On a donc défini que, si une municipalité acceptait directement ou indirectement ou sous quelque forme que ce soit quelque aide du fédéral, elle serait pénalisée et tout montant que le provincial pouvait lui devoir ou tout montant également qu'une société mandataire de la couronne du chef du Québec aurait pu lui devoir ne devenait plus dû.

M. le Président, le détail fondamental dans l'article 2, c'est la grande discrétion du ministre de dire "directement ou indirectement et sous quelque forme que ce

soit". C'est précisément cette façon de procéder vis-à-vis de ce large éventail qu'on voulait couvrir, mais de façon fort imprécise en juin, qui a fait en sorte que le monde municipal s'est trouvé aux prises avec une épée de Damoclès. Lors de la commission parlementaire des affaires municipales, à l'étude article par article, le ministre a reconnu, à ce moment-là, que les dispositions de l'article 2 étaient d'une largesse absolument phénoménale pour le ministre, à tel point qu'il ne pouvait spécifier en commission parlementaire si, oui ou non, dans une circonstance donnée, la municipalité pouvait être couverte par les prescriptions de l'article 2. On était pour émettre, éventuellement, des bulletins d'interprétation pour spécifier exactement dans quel cas une municipalité pourrait être couverte par l'article 2. Il faut se souvenir que c'est toujours rétroactif au 21 juin en disant que c'est une loi à caractère fiscal. Une loi à caractère fiscal, c'est absolument aberrant d'entendre une telle chose. Généralement, M. le Président, une loi à caractère fiscal va avec le titre de la loi: Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités. Quelle est la participation gouvernementale au financement des municipalités? Moi, quand je lis cela, j'imagine bien que c'est la participation gouvernementale du gouvernement du Québec au financement des municipalités. Dans un tel cas, ce n'est pas la participation gouvernementale. C'est le cas où le gouvernement du Québec vient retirer, enlever des montants d'argent aux municipalités qui, de façon directe ou indirecte et sous quelque autre forme que ce soit, auraient pu recevoir un montant du fédéral affecté à la municipalité. Donc, ce n'est pas une participation financière du gouvernement, d'aucune façon. On retire de l'argent. C'est une façon pour le ministre des Finances de récupérer un peu d'argent et d'en mettre dans son fonds pour toute autre dépense qu'il pourra considérer. C'est cela l'effet de la loi 38.

Donc, aucune façon une participation positive au financement des municipalités, mais une participation négative qui vient, en fin de compte, pénaliser. Quand on parle des municipalités, cela vient pénaliser les municipalités, mais c'est qui, M. le Président, les municipalités? Qui sont les municipalités du Québec? Les municipalités du Québec, ce sont tous et chacun des citoyens du Québec - c'est cela qu'il faut regarder - qui seront pénalisés pour un acte d'une corporation même indirecte. Donc, on viendra purement et simplement, encore une fois, jouer dans la poche du contribuable québécois.

Il ne faut pas en douter, la municipalité sera pénalisée par absence de recevoir des subventions provinciales qu'elle

aurait dû recevoir suivant des ententes antérieures, sous forme de taxes ou de subventions, ou une autre somme constituant un élément de participation... Tout à fait vague. Toute somme à laquelle le gouvernement peut participer. Donc, le citoyen se trouvera pénalisé de cette façon en ne recevant pas de sa municipalité ces montants d'argent. Les budgets municipaux doivent faire face à certaines obligations si on se rend compte, de par les effets de la loi 38, que la municipalité est privée de sources de revenus qui doivent lui revenir du côté du gouvernement provincial, la municipalité devra, à son tour, aller chercher ailleurs ces fonds parce que les fonds engagés dans un projet quelconque ne pourront être affectés aux prescriptions budgétaires prévues. En conséquence, la municipalité devra imposer un fardeau de taxes supplémentaires à son contribuable. C'est donc le citoyen du Québec qui se trouve directement visé par le projet de loi 38, par l'intermédiaire de son administration municipale.

Chacun des citoyens du Québec. Cela veut dire quoi, M. le Président, en d'autres mots? C'est que le citoyen du Québec ne peut exiger du gouvernement du Québec qu'il s'associe avec le fédéral et qu'il s'entende pour recevoir des subventions au niveau de sa localité propre, de son gouvernement local, d'aucune façon. Il ne peut participer, ce citoyen, d'une certaine façon, à des montants d'argent qui pourraient lui être dus par un gouvernement dont il fait toujours partie, le gouvernement fédéral, dans un ordre de gouvernement dont le Québec fait encore partie. On se souviendra qu'en 1980, au référendum, plus de 60% des Québécois ont manifesté leur attachement au gouvernement fédéral. Cela veut dire, pour le ministère des Affaires municipales, comme pour tout le gouvernement du Québec, dans un tel cadre, de respecter le voeu des citoyens, qui sont toujours participants au régime fédéral canadien, de pouvoir bénéficier de toute subvention que le fédéral pourra accorder aux citoyens canadiens. Si les citoyens canadiens se retrouvent à l'intérieur des municipalités du Québec, c'est le devoir du gouvernement du Québec, dans le mandat que la population du Québec lui a confié, de participer effectivement à ces programmes d'aide fédérale aux municipalités.

Maintenant, l'Union des municipalités du Québec a renouvelé, en fait, sa position du 25 février 1983, en date du 27 août 1983, où il était spécifié par une résolution:

"Il est proposé par M. Jean Pelletier, appuyé par M. Philippe Bonneau:

"Que l'UMQ réaffirme sa position du 25 février 1983 à l'effet que la règle constitutionnelle soit respectée et que les deux gouvernements s'entendent pour que les

municipalités ne soient pas privées de fonds disponibles;

"Que l'UMQ ne voit pas pourquoi, au moment où des pourparlers pour éclaircir le climat s'entreprennent, le gouvernement adopterait la loi 38 qui risque d'assombrir le climat actuel;

"Que l'UMQ réaffirme son désir de respecter la loi constitutionnelle et n'encourage pas les municipalités à défier la loi;

"Que pour atteindre ces objectifs, l'UMQ demande au gouvernement de retirer son projet de loi 38."

C'était une résolution adoptée à l'unanimité par l'Union des municipalités du Québec - je le répète - le 27 août 1983.

(22 h 20)

Cette position de l'Union des municipalités du Québec était également celle que nous pouvions retrouver au niveau de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec qui, dès l'été, avait adopté une résolution lors d'une assemblée des préfets de la province et, ultérieurement, plusieurs corporations locales, membres de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales, ont voté des résolutions dans ce sens, de même que plusieurs MRC. La résolution se lisait comme suit:

"Attendu qu'une assemblée des préfets de la province s'est tenue le 9 juillet 1983, à Québec, et qu'il a été question, entre autres, du projet de loi 38 intitulé: Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités;

"Attendu que les préfets reconnaissent le principe du projet de loi, à savoir le respect par tous les gouvernements, tant fédéral, provinciaux que municipaux, du partage des pouvoirs tel que reconnu par la loi constitutionnelle de 1982;

"Attendu que les préfets dénonçaient cependant énergiquement le texte du projet de loi, principalement ses articles 2, 3 et 7, par lesquels l'Assemblée nationale accorde des pouvoirs purement discrétionnaires, arbitraires et discriminatoires au gouvernement et à son ministre des Affaires municipales;

"Attendu que les préfets constataient que les municipalités étaient littéralement prises en otage dans le contentieux fédéral-provincial et que la rétroactivité du projet de loi paralyse toute action municipale;

"Attendu qu'il y a lieu d'entériner la position prise par les préfets à cette assemblée;

"En conséquence, il est résolu de demander au ministre des Affaires municipales, l'honorable Jacques Léonard, qu'il retire, dès l'ouverture de la session d'automne de l'Assemblée nationale, prévue pour le 18 octobre 1983, son projet de loi 38 intitulé: Loi sur la participation

gouvernementale au financement des municipalités. Il est également résolu que le ministre annonce immédiatement son intention de retirer ce projet de loi et ce, afin de permettre aux municipalités de poursuivre leurs activités dans les domaines touchés par le projet de loi 38."

Donc, M. le Président, c'était clair pour l'UMRCQ comme pour l'UMQ. Pourquoi? Brièvement, je vais lire certains titres de journaux concernant justement le projet de loi 38.

Le 20 juillet: Le projet de loi 38, une mesure hypocrite qui transpire le mépris. Me André Asselin, maintenant président de l'UMRCQ, vice-président à cette époque.

Le 3 août: Québec ne doit pas régler ses comptes avec Ottawa sur le dos des municipalités.

Le 6 août: Les MRC demandent à Québec de ne pas imposer de tutelle déguisée.

Le 8 août: Il faut que le Québec renonce à pénaliser les municipalités.

Le 11 août: L'UMQ souhaite un accord Québec-Ottawa pour bloquer l'adoption du projet de loi 38.

Le 15 août: La loi 38 donne un trop grand pouvoir au ministre.

Le 18 août: Les membres de la MRC Lac-Saint-Jean-Est s'inquiètent des effets du projet de loi 38.

Le 24 septembre: Les MRC pressent Québec et Ottawa de s'entendre.

Le 28 septembre: MRC demande le retrait de la loi 38.

Le 5 décembre: Les municipalités qualifient d'ingérence le projet de loi 38.

Le 8 décembre: La loi 38, les mesures de guerre du municipal, dit le président de l'UMRCQ, Me André Asselin.

Le 12 décembre, un éditorial de M. Jean-Louis Roy: Le projet de loi 38, c'est non.

Finalement, le 15 décembre, un éditorial de M. Jean-Guy Dubuc, dans la Presse: L'imposture du projet de loi 38.

Donc, M. le Président, le portrait était complet, le portrait était global. L'ensemble des municipalités du Québec, l'ensemble des intervenants dans le milieu - nous l'avons vu antérieurement, au cours de ces discussions, lors des nombreux discours que nous avons eu l'occasion d'entendre dans cette Chambre et lors des discours de l'Opposition, entre autres, lors de la fameuse nuit noire de jeudi à vendredi dernier, alors qu'on a établi un record de 24 heures sans arrêt de session parlementaire - l'ensemble des chambres de commerce et autres organismes à caractère économique, tout le monde a demandé une chose au ministre: Retirez le projet de loi ou, à tout le moins, sursoyez à son adoption et, deuxièmement, discutez franchement avec Ottawa et entendez-vous. Les démarches sont entreprises avec Ottawa, mais on ne semble

pas pressé d'aboutir. On aime mieux simplement aller de l'avant avec le projet de loi 38 et procéder. Nous avons procédé en Chambre, la deuxième lecture, le 6 décembre; en commission parlementaire, les 13, 14 et 15 décembre.

L'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté du Québec ont demandé une chose au ministre des Affaires municipales et au leader du gouvernement: De grâce, entendez-nous avant l'adoption du projet de loi en deuxième lecture, avant l'adoption du principe du projet de loi, une loi à caractère pénal uniquement à l'égard des municipalités. Pour toute réponse, le ministre a dit non. En conséquence, l'Union des municipalités du Québec a décidé, devant cette parodie de la démocratie, de retourner chez elle et de ne plus participer à aucune commission parlementaire. C'est une façon catégorique de manifester son mécontentement vis-à-vis de l'attitude du ministre et une façon, à mon point de vue, qui rendait compte, finalement, de l'intransigeance légendaire du ministre des Affaires municipales qui, dans un tel cas, n'accepte jamais, mais au grand jamais, dans le cas de ses projets de loi, d'entendre les intervenants et de participer activement avec eux à trouver des solutions positives.

L'Union des MRC a décidé de prendre l'attitude contraire, de venir....

Une voix: Des agents du gouvernement fédéral.

M. Saintonge: Des agents fédéraux? Arrêtez donc, M. le député. Vous parlerez à votre tour. Vous en ferez la démonstration, si c'est possible. M. le Président, l'UMRCQ a décidé de son côté de participer activement à la commission parlementaire. Elle s'est dit: On n'est pas d'accord avec le genre de commission parlementaire qu'on nous offre. C'est reconnu. On aurait préféré être entendu avant la deuxième lecture. On a décidé de venir participer, de tenter de jouer le jeu de la démocratie et de venir en commission parlementaire. L'UMRCQ a présenté un mémoire ou certains amendements qu'elle pouvait souhaiter après avoir fait une certaine présentation en commission parlementaire. Nous avons entendu le président de l'UMRCQ durant l'après-midi.

Le matin du 13 décembre, nous avons, après avoir réglé certains problèmes d'ordre technique vu l'état lamentable de la salle qu'on nous confiait pour entendre l'UMRCQ, en présence des journalistes et des gens du monde municipal qui voulaient écouter les débats, nous avons pu avoir droit au discours d'introduction du ministre et également à celui du représentant de l'Opposition. L'après-midi, de 15 heures à 18 heures -

c'était une période de trois heures, mais pendant environ 2 h 30 - nous avons pu entendre le président de l'UMRCQ faire ses commentaires sur le projet de loi et démontrer qu'il ne voulait pas intervenir au niveau politique, mais ce qu'il souhaitait, c'était de bonifier d'une quelconque façon le projet de loi et d'amener des balises. Ce que j'ai retenu comme commentaire du président de l'UMRCQ, c'est qu'il demandait à tout le moins que les municipalités qui n'ont pas à prêter un concours direct à une participation financière du gouvernement fédéral sur son territoire ne soient pas pénalisées par le projet de loi 38 et qu'on les sorte du cadre d'application du projet de loi 38. C'était clair. En d'autres mots, on ne voulait pas viser les actes indirects ou de quelque forme que ce soit qui pouvaient intervenir sur un territoire municipal. C'était clair.

Qu'a-t-on eu comme décision? Le ministre a-t-il donné suite à cette recommandation majeure? C'était la recommandation principale de l'UMRCQ. On n'y a donné suite d'aucune façon. Je répéterai ici en cette Chambre qu'au niveau des amendements que le ministre a apportés au projet de loi 38, qui a été décrié de toute façon à cause de son contenu précis dans chacun de ses 17 articles... Quelles sortes d'amendements le ministre a-t-il apportés à ce projet de loi 38? Aucun amendement n'a changé un mot, n'a changé une virgule, un seul paragraphe de ce projet de loi comme tel. Tous les paragraphes ont été adoptés, sans aucun amendement. Les seuls amendements qui ont été apportés par le ministre au projet de loi 38 ne sont pas des articles précis du projet de loi. C'était pour ajouter des articles. Le ministre a fait grand état dans sa présentation de la modification apportée à l'article 2.1. Nous allons lire l'article 2.1. J'ai lu tantôt l'article 2, l'article fondamental du projet de loi.

L'article 2.1 se lit comme suit: "Le gouvernement précise par règlement les actes ou les catégories d'actes posés par une municipalité ou par un tiers qui placent une municipalité dans la situation visée à l'article 2.

"Le ministre des Affaires municipales fait publier un projet de règlement dans la Gazette officielle du Québec, avec un avis mentionnant qu'à l'expiration d'un délai de 30 jours, ce projet sera soumis au gouvernement pour adoption.

"Le règlement entre en vigueur, avec ou sans modification, le jour de sa publication à la Gazette officielle du Québec ou à la date ultérieure qui y est fixée." C'est l'article 2.1, M. le Président.
(22 h 30)

Qu'est-ce que cela apporte comme amendement au pouvoir discrétionnaire de l'article 2, qui disait: au jugement du

gouvernement, a bénéficié d'une participation...? Une municipalité qui a bénéficié d'une participation, au jugement du gouvernement, directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit. On n'a nullement changé cela, car c'est encore pire puisque, à l'article 2.1, on dit: "...précise par règlement les actes ou les catégories d'actes posés par une municipalité ou par un tiers..." Là, le chat est sorti du sac. On a eu au moins le courage de le dire. Si on peut appeler cela du courage, on appelle plutôt cela de l'effronterie que de venir dire aux municipalités que là, c'est direct, indirect, quelque forme que ce soit. Là on dit: Le tiers est là, on le marque et on vous le dit dans le règlement. C'est cela le genre d'amendement que l'UMRCQ a demandé: une participation financière directe d'une municipalité. On vient carrément marquer à l'article 2.1 l'acte d'un tiers sur lequel la municipalité ne pourrait avoir aucun contrôle.

M. le Président, c'est un pouvoir discrétionnaire absolu. Le gros point sur lequel le ministre a essayé de jouer, la grosse démocratie qu'il a pu introduire dans l'article 2.1. Certains intervenants du côté ministériel ont tenté de nous dire: Vous allez avoir une commission parlementaire pour venir en discuter avec nous. Peut-être qu'il va en tenir une par promesse. Il l'a reconnu ce soir. C'est une promesse qu'il a mentionnée, mais qui n'est pas inscrite dans le texte de loi. Quand on sait que, dans certains cas, certains contrats ont été reniés par le gouvernement, tout ce que j'espère, c'est que la promesse sera suivie au mois de février prochain, d'une part. Deuxièmement, cette commission parlementaire du monde municipal qui veut être consulté - là-dessus, le ministre dit qu'il va consulter sur la liste des actes dérogatoires qui peuvent être commis - n'a aucune garantie qu'elle sera renouvelée après le mois de février si jamais, dans d'autres circonstances, on veut inclure d'autres actes.

Souvenons-nous également que les actes qui seront décrits dans le projet de règlement, qui sont ni plus ni moins des bulletins d'interprétation dont le ministre a parlé, seront toujours des actes rétroactifs au 21 juin dernier. C'est donc plus de huit ou neuf mois plus tard que les municipalités sont informées. Je pense que c'est là de la mauvaise foi poussée à l'extrême et, considérant le fait que le projet de loi 38 n'a été amendé d'aucune façon positive selon le vœu des municipalités, suivant le vœu de l'ensemble des intervenants économiques, c'est une imposture que le ministre a tenté de nous faire avec ces fameux règlements qu'il nous a présentés. De toute façon, le caractère de la loi 38 reste toujours aussi discrétionnaire, aussi discriminatoire, aussi arbitraire, aussi abusif et aussi imprécis à notre point de vue et, dans ces

circonstances, M. le Président, en aucune façon l'Opposition ne veut être mêlée, d'une quelconque façon, à une complicité dans l'adoption d'un tel projet de loi. Nous défendrons jusqu'au bout non seulement les municipalités du Québec, mais, également - je le répète - tous et chacun des citoyens du Québec qui appartiennent à un ordre de gouvernement autant provincial que fédéral. Et si le présent ministre des Affaires municipales avait l'insigne distinction de vouloir les représenter efficacement, il s'entendrait avec le gouvernement fédéral sur les propositions d'entente et les signerait le plus tôt possible, pour éviter une loi aussi inique envers tous les citoyens du Québec.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Louis-Hébert.

M. Réjean Doyon

M. Doyon: Merci, M. le Président. Le fait que de nouveau, ce soir, nous soyons réunis pour tenter de faire obstacle aux sinistres manoeuvres du ministre des Affaires municipales nous oblige à nous rendre compte qu'il continue de vouloir faire passer ce dossier, hélas! L'entêtement a maintenant un nom, l'entêtement s'appelle maintenant Léonard. Cela a des conséquences terribles quand on considère l'importance du sujet et la façon dont le gouvernement s'entête, le ministre des Affaires municipales en avant du peloton, à imposer à la population du Québec ce projet de loi absolument inacceptable, refusé par tous les citoyens, refusé par toutes les municipalités. Jamais on n'aura vu une levée de boucliers aussi unanime contre un projet de loi. Cela s'est fait spontanément. Cela s'est fait dès qu'on s'est rendu compte à quoi menait ce projet de loi. Quelles en seraient les conséquences? Quelle était l'intention du gouvernement en l'imposant? Le gouvernement, en imposant ce projet de loi de la façon dont il l'a fait, fait preuve du plus total mépris du système parlementaire. Il pousse l'outrecuidance jusqu'à présenter ce projet de loi au mois de juin. Pendant cinq mois, il ferme le Parlement. Pendant cinq mois, le gouvernement fait semblant d'étudier les problèmes, forme des comités, un comité sur la question nationale, un comité sur la question économique. Pendant ce temps, le projet de loi dort et le Parlement reste fermé. Entre le 15 octobre et le 15 novembre, le Parlement est de nouveau fermé, rien ne se passe. Le lendemain des élections partielles, ou peu après, le gouvernement décide d'appeler ce projet de loi et de le déposer en deuxième lecture. Il y a un simulacre de consultation à la commission parlementaire, quelques heures à peine pour étudier un projet dont les implications et les conséquences sont

extrêmement graves pour tout le monde. On fait semblant d'inviter les principaux intéressés à étudier ce projet de loi. On refuse une demande de l'Opposition de remettre la considération à cinq jours de façon que tous les intervenants puissent se faire entendre et aient le temps de voir les véritables conséquences du projet de loi.

Non, M. le Président, le ministre des Affaires municipales continue de s'entêter avec la complicité du leader du gouvernement. C'est ainsi que nous devons très probablement passer la nuit à regarder, à étudier et à tenter de convaincre le ministre des Affaires municipales, même si nos chances sont presque nulles, de faire preuve d'un peu de raison, d'un minimum de sens commun, d'un minimum d'attention à ce que les autres ont à dire, qui ne sont pas tous des fous, qui ont des raisons d'agir comme ils le font. Le ministre ne veut rien savoir, tout ce qu'il veut, c'est l'adoption de son projet de loi, comme un enfant qui veut son jouet. On ne peut pas discuter avec un enfant. Un enfant ne veut pas savoir pourquoi on lui refuse le jouet qu'il désire immédiatement. Le ministre veut son projet de loi immédiatement. Il ne veut pas attendre; il le veut immédiatement pour pouvoir menacer plus efficacement les municipalités, tenter de leur faire peur. Heureusement, nous ne sommes pas dans une société où la peur mène encore les hommes et les femmes du Québec. C'est heureux. Tant que nous serons ici, nous nous battons jusqu'à la dernière vigueur pour empêcher que la peur ne soit le moyen de faire accepter l'inacceptable.

Le ministre continue d'agir comme un vulgaire agent provocateur, en tentant de toutes les façons possibles d'amener des chicanes, des querelles, de la zizanie. Le moyen est très bien connu, il est utilisé par les régimes qui sont en train de connaître des difficultés absolument insurmontables: la diversion. Quand on ne sait pas comment faire pour se sortir de ses propres problèmes, on crée de la diversion; on tente de faire croire que le danger vient de l'extérieur alors que le danger est ici à l'intérieur avec le ministre des Affaires municipales, avec ce gouvernement. Personne n'est dupe de la méthode. Personne ne croit que ce sont vraiment les intérêts du Québec qui sont servis de cette façon. Ce qu'on tente de servir en premier lieu, et uniquement, ce sont les intérêts du PQ en tant que parti politique qui est en perte de vitesse et que la population juge d'un sondage à l'autre, d'une élection partielle à l'autre. Le sondage de la fin de semaine - M. le Président, vous en avez sûrement pris connaissance - établissait l'appui populaire du PQ à 27% par rapport à 67% pour la formation politique que je représente. Je pense que la population est en train de porter un jugement

terriblement sévère. La population de Jonquière et celle de Mégantic-Compton ont voté le 5 décembre, et le jugement était de même nature. D'une fois à l'autre, chaque fois qu'on aura le courage de demander à la population ce qu'elle pense du gouvernement, on aura des résultats semblables à ceux qui ont été donnés par le sondage de la fin de semaine paru dans le journal *Le Soleil*: 27% pour le PQ et 67% pour le Parti libéral du Québec.
(23 h 40)

C'est très éloquent, mais, quand on est entêté on ne veut pas entendre raison, on ne veut rien savoir et on ne veut pas surtout donner la chance à la discussion et à la négociation de porter des fruits. M. le Président, on sait que même les positions les plus éloignées finissent par se résoudre quand on donne la chance à la discussion et à la négociation d'avoir lieu. Ce que le ministre des Affaires municipales est en train de faire, c'est s'organiser pour que cette négociation n'ait pas lieu, de peur qu'elle n'ait une chance de réussir. Ce qu'on veut, c'est qu'à tout prix il y ait des positions tellement opposées qu'il n'y ait aucune réconciliation possible des intérêts communs.

Pendant ce temps, qui souffre, M. le Président? Ce sont les jeunes du Québec qui sont à la recherche d'emplois, ce sont les pères de famille, qui sont sur l'assurance-chômage et qui, bientôt, seront sur l'aide sociale, qui voyaient une lueur d'espoir dans les programmes gouvernementaux fédéraux, qui pensaient que le gouvernement du Québec aurait assez à cœur le bien-être de la population, qu'il a été chargé de représenter et dont il doit défendre les intérêts, pour en venir à une entente de bonne foi, à un "gentlemen's agreement" avec le gouvernement fédéral.

Le ministre des Affaires municipales a décidé qu'il préférerait la guerre, qu'il préférerait que chacun se tienne sur ses positions et qu'on se tire dessus à qui mieux mieux. Quel sera le résultat de cela? C'est que, entre les deux lignes de feu - et c'est malheureux - il y a la population du Québec qui recevra les balles tirées aussi bien d'un côté que de l'autre. Je me souviens que, quand il y avait une chicane dans la famille chez nous, mon père me disait: C'est le plus intelligent, c'est le plus vieux ou c'est le plus raisonnable qui cède le premier. C'est comme cela dans la vie véritablement aussi. Quand on est plus intelligent qu'un autre ou qu'on se prétend plus intelligent, on fait les premiers pas, on montre qu'on est capable de s'entendre, on s'organise pour que, si on n'accepte pas la proposition qu'on nous fait, l'autre n'en souffre pas. Non, ce gouvernement préfère la chicane, préfère la querelle à tous crins parce que cela sert ses visées indépendantistes, cela sert, pense-t-il, à faire passer le gouvernement fédéral pour

le gros méchant.

Eh bien, la population est plus intelligente que ça. La population sait qu'actuellement ceux qui sont en train de souffrir, ce sont les chômeurs, ce sont les gens qui n'ont pas d'emploi, ce sont les assistés sociaux. C'est un drame et c'est une tragédie que ce gouvernement ne soit pas sensible à ça. Il ne faut pas chercher ailleurs des explications à sa chute spectaculaire dans la cote de popularité. Il n'y a pas d'autre explication. Quand on n'est pas capable d'avoir à cœur les intérêts profonds, les intérêts premiers d'une population qui a besoin actuellement d'aide et qui sait que les gouvernements pourraient en venir à des ententes et qu'on trouve tous les moyens pour les éviter, cette population est extrêmement sévère envers un gouvernement qui agit de cette façon. J'espère que le vendredi noir qu'on a connu et que la semaine de bousculades qu'on connaît actuellement vont passer à l'histoire et que, lors des prochaines élections générales, la population se souviendra, aussi bien de ce qui s'est passé en ce qui concerne le projet de loi 38 que d'un paquet d'autres mesures qui ont été imposées à la population, comme les projets de loi qui ont réglé...

Le **Vice-Président** (M. Jolivet): M. le député, en terminant.

M. Doyon: Oui, M. le Président. ...les difficultés de relations du travail dans les secteurs public et parapublic. Je pense que la population va porter un jugement dont vous devrez subir les conséquences et qui va vous rayer de la carte à tout jamais.

Le **Vice-Président** (M. Jolivet): M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Pierre-J. Paradis

M. Paradis: M. le Président, j'interviens encore une fois sur le projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités.

Tantôt, le ministre nous a dit qu'il a présenté ce projet de loi en cette Chambre afin de protéger la juridiction exclusive de la province de Québec dans le domaine municipal. Si c'était le cas, si c'était la vérité que nous disait le ministre des Affaires municipales, il n'y aurait aucun problème. Cette juridiction exclusive fait l'unanimité chez les parlementaires, fait l'unanimité chez tous les intervenants.

Mais il y a autre chose qui fait l'unanimité présentement. C'est que tous les intervenants dans le dossier, sauf les péquistes, dénoncent le projet de loi. Jean-Louis Roy, dans le Devoir: Le projet de loi 38, c'est non. Jean-Guy Dubuc, dans la Presse: L'imposture du projet de loi. Et voici

d'autres titres de journaux: Le projet de loi 38 est une mesure hypocrite qui transpire le mépris. La loi 38 donne un trop grand pouvoir au ministre. Il faut que Québec renonce à pénaliser les municipalités. Les municipalités qualifient d'ingérence le projet de loi 38. Et ainsi de suite.

Mais où est le problème? Le ministre a dit tantôt dans son allocution qu'il s'agissait d'un problème d'attitude. Il a complètement raison. C'est un problème d'attitude péquiste. Il a dit qu'il s'agissait de deux attitudes. Mais je suis d'accord avec le ministre; il y a l'attitude du ministre lui-même, en partant, le ministre qui, on s'en souviendra, a parrainé le projet de loi sur la fusion forcée Baie-Comeau-Hauterive, qui a coûté, lors des dernières élections partielles dans le comté de Saguenay, un château fort, une forteresse du Parti québécois, et qui avait amené, antérieurement, la démission du ministre Lucien Lessard; un ministre qui, dans le dossier des MRC, s'est fait connaître pour son intransigeance, pour son esprit borné.

À titre d'exemple, vu qu'on parle d'esprit borné et de bornage, je vais vous mentionner, parce que ce n'était pas confidentiel, les discussions que j'ai eues avec le ministre des Affaires municipales quant au découpage de la MRC du comté de Brome-Missisquoi. Comme vous le savez, le comté de Brome-Missisquoi, qui se situe entre l'autoroute des Cantons de l'Est, l'État du Vermont, le lac Champlain et le lac Memphrémagog, a été découpé tout de travers et tout croche par le ministre. À l'autre bout du comté, dans la région du lac Memphrémagog, j'ai demandé au ministre, à cause de l'appartenance locale, de faire passer la ligne dans le milieu du lac. Le ministre m'a répondu: Mon pauvre député de Brome-Missisquoi, vous n'êtes pas urbaniste, **on voit** que vous ne connaissez pas cela, l'aménagement. On ne peut pas aménager une région sans tenir compte des deux rives du lac. Bien, j'ai dit: Peut-être que le ministre a raison. Mais j'ai dit: Pouvez-vous m'expliquer, M. le ministre, pourquoi, si vous me dites cela, à un bout du comté, avec le lac Memphrémagog, vous faites exactement le contraire à l'autre bout du comté, avec le lac Champlain? Là, le ministre s'est gratté la tête et il a dit: Cela, c'est de la logique de ministre! Bien, c'est peut-être vrai que je n'arriverai jamais à comprendre cela, mais c'est un problème d'attitude chez ce ministre-là, dans chacun de ses dossiers et dans chacun des projets de loi.

Le deuxième problème d'attitude, c'est l'attitude du leader du gouvernement. Ils vont bien ensemble. Comme on dit, les deux font la paire: le ministre des Affaires municipales et le leader du gouvernement. Le petit député de Vanier dit: "On va vous passer sur le corps." Cette attitude de bâillonnement de l'Opposition, cette attitude

antiparlementaire n'augure rien de bon pour la réforme parlementaire que l'ensemble des députés tente d'acheminer ici.

Dans ce dossier, le ministre des Affaires municipales, le gouvernement du PQ, pour préserver la juridiction de la province de Québec, avait un choix à faire, un choix de direction. Le gouvernement pouvait aller à Ottawa négocier, mais il n'a jamais cru à cela. S'il ne croyait pas à la négociation, il aurait pu prendre action contre le gouvernement fédéral, si vraiment la juridiction exclusive du Québec dans le domaine municipal était attaquée. Vous savez ce qu'il a fait? Il a eu peur. Ce sont des peureux en face. Ils ont dit: On est aussi bien de s'en prendre aux municipalités, c'est moins fort, on contrôle leur budget, on peut les étouffer mieux. Et les municipalités, qui se retrouvent un peu comme des victimes, se voient aujourd'hui attaquées à bras raccourcis par un ministre faible d'un gouvernement faible, parce que, si ces gens-là avaient été le moins fort, ils seraient allés négocier à Ottawa et ils auraient pris action contre Ottawa.

(22 h 50)

Les éditorialistes, les observateurs de la scène politique nous parlent - ils sont unanimes à ce sujet - d'une loi punitive, d'une loi discrétionnaire, d'une loi arbitraire, d'une loi rétroactive, d'une loi qui contient à peu près tous les vices qu'une loi peut contenir, d'une loi qui est à l'image de ce gouvernement, d'un gouvernement qui est pris de panique, d'un gouvernement qui, dans cet état de panique, s'accorde des droits réservés aux régimes les plus totalitaires.

M. le Président, on a parlé à plusieurs reprises au cours de ce débat d'un gouvernement hypocrite, d'un projet de loi hypocrite. C'est le député de Laprairie qui, tantôt, attirait l'attention d'un ministre qui n'est pas ici en Chambre pour écouter ce qu'on a à lui dire, parce qu'il s'en fout, il attirait son attention sur le caractère hypocrite de la loi. Vous êtes des parlementaires, les gens d'en face. On vous présente un projet de loi qui s'intitule Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités. Vous pensez immédiatement que le gouvernement du Québec va venir en aide aux municipalités et votre première réaction, c'est de dire: Bravo! il va s'occuper de cela.

Ce n'est pas tellement long à lire, ce petit projet de loi, M. le Président. On s'aperçoit que ce n'est pas du tout cela. On s'aperçoit que c'est un projet de loi qui est là, non pas pour venir en aide aux municipalités, mais pour leur arracher ce qu'elles ont reçu du gouvernement fédéral. C'est un projet de loi qui vise à les pénaliser. Mais pourquoi le ministre des Affaires municipales, suivi de la ribambelle de perroquets qui parlent sur ce projet de

loi, ne dit-il pas aux municipalités: Écoutez, ce n'est pas pour vous venir en aide qu'on fait cela, c'est pour vous pénaliser qu'on fait cela.

M. le Président, c'est un projet de loi hypocrite, à l'image des gens d'en face, à l'image d'un ministre des Affaires municipales hypocrite, à l'image d'un leader du gouvernement qui nous parle de réforme parlementaire, mais qui est hypocrite. C'est un projet de loi qui démasque encore un peu plus les hypocrites d'en face. Mais, mesdames et messieurs d'en face, lorsque vous adoptez ces projets de loi arbitraires, discrétionnaires, rétroactifs, hypocrites, vous descendez toujours un peu plus dans l'opinion publique. Avec le projet de loi 38, vous êtes rendus dans la cave, et c'est ce que vous avez l'air.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Charlesbourg.

M. Marc-Yvan Côté

M. Côté: M. le Président, nous sommes rendus à une autre étape de l'adoption du projet de loi 38 présenté par le ministre des Affaires municipales. Pour être capables de juger de la pertinence du projet de loi et de la démarche, il nous faut voir le cheminement qu'a suivi ce projet de loi. Il faut d'abord se rappeler - parce que la mémoire est une faculté qui oublie et je suis convaincu que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche ne s'en souvenait pas non plus - que le projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités, a été déposé le 21 juin 1983. Évidemment, lorsqu'on parle du 21 juin 1983, cela nous rappelle des souvenirs, particulièrement au député de Charlesbourg qui, la veille, était élu député d'une circonscription qui était détenue auparavant par un député péquiste, qui a aussi été membre du Conseil des ministres, qui était un personnage passablement important et qui avait obtenu en 1981 une majorité de 6000 voix. Le 20 juin, dans Saguenay, dans Saint-Jacques et dans Charlesbourg, le gouvernement - c'est le moins qu'on puisse dire - mange toute une raclette. Je n'ai pas besoin de vous rappeler à vous, parce que vous l'avez certainement frais à la mémoire, que le Parti québécois a obtenu un mirobolant 13,7% du vote dans Charlesbourg.

M. le Président, on était en droit de s'attendre que les membres du Conseil de ministres tirent une leçon de cette dégelée et que le 21 juin, le lendemain, on s'abstienne de déposer un projet de loi susceptible de causer encore du dommage au Parti québécois.

Que s'est-il passé? Introduit à l'Assemblée nationale le 18 octobre, on devait à ce moment ne siéger qu'une journée

mais, à cause du barrage de l'Opposition, on a siégé les 18 et 19 octobre.

Le 19 octobre, le gouvernement dans sa grande sagesse... Le premier ministre nous avait alors dit que, pour régler les problèmes du Québec, il n'était pas nécessaire de légiférer, qu'il suffisait, à ce moment, de poser des gestes administratifs et qu'il n'était pas nécessaire de prendre du temps à l'Assemblée nationale. On a donc décidé de suspendre l'étude de projets de loi à l'Assemblée nationale pendant un mois, de telle sorte qu'on s'est retrouvé ici, à l'Assemblée nationale, M. le Président, le 15 novembre, le soir où le ministre des Finances nous a exposé ses ajustements budgétaires pour la fin de l'année financière.

Le ministre, ou le leader du gouvernement, aurait pu, à ce moment, demander à la Chambre d'étudier en deuxième lecture le projet de loi 38. Non, parce que le leader avait derrière la tête, semble-t-il, conseillé par le ministre des Affaires municipales, que c'était un projet de loi qui pouvait être contentieux et contesté de la part de l'Opposition et qu'on devait donc attendre, à la lumière des expériences traditionnelles, la fournée de la fin de session où l'on passe littéralement le rouleau compresseur. Et ce n'est que le 6 décembre que - il faut se le rappeler - pour un projet de loi aussi important, M. le Président, le leader du gouvernement appelait en deuxième lecture le projet de loi 38. Puis, le vendredi 9 décembre, une autre séance pour qu'il soit adopté le lundi 12 décembre et déferé immédiatement en commission parlementaire.

C'est sur l'insistance de l'Opposition que le leader du gouvernement et le ministre des Affaires municipales ont accepté une mini-consultation, à l'image du leader du gouvernement, qui visait à entendre l'Union des municipalités régionales de comté et l'Union des municipalités du Québec.

Finalement, M. le Président, devant l'attitude arrogante du gouvernement qui ne voulait pas entendre l'UMQ avant d'avoir adopté le principe en deuxième lecture, cette union s'est désistée. La commission parlementaire a entendu pendant quelques heures M. Asselin qui est venu répondre aux questions des parlementaires.

Donc, une consultation comme on en a rarement vu au niveau de l'Assemblée nationale sur un projet qui touche les quelque 1600 municipalités du Québec. Le gouvernement voulait entendre, non pour entendre, mais pour dire qu'il avait entendu et pour tenter de bâillonner le plus rapidement possible ceux qui évaluent contre ce projet de loi.

M. le Président, c'est la commission parlementaire qui siège et qui commence l'étude du projet article par article. Trois heures après, le leader du gouvernement vient en Chambre et nous informe qu'il va

déposer une motion de clôture et mettre fin aux discussions en Chambre dans les jours qui viennent. Après trois heures de débat, M. le Président, il faut le faire. Étant lui-même suffisamment informé, il avait décidé que l'Assemblée nationale et l'ensemble du Québec avaient étudié en profondeur le projet de loi 38 et que cela en était fini.

J'ai consulté le rapport déposé par le député de Bellechasse, ex-maire, qui, à la suite de ce geste, ne le sera plus, pour constater que la commission n'a duré que dix-sept heures et quinze minutes et cela, incluant l'audition de M. Asselin. Dix-sept heures et quinze minutes pour étudier le projet de loi 38 article par article. Une vraie farce! M. le Président, une vraie farce! (23 heures)

On s'est donc retrouvé, avec le leader du gouvernement, avec une motion de clôture qui a été appelée, donc débattue dans cette Chambre jeudi dernier, le 15 décembre, à compter de 22 h 30. Au cours de ce débat, on a eu très peu l'occasion d'entendre les députés du Parti québécois. Après avoir siégé toute la nuit pour tenter de convaincre les gens du Parti québécois qu'ils faisaient fausse route, on s'est retrouvé à 10 heures le lendemain matin, le 16 décembre, à ajourner le débat pour reprendre les travaux réguliers de la Chambre. Il est bon de se rappeler le libellé de la motion de clôture qu'avait déposée le leader du gouvernement et qui disait: "soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le vendredi 16 décembre 1983". C'est à ne pas oublier.

Qu'est-ce qui est alors arrivé? Le gouvernement, de par sa majorité, a décidé que la motion de clôture passait coûte que coûte, même si on passait sur le dos du président. Une motion qui doit être adoptée avant 13 heures le 16 décembre - c'est une première dans un Parlement - est votée à 19 heures le soir même. C'était devenu une motion caduque. Donc, à cause de l'imprévoyance du leader du gouvernement, c'était une motion devenue caduque et qui était normalement finie et inacceptable.

M. Chevette: M. le Président...

M. Côté: Le député de Joliette aura l'occasion d'intervenir et j'anticipe le plaisir de l'entendre.

M. Chevette: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement, M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Chevette: Je veux juste vous demander comment vous interprétez les paroles du député de Charlesbourg lorsqu'il affirme que cette motion était caduque,

alors que vous avez rendu une décision. Si vous l'interprétez comme ayant du bon sens, je m'assoierai calmement; si vous interprétez que c'est une reconsidération de votre décision, j'aimerais vous l'entendre dire.

M. Gratton: Question de règlement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Sur la question de règlement, M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gratton: M. le Président, je pense que le député de Charlesbourg a tout à fait droit à son opinion - que je partage d'ailleurs - sur la question. Quant à moi, la motion du leader du gouvernement était caduque au moment où on l'a adoptée. On a accepté la décision, on n'a pas rouspété; on ne l'a pas commentée, mais vous nous permettez, quand même, de penser ce qu'on pense et de le dire.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît! Je suis sûr que le député de Charlesbourg, en prenant en considération la décision du président, ne fera pas en sorte de dire que la présidence a eu des torts. Mais il a droit à son opinion, bien sûr. On lui demande en même temps de respecter la décision du président.

M. Côté: M. le Président, je maintiens ce que j'ai dit: C'est une motion caduque qui a été adoptée à 19 heures. La preuve est là, à partir de la motion et à partir du vote qui a été pris à 19 heures. Encore pis, M. le Président, c'est une motion qui a été adoptée par 50 députés sur 122. C'est cela, la légitimité de cette motion et la légitimité du gouvernement: 50 députés sur 122, environ 40% des membres de cette Assemblée ont adopté une motion de clôture. Ce n'est certainement pas vous faire insulte que de vous dire qu'il y en avait 50 sur 122. Il manquait donc 72 députés dans cette Assemblée pour pouvoir décider d'une motion qui, maintes fois, a été reprise par ce gouvernement. Donc, une motion est adoptée à 19 heures - il faut se le répéter - alors qu'elle était devenue caduque à 13 heures. Elle est adoptée par à peine 40% des membres de cette Assemblée. Le ministre vient dire que le projet de loi est légitimé et que l'action du gouvernement aussi. C'est une vraie farce! Cela a été le cheminement. Aujourd'hui, on se retrouve à l'adoption du rapport, avant de passer à la troisième lecture dans les jours qui suivent.

Ce projet de loi sera entre les mains d'un ministre, le ministre des Affaires municipales. Qu'arrivera-t-il dans les prochains jours? Il faut puiser dans les gestes posés par le ministre dans le passé pour pouvoir juger ce que fera le gouvernement avec ce projet de loi. C'est le ministre des

MRC qui créent tant de problèmes au Québec. C'est aussi le ministre qui a imposé une fusion forcée. Comme par hasard, c'est le projet de loi 37 qui a amené la déconfiture du Parti québécois dans le comté de Saguenay et la disparition de Lucien Lessard de la carte électorale. Comme par hasard, encore aujourd'hui, pour faire suite à l'autre c'est le projet de loi 38 - projets de loi 37 et 38 - par le même ministre. Ce ministre, qui aura à appliquer ce projet de loi, est un disciple du député de L'Assomption qui nous disait dans cette Chambre, la semaine dernière, que la seule idée qui le hantait, chaque fois qu'il travaillait, était l'idée de l'indépendance, qu'il y pensait à chaque moment et que même il en rêvait.

Messieurs du gouvernement, vous avez des leçons à tirer; vous êtes rejetés par l'ensemble de la population, l'UPA, l'UMQ - je vais conclure là-dessus, M. le Président - l'UMRC, les travailleurs au pourboire, les pêcheurs. Ce n'est pas surprenant que les sondages de la fin de semaine donnent 67% au Parti libéral et 27% au Parti québécois. Sur le plan fédéral, un de vos disciples, qui s'apprête à se lancer sur la scène fédérale, obtient 4% du vote dans un sondage. Il n'est pas surprenant que ce gouvernement tente de cacher des choses et la population pourra juger de nouveau.

Le Président: Si vous me le permettez, Mme la députée. Je vous ai entendu, M. le député de Charlesbourg - je vous écoutais à la télévision - faire vos commentaires sur la décision que j'ai rendue. Ces commentaires sont tout à fait déplacés. La motion votée par cette Chambre, vendredi, était une motion - je l'ai bien dit dans ma décision, si vous vous donnez la peine de la relire - caduque quant à un aspect, mais, quant à l'essentiel, elle était tout à fait valable.

Que vous l'aimiez ou que vous ne l'aimiez pas, telle était ma décision et cette décision est valable; c'est la décision du président. Certains jours, de ce côté-ci de la Chambre, on n'aime pas mes décisions; d'autres jours, de ce côté-là de la Chambre, on n'aime pas mes décisions. Si, chaque fois que quelqu'un n'aime pas une décision du président, il se permet de la commenter de la manière dont vous l'avez fait, aucun ordre ne pourra être maintenu dans cette Chambre. Ma décision est rendue, relisez-la. Si vous ne la partagez pas c'est bien dommage, mais c'est la décision du président et le vote qui a été pris, vendredi, était un vote valable sur une motion valable.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gratton: J'aimerais que vous nous indiquiez comment on peut s'exprimer ici sur la valeur de la motion que vous qualifiez vous-même de caduque partiellement.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition, je ne reprendrai pas la décision que j'ai rendue. Elle est au feuillet; relisez-la.

Une voix: ...

Le Président: Je pourrais vous faire retirer vos paroles, entre autres choses.

Une voix: Envoyez donc!

Le Président: C'est ce que vous voulez? Alors, veuillez, s'il vous plaît, retirer vos paroles.

M. Gratton: Lesquelles, M. le Président?

Le Président: "Envoyez, envoyez donc!" Si vous voulez narguer la présidence, M. le député de Gatineau et leader adjoint de l'Opposition, je m'excuse, mais je vais devoir vous interdire le droit de le faire. Ce n'est absolument pas permis par le règlement, et vous le savez très bien d'ailleurs, plus que n'importe quel autre député; vous êtes leader adjoint de l'Opposition.

M. Gratton: Qu'est-ce qui n'est pas permis par le règlement, M. le Président?

Le Président: Il n'est pas permis...

M. Bédard: Gardez donc un certain "standing", c'est tout!

Le Président: ...de s'adresser au président de la manière dont vous le faites et vous le savez très bien. Je vous dis - je ne reviendrai pas là-dessus et je voudrais bien que personne n'y revienne - que la motion adoptée, vendredi, était une motion valable, une motion valide dont un seul aspect était caduc et cet aspect caduc, de toute façon... Je ne reprendrai pas cette décision pour la nième fois. Je ne vois même pas pourquoi on fait un débat là-dessus, c'est tout à fait inutile. La motion était valide et on n'a pas à remettre en cause la validité de la motion qui a été adoptée.

M. Gratton: M. le Président, je repose ma question. Comment peut-on qualifier la motion qui était valide, mais qui était également caduque, sinon pour dire qu'elle était caduque?
(23 h 10)

Le Président: C'était une motion valide, M. le député, mais qui était caduque quant à un de ses aspects, c'est-à-dire nulle quant à

l'un de ses effets, mais parfaitement valable et parfaitement valide quant à l'ensemble de son effet. Vous vouliez avoir la réponse, c'est cela la réponse. Non, je ne vous reconnaitrai pas davantage sur cette question.

Une voix: ...l'article 157, par exemple.

Le Président: M. le député, lisez la décision que j'ai déposée ce matin, qui sera inscrite au journal les Débats, et vous aurez la réponse à cette question.

Une voix: Vous ne voulez pas qu'on en parle, M. le Président?

Le Président: M. le député, je ne tolérerai pas que vos interventions prennent la forme d'une contestation de ma décision. Le règlement de cette Assemblée est très clair quant à l'autorité du président et je vous prie de bien vouloir le respecter, même si vous n'appréciez pas, même si vous ne partagez pas la décision. Si chaque député, chaque fois qu'il n'aime pas une décision du président, que ce soit de ce côté-ci ou de ce côté-là, se permet d'agir ainsi, on n'en sortira jamais. Il n'y aura aucun protocole, aucun décorum, aucun ordre qui va régner dans cette Chambre. Que vous ne l'aimiez pas, je le regrette vivement, mais ma décision a été rendue. Elle est celle que vous connaissez. La motion était tout simplement nulle quant à un de ses effets, mais certainement pas quant à son ensemble. Ainsi en ai-je décidé et, par conséquent, le vote de vendredi était un vote valable et valide.

M. Gratton: M. le Président, une question de règlement.

Le Président: Oui, M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, admettez-vous que, vendredi, lorsque vous avez rendu votre décision, je me suis abstenu de la commenter, de la contester ou de faire quelque remarque que ce soit? Cela étant acquis...

Le Président: Mais, M. le député de Gatineau, je le sais, je l'ai remarqué, je vous en sais gré et j'aimerais que cela continue comme cela.

M. Gratton: M. le Président, je persiste à croire que, si elle était caduque en partie, en relisant Geoffrion, elle l'était dans son tout. C'est ce que j'ai dit.

Le Président: M. le député de Gatineau, je comprends, puisque vous avez plaidé le contraire, que vous ne partagez pas l'opinion

que j'ai rendue. Mais, enfin, vous savez très bien - vous avez fait du bureau de comté comme moi, comme tous les députés de cette Chambre - que, lorsqu'un électeur n'est pas content d'une décision d'un tribunal, il en veut à tout le système judiciaire dans son ensemble. Par contre, l'autre électeur qui, lui, a eu gain de cause devant le tribunal trouve que le système judiciaire est parfait. Il y a toujours quelqu'un qui y perd dans une décision et quelqu'un qui y gagne. Celui qui se trouve perdant cette fois là trouve que le système est mauvais. Le lendemain, par contre, quand il s'y trouve gagnant, il trouve que le système est très bon. Cela fait partie des aléas de ce genre de décision. Je vous sais gré de ne pas l'avoir commentée vendredi et je vous saurais gré de continuer à ne pas le faire.

M. le député de Kamouraska-Témiscouata.

Motion d'ajournement du débat

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): Merci, M. le Président. Étant donné l'heure tardive et suivant l'article 157 de notre règlement, je propose l'ajournement du débat. Je renonce à mon droit de parole de dix minutes.

Le Président: Cette motion peut donner lieu à un débat au cours duquel un représentant de chaque parti reconnu peut prononcer un discours de dix minutes, le proposeur pouvant exercer un droit de réplique de même durée. Si je comprends bien, vous renoncez à votre droit de parole. Quelqu'un d'autre veut-il s'exprimer sur la motion?

M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Je pense que c'est le député de Rivière-du-Loup qui a fait la même chose lors d'un projet de loi, d'une discussion. Le député propose l'ajournement du débat. Nous sommes parfaitement d'accord pour que le débat soit ajourné. Le député péquiste a reconnu que nous sommes à une heure tardive, il est 23 h 15. Je ne sais pas s'il était ici il y a quelques nuits, alors que l'entêtement du gouvernement a forcé les députés à parler pendant toute une nuit, jusqu'à 9 h 45 le matin. Mais, enfin, c'est vrai que c'est une heure tardive. La seule chose que je me demande, c'est si le député le fait sérieusement. S'il le fait sérieusement, vous allez voir que les députés péquistes de l'autre côté vont voter en faveur de la motion d'ajournement. Nous, nous le prenons au sérieux et nous allons voter en faveur de l'ajournement du débat pour permettre à la Chambre d'étudier d'autres questions. On sait que le débat sur le budget n'est pas terminé, il reste sept heures à faire. On sait que le règlement de

l'Assemblée nationale prévoit que mercredi, c'est-à-dire après-demain à minuit, nous devons avoir terminé nos travaux. Si les députés péquistes ne votent pas en faveur de l'ajournement, s'ils répudient leur collègue, à ce moment, on saura que la motion d'ajournement n'est pas sérieuse. On s'apercevra qu'il s'agit simplement d'une manoeuvre. Ils veulent simplement manoeuvrer, faire une pirouette de procédés. Pourquoi? Je vais vous l'expliquer.

Si, par exemple, nous avions continué ce débat qui peut continuer assez longtemps, cela dépend du leader du gouvernement... Le leader du gouvernement, on le sait, à cause du règlement de fin de session, peut nous forcer à siéger jusqu'à demain matin, à dix heures. Nous avons plusieurs députés qui ont exprimé, manifesté le désir de parler contre ce projet de loi 38, un projet de loi inique; on l'a dit, on l'a répété, tout le monde l'a dit. Donc, le débat pourrait aller un peu plus tard cette nuit. Et, comme nous l'avons fait dans le passé, nous aurions pu faire cette motion d'ajournement un peu plus tard cette nuit. C'est important de comprendre que le règlement dit que cette motion d'ajournement ne peut être faite qu'une seule fois au cours d'un même débat ou d'une même séance et que, lorsqu'elle est faite, on ne peut plus la faire jusqu'à ce que la séance soit terminée.

Pourquoi le député la fait-il maintenant, à 23 h 15, s'il n'est pas sérieux? On le verra à la façon dont les députés péquistes voteront sur cette motion. Pourquoi la fait-il à 23 h 15 alors qu'à 2 heures, 2 h 30 ou à une heure, quelqu'un d'autre, un député pourrait la faire sérieusement, sans rire du règlement, sans rire de l'institution? Parce que, si on la faisait à 2 heures, à ce moment on demanderait un vote enregistré. Il faudrait ramener devant les caméras ces figures tristes que nous avons vues l'autre soir. Pour qu'ils votent, pour un vote enregistré, il faudrait rappeler des députés de leur lit.

Le but de cette motion, c'est pour permettre... Si le député n'est pas sérieux, on le saura au moment où ils vont voter. Si les députés péquistes votent contre la motion d'un autre député péquiste pour ajourner le débat, s'ils rejettent cette motion d'ajournement, cela voudra dire qu'ils sont partis et que le député lui-même a eu une manoeuvre pour permettre aux députés péquistes d'aller se coucher parce qu'ils sont fatigués. Ils sont à l'image de leur gouvernement. Ils sont fatigués, ils sont épuisés et ils veulent aller se coucher; c'est la seule manoeuvre. Je l'ai expliqué de façon claire, de façon calme: c'est pour aller se coucher qu'ils vont voter contre la motion d'ajournement.

Voici pourquoi cette motion n'est pas sérieuse. Nous allons voter contre. Nous

présumons la bonne foi parce qu'on n'aurait pas besoin d'un député d'arrière arrière-ban si le gouvernement voulait mettre fin à ce débat. Le leader du gouvernement pourrait venir ici en Chambre, se lever, demander et dire: M. le Président, je propose l'ajournement du débat. Cela serait adopté sans même un vote parce que c'est lui qui dirige les travaux de l'Assemblée nationale, c'est lui qui vous demande d'appeler tel ou tel article à notre feuillet. C'est lui qui dirige et c'est sa prérogative. Mais non, on recourt à une motion d'ajournement d'un député d'arrière-ban que les députés péquistes vont rejeter pour nous empêcher, plus tard, de la faire et de réveiller ces pauvres députés péquistes fatigués. C'est ce qui va être leur problème. Ils veulent aller se coucher. Mais, je leur fais un petit avertissement amical: N'allez pas vous coucher parce qu'il y aura peut-être un autre vote, un peu plus tard, sur autre chose. (23 h 20)

Le Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Fréchette: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés. (23 h 21 - 23 h 26)

À l'ordre, s'il vous plaît!

Je mets maintenant aux voix la motion de M. le député de Kamouraska-Témiscouata visant l'ajournement du débat.

Que les députés qui sont pour cette motion d'ajournement veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

M. Mathieu: Comédie.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata)...

Des voix: Ah!

M. Mathieu: Comédie.

Le Secrétaire adjoint: ...Lalonde (Marguerite-Bourgeoys), Ciaccia (Mont-Royal), Mme Lavoie-Roux (L'Acadie), MM. Marx (D'Arcy McGee), Assad (Papineau), Mathieu (Beauce-Sud)...

M. Mathieu: Je participe à la comédie.

Le Secrétaire adjoint: ...Caron (Verdun), Middlemiss (Pontiac), Saintonge (Laprairie), Rocheleau (Hull), Fortier (Outremont), Rivest (Jean-Talon), Gratton (Gatineau), Côté (Charlesbourg), Paradis (Brome-Missisquoi), Lincoln (Nelligan), Cusano (Viau), Maciocia (Viger), Picotte (Maskinongé), Kehoe (Chapleau), Houde (Berthier), Hains (Saint-Henri), Leduc (Saint-Laurent), Champagne (Saint-Jacques), Maltais

(Saguenay), Mme Bélanger (Mégantic-Compton).

Le Président: Que les députés qui s'opposent à cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

M. Mathieu: La réforme parlementaire...

Le Secrétaire adjoint: MM. Bertrand (Vanier)...

Des voix: Bravo!

Le Secrétaire adjoint: ...Bédard (Chicoutimi), Parizeau (L'Assomption), Laurin (Bourget), Johnson (Anjou)...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordrel

Le Secrétaire adjoint: ...Bérubé (Matane), Landry (Laval-des-Rapides)...

Le Président: À l'ordre!

Le Secrétaire adjoint: ...Gendron (Abitibi-Ouest)...

Une voix: ...23 h 30.

Le Président: À l'ordre!

Le Secrétaire adjoint: ...Godin (Mercier), Biron (Lotbinière), Marcoux (Rimouski), Ouellette (Beauce-Nord), Martel (Richelieu), Tardif (Crémazie), Garon (Lévis), Léonard (Labelle), Clair (Drummond), Fréchette (Sherbrooke), Brassard (Lac-Saint-Jean), Duhaime (Saint-Maurice), Chevrette (Joliette), Richard (Montmorency), Paquette (Rosemont), Leduc (Fabre), Proulx (Saint-Jean), Gauthier (Roberval), de Bellefeuille (Deux-Montagnes), Mme Lachapelle (Dorion), MM. Boucher (Rivière-du-Loup), Dean (Prévost), Rodrigue (Vimont), Beaumier (Nicolet), Gagnon (Champlain), Dussault (Châteauguay), Desbiens (Dubuc), Mme Juneau (Johnson), MM. Fallu (Groulx), Perron (Duplessis), Rochefort (Gouin), Marquis (Matapédia), Laplante (Bourassa), Charbonneau (Verchères), Champagne (Mille-Îles), Lavigne (Beauharnois), Biais (Terrebonne), Blouin (Rousseau), Dupré (Saint-Hyacinthe), Lachance (Bellechasse), Gravel (Limoulu), LeMay (Gaspé), Mme Harel (Maisonnette), MM. Brouillet (Chauveau), Payne (Vachon), Paré (Shefford), Tremblay (Chambly), LeBlanc (Montmagny-L'Islet), Lafrenière (Ungava).

Le Secrétaire:	Pour:	27
	Contre:	57
	Abstentions:	0

(23 h 30)

Le Président: La motion est rejetée? À

l'ordre, s'il vous plaît! La motion est rejetée.

M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gratton: Oui, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: C'est vrai que ce n'est pas facile de remonter la côte.

M. Gratton: Est-ce que je pourrais donner un avis à ces messieurs du gouvernement de ne pas trop s'éloigner? On aura probablement un autre vote un peu plus tard.

Une voix: ...cabotin!

Le Président: Le leader de l'Opposition avait déjà passé le message, M. le leader adjoint. Mme la députée de L'Acadie.

Une voix: Attends, Thérèse.

Une voix: Attends, Thérèse, attends.

Le Président: Les conversations peuvent-elles se poursuivre à l'extérieur?

Une voix: Bonne nuit, là! Vous reviendrez!

Une voix: On n'est pas sorteux.

Le Président: Mme la députée de L'Acadie, en espérant que, de part et d'autre, on vous laissera parler.

Reprise du débat

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Pour la population qui nous regarde à la télévision ou qui nous écoute, j'imagine qu'on ne doit presque plus rien y comprendre. On a devant nous un gouvernement dont un des membres vient de faire une motion dans le but d'ajourner le débat. Et vous savez, comme la soi-disant solidarité ministérielle est censée être très importante, après une telle motion, vous appelez le vote, M. le Président, et, alors que nous, conscients qu'il y a d'autres sujets qui devraient être débattus, comme le mentionnait le leader tout à l'heure, pour compléter le débat sur le budget et d'autres lois qui attendent pour être discutées, le gouvernement vote contre sa propre motion.

Une voix: Épais!

Une voix: Ils sont capotés!

Mme Lavoie-Roux: M. le Président...

Une voix: Franchement épais!

Mme Lavoie-Roux: ...ou on est devant un gouvernement qui a complètement...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

Mme Lavoie-Roux: ...perdu contact avec la réalité, un gouvernement qui n'est pas conscient des gestes qu'il pose dans cette Assemblée, ou qui prend cette Assemblée pour un forum où on s'amuse, mais où on ne travaille pas, parce que cela semble davantage une comédie qu'autre chose. Mais, véritablement, le fond de la chose... Et si quelqu'un, de l'autre côté, veut se lever pour dénoncer ce que je vais dire, j'y consens tout à fait. La seule raison qui puisse m'apparaître logique dans un tel geste de la part du gouvernement, c'est que ces gens ont présenté cette motion strictement pour pouvoir ensuite aller dormir pendant que nous ici, pendant de nombreuses heures... Comme nous l'avons fait - et ce n'est pas facile, M. le Président - mes collègues et particulièrement le député de Laprairie, nous allons continuer de défendre ce que nous permet encore le régime parlementaire au plan démocratique, c'est-à-dire nous battre au nom de la population contre les gestes arbitraires et autoritaires du gouvernement. Eh bien, M. le Président, je dis à ces messieurs et dames, du côté ministériel qu'ils peuvent se retirer dans leurs appartements, qu'ils peuvent aller dormir, et si ce n'était qu'on ne doit pas souhaiter de mal à ses adversaires, je leur dirais: J'espère que vous allez avoir quelques bons cauchemars.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Une voix: Pensez à nous autres.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président...

Une voix: Comptez jusqu'à 38.

Mme Lavoie-Roux: ...il n'arrive pas très souvent que nous devions prendre la parole...

Une voix: Gang de moutons!

Mme Lavoie-Roux: ...à quatre reprises sur le même projet de loi. Si nous le faisons, c'est que nous sommes devant un projet de loi qui a été dénoncé par les principaux intéressés, l'Union des municipalités du Québec et même l'Union des municipalités régionales de comté, comme étant un projet de loi discrétionnaire, totalitaire, démesuré, immoral, arbitraire - et j'en passe - et ce n'est pas là uniquement l'évaluation des municipalités mais aussi l'évaluation des principaux observateurs, commentateurs et journalistes qui ont suivi le débat sur ce

projet de loi.

Comment se fait-il que nous en soyons rendus au quatrième débat? C'est que, d'abord, le ministre des Affaires municipales n'a pas voulu accepter la suggestion de l'Opposition qu'avant le débat de deuxième lecture ou l'adoption de deuxième lecture, une commission parlementaire soit tenue pour entendre les principaux intéressés. C'était le premier signe que nous allions passer à travers la machine gouvernementale, c'est-à-dire le bulldozer qui, lorsqu'il décide qu'il a un projet de loi, en dépit des observations qui lui sont faites envers et contre tous, continue son chemin.

Nous avons ensuite assisté à une commission parlementaire que, - je pense que c'est mon collègue de Charlesbourg qui le signalait - après dix-sept heures de travaux, on a bâillonnée. Le gouvernement n'avait plus le temps. On l'a bâillonnée. Et, maintenant, nous sommes à discuter la prise en considération du projet de loi, c'est-à-dire à considérer l'ensemble du projet de loi avec les amendements qui ont été apportés en commission parlementaire.

M. le Président, il est évident, nous ne nous faisons par d'illusion, qu'en dépit des dispositions de notre règlement, qui nous permet de lutter contre un projet de loi tant et aussi longtemps que nous le pouvons, le gouvernement adoptera éventuellement ce projet de loi avec toutes les conséquences malheureuses qu'il entraînera pour la vie des municipalités, sans compter le double climat de confrontation qu'il créera, d'une part entre le gouvernement du Québec et les municipalités et d'autre part en perpétuant les confrontations qui existent présentement entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral.

Aurions-nous pu éviter d'être devant un tel projet de loi? Je le crois. Il est évident, au point de départ, je le rappelle, qu'en l'absence d'une entente, les députés fédéraux ont pris l'initiative d'accorder des subventions directement aux municipalités et que ceci va à l'encontre de la constitution quant aux responsabilités exclusives du Québec en matière d'affaires municipales. Mais, il y avait quand même une porte de sortie puisque la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales, qui a été refondue en 1974, prévoyait à l'article 20 que, à l'intérieur d'une entente, des subventions fédérales pouvaient être accordées aux municipalités. Ces ententes n'ayant pas eu lieu ou n'existant pas présentement, c'est à ce moment qu'il y a eu des initiatives des députés fédéraux pour accorder ces subventions et le gouvernement a décidé, en guise de représailles, non pas de discuter avec le fédéral dans le but d'obtenir une nouvelle entente qui aurait permis ces subventions, mais plutôt de déposer ce projet de loi qui, je le répète, a pour unique objet,

en dépit des principes qu'on a voulu y introduire, ou du moins qu'on énonce dans les notes explicatives, de pénaliser les municipalités qui osent accepter des subventions du fédéral.

Le gouvernement du Québec avait deux possibilités. Selon la première, compte tenu de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales et de l'article 20, auquel je faisais allusion tout à l'heure, il y aurait probablement eu possibilité pour le gouvernement d'aller devant les tribunaux et de prendre une injonction contre une municipalité qui était fautive et acceptait sans une entente les subventions fédérales. Il y avait aussi cette autre possibilité de discuter avec le gouvernement d'Ottawa pour en venir à la signature d'ententes fédérales-provinciales touchant ces subventions aux municipalités.

(23 h 40)

Mais qu'a fait le ministre des Affaires municipales du Québec? Plutôt que de s'employer à discuter avec ses interlocuteurs au gouvernement fédéral, il a parcouru le Québec pour essayer de convaincre la population et les municipalités que son projet de loi était bon, que le grand coupable, c'était Ottawa, mais il n'a posé aucun geste positif pour tenter - comme je le disais tout à l'heure - d'établir une entente à l'intérieur de laquelle tout le monde aurait pu fonctionner.

C'est la troisième fois que je le demande au ministre des Affaires municipales quelle suite il a donnée à la lettre de M. Roberts qui lui a été envoyée le 30 novembre 1983 et dans laquelle le gouvernement fédéral reconnaît la compétence exclusive du Québec en matière municipale et offre - comme il se faisait dans le passé - de discuter d'ententes fédérales-provinciales pour permettre l'obtention de ces subventions aux municipalités? Dans cette lettre, tout indique que le ministre des Affaires municipales ne s'est jamais donné la peine de négocier avec son interlocuteur fédéral. On a procédé par l'entremise de fonctionnaires ou par des lettres et on en est au point où nous nous trouvons.

M. le Président, ce que je dirai en terminant, c'est qu'il est fort malheureux que, ce soir, nous soyons encore à refaire dans une certaine mesure le même débat. Ce que je voudrais que la population comprenne, c'est le seul outil qui est à la disposition de l'Opposition pour contrer des projets de loi qui sont de nature arbitraire, autoritaire. C'est dans cet esprit de faire respecter les principes de la démocratie municipale, entre autres, que nous nous employons ce soir à dénoncer le gouvernement et à lui demander une dernière fois: Ne vous reste-t-il pas d'autres avenues que celle d'intervenir avec l'autoritarisme qui est, depuis déjà plusieurs

années mais d'une façon de plus en plus prononcée, votre marque de commerce?

Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Berthier.

M. Albert Houde

M. Houde: Merci, M. le Président. Cela fait presque trois ans que je suis à l'Assemblée nationale. On en voit de toutes les couleurs. Qu'un député ministériel propose une motion d'ajournement pour, par la suite, prendre un vote, et que tous les députés ministériels, excepté un député ministériel, votent contre, je n'ai pas vu cela encore ici, en cette Chambre. Les gens qui nous regardent à la télévision doivent se dire: Quelle sorte de monde y a-t-il à l'Assemblée nationale? Ce n'est pas nous du Parti libéral, du parti de l'Opposition, mais c'est le parti ministériel qui fait des choses semblables pour rire du monde, rire de la population et rire de nous.

M. le Président, nous allons parler sur le projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités. Encore un titre malhonnête, ce n'est pas nouveau, c'est presque toujours comme cela. Ce projet de loi est un projet de loi à caractère punitif pour les municipalités rien d'autre, et pour les contribuables de la province de Québec qui auront encore à payer la note pour l'entêtement d'un ministre du gouvernement péquiste. Ce n'est pas autre chose que cela. Cet après-midi, j'assistais à la commission parlementaire sur l'étude du projet de loi, article par article. La semaine dernière nous avons eu un mémoire et la visite du président des MRC (municipalités régionales de comté). Aujourd'hui, un autre mémoire a été déposé à cette commission, le mémoire de l'Union des municipalités du Québec présenté à la commission parlementaire des affaires municipales sur le projet de loi. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire du sérieux qu'il doit y avoir lorsque nous sommes en commission parlementaire soit sur le projet de loi 38 ou sur le projet de loi 45? Pour lui, il n'y a rien là.

Voyons ce qui s'est passé au mois d'octobre avec le gouvernement d'en face. D'abord, nous avons si peu de temps pour siéger: deux mois à l'automne et environ deux mois au printemps; et quand on dit deux mois, ce n'est pas 60 jours de session, loin de là, c'est beaucoup moins que cela. Le gouvernement a décidé de nous faire entrer en Chambre en octobre et, quelques heures après, de nous donner un congé de quatre semaines, du 15 octobre jusqu'au 15 novembre. Pourquoi? Pour encore ne rien faire. Quand on sait que, si on avait siégé pendant ce mois, nous aurions pu étudier les

projets de loi, malgré qu'il n'y en avait pas tellement, mais, les projets de loi que le gouvernement voulait bien nous présenter, nous aurions pu les étudier sérieusement, les étudier en profondeur pour qu'enfin, on puisse apporter tout notre concours au mieux-être des projets de loi qui pouvaient être présentés devant nous. Mais non! Il a pensé à autre chose. À quoi? On ne le sait pas. Peut-être que c'était pour la présentation du mini-budget en catastrophe par le premier ministre et par le ministre des Finances. À les entendre parler, ils avaient un gros ballon, mais, lorsqu'on a pu entendre les deux discours, il ne restait qu'un petit ballon qu'on pouvait tenir dans notre main, seulement dans une main, il n'y avait plus rien dedans. Il y avait eu beaucoup de publicité de faite autour de cela, beaucoup d'argent de dépensé, mais rien dans le projet de loi.

Une loi rétroactive, nous n'avons pas vu cela souvent. Déposer un projet de loi, l'étudier en première, en deuxième et en troisième lecture et, par la suite, avoir une commission parlementaire pour pouvoir entendre les partis concernés, je n'ai pas vu cela souvent en tout cas. C'est vrai qu'on peut parler ici d'un gouvernement à l'envers.

Il y a des sommes que le gouvernement fédéral était prêt à donner aux municipalités ou à différentes associations, d'abord pour enrayer le chômage, pour donner des accommodements, des conditions meilleures, moins dangereuses aux gens, soit en cas de feu ou encore pour des constructions auxquelles auraient eu accès les personnes du troisième âge et dans lesquelles ces personnes n'avaient pas à monter au 2^e étage pour rencontrer différentes associations. Lorsqu'on parle de l'âge d'or, ce ne sont pas des jeunes, mais des personnes qui ont pas moins de 55 ou 60 ans. Que font le gouvernement et le ministre des Affaires municipales pour leur donner de meilleures conditions? Qu'arrivera-t-il des municipalités qui ont reçu ou qui ont accepté de l'argent du fédéral lors de la planification de leur budget? Que feront-elles? Qui va payer les pots cassés? Qui sera jugé par la suite? Certains contribuables diront: C'est le conseil municipal.

J'aimerais bien que M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation se taise ou qu'il aille parler en arrière, s'il veut parler, parce qu'il parle fort.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! M. le député de Berthier, vous avez la parole.

M. Houde: Ou bien qu'il attende pour parler tantôt.

M. Gratton: Question de règlement, M.

le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement, M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gratton: M. le Président, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est à côté de vous, vous pourriez au moins, il me semble, lui demander de laisser le député exercer son droit de parole.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Vous avez raison, M. le député. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ne parlait pas seul, il parlait aussi avec des collègues de votre parti. C'est tout à fait normal qu'on ait la quiétude voulue pour écouter l'intervenant, quel qu'il soit, et c'est actuellement le député de Berthier qui a la parole.

(23 h 50)

M. Houde: Merci, M. le Président. Je demanderais...

Une voix: Nous, on ne parlait pas fort.

M. Houde: Merci, M. le Président. Je demanderais au ministre des Affaires municipales de négocier de bonne foi avec le gouvernement fédéral. Je pense que le gouvernement fédéral est prêt à négocier. Le ministre a déjà des lettres l'invitant à négocier des ententes qui pourraient être bonnes pour la province de Québec, pour les municipalités, pour les contribuables.

Je recevais, pas plus tard qu'hier et même ce matin, des lettres des municipalités de mon comté. Je leur avais écrit pour leur demander le montant des sommes dépensées avant le dépôt du projet de loi 38, le 17 juin. Une municipalité me faisait remarquer qu'elle aurait pu obtenir un montant d'argent appréciable - c'est une petite municipalité - pour agrandir sa salle municipale servant aux activités de la municipalité. La salle n'est vraiment pas grande; j'y suis allé à quelques occasions et c'est réellement petit. Elle aurait pu avoir les sommes nécessaires pour l'agrandissement mais elle ne peut pas les utiliser parce qu'elle doute du projet de loi 38, de l'épée de Damoclès qu'elle a au-dessus de la tête.

Il me semble que si le ministre voulait s'asseoir et discuter sérieusement, nous serions tous gagnants à la fin. Lorsqu'on voit un amendement que le ministre a apporté, une modification à l'article 2.1 qui se lit comme suit: "Le projet de loi 38 est modifié par l'insertion, après l'article 2, du suivant: Le gouvernement précise par règlement les actes ou les catégories d'actes posés par une municipalité ou par un tiers qui placent une municipalité dans une situation visée à l'article 2." Quand on voit un article

semblable, c'est encore plus dur qu'il ne l'était avant; ce ne sont pas des améliorations au projet de loi 38.

Je lisais ce matin dans le Soleil du samedi 17 décembre 1983 une déclaration de M. Dufour: "Dufour met en doute la bonne volonté du Québec" - M. Dufour est le président de l'Union des municipalités du Québec - "L'Union des municipalités du Québec met en doute la bonne foi du gouvernement du Québec qui pose un geste d'autorité, sans qu'il y ait eu un constat d'échec sur les négociations avec le gouvernement fédéral.

"Réagissant à la volonté du ministre des Affaires municipales d'enrayer l'intrusion du gouvernement fédéral qui distribue des subventions aux municipalités sans entente, l'UMQ par la voix de son président, M. Francis Dufour, a déclaré que le projet de loi 38, sur la participation au financement des municipalités, ne modifiait aucunement la situation.

"M. Dufour déplore que le ministre Jacques Léonard tire ainsi profit d'une division qui semble actuellement très prononcée entre les deux unions municipales pour faire adopter une loi odieuse et inacceptable dans un pays démocratique.

"Malgré les accommodements apportés à la loi, M. Dufour est d'avis que l'épée de Damoclès est toujours suspendue au-dessus des élus municipaux puisque le gouvernement pourra toujours, à son gré, modifier les règlements, sans que le véritable problème ne soit réglé. Selon le président de l'UMQ, les négociations avec Ottawa ne sont point terminées et le Québec aurait dû accorder le moratoire au lieu de poser un geste d'autorité.

"Fidèle à sa déclaration, l'UMQ a refusé de se prêter, selon son expression, à la parodie de démocratie devant la commission parlementaire et M. Dufour affirme qu'elle ne sera pas présente non plus à celle que le ministre prévoit tenir au mois de février relativement à la réglementation devant préciser le champ d'application de la loi si c'est seulement pour faire du racommodage."

M. le Président, je voudrais vous dire, en terminant, que nous sommes complètement en désaccord avec les agissements du ministre des Affaires municipales, après avoir reçu un tas de télégrammes, après avoir eu des recommandations de toutes les parties intéressées ou presque toutes, qui ont demandé, encore une fois, le rejet du projet de loi 38. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Verdun.

Des voix: Bravo!

Une voix: Bravo, Lucien!

M. Lucien Caron

M. Caron: M. le Président, je trouve regrettable qu'il n'y ait pas beaucoup de gens en face. Réellement, j'aurais préféré en avoir un ou deux, le ministre ou le whip, deux collègues seulement... Le député de Kamouraska-Témiscouata a fait voter, tout à l'heure, les membres de l'Assemblée et ils savent que les votes sont assez difficiles sur une motion comme celle-là. Probablement qu'ils sont partis se coucher; cela ne les intéresse pas. Mais, M. le Président, je trouve déplorable que le projet de loi 38 ait été déposé en cette Chambre le 21 juin. Nous avons eu la deuxième lecture entre les 5 et 6 décembre, le leader du gouvernement a convoqué la commission des affaires municipales et, après trois heures, M. le Président, imaginez-vous - des gens qui croient en la démocratie - a imposé le bâillon sur un projet de loi si important. Le bâillon, oui, M. le Président, parce que vous savez et on sait que l'argent doit passer par le Québec, mais les gens d'en face ne veulent pas négocier.

Dans mon discours de deuxième lecture, j'ai demandé à plusieurs reprises au ministre... J'étais prêt à voter avec lui en deuxième lecture à une condition, soit qu'il convoque la commission parlementaire et qu'on fasse venir les gens d'Ottawa; ils sont prêts à venir. On verrait réellement la face des deux groupes. On me l'a refusé, M. le Président. C'est une des raisons pour lesquelles ma formation politique a décidé de s'absenter et de ne pas voter, comme vous l'avez vu la semaine dernière.

Ce soir, dans son discours de troisième lecture, le ministre des Affaires municipales est maintenant prêt à recevoir les gens en commission parlementaire au mois de février. Mais, dans ce projet de loi, il y a des sanctions. Déjà, des municipalités sont engagées. Alors, certaines municipalités qui ne sont pas trop riches - Dieu sait comment l'argent est difficile à gagner - seront probablement obligées de lui remettre... Comment? Elles seront obligées de faire un budget pour l'an prochain. Comment vont-elles emprunter? Je trouve cela déplorable, M. le Président.

Personnellement - je l'ai dit dans mon discours de deuxième lecture - je pourrais avoir pour ma ville 2 000 000 \$ du gouvernement fédéral. Avez-vous pensé que 2 000 000 \$, sur une base de 20 \$ l'heure, cela représente 1000 heures de travail. On en fait travailler du monde avec cet argent: menuisiers, plombiers, électriciens, vendeurs de meubles. Tous ces gens-là vont dépenser, vont aller dans les restaurants. Les femmes vont aller se faire coiffer. Enfin, même les brasseries, tout le monde. Ensuite, ces gens-

là vont avoir la chance d'avoir des timbres d'assurance-chômage, parce que les gens d'en face sont forts pour faire travailler les gens 20 semaines pour qu'ils puissent... Ils disent que le fédéralisme, ce n'est pas trop bon, mais ils sont bien forts pour faire travailler les gens à des projets de 20 semaines, et il y en a beaucoup. Après 20 semaines, on est obligé de les remercier et ils vont chercher de l'argent à Ottawa avec l'assurance-chômage, (minuit)

Cela, c'est chez nous, M. le Président, 2 000 000 \$. J'ai un autre article: "Le projet de loi 38 fait reculer McMasterville: 18 bénéficiaires de l'aide sociale perdent leur emploi. La crainte de représailles de la part du gouvernement québécois a fait beaucoup reculer la municipalité de McMasterville, qui a décidé de suspendre un projet d'aménagement d'un sentier pédestre et de ski de fond, commencé depuis le 15 août dernier dans le secteur du Bois-Bernard. Ce projet était subventionné par le gouvernement fédéral dans le cadre du programme RELAIS au coût de 118 000 \$." Cela en est un autre.

"Québec veut seul subventionner les villes, ce qui privera la ville de Québec." J'ai ici des collègues de Québec. La relance que le premier ministre du Québec nous a annoncée a immobilisé tous les journalistes du monde pour dire que ce serait le paradis terrestre au Québec. À part les journaux, on ne voit pas grand-chose.

Le ministre des Affaires municipales a toujours dit: Il faut travailler avec les municipalités, les maires et les conseillers des villes. Voici un article de Granby: "La subvention de 336 000 \$ que Granby a reçue du fédéral vendredi dernier pourrait lui coûter cher". "Québec veut taper sur les doigts des municipalités".

Un autre: "Le ministre Léonard: Avec les maires du Québec, j'ai encore l'espoir d'une entente avec Ottawa". Si réellement il est encore temps, M. le Président, on pourrait venir siéger entre Noël et le jour de l'an. On l'a vécu dans le temps de nos six collègues entre 1970 et 1976. On nous a fait venir et on était bien fier de se rendre ici. On vous invite parce que cela est important. La relance, ce n'est pas pour les mois de janvier, février, mars, c'est pour tout de suite. Je l'ai dit et je le redis, je me demande si ces gens - il y en a peut-être quelques-uns sur le lot - dans l'ensemble, sont à l'écoute de la population, s'ils font du bureau pour écouter. Les jeunes et les moins jeunes viennent nous voir avec des diplômes et ne peuvent pas se placer. Présentement on a des occasions en or. La relance, le gouvernement fédéral est prêt à nous aider à la faire mais on veut tellement la séparation. Pour les gens d'en face, c'est cela, il n'y a rien de bon au fédéral. Le

premier ministre se contredit tellement ces temps-ci; il va à un endroit, il dit une chose, il va à un autre... J'espère qu'il va arrêter de voyager et qu'il va rester ici pour essayer de faire quelque chose avec la relance.

M. le Président, on regardait les sondages de la fin de semaine. Imaginez! PLQ, 67%...

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: Je m'excuse. M. le député de Charlesbourg.

M. Côté: Cinq députés ministériels et huit députés du Parti libéral; quorum.

Le **Vice-Président (M. Jolivet)**: Effectivement, que nous appelions les députés.

Nous avons maintenant quorum. M. le député, ce ne sera pas compté sur votre temps.

M. Caron: M. le Président, avant de vous parler du sondage qui a été publié en fin semaine, je voudrais dire aussi que j'ai un autre collègue dans cette Chambre qui travaille, qui fait du bureau, c'est le député de Sainte-Anne. Il sait lui aussi les problèmes qu'on a dans les municipalités de Verdun, Pointe Saint-Charles, enfin tout le Québec. Mais non, on va partir en fin de semaine, pas de problème, vous autres comme nous autres, on va avoir notre paie avant de partir. Mais combien il y en a qui n'auront rien à manger ou à peu près rien? C'est parce qu'il y aura des organismes qui vont leur aider, le club Richelieu et plusieurs autres, dont le club Ville-Marie, vont aider ces gens-là. Ce, ce serait important, au lieu de partir et de voyager. Le vice-premier ministre est encore en dehors. J'espère qu'il ne fera pas les mêmes bêtises que le premier ministre a faites. On vient de voir les deux comtés qu'on vient de perdre ici. Il est encore temps. On demande au ministre de retirer son projet de loi et d'inviter... Vous savez, on s'écrit. Imaginez-vous, M. le Président! Au lieu d'envoyer un télégramme, au lieu de téléphoner, on s'écrit et on dit que la lettre se perd en chemin. C'est si facile, quand on ne veut pas collaborer.

Vous avez aussi M. Asselin, qui vient d'être nommé président des municipalités régionales. Seulement quelques articles: "Projet de loi 38. M. Asselin croit qu'un sursis aurait été nécessaire". Un autre monsieur qui, naturellement, est un bon ami des types d'en face, M. Dufour, maire de Jonquière... Jonquière, un comté que le gouvernement... Un château-fort. On a Saint-Jacques, on en a combien? On a une chance de donner... Vous savez, souvent, je leur parle à la "poolroom", en arrière, et je leur dis de parler à leurs ministres. Il faudrait qu'ils se parlent. Je pense qu'ils sont rendus

qu'ils ne se parlent plus. Il est temps qu'ils se parlent. Il est temps, oui. J'en aurais tellement à vous dire en pensant à ceux qui n'auront peut-être rien à manger ici à Noël et au jour de l'an. Ce sont eux qui seront responsables de cela. Merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Gatineau et leader adjoint de l'Opposition.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Merci, M. le Président. À voir l'acharnement que met le gouvernement à pousser, coûte que coûte, pour l'adoption du projet de loi 38, on s'imaginerait qu'il s'agit là d'un projet de loi à caractère économique, qui est attendu par l'ensemble de la population, compte tenu de la situation désastreuse dans laquelle elle se trouve, la situation de chômage, la situation des personnes à faible revenu, celles qui sont malheureusement contraintes de vivre avec comme seul moyen de subsistance les prestations d'aide sociale ou d'assurance-chômage. Bref, on s'attendrait que le gouvernement, en cette période difficile, profite de cette partie de la session que le gouvernement avait voulu consacrer à l'économie, nous disait-il. Mais on se retrouve ici à l'Assemblée nationale, ce soir, à minuit dix, à discuter d'un projet de loi qui irait dans ce sens. On a vu tantôt, d'ailleurs, le sérieux du gouvernement dans ce débat, alors qu'on a demandé à un député ministériel de présenter une motion d'ajournement du débat, que le gouvernement s'est empressé de battre, dès la prise du vote. D'ailleurs, j'aimerais prévenir les gens du gouvernement - et je le fais en toute amitié - que cette magistrale démonstration de fins stratégies parlementaires qu'ils sont ne devrait pas les endormir trop rapidement, car nous prévoyons qu'il y aura un autre vote en cours de route, et j'inviterais les nombreux députés ministériels, et surtout ces ministres qui travaillent si fort dans leur limousine en route vers leur lit - je les préviens, ils ont tous le téléphone à bord - de ne pas trop s'éloigner, car ils devront revenir voter au cours de la nuit.

On a eu la semaine dernière la plus longue séance de l'Assemblée nationale dans l'histoire du Parlement québécois. Vingt-quatre heures consécutives au cours desquelles on en a passé environ dix-sept à débattre de quoi? Du projet de loi 38. On a ensuite eu un vote historique - c'est le moins qu'on puisse dire - un vote où l'Opposition a refusé de se prononcer sur la motion de clôture.

(0 h 10)

Je profite de l'occasion pour expliquer le geste que l'Opposition a posé vendredi dernier en refusant de se prononcer sur cette

motion du leader du gouvernement, la motion de clôture traditionnelle qui se lisait comme suit: "Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la commission permanente des affaires municipales sur l'étude après la deuxième lecture du projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités, soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le vendredi 16 décembre 1983, la commission devant mettre fin à ses travaux au plus tard à minuit le jeudi 15 décembre 1983.

Or, M. le Président, on constatera qu'il s'agissait, au moment du vote sur cette motion, de nous prononcer sur l'opportunité ou pas de déposer avant 13 heures vendredi après-midi le rapport de la commission qui avait terminé ses travaux de force en **vertu** de la même motion, la veille à minuit.

Si le Parti libéral a refusé de s'associer à cette motion et de se prononcer, c'est que, quant à nous, il ne faisait aucun sens de voter sur une motion qui ordonnait qu'une chose soit faite à un moment qui était déjà passé dans le temps. Parce que, rappelons-le, comme le disait le député de Charlesbourg plus tôt, le vote sur cette motion s'est pris à 19 heures vendredi en fin d'après-midi, c'est-à-dire six heures plus tard que ne lui commandait de faire le libellé de la motion du leader du gouvernement. On n'embarquera dans les longues explications qui nous ont amenés à une situation aussi ridicule et aussi loufoque de devoir décider de faire quelque chose avant une certaine heure alors que cela faisait déjà six heures que c'était passé. Mais, on est rendu là avec le projet de loi 38.

Le gouvernement est tellement empêtré, tellement mélangé dans sa stratégie, qu'il a dû espérer et obtenir une décision de la présidence qui nous a mis dans cette situation de devoir voter pour faire quelque chose six heures après la date ou l'heure limite de le faire. C'est incroyable! C'est le moins qu'on puisse dire.

M. le Président, ces débats interminables risquent fort d'amener le gouvernement à devoir abandonner d'autres pièces de législation. Au moment où l'on se parle, qu'arrive-t-il du projet de loi 57 qui modifie la Charte de la langue française? Est-ce qu'on en débat quelque part ce soir? Non, ni en commission où, avec une heure ou deux à nos travaux, il nous serait possible de mettre fin à l'étude article par article et revenir ici à l'Assemblée nationale pour en discuter le rapport et, éventuellement, adopter la troisième lecture; ni, non plus, les projets de loi privés qui touchent - je ne sais trop combien - une douzaine de municipalités qui, normalement, auraient dû être en commission il y a longtemps. Elles pourraient l'être ce soir de façon à en arriver à donner satisfaction à ces

municipalités qui ont fait des demandes spéciales par voie de bills privés. Mais non, est-ce qu'on n'a pas d'autres projets de loi au feuilleté dont l'Assemblée nationale pourrait être saisie, évidemment? Mais, pour le gouvernement, la pièce maîtresse, le monument de cette partie de la session de 1983, le monument législatif est le projet de loi 38. Le projet de loi 38 qui est tellement à l'image du gouvernement actuel qu'on ne doit pas se surprendre que ce dernier y mette autant d'acharnement à le faire adopter coûte que coûte au prix de la séance la plus longue dans les annales parlementaires québécoises, au prix d'un vote en l'absence de l'Opposition qui, comme le soulignait mon collègue de Charlesbourg, n'a recueilli le vote favorable que de 50 députés, tous de la majorité servile. Même le député de je ne sais trop quel comté qui, ce soir, s'est permis de voter contre son parti en faisant la motion d'ajournement. Même lui il a suivi docilement et béatement, vendredi dernier, au moment du vote. Tout cela pourquoi? Pour pouvoir continuer de se chicaner avec le fédéral. Le Parti québécois, c'est sa spécialité. Ils sont donc bons quand ils agissent en parti d'Opposition au gouvernement fédéral. Comme gouvernement, ils sont pourris, ils sont tellement pourris que la population en est rendue à les favoriser dans une proportion de 27%. Il me reste une minute, M. le Président, c'est suffisant pour vous parler de la popularité de ce gouvernement: 27% dans les sondages. Le premier ministre, cet homme remarquable, grand joueur de poker...

Une voix: De grande classe.

M. Gratton: Grand quoi?

Une voix: De grande classe.

M. Gratton: De grande classe, mais oui. Voyageur émérite, globe-trotter incomparable, il est à 24%.

Une voix: Diplomate.

M. Gratton: On avait à considérer que le parti était à son plus bas, à 28%, ils sont rendus à 27% et leur chef est en avant de la bande à 24%. C'est un bon leadership.

Une voix: C'est avant ce qui s'est passé en Italie.

M. Gratton: Oui, c'est avant ce qui s'est passé en Italie, alors imaginez! Ce gouvernement, qui est passé maître dans l'art de se chicaner avec le fédéral, a décidé de se donner une loi-cadre, la loi-cadre sur la chicane avec Ottawa. Et cela sur le dos des municipalités. Pour créer des emplois? Non. Pour empêcher les municipalités d'en

créer.

M. le Président, je regrette d'avoir terminé, j'y reviendrai sûrement en troisième lecture. C'est tout à fait inacceptable, c'est irresponsable de la part du gouvernement. Je regarde le député de Sherbrooke et ministre de la Main-d'Oeuvre. C'est le moins pire, il s'abstient de parler. Je le regarde en face et je me dis que c'est donc triste d'avoir des gens qui ont déjà été sérieux se retrouver dans une situation aussi ridicule et aussi loufoque. Au moins, quand il faisait de la radio, de temps en temps, il était drôle, là il est d'une tristesse inqualifiable. J'avoue franchement que, si jamais j'en étais rendu là, je me préparerais à abdiquer et laisserais ma place à d'autres, mais je ne participerais jamais à de telles bouffonneries. Je regrette que le député de Sherbrooke, entre autres, le fasse.

Le Vice-Président (Jolivet): M. le député de Beauce-Sud.

M. Hermann Mathieu

M. Mathieu: Merci, M. le Président. Nous sommes à étudier le projet de loi 38 dont le débat va probablement se terminer demain matin puisque nous sommes au milieu de la nuit. Je vais vous lire le titre de ce projet de loi pour vous montrer l'hypocrisie de ce ministre et de ce gouvernement. "Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités." Nous voyons les mots "participation gouvernementale" et le mot "financement". Nous nous attendons que ce projet de loi apporte une aide financière aux municipalités. Une participation du gouvernement du Québec. Aussi incroyable et aussi burlesque que cela soit, c'est le contraire. C'est une loi punitive, une loi rétroactive, une loi qui sera adoptée par la majorité servile du gouvernement, demain ou après-demain probablement, mais qui s'appliquera rétroactivement au 21 juin dernier. Là, le ministre nous a proposé un amendement extraordinaire. Le ministre a déposé un amendement par lequel il va faire des règlements et ces règlements également seront rétroactifs au 21 juin. Une loi rétroactive avec ce gouvernement nous en avons déjà vu une couple de fois, mais des règlements rétroactifs je crois que nous n'en avons jamais vus.
(0 h 20)

Tout cela dans le vaste cadre de ce qu'on appelle avec fierté, de l'autre côté, la réforme parlementaire. Nous sommes en train de revaloriser l'Assemblée nationale. Nous sommes en train de donner de la dignité à cette Chambre. Je vois le député de Trois-Rivières, qui entre justement quand on parle de réforme parlementaire ou de poète, c'est sa corde sensible. Il n'a pas seulement des

défauts le député de Trois-Rivières, il a quelques qualités. C'est le parrain, c'est le penseur de la réforme parlementaire. Heureusement, j'ai remarqué son absence lors de la bouffonnerie, tout à l'heure.

On sait que l'Assemblée peut accepter une motion d'ajournement une fois dans la nuit. Or, pour ne pas qu'à 3 heures ou à 4 heures ce matin, les députés libéraux proposent l'ajournement, un député péquiste l'a proposé et tous les députés ministériels ont voté contre parce qu'ils n'étaient pas sérieux. Ils voulaient tout simplement se prévaloir de la procédure pour aller se coucher en paix et être sûrs qu'ils ne soient pas rappelés, nous laissant ici avec la réforme parlementaire à continuer d'essayer, tant bien que mal, de nous faire le dernier rempart protecteur de nos municipalités. Je félicite le député de Trois-Rivières de ne pas avoir participé à cette bouffonnerie. C'est d'une tristesse! Si les gens nous voyaient à la télévision et comprenaient ce qui se passe. On est en train de revaloriser le Parlement et, du même coup, le Parlement est de plus en plus un jouet dans les mains malhabiles, inexpérimentées et mal intentionnées de ce gouvernement. Cela rejoint bien l'image de ce gouvernement qui dit de belles choses, mais qui fait toujours le contraire. Quand il dit blanc, il faut comprendre noir; quand il dit noir, il faut comprendre blanc.

Dans le cadre de l'adoption de cette loi, nous avons sûrement eu, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, la séance la plus longue de l'histoire de cette Assemblée nationale, toujours avec la réforme parlementaire comme toile de fond. Je suis entré à mon bureau à 8 heures jeudi matin; à 9 heures, il y avait le caucus; à 10 heures, les débats de l'Assemblée nationale. Cette séance s'est poursuivie jusqu'à 18 heures, 20 heures, minuit, jusqu'à 10 heures le lendemain matin, heure à laquelle la séance a pris fin, mais la séance de vendredi commençait. Donc, les parlementaires ont été ici jusqu'à vendredi soir, 19 heures. Je me suis retiré un peu avant qu'on appelle le vote pour des raisons que vous comprendrez, il fallait avoir le temps de réfléchir sur les conséquences de cette chose.

Donc, nous, députés, avons été les otages, les jouets de ce gouvernement. Est-ce que vous pensez que c'est humain une chose semblable, de laisser siéger des députés pendant 32 heures d'affilée et de ne pas avoir le nécessaire pour se rafraîchir, prendre un café, prendre un repas? À 2 ou 3 heures du matin, je suis moi-même allé manger un peu, un sandwich et un café. Il n'y avait rien dans ce parlement. Les distributrices en bas étaient toutes vides. Le Parlementaire et le Mini-débat étaient fermés. Trouvez-vous que c'est humain? Cette nuit, on continue dans le même sens. Est-ce que vous trouvez que c'est humain?

Est-ce que vous trouvez que cela cadre avec les beaux discours que vous nous faites sur la réforme parlementaire?

Je vous dis que votre réforme parlementaire, vous devrez m'en convaincre par vos actes et non par vos paroles. Je ne m'associerai pas à une réforme parlementaire qui sera faite du bout des lèvres.

Des voix: Bravo!

M. Mathieu: Quand vous pourrez apporter une réforme dans le vécu quotidien, en respectant les parlementaires de cette Assemblée, qu'ils soient du côté de l'Opposition ou du côté du gouvernement. Quand vous serez capables de faire fonctionner l'Assemblée nationale de façon qu'elle ne soit pas le jouet de votre leader parlementaire inexpérimenté et malhabile, et peut-être malintentionné, quand toutes vos actions seront en conformité avec vos belles paroles... Vous dites: La personne avant toute chose. C'est beau pour les messages publicitaires; c'est beau pour la radio; c'est beau pour les journaux; c'est beau pour la télévision. Il me semble que ce serait le temps de le prouver. Je ne mets pas tous les ministériels... Il y a quelques exceptions chez les ministres et les députés; je suis sûr qu'il y en a qui sont humiliés de ce qui se passe présentement et qui n'acceptent pas cela. Je ne veux pas appliquer la même théorie à tout le monde, mais c'est la majorité. Je dis à ceux qui ne sont pas d'accord de se faire valoir de l'autre côté.

La toile de fond de ce que nous vivons présentement: Nous avons un agresseur; nous avons des victimes; nous avons des otages et nous avons des complices. Seulement deux minutes, M. le Président. Je vous demande dix autres minutes pour avoir le temps de développer mon sujet; je demande le consentement. L'agresseur est le ministre des Affaires municipales, le dictateur de cette Assemblée; les victimes sont les 1600 municipalités du Québec; les otages sont les chômeurs, nos assistés sociaux, les jeunes qui viennent en procession à nos bureaux, qui veulent du travail et qui, par toutes sortes de décisions arbitraires de ce gouvernement, n'ont pas leur place dans cette société. Ils sont refoulés, ils sont repoussés. Que leur offrez-vous afin de déployer leurs qualités, leur talent, leur ambition, leur idéal? Vous les plafonnez, à l'aide sociale, à 147 \$ par mois. S'ils veulent travailler sans vos fameuses cartes scandaleuses, vous les jetez en prison; il leur reste l'exil, s'ils veulent affirmer leur personnalité et s'ils veulent trouver leur dignité. Allez-vous-en en Alberta, allez-vous-en aux États-Unis!

M. le Président, je trouve que traiter notre jeunesse de semblable façon est absolument inacceptable et c'est la défense

des jeunes que je prends en intervenant dans ce débat, la défense des assistés sociaux - je conclus, M. le Président - la défense des chômeurs. Quel est le but de ce gouvernement? Chercher une nouvelle querelle avec le gouvernement fédéral est l'ultime but et cela, sur le dos des gens les plus petits, les plus faibles, les plus vulnérables de cette société, une classe de gens que nous devrions protéger.

Le Président: M. le député de Sainte-Anne.

M. Maximilien Polak

M. Polak: Merci, M. le Président. On parle du projet de loi 38 présenté par le ministre des Affaires municipales. Je suis ici depuis quelques heures et je regarde, je cherche où est le ministre. C'est son projet de loi. Est-il intéressé à entendre nos arguments? Le député de Verdun a donné des chiffres tout à l'heure. M. le Président, vous m'écoutez parce que vous vous dites: Je veux apprendre, il y a peut-être quelque chose d'intéressant dans l'argumentation de l'Opposition.

Le ministre n'est pas ici; il s'en fout. C'est un tyran qui veut son projet. Savez-vous ce qu'il dit? Je vais me coucher et je vais brûler l'Opposition. Il ne réussira pas. On était ici l'autre jour, je me le rappelle. J'ai dormi sur une chaise et vers 5 heures je me suis réveillé et j'ai vu le député de Verdun sur une autre chaise à côté de moi, mais nous étions là; ce n'est pas un sommeil tranquille; ce n'est pas agréable.

Ce soir, j'ai mangé avec quelques députés dans un beau restaurant de Québec avec une petite bouteille de vin. Des gens sont venus nous voir, deux hommes et une femme; ils nous étaient étrangers. Ils nous ont dit: M. le député, s'il vous plaît continuez la bataille; continuez à tirer sur les péquistes; n'acceptez rien d'eux. Ils nous ont demandé si nous étions prêts pour une autre nuit. On a dit oui, parce que notre whip nous a dit et notre gérant ici de l'équipe l'a dit au ministre des Affaires municipales: On est prêt.
(0 h 30)

M. le Président, cela nous fait plaisir de faire plaisir à la population. C'est malheureux, le ministre n'est pas ici. S'il était intelligent, il retirerait son projet de loi. S'il pensait, sur le plan politique, il dirait peut-être: C'est allé trop loin. Non seulement il commence par s'aliéner 500 municipalités, mais la population. M. le Président, la bataille sur le projet de loi 38 est devenue la bataille de la tyrannie péquiste contre des libéraux qui bataillent pour le monde simple, pour ceux qui croient encore au fédéralisme canadien et non à une loi punitive.

M. le Président, c'est bizarre de voir que le ministre n'est pas ici. Comment cela se fait-il que le représentant de l'Opposition, notre porte-parole, le député de Laprairie soit ici? La semaine dernière, il a été ici de minuit à 10 heures. Ce soir, quand on a commencé, il était encore ici et je suis certain qu'il sera encore là demain matin.

M. le Président, je me souviens que la semaine dernière j'ai parlé à 5 h 20. Je suivais le député de Jeanne-Mance et j'ai commencé en disant: C'est toujours difficile de suivre le député de Jeanne-Mance. Il y en a qui m'ont critiqué. J'ai reçu une couple d'appels téléphoniques me disant: Vous avez critiqué votre copain. J'ai répondu: Non, vous n'avez pas compris. J'ai voulu dire - et c'est le temps de rectifier cela, M. le Président - que c'est toujours difficile de suivre la performance du député de Jeanne-Mance. En anglais, on dit: "It is a hard act to follow". Après les Beatles, que voulez-vous? il n'y a rien. Donc, je voulais rectifier cela pour vous dire, parce que j'ai calculé, que ce matin, à 5 h 15, vous aurez une autre émission de la part du député de Jeanne-Mance. Il va parler parce qu'il est sur la liste. On a maintenant deux autres députées: deux dames. J'en vois une ici à côté de moi. Je ne sais pas à quelle heure elle va parler, mais je suis certain qu'elle est prête.

M. le Président, on n'arrête pas. C'était 43, c'est 45, dans deux ans ce sera 47, 48 et 49. À un moment donné, on aura le pouvoir. On n'aura plus besoin de faire ces trucs. À ce moment-là, il y aura le sens normal des choses. Il faut que le public et la population comprennent qu'il n'y aura plus de tyrannie et de désir d'un ministre qui veut avoir son projet de loi.

M. le Président, l'attitude du ministre est enfantine. Ce n'est pas possible. C'est puéril. Cet homme-là, à un moment donné, il faut qu'il réalise la protestation de la part de toutes les municipalités. On a parlé de M. Dufour. C'est important, parce que ce même M. Dufour que le député de Verdun a mentionné est le maire de Jonquière, et dans son propre coin, là où il demeure, il a perdu. C'est connu, M. Dufour est péquiste. Mais dans son coin, notre candidate a remporté la victoire. Le scrutin, dans le bout de M. Dufour, c'est intéressant, cela indique quelque chose.

M. le Président, le député de Verdun a fait référence à une opinion juridique des conseillers de la ville de Verdun qui ont dit: N'acceptez pas de la part du gouvernement fédéral le don de 2 000 000 \$ parce que si vous faites cela, il va vous couper ailleurs 2 000 000 \$. Vous serez dans le pétrin. Évidemment, il obéit aux lois et à l'opinion de ses conseillers juridiques. Il a donc refusé. J'étais ici quand le ministre a répondu l'autre soir: Bien oui, c'est bien beau pour le député de Verdun de dire: Je ne peux pas

accepter 2 000 000 \$, parce que le gouvernement provincial lui donne 9 000 000 \$.

M. le Président, les 9 000 000 \$ que le ministre donne, ce sont les 9 000 000 \$ auxquels la cité de Verdun a déjà droit. Ceci est une formule de péréquation. Auparavant, la ville de Verdun avait le droit de recevoir les 9 000 000 \$ sous forme de taxe de vente et maintenant il y a une autre formule du gouvernement. Donc, s'il vous plaît, qu'on ne commence pas à jouer avec la petite formule. Je suis très content que le maire de Verdun m'ait expliqué cela. Il a dit: S'il vous plaît! M. le député de Sainte-Anne, quand vous parlerez de cela, mentionnez-le, s'il vous plaît, pour le bien-être de tout le monde.

M. le Président, j'ai dit l'autre jour: Donner au ministre des Affaires municipales le projet de loi 38, c'est comme donner à un pyromane des boîtes d'allumettes. C'est exactement cela. C'est un petit enfant. On sait que les enfants ne sont pas contrôlables, ils mettent le feu où ils peuvent, aux petits journaux chez eux, à la maison. Là il nous demande un autre cadeau. Donnez-moi pour Noël des petites boîtes d'allumettes. Minute, s'il vous plaît! Pour qui vous prenez-vous? C'est cela.

Il faut bien comprendre que nous sommes ici comme Opposition. Cela aurait été bien facile pour nous de dire: Prenez votre loi, on va vous l'accorder votre projet de loi 38. La population est tellement tannée de votre attitude, de votre tyrannie et de votre mépris du fédéralisme où le fédéral et le provincial peuvent s'entendre. Adoptez votre projet de loi, vous allez perdre encore plus de points. Déjà, il ne vous en reste pas beaucoup dans l'opinion publique.

M. le Président, nous sommes tout de même une Opposition objective et positive. On est là pour faire le point et non pour chercher du petit capital politique partisan. On est là pour défendre certaines choses, certains principes de base. Vous savez très bien, M. le Président, on a vu cette lettre du ministre Roberts. Je ne trahis par un secret en vous disant que je connais quelqu'un qui travaille au cabinet du ministre Roberts. Cette personne je la connais très bien personnellement, mais je ne peux pas révéler son nom, car vous, les péquistes, avez le droit de punir n'importe qui, n'importe où, même à Ottawa. Je ne vous révèle pas le nom. Je sais qu'il veut négocier. Il est prêt à s'asseoir autour d'une table pour voir si M. le ministre des Affaires municipales du Québec voulait... Il vous donne le droit de veto; le projet tel que présenté, on va en discuter et si vous n'aimez pas cela, on accepte de le bloquer. Il est prêt à faire presque n'importe quoi parce qu'eux aussi cherchent la paix. Vous, les péquistes que cherchez-vous? La chicane,

l'affrontement, la guerre.

Encore une fois, vous voulez prouver que, nous, ici au Québec, on ne veut pas négocier avec l'ennemi, avec l'autre pays qui s'appelle le Canada. Le Canada pour vous, M. le Président, - je ne dis pas personnellement vous, M. le Président, mais les adversaires de l'autre côté de la Chambre ici - c'est presque comme un pays étranger. C'est presque négocier avec les États-Unis. On se dit que le Canada est notre pays. L'argent qu'on reçoit du fédéral dans ces subventions est notre propre argent. On paie et on contribue. Même le ministre contribue plus, car il reçoit un salaire de ministre, donc il paie beaucoup plus d'impôt que moi comme simple député. Il oublie cela. Dans l'argent qui va au fédéral, il y a une bonne partie de nos impôts et cet argent nous revient.

Comment cela se fait-il qu'en Alberta il n'y ait pas de problème? En Nouvelle-Écosse, pas de problème. Dans la Colombie britannique et en Ontario pas de problème. Cela marche les programmes conjoints. On regarde cela; parfois il y a de la chicane, mais ils s'asseoient autour de la table et cela s'arrange. Ici, à Québec, soudainement cela bloque. On ne peut pas, impossible.

M. le Président, ce sont les raisons qui ont fait cette bataille. Vous me faites signe qu'il me reste une minute. Je vais respecter cela. Vous ne me donnez pas trois minutes de plus comme pour le député de Beauce-Sud? Il a eu trois minutes de plus. Excusez. L'autre soir, M. le Président, j'ai perdu trois minutes. Est-ce que je peux les reprendre maintenant?

Le **Président**: M. le député de Beauce-Sud les a eues à votre place.

M. Polak: Ah bon! D'accord. Je continue juste une minute. M. le Président, nous sommes ici pour une question de principe. C'est drôle lorsqu'il y a le principe, vous allez perdre. Vous verrez, vous serez plus fatigués que nous. Nos troupes continuent, la "gang" se suit, car à 4, 5, 6 et même à 10 heures, ce matin, on sera ici. Cela, c'est juste sur le rapport. J'imagine qu'à la troisième lecture on va être encore ici. J'aimerais dormir une couple d'heures pour être encore prêt et frais pour la prochaine bataille. Merci beaucoup.

Le **Président**: M. le député de Nelligan.

M. Clifford Lincoln

M. Lincoln: M. le Président, on a pu observer le nid de coucou dans son plus sublime, tout à l'heure. C'est le vrai nid de coucou. Tout à l'heure, un député d'arrière-ban a proposé une motion, qui, normalement, aurait dû être proposée par le whip ou le

leader du gouvernement. Le gouvernement a voté contre sa propre motion, a fait la comédie pour le public. Le public n'a pas dû comprendre ce qui s'est passé ici. Là, tout le monde est allé dormir. Il y trois, quatre, cinq ou six membres du gouvernement qui sont assis pendant qu'on fait un débat unilatéral de ce côté de la Chambre. Le ministre a décidé depuis des semaines déjà que cette loi 38 allait être adoptée coûte que coûte, malgré tout, quoi que l'Opposition en dise et quoi que le milieu lui-même en dise, quoi que la population en dise. Cela ne compte plus, aujourd'hui, pour le gouvernement. C'est le gouvernement de la loi du plus fort. C'est le gouvernement de la science infuse. C'est le gouvernement des grandes vérités qui croit tellement en lui-même que tout ce qu'il pose comme gestes, que tout ce qu'il dit, que tout ce qu'il invente comme loi, c'est naturellement la science infuse et il faut toujours écouter, respecter, obéir, sans aucun débat. Quoi qu'on dise, on aura toujours tort de ce côté-ci.

(0 h 40)

Il faut faire un retour en arrière et voir ce qui s'est passé depuis 1976. En 1976, il est clair que la population voulait un changement de gouvernement. Le gouvernement du Parti québécois a reçu l'appui certainement très majoritaire de toutes les sections de la population: des jeunes, des travailleurs, du monde rural. C'est un gouvernement qui a été porté au pouvoir parce que la population du Québec voulait un changement radical sans doute dans sa conception de la fonction du gouvernement, de l'administration du gouvernement d'alors.

Le gouvernement est arrivé avec cette majorité, avec cette assise dans la population et le public. Qu'en est-il maintenant? Lorsqu'on voit le bilan de ces sept années et qu'on réalise ce qui se passe aujourd'hui, le gouvernement a à dos presque toutes les sections de la population: les enseignants, la fonction publique, certainement de plus en plus de jeunes dans tous les secteurs, certainement les personnes âgées que le premier ministre a choisi d'insulter lors de l'un de ses derniers périples, chaque fois tellement malheureux pour le Québec.

Tout le monde, toutes les sections de la population, toutes les sections de la communauté, sont fatigués de ce gouvernement. Que ce soient les universités, que ce soient les municipalités, que ce soient les hommes d'affaires, que ce soient les investisseurs, que ce soient les restaurateurs, tout à l'heure. Il y a tellement de sections de la population qui sont fatiguées, qui sont tout à fait désabusées de ce gouvernement tellement dictatorial, tellement arrogant, qui croit qu'il a toutes les vérités, que les sondages démontrent très clairement que votre cote dans la population est d'à peine

un peu plus du quart des électeurs, soit 27%. Quel message clair pour vous que, de jour en jour, cette cote diminue! Le mois dernier, elle était de 28%; maintenant, elle est encore descendue. Le premier ministre disait qu'elle était à son plus bas et elle a encore baissé de 1%, elle est à 27%.

En fait, c'est tout à fait typique de ce qui se passe aujourd'hui. Pendant ces quelques semaines de session que nous avons vécues depuis que le Parlement a été ouvert, un mois en retard à cause de vous, qu'est-il arrivé? Considérons un peu le bilan principal de ces quelques semaines que nous avons passées ici où on était supposé revoir les questions économiques, donner un nouveau départ à ce Québec qui le demande tellement, un Québec qui est tellement en retard par la déficience économique du gouvernement. Qu'a-t-on vu? On a vu la loi 43 sur les restaurants et les pourboires. Les restaurateurs n'en veulent pas, les gens qui gagnent leur vie avec les pourboires n'en veulent pas, tous les intervenants du milieu n'en veulent pas. Mon collègue de Laurier a été à une réunion où assistait un sous-ministre du gouvernement, où 1200 restaurateurs sont venus dire tous ensemble: On ne veut pas de votre loi 43. Les restaurateurs n'en veulent pas. Certainement que tous les gens qui sont impliqués, les employés au pourboire, n'en veulent pas du tout. Malgré cela, le gouvernement a été de l'avant: Nous nous y connaissons mieux que vous tous, nous allons adopter notre loi. Les conséquences ne nous intéressent pas.

On a donné des avertissements au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, je ne sais combien de fois, sur sa loi 48. Cela va certainement créer des confrontations. Vous n'avez pas consulté le milieu. Vous faites cette bagarre fédérale-provinciale sur le dos des gens du milieu, des pêcheurs, des producteurs et des travailleurs d'usine. Ah non! Ils savaient mieux. Ils les avaient tous écoutés. Pourtant, aujourd'hui, on a reçu une liasse de télégrammes de partout, de toutes sortes d'associations de pêcheurs de la Gaspésie et d'ailleurs, même du Nouveau-Brunswick, des gens de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse, qui nous disent: Tout cela va certainement entraîner une confrontation juridique qui ne profitera à personne, certainement pas aux provinces maritimes et au Québec.

La loi 49, encore, l'Union des producteurs agricoles s'y est opposée par un télégramme et une résolution à son congrès. Le Conseil des viandes du Canada s'y est opposé. Là aussi, on fait une loi, on sait mieux que tout le monde, on sait mieux que le milieu lui-même.

Après cela, il y a eu le fameux voyage du premier ministre. Qu'est-il sorti de ce voyage? Encore une fois, une confrontation. Il est allé en France et l'affaire de

Comterm-Matra va continuer à causer toutes sortes de problèmes dans le milieu des ordinateurs où beaucoup de firmes se sentent lésées. Il est allé en Italie faire la bagarre. Cela a fini par une bagarre avec le président de l'Italie lui-même, un pays tout à fait amical dont on a un grand nombre de ressortissants ici au Québec et un nombre encore plus grand au Canada. Il a été semer la bagarre en Italie et, en revenant, il a insisté pour dire qu'il avait raison et que le président de l'Italie avait dit ce qu'il dit n'avoir pas dit.

Ensuite, il y a eu la fameuse loi 38, la fameuse loi triomphaliste du ministère des Affaires municipales qui insiste contre toutes les protestations du milieu lui-même, les protestations de toutes les municipalités du Québec, les protestations de tous les gens qui sont impliqués dans ce milieu qui disent: Essayez d'aller négocier avec le gouvernement fédéral; nous en avons marre d'être la proie de vos querelles avec le gouvernement fédéral. Mais, encore une fois, le ministre ne veut même pas écouter. On a fait des débats pendant 24 heures ici en Chambre pour essayer de le persuader que, vraiment, on doit sûrement représenter un certain nombre de points de vue. On a cité des télégrammes, on a cité des résolutions, on a cité toutes sortes d'intervenants qui se sont opposés à cette loi dans toutes sortes de milieux, mais le ministre ne veut pas écouter parce qu'il est tellement têtue.

Lorsque j'étais en affaires, et j'ai été en affaires pendant plusieurs années, il y avait deux axiomes qu'il ne fallait jamais négliger. Le premier, c'est que chaque problème a une solution négociée. Il faut toujours faire des compromis. On ne peut pas se mettre en deux blocs qui ne soient pas à l'écoute l'un de l'autre, des blocs de sourds, parce que cela ne marche pas en affaires. Il faut toujours négocier quelque chose pour arriver à une solution. Cela, c'était l'axiome no 1: il y avait toujours une solution à tout problème. Le deuxième, c'est qu'il ne fallait jamais s'imposer aux autres, surtout à ceux qui ont moins de pouvoir que nous. C'étaient les deux axiomes dans les affaires.

Pourtant, qu'est-ce que fait le ministre? Il a décidé lui-même que c'était impossible de négocier quoi que ce soit. C'est impossible de négocier parce que, justement, il a décidé que négocier était peine perdue. Et pourtant, il y a toujours une négociation possible. Il a décidé aussi de s'imposer, de ne pas écouter ceux qui sont moins forts que lui. Lui qui se plaint du gouvernement fédéral et de sa puissance centralisatrice qui nous écrase tous les jours, il fait la même chose aux municipalités qui sont, en fait, de petits gouvernements qui dépendent de la province. Au lieu de les écouter, au lieu de se montrer un peu plus conciliant, au lieu de se montrer un peu plus

coopératif, il va de l'avant. C'est la loi du plus fort, qui n'est jamais la meilleure, comme le dit le vieux dicton.

Mais, en fait, la raison d'être même du parti gouvernemental, c'est de déstabiliser tout l'appareil fédéral dans lequel nous vivons. C'est de déstabiliser tout cela, parce que c'est l'article même du programme du gouvernement. C'est l'article même du mouvement du Parti québécois qui forme le gouvernement. Donc, si la loi 38 pouvait se négocier, ce serait une excuse en moins pour prouver que le fédéralisme ne fonctionne pas. Alors, il faut que le fédéralisme ne fonctionne pas pour prouver l'axiome du Parti québécois, qui est de se séparer du Canada. Alors, on fait la loi 48, on fait la loi 49, on fait la loi 38, on cherche toutes les confrontations possibles et, plus il y en a, mieux c'est pour prouver notre affaire. C'est pourquoi nous nous opposons fondamentalement à la loi 38 et nous espérons que nous allons pouvoir convaincre le gouvernement d'ici à demain de surseoir à ce projet de loi et de revenir au bon sens.

M. Mathieu: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Question de règlement, M. le député de Beauce-Sud.

M. Mathieu: Je m'excuse auprès de mon collègue. Je voudrais savoir s'il y a des moyens de s'alimenter ici au parlement, si le Parlementaire ou le Mini-débat sont ouverts. Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, j'ai soupe à 6 heures le soir et j'ai déjeuné à 8 h 30, le lendemain matin. Je trouve cela inhumain, M. le Président. Les distributrices étaient vides. Vu qu'on semble destiné à passer encore la nuit ici, je voudrais savoir si la même chose va se représenter.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, effectivement, les services parlementaires qui fonctionnent aux heures normales de la société, en quelque sorte...

Une voix: Aux heures civilisées.

Le Président: ...sont fermés. Par contre, il est loisible à toute personne qui veut le faire de s'adresser à un service de livraison à l'extérieur pour faire venir des repas ici même au parlement, ce que plusieurs députés font.

M. le député de Pontiac.
(0 h 50)

M. Robert Middlemiss

M. Middlemiss: Merci, M. le Président. Nous sommes à minuit et cinquante, à parler sur la prise en considération du rapport de la commission qui a étudié article par article le

projet de loi 38 du ministre des Affaires municipales. Ce projet de loi a été qualifié dans le mémoire de l'Union des municipalités du Québec comme ayant un caractère discrétionnaire, discriminatoire, déraisonnable, abusif, imprécis et on y a vu une absence totale des règles élémentaires de justice naturelle.

M. le Président, ce projet de loi a créé énormément de bouleversements dans le Parlement et on l'a vu ce soir. Un député du côté ministériel a proposé l'ajournement et, lorsqu'est venu le temps de prendre le vote, les députés ministériels ont voté contre. C'est la deuxième fois, M. le Président, que je vois cela arriver dans le Parlement depuis que je suis ici et cela ne fait pas encore trois ans. La dernière fois, c'était le député de Rivière-du-Loup qui l'a fait au moment de la loi 16, il y a deux ans. Aujourd'hui, il est rendu leader adjoint du gouvernement. Je ne veux pas attribuer des intentions au gouvernement, mais je me demande si le député qui a fait cette motion ce soir va finir, lui aussi, par avoir un poste.

M. le Président, nous ne sommes pas les seuls, nous de l'Opposition, à nous opposer à la loi 38. Pour vous l'indiquer, je vais vous lire un passage de l'éditorial de M. Jean-Louis Roy qui disait ceci: "Déposé en juin dernier par le ministre des Affaires municipales, M. Jacques Léonard, le projet de loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités, projet débattu à l'Assemblée nationale la semaine dernière, doit être substantiellement amendé, sinon abandonné. Que le gouvernement du Québec tienne sa compétence exclusive dans le domaine municipal pour non négociable et cherche à bloquer l'action directe d'Ottawa ne fait pas problème. Au contraire, cette politique fait l'unanimité. Mais qu'à la distribution discrétionnaire de subventions par les députés fédéraux succède le pouvoir discrétionnaire du ministre des Affaires municipales du Québec d'en faire autant, l'unanimité ne tient plus. L'Opposition libérale se dissocie alors du projet de loi 38, et avec raison. Les représentants des municipalités du Québec se rebiffent et prédisent une détérioration du climat dans leurs relations avec le gouvernement Lévesque".

M. le Président, à ce sujet, si vous vous en souvenez, au moment de la deuxième lecture du projet de loi, on avait suggéré, par une motion de report, de reporter de cinq jours ce projet de loi pour donner l'occasion à l'Union des municipalités du Québec et à l'Union des municipalités régionales de comté de venir présenter les amendements ou de venir présenter leur mémoire et, enfin, d'avoir une discussion éclairée pour que, après cette commission parlementaire, le ministre puisse corriger, amender son projet de loi pour qu'il soit

acceptable. Mais, lorsqu'on a un gouvernement qui divise pour régner, ce n'est pas surprenant. C'est un gouvernement qui se prend pour l'Opposition du Parti libéral du Canada à Ottawa. Il se prend pour l'Opposition. Au lieu de se prendre pour l'Opposition, je pense qu'il devrait passer plus de temps à tenter de bien gérer les finances publiques du Québec.

M. le Président, durant la nuit de jeudi à vendredi dernier, nous avons aussi fait un débat sur ce même projet de loi. On avait réussi, par les moyens qui sont donnés à l'Opposition, à se rendre jusqu'à 10 heures du matin et à les forcer, en quelque sorte, à dépasser l'heure prescrite pour le dépôt du rapport de la commission.

M. le Président, je ne veux pas du tout contester votre décision, mais étant ingénieur, profession que j'ai pratiquée pendant vingt ans, il y a un système de demandes de soumissions. Lorsqu'on demande des soumissions, on spécifie qu'il faut que le document entre à une telle heure. Dans ce cas, dans le domaine de l'ingénierie - c'est vrai que nous ne sommes pas des avocats - si on spécifie 13 heures et que le document nous arrive à 13 h 01, il n'est pas jugé conforme, même si la soumission aurait donné le meilleur prix au propriétaire. C'est malheureux, ce sont les règles du jeu. J'ai été un peu surpris. Cela veut dire que, dans le domaine du génie et dans le domaine parlementaire, on n'a pas tout à fait les mêmes normes et on ne donne pas la même importance au fait qu'on accomplit une tâche à une heure spécifiée. J'ai été extrêmement bouleversé.

M. le Président, comme je le disais, le ministre des Affaires municipales a certainement manqué l'occasion en or. Seulement le fait que le président de l'Union des municipalités régionales de comté ait pu faire une présentation à la commission parlementaire a certainement apporté des changements, des changements qui semblent être acceptables à l'exécutif de l'Union des municipalités régionales de comté. Toutefois, je dois vous dire que, dans mon comté, il y a 20 municipalités et une ville. Les 20 municipalités et la ville m'ont toutes envoyé, au courant de l'été, des résolutions demandant le retrait du projet de loi 38. Je dois dire qu'en fin de semaine je suis retourné dans mon comté. Il n'y a personne qui m'ait signifié qu'on était totalement satisfait et qu'on voulait retirer cette résolution qu'on m'avait fait parvenir durant l'été.

Je trouve triste... Il semblerait dans le moment que le fait que l'Union des municipalités n'a pas assisté ou n'a pas présenté de mémoire à la commission et, toutefois, que l'Union des municipalités régionales de comté l'a fait, que le ministre a été un peu sympathique à ses

amendements... J'espère que le ministre n'est pas en train encore de diviser, au niveau des municipalités, les deux unions qui représentent les 1600 municipalités du Québec. Si le passé est le garant de l'avenir, je me pose de sérieuses questions sur ce gouvernement qui, à tout bout de champ, a créé des divisions entre les bons Québécois et les mauvais Québécois et entre les bons citoyens et les mauvais citoyens. Chaque fois que quelque chose va mal, c'est toujours la faute des autres. On l'a vu chez les gens du public et du parapublic; au moment où on a réalisé qu'on avait mal géré les finances de cette province, il fallait trouver un bouc émissaire. Malheureusement, c'étaient les gens avec qui on avait signé un contrat et même, au moment de la signature du contrat, on avait dit: Il y avait plus d'argent disponible, mais ils ne l'ont pas demandé.

Ce n'est pas un projet de loi qui était tellement important, dans le sens qu'on ne posait pas de questions sur la juridiction du gouvernement provincial dans les municipalités. Lorsqu'on voit que d'autres provinces peuvent réussir assez bien à s'entendre avec le gouvernement fédéral, quelle est la différence ici au Québec? On a un gouvernement qui a comme but de vouloir la séparation, et réussir à faire une entente avec le gouvernement fédéral, cela détruirait toute cette option. On l'a vu et on a demandé pourquoi le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu avait démissionné. Il revenait d'un voyage à Ottawa où il avait réussi à faire une entente. Est-ce que les autres ministres sont tellement craintifs, à ce point qu'ils ont peur d'aller négocier de bonne foi pour ne pas finir avec le même sort? Je vois le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui arrive ce soir. Son projet de loi 48, c'est une autre guerre entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Au lieu d'avoir des guerres, si on pouvait apprendre à s'entendre, on servirait bien mieux la population du Québec dans tous les domaines.

Merci, M. le Président.

Le **Président**: M. le député de Saguenay.

M. Ghislain Maltais

M. Maltais: Merci, M. le Président, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation prendra sans doute son tour comme tout le monde tout à l'heure.
(1 heure)

Nous sommes encore sur le deuxième "shift" ce soir. Je profite certainement de la même occasion que vous, M. le Président, pour saluer nos électeurs qui sont aussi sur le deuxième "shift", comme nos travailleurs d'usine.

On est encore ici, ce soir, pour parler du projet de loi 38. Force nous est d'admettre que le ministre des Affaires municipales a la tête dure. Même si le ministre ne s'est pas trouvé un allié dans l'ensemble de la population québécoise, particulièrement dans le domaine municipal, il persiste encore à revenir devant cette Chambre avec son projet de loi. D'ailleurs, le ministre des Affaires municipales est devenu, dans l'histoire de ce gouvernement, un spécialiste des lois iniques. N'est-il pas le grand prêtre de la loi 37, une loi dégueulasse dans son ensemble, surtout dans la façon dont le ministre des Affaires municipales, avec le concubinage de l'ex-ministre du Tourisme de la Chasse et de la Pêche, avait fait adopter la fusion des villes de Haute-Rive et de Baie-Comeau.

Parce que le gouvernement d'alors, qui est le même gouvernement qu'aujourd'hui, n'a pas voulu écouter la population, il a créé un climat devenu presque invivable. D'ailleurs, le ministre des Affaires municipales n'a jamais voulu rencontrer la population. Le premier ministre a lui-même tenté de rencontrer la population et on sait les événements qui se sont produits. Lorsqu'on gouverne continuellement à coups de matraque, de temps en temps, il faut s'attendre à en recevoir un petit coup sur le nez.

Les lois 37 et 38 se ressemblent et font 75 au total, en additionnant les deux chiffres. Soixante-quinze ans, vous comprendrez que c'est un âge respectable. À cet âge, il serait normal que le ministre se retire. Tout au long de ces débats et depuis l'ouverture du Parlement, l'arrogance du ministre des Affaires municipales vis-à-vis des intervenants, vis-à-vis des membres de l'Opposition, développée tout au cours de ces débats, démontre une fois de plus que le ministre veut faire adopter une loi à la vapeur, une loi qui n'a pas l'appui de la population.

Si le ministre avait été sincère, il aurait pu s'entendre avec le gouvernement fédéral, mais on sait - et toute la population du Québec le démontre continuellement, chaque fois que le gouvernement a l'occasion de l'interroger - que ces gens sont de mauvaise foi non seulement vis-à-vis des membres de l'Opposition, mais lorsqu'ils vont négocier. La preuve: ils n'ont pas pu s'entendre avec le gouvernement fédéral, soit! Mais ce n'est pas un gouvernement négociateur, il n'a jamais pu s'entendre avec ses employés. Il lui a fallu une loi aussi inique que celle qu'il présente aujourd'hui pour ramener ses employés au travail.

Dans le présent projet de loi, on ne trouve absolument rien qui améliore la condition des municipalités; au contraire, cette loi leur défend de retirer leurs impôts du gouvernement fédéral. La majorité servile

ministérielle qui votera pour cette loi aura à en porter l'odieux pendant longtemps. Depuis peut-être 50 ans, jamais un gouvernement n'a été assez fantasque pour priver les Québécois de leurs impôts. D'ailleurs, ce gouvernement est à l'image de son premier ministre, de son leader parlementaire.

Les Québécois et les Québécoises auraient dû s'attendre à trouver mieux que le projet de loi 38, particulièrement dans les municipalités de mon comté où le chômage et le bien-être social sont roi et maître à cause de l'incurie du gouvernement actuel pour trouver des emplois valables pour les gens du Québec les gens de chez nous, alors que ces sommes qui viennent du fédéral contribuent à stimuler l'économie et à faire véritablement de la relance. Le gouvernement du Québec, par son projet de loi 38, n'a rien à proposer aux municipalités; s'il avait quelque chose à proposer, il pourrait remplir les promesses faites par la loi 37.

Il y a une chose dont la population du Québec se souviendra: c'est que non seulement le gouvernement a pris plaisir à faire siéger tout le monde durant la nuit; non seulement il a fermé le Parlement pendant cinq mois, alors qu'on aurait pu faire un véritable débat sur le projet de loi 38 avec des intervenants du monde des affaires municipales, mais on se promenait sur le Marie-Clarisse; on chantait. Aujourd'hui, à la veille de Noël, je profite de l'occasion pour rappeler aux ministériels qu'il faudrait qu'ils fassent un examen de conscience au moment de cette fête religieuse pour savoir combien les Québécois sont insatisfaits du gouvernement et qu'ils ont des choses à se faire pardonner. Je me demande s'il ne faudra pas attendre la visite du pape pour qu'ils puissent faire entendre leur confession.

Tout au cours de ce débat, notre collègue de Laprairie, M. Saintonge, a expliqué et "réexpliqué" les attentes de l'Union des municipalités, les attentes des conseils municipaux. Même cet après-midi, on est arrivé avec le catalogue Eaton d'amendements; on aurait voulu faire adopter en quelques heures des amendements dont on devrait discuter pendant des semaines en commission parlementaire. Ceci prouvait que le ministre est de mauvaise foi. D'ailleurs, le ministre des Affaires municipales a établi sa réputation sur sa mauvaise foi vis-à-vis des municipalités. Je vous ferai grâce de tous les articles de journaux qui confirment ce qu'on dit. Cependant, je pense qu'à chaque fois que la population lui donne un avertissement, plus le ministre se donne de pouvoirs pour la punir, pour punir les autorités municipales qui seront obligées de surtaxer les citoyens du Québec parce qu'elles seront privées d'une partie de nos impôts qu'on devrait aller chercher au gouvernement fédéral. Le

ministre punit la population parce que les péquistes n'ont pas gagné les élections partielles, parce qu'ils sont en retard dans les sondages - ils sont réduits à un tiers parti. Le ministre punit la population.

M. le Président, en terminant, le gouvernement actuel se cache derrière son grand manteau du pouvoir. Un jour, il ne pourra pas se sauver et ce voyage, il va falloir qu'il en paie le prix. Merci.

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: M. le député de Viger.

M. Cosmo Maciocia

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Moi aussi, dans l'espace de trois jours, je reprends la parole sur le projet de loi 38. Vous vous rappelez sans doute - vous étiez là à ce moment-là - quand, la semaine dernière, on a commencé à siéger à 10 heures jeudi matin et qu'on a terminé à 10 heures vendredi le 16 décembre, pour recommencer tout de suite après la nouvelle séance: 36 heures ici en Chambre, sans avoir la possibilité de dormir même dix minutes. À cause de quoi? À cause de quoi? Deux choses: à cause du projet de loi 38 et à cause de ce gouvernement complètement dépassé par les événements, qui est complètement en dehors de la réalité, qui est complètement déboussolé.

Ce projet de loi 38 a été répudié par tout le monde, par tous les élus municipaux, par toutes les municipalités du Québec, par tous les éditorialistes. Tous les gens qui ont eu l'occasion de lire ce projet de loi ont été unanimes à le qualifier d'immoral, de totalitaire et d'odieux.

(1 h 10)

M. le Président, ce gouvernement n'a plus le respect de la population du Québec. Ce gouvernement, comme je le disais tantôt, est dépassé par les événements, seulement eux considèrent le projet de loi 38 à cette table et il est tellement nécessaire pour eux de le faire adopter qu'ils nous ont fait siéger pendant trente-six heures de suite, la semaine dernière, et encore cette nuit. Il est une heure et dix de la nuit et on est encore à parler du projet de loi 38.

Ce gouvernement, au lieu - je défie le gouvernement, ce soir - d'adopter des projets qui créeraient des emplois, nous propose, par le projet de loi 38, d'empêcher des emplois. Pourquoi ce projet de loi 38 est-il là? Il est là pour empêcher les municipalités de recevoir de l'argent du gouvernement fédéral. Sur le principe - on l'a dit même en commission parlementaire - tout le monde est d'accord que la juridiction des municipalités dépend du gouvernement provincial. Même le gouvernement du Parti libéral, en 1974, par la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales, avait fait

adopter une loi en disant que le domaine des municipalités était la prérogative et la priorité du gouvernement du Québec. Mais ce n'est pas cela qui se passe dans ce projet de loi. C'est un projet de loi punitif, arbitraire et discriminatoire, c'est un projet de loi qui s'en prend aux plus démunis de la société, dans des moments aussi critiques que ceux qu'on vit actuellement, ici au Québec, à cause de la crise économique.

M. le Président, la question qu'il faut se poser est celle-ci: Qui est le premier responsable de la crise qu'on vit au Québec? Aujourd'hui, tout le monde est d'accord - on l'a vu par le dernier sondage en fin semaine - pour dire que la cause principale de cette crise qu'on vit au Québec, c'est le gouvernement en face de nous. Par conséquent, à partir du chef, le René Lévesque national - et tout le monde est au courant, depuis la sortie du sondage de la fin de semaine - sa popularité est même plus basse que celle de son parti.

Ce projet de loi - il faut le répéter - la semaine dernière, après seulement trois heures en commission parlementaire, on a eu droit à la motion de clôture, au bâillon. Seulement trois heures après l'avoir étudié en commission parlementaire, le leader du gouvernement - il faut l'appeler le petit leader du gouvernement, le mini-leader du gouvernement - nous annonce en Chambre que les travaux de cette commission devraient se terminer le jeudi à minuit. On n'a jamais vu, après seulement trois heures en commission parlementaire, le gouvernement mettre le bâillon sur un projet de loi. Je me pose la question sur la légitimité de ce gouvernement. Comme je l'ai dit tantôt, le dernier sondage l'a mis dans une telle situation que, s'il était vraiment responsable, s'il avait vraiment un peu de conscience et un peu de responsabilité envers la population du Québec, il ne devrait même pas attendre quelques semaines ou quelques mois pour aller devant la population et lui demander si elle veut l'avoir encore à la tête de la province. Je suis convaincu que ce gouvernement serait rejeté du revers de la main de la part de la population du Québec.

J'ai dit, la semaine dernière, que ce gouvernement est une hypothèque pour la population du Québec. Oui, ce sont eux qui sont une hypothèque pour la population. Cela va coûter très cher tantôt. On a fait plus ou moins une évaluation de ce que ce gouvernement a fait et cela va prendre au moins huit à dix ans pour replacer les choses comme elles étaient avant que ce gouvernement ne vienne au pouvoir. C'est l'irresponsabilité et je dirais l'immoralité de ce gouvernement qui a placé la province, probablement une des meilleures à l'intérieur de la fédération canadienne, au rang d'une province quelconque, la huitième, la

neuvième ou la dixième des provinces canadiennes. Cette province mérite beaucoup mieux qu'un gouvernement comme celui qu'on a en face de nous.

Je me passe de parler des ministres qui composent ce gouvernement. Quand on voit le projet de loi 38 déposé devant nous... Je regarde à l'intérieur de la Chambre et il n'y a pas un ministre, pas un qui soit assis ici pour écouter et essayer de démontrer, et de convaincre la population par des discours. Il n'y en a pas un en face de nous qui ait le courage d'assister et d'essayer de donner les raisons pour lesquelles ils ont présenté le projet de loi. On a seulement ceux que Jean-Louis Roy dans le Devoir a appelés les perroquets, la majorité servile, qui est là seulement pour voter. Le moment arrive, le président appelle le vote nominal et les perroquets d'en arrière se lèvent et disent: Oui, oui, oui. Mais regardez s'il y en a qui ont le courage de se lever et de défendre cela. Il n'y en a pas un, parce que - je le sais - aucun d'eux n'en a le courage. Les municipalités, les maires, les élus municipaux qui sont dans leur comté sont là pour leur faire comprendre... Malheureusement, toute la population essaie de leur faire comprendre - mais il n'y a rien à faire avec eux - l'immoralité de ce projet de loi. Aujourd'hui, ils ne peuvent se lever parce que, autrement, en retournant dans leurs comtés respectifs, ils vont probablement se faire laver la tête, pour ne pas dire autre chose.

Comme je le disais, ce gouvernement s'en prend quasiment aux plus démunis, parce que ce projet de loi, il ne faut pas dire qu'il s'en prend seulement à de gros morceaux à l'intérieur des municipalités où s'octroient des millions et des millions. Il s'en prend aussi à des clubs de l'âge d'or, il s'en prend à des jeunes, à des associations de hockey mineur, il s'en prend à tout le monde parce que ces clubs de l'âge d'or, ces associations de jeunes, s'ils ont le malheur, comme c'est le cas à 90%, d'avoir un local qui appartienne à une municipalité, à partir de l'adoption de ce projet de loi, ils n'auront plus le droit de demander une subvention à un député du gouvernement canadien, à un député fédéral.

M. le Président, au moment où ils vont faire cette demande... Le gouvernement canadien, par l'entremise d'un député fédéral, se permet de donner 500 \$ et 1000 \$, comme chacun de nous le fait de son côté. Nous savons que ces jeunes viennent nous voir pour avoir 500 \$, 1000 \$, pour bénéficier de quelque équipement pour s'amuser. Au moment où ils vont faire ces demandes, ces revendications auprès du fédéral, ils n'en auront plus le droit parce qu'à ce moment ils tomberont sous le coup de l'article 2 du projet de loi 38 qui dit: "directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit." Automatique-

ment, ces gens seront pénalisés.

Ces gens vont se souvenir de ce gouvernement et spécialement les personnes âgées. Je me pose toujours la question, à savoir si ce projet de loi ne serait pas la première action de ce que le premier ministre avait dit en France, c'est-à-dire qu'il fallait se débarrasser le plus tôt possible des personnes âgées pour faire l'indépendance du Québec. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Saint-Laurent.
(1 h 20)

M. Germain Leduc

M. Leduc (Saint-Laurent): M. le Président, nous sommes rendus à la prise en considération du rapport de la commission parlementaire sur le projet de loi 38, Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités. Il faut tout de même reconnaître qu'il va falloir en passer des nuits blanches et des journées à la veille des fêtes pour adopter une loi dont personne ne veut. C'est une chose qui a été établie dès le départ. Tous nous ont signifié, tous ont signifié à ce gouvernement que la loi 38 était une loi inutile, dont on n'avait aucunement besoin. D'abord, les gens du milieu municipal, les présidents de l'Union des municipalités du Québec, de l'Union des MRC, les éditorialistes ont mentionné, par des textes très durs, à ce gouvernement que cette loi était inacceptable et que c'était une loi dont on n'avait absolument pas besoin.

Il serait peut-être intéressant, M. le Président, de vous informer un peu du cheminement que nous avons connu lors de l'étude de ce projet de loi en commission parlementaire. D'abord, nous avons écouté, lors de l'étude en commission parlementaire article par article de cette loi, le président de l'Union des municipalités régionales de comté qui est venu nous dire qu'il était contre cette loi. Ce M. Asselin, Me Asselin, le président de l'Union des MRC, est venu nous dire comme représentant de 1200 municipalités qu'il n'avait aucunement besoin de cette loi. Ces gens qui oeuvrent dans le domaine municipal surtout au niveau des maires, des échevins, un peu en fait comme les commissaires d'écoles. Ce sont les gens qui sont les plus près des citoyens, ceux qui sont les plus près de la base. Je pense que ce sont des gens qu'on doit écouter d'autant plus. Ce sont des gens qui ont peut-être beaucoup de choses à nous dire pour nous informer de ce que pense la base au niveau des municipalités. M. Asselin est venu nous dire que cette loi était discrétionnaire. Qu'il suffise de mentionner l'article 2 qui dit: "Une municipalité qui, au jugement du

gouvernement - on parle de discrétion - a bénéficié autrement que selon l'article 1 d'une participation du gouvernement du Canada ou de l'un de ses ministres ou organismes directement ou indirectement - discrétion, bien sûr - et sous quelque forme que ce soit..." Encore là, discrétion.

On nous a aussi indiqué que c'était une loi discriminatoire, comme si discrétionnaire n'était pas suffisant. Qu'il suffise de lire l'article 7 qui stipule: "Malgré l'inexigibilité d'une somme visée à l'article 2, le gouvernement peut, à sa discrétion, décider de verser tout ou partie d'une telle somme et, s'il y a lieu, de fixer le montant et les modalités du versement." C'est donc le gouvernement qui peut consentir. Loi, disons, absolument discriminatoire.

C'est une loi déraisonnable en ce sens que, si on parcourt l'article 12, on constate que les municipalités pourraient être punies du fait que certains organismes locaux, que ce soit des chevaliers de Colomb, des organismes de loisirs, pourraient recevoir des sommes. Je pense que c'est absolument inacceptable. C'est donc dire que la municipalité pourrait être pénalisée du fait ou de faits de tiers. Je pense que c'est de ce côté-là que c'est inacceptable.

C'est également une loi rétroactive. En droit, je pense que c'est un principe qu'on accepte et qu'on accepte d'emblée. Une loi ne doit jamais être rétroactive. C'est donc dire qu'on donne un effet rétroactif. On statue, on stipule que cette loi s'appliquera pour les actes, les gestes qui ont été posés antérieurement à l'adoption de la loi. C'est une loi abusive qui va nettement trop loin.

C'est également une loi imprécise. On a utilisé les termes directement ou indirectement, à l'article 2. Ensuite, on mentionne également sous quelque forme que ce soit. Également, à l'article 12, on mentionne "d'avantages découlant d'une entente". Or, à cette première séance de la commission parlementaire, on nous apprend dès le départ que les dés sont pipés, que nous serons soumis à la guillotine. On nous informe de ce fait environ trois heures après le début de la séance en commission parlementaire et on nous avise qu'après trois heures de discussions nous aurons à faire face à une motion de clôture. Dès le départ, il fallait reconnaître que les dés étaient pipés et que tout était faussé. En fait, dès le départ, on aurait dû reconnaître qu'il n'y avait pas lieu de tenir une commission parlementaire qui ne conduisait nulle part. Malgré tout, un peu comme le président de l'Union des municipalités régionales de comté, nous avons proposé des amendements et nous avons dit: On est prêts à jouer le jeu, même si ce projet de loi est inutile et même si c'est un projet de loi rétroactif, abusif et immoral. On est prêts à le bonifier. À un moment donné, on nous a

soumis des amendements, mais les seuls amendements qu'on nous soumettait, ce n'étaient nullement des modifications à la loi, d'aucune façon, c'étaient des articles qu'on ajoutait. On a ajouté l'article - je peux le mentionner - 2.1, c'est donc dire que l'article 2 reste là et n'est aucunement touché. En fait, on précise l'article 2. La précision, c'est qu'on établit clairement qu'on va toucher les tiers. À l'article 2, ce n'était pas tellement précisé, on pouvait déduire que cela pouvait s'appliquer aux tiers, mais on n'en était pas certain. Alors, pour bonifier la loi, on indique clairement que cela va toucher les tiers. Imaginez-vous, monsieur.

Franchement, M. le Président, je pense que c'est évidemment rire un peu des municipalités. Si c'était simplement rire de l'Opposition, peut-être que cela pourrait aller, mais on rit des citoyens parce que cette loi touche tous les citoyens. L'an passé, on a eu la fameuse motion sur le corridor électrique: la motion Duhaime. Sûrement qu'elle affectait beaucoup de gens. On a parlé également de la motion de 1981: la loi constitutionnelle. Mais ici on touche à tous les gens, surtout à la base. Ensuite, on a eu l'article 3.1. On ne modifie pas l'article, on ajoute à l'article. L'article 5.1 également, M. le Président. Tout cela pour vous mentionner qu'il ne s'agissait aucunement pour ce gouvernement de bonifier et de modifier. Il s'agissait de préciser, en fait, d'ajouter et de rendre la loi plus néfaste qu'elle n'était au départ.

On a dit qu'il appartient - c'est vrai - aux députés, législateurs de légiférer. On s'est fait dire cela par le président de l'UMRC. Je pense qu'il avait raison, mais moi je peux vous dire que j'étais drôlement gêné d'avoir à légiférer, à adopter et même d'avoir seulement à étudier ce projet de loi en commission parlementaire.

Ce que ce projet de loi fait, c'est établir des pénalités. C'est un projet de loi pénal qui ne répond aucunement aux attentes et aux besoins. On dit qu'une loi est légitime et qu'elle doit être adoptée quand elle est légitime. Ici, on a à faire face à une loi illégitime. Une loi devient légitime quand elle est requise par la population. Ce n'est sûrement pas une loi demandée par la population alors qu'elle a dit non à cette loi. Il fallait d'ailleurs parcourir l'éditorial de Jean-Louis Roy qui disait non à cette loi.

M. le Président, on va régler le problème quand on changera de gouvernement. Avec ce gouvernement, c'est impensable qu'on puisse négocier. C'est impossible. D'ailleurs, à un moment donné, je parlais avec la députée de Maisonneuve, qui me disait à la suite du discours que j'avais prononcé en deuxième lecture: M. le député, vous avez fait un très beau discours. Mais il y a une chose qu'il faut bien comprendre. C'est impensable qu'on puisse négocier avec

Ottawa. C'est évident. Ils veulent se séparer; ils veulent séparer le Québec du Canada. Comment pensez-vous que ces gens-là vont aller négocier à Ottawa? Il est très évident qu'il n'y aura aucune négociation tant qu'on ne changera pas ce gouvernement, tant qu'on ne le remplacera pas par le Parti libéral, le Parti libéral qui va aller négocier de bonne foi.

(1 h 30)

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de D'Arcy McGee.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. Le projet de loi 38 soulève le problème du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, parce que, en ce qui concerne la loi 38, on prévoit qu'il y aurait des subventions du gouvernement fédéral aux municipalités. Ce genre de problème se pose quand un ordre de gouvernement affecte une part de ses revenus fiscaux à des objectifs qui, constitutionnellement, ne relèvent pas de lui. Ce peut être par le moyen de prêts, comme les prêts fédéraux aux étudiants, ou ceux à l'habitation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ou par des prestations aux individus - les allocations familiales fédérales, par exemple - ou par les paiements fédéraux aux provinces. Ces paiements peuvent être inconditionnels, le récipiendaire pouvant les affecter en toute liberté aux fins qu'il détermine. C'est le cas des paiements fédéraux de péréquation versés aux provinces. Ils peuvent aussi être conditionnels, auquel cas ils doivent servir à des programmes spécifiques dont le contenu doit le plus souvent satisfaire à certaines exigences du donateur. De cela, les programmes à frais partagés - les trois plus importants étant celui de l'assurance-hospitalisation, de l'assurance-maladie et de l'assistance publique - constituent le meilleur exemple. On peut peut-être aussi ranger théoriquement sous le pouvoir de dépenser les activités commerciales en particulier, exercées par un ordre de gouvernement et qui relèvent constitutionnellement de la compétence de l'autre, par exemple une entreprise de transport aérien administrée par une province. Il est évident toutefois que ce sont les versements conditionnels fédéraux aux provinces qui ont suscité le plus de débats, en raison de leur importance financière et politique.

Dans le même ordre d'idées, on peut parler des versements octroyés aux municipalités qui sont des créations de l'Assemblée nationale, et il va sans dire que la compétence exclusive sur les affaires municipales relève de l'Assemblée nationale.

Sur le plan juridique, il n'y a aucun

doute que le Parlement fédéral, de même que l'Assemblée nationale, ont ce pouvoir de dépenser. Je ne veux pas discuter de cette question sur le plan juridique. J'aimerais plutôt discuter de certains arguments économiques et politiques concernant le pouvoir de dépenser. Les adversaires du pouvoir fédéral de dépenser, quand il s'exerce par des subventions conditionnelles et des programmes à frais partagés, allèguent que les provinces ne peuvent en pratique refuser d'adhérer à ces programmes, puisqu'elles se trouveraient alors à priver leurs contribuables d'une part des bénéfices provenant des impôts qu'ils paient à Ottawa. On dit aussi que ces programmes, qui impliquent souvent des déboursés considérables de la part des deux ordres de gouvernement, se trouvent à bouleverser les priorités des provinces et à porter atteinte à leur autonomie, et qu'ils sont en définitive la conséquence d'un déséquilibre fiscal général, Ottawa taxant trop et ayant des surplus qu'il affecte à des fins provinciales. On rappelle aussi que certains d'entre eux furent mis sur pied sans consultation préalable des provinces qui eurent néanmoins à les financer pour la moitié - ce fut le cas du programme de construction de la Transcanadienne et du programme d'assurance-santé qui découlent d'une promesse électorale fédérale en 1963 - et on rappelle aussi que l'autorité fédérale modifie dans certains cas ses contributions en cours de programme, par exemple en plafonnant ses versements pour l'enseignement secondaire en 1972 et pour l'assurance-maladie en 1975.

Par ailleurs, les partisans de ces programmes insistent sur le fait que les provinces ont des potentiels d'imposition très variables - un point d'impôt sur le revenu des particuliers rapportait 3,14 \$ en Ontario et 0,91 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard en 1968-69 - et que ces programmes remplissent une fonction de redistribution de revenus entre elles. En effet, comme le versement fédéral n'est généralement pas calculé sur la base du coût du programme dans chaque province, mais souvent sur la base d'un coût national moyen per capita, il arrive qu'il y ait un effet de redistribution au profit des provinces ayant un faible potentiel d'imposition puisque ce sont souvent celles où les coûts des programmes sont les plus bas. Mais la base du calcul des coûts et leur répartition entre Ottawa et les provinces sont des questions techniques et complexes où les désaccords sont nombreux.

M. Côté: Je m'excuse auprès de mon collègue, mais nous n'avons pas quorum.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je vais donc vérifier... Nous en sommes maintenant 20. Allez, M. le député.

M. Marx: Merci, M. le Président. La fonction d'égalisation des revenus n'est pas la seule que poursuivent ces programmes puisqu'elle pourrait être aussi bien remplie par des subventions inconditionnelles. D'ailleurs, certains sont d'avis qu'elle devrait être réservée à ces dernières et que la subvention conditionnelle ne devrait pas servir à une fin d'égalisation. On justifie donc le versement conditionnel surtout par le service ainsi offert à la population, service que les provinces pourraient être moins enclines à mettre sur pied en l'absence de l'incitation fédérale. Un service dont le bénéfice est surtout externe - par exemple un programme provincial de lutte contre la pollution des rivières qui prennent leur cours dans une province et se déversent à l'extérieur - pourra ne pas être en tête de liste des priorités de la province en question. On allègue aussi que toutes les provinces doivent avoir certains services essentiels comparables, notamment en matière de santé et de bien-être, et que la subvention conditionnelle favorise cet objectif. On fait remarquer enfin que, dans plusieurs domaines, les compétences fédérales et provinciales sont intimement liées, et qu'alors l'intervention fédérale est d'autant plus légitime. C'est le cas par exemple du développement du réseau routier - matière provinciale - aux environs d'un important aéroport, le transport aérien étant de compétence fédérale.

L'autorité fédérale a apporté d'importants assouplissements à certains programmes à frais partagés. En 1965, elle offrit aux provinces la possibilité - dont seul le Québec se prévalut - de conclure des accords de non-participation (opting out) à plusieurs programmes, dont l'assurance-hospitalisation. La province sortante devait toutefois maintenir en application les programmes en question, mais, au lieu de lui faire des paiements en espèce, Ottawa réduisait ses impôts sur le revenu, la province occupait ce champ fiscal et haussait les siens de façon à financer elle-même ces programmes. Déjà, en 1959, le Québec avait bénéficié de ce procédé dans le cas des subventions aux universités.

Les accords fiscaux de 1977 reprennent ce procédé, mais il faut surtout constater à leur sujet que la contribution fédérale qu'ils prévoient pour les trois programmes établis - assurance-hospitalisation, assurance-maladie et enseignement postsecondaire - ne dépend plus des coûts effectifs, mais est calculée à partir des coûts d'une année de base (1975-1976), ajustés en fonction de la croissance du produit national brut. Le gouvernement fédéral a prétendu que cette modification est très importante, à la fois pour les provinces qui n'ont plus à faire face aux contrôles fédéraux, comptables et autres, et pour Ottawa, qui n'a plus à défrayer la moitié de

l'augmentation des coûts de programmes administrés par les provinces, la vigilance de ces dernières ayant pu être moindre quand un autre gouvernement payait pour la moitié. On notera que le procédé du transfert fiscal convient surtout aux programmes de nature permanente et non aux programmes temporaires (Transcanadienne, Expo 67), car on ne peut déterminer l'équivalence fiscale que sur la base de coûts réguliers et prévisibles.

(1 h 40)

Ces réformes ne vont pas aussi loin que celles évoquées dans le document de travail fédéral sur les subventions fédérales-provinciales et le pouvoir de dépenser du Parlement canadien. Selon ce document de travail, un programme général fédéral-provincial ne pourrait entrer en vigueur qu'après acceptation par le gouvernement fédéral et les Législatures d'un certain nombre de provinces et un versement serait fait directement aux résidents des provinces non participantes pour éviter qu'ils paient des impôts fédéraux en contrepartie. D'autres programmes sont de donner au Sénat en tant que représentant des régions des pouvoirs spéciaux en matière de programmes fédéraux-provinciaux. Je conclus.

Quoi qu'il en soit, tout cela montre que le pouvoir fédéral de dépenser est une forme de discord importante dans le fédéralisme canadien.

En conclusion, j'aimerais vous faire part des solutions proposées dans le livre beige du Parti libéral du Québec. Je cite: "Le pouvoir de dépenser du gouvernement central serait maintenu et la constitution imposerait à ce dernier l'obligation de procéder à la redistribution de la richesse afin de limiter les disparités entre les régions du Canada et de favoriser l'égalité des chances. La constitution soumettrait désormais le pouvoir de dépenser du gouvernement central dans les domaines de compétence provinciale aux conditions suivantes: la ratification par un vote des deux tiers du conseil fédéral, le droit d'une ou de plusieurs provinces de refuser de participer à des programmes ratifiés par le conseil fédéral et celui d'obtenir dans ce cas une compensation appropriée, les pouvoirs, etc."

Tout cela pour dire que, dans le cas actuel, il faut que la province de Québec et le fédéral négocient en ce qui concerne les versements du fédéral aux municipalités. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (Jolivet): M. le député de Saint-Jacques.

M. Serge Champagne

M. Champagne (Saint-Jacques): M. le

Président de nuit, dans des circonstances comme celles-ci, on ne peut pas s'empêcher de penser à la réforme parlementaire qui plane au-dessus de cette Assemblée depuis plusieurs semaines. En effet, on ne peut s'empêcher de se demander ce qui **peut** justifier de forcer l'Opposition à siéger des nuits entières, de forcer l'Opposition à discourir la nuit sur un projet de loi contre lequel l'unanimité se fait. Quelle logique y a-t-il derrière le fait qu'un député du gouvernement présente une motion dans le but évident que ses confrères du gouvernement votent contre et la fassent battre? L'Opposition, aux prises avec une situation où le gouvernement veut coûte que coûte adopter son projet de loi, se retrouve dans une situation où elle a peu d'armes pour se défendre. Dans un cas comme celui-ci, l'Opposition peut parler 47 fois dix minutes pour répéter chaque fois qu'elle proteste contre un projet de loi. 47 fois dix minutes, c'est 470 minutes, 7 heures et 50 minutes, messieurs du gouvernement. Étant donné qu'on croit vraiment que ce projet de loi ne doit pas être adopté, on va se servir de toutes et chacune des minutes mises à notre disposition.

On sent depuis un certain temps un certain malaise au sein de l'Assemblée, ce qui fait que l'on parle de réforme parlementaire, et que l'on parle aussi de réforme du scrutin. Dans ce domaine, dans le livre vert sur la réforme du scrutin publié en 1979, M. Robert Burns disait: "Tout mode de scrutin doit posséder deux caractéristiques fondamentales: la fidélité qui garantit que les élus sont véritablement représentatifs des électeurs et l'efficacité qui garantit que les élus peuvent véritablement exercer le pouvoir qui leur a été délégué."

Dans le système actuel, pour qu'il y ait efficacité du rôle de l'Opposition, il doit y avoir coopération avec le gouvernement. Le gouvernement doit vouloir prendre la peine d'écouter ce que dit l'Opposition, y réfléchir et, lorsque les arguments soulevés sont de poids, changer un projet de loi, mais ne pas prendre l'attitude présente...

M. Tremblay: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je m'excuse, M. le député de Chambly sur une question de règlement.

M. Tremblay: Il n'y a que cinq députés de l'Opposition en Chambre présentement; voulez-vous demander le quorum, s'il vous plaît?

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je vais calculer d'une façon ou d'une autre. Je ne regarde que ceux qui sont devant moi, ceux qui sont derrière, je ne les regarde pas.

Qu'on sonne la cloche!

M. le député, vous avez la parole.

M. Champagne (Saint-Jacques): Merci, M. le Président. Je remercie le député de Chambly d'avoir demandé le quorum. J' imagine qu'il voulait être certain que tout le monde entende ce que je disais.

Je parlais de la bonne foi, justement, M. le Président. Pour que le jeu de la démocratie se déroule de façon efficace, il doit y avoir bonne foi de la part du gouvernement. De la façon que le projet de loi a été présenté, on s'aperçoit vite que la bonne foi n'existe pas. En effet, par exemple, lors d'un échange de lettres qui a eu lieu entre le premier ministre de la province de Québec et le premier ministre du Canada, on s'aperçoit que, dans une lettre datée du 26 mai 1983, le premier ministre du Québec disait: "En terminant, je vous réitère notre volonté de conclure avec votre gouvernement un accord qui soit respectueux de nos responsabilités, etc."

Cependant, au lieu d'attendre une réponse à cette lettre, ce qui aurait été l'attitude normale, l'attitude raisonnable, dès le 21 juin, alors que l'Assemblée terminait ses travaux le 22, on déposait immédiatement le projet de loi 38. En fait, une attitude raisonnable, une attitude de bonne foi aurait été de contacter le gouvernement fédéral et d'attendre une réponse avant de présenter le projet de loi à cette Assemblée. Mais non, on savait dès le départ qu'on ne négocierait pas. Alors, on envoie une lettre pour la forme le 26 mai, on n'attend pas de réponse, elle est venue le 11 août. Dès le 21 juin, on dépose le projet de loi et on ne veut pas entendre parler de commission parlementaire, on procède. Il me semble qu'une attitude comme celle-ci fausse complètement le jeu du parlementarisme.

Une autre note à cet effet. Après environ trois heures d'étude du projet de loi article par article, le gouvernement présente une motion de clôture afin d'interrompre immédiatement le débat. Il me semble essentiel, dans le cas d'une loi qui est fortement contestée, de prendre la peine de débattre complètement ce projet de loi, d'écouter tout ce que l'Opposition a à dire et, si les arguments de l'Opposition sont valables, de les accepter, de changer le projet de loi en conséquence et non pas de soumettre en catimini quelques amendements presque sans effet.

Il me semble que la logique la plus simple aurait été, dans le cas d'un projet de loi aussi essentiel, de prendre la peine de consulter de façon large, totale et de ne pas déposer un projet de loi comme celui-ci en disant dès le début: On ne veut pas de commission parlementaire, on s'en va tout de suite à la troisième lecture et on expédie le dossier. Il nous semble que la plus simple

bonne foi aurait demandé au gouvernement de laisser la consultation se faire sur la base la plus vaste possible. On aurait pu arriver à un projet de loi qui aurait fait l'unanimité non pas contre, comme c'est le cas présentement, mais pour.

(1 h 50)

En effet, les principes soulevés dans ce projet de loi sont, en partie, acceptés par les deux côtés de la Chambre. La question de l'exclusivité de la juridiction provinciale en droit municipal est acceptée par tout le monde. La base du projet de loi ne soulevait pas de problèmes importants; comme le disait le député de D'Arcy McGee, la manière dont le gouvernement fédéral dépensait ces sommes soulevait un problème, mais le cœur du projet de loi pouvait se débattre facilement. Tout le monde s'entendait là-dessus.

Au lieu de procéder comme un homme raisonnable l'aurait fait, qu'a-t-on fait? C'est la théorie de la violence, du pouvoir qui veut s'exercer à tout prix. On met sur la tête des municipalités un colt 38; on leur dit: Ça va passer ou ça ne fera pas. Le projet de loi, à mon sens, est presque prémonitoire; on se sert d'un colt 38. Ces gens ont dit aux municipalités: Ou bien, vous écoutez, ou bien vous êtes à la merci du gouvernement. Pour démontrer à quel point cela est prémonitoire, voyant que les municipalités se défendaient, ils ont mis un colt 45. Ils ont pris la loi 45 qu'ils veulent faire adopter et c'est la même chose. On ne veut pas discuter; on ne veut rien faire. On force les municipalités à se plier et à accepter ce que le gouvernement veut sans vraiment en discuter. Pour ces raisons, nous ne pouvons être pour ce projet de loi.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Mont-Royal.

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Merci, M. le Président. Pourquoi sommes-nous ici à 1 h 55 le mardi 20 décembre? Savez-vous pourquoi? Parce que, le 18 octobre, le gouvernement a décidé qu'il n'y avait pas de travail à faire à l'Assemblée nationale et qu'il nous a renvoyés dans nos comtés pour attendre pendant un mois le bon plaisir de ce gouvernement de revenir à Québec, à l'Assemblée nationale, pour discuter des lois que le gouvernement daignait nous présenter à la fin du mois de novembre ou au début du mois de décembre. À cause de cela, à 1 h 55, on est obligés, la semaine de Noël, de discuter d'un projet de loi dont on aurait dû discuter et dont on aurait pu discuter ouvertement avec les personnes concernées, les municipalités, les chambres de commerce, tous les gens affectés par le projet de loi. On aurait pu faire cela d'une manière décente, juste et

équitable. Mais non, le gouvernement, pour des raisons qu'il est seul à connaître, nous oblige à travailler, à discuter du projet de loi à toute heure du jour ou de la nuit.

Qu'est-ce que le gouvernement veut faire par ce projet de loi? De quel pouvoir inclus dans ce projet de loi se plaignent toute la population, les municipalités, les chambres de commerce, les intervenants? Laissez-moi vous lire quelques extraits du projet de loi. Le gouvernement nous dit qu'une municipalité qui, au jugement du gouvernement...

Une voix: Ils n'ont pas de jugement.

M. Ciaccia: ...c'est le gouvernement qui décidera, qui jugera - a bénéficié directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit, perd ainsi le droit d'exiger du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes... Là, il y a une liste de taxes, de subventions et de sommes d'argent qu'elles peuvent perdre. Si, directement ou indirectement, une municipalité a reçu quelque somme du gouvernement fédéral, le gouvernement peut, selon l'estimation qu'en fait le ministre... Elle peut perdre toutes ces sommes.

Franchement, M. le Président, la population a raison de se plaindre d'un tel projet de loi. Le gouvernement, au lieu de préparer une loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités - cela est une autre blague pour essayer d'induire la population en erreur - il aurait pu inclure seulement un article dans le projet de loi: Le gouvernement peut faire ce qu'il veut, à son bon gré, pour punir les municipalités qui reçoivent des sommes d'argent du gouvernement fédéral. C'est ce que le gouvernement dit dans ce projet de loi. Est-ce une question de juridiction? On dit: Il y a des fonds fédéraux, il a des questions d'affaires municipales, c'est de juridiction provinciale. Pas du tout! Ce sont des excuses que le gouvernement veut utiliser, pour une bonne et simple raison. Le gouvernement a reçu une lettre du gouvernement fédéral qui lui assure que le gouvernement du Québec va avoir un droit de veto sur toute somme qui pourrait être donnée aux municipalités. Où est la question de la juridiction? Si le gouvernement du Québec ne veut pas qu'une municipalité reçoive telle ou telle subvention, il n'a qu'à exercer son droit de veto sur ces sommes et les municipalités ne les recevront pas. Où est le problème?

Une autre chose que je ne peux pas comprendre avec ce gouvernement, ce sont ses contradictions. Cela fait des années qu'on entend le gouvernement se plaindre que le gouvernement fédéral ne donne pas assez au Québec, qu'il ne donne pas assez d'argent ici, que tout l'argent s'en va en Ontario. Et,

maintenant que le gouvernement fédéral veut donner des montants aux municipalités, on présente une loi pour l'empêcher de le faire. Décidez ce que vous voulez faire! Décidez! N'essayez pas d'induire la population en erreur pour vos fins politiques. N'essayez pas de nous faire croire avec ce projet de loi que c'est la juridiction du Québec que vous voulez protéger. Vous voulez punir les municipalités parce que vous ne voulez pas négocier avec le gouvernement fédéral pour permettre aux municipalités de recevoir ces sommes. On connaît votre pouvoir de négociation, on sait ce que vous avez obtenu avec la constitution. Vous avez perdu le droit de veto avec votre soi-disant pouvoir de négociation. Vous ne négociez pas de bonne foi, on le sait, et vous n'avez pas négocié de bonne foi sur les ententes possibles au sujet de ce projet de loi.

Vous pénalisez les municipalités dans un temps où on a des problèmes économiques, où on a besoin de sommes d'argent importantes, où les municipalités cherchent par tous les moyens possibles à réduire le fardeau fiscal de leurs contribuables. Chaque montant de 10 \$, 100 \$ 100 000 \$, 200 000 \$ qu'elles reçoivent du gouvernement fédéral, c'est un allègement du fardeau fiscal. Bien non! on punit la municipalité si elle veut recevoir ces sommes d'argent et on punit le contribuable. Cela est quelque chose qui n'est pas pardonnable. C'est pour cela que nous, de l'Opposition, avons le devoir d'utiliser tous les moyens que le règlement nous permet pour essayer d'empêcher que l'Assemblée nationale adopte un projet de loi aussi injuste.

Nous avons le devoir d'utiliser tous les moyens possibles. Cela inclut d'être obligé de faire des discours à deux heures, six heures du matin, vingt-quatre heures par jour, comme on l'a fait jeudi passé, et cela permet au gouvernement de prendre des votes sur ce projet de loi en l'absence de l'Opposition. J'avais toujours compris, même par des déclarations de certains présidents, qu'on ne pouvait pas prendre un vote à l'Assemblée nationale sans la présence de l'Opposition. J'ai appris quelque chose vendredi quand j'ai vu, à mon étonnement, qu'on avait pris un vote sur ce projet de loi pour nous bâillonner, nous forcer d'arrêter de discuter du projet de loi. Pourquoi a-t-on introduit une motion de clôture? On avait à peine discuté quelques heures en commission parlementaire et on a décidé d'appliquer l'article 156, qui dit: "Lorsqu'une commission a étudié un projet de loi pendant une période de temps correspondant à l'importance ou à la longueur du projet, le leader parlementaire du gouvernement, etc." Il peut prendre certaines mesures. On s'était réuni et on avait été là seulement quelques heures. Cela démontre la mauvaise foi du gouvernement. Il ne nous a même pas donné l'occasion de

discuter en commission parlementaire et d'essayer de faire les changements qui s'imposaient au projet de loi pour enlever l'arbitraire, la discrétion du gouvernement, les pouvoirs excessifs, abusifs contenus dans ce projet de loi.
(2 heures)

Je n'ai pas besoin de répéter les articles des éditorialistes qui taxent ce projet de loi de travesti, de parodie de la démocratie. On comprend pourquoi la popularité du gouvernement est à 27%; c'est parce que la population voit ce que vous faites. Elle voit les injustices. Pendant que les municipalités font tout leur possible pour essayer de faire un peu de progrès économique, d'obtenir les sommes qu'elles pourraient avoir, dont elles ont besoin, ce qui leur est nécessaire pour avancer, progresser dans l'économie, qu'est-ce que le gouvernement fait? Il nous impose des projets de loi qui vont punir les municipalités, punir les contribuables s'ils ont le malheur de recevoir directement ou indirectement des sommes du gouvernement fédéral.

Cela peut être interprété de la façon suivante. S'il y a une bâtisse dans une municipalité qui reçoit une somme de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le gouvernement peut estimer le bénéfice que la municipalité a reçu et cette subvention, cette hypothèque à taux réduit, permettant peut-être une construction dans la municipalité, la construction d'un HLM, par exemple, pour lequel le gouvernement fédéral contribue à 60% ou à 70%, et, pour des fins politiques, parce qu'il ne veut pas en donner le crédit au gouvernement fédéral, parce que cela ne fait pas son affaire pour des fins de séparatisme, pour des fins de politique d'indépendance, il peut punir la municipalité.

M. le Président, c'est le comble de l'injustice. On n'a jamais vu un projet de loi aussi néfaste, aussi antidémocratique et aussi abusif que celui-ci. Et on ne pourra jamais le dire assez. La population ne pourra jamais l'entendre assez souvent. Les actes de ce gouvernement, les précédents que ce gouvernement crée... Quand vous posez des actes antidémocratiques, que vous en tirez avantage et que vous abusez de vos droits contre l'Opposition, on peut dire: Ce qui est dommage, c'est qu'on va travailler un peu plus fort, qu'on va siéger jusqu'à six, sept, huit heures du matin. Mais quand votre projet de loi punit la population, c'est une autre affaire. Ce n'est pas seulement nous qui allons souffrir par les gestes antidémocratiques et abusifs que vous posez dans cette Chambre, c'est toute la population. Je vous dis: Continuez dans cette voie, ce n'est pas 27% que vous allez avoir, vous allez disparaître de la mappe politique. C'est cela qui va vous arriver. Merci, M. le

Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Chapeau.

M. John J. Kehoe

M. Kehoe: Merci, M. le Président. Comme mon confrère de Berthier le dit si souvent: Je me demande ce qu'on fait ici ce soir. Nous, de notre côté, au moins on participe à un débat, un débat très sérieux. Mais les autres de l'autre côté, qu'est-ce qu'ils font ici ce soir?

Des voix: Rien.

M. Kehoe: On a vu, à peine 15 ou 20 minutes après que le débat eut été engagé, un "back-bencher" - je ne me souviens pas de quel comté - qui s'est levé pour faire une motion pour reporter le débat. Il y a eu un vote là-dessus, un vote par lequel il a été désavoué par ses confrères, par les ministres, par le parti ministériel. Ils ont dit: On veut continuer le débat, alors on ne veut pas voter pour cette motion. Nous, de notre côté, on est prêt à passer 24 heures - d'ailleurs, on en a déjà fait la preuve il y a quelques jours - en ligne pour montrer notre sérieux, pour montrer que le gouvernement ne nous passera pas sur le coeur et sur le corps. On sait que cette loi est contestée, non seulement par l'Opposition libérale, mais par les municipalités, les maires, les conseillers. On a eu combien de lettres, combien de télégrammes, qui démontrent clairement qu'il faut que votre loi soit amendée. On ne dit pas qu'il n'y a pas de dispositions dans cette loi qui soient très bonnes, très valables. Certains principes de base qui sont contenus dans cette loi avaient déjà fait l'objet de législation par le gouvernement libéral. On sait que c'est très bon, mais c'est la manière dont le gouvernement procède dans ce dossier qu'on n'accepte pas et qu'on n'acceptera jamais.

The Minister knew, the Federal Government knows, the Liberal Opposition knows and everyone involved in municipal affairs knows that the Provincial Government, under our federal constitution, has full rights over the municipalities within the Province of Québec. We all know that, it is an accepted fact, nobody is fighting that. From Duplessis to Lesage, to Bertrand to Johnson, to Bourassa and to every other Prime Minister of the Province of Québec, they fought and they fought hard for Québec rights. In every way, every legitimate way, they fought to protect the rights that we had under the constitution to look after our municipalities. This is one way of having a real fight and showing your real colors.

The Parti québécois are doing the same thing, but they are doing it from a

completely different option. They are leading a tremendous fight, but their fight is based on a false premise. Their whole premise is based, their first objective, their only obsession is to separate Québec from the rest of Canada. The Minister of Finance made a speech last week in which he said that everyone of their moves, be it financial, social, political and so forth, every move they make is dedicated and predicated towards the premise of separating Québec from the rest of Canada.

We know their obsession, we know what they think whenever they go to Ottawa, if they ever go to Ottawa. If Mr. Lévesque goes to Ottawa and comes back to the caucus saying: "Hey, boys, we made an agreement with Ottawa", they will probably take him out and shoot him somewhere on the other side of Sainte-Foy. You saw what happened to Mr. Marois. He came back to the great surprise of caucus, to his great surprise, after negotiating over a very short period of time with Mrs. Bégin, with his "plan de relance" in Social Affairs. He came back with a plan all accepted and, all of a sudden, he resigns. Is there any connection between the two? Mr. President, I asked a question. I am not here tonight to answer it, but I think that in posing the question you get the answer.

Until they give up their idea of separating Québec from the rest of Canada, no serious negotiations can go on. They take one categoric position and say: We are separating no matter what. Then, they come in front of the people of the Province of Québec - perhaps not the people, but at least the Minister of Social Affairs, the Minister of Municipal Affairs and any other Minister - and they say: We want to separate but, at the same time, we want our part of the cake. In other words they want their cake and eat it. They want to stay inside the Confederation for a certain period of time and, when the timing is right, as far as they are concerned, they want to take Québec out of the Confederation.

But think of the damage they do to the Québec economy. The unemployment, the people who are on the Unemployment Insurance, the people who are on social welfare, the young people who cannot find jobs when they come out of the university or cegep and are faced with the reality of registering for Unemployment Insurance. They are not worried about that. Their one and only obsession is to separate Québec from the rest of Canada and they use every means at their disposition to do so. One of the means they used is exactly this type of legislation.

Le projet de loi 38 fait partie de leur stratégie pour en arriver à leur option d'indépendance. Le plus odieux dans tout cela, c'est ceci. C'est une chose pour le

Québec d'avoir des chicanes, d'avoir des confrontations, d'avoir des batailles stériles avec Ottawa, c'est son affaire. Le Parti québécois va répondre au peuple. Ce parti a déjà eu un son de cloche la fin de semaine dernière, quand il a vu sa cote de popularité descendre à 27% et 24% pour le premier ministre. C'était avant les élections partielles. Si on avait un autre sondage aujourd'hui, je suis sûr que cela serait en bas de 20% et peut-être même à 15%. Il est sûr et certain que la stratégie du Parti québécois ne fonctionne plus. Que ce soit avec le ministre des Affaires sociales, que ce soit avec le ministre des Affaires municipales, que ce soit avec les autres ministres, dès qu'ils prennent une position de confrontation avec Ottawa, ils savent que le pouvoir de taxer du gouvernement fédéral du Canada est beaucoup plus grand et beaucoup plus payant que celui de la province de Québec. C'est absolument impossible pour eux de gagner la bataille. Mais ils trouvent toutes sortes de manières pour tenter de nous convaincre que leur déficit est relié au fait qu'il n'est pas rentable de rester dans la Confédération.
(2 h 10)

Ce genre de loi ne pénalise pas le gouvernement fédéral, bien non, mais plutôt une partie plus faible qu'eux, soit les municipalités qui n'ont pas d'armes pour répondre à la province. La seule arme qu'elles ont, c'est des résolutions, des pressions politiques, par l'Opposition libérale qui fait son travail en faisant tout pour que le projet de loi 38 ne soit pas adopté. Nous avons passé des nuits debout et encore nous siégerons jusqu'à 10 heures demain matin et, demain après-midi, on va commencer la troisième lecture. On va aller jusqu'au bout, on va combattre par tous les moyens mis à notre disposition une loi qui est arbitraire, une loi qui est punitive, une loi qui n'est pas dans l'intérêt des municipalités de la province de Québec.

En terminant, permettez-moi de m'adresser encore une fois aux personnes qui sont devant nous. Il n'y en a pas beaucoup ce soir; le ministre des Affaires municipales n'est pas ici. Il y a un ministre qui ne manque pas souvent, qui est devant nous ce soir, je n'en vois pas d'autres. Je dirai au seul ministre qui est présent et aux autres députés qui sont ici: Il y a des municipalités dans vos comtés. Ouvrez-vous donc les yeux, écoutez vos concitoyens pour une fois; écoutez ce que disent les maires. Encore une fois, arrêtez d'être des machines à voter. Chaque fois que quelqu'un tire une chaîne, on se lève. Tenez-vous debout et votez avec le Parti libéral contre le projet de loi 38.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Reed Scowen

M. Scowen: On a beaucoup parlé du gouvernement fédéral ce soir. Personnellement, je pense que notre opposition à ce projet de loi n'a pas grand-chose à faire avec le gouvernement fédéral, et je m'explique.

Vous, les membres du gouvernement, n'avez essentiellement aucune crédibilité quand il s'agit des questions fédérales-provinciales. C'est drôle à dire, mais un gouvernement indépendantiste est devenu le plus faible imaginable pour défendre les droits nationalistes de la province de Québec. Tous et chacun de vous avez un parti pris dans cette affaire. Il n'y a pas un seul député ici ce soir, du côté gouvernemental, qui n'a pas un préjugé défavorable à l'égard du gouvernement du Canada et du système fédéral. Tous et chacun, vous partez avec l'idée de base que cela ne peut pas marcher. Après six ou sept ans maintenant, la population comprend très bien. C'est comme quelqu'un de Montréal qui critique les Nordiques; on s'attend à ce qu'il critique les Nordiques puisqu'il vient de Montréal. Il a un parti pris dans le débat entre ces deux équipes. Vous n'avez pas la crédibilité qu'il faut pour porter un jugement qui implique le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec.

Je veux vous donner quelques exemples. Quand je suis devenu député en 1978, c'était le préréférendum, le gouvernement a préparé un discours pour le référendum, il a blâmé le gouvernement fédéral pour la voie maritime qui a affaibli le Québec, la ligne Borden, la politique pétrolière, "The National Policy". Vous vous souvenez de tous les documents qui sont sortis pendant le référendum. On a blâmé le gouvernement fédéral pour toute une série de choses, mais personne ne vous croyait. On savait que vous aviez une responsabilité de dire des choses semblables. Depuis, vous n'avez pas arrêté.

Je vais vous citer quelques exemples des choses pour lesquelles vous avez blâmé le gouvernement fédéral. Il y avait très récemment la question du poisson et du droit de pêche dans le golfe. On était contre parce qu'on savait que vous aviez un préjugé qui ne vous permettait pas de voir où était la vérité.

Vous avez parfois raison. Par exemple, dans le cas des F-18, nous étions d'accord avec vous. Dans le cas des contingentements pour l'industrie de la chaussure, nous étions d'accord avec vous. Dans le cas de la loi S-31, nous étions d'accord avec vous. Mais, dans le cas du référendum, nous étions contre. Dans le cas de la loi 82, lorsque vous avez attaqué le gouvernement du Canada parce que la Cour suprême avait déclaré qu'une partie de la loi 101 allait à l'encontre de la constitution du Canada,

comme vous le savez très bien, nous étions contre. Nous étions contre lorsque que vous avez déclaré que la faillite de Quebecair c'était la faute du gouvernement du Canada. Nous étions contre lorsque le ministre, président du Conseil du trésor, a déclaré que, si la papeterie de Matane n'avait pas démarré encore, c'était la faute du fédéral. Nous étions contre lorsque vous avez blâmé le gouvernement fédéral pour tous les maux de l'industrie pharmaceutique au Québec. Nous étions contre lorsque le premier ministre est allé en Italie et a blâmé le fédéral pour les gaffes qu'il a faites, jour après jour, pendant son voyage.

Je vous donne ces exemples simplement. Je ne dis pas qu'on a toujours raison. Il est possible d'avoir certaines interprétations. Mais vous, vous êtes obligés, forcément, tous et chacun, toutes les marionnettes du gouvernement, d'être contre tout ce que fait le gouvernement fédéral parce que vous avez, très sincèrement je pense, un préjugé défavorable à l'égard du gouvernement fédéral. Donc, pendant six ans, vous avez peu à peu perdu toute crédibilité en ce qui concerne ces débats. C'est comme quelqu'un qui crie que sa maison est en feu tous les lundis matin. Finalement, tous les gens arrêtent de vous écouter quand vous criez: Au feu! Au feu! Un jour, il y aura un vrai incendie, tout le monde va mourir et ce sera votre faute parce que vous aurez tellement parlé des maux créés par le gouvernement fédéral que, finalement, tous vont cesser de vous écouter.

Nous, face au projet de loi 38, nous sommes encore obligés d'exercer un certain jugement. Je pense que cela a été dit à plusieurs reprises: Quand on regarde le projet de loi sur le plan des relations fédérales-provinciales, on ne peut pas être plus en accord avec vous sur le principe. J'ai ici le livre beige, le document qui est la position officielle du Parti libéral sur les questions constitutionnelles. Je ne les citerai pas, mais je vous assure que nous sommes aussi précis que vous lorsqu'il s'agit du droit pour le gouvernement du Québec de contrôler, d'exercer ses droits à 100% dans le domaine municipal parce que les municipalités sont effectivement les créations de cette Assemblée. Elles sont toutes créées en fonction d'une loi que nous avons adoptée.

Pour en arriver à la fin de mon discours, je répète que notre opposition au projet de loi 38 n'a rien à faire avec les relations avec le gouvernement fédéral. Notre objection au projet de loi 38 vient du fait que c'est une loi antidémocratique. Je pense que M. Roy a été beaucoup cité dernièrement quand il a dit: On a réussi à inscrire des ces trois pages tout ce qu'il y a de plus répugnant dans un régime démocratique. Sur ce point, nous sommes obligés de nous séparer de vous.

(2 h 20)

Il n'est pas question du gouvernement fédéral. Si dans un projet de loi vous aviez dit - et je le prends juste à titre d'exemple - qu'une municipalité qui, au jugement du gouvernement, a permis la distribution de la littérature pornographique directement ou indirectement, ou sous quelque forme que ce soit, perd ainsi, boum, des sommes importantes; si vous aviez dit: Si une municipalité, au jugement du gouvernement, directement ou indirectement, ou sous quelque forme que ce soit, a exercé de la discrimination contre certaines classes de personnes, le gouvernement aura le droit d'enlever les subventions auxquelles elle avait droit ou si encore; pour une municipalité ayant fait n'importe quel délit dans l'opinion du gouvernement du Québec, le gouvernement du Québec se donnait, dans un projet de loi, sur la base de son jugement, directement ou indirectement, ou sous quelque forme que ce soit, le droit de juger sans appel toutes sortes de comportements et, en conséquence, de ne pas donner les subventions auxquelles les municipalités auraient eu normalement droit, M. le Président, une telle loi serait antidémocratique et répugnante.

Il n'est pas question du gouvernement fédéral, mais de la nature même de ce projet de loi. C'est dégueulasse et écoeurant. C'est quelque chose qui va à l'encontre de tout ce que vous avez prétendu défendre depuis que vous avez été élus. Vous n'avez pas le droit d'exercer une telle autorité envers une organisation qui, finalement, est une organisation des élus. Même si nous avons créé les municipalités par la voie d'une loi, il faut quand même accepter que c'est une organisation qui a ses droits et où, normalement, les élus sont des élus. Ce n'est pas justifiable. Cela n'a rien à faire avec le gouvernement fédéral. Cela a quelque chose à faire avec une conception de la décence et de la démocratie. Dans ce projet de loi, vous violez ce concept de la décence et de la démocratie.

Mesdames et messieurs, pour cette raison, on va voter contre.

Des voix: Bravo!

Le **Président:** Mme la députée de Jacques-Cartier.

Mme Joan Dougherty

Mme Dougherty: Merci, M. le Président. On est encore ici ce soir parce que nous sommes convaincus que nous sommes en face d'une des pires lois que le gouvernement péquiste ait jamais inventées. On est encore ici ce soir parce que nous sommes convaincus que nous sommes en face d'une loi qui ne règlera d'aucune façon le problème qui se pose, soit la difficulté d'arriver à une

entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Ottawa vis-à-vis de l'aide financière accordée aux municipalités par le gouvernement fédéral. Au contraire, c'est une loi de provocation et de confrontation.

C'est une loi qui n'aura guère de succès, sauf en ce qui concerne les buts cyniques du gouvernement du Québec, parce que c'est une loi qui va inévitablement institutionnaliser la guerre permanente, Québec-Ottawa. C'est une loi qui va perpétuer les guerres stériles. Elle va même alimenter le programme Ottawa-Crash poursuivi par le gouvernement du Québec depuis des années afin de justifier son option indépendantiste. C'est une loi qui va empoisonner d'une façon systématique les relations intergouvernementales. Donc, c'est une loi qui va paralyser tout effort de négocier une entente saine et raisonnable à l'avenir.

Ce qui est pire, ce sont les citoyens du Québec qui seront les perdants. C'est une loi qui fera de tous les citoyens du Québec, des citoyens de toutes les municipalités du Québec des otages d'une guerre sans issue. Nos citoyens sont des "payeurs de taxes" aux trois niveaux de gouvernement, ils ont le droit de recevoir leur juste part des richesses de chaque palier de gouvernement et ils ont le droit de s'attendre que tous les gouvernements mettent de côté leur mini-jeu politique afin de se préoccuper du bien-être des citoyens. Je crois que les Québécois et les Québécoises en ont assez du jeu stérile et enfantin du gouvernement du Québec.

Il est important de reconnaître que les principes de base ont été longuement établis; il semble que tout le monde s'entende là-dessus. Il est tout à fait normal que le gouvernement du Québec ait un certain contrôle des subventions offertes par le fédéral aux municipalités puisque, selon la constitution canadienne, la compétence touchant les affaires municipales relève exclusivement des provinces. Ce n'est pas ce principe qui est remis en question. Ce qui est remis en question c'est la façon dont le gouvernement du Québec a choisi de contrôler les subventions fédérales aux municipalités.

December 16th, Gazette Editorial said it very well: "Québec blackmails cities". I do not now who is agreed with the Gazette, but they were dead on, on the 16th of December. They said that the present Québec Government's penchant for the arbitrary is well known, but rarely has its abuse of legislative power than been apparent than in Bill 38, which will permit the minister to punish Québec municipalities selectively in order to spite the Federal Government.

The Québec Government is ramming this legislation through the National Assembly over the objections of municipal

associations, the Liberal Opposition and everyone concerned with responsible conduct of public affairs. Because Québec and Ottawa have failed to reach agreement on how Federal funds for municipal jobs creation projects should be distributed, Québec has decided to take reprisals against municipalities which accept unauthorised Federal funds.

Any municipality, says the bill, which, in the judgement of the Québec Government has benefited in any way from Federal participation, directly or indirectly, may lose its right to grants from the Québec Government for municipal financing. Municipal associations call this: blackmail, intimidation, discrimination and abuse of discretionary power; the words are not too strong. Instead of passing spitefull and intimidating legislation, Québec should be directing its energy towards negotiating a satisfactory agreement with Ottawa.

Tous les éditorialistes sont d'accord avec la déclaration de l'Union des municipalités du Québec. L'Union des municipalités a déclaré qu'elle considère inacceptable la rédaction du projet de loi. Si l'État est souverain, ses lois se doivent, dans un État démocratique, de respecter un minimum de règles afin de préserver les éléments d'une saine justice. La rédaction du projet de loi invite au discrétionnaire, au discriminatoire, au déraisonnable et à l'abusif. L'imprécision qui s'en dégage laisse toute municipalité dans le doute quant à ses droits et à ses obligations. Devant le caractère exorbitant de cette rédaction, les règles les plus élémentaires de la justice naturelle sont absentes.
(2 h 30)

Mr. Speaker, we are here tonight and we are going to be here all night because we care, because we are fed up with the cheap tactics of the Government of Québec which is proving everyday that it does not care about the people of Québec. It does not care about our thousands and thousands of young people who are out of work. It does not care about our local municipal Governments and it does not care about responsible Government. Why? Because it has only one objective and it is willing to pay any price and to make Quebeckers pay any price for that objective, and that objective is the independence of Québec.

M. le Président, le gouvernement parle souvent de l'importance de la concertation. Il encourage les citoyens du Québec à travailler ensemble à la relance de l'économie du Québec. Quelle hypocrisie, quelle farce, lorsque, avec chaque nouvelle démarche, le gouvernement essaie délibérément de saboter l'économie pour justifier...

M. Picotte: M. le Président, je m'excuse auprès de ma collègue.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: J'ai l'impression que nous n'avons pas quorum. Serait-ce possible de demander le quorum?

Le Président: M. le sergent d'armes, voulez-vous sonner les cloches quelque peu, histoire de réveiller quelques députés? Nous avons quorum.

Mme la députée de Jacques-Cartier.

Mme Dougherty: Avec chaque nouvelle démarche, le gouvernement essaie délibérément de saboter l'économie pour justifier le but de la désintégration du Canada.

The program is going to backfire, Mr. Speaker, because the people are too smart to buy the PQ tactics. Instead of the disintegration of Canada, what we are witnessing in front of our eyes, hour by hour, day by day, is not the disintegration of Canada, it is the disintegration of the Parti québécois and the Parti québécois Government of Québec.

The Parti québécois has so little respect for the National Assembly that it even voted against his own motion a couple of hours ago. I think it is time for the Government to throw in the towel, Mr. Speaker. It is time for the Government to withdraw Bill 38 and let another saine liberal Government take over, a Government who knows how to negotiate, a Government who cares about Canada, a Government who cares about the people of Québec and the municipalities of Québec, and is willing to work with all levels of Government for the good of all Quebeckers.

Le Président: Mme la députée de Mégantic-Compton.

Mme Madeleine Bélanger

Mme Bélanger: M. le Président, je trouve inconcevable la façon de procéder du gouvernement en ce qui a trait au projet de loi 38. Malgré les amendements apportés au projet de loi 38, le Parti libéral est d'avis que le problème reste le même et que les élus municipaux ne sont aucunement protégés parce que le gouvernement pourra toujours, selon son humeur, modifier les règlements sans apporter aucune solution aux problèmes actuels.

Étant donné que c'est un projet de loi adopté à la vapeur, comme c'est l'habitude du gouvernement, il me semble qu'il pourrait accorder un sursis avant de poursuivre le débat. De plus, l'Opposition estime qu'il est nécessaire de respecter la démocratie en matière d'affaires municipales.

Une voix: Très bien.

Mme Bélanger: Voilà pourquoi, M. le Président, le Parti libéral du Québec s'est insurgé contre la volonté de ce gouvernement qui semble aller contre les règlements d'éthique politique. Surtout, le gouvernement du Parti québécois est décidé à tout mettre en oeuvre pour bloquer le processus harmonieux des relations fédérales-provinciales.

Une voix: C'est vrai.

Mme Bélanger: M. le Président, il en est de même pour les municipalités du comté de Mégantic-Compton, dont le nombre atteint 50, qui désirent que tout le territoire de cette partie de l'Estrie bénéficie des avantages financiers des deux ordres de gouvernement, fédéral et provincial.

Je puis vous assurer que les agents du milieu municipal, économique, politique et social n'ont que faire des querelles inutiles entre le fédéral et le provincial. Sur ce dernier point, nous avons pourtant insisté tout au long de cet épineux débat pour que le gouvernement soit respecté pour ce qui est de sa compétence en matière municipale. C'est dans ce sens que la constitution avait clairement établi les domaines qui, normalement, reviendraient au gouvernement provincial, de même en était-il pour ceux relevant du gouvernement fédéral.

Le noeud du problème repose essentiellement, si j'ai bien compris, sur ce respect des juridictions provinciales en matière municipale. Il faut aussi comprendre que le Parti libéral du Québec a traditionnellement défendu les meilleurs intérêts du Québec, mais dans une toute autre approche que celle du présent gouvernement.

Une voix: C'est vrai.

Mme Bélanger: Je veux dire par là, M. le Président, que le Parti libéral du Québec et les premiers ministres qui en ont assumé la direction ont défendu ces intérêts en tenant pour acquis qu'il ne fallait pas miser sur une option politique dénaturée, improductive, et vous aurez deviné que je signifiais par là celle reliée à l'indépendance du Québec. D'ailleurs, sur ce point, il est significatif de noter jusqu'à quel point le gouvernement du Parti québécois prend un malin plaisir, lequel tend à devenir irritant, à vouloir mener cette action dans le sens de s'approprier une complète juridiction dans tous les domaines.

On a déjà vu les effets concrets de cette façon d'agir dans le domaine international. Entre autres choses, qui ne se souvient pas du récent retour du premier ministre de deux capitales européennes où,

semble-t-il, il aurait réussi à miner la crédibilité du Québec sur le plan international?

Une voix: Il humilie les Québécois.

Mme Bélanger: Pourtant, en matière internationale, le Québec possédait une juridiction fort étendue dans le cas de cette présente constitution mais affamé, politiquement parlant, le présent gouvernement a misé sur ce qu'il est convenu d'appeler une attitude indigne d'une province appartenant à un ensemble qu'on appelle la Confédération.

Somme toute, en matière municipale, l'Opposition veillera à ce que la population du Québec, dans les 50 municipalités du comté de Mégantic-Compton, aussi bien que dans celles du reste du Québec, bénéficie des programmes auxquels elle a droit pour la simple raison que c'est elle qui, en définitive, défraie les coûts dispendieux du fédéralisme canadien par le biais de ses impôts et différentes taxes.

Pour ce qui est de ses responsabilités politiques, le gouvernement du Québec doit faire en sorte de reprendre le dialogue sur une base plus objective avec le gouvernement canadien.

Une voix: Cela va être dur.

Une voix: Il ne sera pas capable.

Mme Bélanger: Cela s'appelle respecter les règles du fédéralisme canadien.

Une voix: Il ne sera pas capable.

Mme Bélanger: Cela s'appelle également respecter la volonté de la population du Québec qui a clairement rejeté l'option visant à rendre le Québec indépendant. Cela s'appelle, enfin, le respect de son propre gouvernement à négocier de bonne foi avec les autorités en place légitimement et légalement élues par cette même population. (2 h 40)

Pour ce qui est de ses responsabilités économiques, le présent gouvernement doit faire en sorte que la population bénéficie des montants issus des programmes et avantages auxquels elle a droit et qui sont clairement prescrits dans la constitution canadienne.

Pour ce qui est de ses responsabilités sociales, le présent gouvernement doit faire en sorte de ne pas aggraver davantage un climat déjà incertain au Québec.

En regard du présent projet de loi dont l'Opposition refuse les applications, je dirai, à l'instar de mon collègue de Laprairie, que le principe du projet de loi 38 n'est pas d'affirmer la compétence exclusive du Québec, mais bien d'imposer des pénalités qui viennent entraver les droits des

municipalités.

Voilà, M. le Président, ce à quoi s'attaque l'Opposition, et je puis vous affirmer qu'au nom des municipalités du comté de Mégantic-Compton, je me fais le porte-parole d'une population à la fois inquiète et effrayée par l'attitude du gouvernement. Elle est inquiète parce qu'elle se méfie de la voie dans laquelle le Parti québécois tente de l'entraîner depuis les huit années qu'il est au pouvoir. Elle est effrayée, parce que cette même population qui, pour la deuxième fois en peu de temps, a élu un porte-parole libéral, croit fermement que les deux paliers de gouvernement peuvent lui apporter des avantages autant financiers que politiques. Elle l'a bien prouvé lors du référendum tenu en 1980, alors qu'elle tenait pour acquis qu'une forme de négociation, de concertation et de distinction, mais de bonne foi, devait être la marque d'un gouvernement du Québec responsable et soucieux de respecter sa volonté. Merci, M. le Président.

Une voix: Très bien.

Le Président: M. le député de Saint-Henri.

M. Roma Hains

M. Hains: M. le Président, rarement aurai-je vu un spectacle aussi navrant que l'adoption du projet de loi sous le titre mensonger de la participation gouvernementale au financement des municipalités. Un autre projet de loi a aussi soulevé des protestations, des controverses et de l'amertume, c'est le projet de loi 37 sur la fusion des villes de Haute-Rive et de Baie-Comeau. Ce qui demeure, pour moi, inexplicable, M. le Président, c'est cet entêtement presque féroce d'un ministre et d'un gouvernement qui poursuivent l'exécution d'un projet cloué au pilori du désaveu populaire. Deux motifs seulement peuvent expliquer un tel comportement, c'est l'amour ou la haine. En l'occurrence, c'est la haine, la haine envers le fédéral qui, malencontreusement, est venu jouer dans les plates-bandes provinciales et municipales, malgré que l'intrus apportât des millions pour les municipalités. Quel sacrilège! M. le Président, digne de toutes les menaces du ministre et du gouvernement.

On a alors vu tous les orateurs de l'autre côté de la Chambre prendre le clairon de l'indignation pour clamer leur rancœur et leur colère contre ce pelé, ce galeux, comme dirait La Fontaine, qui s'est introduit dans leur cour non pas pour étrangler les poules, mais pour engraisser les municipalités. L'occasion était trop belle, M. le Président, pour ne pas déclencher des salves d'obus contre le rempart fédéral qui

barre le chemin à la conquête et à l'indépendance péquiste.

Voilà le secret de cette attaque contre Ottawa. C'est un secret de polichinelle et un complot ourdi dans les sombres caucous du comité sur la question nationale. C'est une petite guerre de représailles et de vengeance dont les malheureuses municipalités encaisseront les tristes retombées. Loi inutile, puisque tout le monde sait et nous savons que des principes d'autonomie provinciale dans le domaine des municipalités datent de 1974. Ils ont été établis par le gouvernement Bourassa, par notre chef de l'Opposition actuel, le député de Bonaventure. Pourquoi ce projet de loi? Pour se venger d'Ottawa, l'attaquer, le démolir et promouvoir ainsi l'indépendance et la séparation. Ne cherchez pas ailleurs. C'est vraiment le but ultime de ce projet de loi pétri de haine et de vengeance. Comme la haine est mauvaise conseillère et provoque des guerres, on a déclenché la loi 38 avec une série d'attaques pernicieuses contre Ottawa.

Tout le monde, M. le Président, dénonce cette attitude et cette agression en règle, mais le ministre tient tête à tous. Héros d'une cause perdue, blessé dans sa fierté par l'obstination des libéraux, le ministre ne cesse d'attaquer et ne veut point reculer. M. le Président, c'est un lion. Selon l'étymologie de son nom pour ceux qui savent faire du latin, c'est leo, leonis et Léonard. Mais un jour ou l'autre, il tombera dans un piège que lui tendront ceux qu'il attaque aujourd'hui aveuglément. Les municipalités ne lui pardonneront jamais les coups de griffes qu'il leur porte si généreusement et si douloureusement, car les victimes de ces attaques, ce sont vraiment les villes qui en partageront les tristes effets.

Qu'apporte ce projet de loi? Des sanctions, des poursuites contre les municipalités qui ont accepté ou qui accepteront des subventions fédérales. M. le juge, le ministre drapé dans son arrogance et son obstination, prononcera les sentences et sera maintenant l'exécuteur des hautes œuvres. Au choix discrétionnaire des subventions que s'était arrogé le fédéral, il répond lui, le ministre, par le choix discrétionnaire des punitions. C'est vraiment la légalisation de l'arbitraire, du chantage et de l'abus du pouvoir. C'est une attaque odieuse contre la démocratie et l'autonomie des municipalités. C'est une explosion de pouvoir totalitaire qui répugne aux éditorialistes, à l'Union des municipalités et à toute personne bien pensante et bien équilibrée.

M. le Président, c'est à faire rugir sur son socle Duplessis qui ne demanderait pas mieux d'en descendre pour couronner le nouveau lion avec sa proie entre les dents.

Comment qualifier le côté rétroactif de cette loi et de cette réglementation? C'est là qu'on décèle le caractère vraiment vengeur de cette loi. Ce ne sont pas seulement les cités et les villes qui accepteront les subventions qui seront punies, mais les villes aussi qui ont accepté depuis juin dernier seront passibles de poursuites et de sanctions. Alors, peut-on trouver vraiment une rétroactivité plus odieuse? Là, le grand juge, toujours le ministre, drapé dans sa vengeance, va peser et soupeser la valeur des offenses commises envers son honorable personne. Imaginez, il va évaluer les sommes reçues du fédéral par les clubs de l'âge d'or, les églises, les scouts, les clubs sociaux, les organismes intermédiaires et, si ces subventions étaient ou bien sont indirectement imputées aux villes, eh bien, ces villes seront pénalisées en leur retirant les octrois statutaires. De quelle balance le ministre se servira-t-il pour soupeser et régler tous ces problèmes? Il se servira de ses deux plateaux de la haine et de la vengeance contre Ottawa.
(2 h 50)

Un tel projet de loi est triste, M. le Président, et quel entêtement néfaste ne faut-il pas pour entretenir et maintenir une telle décision! Pourtant, j'entendais dire, par certains de mes collègues - je le lisais moi-même ce matin dans les journaux - que le ministre fédéral était prêt à s'asseoir, à dialoguer et à chercher une solution au problème. Mais non, c'est la loi de la jungle, c'est la loi du plus fort. Les municipalités tomberont une à une sous la patte punitive du lion déchaîné. Mais un jour qui approche inexorablement, ce sera la triste fin d'un ministre qui aura laissé comme souvenir des empreintes de haine et de vengeance sur son passage. Merci.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

M. Claude Dubois

M. Dubois: Merci, M. le Président. À 2 h 50 du matin, nous en sommes à notre troisième quart de travail, plus communément appelé troisième "shift".

M. Picotte: M. le Président, je m'excuse auprès de mon collègue, mais nous ne sommes que quatorze députés présentement en cette Chambre et le quorum est de vingt.

Le Présidents Tout juste. M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: M. le Président, j'étais en train d'indiquer qu'à la suite de la motion de clôture du leader parlementaire du gouvernement, vendredi dernier, nous en

sommes maintenant à l'étape de la prise en considération du rapport de la commission parlementaire sur le projet de loi 38. Le projet de loi 38, qui nous est proposé comme une mesure fiscale, est évidemment une mesure pénale, une mesure qui entraîne des pénalités rétroactives aux municipalités.

Après avoir passé l'étape du dépôt de ce projet de loi en première lecture, celle de la deuxième lecture à l'Assemblée nationale et, ensuite, celle du travail en commission parlementaire, le leader du gouvernement a bâillonné cette commission en interrompant ses travaux quelques heures après le début. Ayant discuté de la motion de clôture, nous en sommes maintenant à cette étape du rapport qui nous amène une fois de plus à rappeler l'aspect inique de ce projet de loi. Ce projet de loi autorise...

M. Picotte: M. le Président, je m'excuse auprès de mon collègue, mais j'ai une question de règlement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Oui, M. le député.

M. Picotte: Il y a quelques minutes nous n'avions pas quorum et nous n'avons pas encore quorum, malheureusement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Nous allons le vérifier à nouveau.

Une voix: Arrête-toi donc!

Le Vice-Président (M. Jolivet): S'il vous plaît, M. le député!

Qu'on appelle les députés.

Vous avez la parole, M. le député.

M. Dubois: M. le Président, le projet de loi 38 autorise le ministre à commettre un hold-up à l'endroit des municipalités du Québec; c'est exactement ce que fait ce projet de loi. Il autorise le ministre à accuser, à pénaliser et à condamner les municipalités et ceci, d'une façon discrétionnaire. D'autorité, le ministre peut décréter qu'une municipalité doit rembourser; sinon, on saisira les montants que le ministère des Affaires municipales doit retourner aux municipalités. Ce projet de loi est donc condamnable, puisqu'il est discrétionnaire et d'aspect pénal.

Nous avons un ministre qui pénalise les municipalités de vouloir encourager des projets communautaires. Nous avons un ministre qui n'accepte pas qu'une municipalité apporte un peu de soulagement dans les secteurs d'activités communautaires et municipales. Ce ministre n'accepte pas qu'on puisse créer des emplois dans une municipalité. Il n'accepte pas que les autorités municipales offrent de meilleurs services, des services additionnels aux

résidents des municipalités. Il n'accepte pas, non plus, que les municipalités puissent acheter des équipements supplémentaires, auxquels les contribuables ont droit. Il n'accepte pas qu'on puisse améliorer le sort des résidents d'une municipalité. Il n'accepte pas qu'on crée des "jobs", qu'on trouve du travail à ces gens qui n'en ont pas.

Enfin, le ministre n'accepte pas qu'on apporte un peu de bien-être aux municipalités. Il est tout à fait inacceptable qu'un ministre soit contre la création d'emplois, contre des équipements communautaires additionnels. Il y a environ deux ans, alors que nous étions frappés par une crise économique difficile, certaines subventions fédérales ont contribué à un certain soulagement et même, dans certains endroits, à un grand soulagement quant à la création d'emplois. Mais le ministre des Affaires municipales est contre cela. Pourquoi? Parce que cet argent provient du gouvernement fédéral, comme si c'était un autre pays.

Connaissant bien les ministres qui sont en face de moi, je peux dire qu'ils n'ont jamais voulu négocier avec le gouvernement fédéral. Ils s'opposent à toute mesure qui pourrait apporter un certain bien-être venant du fédéral. Ils refusent d'aller rencontrer leurs partenaires à Ottawa, ils refusent une discussion franche et honnête car, si c'est fédéral, c'est à rejeter, c'est condamnable et ce n'est pas bon. C'est l'attitude des péquistes d'en face.

M. le Président, je voudrais vous démontrer le ridicule de cette logique péquiste, de cette logique séparatiste, de cette logique indépendantiste. Il y a sept ans, quand je suis arrivé dans cette Assemblée, on parlait de constitution; on en a parlé pendant cinq ans. Aujourd'hui, on parle peut-être un peu moins de constitution, mais on n'accepte même pas le peu de bien-être que pourraient nous apporter certaines subventions fédérales ici, au Québec. Ce genre de logique, la population ne l'accepte pas, les maires ne l'acceptent pas, les conseillers ne l'acceptent pas car on pénalise toujours le petit, celui qui paie des taxes, celui qui n'a pas les moyens nécessaires.

Malheureusement, on est pris avec ce genre de gouvernement condamnable, qui force la population à subir un sort qu'elle ne mérite pas. Je voudrais, à ce moment-ci, rendre hommage à mon collègue de Laprairie qui a su, d'une façon vaillante, débattre ce projet de loi à partir du tout début: deuxième lecture, commission parlementaire, rapport de la commission. Le député de Laprairie s'est battu vaillamment contre un ministre qui ne voulait rien comprendre et qui n'a jamais voulu comprendre.

Une voix: Contre une mule.

M. Dubois: Je voudrais lui rendre hommage pour le travail admirable qu'il a fait. Ce que je trouve curieux, c'est que le ministre s'acharne sur les plus faibles. Il s'acharne sur les petits épargnants, il s'acharne sur les petites municipalités, sur les petites villes du Québec. Pourtant, le projet de loi 56, qui fut sanctionné en 1974 par le Parti libéral du Québec, confirmait la juridiction exclusive du Québec en matière d'affaires municipales. Le ministre aurait pu se servir des dispositions de cette loi pour rendre nulle toute subvention fédérale qui n'aurait pas été conforme à cette loi de 1974.

Mais le ministre était trop poltron pour se servir de la loi 56 de 1974, il était trop peureux pour s'en servir, il aimait mieux s'attaquer aux petits, aux petites municipalités. C'était plus facile pour lui; le grand patron s'attaque aux petits. Pourtant, il s'attaque à des gens avec qui il doit participer, conjuguer tous les jours. Au lieu de se servir d'une loi déjà en place, qui pouvait servir, il a décidé de s'attaquer aux petits. On voit maintenant quel genre de ministre on a pour servir la population municipale du Québec. C'est bien malheureux qu'on en soit rendu à un point tel, avec ce gouvernement, qu'on se bat contre ceux avec qui on devrait participer, avec qui on devrait oeuvrer pour construire le Québec. C'est la raison pour laquelle je parlais de la mollesse du ministre des Affaires municipales. (3 heures)

Le ministre est aussi le plus grand champion de tous les temps à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire le ministre qui a été le plus détesté et le plus contesté de toute l'Assemblée nationale depuis qu'elle existe, je crois.

Une voix: C'est vrai.

M. Dubois: Et, pourtant, il prétend avoir l'heure juste. C'est ce que je ne comprends pas de lui, cette arrogance débordante. Ce ministre a toujours le pas juste, l'heure juste, il est le seul en possession de la vérité. Les 1600 maires du Québec seraient tous des imbéciles, selon le ministre? Seul le ministre aurait l'heure juste? 1600 maires n'acceptent pas le projet de loi 38, mais le ministre prétend que son projet de loi est reçu et accepté par les 1600 municipalités du Québec. On reçoit des télégrammes, des lettres et des téléphones. Pas un maire ne l'accepte. Il y a 26 municipalités chez moi, dans le comté de Huntingdon, et je pourrais vous dire que les 26 font les mêmes commentaires envers le ministre des Affaires municipales. J'imagine que c'est exactement ce qui se produit dans d'autres comtés du Québec.

Je trouve désastreux la position et l'entêtement du ministre des Affaires

municipales. Cela va à l'encontre du développement du Québec, à l'encontre du bon sens et de la logique, et je vais voter contre ce projet de loi et contre cette motion.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader de l'Opposition.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: M. le Président, il est 3 heures du matin. Depuis près de cinq heures, nous discutons de la prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui aurait étudié, article par article, le projet de loi 38 du ministre des Affaires municipales. Je dis "qui aurait étudié", parce que nous sommes devant une farce triste un peu, alors que le leader du gouvernement, incapable, comme d'habitude, d'organiser les travaux de notre Chambre, après avoir fermé l'Assemblée nationale pendant un mois au début de la présente session, à peine au tout début, lors de la première journée de l'étude article par article de ce projet de loi en commission parlementaire, nous annonçait le même soir qu'il allait mettre la guillotine sur les travaux de cette commission parlementaire.

Nous ne sommes pas devant une prise en considération ordinaire, M. le Président. On sait que, lorsque l'étude article par article de tous les projets en commission parlementaire est terminée, la commission parlementaire fait un rapport. Un député se lève - le rapporteur - il dépose le rapport à l'Assemblée nationale au début de nos travaux et, le lendemain ou un peu plus tard, on passe à l'étape de la prise en considération du rapport. C'est l'étape normale. Dans ce cas-ci, c'est une commission parlementaire qui, grâce à la majorité servile, répétons-le, du gouvernement péquiste, a reçu l'ordre de ne pas étudier le projet de loi - non pas de l'étudier, mais de ne pas l'étudier - et de faire rapport dans les meilleurs délais.

Nous avons travaillé - encore là, remercions le leader du gouvernement qui ignore comment on organise les travaux d'une institution aussi importante que l'Assemblée nationale - pendant 32 heures de suite la semaine dernière, de jeudi matin jusqu'à vendredi soir sans arrêt, résultat de l'incapacité du leader du gouvernement d'organiser les travaux, de son improvisation. C'est donc un projet de loi qui n'a pas été étudié et ceci, par la faute du gouvernement que nous avons devant nous.

Pourquoi l'entêtement du gouvernement à faire adopter ce projet de loi par la voie de la guillotine, avant l'ajournement de nos travaux dans deux jours? Est-ce une loi qui va créer des emplois? Est-ce une loi qui va régler le problème du chômage au Québec?

Non, M. le Président. C'est une loi qui va permettre au ministre des Affaires municipales et à ce gouvernement du Parti québécois de se venger des municipalités qui auraient accepté des subventions du fédéral, subventions données dans le cadre d'un programme pour la création d'emplois.

C'est le monde à l'envers, M. le Président. Nous avons un gouvernement qui est tombé sur la tête. On voit pourquoi ce gouvernement est rendu à 27% de popularité, d'après les sondages, contre 67% pour le Parti libéral. Pourquoi? Parce que c'est le Parti libéral qui, depuis des années, devant ce gouvernement, prend la défense de tout le monde au Québec, y compris les municipalités, les commissions scolaires, les travailleurs, les pêcheurs. Tous les jours, on est ici, debout, jusqu'à 3 heures du matin, jusqu'à 10 heures du matin s'il le faut, pour prendre la défense des Québécois contre ce gouvernement qui n'a qu'une obsession: les chicanes avec le fédéral, faire avancer son option séparatiste.

M. le Président, il s'agit d'un projet de loi contre la création d'emplois. Le fait pour le leader du gouvernement de forcer l'Assemblée nationale à étudier encore, à 3 heures du matin, ce projet de loi, c'est un coup de force contre l'Assemblée nationale. C'est le traitement le plus méprisant à l'institution que M. le leader veut réformer, paraît-il.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Lalonde: On y verra.

Une voix: On verra.

M. Lalonde: Il aura besoin de montrer un peu plus de bonne foi pour qu'on marche là-dedans. C'est un coup de force contre l'Assemblée nationale. Vous avez remarqué aussi, M. le Président, qu'aucun député péquiste n'a pris la parole, sauf le ministre qui a présenté la prise en considération de son projet de loi. Aucun député, sauf un qui a demandé l'ajournement, et son parti a voté contre lui.

Une voix: Celui de Kamouraska-Témiscouata.

Question préalable

M. Lalonde: Compte tenu des circonstances, compte tenu que cela fait presque cinq heures que nous discutons seuls de ce côté-ci - environ 25 députés libéraux ont parlé - j'invoque l'article 82 et je pose la question préalable, c'est-à-dire que je demande, conformément au règlement, que la motion principale qui est à l'étude soit mise aux voix immédiatement.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Jolivet): Dans ces circonstances, est-ce qu'on appelle les députés pour que le vote ait lieu?

Une voix: Ils sont en arrière.

Une voix: Est-ce que vous l'acceptez?

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je pense que je n'ai pas le choix. Est-ce qu'en conséquence vous demandez qu'on appelle les députés? Qu'on appelle donc les députés. Un instant, M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Avant qu'on procède à cet appel des députés, puisque, finalement, l'appel des députés signifie qu'il y a une demande de vote enregistré, il y a une question que je veux vous poser, M. le Président. L'article 106 du règlement dit: "Quand l'enregistrement des noms est demandé - comme vous appelez les députés, c'est donc qu'il y a un enregistrement de noms sur ce vote qui est demandé - le président peut, à la demande du leader parlementaire du gouvernement, décider qu'il aura lieu plus tard au cours de la même séance,..."

Des voix: Non.

M. Bertrand: ...à l'heure qu'il indique...

Des voix: Non.

M. Bertrand: ...ou avant l'appel des affaires du jour de la séance suivante. A l'heure indiquée, toute autre affaire cessant, l'enregistrement a lieu sans autre avis.

"Il ne peut y avoir remise de l'enregistrement des noms sur le vote d'une motion d'ajournement du débat ou de l'Assemblée."

Le paragraphe 3, M. le Président - c'est là-dessus que je voudrais vous entendre statuer puisque c'est une demande de directive que je vous adresse en même temps - dit: "Pour ce qui touche la marche d'une affaire - en ce moment, la marche d'une affaire, c'est la prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui a siégé pour étudier le projet de loi 38 - le vote est présumé avoir été pris lors de la séance au cours de laquelle la motion a d'abord été mise aux voix et l'enregistrement des noms demandé."

Ma demande de directive est la suivante. Premièrement, puisqu'on demande un enregistrement des noms sur ce vote et que, deuxièmement, je peux me prévaloir de l'article 106 pour que l'enregistrement des noms sur ce vote puisse se faire à la prochaine séance avant l'appel des affaires du jour, est-ce que, dans ces circonstances,

nous pourrions considérer, si, effectivement, le vote est reporté après les affaires courantes, demain, avant les affaires du jour, que ce projet de loi 38 est au feuillet, inscrit et susceptible d'être appelé en troisième lecture à la prochaine séance? Est-ce que c'est bien le sens de l'interprétation qu'on doit donner au paragraphe 3 de l'article 106?
(3 h 10)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: M. le Président, tout d'abord, j'aimerais rappeler qu'exceptionnellement, conformément aux dispositions de l'article 83, nous devons disposer maintenant de la motion qui est en cours. Il faut d'abord mettre aux voix la question préalable pour savoir si elle est acceptée et, ensuite, si elle est acceptée, passer au vote sur la motion principale qui est de prendre en considération le rapport qui a été déposé.

Je pense que, par voie de conséquence, le leader n'a pas le loisir de se prévaloir de l'article 106 qui lui permet, dans des circonstances normales, de demander que le vote soit reporté au lendemain. M. le Président, si l'on vote maintenant, cela a le même effet que si on votait demain, je pense. À ce moment-là, le projet de loi sera à l'étape à laquelle il serait autrement après le vote que, dans des circonstances normales, on prendrait demain. Je pense que ce qu'il est important de reconnaître, c'est que le vote doit se prendre maintenant et que l'Assemblée nationale ne peut pas ajourner...

Une voix: C'est cela.

M. Lalonde: ...tant que le vote n'a pas été pris sur la motion principale.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Justement, M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Oui, pour enchaîner, M. le Président, c'est là-dessus que la demande de directive se fait. En d'autres mots, nous devons disposer effectivement de ce vote sur la question préalable posée par le leader de l'Opposition. La question que je vous pose est double. Premièrement, est-il possible, oui ou non, de faire en sorte que le vote soit reporté? Sinon, bien sûr, nous procéderons au vote immédiatement. Si oui, est-ce que ces deux votes, celui sur la question préalable, ainsi que celui qui s'ensuit, puisque, effectivement, nous devons par la suite procéder à un vote sur la motion principale qui est la prise en considération du rapport, peuvent être pris à la séance suivante? Si oui, dans cette perspective, est-ce que la motion principale, à ce moment-là, est considérée comme ayant été adoptée à la

séance précédente et que nous procédons à la troisième lecture sur le projet de loi 38? Si votre réponse était non, M. le Président, bien sûr que nous devrions, dans les circonstances, procéder au vote immédiatement avant de faire toute autre chose.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Pour pouvoir répondre à cette question, puisque la question est double effectivement, et qu'il y a d'abord la question sur le vote de la motion préalable qui nous demande si on est prêt ou non à voter sur la motion qui est en discussion, c'est donc un premier vote qu'il faut prendre et, une fois qu'on aura dit à l'Assemblée nationale qu'on est prêt à voter, nous procéderons au deuxième vote sur la motion principale qui est en discussion à ce moment-ci.

En conséquence, compte tenu de la demande de directive que vous faites, en vertu de l'article 106, paragraphe 3, il est évident que, au départ, dans des situations normales, lorsqu'on prend le vote sur un projet de loi, une motion de deuxième lecture ou une motion de troisième lecture, le vote est présumé avoir été pris lors de la séance au cours de laquelle la motion a d'abord été mise aux voix et l'enregistrement des noms demandé. Mais, avant cette motion de deuxième lecture, de prise en considération ou de troisième lecture, il y a la question préalable et je pense que nous devons immédiatement procéder au vote sur la question préalable avant de passer à un autre sujet qui serait la motion principale. Si c'est cela, je demande qu'on appelle les députés.

(3 h 14 - 3 h 20)

Le Président: C'est moi qui en décide. Tant que le whip est debout... À l'ordre! Je mets maintenant aux voix la motion de M. le leader de l'Opposition visant... La motion... Si vous voulez que je fasse la mise aux voix, j'aurais besoin de votre aide. Je mets donc aux voix la motion de M. le leader de l'Opposition posant la question préalable sur la motion en délibération. Que celles et ceux qui sont favorables à la motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lalonde (Marguerite-Bourgeoys), O'Gallagher (Robert Baldwin), Ciaccia (Mont-Royal), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Assad (Papineau), Mathieu (Beauce-Sud), Middlemiss (Pontiac), Saintonge (Laprairie), Rocheleau (Hull), Fortier (Outremont), Rivest (Jean-Talon), Gratton (Gatineau), Côté (Charlesbourg), Lincoln (Nelligan), Cusano (Viau), Dubois (Huntingdon), Maciocia (Viger), Picotte (Maskinongé), French (Westmount), Dauphin (Marquette), Kehoe (Chapleau), Houde (Berthier), Hains (Saint-Henri), Leduc (Saint-

Laurent), Champagne (Saint-Jacques), Maltais (Saguenay), Mme Bélanger (Mégantic-Compton), MM. Bertrand (Vanier), Jolivet (Lavolette), Bédard (Chicoutimi), Parizeau (L'Assomption), Laurin (Bourget), Godin (Mercier), Marcoux (Rimouski), Ouellette (Beauce-Nord), Martel (Richelieu), Garon (Lévis), Léonard (Labelle), Clair (Drummond), Fréchette (Sherbrooke), Brassard (Lac-Saint-Jean), Paquette (Rosemont), Rancourt (Saint-François), Gauthier (Roberval), de Bellefeuille (Deux-Montagnes), Boucher (Rivière-du-Loup), Dean (Prévost), Rodrigue (Vimont), Gagnon (Champlain), Dussault (Châteauguay), Desbiens (Dubuc), Mme Juneau (Johnson), MM. Fallu (Groulx), Perron (Duplessis), Rochefort (Gouin), Marquis (Matapédia), Laplante (Bourassa), Charbonneau (Verchères), Champagne (Mille-Îles), Lavigne (Beauharnois), Biais (Terrebonne), Blouin (Rousseau), Dupré (Saint-Hyacinthe), Lachance (Bellechasse), LeMay (Gaspé), Brouillet (Chauveau), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Payne (Vachon), Paré (Shefford), Tremblay (Chambly), LeBlanc (Montmagny-L'Islet), Lafrenière (Ungava).

Le Président: Que celles et ceux qui sont contre veuillent bien se lever.

Le Secrétaire:	Pour:	73
	Contre:	0
	Abstentions:	0

Le Président: La motion est adoptée. Je mets maintenant aux voix immédiatement le rapport de la commission parlementaire des affaires municipales sur le projet de loi 38.

Que celles et ceux qui sont favorables à ce rapport veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Bertrand (Vanier), Jolivet (Lavolette), Bédard (Chicoutimi), Parizeau (L'Assomption), Laurin (Bourget), Johnson (Anjou), Godin (Mercier), Marcoux (Rimouski), Ouellette (Beauce-Nord), Martel (Richelieu), Garon (Lévis), Léonard (Labelle), Clair (Drummond), Fréchette (Sherbrooke), Brassard (Lac-Saint-Jean), Chevrette (Joliette), Paquette (Rosemont), Rancourt (Saint-François), Gauthier (Roberval), de Bellefeuille (Deux-Montagnes), Boucher (Rivière-du-Loup), Dean (Prévost), Rodrigue (Vimont), Gagnon (Champlain), Dussault (Châteauguay), Desbiens (Dubuc), Mme Juneau (Johnson), MM. Fallu (Groulx), Perron (Duplessis), Rochefort (Gouin), Marquis (Matapédia), Laplante (Bourassa), Charbonneau (Verchères), Champagne (Mille-Îles), Lavigne (Beauharnois), Biais (Terrebonne), Blouin (Rousseau), Dupré (Saint-Hyacinthe), Lachance (Bellechasse), LeMay (Gaspé), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Payne (Vachon), Paré (Shefford), Tremblay (Chambly), LeBlanc

(Montmagny-L'Islet), Lafrenière (Ungava), Brouillet (Chauveau).

Le Président: Que ceux et celles qui sont contre veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lalonde (Marguerite-Bourgeoys), O'Gallagher (Robert Baldwin), Ciaccia (Mont-Royal), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Assad (Papineau), Mathieu (Beauce-Sud), Middlemiss (Pontiac), Saintonge (Laprairie), Rocheleau (Hull), Fortier (Outremont), Rivest (Jean-Talon), Gratton (Gatineau), Côté (Charlesbourg), Lincoln (Nelligan), Cusano (Viau), Dubois (Huntingdon), Maciocia (Viger), Picotte (Maskinongé), French (Westmount), Dauphin (Marquette), Kehoe (Chapleau), Houde (Berthier), Hains (Saint-Henri), Leduc (Saint-Laurent), Champagne (Saint-Jacques), Maltais (Saguenay), Mme Bélanger (Mégantic-Compton).

Le Secrétaire:	Pour:	47
	Contre:	28
	Abstentions:	0

Le Président: Le rapport est adopté.
M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Article 2 du feuillet, M. le Président.

Reprise du débat sur l'énoncé complémentaire au budget 1983-1984 et sur la motion de censure

Le Président: Nous reprenons donc le débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984 et sur la motion de censure du député de Vaudreuil-Soulanges proposant "que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires."

La parole est au député de Bourassa.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Patrice Laplante

M. Laplante: Merci, M. le Président. On va commencer par donner l'heure nous aussi, 3 h 30. Je sais que vous allez probablement continuer après moi.

Une voix: C'est important, le budget.

M. Laplante: Oui, le budget, c'est important, très important, il faut en parler pour faire connaître nos politiques budgétaires.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!
(3 h 30)

M. Laplante: Je voudrais en profiter, M. le Président, précisément pour faire connaître...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Laplante: ...nos politiques budgétaires, mais non pas à partir de ce qui se passe en 1983. Il faudrait d'abord regarder ce qui s'est passé en 1976 lorsque le Parti québécois, le 15 novembre, a pris le pouvoir.

Une voix: Un désastre.

M. Laplante: Oui, cela a été un désastre, M. le député de Jeanne-Mance, parce que si vous aviez laissé les finances du Québec en santé, on ne serait peut-être pas pris aujourd'hui avec une telle crise à traverser, M. le député de Jeanne-Mance... M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

Une voix: Ah! Ah! Ah!

M. Laplante: En 1976, un déficit caché nous a été légué par le Parti libéral, par l'équipe Bourassa. On avait fait croire à tout le monde à un déficit d'environ 850 000 000 \$ et on s'est réveillé avec un déficit de 1 200 000 000 \$. En partant, nous avions, comme nouveau gouvernement, un trou à combler de 400 000 000 \$.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: M. le Président, il faut additionner les chiffres du gouvernement de 1976, le gouvernement Bourassa.

Des voix: C'est cela.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: L'Opposition n'a pas de

coeur, M. le Président, à applaudir...

Des voix: Hé! Hé! Hé!

M. Laplante: ...sur les chiffres qu'on peut leur donner.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: En plus, M. le Président, d'un trou à l'Éducation de 500 000 000 \$.

Des voix: Hé! Hé! Hé!

M. Laplante: Il y a encore d'autres trous, M. le Président.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Laplante: Vous avez le trou de l'Opposition même qui était là aussi, parce qu'il n'y avait même plus...

Des voix: Bravo!

M. Laplante: ...de cerveau pour penser.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: On va continuer. Cela vous donne le sérieux de l'Opposition qu'on a.

Des voix: Oui.

M. Laplante: Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils sont en fête de la même chose que le député de...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

Des voix: Hé! Hé! Hé!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Bourassa.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît! J'aimerais que vous me laissiez entendre au moins...

Des voix: Vous n'entendez rien.

Une voix: On ne veut pas l'entendre.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! À l'ordre! Même si ce n'est pas facile, je vais vous demander la collaboration de cette Chambre.

Des voix: Oui.

Le Vice-Président (M. Rancourt): À

l'ordre, s'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît! M. le député de Maskinongé! M. le député de Maskinongé! S'il vous plaît! M. le député de Shefford! S'il vous plaît! M. le député de Bourassa, vous avez la parole.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: C'est une vraie honte! Soyez certains que je me servirai de cette cassette ailleurs.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: Si c'est ce que vous appelez votre parti renouvelé, cela fait pitié.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

Des voix: Bravo!

Une voix: C'est dégradant.

M. Laplante: Oui, c'est dégradant. C'est là que l'Assemblée nationale sert aux libéraux.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Bourassa, vous vous adressez à moi au lieu de vous adresser à qui que ce soit en cette Assemblée. M. le député de Bourassa.

M. Laplante: On va continuer à s'adresser à vous, M. le Président.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: Mais c'est une vraie honte.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: Je suis gêné que nous, les députés du Parti québécois, passions au même rang, avec ce qui se passe ici aujourd'hui. Souventefois, c'est le geste d'un député, on ne distingue pas une formation politique ou une autre. Aujourd'hui, le peuple québécois est fatigué, est écoeuré d'une race de députés comme eux.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: Je suis certain que si l'opinion publique avait la cassette de ce qui se passe ici aujourd'hui, ils n'auraient pas 67% du vote populaire. Le jugement serait sévère pour le genre d'Opposition qu'on a aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

Une voix: ...

M. Laplante: Non, ce sont des vérités. Il y a des vérités à dire, M. le Président, avant qu'une élection générale puisse être déclenchée. Il y a une population à informer sur ce qui s'est passé dans les années antérieures. On a eu à subir un déficit de 1 200 000 000 \$ non déclaré par le Parti libéral.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: Le gouvernement du Parti québécois a eu à subir un autre trou de 500 000 000 \$ dans les hôpitaux. Ce n'est pas nous qui avons encouru ces dettes...

Une voix: Pauvre petit!

M. Laplante: ...non déclarées. Il y en avait une de 500 000 000 \$ à l'Éducation.

Une voix: Bien oui...

M. Laplante: On a eu à les subir. Personne n'a jamais su, au Québec, que le Parti libéral n'a jamais contribué aux caisses de retraite des employés. C'est un autre trou de 5 000 000 000 \$.

Des voix: Ah!

M. Laplante: C'est comme cela qu'était la santé financière du Québec en 1976. À travers cela, il a fallu...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Laplante: ...que le gouvernement...

Une voix: Article 26.

M. Laplante: ...rééquilibre les finances du Québec.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Bourassa - s'il vous plaît! - je pense que je vais relire l'article 26 pour les députés de cette Assemblée: "Pendant le cours des séances, les députés prennent la place qui leur a été désignée par le président, demeurent assis et gardent le silence, à moins d'avoir obtenu la parole, et ils doivent éviter tout ce qui est de nature à nuire à l'expression d'autrui et au bon fonctionnement de l'Assemblée." S'il vous plaît! M. le député de Bourassa.

Des voix: Bravo!

M. Laplante: Merci, M. le Président. Je suis patient, M. le Président. On peut

continuer pendant toute la demi-heure mise à ma disposition...

Une voix: Continue...

(3 h 40)

M. Laplante: ...à écouter l'Opposition, vide d'idées, m'interrompre. Ces gens sont peut-être habiles politiquement pour aller répandre des mensonges un peu partout au Québec, c'est peut-être la seule habileté qu'ils peuvent avoir. Il y en a deux qui s'en vont. Il y en aura peut-être d'autres qui s'en iront. Continuez de cette façon, vous êtes à faire votre marque au Québec actuellement.

M. le Président, la crise est venue, mais, avant les années quatre-vingt-un, lorsque nous avons été réélus pour un deuxième terme, nous n'avons pas caché aux citoyens du Québec l'état financier du Québec. On ne l'a pas caché, nous autres. Déjà, on avait inclus dans nos dépenses du Québec 600 000 000 \$ par année qu'on est obligé de rembourser dans la caisse de retraite des employés du Québec. On a été les premiers à le faire. Il a fallu le supporter, ce que les libéraux n'ont jamais fait, ce qu'ils ont toujours caché au peuple québécois. En plus, je vais le leur demander d'une façon très claire: si on veut jouer, on va jouer tous ensemble et on en a épais comme leurs bureaux à leur donner, s'ils en veulent. On va leur demander ce que M. Garneau a fait et eux autres pourront nous le trouver... Le député de Marguerite-Bourgeoys pourrait peut-être nous donner la réponse là-dessus, sur quarante cases de documents qui sont disparus dans les bureaux du ministre des Finances, quarante cases de documents partis, M. le Président. Là-dessus, vous aviez tous les dossiers de Loto-Québec. Vous aviez les dossiers de la Société des alcools du Québec. Je demande à l'Opposition, à quelle place ont été transportés ces dossiers que le ministre des Finances n'a jamais trouvés.

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît! S'il vous plaît, M. le député de Bourassa, un instant! M. le député de Gatineau.

Des voix: On ne les a pas!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Gatineau. M. le député de Saguenay. M. le député de Bourassa.

M. Laplante: Merci, M. le Président. Vous savez, quand cela commence à faire mal, c'est les bouffonneries qu'ils font de l'autre bord. Oui, ça rit jaune. Ce n'est rien, ce que je dis actuellement. Il y en a d'autres qui pourront ajouter d'autres choses, beaucoup plus graves que cela. En temps et lieu, on les sortira pour prouver au peuple québécois quelle sorte d'administration il y

avait sous Bourassa. On sortira cela, M. le Président.

Une voix: Encore des promesses!

M. Laplante: Des ballounes, c'est ce qu'ils ont faits depuis à peu près sept ans, ils ont essayé de sortir une balloune après l'autre, mais ça leur a toujours éclaté en pleine figure. En 1981, lors de la réélection du Parti québécois, il y eut présentation d'un budget et on n'a pas eu peur, à ce moment, de révéler à la face de la population l'état financier du gouvernement. Voyant venir la crise économique, le gouvernement n'a pas eu peur de mettre des mesures en place pour essayer de contrer cette crise. Qu'est-ce que les actions du gouvernement ont fait, à ce moment? Dès décembre 1981, le gouvernement du Québec alerte déjà l'opinion publique sur l'impact désastreux des taux d'intérêt anormalement élevés. C'étaient les premiers gestes qu'il fallait poser.

En février 1982, M. le Président, le gouvernement du Québec propose à Ottawa un ensemble de mesures visant à réduire les taux d'intérêt et à mettre en place un programme d'aide pour les entreprises. Ce fut, même avec de bonnes idées, un refus total du gouvernement central. Peu après, la rencontre de MM. Parizeau, Biron et Landry à Québec avec MM. Lalonde, Gray et Lapointe, afin d'obtenir une collaboration fédérale, ce fut encore un refus.

En avril 1982, on a tenu à Québec le sommet économique à la suite duquel trois mesures d'urgence ont été adoptées. Vous avez eu le plan Biron, qui consistait au financement à taux réduits pour les entreprises aux prises avec les hauts taux d'intérêt. Vous avez eu les programmes...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît! Allez-y, M. le député de Bourassa.

M. Laplante: Merci, M. le Président. Vous avez eu à ce moment 160 000 000 \$ d'investis pour permettre l'embauche d'environ 32 000 personnes. Les jobs, ces gens ne veulent pas en entendre parler, ils auraient voulu voir le Québec dans le trou, le même trou dans lequel on l'a ramassé en 1976. C'est ça leur fierté des travailleurs.

Il y a eu Corvée-habitation, qui a rapporté 973 000 000 \$ d'investissements. Cela vous fait peur!

En mars 1983, le Conseil des ministres, réuni à Mont-Sainte-Anne, a débouché sur un plan d'action économique concret qui a été complété par plusieurs mesures importantes qui se sont reflétées dans le discours sur le budget de mars 1983. Voici les grands plans d'action: un programme de création de

soutien de l'emploi où il y a eu un investissement de près de 265 000 000 \$; il y a eu la poursuite du plan Biron; le fonds de solidarité qui a été créé; la poursuite de l'aide à la construction. Des subventions, jusqu'à un total de 3000 \$ par habitation, ont été octroyées pour la construction de maisons, au moment où le fédéral l'arrêta parce que le Québec était devenu le champion de la construction au Canada; l'accélération des investissements publics.

Des voix:...

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Laplante: Dans cette relance économique, avec le nouveau budget...

Une voix: La taxe sur les ascenseurs!

M. Laplante: Oui, la taxe sur les ascenseurs était là aussi...

Des voix: ...

M. Laplante: ...j'ai employé le même terme que le député d'Orford, vous êtes en train de rire d'un de vos collègues.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, à l'ordre!

M. Laplante: C'est ce que vous êtes en train de faire actuellement. Mais comme vous avez le rire facile en pleine nuit...

M. Gratton: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Gatineau, s'il vous plaît!

M. Laplante: ...tel que le député de Jeanne-Mance nous l'a prouvé dans la nuit de vendredi dernier, on va continuer dans le même sens.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, à l'ordre!

M. Laplante: Le nouveau plan gouvernemental, annoncé par le premier ministre le 13 novembre dernier... Avant ce plan, M. le Président, on n'a pas attendu, dans cette relance économique qu'on essaie actuellement d'implanter... C'est que, pour gêner un peu l'Opposition, il y a eu, depuis un an, Reynolds, 650 000 000 \$ d'investissements...

Des voix: 500 000 000 \$.

M. Laplante: C'est rendu à

650 000 000 \$. Pechiney, 1 500 000 000 \$. Le dernier projet, tout nouveau né, Laterrière, 1 000 000 000 \$. Il y a la Domtar qui vient d'annoncer son projet de 773 000 000 \$. Bell Helicopter, 600 000 000 \$. Le projet de Donohue, 160 000 000 \$. Depuis un an, il y a eu 950 000 000 \$ d'investissements dans le secteur de la construction. Pour les ordinateurs, 150 000 000 \$. Il y a le programme d'Hydro-Québec pour l'année qui vient, 2 000 000 000 \$. Ensuite, il y a les programmes d'épuration des eaux de Montréal, près de 700 000 000 \$.

(3 h 50)

Pour des gens qui ne font rien pour l'économie, nous sommes déjà rendus à 8 500 000 000 \$ d'investissements. Ce sont là les grandes actions du gouvernement, qui n'a pas attendu l'Opposition pour essayer d'avoir au moins l'ombre d'une queue d'une idée. Si on avait attendu les gens de l'Opposition dans leurs critiques, on aurait pu avoir au moins une petite idée de ce qu'ils avaient dans leur programme, mais lorsqu'on rencontre ces gens en dehors de la Chambre, ici, ils vous avouent eux-mêmes: Diable, qu'on est chanceux de ne pas avoir pris le pouvoir en 1981.

Des voix: Oh!

M. Laplante: Vous autres, vous allez faire les choses difficiles. Vous allez les faire. Nous n'aurions pas été capables de faire ce que vous avez fait, vous autres. C'est ce qu'on nous dit, mais on essaiera de prendre, par exemple, le Québec en santé après cela. Vous dites: Nous autres, on vivra dans l'opulence tel qu'entre 1970 et 1976 en promettant aux Québécois 100 000 jobs dont 90 000 - oui, vous l'avez fait - ont été créés dans les secteurs public et parapublic. Cela a été l'administration Bourassa. C'est de cela qu'on a hérité, M. le Président, de centaines de millions de ces employés qu'on est obligé de supporter aujourd'hui. Le parti de l'Opposition dit lui-même: C'est vrai qu'on a créé ces jobs dans les secteurs public et parapublic. C'est vrai qu'aujourd'hui on a 20 000 personnes de trop dans les secteurs public et parapublic. Ce sont les paroles de l'Opposition, eux autres. Cela fait partie de l'héritage du Québec.

Je terminerai lorsque le président me fera signe. On n'est pas des lâcheurs. Si on a repris le pouvoir en 1981, c'est qu'on avait un job à faire ici. On a continué l'assainissement des finances publiques. Nous avions comme défi à relever la crise. Il aurait été facile pour nous d'arriver et de dire: On déclenche une élection pour se débarrasser du pouvoir et le transmettre à l'autre bord. On aurait pu le faire. Ils vont se gargariser avec des élections partielles. On va leur laisser de petits bonheurs comme

cela. Si cela prend seulement cela pour vous occuper, pour avoir la tête enflée comme vous l'avez, depuis le 5 décembre, avec une arrogance jamais égalée dans cette Chambre, continuez. On vous les donne, les élections partielles et votre arrogance, restez avec. On vous donne votre 67%. Rêvez avec cela. Cela vous fait du bien, parce qu'on sait combien vous avez rêvé en octobre 1980. Vous êtes devenus aussi nerveux que vous l'êtes cette nuit, mais, pourtant, avril 1981 arrive, diable, vous êtes entrés ici la tête entre les deux jambes, par exemple. Le peuple québécois avait compris que vous n'étiez pas encore mûrs pour administrer les deniers et les affaires du Québec et vous ne serez pas assez mûrs avant 30 ans pour administrer les affaires du Québec.

Tout ce que j'espère, M. le Président, c'est que ce ne soit jamais cette équipe de non-responsables - vous avez vu depuis une demi-heure ce qui s'est passé dans cette Chambre - qui prenne en main les destinées du Québec. Les destinées du Québec, je pense qu'elles seront bien assurées ici avec l'éducation qu'on a, la jeunesse qui pousse et qui est le reflet d'un Québec moderne, le reflet d'un Québec de demain. C'est comme cela qu'on va administrer les affaires du Québec et je suis certain que, durant les deux ans ou les deux ans et demi qu'il nous reste, le peuple québécois sera capable de choisir ce qu'était un vrai gouvernement, des gens qui se tiennent debout. Ce sera encore nous qui serons là. Je vous remercie.

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Vimont.

M. Jean-Guy Rodrigue

M. Rodrigue: M. le Président, il semble que parfois le vrai comportement des gens se manifeste davantage la nuit. Il semble que pour certaines personnes - on en a eu un exemple dans cette Chambre - les idées, c'est un peu comme la boisson, ils ne peuvent pas les supporter.

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Rodrigue: Nous venons d'assister à un des plus pitoyables spectacles qu'il nous a été donné de voir dans cette Assemblée...

Une voix: Vous n'avez rien vu!

M. Rodrigue: ...à l'occasion du discours du député de Bourassa.

Des voix: ...

M. Rodrigue: Celui qui vient de dire qu'on n'a rien vu, je l'invite...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Rodrigue: ...à donner son spectacle en plein jour, alors que la population du Québec...

Des voix: ...

M. Rodrigue: ...va pouvoir admirer ce comportement absolument insipide de la part des libéraux qui nous font face.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement.

M. Gratton: J'aimerais que le leader du gouvernement puisse répondre pour nous au député de je ne sais trop où et lui dire pourquoi on ne discute pas en plein jour, pourquoi on discute du budget à 4 heures du matin.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. le député de Vimont.

M. Rodrigue: La question qui vient d'être posée confirme ce que je viens de dire: on assiste à un comportement enfantin et insipide de la part de ceux qui nous font face.

À la mi-novembre, le premier ministre du Québec a annoncé dans cette Chambre un plan de relance qui comprend un ensemble de mesures extrêmement importantes qui ont pour but de relancer l'économie du Québec, de faire en sorte que la relance économique qu'on a pu sentir, en particulier, aux États-Unis, qui sont de gros importateurs de produits du Québec, puisque nous y exportons au-delà de 10 000 000 000 \$ de produits par année, autant du côté américain que dans l'ensemble des pays industrialisés, soit profitable au Québec, pour que cette relance puisse profiter également aux travailleurs du Québec par la création d'emplois rémunérateurs. C'est la raison pour laquelle un ensemble de mesures ont été présentées à l'occasion de ce discours sur le plan de relance. Si ces mesures connaissent effectivement l'ampleur que nous souhaitons, elles permettront d'ici à quelques années au Québec de résorber d'une façon importante le chômage actuel. En attendant, cela nous permet de prendre notre place, d'être un facteur et un acteur dans le domaine des nouvelles technologies.

Parmi ces mesures, je vais vous énumérer les plus importantes: elles

concernent le financement des entreprises et les garanties qu'on peut accorder à ces entreprises pour les assurer que si jamais les hausses d'intérêt qu'on a connues dans le passé devaient revenir, elles ne pourront mettre en danger leur santé financière. C'est ce qu'on a appelé le plan Biron. Il a pour objet d'offrir aux entreprises québécoises des prêts par le truchement des institutions bancaires, dont les caisses populaires. Le gouvernement les assure que si jamais les taux d'intérêt devaient dépasser un certain seuil, nous en absorberions la différence afin que ces dirigeants d'entreprise puissent, en toute confiance, effectuer les investissements qu'ils envisageaient déjà de faire. Devant des taux d'intérêt galopants, l'entreprise ne serait pas acculée à la faillite comme cela s'est produit au cours de l'année 1982 entre autres.

(4 heures)

En fait, M. le Président, on a constaté que la principale faille dans les entreprises québécoises, c'était leur faible taux de capitalisation, c'est-à-dire que les propriétaires de ces entreprises ont investi peu de capitaux dans l'entreprise si on compare cela aux emprunts qu'ils ont effectués pour l'achat d'équipements ou de bâtiments ou encore pour se procurer les matières premières nécessaires pour la fabrication des produits qu'ils mettent sur le marché.

C'est un problème qui explique un peu la différence entre ce qui s'est produit au Québec et dans d'autres provinces ou d'autres pays dont la structure industrielle était établie depuis plus longtemps, là où les entreprises avaient beaucoup plus de capital-actions, donc avaient moins recours aux emprunts bancaires, mais, lorsque les taux d'intérêt sont montés à des niveaux de 20%, 21%, 22%, ceux qui avaient 80% ou 85% de leur équité sous forme d'emprunts bancaires ont été très durement affectés alors que les autres, finalement, qui n'en avaient que 50% ou 60% ont pu s'en tirer d'une façon un peu plus facile.

Ce plan de financement des entreprises va créer la stabilité dans les taux d'intérêt que recherchent ces propriétaires d'entreprise et, finalement, cela permet à ceux qui avaient déjà des projets d'expansion ou des projets de fabrication de nouveaux produits de se lancer en toute confiance parce qu'il n'y aura pas ce spectre des taux d'intérêt extrêmement élevés qu'on a connus auparavant.

C'est donc un élément qui est de nature - d'ailleurs j'en ai eu des témoignages personnellement de la part de dirigeants d'entreprises - à créer le climat de confiance propice à la relance des activités industrielles au Québec.

Un deuxième élément de ce plan de relance, ce sont les bourses d'affaires qui

seront décernées aux jeunes diplômés de cégep ou d'université qui veulent se lancer en affaires. Il y a beaucoup de jeunes qui ont des idées, mais Us ont toujours le même problème lorsqu'ils vont chez le banquier, ils n'ont pas d'expérience, ils n'ont pas fait leurs preuves et, à ce moment-là, les banquiers, comme c'est assez compréhensible, hésitent à leur prêter 25 000 \$, 30 000 \$ ou 40 000 \$. Avec les bourses d'affaires qui ont été annoncées également par le ministère de l'Industrie et du Commerce, ces jeunes qui veulent se lancer en affaires, qui veulent monter une entreprise commerciale ou industrielle pourront profiter de bourses sans intérêt, de l'ordre de 25 000 \$ pour les aider à démarrer et de faire leurs preuves, ce qui leur permettra par la suite de montrer un bilan positif et enfin d'aller chez le banquier et de procéder comme c'est normalement le cas dans les affaires, c'est-à-dire d'obtenir des emprunts sur la foi de leurs performances et des résultats obtenus, des bilans de l'entreprise qu'ils ont mis sur pied.

En somme, cela vient briser le cercle vicieux qu'on a voulu briser aussi avec les bons d'emploi, qui veut que, si on n'a pas d'expérience on n'a pas de travail et que si on n'a pas de travail on n'a pas d'expérience. Le bon d'emploi a réussi pour 17 000 ou 18 000 jeunes à briser ce cercle vicieux et, avec la bourse d'affaires pour les jeunes entrepreneurs, nous allons également permettre à ceux-ci qui veulent être leur propre patron, monter leurs propres entreprises, de démarrer dans la vie et d'amorcer leur carrière.

Un troisième élément du plan de relance, celui-là est beaucoup plus connu, c'est l'utilisation d'une ressource très abondante au Québec, une ressource que nous avons même en surplus présentement, soit l'électricité, pour attirer ici des entreprises. Actuellement, nous avons des centrales hydroélectriques qui sont installées et, parce qu'il y a eu effectivement dans les années 1970, 1971 et 1972, des erreurs de planification et également parce que la récession économique a amené une diminution dans l'utilisation des ressources énergétiques, nous avons des surplus d'électricité très importants au Québec pour une période de quatre, cinq ou six ans.

Plutôt que de laisser couler l'eau par les déversoirs vers la rivière en pure perte, il nous apparaît plus logique de produire de l'électricité, quitte à vendre celle-ci à des entreprises, de la leur vendre à des taux de beaucoup inférieurs à ceux du marché actuel, mais à la condition que ces entreprises s'installent ici et rapidement. Les rabais que nous leur accordons sont pour une période de quatre ou cinq ans, soit la période des surplus prévisibles tels que nous pouvons les évaluer présentement.

Il s'agit donc là de l'utilisation d'une ressource importante, mais à des fins d'industrialisation du Québec plutôt que de tout simplement la vendre à rabais à l'extérieur comme certains voudraient nous inciter à le faire. De cette façon, autant à Baie-Comeau, chez Reynolds, où il s'est créé quelque chose comme 1000 emplois pendant la construction et où il se créera 400 emplois permanents par la suite à l'usine, que chez Pechiney, à Bécancour, où cela démarrera l'an prochain et où également il se créera 1200 emplois pendant la construction et environ 800 emplois permanents par la suite, nous voyons qu'il s'agit là de l'utilisation d'une ressource très importante au Québec, mais pour attirer ici des entreprises qui, finalement, par la suite, vont créer de l'emploi pendant 25, 30 ans et dans des secteurs où les salaires sont relativement élevés.

Le quatrième volet est celui du reboisement des forêts, parce qu'on constate présentement que plusieurs usines à papier, plusieurs scieries au Québec doivent s'approvisionner à des distances de plus en plus éloignées de l'usine et qu'à ce moment cela engendre des coûts plus élevés parce qu'il faut transporter le bois sur des distances plus grandes et qu'à un moment donné cela devient pratiquement non concurrentiel, du fait que les sources de matière première - le bois - sont trop éloignées du centre d'usine.

Il y a longtemps que ce problème existe au Québec mais c'est le premier gouvernement qui, finalement, prend les mesures pour y faire face. En 1988, en vertu du plan, nous allons planter 300 000 000 de plants d'arbres sur les terres du Québec, des semis. Ces semis vont couvrir 120 000 hectares. Le résultat de tout cela est que cela va créer 18 000 emplois saisonniers ou, encore, l'équivalent de 4600 emplois permanents par année. Bien sûr, il faut commencer quelque part et, l'an prochain, les résultats ne seront pas aussi spectaculaires que ceux que je viens de vous énoncer. Mais, sur une période de trois ans, nous allons atteindre ce rythme de croisière de sorte qu'en 1988, effectivement, il y aura 18 000 emplois saisonniers créés au Québec, dont un bon nombre pourront être occupés par des étudiants et des étudiantes auxquels ces activités permettront d'aller chercher un revenu extrêmement important durant l'été et, pour certains d'entre eux, comme cela a été le cas de plusieurs jeunes dans ma génération, c'est l'apport économique, l'apport financier, qui est absolument essentiel à la poursuite des études, soit au niveau du collégial ou encore au niveau universitaire.

M. le Président, cette mesure va être extrêmement importante non seulement pour les emplois directs qu'elle va créer mais

aussi par le fait qu'elle va permettre de reboiser des terres qui sont propres à la culture du bois mais qui sont beaucoup moins appropriées aux autres types de cultures dans les zones qui entourent les usines à papier et les scieries actuelles, de sorte que cela va nous permettre de régénérer un approvisionnement en bois à proximité de ces usines, donc, également là - un bénéfice important - celui consistant à réduire les coûts de l'approvisionnement en matières premières.

(4 h 10)

Corvée-habitation, M. le Président, est un programme bien connu qui a énormément de succès au Québec. En vertu du plan de relance, nous allons le poursuivre. Pour vous donner un simple exemple, avec un investissement de 9 000 000 \$, cette année, dans le programme Corvée-habitation, des projets de construction ont été réalisés, au cours de l'année 1983, pour un montant de l'ordre de 900 000 000 \$, soit cent fois plus que la mise de fonds du gouvernement du Québec.

Là-dessus, il faut rendre hommage au président de la FTQ, M. Laberge, qui, à l'occasion du sommet économique de Québec, en 1982, avait soumis ce plan. Le gouvernement l'avait adopté avec enthousiasme, parce que c'est un projet imaginatif auquel ont accepté de contribuer à la fois les travailleurs et les entrepreneurs. Cela nous ramène un peu à l'esprit des fameuses corvées auxquelles nous ont habitués les Beaucerons. À l'occasion de sinistres ou de catastrophes, chacun se retrousse les manches, prend le marteau, la scie ou l'égoïne et décide de participer à la corvée pour rebâtir la maison ou la grange qui a brûlé ou encore, comme cela a été le cas, je crois, au moment où le ministre de l'Environnement, M. Ouellette, était maire d'une ville de la Beauce, pour reconstruire une usine.

M. le Président, c'est ce même esprit qui a présidé au programme Corvée-habitation, de là son nom. Il s'agissait, en somme, que tous les Québécois se serrent les coudes pour relancer une industrie qui battait de l'aile et bâtir des logements, des unités d'habitation qui, par ailleurs, étaient nécessaires, parce que le nombre de logements au Québec était devenu très restreint et on s'en allait rapidement vers une pénurie si aucun geste n'était posé. Quant à nous, nous sommes fiers de nous être associés à ce programme, parce qu'il a porté des fruits bien au-delà de nos espérances.

Le sixième volet important du programme, M. le Président, c'est celui de l'assainissement des eaux. On sait qu'au Québec l'assainissement des eaux et les préoccupations pour l'environnement, en général, datent d'autour de 1977-1978. Avant

la venue du gouvernement du Parti québécois, il ne s'était fait à peu près rien dans le domaine de la protection de l'environnement. À la suite de la prise du pouvoir par le gouvernement du Parti québécois, en 1976, on a créé le ministère de l'Environnement et on a monté une équipe de toutes pièces pour essayer de régler les graves problèmes qui commençaient à pointer dans ce domaine. Ma ville, la ville où j'habite, la ville de Laval, est construite sur une île, l'île Jésus. Immédiatement au nord de Montréal, elle est entourée de deux rivières qui prennent leur source dans le lac des Deux-Montagnes. Cela a déjà été un endroit de villégiature important en banlieue de Montréal, avec des plages, mais parce que les gouvernements antérieurs ont été extrêmement négligents sur ce plan, parce qu'aucune mesure importante n'avait été prise pour corriger la situation, nous nous retrouvons aujourd'hui avec des rivières que nous ne pouvons pas utiliser pour des fins récréatives. Le programme d'assainissement des eaux qui a été mis sur pied par le ministère de l'Environnement, en 1977-1978, va nous permettre de régler le problème d'ici à 1988-1989.

M. le Président, le plan de relance annoncé par le premier ministre a donné une impulsion extrêmement importante à ce programme d'assainissement des eaux. Le fait d'augmenter la participation du Québec des deux tiers des coûts à 90% a amené plusieurs municipalités à devancer des travaux qu'elles projetaient de faire l'an prochain, dans deux ans, dans quatre ans et à les réaliser immédiatement, l'an prochain ou d'ici au 1er mars 1986, date à laquelle cette offre prend fin. Au lieu d'attendre à 1991, 1992, 1993 pour avoir des eaux assainies dans nos régions, nous pourrions, dès 1987-1988, profiter du fait que les eaux usées dans ces régions seront traitées et, à ce moment-là, les rivières vont devenir propres à l'utilisation pour des fins touristiques, des fins récréatives.

L'ensemble de ces mesures, bien sûr, ne peut pas apporter de résultats immédiats. Lorsqu'on annonce un aussi vaste plan de relance, on ne peut pas s'attendre que dans deux ou trois jours, dans deux semaines, immédiatement il y ait 10 000, 12 000, 20 000 emplois de créés. Ce qu'il est important de réaliser, c'est que le gouvernement s'est donné une ligne directrice, s'est donné un ensemble de mesures, mais également ce qui sous-tend l'ensemble de ces mesures, c'est une espèce de ligne directrice qui dénote d'une façon très claire la volonté du gouvernement du Québec de s'attaquer à la source du problème du chômage chez nous. C'est un plan qui démontre très clairement que la priorité du gouvernement, autant à court qu'à moyen terme, c'est de faire en sorte...

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député, je m'excuse. J'ai une question de règlement de la part du député de Gatineau.

M. Gratton: Je m'excuse auprès du député de Vimont que je trouve extrêmement intéressant, mais, malheureusement, nous n'avons pas quorum, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Vous avez raison. Qu'on appelle donc les députés... Nous pouvons continuer. Il vous reste huit minutes, M. le député.

M. Rodrigue: Merci, M. le Président. Je disais que ce plan de relance, qui contient un ensemble de mesures, détermine en fait la priorité du gouvernement à court et à moyen terme, c'est-à-dire la volonté très ferme de créer des emplois pour faire en sorte que les Québécois puissent gagner convenablement leur vie; que, finalement, ce qu'on sent dans ce plan de relance, c'est qu'il y a une ligne directrice qui sous-tend tout cela, démontre que le gouvernement est fermement décidé à faire la lutte au chômage et démontre également que le gouvernement sait très bien où il s'en va dans ce domaine. Il y a des sceptiques, bien sûr, il y en a toujours, par déformation professionnelle. C'est assez normal. Leur métier les a amenés à se méfier de tout ce qui peut être annoncé par des gens qui ont intérêt, jusqu'à un certain point, il faut bien le reconnaître, soit à faire croire que les choses vont très bien ou encore, à l'opposé, à faire croire que les choses vont très mal.

Il y a également les sceptiques par intérêt électoraliste, comme le sont les libéraux qui nous font face. Finalement, parce qu'on n'était pas en mesure de dire tout de suite combien d'argent, serait mis dans le plan et combien d'emplois seraient créés - ces espèces de chiffres magiques - parce qu'on n'était pas capable de dire cela tout de suite et parce que si un budget qui, finalement, va se terminer le 31 mars, ne contenait que 35 000 000 \$, là tout de suite cela leur a permis de faire des beaux discours et dire: Vous voyez bien, il n'y a rien de sérieux là-dedans puisque à la fois on ne sait pas combien d'emplois, on ne sait pas quel argent va être mis là-dedans et ils ont mis seulement 35 000 000 \$ dans le budget supplémentaire qui a été annoncé récemment.

Je vais vous faire une analogie qui m'a frappé, parce que quand j'ai entendu un journaliste poser la question au premier ministre au salon rouge lors du dévoilement du plan de relance, il m'est venu tout de suite l'image suivante à l'esprit. Le journaliste lui a demandé: Oui, mais, M. Lévesque, combien d'emplois va créer votre plan de relance et combien cela va-t-il coûter? M. le Président, le producteur de fraises qui vient de planter ses plants de

fraises sur ses deux acres de terrain, si j'allais le voir moi au moment où il vient de terminer et que je lui disais: Monsieur, dites-moi avec précision combien de fraises vous allez récolter et combien vous allez retirer d'argent de cela, le gars va me regarder et va me rire en pleine face. Il va dire: Écoutez, monsieur, j'ai planté deux acres de plants de fraises, mais cela dépend un peu des conditions climatiques. S'il fait chaud, si c'est sec ou si c'est humide, cela va être différent, s'il y a des insectes ou il n'y en a pas, cela va être différent aussi; si je parviens à mettre mes insecticides à temps ou bien si j'arrive deux, trois jours en retard, j'aurai des problèmes. Finalement, lorsque le producteur de fraises a planté ses plants, il y a un certain nombre de facteurs que le producteur de fraises ne peut pas contrôler. Mais il a une certitude cependant, c'est que, pour récolter des fraises, il faut qu'il plante ses plants. Alors, M. le Président, le plan de relance, nous avons une certitude quant à ce plan, c'est que pour arriver à obtenir des résultats sur le plan économique, il faut investir, il faut poser des gestes, il faut s'impliquer et c'est ce que le gouvernement du Québec a fait.

(4 h 20)

Mais, qu'on ne vienne pas nous demander d'une façon précise combien d'emplois seront créés ou encore qu'on ne vienne pas nous demander de façon précise si ce sera 232 000 000 \$, 237 000 000 \$ ou 288 000 000 \$. Cela dépend d'un certain nombre de facteurs.

Dans mon comté de Vimont, il y a dix jours, j'ai assisté à une rencontre d'une société de gestion qui, au cours des trois dernières années, grâce au programme Corvée-habitation et également grâce aux mesures d'incitation fiscales du ministre des Finances, a investi, dans le domaine de la construction domiciliaire, 37 000 000 \$. Ce soir-là, le président de la compagnie - qui est une société en commandite et qui regroupe des travailleurs, des salariés, des personnes qui gagnent de 30 000 \$ à 40 000 \$ ou 45 000 \$ par année - nous a annoncé que, en 1984, parce que Corvée-habitation était prolongée, parce qu'il y a des mesures d'incitation fiscales qui ont été annoncées dans le budget en mars 1983, par le ministre des Finances, cette société va investir 17 000 000 \$ dans mon comté et elle va bâtir 400 unités de logements dans un seul comté du Québec. Il y a 122 comtés, M. le Président.

Ce sont les résultats concrets qu'on peut mesurer sur le terrain - lorsqu'on se donne la peine de les voir - du plan de relance du gouvernement du Québec, qui a été annoncé par le premier ministre il n'y a qu'un mois.

M. le Président, si on veut être objectif dans l'évaluation de cette question,

il faut quand même constater que ce plan entraîne déjà des retombées importantes. A Laval, dix jours après que le premier ministre ait annoncé son plan de relance, le maire de la ville nous a annoncé que, au lieu de 17 000 000 \$ d'investissements dans le programme d'assainissement des eaux en 1984, c'est 95 000 000 \$ qui vont être investis d'ici le 31 mars 1986. Ces 95 000 000 \$ veulent dire 2000 emplois dans le domaine de la construction à Laval l'an prochain. Une seule ville, un seul programme d'assainissement. Ce sont des résultats concrets et c'est ce dont les Québécois ont besoin et c'est ce que le programme va leur apporter.

On dit: Oui, mais le gouvernement n'y consacre que 35 000 000 \$ dans le budget supplémentaire. Le budget supplémentaire, ce sont les dépenses du gouvernement d'ici le 31 mars 1984, c'est-à-dire dans à peu près trois mois. Il est évident que, au fur et à mesure que les prochains budgets vont être présentés, ils contiendront également des sommes d'argent pour l'application des programmes qui ont été annoncés au plan de relance.

M. le Président, j'ai travaillé à Hydro-Québec. Lorsque les travaux de la Baie-James ont été lancés, ils devaient être d'environ 15 000 000 000 \$, mais, la première année, savez-vous qu'ils ont dépensé peut-être seulement 50 000 000 \$ sur le terrain? Parce que, avant de monter la machinerie au chantier, il fallait commencer par construire la route et c'est assez normal, on n'est tout de même pas pour monter des bulldozers et des camions de 100 tonnes à l'aide d'hélicoptères. Alors, il faut commencer par les préliminaires: la route!

Le budget supplémentaire de 35 000 000 \$, c'est la route qu'il faut bâtir pour avoir accès au chantier et, de cette façon, lorsque nous serons rendus au chantier, nous ferons le travail. C'est un peu comme cela qu'il faut comprendre aussi les 35 000 000 \$ qui ont été annoncés dans le budget supplémentaire.

En terminant, M. le Président, il faut quand même comprendre que, dans le domaine économique - je pense que les citoyens du Québec sont conscients de cela aussi - lorsqu'on annonce des programmes comme ceux-là, des investissements comme ceux-là, les emplois ne sont pas nécessairement créés le lendemain, mais ce qu'il est important de retenir de tout cela - et je pense que les Québécois vont le réaliser au fur et à mesure que les résultats vont arriver - c'est qu'il y a une volonté gouvernementale de ce côté-ci de l'Assemblée nationale pour mettre les Québécois au travail pour stimuler l'économie du Québec et les résultats, vous allez voir, ne se feront pas attendre.

Des voix: Bravo!

Le **Vice-Président** (M. Jolivet): M. le leader adjoint de l'Opposition et député de Gatineau.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Merci, M. le Président. J'aimerais d'abord m'excuser auprès de ceux qui, peut-être, nous écoutent toujours à la télévision. On a la barbe un peu longue, en effet. À 4 h 25, on peut difficilement faire en sorte qu'il en soit autrement, compte tenu que je me suis levé à 6 heures hier matin - donc, il y a environ 22 heures et demie - pour prendre l'avion pour venir à Québec. Je ne m'attendais sûrement pas à devoir intervenir sur le budget presque 24 heures plus tard.

Le député de Vimont qui m'a précédé disait tantôt que les idées, c'est comme la boisson, certains députés ne sont pas capables de porter cela. C'est tellement vrai qu'il y a un des vôtres qui a rencontré une borne-fontaine un certain soir, à la suite d'un tel incident. J'y reviendrai d'ailleurs un peu plus tard.

Une voix: Il y en a un qui a écrasé...

M. Gratton: Le député de Vimont disait également: Qu'on ne nous demande pas de dire de façon précise combien d'emplois le plan de relance va créer. Qu'on ne nous demande pas non plus de façon précise combien tout cela coûtera. Je dirai à l'intention du député de Vimont que, quant à nous, le soi-disant plan de relance de l'économie, que le premier ministre a annoncé en grande pompe le 13 octobre dernier, n'a jamais été un plan de relance de l'économie du Québec. Cela a été un plan gouvernemental de propagande pour tenter de relancer le Parti québécois, de relancer sa cote de popularité qui, comme on le sait, était soi-disant à son niveau le plus bas au dernier sondage, c'est-à-dire en septembre.

Or, je peux répondre de façon très précise au député de Vimont, parce qu'on a la réponse à cela. Le résultat très précis du soi-disant plan de relance de l'économie du premier ministre, sur le plan de la popularité de son parti, c'est qu'entre septembre et le dernier sondage de novembre, vous êtes passés de 28% à 27%. Vous allez me dire: Ce n'est pas si mal. C'est une belle victoire morale. On perd seulement 1%, mais, à 1% par mois d'ici à la date d'échéance de l'élection, il ne vous restera pas grand-chose, mes amis.

Je dis au député de Vimont et au gouvernement d'arrêter de faire croire aux gens qu'on s'intéresse à la relance économique avec un budget comme celui qu'on est appelé à discuter ce soir.

D'ailleurs, quant à moi, le mini-budget que nous a présenté le ministre des Finances n'a comme seul avantage de nous permettre, au cours de ce débat qui entoure l'adoption du discours sur le budget, de nous occuper de questions qui nous paraissent plus intéressantes, quant à nous.

C'est ainsi que, ce soir, j'ai décidé de parler des efforts du premier ministre et de son équipe pour rehausser le prestige du Québec sur la scène internationale, dans un premier temps, sur la scène canadienne, dans un deuxième temps, pour nous arrêter ensuite à cette enceinte de l'Assemblée nationale où tout est si mieux fait depuis que ce gouvernement s'occupe de réforme parlementaire. J'ai pensé m'inspirer, non pas d'un discours qu'aurait prononcé un vil partisan libéral de l'heure, mais bien de la chronique de Lysiane Gagnon qui, comme on le sait, est une journaliste fort reconnue, qui a mérité plusieurs prix sur le plan canadien.

Voici ce que Lysiane Gagnon écrivait le 17 décembre 1983 - je n'en cite que quelques extraits, mais cela va peut-être vous paraître un peu long: "...dès lors qu'il se trouve - en parlant du premier ministre - confronté à la moindre présence fédérale, cette présence derrière laquelle se profile l'ombre de Pierre Trudeau, le premier ministre se trouve saisi d'une mauvaise humeur incontrôlable".
(4 h 30)

Mme Gagnon nous cite des extraits de ce livre que vient de publier M. Gérard Pelletier, "Les Années d'impatience". On sait que les Trudeau, Pelletier, Marchand et Lévesque étaient tous des gens qui se cotoyaient pendant un certain temps. M. Pelletier, dans les mémoires qu'il vient de publier, raconte certaines anecdotes. Voici ce qu'il dit en particulier, et c'est Lysiane Gagnon qui le cite: "Quand Lévesque démarrait subitement dans une des longues tirades qui lui étaient familières, sous le regard tour à tour sceptique, méfiant et narquois de Trudeau, René réagissait alors, sans doute inconsciemment, par un langage d'un vulgarité forcée, par un luxe de jurons rarement égalés dans nos annales politiques". Je fais une parenthèse, M. le Président, pour dire qu'on le reconnaît bien; c'est bien du premier ministre qu'on parle. C'est comme cela qu'on le connaît.

"Si Trudeau marquait trop de points au début d'une discussion, Lévesque réagissait souvent par une soirée entière d'outrances verbales et de railleries stridentes." C'est bien lui. Et Lysiane Gagnon d'enchaîner: "C'est exactement ce qui se passe depuis ces fameux accords constitutionnels de novembre 1981, qui ont placé Trudeau dans le rôle du vainqueur et Lévesque dans la position du vaincu." J'ouvre encore une parenthèse, M. le Président, pour dire que s'il y a quelqu'un qui regrette que le premier ministre du

Québec et son équipe, avec le père de l'étapisme Claude Morin, de regrettée mémoire... Si cette équipe s'est fait avoir par Ottawa et supposément par les neuf autres provinces, c'est malheureusement de leur faute. Quant à nous, nous sommes les premiers à le regretter, nous sommes les premiers à regretter que le Québec ait perdu son droit de veto à cause de l'incompétence, de l'incurie, de la mauvaise stratégie adoptée par les gens d'en face, qui tenaient à tout prix à mousser leur option constitutionnelle, et ce au risque de perdre des droits très chers au Québec comme ce fut le cas avec le droit de veto.

Donc, M. le Président, ce n'est quand même pas de notre faute si M. Trudeau est plus fin, plus intelligent et meilleur stratège que notre premier ministre. Malheureusement les résultats de tous ces affrontements entre les deux se soldent toujours par une perte de pouvoirs.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît; S'il vous plaît!

M. Godin: Oui, oui.

M. Gratton: Qu'est-ce qu'il a celui-là, M. le Président? Est-il en train d'étudier le projet de loi 57?

M. Godin: Est-ce que je pourrais poser une question à mon collègue de Gatineau?

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît; S'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Non, M. le député de Mercier et ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Godin: Est-ce que mon collègue de Gatineau me permettrait une question?

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Non, merci. M. le Président, je continue ma lecture.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, une question de directive de la part du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Chevette: M. le Président, c'est juste une question de directive.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Chevette: Est-ce qu'il faudrait que je vous demande l'ajournement pour écouter l'émission "Sommell interdit" ou si vous...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il

vous plaît! M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, je continue la lecture de cet article de Lysiane Gagnon du 17 décembre dernier. "Au grand embarras de ceux qui aimeraient plus de dignité chez leurs gouvernants, M. Lévesque se livre périodiquement à des algarades à sens unique, car personne ne lui répond, truffées de termes scatologiques assortis d'accès de dépression et de menaces de démission, ce qui, cela va sans dire, n'a rien pour renforcer la position du Québec face à Ottawa. Imaginez deux minutes que M. Lévesque eût été une femme, il y a longtemps qu'on l'aurait classée comme une hyperémotive à tendance hystérique et pour cette raison on l'aurait décrétée inapte à l'exercice des responsabilités politiques." C'est Lysiane Gagnon qui dit cela. À supposer que le premier ministre soit une femme, je veux dire, M. le Président, qu'il est un homme et qu'il est quand même inapte à exercer les responsabilités politiques qu'il a présentement.

"Là où le problème prend des proportions vraiment pénibles, c'est quand M. Lévesque sort du Québec. Il n'a jamais été à son aise dans les missions diplomatiques mais ses premiers faux pas étaient relativement anodins, quoique assez gênants pour ceux qui n'aiment pas que le représentant du Québec, son incarnation en quelque sorte, passe pour un péquenot mal dégrossi.

Une voix: Un quoi?

M. Gratton: Un péquenot. Cela doit un être un péquiste en culotte courte. À l'intention du député de Jean-Talon, je pense que dans la prochaine phrase vous allez retrouver la définition qu'un péquenot. "Promenant en 1977, lors de sa première visite officielle en France, ses éternels mégots et une paire de Wallabies à semelle de gomme dans les cercles les plus raffinés de la classe politique parisienne, M. Lévesque pouvait toujours, à la rigueur, bénéficier du goût pervers des Français pour l'exotisme nature de ces cousins sortis du bois. Cela se gâtait toujours lorsqu'il se mettait, lui ou ses ministres, à déballer dans les salons étrangers le paquet de linge sale qu'il aurait dû se contenter de laver en famille.

"Mais l'étape italienne, c'est le bouquet. Que le fédéral ait renforcé son offensive contre la représentation québécoise à l'étranger, nul n'en doute. Mais la situation inconfortable du Québec sur la scène internationale ne justifie aucunement que ses représentants s'y comportent comme des enfants grossiers et mal élevés.

"On ne demande pas au premier ministre québécois de tomber dans les bras de l'ambassadeur canadien, mais on s'attend à ce qu'il se conduise selon les règles

habituelles de la politesse, par exemple qu'il serre la main - serait-ce froidement - de l'ambassadeur venu l'accueillir à l'aéroport, comme le font les adultes en situation professionnelle, indépendamment des sentiments qu'ils se portent mutuellement.

"Ou alors qu'il s'abstienne de fumer en présence du pape. Un minimum j'imagine!

Une voix: C'est cela; qu'il pratique pour l'automne prochain! Qu'il commence tout de suite!

M. Gratton: "De la même façon, les indépendantistes québécois s'attendent à recevoir avec courtoisie les services qu'ils leur sont dus dans les ambassades canadiennes qu'ils continuent à financer de leurs impôts.

"On s'attend aussi - faut-il le préciser - à ce que les représentants du Québec sachent ce que saurait instinctivement le premier reporter venu soit qu'il y a des situations où, il va sans dire, les propos sont "off the record". Une conversation entre deux chefs d'État ou de gouvernement, en présence de tiers ou non, est toujours privée et son contenu révélé par communiqué conjoint. La seul commentaire unilatéral acceptable est de l'ordre du cliché dans le genre: La rencontre a été fort cordiale etc.

"Que M. Lévesque n'ait pas su cela ou qu'il l'ait oublié, est stupéfiant. À moins que l'explication réside dans un manque total de "selfcontrol" et un besoin irrépressible d'exprimer oar n'importe quel moyen son agressivité envers le fédéral, quitte à exploiter cyniquement les remarques gentilles qu'un chef d'État de 87 ans lui avait adressées sans méfiance.

"Aussi, n'est-il d'aucune importance de savoir ce que M. Pertini a dit ou n'a pas dit. Peut-être le président de la république, avec l'exquise délicatesse qui caractérise les dignitaires italiens, a-t-il tenu à son invité les propos que ce dernier voulait entendre. De toute façon, M. Lévesque n'avait pas à en faire état sans l'autorisation de son interlocuteur. De fait, il n'avait même pas à lui demander son autorisation car il y a des règles de politesse et de discrétion qui vont de soi.

"Et cette semaine, après avoir couvert le Québec de ridicule, compromis sa propre crédibilité et nuit à la cause souverainiste en montrant l'inéptie du gouvernement québécois en politique étrangère, M. Lévesque en remet. En réponse à la légitime irritation du président italien, il fait mine de s'excuser mais s'obstine à affirmer que M. Pertini en a dit plus encore que ce qui fut répété et insinue que le mécontentement de son interlocuteur s'expliquerait par les pressions d'Ottawa. Tout ce qu'il reste à souhaiter c'est que la prochaine fois que M. Lévesque sortira du Québec, il s'arrêtera à Ogunquit".

Fin de la citation, M. le Président.
(4 h 40)

Voilà ce que pense cette journaliste. À le lire, j'imaginais que, M. le Président, si on le lisait dans tout autre endroit qu'au Québec, qu'à l'Assemblée nationale, toute personne le moindrement respectueuse de sa qualité de citoyen se dirait: Mais c'est de la fiction, c'est de l'exagération. Un premier ministre ne peut pas placer ses frustrations personnelles à l'avant à ce point qu'il en fait subir des préjudices aux citoyens dont il est censé être le représentant à l'extérieur.

Une voix: Ti-Poil la gaffe.

M. Gratton: M. le Président, malheureusement, c'est une espèce de traumatisme que subissent plusieurs des gens d'en face, plus particulièrement le premier ministre lorsqu'il est confronté à son rival de toujours, le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau. Qu'on soit d'accord ou non avec ce que M. Trudeau fait, je vous avoue franchement que je ne pense pas être un plus mauvais Québécois que les gens d'en face en disant que je suis beaucoup plus fier que mon premier ministre canadien soit en mission de paix dans le monde et se comporte comme il le fait, avec dignité, avec courtoisie à l'égard de ceux qu'il rencontre, avec respect pour l'autre... Je suis beaucoup plus fier de M. Trudeau que je le suis du premier ministre du Québec qui multiplie les gaffes et les bourdes dans toute la planète. Je ne le dis pas parce que je suis libéral et qu'il est péquiste. Je le dirais sûrement d'un autre libéral qui se conduirait à la façon d'un péquenot mal dégrossi, comme le dit Lysiane Gagnon. Mais je prie les gens d'en face de noter que jamais au Parti libéral... Est-ce qu'on peut s'imaginer un Jean Lesage faire des "flagosses" du genre de celles qu'a faites le premier ministre en Italie, la semaine dernière? Est-ce qu'on peut s'imaginer Robert Bourassa, l'actuel chef du Parti libéral du Québec, qui a été premier ministre entre 1970 et 1976...

Une voix: Jamais.

M. Gratton: ...et qui en a subi des coups...

Une voix: Et il ne fume pas.

M. Gratton: ...même de ses alliés, à l'occasion... Est-ce qu'on se rappelle une seule occasion où il a réagi grossièrement, où il a réagi sans la dignité et le respect qu'impose le poste de premier ministre à celui qui l'occupe? Jamais. Jamais. Pourquoi celui-là se conduit-il comme un voyou, non seulement quand il sort du Québec, mais ici même à l'Assemblée nationale? Au printemps dernier, à la commission parlementaire sur le

saccage de la Baie-James, on a vu, d'abord, le genre de langage grossier que lui reproche Mme Gagnon. Il avait lui-même dit aux directeurs et aux administrateurs de la Société de développement de la Baie James: Vous réglez ou ben, on règle pour vous autres.

Une voix: Et les jurons.

M. Gratton: Ensuite, les jurons qu'il a adressés à l'Opposition.

Une voix: Caca.

M. Gratton: C'était le caca d'un côté et le vomissage de l'autre, de la bouche d'un premier ministre. Est-ce que cela mène quelqu'un quelque part? Est-ce que cela sert les intérêts... Je vois le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration qui se bidonne. Ce ne sont sûrement pas ses poèmes à lui qu'on peut citer comme une leçon que pourrait tirer le premier ministre: J'ai mal au pays. On se les rappelle, M. le Président; je ne vous les lirai pas. J'ai seulement un poème à citer ce soir et c'est de votre collègue, Marcel Léger; j'y reviendrai tantôt en guise de souhait.

Une voix: Monsieur 4%.

M. Gratton: Mais, M. le Président...

Des voix: Ah! Ah! Ah! **M. 4%.**

Une voix: Ses paies de vacances.

Une voix: Cela va bien, son affaire.

M. Gratton: M. le Président, on peut bien en rire du côté du Parti québécois, mais vous ne semblez pas réaliser que vous êtes en train de donner au Québec la réputation d'une bande de Bill Wabo. On a un ministre du Commerce extérieur qui s'en va à Paris et Dieu sait qu'à Paris, nos cousins français aiment bien faire les choses comme il faut. Ils n'ont peut-être pas toutes nos qualités, mais heureusement pour eux, ils n'ont pas tous les défauts du Parti québécois non plus. Ils savent vivre. Comme minimum, ce n'est pas si mal. M. le Président, quand on voit le député de Fabre ou de Mille-Îles...

Des voix: Vimont.

M. Gratton: Non, le ministre du Commerce extérieur.

Une voix: Laval-des-Rapides.

M. Gratton: ...aller à Paris et, devant les chambres de commerce françaises, devant tout cet aréopage de gens préoccupés par les questions économiques qu'on veut intéresser à

venir investir au Québec, qu'on traite le gouvernement canadien et les députés québécois à Ottawa de collaborateurs - on connaît la connotation de ce terme pour les gens qui se rappellent la résistance française - le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est un impair de taille.

Quand ensuite notre valeureux ministre des Affaires intergouvernementales, la barbiche en l'air...

Une voix: Où est-il rendu?

M. Gratton: ...évoque la possibilité d'une double citoyenneté française et québécoise, au lendemain de l'accession à la souveraineté, il ne faut quand même pas être tombé sur la tête!

M. Rivest: ...en français!

M. Gratton: Je me demande comment M. le ministre Chevrette réagit à cela. Est-ce que M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, justement celui-là qui devrait bien connaître Bill Wabo...

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Gratton: Est-ce que M. le ministre est intéressé à la citoyenneté française? M. le Président, je me le demande.

Une voix: ...pour le service militaire.

M. Chevrette: C'est comme l'émission "Sommeil interdit", cette histoire-là.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Gratton: On peut en rire et on pourrait multiplier les exemples. On en a, justement dans une autre page du même journal La Presse de samedi, une longue liste. Ce qu'il y a de formidable, c'est qu'on citait ce diplomate ou ce fonctionnaire anonyme du ministère des Affaires intergouvernementales qui tentait d'expliquer la bourde du premier ministre de la façon suivante: "Si on disposait de notre entière souveraineté en cette matière, affirme un conseiller politique d'un ministre, on pourrait se doter d'un véritable ministère des Affaires extérieures, d'une équipe de diplomates aguerris et d'un plus grand nombre de conseillers compétents, ce qui diminuerait d'autant les risques d'erreur découlant de l'incursion occasionnelle du Québec à l'étranger."

En d'autres mots, chers concitoyens qui nous écoutez, une fois que nous serons souverains, nos politiciens, qui ont toujours les pieds dans la bouche, ne les auraient plus dans la bouche parce qu'on aurait suffisamment de fonctionnaires pour leur dire

comment se comporter.

Une voix: Une équipe de "watchers".

M. Gratton: On aurait, par exemple, un fonctionnaire qui suivrait le premier ministre pour lui dire: Enlevez vos Wallabies et mettez vos souliers noirs!

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Une voix: Éteignez vos cigarettes!

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Gratton: Un autre le suivrait avec un cendrier pour lui dire: M. le premier ministre, votre cendre dans le cendrier. C'est aussi ridicule que cela.

Une voix: Un vrai job pour Michaud!

M. Gratton: On peut en rire, mais pas besoin d'aller en Europe ou à l'extérieur pour se rendre compte jusqu'à quel point ces gens ont miné la crédibilité des Québécois. J'étais moi-même à Toronto, il y a deux semaines; j'y ai vécu un certain temps il y a déjà plusieurs années et j'y ai quelques amis. Savez-vous que j'ai été renversé du genre de questions que ces amis, que je n'avais vus depuis un bon bout de temps, me posaient?

Entre autres, saviez-vous que plusieurs s'étonnent de constater que des députés de cette Chambre se retrouvent en prison? Cela ne semble pas être courant ailleurs.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Gratton: Il ne semble pas que ce soit la coutume, surtout quand il s'agit du cofondateur du parti au pouvoir, qui a déjà plaidé coupable à une accusation du même genre...

Une voix: Deux accusations!

M. Gratton: ...qui a quand même été reconfirmé comme porte-étendard du parti dont il est le cofondateur, qui a été réélu et ensuite reconduit dans son poste d'adjoint parlementaire par le premier ministre...

M. Lalonde: Pour les mineurs!

M. Gratton: ...les gens se demandent ce qu'il fait en prison, celui-là.

M. Picotte: Avec son salaire.

M. Gratton: Où est le jugement du bonhomme qui accepte tout cela et qui le renomme non pas au cabinet - c'aurait été le comble - mais comme adjoint parlementaire? Quelle sorte de réputation cela nous fait-il à nous, membres de

l'Assemblée nationale, quand un autre, l'ex-leader du gouvernement, lui, a été pris à voler à l'étalage et a plaidé coupable à l'accusation?

Une voix: ...

M. Gratton: Cela vous dérange, M. le ministre?

Une voix: ...

M. Gratton: Cela vous dérange, M. le ministre?

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

Une voix: Niaisoux!

Des voix: Oh!

Une voix: C'en est fait!

M. Gratton: M. le Président, le ministre me traite de niaisoux. J'aime mieux être niaisoux qu'un voleur ou un autre genre d'individu, M. le Président.
(4 h 50)

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Gratton: J'aime bien mieux être un niaisoux qu'un poète comme le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration avec son sale vocabulaire.

Une voix: Publie-le si tu veux.

M. Gratton: Pourquoi le ministre ne va-t-il pas se coucher, M. le Président?

M. Godin: Je vais te parler.

M. Gratton: Il va me parler, M. le Président, j'en suis fort aise. Il nous citera peut-être son poème "J'ai mal au Québec" et on verra comment lui aussi rehausse la dignité de cette enceinte de l'Assemblée nationale.

Je disais donc, même au grand déplaisir du ministre, que, si certains de ses collègues se retrouvent en prison ou ont dû démissionner, ce n'est pas à nous qu'il faut le reprocher. Chez nous on n'a pas de ce genre d'individu. Je voudrais bien que le parti au pouvoir se rende compte de l'image qu'il est en train de projeter du Québec à l'extérieur.

Je vois les péquistes qui hochent de la tête en voulant dire: C'est-y épouvantable? Ne vous inquiétez pas, personne ne nous écoute présentement. On discute de ça en famille. On n'est pas à Rome en train de faire rire de tous nous autres par la voix du premier ministre.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Gratton: Cela a au moins ça de bon, M. le Président.

Une voix: Léger. Léger. Léger.

M. Gratton: Je dis donc que le gouvernement actuel...

Mme Juneau: Avec l'émission "Sommeil interdit"...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît, Mme la députée de Johnson.

Une voix: Gnan-gnan, gnan-gnan, gnan-gnan...

M. Rivest: À l'ordre, M. le Président! Franchement on n'interrompt pas, nous autres.

Des voix: Ah! Ah! Ah! Ah!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Jean-Talon.

Une voix: C'est lui qui interrompt.

M. Gratton: Avant de terminer j'aimerais en citer un autre. Cette fois c'est le chef péniste...

Une voix: Monsieur 4%.

M. Gratton: Oui, Monsieur 4%, celui qui va probablement faire remonter la côte au Parti québécois sur le plan provincial en allant se faire bousiller sur la scène fédérale. Il s'agit de ses vœux de la saison que je vous cite. Parce que cela va nous servir d'entrée en matière pour le poète qui va me suivre, M. le Président. Il s'agit du député de Lafontaine. Voici les souhaits qu'il adresse, j'imagine, à ses concitoyens: "L'étoile qui guidait les rois mages fut parfois cachée par des nuages."

Des voix: Ah! Ah! Ah! Ah!

M. Rivest: Ça rime.

M. Gratton: "Comme notre étoile de la souveraineté où le Québec la voit temporairement cachée."

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Gratton: "Mais le vent d'un Québec éveillé clarifiera bientôt la voie d'un Québec libéré. Joyeux Noël et Bonne Année."

On attend maintenant avec impatience la prose du ministre des Communautés

culturelles et de l'immigration qui va sûrement nous convaincre du fait que le gouvernement actuel fait tout, mais tout, pour projeter la meilleure image possible du Québec au Canada, au Québec et à l'extérieur.

Je vous souhaite bonne chance, M. le Président. Quant à nous, on doit malheureusement constater que l'improvisation qui règne là comme partout ailleurs dans ce gouvernement n'est pas de nature à bien servir les intérêts du Québec. Selon moi, il n'est pas de nature non plus à servir les meilleurs intérêts du Québec de continuer ce débat, maintenant qu'il est 4 h 55.

Une voix: Du matin.

Motion d'ajournement du débat

M. Gratton: J'aimerais me prévaloir des dispositions de l'article 77 pour proposer l'ajournement du débat.

Une voix: Bravo!

Une voix: Très bien.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Jean-François Bertrand

M. Bertrand: Comme cette motion est faite en vertu de l'article 77 et qu'on a indiqué de l'autre côté qu'on ne comptait pas utiliser les dix minutes prévues par l'article pour expliquer le pourquoi de cette motion d'ajournement du débat, pendant quelques minutes, si vous me le permettez, M. le Président, je voudrais indiquer pourquoi nous voterons contre cette motion d'ajournement du débat. La raison est la suivante: Effectivement - c'est la présidence qui a rendu une décision à cet effet à la suite d'une demande de directive que je lui avais transmise - la présidence a statué que, lorsque nous avons, à cette période-ci de l'année, c'est-à-dire fin automne, début hiver, la présentation par le ministre des Finances d'un énoncé de complément aux politiques budgétaires, le règlement est muet à toutes fins utiles sur ce genre de budget supplémentaire qui en est un dans les faits mais, dans notre règlement la notion de budget supplémentaire est plutôt apparentée à la présentation de crédits additionnels. Effectivement, à chaque automne, un gouvernement, pour faire face à des besoins nouveaux qui se sont ajoutés en cours d'année, peut présenter et présente la plupart du temps des crédits supplémentaires. Très rarement, ces crédits supplémentaires sont accompagnés de la présentation de ce qu'on pourrait appeler l'équivalent d'un

discours sur le budget dans lequel on peut annoncer des augmentations d'impôt ou des réductions d'impôt.

Il y a deux ans, M. le Président, à l'automne 1981, le ministre des Finances avait présenté un tel complément à sa politique budgétaire. Ce complément à sa politique budgétaire était essentiellement fait de l'annonce d'un certain nombre d'impôts ajoutés, en particulier ce qu'on a appelé la surtaxe sur l'essence qui passait de 20% à 40%. À ce moment-là, nous avons eu, par analogie avec ce qui se fait lors du budget principal, un débat sur cette motion présentée par le ministre des Finances. Or, en 1981, alors qu'il s'agissait en fait d'un énoncé de politique budgétaire, d'un complément à la politique budgétaire du gouvernement où il y avait augmentation des impôts, il y avait eu un débat qui avait duré douze heures et demie. Douze heures et demie, c'est exactement la moitié de ce que prévoit le règlement actuel sur un budget principal, c'est-à-dire 25 heures.

Or, cette année, le ministre des Finances, au lieu d'annoncer une augmentation des impôts, a annoncé une diminution des impôts de 477 000 000 \$ d'ici à avril 1985. Cette réduction d'impôt, normalement dans un contexte où on essaie de comprendre ce qui se passe lors de débats parlementaires, ne devrait pas - c'est l'opinion que j'émetts - entraîner un débat de même longueur que lorsqu'on assiste à une présentation d'un budget supplémentaire où il y a augmentation des impôts. Il y a deux ans, le débat avait duré douze heures et demie; cette année, nous avons demandé à plusieurs occasions à l'Opposition si elle comptait faire en sorte que ce débat dure plus de douze heures et demie. Quand nous avons commencé il y a quelques jours, nous avons eu dix heures et demie de débat sur cette motion du ministre des Finances. Durant une journée, nous avons ajouté un certain nombre d'heures; nous sommes passés à 17 heures et demie. Lorsque nous avons commencé tout à l'heure, M. le Président, nous étions à sept heures et demie de la fin du débat sur cette motion présentée par le ministre des Finances.

Sept heures et demie, maintenant qu'il est 5 heures, nous avons donc enlevé une heure et demie à ce débat; il reste donc six heures de débat sur cette motion du ministre des Finances. Six heures, si on fait le décompte du temps requis pour procéder à l'adoption de cette motion présentée par le ministre des Finances et aussi procéder à l'adoption du projet de loi qui suit l'étude des crédits supplémentaires en commission plénière, il nous faut avoir procédé d'abord, dans un premier temps, à ce débat de 25 heures avant de pouvoir clore l'étude des crédits supplémentaires et adopter, comme le prévoit le règlement, en première, deuxième

et troisième lectures un projet de loi inscrit au nom du ministre des Finances.

Dans ce contexte, M. le Président, il nous faut donc - à moins d'indication contraire - utiliser le temps prévu par le règlement et voter contre la motion d'ajournement du débat présentée par le député de Gatineau.

M. Michel Gratton

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.
(5 heures)

M. Gratton: Les explications du leader du gouvernement sont loin d'être très convaincantes. D'abord, le seul fait qu'il vous ait demandé cet après-midi de statuer pour savoir si on devait obligatoirement consacrer 25 heures au débat sur le discours sur le budget... Il en est ainsi depuis 1972. C'est inscrit dans le règlement. Cela n'a jamais varié. D'ailleurs, depuis 1972, jamais un leader du gouvernement ou quiconque en cette Assemblée ne s'est posé la question, parce que cela allait de soi que, tant et aussi longtemps que des députés veulent parler, intervenir dans le débat sur le discours sur le budget, ils peuvent y aller jusqu'à un maximum de 25 heures. Comment se fait-il qu'à deux jours de l'ajournement normal pour la période des fêtes le leader du gouvernement découvre tout à coup que le débat doit durer 25 heures et que le seul moyen pour le compléter et faire en sorte que le budget soit adopté, c'est de siéger jusqu'à 5 heures, 6 heures, 7 heures du matin? En fait, on ne le sait absolument pas. On pourrait probablement y aller jusqu'à 10 heures, comme on l'a fait la semaine dernière. M. le Président, qu'est-ce que cela démontre? De la compétence? De la bonne planification? Une bonne préparation de la part du leader du gouvernement?

Une voix: Non, un bon jugement.

M. Gratton: Le moins qu'on puisse dire, M. le Président, c'est que cela démontre qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans son bureau, sinon ailleurs.

M. le Président, qui a fermé le Parlement pendant un mois, entre le 18 octobre et le 15 novembre? Qui a décidé qu'on préférerait retourner en vacances, pendant que les deux comités pondraient, d'un côté, un plan de relance et, de l'autre, des projets de loi qui iraient à l'encontre de la relance, notamment le projet de loi 38? Qui a décidé de cela? Le gouvernement. Le gouvernement, en décidant de suspendre les travaux pendant un mois, devait bien s'imaginer que, possiblement, l'Opposition aurait des choses à dire. Ou vous êtes-vous

imaginé, messieurs, que l'Opposition trouverait votre plan de relance tellement emballant qu'on se mettrait tous à vous couvrir de félicitations? Comment pourrions-nous être responsables et encenser le gouvernement quand il y a seulement 27% de la population qui le trouve le moins acceptable dans le dernier sondage? Il ne faut quand même pas se couvrir de ridicule.

Le leader du gouvernement, maintenant, j'en conviens, adopte un ton un peu plus conciliant que la semaine dernière. Je pense qu'il vient de se réveiller et de constater que son espèce de scénario de fin de session est en train de s'effondrer devant lui. Il emploie un ton un peu plus modéré, mais le fond est toujours le même, c'est qu'il n'a pas su s'organiser pour faire adopter la législation et c'est seulement à ce moment-ci, à des heures aussi indues qu'il demande à l'Assemblée nationale d'adopter le budget. Il nous dit: Quand on a présenté un budget, en novembre 1981, et qu'on a augmenté les impôts, les libéraux n'ont exigé que douze heures et demie de débats et, maintenant qu'on réduit les impôts dans le dernier budget, ils en veulent 25. Excusez-nous si on vous dérange. Parce qu'on est ici pour cinq longues semaines dans une période de sept mois, excusez-nous si de temps en temps on prend la parole. J'espère que cela ne vous dérange pas trop, les ministres avec chauffeur, limousine, vous qui gagnez 85 000 \$, 90 000 \$. Le député de Lafontaine avait même le téléviseur dans sa limousine.

Une voix: Jaloux!

M. Gratton: Jaloux de vous, M. le ministre! Mon Dieu, vous êtes insultant, vous êtes complètement insultant! S'il y a quelqu'un à qui je ne veux jamais ressembler, c'est bien à vous et à votre équipe, M. le ministre. Loin de là! Ce que je dis, c'est que, lorsqu'on s'habitue trop aux vacances, on se retrouve dans des situations comme celle-ci, on se retrouve dans une situation où, à 5 h 5, à quelques jours de Noël, on discute de quoi à l'Assemblée nationale, outre les vœux de la saison du député de Lafontaine? On discute du budget. On discute aussi de réforme parlementaire, bien sûr, parce que, franchement, il faut revaloriser le rôle du député au plus sacrant, n'est-ce pas? Cela fait au moins douze mois que le gouvernement nous a indiqué son intention ferme de faire en sorte que ces messieurs d'arrière-ban, qui ont la mine si réjouie et qui regorgent d'intelligence, cela leur sort par les oreilles, M. le Président. Ils n'ont pas dit un seul mot depuis au moins 22 heures hier. Cela veut donc dire il y a sept heures. Ils sont là muets comme des carpes.

Le député de Châteauguay me dit: Ce n'est pas vrai. C'est vrai que vous avez

tonitrué toute la soirée, M. le député de Châteauguay. Je m'excuse auprès de mon ami Patrice, mon ami le député de Bourassa, il nous a fait un discours qu'on a chaudement applaudi, d'ailleurs, qu'on a apprécié à sa juste valeur. À part ce noble personnage, pas un seul autre député du Parti québécois, à part le député de Vimont sur le budget. Mais oui, on vous parlait du rapport. M. le Président, le député de Châteauguay me chicane. Cela me chagrine. J'espère qu'il va intervenir tantôt parce qu'il nous fait toujours bien rire.

Quoi qu'il en soit, quant à nous, on va voter pour la motion d'ajournement. On trouve que ce n'est pas sérieux, ce que fait le leader du gouvernement. Cela ne s'inscrit sûrement pas dans le sens d'une réforme du parlementarisme québécois et, d'ailleurs, il semble que tout le monde a convenu au cours de la journée que la réforme parlementaire aura peut-être d'autres étapes à franchir avant de devenir un fait accompli à l'Assemblée nationale. Ce n'est pas très surprenant compte tenu de l'attitude que le gouvernement a eue depuis, disons, le printemps dernier. Il a décidé unilatéralement de fermer le Parlement pendant un mois. Il a décidé d'imposer un rythme de travail tout à fait inacceptable qui n'a absolument aucune espèce de bon sens.

Quant à nous, on se fera battre sur le vote, en supposant qu'il reste encore suffisamment de péquistes qui ne sont pas allés se coucher pour être en majorité. On écouterait volontiers les discours du ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration qui nous expliquerait sans doute comment son projet de loi 57 va franchir les dernières étapes grâce à la bonne planification des travaux de la session, grâce à la diligence avec laquelle il s'est acquitté de son mandat de faire adopter des amendements à la loi 101 avant la fin de 1982. Félicitations pour votre programme, M. le ministre. Tout cela, on continuera de le faire en pleine nuit de façon que les citoyens soient le moins bien informés possible de ce qui se passe ici à leur Assemblée nationale.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, tout à l'heure, on m'a informé que, quand nous avons procédé, premièrement, à l'adoption de la question préalable posée par le député de Marguerite-Bourgeoys et, ensuite, à l'adoption du rapport de la commission parlementaire des affaires municipales qui avait étudié le projet de loi 38, il y a l'article 123, paragraphe 8, qui a été omis. Cela indique que, "quand le débat est terminé, les votes sur les amendements sont pris successivement de la manière indiquée par le président et le

rapport est ensuite agréé ou rejeté globalement." Je crois que la présidence s'apprêtait à procéder...

Le Président: Je m'apprêtais, en effet, M. le leader du gouvernement... Il faut, d'abord, disposer de la motion qui est devant nous. Chaque chose en son temps. Je m'apprêtais, en effet, à le faire après coup. Nous allons, d'abord, régler le cas de la motion d'ajournement de M... Une directive sur quoi?

M. Chevette: C'est parce que vous avez donné une directive à la Chambre en ce sens que les 25 heures de discussion devraient être formelles. Je vous pose la question suivante, M. le Président: À supposer qu'aucun député ne se lève, même si les 25 heures ne sont pas faites, est-ce que le **droit** de réplique est appelé si l'Opposition ne se lève pas? Même s'il n'y a pas 25 heures.

Le Président: Un ministre à qui vous posez une question hypothétique peut refuser d'y répondre. Il en est de même du président. Nous sommes saisis d'une motion d'ajournement du débat de M. le député de Gatineau. Qu'on appelle les députés.
(5 h 10 - 5 h 19)

Mise aux voix de la motion de M. le leader adjoint de l'Opposition visant à ajourner le débat. Que les députés qui sont favorables à la motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lalonde (Marguerite-Bourgeoys), O'Gallagher (Robert Baldwin), Ciaccia (Mont-Royal), Assad (Papineau), Mathieu (Beauce-Sud), Middlemiss (Pontiac), Saintonge (Laprairie), Rocheleau (Hull), Fortier (Outremont), Rivest (Jean-Talon), Gratton (Gatineau), Côté (Charlesbourg), Lincoln (Nelligan), Cusano (Viau), Dubois (Huntingdon), Maciocia (Viger), Picotte (Maskinongé), French (Westmount), Bissonnet (Jeanne-Mance), Dauphin (Marquette), Hains (Saint-Henri), Leduc (Saint-Laurent), Maltais (Saguenay), Mme Bélanger (Mégantic-Compton).

Le Président: Que ceux qui sont contre veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Bertrand (Vanier), Jolivet (Lavolette), Bédard (Chicoutimi), Parizeau (L'Assomption), Johnson (Anjou), Bérubé (Matane), Landry (Laval-des-Rapides), Gendron (Abitibi-Ouest), Godin (Mercier), Biron (Lotbinière), Marcoux (Rimouski), Ouellette (Beauce-Nord), Martel (Richelieu), Léonard (Labelle), Clair (Drummond), Fréchette (Sherbrooke), Brassard (Lac-Saint-Jean), Chevette (Joliette),

Paquette (Rosemont), Rancourt (Saint-François), Leduc (Fabre), Gauthier (Roberval), Mme Lachapelle (Dorion), MM. Boucher (Rivière-du-Loup), Dean (Prévost), Rodrigue (Vimont), Beaumier (Nicolet), Gagnon (Champlain), Dussault (Châteauguay), Desbiens (Dubuc), Mme Juneau (Johnson), MM. Fallu (Groulx), Perron (Duplessis), Rochefort (Gouin), Marquis (Matapédia), Baril (Arthabaska), Laplante (Bourassa), Charbonneau (Verchères), Champagne (Mille-Îles), Lavigne (Beauharnois), Biais (Terrebonne), Blouin (Rousseau), Dupré (Saint-Hyacinthe), Lachance (Bellechasse), LeMay (Gaspé), Brouillet (Chauveau), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Payne (Vachon), Paré (Shefford), Tremblay (Chambly), LeBlanc (Montmagny-L'Islet), Lafrenière (Ungava).

Le Secrétaire adjoint: Pour: 25
Contre: 52
Abstentions: 0

Le Président: La motion est rejetée.
M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: ...

Des voix: Adopté.

M. Lalonde: Est-ce que le ministre des Finances...

Le Président: À l'ordre! M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: M. le Président, avant de terminer ce débat sur le budget, il y a des droits de parole qui existent encore. Avant que le ministre des Finances exerce son droit de réplique, il faut demander si d'autres parlementaires ont l'intention d'exercer leur droit de parole. Nous avons le député de Saguenay et d'autres députés qui ont l'intention d'exercer leur droit de parole.

Des voix: Trop tard.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, j'ai l'impression que ce qui vient de se dérouler, c'est l'application stricte de l'article 104 du règlement qui dit: "Lorsqu'une motion ne peut soulever de débat ou lorsque le débat est terminé parce que personne ne demande la parole..." M. le Président, vous avez constaté que personne ne se levait pour demander la parole et le ministre des Finances s'est levé pour demander la parole et ainsi exercer son droit de réplique.

Une voix: Bravo!

Les amendements au projet de loi 38

Le Président: L'erreur est la mienne. D'accord? Je devais, de toute façon, remettre le débat sur le discours sur le budget en délibération, ce que je n'ai pas fait, si bien qu'il y a eu un quiproquo qui s'est glissé.

Mais, avant de le faire, je signale à la Chambre que, tantôt, lorsque j'ai fait la mise aux voix sur le rapport de la commission des affaires municipales, je n'ai pas suivi à la lettre l'article 123, paragraphe 8 où il est indiqué: "Quand le débat est terminé, les votes sur les amendements sont pris successivement de la manière indiquée par le président et le rapport est ensuite agréé ou rejeté globalement." C'est mon erreur, je m'en excuse, je me suis trompé. Cela arrive, surtout quand on est fatigué. J'en conviens. Il aurait fallu, tout d'abord, adopter les articles amendés ou non, le préambule et le titre du projet de loi 38 avant d'adopter le rapport dans son ensemble.

La question préalable avait été posée. Elle a été adoptée. Cela met fin au débat. Au moment du vote, j'aurais dû prendre le vote d'une manière différente de la façon dont je l'ai pris. C'est mon erreur. Je m'en excuse. Je demande donc de reprendre le vote de la manière dont nous aurions dû le faire ou, alors, de considérer que le vote qui a été pris vaut également pour le titre, le préambule, les amendements et "tout ce qui est énuméré à l'article 123.8 que j'aurais dû soumettre à votre considération et que j'ai omis de faire par mégarde.

M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Qu'il y ait eu erreur lors de la prise du vote sur la prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui a étudié le projet de loi 38, c'est possible, mais je ne veux pas m'attaquer à cette question en particulier. Dans l'hypothèse où il y aurait eu une erreur, il arrive - et cela est enregistré dans nos procès-verbaux, sans doute - qu'il y a eu vote et que cette étape est terminée. Maintenant, suivant les intentions du leader du gouvernement, lorsqu'il aura l'intention de rappeler ce projet de loi 38 à l'étape où il est rendu, c'est-à-dire en troisième lecture, lorsqu'il aura le loisir de le faire - il ne peut pas le faire à cette séance, mais seulement à la prochaine séance ou à une séance subséquente - si le ministre insiste pour que les amendements qui n'ont pas été adoptés le soient, qu'il fasse une proposition pour revenir à l'étape précédente, en commission plénière, pour proposer ses amendements qui seront débattus, dont on pourra discuter et qui pourront être votés.

Je ne pense pas qu'il appartienne à la présidence, une fois que le vote a été pris, de dire: Écoutez, je ne l'ai pas fait exactement comme c'est indiqué dans le règlement. Le vote est fait, il est pris. Le projet de loi est rendu à l'étape suivante, c'est-à-dire en troisième lecture. On ne peut pas en discuter cette nuit. Il faut attendre la prochaine séance, dans quelques heures. À ce moment, il sera loisible au leader du gouvernement de le rappeler, s'il insiste toujours pour faire adopter ce projet de loi 38, et au ministre, s'il insiste pour proposer ses amendements afin qu'ils soient adoptés par la Chambre, de proposer que nous revenions à l'étape précédente. Là, il proposera ses amendements, on en discutera et on pourra les voter lorsque le débat sera terminé.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Si on se rappelle la séquence des événements, d'abord, en vertu de l'article 82, il y a eu une question préalable qui a été soumise par le leader de l'Opposition. Certains paragraphes de l'article 83 indiquent bien la procédure qui doit être suivie, par exemple: "tant que la question préalable n'a pas été décidée ou l'ajournement de son débat adopté, l'ajournement de l'Assemblée ne peut être proposé ni prononcé par le président." Cela veut dire que nous devons avoir disposé non seulement de la question préalable, mais aussi de l'autre motion.
(5 h 30)

Effectivement, nous avons disposé de la question préalable en vertu de l'article 83, paragraphe 4, mais l'article 83, paragraphe 5, indique bien que, "lorsque la question préalable est acceptée (ce qui a été le cas) la motion sur laquelle elle a été proposée - cette motion est le rapport de la commission - est mise aux voix immédiatement sans amendement ni débat et, tant que cette motion n'a pas été décidée - c'est-à-dire la motion principale, la prise en considération du rapport de la commission - l'ajournement de l'Assemblée ne peut être proposé ni prononcé par le président, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 31 et l'article 38."

Pour que nous disposions de la motion principale sur laquelle une motion avait été faite en vertu de l'article 82, c'est-à-dire la question préalable, il faut effectivement que nous suivions la procédure qui est indiquée à l'article 123.8 de notre règlement, c'est-à-dire que, "quand le débat est terminé, les votes sur les amendements sont pris successivement de la manière indiquée par le président et le rapport est ensuite agréé ou rejeté globalement." Or, le rapport est ensuite agréé ou rejeté globalement, c'est justement cela, la motion principale à

laquelle fait référence l'article 83, paragraphe 5. Pour que nous puissions effectivement procéder, comme nous l'avons fait tantôt, à un vote sur la motion principale, qui est le rapport de la commission parlementaire, il nous faut, dans un premier temps, avoir disposé des amendements contenus dans ce rapport, c'est-à-dire à la fois des articles du projet de loi qui n'ont pas été adoptés en commission et des amendements soumis par le ministre en commission parlementaire et ici même à l'Assemblée nationale.

Le Président: La question ne porte pas en fait, sur les amendements.

M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je pense que nous avons ici un sujet qui n'est pas léger et qui a son importance. Lorsque - je pense qu'il est important que nous le soulignons - nous arrivons à une étape comme celle de la prise en considération d'un projet de loi et que nous en disposons par un vote, tous ceux qui sont ici du moins, en cette Chambre, et qui votent sont convaincus qu'en votant à telle étape nous passons automatiquement à l'étape suivante à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

Or, il y a peut-être de nos collègues, d'un côté ou de l'autre de la Chambre, qui ont quitté et qui sont convaincus que la prise en considération du rapport est une chose réglée. Il y a eu un vote définitif de l'Assemblée nationale. On ne peut pas, une heure, deux heures ou trois heures après, dire: Peut-être qu'on a oublié ci ou ça. C'est bien de valeur, si le leader du gouvernement n'a pas attiré votre attention sur certains faits; ce n'est pas la faute de l'Assemblée nationale qui a voté et disposé de cette étape. S'il y a de nos collègues qui ne sont pas ici, qui sont partis, parce qu'ils ont pensé que l'étape de la prise en considération était réglée, nous n'avons pas le droit d'imposer à ces collègues une décision différente de celle à laquelle ils ont assisté et participé. Autrement dit, si le député de tel comté qui était ici et qui a voté exactement...

Une voix: Les absents ont tort.

M. Levesque (Bonaventure): Vous parlez du premier ministre?

Une voix: Je parle de vous.

M. Levesque (Bonaventure): Parlez-vous du premier ministre, qui est absent, ou si vous parlez de moi? J'étais ici, moi.

Une voix: Lui n'y était pas.

M. Levesque (Bonaventure): Si le président du Conseil du trésor veut intervenir, il pourra le faire vers 7, 8 ou 9 heures du matin, selon les heures habituelles de ce gouvernement.

Je dis qu'à ce moment-ci nous avons disposé de la prise en considération du rapport. C'est une étape; il y a la deuxième lecture; il y a la prise en considération et il y a la troisième lecture. Dans l'économie de notre droit parlementaire, on a prévu, justement, qu'il pourrait y avoir des oublis, on a prévu qu'il pourrait y avoir des moments où le gouvernement puisse changer d'idée. Rendu à l'étape de la troisième lecture, on a prévu qu'on puisse revenir, sur une proposition du gouvernement, à l'étape de la commission plénière. Si le leader du gouvernement a oublié ou omis de demander ou de signaler à la présidence qu'il y avait certaines choses qui avaient été omises, libre au gouvernement, à l'étape de la troisième lecture, de proposer de revenir en commission plénière pour étudier les amendements que le gouvernement veut soumettre et qu'il n'a pas pu soumettre à cause de sa propre motion de clôture. C'est pour cela que nous sommes dans cette situation.

M. le Président, je ne peux pas m'imaginer, après avoir demandé un vote enregistré en cette Chambre à une étape importante et bien précise d'un projet de loi, que l'on puisse arriver ensuite et dire: On a oublié ceci et cela, alors qu'il y a 2, ou 3, ou 10, ou 15, ou 20 collègues qui ont considéré qu'avec un vote de l'Assemblée nationale à telle étape c'était réglé, que l'on puisse dire même en l'absence de ces collègues: Non, il y a eu une erreur. Le président s'est excusé, et le leader du gouvernement. Non, il n'y a pas d'excuse à ce moment-ci. Il y a une procédure prévue par le règlement au cas où l'on veuille apporter de nouveaux amendements. C'est l'article 125 qui le dit: "Avant le vote de la troisième lecture, celui qui a présenté un projet de loi peut proposer, par une motion non annoncée, qu'il soit renvoyé en commission plénière pour y proposer l'amendement qu'il indique." Alors, c'est clairement dans l'esprit et dans la lettre de notre droit parlementaire. Je le dis immédiatement: Nous n'accepterons pas, une fois que l'Assemblée nationale s'est prononcée dans un vote enregistré, de revenir en arrière, à moins que l'on ne suive les procédures prévues par notre règlement. Il n'est pas question de revenir en arrière.

M. le Président, je vous comprends et je respecte votre honnêteté intellectuelle quand vous dites: Peut-être que j'aurais pu le signaler à l'Assemblée. Mais ce n'est pas votre responsabilité de faire la "job" du leader du gouvernement. C'est au leader du gouvernement de surveiller la législation...

Des voix: Bravo!

M. Levesque (Bonaventure): ...et de surveiller les diverses étapes que doit suivre un projet de loi. Nous n'accepterons pas à ce moment-ci, une fois que l'Assemblée nationale s'est prononcée, alors que tous les députés étaient convaincus que nous avions disposé de cette étape de l'étude d'un projet de loi, que nous revenions avec une sorte de consentement pour accréditer encore une fois les erreurs qui deviennent assez régulières de la part du leader du gouvernement.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le leader, avant que vous poursuiviez, je veux simplement indiquer, pour qu'on comprenne de quoi il s'agit, qu'en fait il ne s'agit pas d'amendements. Tout simplement, lors de l'adoption du rapport d'une commission dont les travaux ont été terminés en vertu de l'article 156, il s'agit d'adopter les articles amendés ou non, le préambule et le titre du projet de loi 38 avant d'adopter le rapport d'une manière définitive. Donc, il ne s'agit pas d'amendements apportés par la suite. Je le signale simplement pour qu'on situe bien le débat et qu'on ne le fasse pas dévier sur des amendements qu'on voudrait apporter. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit simplement de la procédure normale, enfin, dans des circonstances exceptionnelles.

Oui, M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): C'est encore pire. Il s'agit d'amendements qui n'ont pas été discutés ou adoptés en commission à cause de la motion de clôture. C'est encore plus grave, M. le Président, et je le souligne. Vous le comprenez? Merci, M. le Président.

Le Président: C'est parce qu'on évoquait l'hypothèse d'amendements à apporter par la suite. Je voulais bien qu'on mesure de quoi il s'agit.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Le chef de l'Opposition a fait un long discours pour tenter de faire croire qu'il y a eu un oubli de ce côté-ci. Je m'excuse auprès de lui, mais le président l'a tout à l'heure indiqué et l'article 123, paragraphe 8, est formel à ce point de vue: "Quand le débat est terminé, les votes sur les amendements sont pris successivement de la manière indiquée par le président".

M. le Président, vous avez vous-même indiqué tout à l'heure - je ne veux pas reprendre ce que vous avez dit - aux parlementaires: Je m'en excuse auprès des parlementaires, mais j'aurais dû procéder de la façon suivante. Or, je m'excuse auprès du

chef de l'Opposition, mais si le président tient de tels propos, c'est qu'il est conscient qu'il y a une étape de la procédure...

M. Levesque (Bonaventure): Ne mêlons pas le président là-dedans.

M. Bertrand: Je ne mets pas le président là-dedans. Le président s'est levé et a indiqué un certain nombre de choses à l'Assemblée. Je voudrais que le chef de l'Opposition, tout de même, soit assez exact pour reconnaître que c'est ainsi que les choses se sont passées.
(5 h 40)

Dans ce contexte, je pense qu'à ce stade-ci il y a une décision à rendre sur le fait qu'avant que nous procédions à la prise en considération du rapport et à un vote sur la prise en considération du rapport nous ayons ensemble, collectivement à l'Assemblée nationale, omis de procéder à une des étapes qui doit précéder...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre!

M. Bertrand: ...le vote sur le rapport de la commission parlementaire. Il est exact, selon l'article 125 qu'avant le vote de la troisième lecture, etc., on peut présenter des amendements. Cela se fait par une motion non annoncée. Le débat se limite à de brèves explications de la part de l'auteur et à de brefs commentaires de la part d'un représentant de chaque parti reconnu. Il y a même jurisprudence à cet effet.

Je vous réfère au Précis des décisions rendues et des directives données par le président où on dit, par exemple, le 21 décembre 1972: "Même si l'article 160 - c'était 160 à l'époque - accorde à un député un droit de parole sur chaque article d'un projet de loi, rien n'indique dans le règlement que le projet de loi doit être étudié article par article, parce que l'Assemblée peut ordonner à une commission de faire rapport en tout temps. La commission n'est qu'un démembrement de l'Assemblée qui, elle, est souveraine. Les articles d'un projet de loi non étudiés en commission font toujours partie de ce projet de loi, lequel sera à nouveau considéré en troisième lecture." D'accord? Je lis à nouveau: "Les articles d'un projet de loi non étudiés en commission font toujours partie de ce projet de loi, lequel sera à nouveau considéré en troisième lecture."

"Par prudence, le président mettra aux voix les amendements oubliés et l'adoption par la Chambre de tous les articles tels qu'amendés ou non, ensuite, procédera au vote sur la troisième lecture."

M. le Président, peut-être serait-il utile que nous fassions référence à cette décision qui a été rendue le 21 décembre 1972, décision qui a été prise en tenant compte

des procédures qu'on doit suivre pour l'adoption du projet de loi.

M. Lalonde: M. le Président, j'aurais simplement...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: ...un mot à dire. J'aimerais renchérir sur ce que le chef de l'Opposition a dit. Il ne s'agit pas ici de corriger un petit geste sans conséquence. Il y a eu une décision de l'Assemblée nationale et c'est la décision la plus solennelle, c'est un vote qui a été pris, un vote enregistré et cela ne se corrige pas, cela ne se rejette pas du revers de la main. Vous ne pouvez pas, M. le Président, je vous le sou mets respectueusement, d'autorité dire: Cela n'a pas été fait, on le fait autrement.

Je pense que le règlement prévoit qu'à une autre étape les arrangements pourront être faits, les corrections pourront être apportées. Mais si, d'autorité, vous imposez un autre vote pour remplacer celui qui a été pris il y a deux heures, qu'arrivera-t-il des députés qui étaient ici il y a deux heures, qui ont voté et qui maintenant, heureusement pour eux, sont partis à 5 h 45 du matin, après avoir travaillé presque deux jours dans un, pour se reposer? Est-ce qu'on devrait rappeler tous ces députés? M. le Président, il me semble que la façon de le faire, c'est, lorsque la troisième lecture sera appelée, de revenir en commission plénière pour reprendre le débat sur ces articles et ces amendements qui ont été apportés et, ensuite, de procéder selon le règlement.

Le Président: Très bien. Effectivement, je sollicitais tantôt l'accord de l'Assemblée pour que nous reprenions en quelque sorte l'étape qui avait été omise. À défaut d'un tel accord, nous devons donc attendre l'étape de la troisième lecture pour apporter au projet de loi non pas des amendements, mais ramener dans le projet de loi les articles amendés ou non, le préambule et le titre du projet de loi 38 de manière à en faire de nouveau le tout qu'il était avant qu'il subisse cet incident.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, là-dessus, j'aimerais vous adresser une demande de directive. L'article 125 se lit de la façon suivante: "Avant le vote de la troisième lecture, celui qui a présenté un projet de loi peut proposer, par une motion non annoncée, qu'il soit renvoyé en commission plénière pour y proposer l'amendement qu'il indique" ou les amendements qu'il indique, incluant - je fais référence ici à la décision contenue dans le précis que vous nous remettez - que "par prudence le président mettra aux voix

les amendements oubliés et l'adoption par la Chambre de tous les articles tel qu'amendés ou non, ensuite, procédera au vote sur la troisième lecture."

J'aimerais savoir, M. le Président, la procédure qui est suivie lorsque nous revenons en commission plénière puisqu'il est bien dit à l'article 125: "Le débat sur cette motion se limite à de brèves explications de la part de l'auteur de la motion et à de brefs commentaires de la part d'un représentant de chaque parti reconnu. La motion est mise aux voix immédiatement, sans amendement. En commission plénière, l'étude doit se limiter à l'amendement proposé." M. le Président, en commission plénière lorsque nous revenons pour procéder à l'étude ou des amendements ou d'articles qui auraient été oubliés et qui n'auraient pas été votés en vertu de l'article 123, paragraphe 8, ou d'articles qui n'auraient pas été votés en vertu de l'article 123, paragraphe 8, quelles sont les règles qui s'appliquent à ce moment-là?

M. Lalonde: Sur la directive, M. le Président, vous nous avez déjà dit à plusieurs reprises que le leader du gouvernement comme tous les autres députés doivent connaître leurs règlements. Ils ont des conseillers qui peuvent leur dire comment procéder. Ce n'est pas à la présidence de dire au leader du gouvernement qui ne sait pas comment fonctionner, comment le faire.

Le Président: De toute façon, M. le leader du gouvernement, c'est une question sur laquelle je devrai moi-même me pencher dans les minutes qui viennent. En attendant, nous pouvons donc revenir au débat sur le discours sur le budget. M. le député de Saguenay a demandé la parole.

Reprise du débat sur l'énoncé complémentaire au budget de 1983-1984 et sur la motion de censure

Le Vice-Président (M. Jolivet): À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Joyeux Noël.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je m'excuse. À l'ordre, si vous voulez que votre collègue puisse parler. M. le député de Saguenay.

M. Ghislain Maltais

M. Maltais: M. le Président, le but de mon intervention reflète avant tout celui des électeurs de mon comté. On se rappelle les élections partielles du 20 juin auxquelles la population du comté de Saguenay a justement donné une réponse aux questions imbéciles

que certains ministres énonçaient tout à l'heure. Tout au cours de cette campagne électorale, les ministres du Parti québécois avaient tenu pour acquis que le comté de Saguenay leur appartenait, que c'était un fief, où ils avaient mis une clôture où c'était inscrit: propriété du PQ. La population du comté de Saguenay, qui avait pourtant été fidèle pendant douze ans au Parti québécois, à un moment donné, en a eu assez. Pourquoi en a-t-elle eu assez?

Si on se rappelle, les députés qui me précédaient ici avaient pourtant la responsabilité de différents ministères comme le ministère des Transports, le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Normalement, un ministre devrait sans doute être en mesure de satisfaire les électeurs de son comté. Malheureusement, avec les politiques négatives du Parti québécois qui se traduisaient continuellement par des pertes d'emplois, des fermetures d'usines, il y avait un dicton qui circulait sur la Côte-Nord, il y a à peine six mois, soit que le Parti québécois était avant tout un fossoyeur d'entreprises, le croque-mort des employeurs.

M. le Président, tout au long de cette campagne électorale, nous avons eu l'occasion de dialoguer avec les électeurs du comté de Saguenay. Parmi les principaux reproches qu'ils adressaient au gouvernement actuel, il y avait celui d'avoir complètement négligé les électeurs du comté de Saguenay dans des domaines bien précis.
(5 h 50)

Faut-il se rappeler que, en ce qui a trait aux soins de santé, la Côte-Nord est une région éloignée et, justement, à cause d'une fusion forcée des hôpitaux, imposée aussi par le Parti québécois, en 1978, on mettait la population du comté de Saguenay dans une situation tout à fait inacceptable. Faut-il se rappeler que, à cette époque, la ville de Baie-Comeau avait un hôpital général très bien équipé, que la ville de Hauterive avait un hôpital général très bien équipé et qu'à partir du moment où l'ex-ministre Lessard, après avoir conté fleurette à tout le monde a imposé la fusion des hôpitaux, les services de santé se sont détériorés continuellement sur la Côte-Nord?

M. le Président, il faut vivre dans une région éloignée pour savoir ce que ça représente de ne pas avoir de soins de santé adéquats chez nous, ce que ça représente pour les travailleurs d'usine qui sont sujets à des blessures, ce que ça représente pour les personnes âgées qui ont continuellement besoin de soins spécialisés, ce que ça représente pour les mères de famille qui ont la responsabilité de la santé de leurs enfants.

Je pense que les gens de Saguenay avaient raison et ont prouvé leur mécontentement en mettant le Parti québécois dehors.

Dans un domaine aussi important que le

travail, on sait que la Côte-Nord... Même si le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation était le parrain du comté de Saguenay pour le Parti québécois, lors de la dernière campagne, il n'a pu se faire comprendre des électeurs du comté de Saguenay pour la simple et bonne raison que l'agriculture, sur la Côte-Nord, ce n'est pas une industrie première. Il faut comprendre que la Côte-Nord est une région où on vit des ressources naturelles: la forêt, l'électricité, les mines, mais pas beaucoup d'agriculture. Or donc, la population du comté de Saguenay a interprété ce geste comme signifiant que le gouvernement actuel laissait pour compte la Côte-Nord, parce que justement, à ce moment précis, il aurait été intéressant de voir les ministres qui ont des vocations économiques, le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, le ministre du Travail, le ministre des Affaires sociales...

M. Picotte: M. le Président, je regrette d'interrompre mon collègue, mais je dois constater que nous n'avons pas quorum, malheureusement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Oui, effectivement. Je vais le demander. Qu'on appelle les députés.

Vous pouvez continuer, M. le député.

M. Maltais: Merci, M. le Président. Je disais que les gens de Saguenay auraient été intéressés et auraient eu des choses à dire, lors de cette campagne électorale, aux ministres qui ont des vocations économiques. Malheureusement, ces gens ne se sont pas présentés. Il doit certainement y avoir une raison parce que, en temps de campagne électorale, surtout lors d'une élection partielle dans un comté où on avait eu une majorité de 10 000 voix, je pense qu'il aurait été intéressant pour le parti au pouvoir de venir rencontrer les électeurs de Saguenay et de leur soumettre des propositions très claires au niveau économique, très claires au niveau de la santé et très claires aussi au niveau de l'emploi. Malheureusement, on a eu droit au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. M. le Président, vous comprendrez sans doute pourquoi les gens du Saguenay ont rejeté du revers de la main ce gouvernement et ce qu'il y avait de pire aussi, c'est que, pendant cette période, trois ou quatre usines d'importance avaient fermé leurs portes. Pourquoi? Parce qu'on était aux prises avec une conjoncture économique défavorable à cause, principalement, de l'incurie du gouvernement dans le domaine forestier, à cause aussi principalement de la négligence du gouvernement actuel dans un domaine aussi important et aussi primaire que celui de l'industrie forestière sur la

Côte-Nord.

Ce matin, je posais une question au ministre de l'Énergie et des Ressources sur la fermeture des Produits forestiers Saguenay Ltée, une perte de 450 emplois. J'aurais pu continuer. À Bergeronnes, fief natal de Lucien Lessard, ex-ministre du Parti québécois, fermeture de deux scieries: Nazaire Gagnon, de son petit nom, et la scierie Unifor. C'était pourtant le fief de Lucien Lessard. Par respect pour ses concitoyens, l'ex-député aurait pu y mettre tous ses efforts, étant donné que c'était sa place natale. On a vu aussi dans la même période des usines de pêcheurs fermées et, à partir du moment où toute la partie est du comté était tombée en chômage...

D'ailleurs, au mois de juin 1983, le taux de chômage dans cette partie du comté était de l'ordre de 27%, à peu près ce que représente la popularité du Parti québécois présentement. C'était une région durement touchée et, dans ces 27%, on ne compte pas naturellement les bénéficiaires de l'aide sociale. On ne comptait que les chômeurs inscrits au Centre de la main-d'oeuvre du Canada. Le pire, c'est que ces personnes, à cause de la fermeture de leurs usines, sont obligées de subir un climat social tout à fait extraordinaire, considérant que cette partie de la région du comté est très jeune. Donc, ce sont des gens qui s'étaient fait construire des maisons, qui s'étaient installés en un lieu de vie de leur choix, mais à cause de la perte et de la fermeture de leur usine et de la perte de leurs emplois, aujourd'hui, ils sont réduits à mendier leur pitance quotidienne au bien-être social, avec une perte de maison, une perte d'automobile et une perte de biens de consommation. Dans plusieurs cas, ces biens achevaient d'être payés, mais, étant donné que la seule ressource pour eux était le bien-être social, je ne connais pas beaucoup d'institutions prêteuses qui garantissent des prêts à des gens qui reçoivent l'aide sociale.

Cette partie du comté a été durement touchée et elle l'est encore. Or, justement lors de l'annonce du budget supplémentaire, qu'a-t-on vu pour ces gens-là, principalement dans le domaine de la forêt? Planter quelques petits arbres d'environ trois quarts de pouce? Quand on connaît la Côte-Nord, on sait qu'à partir du 15 octobre jusqu'au 15 mai, la terre est gelée à huit pieds d'épaisseur. Il n'y a personne qui va planter ces petites repousses, c'est certain. Je pense que la population entière du Québec se serait attendue dans ce budget à de véritables mesures créatrices d'emplois, mais ce fut le contraire, particulièrement dans le comté de Saguenay. Nous avions le chantier de Manic 5, puissance additionnelle, mais, à cause spécifiquement des mesures que le ministre des Finances a imposées à Hydro-Québec automatiquement, cela entraîné la fermeture

de Manic 5 puissance additionnelle et, par le fait même, la perte de 250 emplois. Ici, j'aimerais apporter un petit correctif. Le ministre de l'Énergie et des Ressources, à qui j'avais posé une question en cette Chambre, avait tout simplement dit qu'il n'était pas au courant qu'il y avait là 250 travailleurs. Quelques jours après, il a dit qu'il y en avait 34 ou 35 que Hydro-Québec avait récupérés.

(6 heures)

Permettez-moi de saisir l'occasion qui m'est donnée ici de fournir certaines précisions au ministre, qui dit à peu près toutes les sottises de la terre et qui connaît mal ses dossiers. Il y avait 250 travailleurs à Manic 5. Le groupe se composait de la façon suivante: La compagnie Louisbourg construction qui employait 90 personnes; les Constructions Saint-Laurent, 60 personnes; Transport Savard, 10 personnes; les Entreprises Jean-Marc Heinz, 20 personnes; Crawley MacEachen, (les cuisines), 10 personnes; Hydro-Québec, 60 personnes; ce qui fait un total - et on a très bien compté - de 250 personnes. Que le ministre de l'Énergie et des Ressources se renseigne et connaisse ses dossiers avant de donner des réponses aussi sottes à l'Assemblée nationale. Parce que, sans doute ici, cela est supposé être sérieux, on est supposé dire la vérité.

M. le Président, la perte de ces 250 emplois directs cause une perte totale d'environ 150 autres emplois indirects en région. Les entreprises de transport, les fournisseurs de matières premières, de matières secondaires aussi. Donc, le plan de relance déposé, par le ministre des Finances, pour les gens de la Côte-Nord signifie une perte de 400 emplois. Pourquoi? Parce que l'Hydro-Québec est devenue la vache à lait du ministre des Finances et tant et aussi longtemps que le ministre des Finances contrôlera les fonds d'Hydro-Québec, celle-ci sera une créature et une dépendance totale du gouvernement actuel et sera soumise à genoux continuellement devant le ministre des Finances. Ce n'est certainement de cette façon qu'Hydro-Québec va se développer considérant la façon dont le ministre des Finances agit présentement.

M. le Président, tout au cours de cette même campagne électorale, la candidate du Parti québécois avait promis beaucoup de choses. D'ailleurs, je ne voudrais pas vous les répéter ici, vous ne me croiriez pas. Quand même, on vous soumettra le document en temps et lieu. Il y avait un point important, non seulement pour les gens du comté de Saguenay mais pour l'ensemble des jeunes travailleurs au Québec. Vous savez, les parents aujourd'hui font certains sacrifices d'autres beaucoup, d'autres moins pour donner une formation adéquate à leurs jeunes. Une fois qu'ils entrent sur le marché du travail avec un certificat de plombier,

d'électricien, de menuisier, de mécanicien, de ferblantier, de monteur de structures etc., ces jeunes sont pris dans un cul-de-sac tout à fait extraordinaire. Ils arrivent sur le marché du travail, ils ne peuvent pas travailler, ils n'ont pas de carte de l'OCQ. La première question qu'ils demandent à l'officier, comment faire pour s'en procurer une? Il faut que tu travailles.

Je pense qu'en 1983, le gouvernement devrait raisonner plus rapidement que cela et mieux que cela. Comment voulez-vous qu'un jeune aujourd'hui, s'intéresse vraiment à se tailler un avenir alors qu'il a en main un certificat de compétence, alors que ses parents ont fait les efforts nécessaires pour lui donner la formation adéquate pour son avenir et qu'une loi du gouvernement l'empêche de travailler? Cela est dramatique, si l'on tient compte que dans une région comme la Côte-Nord, la population est relativement jeune. Cela s'applique dans tous les autres comtés du Québec mais chez moi c'est encore plus tragique à cause des travaux de la Reynolds. Ce qui signifie que les jeunes de chez nous, après avoir été à l'école et avoir leur diplôme en main, font le "line-up" sur les trottoirs, ils ne sont pas capables d'aller travailler là. M. le Président, c'est une situation tout à fait absurde et je pense que le gouvernement, si vraiment il veut donner la chance aux jeunes comme il le prétend, devrait intervenir et le plus rapidement possible.

M. le Président, la carte de l'OCQ - ou l'office du crime organisé comme certains collègues l'appelaient; chez nous on appelle cela la gestapo de la construction - cause des problèmes irréparables également à des travailleurs de la construction. Je vais vous donner un exemple: Au cours des vingt dernières années, les travailleurs de la Côte-Nord et des autres régions ont bâti des barrages sur la rivière Manicouagan, sur la rivière Outarde qui font l'orgueil des Québécois, des gens des comtés de Duplessis, de Rimouski, de la Côte-Sud, de Rivière du Loup, etc., des gens de Québec, de Montréal. Après avoir bâti ces barrages qui sont l'orgueil des Québécois, ces mêmes personnes qui aujourd'hui se sont établies sur la Côte-Nord parce qu'il n'y a plus de construction au niveau des barrages, cela est connu, ne sont pas capables de construire une usine à Reynolds. Pourtant, ce sont les mêmes foreurs, ce sont les mêmes menuisiers, les mêmes monteurs d'acier, les mêmes ferblantiers, les mêmes soudeurs, les mêmes mécaniciens, les mêmes conducteurs de camion lourd. Mais à cause de cette carte, ces gens, qui ont aujourd'hui entre 40 ans et 50 ans, sont réduits au bien-être social parce qu'ils ont perdu leur carte de construction. Pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas trouvé de travail. Pourquoi n'y avait-il pas de travail? Parce que personne n'a pu créer

un climat favorable au travail. Aujourd'hui, à cause de l'incurie du gouvernement dans le secteur de la construction depuis quatre ou cinq ans, les travailleurs doivent payer la facture et ils sont réduits au bien-être social. Ce n'est pas acceptable pour les gens de ma région.

Au cours de cette campagne, on a discuté de bien des choses et, en particulier, des services de traversiers. Je suis bien heureux que l'honorable député de Rimouski et ministre du Revenu soit là parce que lui-même connaît certains problèmes. Vous savez, la Côte-Nord n'est reliée au reste du Québec que par une route qui s'appelle la 138, qui est soumise à un impondérable - et cela, ce n'est pas la faute du gouvernement ni de personne - qui s'appelle la rivière Saguenay. Le ministre des Transports du temps, M. Lucien Lessard, avait fait construire des débarcadères extraordinaires, deux très beaux traversiers. Tout le monde croyait qu'on aurait un service comme on n'en avait jamais eu pour se rendre à Québec. Cela aurait été tout à fait naturel, c'était la continuité de la route 138. Ce n'est pas une gâterie, il n'y a pas de pont et si tu ne sors pas par là, tu ne sors pas.

Sauf qu'une fois mis en pratique, il n'y avait plus d'argent pour les faire fonctionner. On a pris un bateau et on l'a accosté au quai, on a fermé un débarcadère, ce qui a fait que, présentement, on attend exactement une heure de chaque côté. Après avoir adressé plusieurs lettres à ce sujet au ministre des Transports, je peux dire que c'est une situation tout à fait dégueulasse. Non seulement cela, mais c'était inscrit que cet investissement serait profitable pour nous, Québécois, quand on sait que les gens doivent attendre avec leur famille dans leur voiture et qu'il n'y a pas de téléphone ni de toilette, rien! Je vous jure que par un soir comme celui-ci, le 20 décembre, aller faire ses petits besoins naturels sur le bout du quai à Baie-Sainte-Catherine ou à Tadoussac, cela prend des découvreurs, cela prend des Jacques Cartier!

Nous étions reliés par le service de traversiers Matane-Godbout et Matane-Baie-Comeau. J'ai devant moi, ici, certaines promesses faites par l'ex-député: gratuité totale sur le traversier Godbout-Matane, promesse de 1970, promesse de 1973, promesse de 1976, promesse de 1981. Ils ne l'ont pas promis en 1983, ils ont trouvé que ça faisait assez longtemps qu'ils le promettaient. Tout cela simplement pour rappeler que non seulement ils n'ont pas donné la gratuité, mais ils ont multiplié les tarifs par cinq au cours de ces années, ce qui est devenu tout à fait inaccessible à la population. Cela coupe les communications d'une façon draconienne entre la Côte-Nord et la Côte-Sud. Pourtant, les traversiers fonctionnaient depuis des années et il y avait

une communication naturelle entre les deux rives. C'était excellent pour tout le monde. Toujours à cause du manque d'argent, parce qu'on n'investit pas au bon endroit, on prive la population de services essentiels.

Le gouvernement actuel a deux hypothèques dont il doit absolument se débarrasser. La première, on la connaît depuis 1976 et plus particulièrement depuis quatre ans, c'est la fameuse hypothèque de l'indépendance. Tant et aussi longtemps que les investisseurs auront le couperet de l'indépendance dans la fosse du cou, il n'est pas question que le Québec se développe. On le voit très bien.
(6 h 10)

Je regardais justement, lors du discours sur le budget, les petits tableaux que le président du Conseil du trésor montrait ici à l'Assemblée nationale. D'ailleurs, entre parenthèses, je félicite le ministre et président du Conseil du trésor parce que c'est un excellent communicateur. Dans l'espace de quinze minutes il a fait croire à tout le monde que tout allait très bien au Québec. Mais il a oublié de dire qu'il y avait quand même 700 000 chômeurs et assistés sociaux sur 6 000 000, ce qui représente un pourcentage fort impressionnant. Il a oublié de dire aussi que les jeunes qui sortaient des collèges n'étaient pas capables d'accéder au marché du travail. Il a oublié de dire que ces gens-là devaient vivre avec 149 \$ par mois. Il a oublié de dire que des pères de famille ont perdu leur maison parce qu'ils n'ont pas eu de travail et il a oublié de dire qu'il y a bien des gens qui voudraient avoir un logement décent et qui ne sont pas capables d'en avoir présentement parce qu'ils n'ont pas de revenus.

M. le Président, la deuxième hypothèque, et c'est une des plus lourdes pour les Québécois, il s'agit du ministre des Finances lui-même. Depuis 1976 et à chaque exercice du budget, on revoit le même scénario. Tout va très bien; beau budget; jamais d'erreur; pas une année qu'il n'est pas capable de présenter un budget additionnel; il n'y a pas une année que le déficit prévu n'est pas augmenté. Je pense que les Québécois et les Québécoises en ont assez du ministre des Finances et il serait temps que le premier ministre y voit.

Lorsque le ministre des Finances a présenté son budget additionnel, les régions éloignées comme la nôtre se seraient attendues à voir disparaître la taxe la plus odieuse que les Québécois ont eu à supporter depuis les anciens gouverneurs et depuis Bigot, je pense la taxe sur l'essence.

Les gens de la Côte-Nord ont été particulièrement touchés au cours de la dernière année, depuis que cette taxe a été instaurée. Pourquoi? Parce qu'à cause du manque de services adéquats chez nous au niveau de la santé, du travail, de

l'approvisionnement des denrées alimentaires, ces gens-là ont subi des hausses continues des coûts de la matière première des biens alimentaires dont personne ne peut se passer.

Les petites et moyennes entreprises ont subi des hausses de transport très fortes, ont perdu beaucoup de contrats à cause de la compétition et finalement les petites entreprises de chez nous ont failli malheureusement au détriment des grosses. Ce sont les grosses qui ont empoché. Quand une taxe devient aussi inique, c'est toujours le petit qui en paie la facture. Et la plus belle preuve c'est qu'il n'y a même pas un an le même ministre des Finances allait fouiller dans les poches des fonctionnaires pour leur prendre 500 000 000 \$. Il leur avait dit: Ecoutez! ce n'est pas facile, ça fait mal, mais on va aller chercher ça pour ajuster notre budget et on va faire une relance avec ça. Les fonctionnaires, qui sont de bons Québécois, les gens du parapublic ont avalé la pilule, de travers s'il vous plaît, mais ils l'ont avalée; ils n'avaient pas le choix. Ces gens-là étaient très à l'écoute lorsque le ministre des Finances a lu son mini-budget. Ils se demandaient: Qu'est-ce qu'il va faire avec nos 500 000 000 \$? C'était parfaitement légitime pour ces gens-là de savoir ce que le ministre des Finances ferait avec l'argent qu'il était allé chercher dans leurs poches.

Or, donc, le soir du budget additionnel de M. le ministre des Finances, ils n'ont retrouvé que 30 000 000 \$, alors qu'on était allé en chercher 500 000 000 \$. Donc, 500 000 000 \$ moins 30 000 000 \$, il en reste 470 000 000 \$. Qu'est-ce que le ministre des Finances a fait avec ces 470 000 000 \$? C'est une question qu'on lui pose à l'Assemblée nationale et à laquelle il devra répondre devant l'Assemblée nationale. Si le ministre a payé son épicerie, ce n'est pas dans la relance qu'il a mis l'argent qu'il était allé piquer dans les poches des fonctionnaires. Et si piquer c'est voler, c'est là de toute façon qu'il était allé le chercher.

Au cours de ce débat on a entendu des choses tout à fait extraordinaires. J'écoutais le député de Bourassa, au tout début de son intervention. Il est allé nous chercher dans l'histoire du Québec, depuis 1976, tous les bienfaits que le ministre des Finances aurait apportés, tous les milliards qu'il aurait investis. Je l'ai écouté attentivement et je lui ai posé seulement une petite question lorsqu'il est sorti: Comment pouvez-vous m'expliquer qu'il y a entre 700 000 et 800 000 - et peut-être 1 000 000 - personnes qui ne travaillent pas au Québec? Je lui ai dit: Comment peux-tu m'expliquer cela après nous avoir vanté les investissements? Il était rendu peut-être aussi loin que M. Léger, l'ex-ministre de l'Environnement, à une quinzaine de milliards. Le dernier gars qui a parlé de

15 000 000 000 \$ dans ce gouvernement, il a perdu son siège de ministre. À ce moment-là, comment se fait-il qu'il y a près de 1 000 000 de personnes qui ne travaillent pas, alors que, semble-t-il, on aurait investi 15 000 000 000 \$? M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, si vous ne me croyez pas, on va aller compter pendant les fêtes ceux qui ne travaillent pas. On va en trouver pendant longtemps. Faites-lui donc le message.

M. le Président, tout cela démontre que ce mini-budget tant attendu - le premier ministre avait fait son cheval de bataille de son plan de supposée relance - ... Finalement, on s'aperçoit que c'était un "stunt" publicitaire seulement. La seule chose positive que j'ai vue et qu'on voit le plus souvent dans le plan de relance, ce sont les annonces à la télévision, mais qu'est-ce que cela veut dire? Y a-t-il quelqu'un qui a pris la peine d'écouter cela et de nous dire ce que cela veut dire? M. le Président, je ne crois pas que ce soit la meilleure façon de relancer l'économie du Québec, en présentant des commerciaux à la télévision. Je comprends que celui qui a un emploi, qui veut le garder, est content, mais je comprends très bien que les 700 000 ou 800 000 qui n'en ont pas, qui voudraient en avoir un, ce n'est pas cela qui va leur en donner un.

Je conclurai là-dessus, M. le Président, en disant que ce mini-budget, qui faisait partie d'un scénario, d'une pièce théâtrale, n'a servi que des petits intérêts partisans et que, finalement, il ne servira jamais l'ensemble de la population du Québec. Merci.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Gérald Godin

M. Godin: M. le Président, ce soir, on a assisté à une soirée plutôt agitée. Entre autres, pendant le discours de mon collègue de Bourassa, on a vu les libéraux littéralement se livrer à des bouffonneries dont j'avais vu peu d'exemples à cette Chambre. Je me disais: Comment se fait-il qu'ils sont...

M. French: M. le Président, question de règlement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement, M. le député de Westmount.

M. French: Je vous demandais d'appliquer le règlement en ce qui a trait au

quorum.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Effectivement, nous n'avons pas le nombre requis de députés. Que l'on appelle les députés. Un instant! Je crois que nous... Y en a-t-il d'autres? Il nous en manque deux actuellement. Nous avons maintenant quorum. M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Godin: Je ferai remarquer à cette Chambre que c'est l'Opposition qui demande le quorum, mais elle ne compte présentement que 2 membres sur 42, alors que nous en avons 20 sur environ 70. Donc, nous aurions pu nous attendre que l'Opposition soit flegmatique, soit pleine de sang-froid à la suite des excellentes nouvelles qu'elle a reçues depuis quelques semaines, les deux victoires de plus aux élections partielles, les sondages délirants qui démontrent que, paraît-il, 67% des Québécois sont pour eux. (6 h 20)

On pourrait donc présumer qu'ainsi rassurés, ainsi sûrs de prendre le pouvoir, ils seraient calmes, détendus, sereins, au-dessus de leurs affaires. Surtout qu'ils se conduiraient avec une certaine gentillesse, c'est le mot que je cherchais. Au lieu de quoi, on a vu les discours de ce soir tomber dans les pires travers libéraux habituels. Entre autres, déterrer les malheurs de quelques-uns de nos collègues. Le député de Saint-Jacques a été cité. Le député de Frontenac a été cité. Je ferai remarquer à mes collègues qu'à ma connaissance jamais dans cette Chambre un membre de notre parti n'a évoqué les malheurs vécus par des chefs de cabinet de Robert Bourassa. On n'a jamais osé toucher à ces questions. On n'a jamais évoqué non plus les malheurs d'un collègue du comté de Dorion qui a roulé un de ses électeurs dans son bureau de comté. On n'a jamais évoqué cela ici.

Nous savons vivre. J'entends le député de Gatineau, tout à l'heure, dire: Je suis beaucoup plus fier de mon premier ministre du Canada que de celui du Québec. Voilà donc nos amis d'en face devenus des arbitres du bon usage, les rois du baisemain et des ronds de jambes. Je vais vous dire quelques mots et je vais mettre ces mots sur quelques-uns de mes collègues d'en face. Distinction: Député de Maskinongé, très certainement. Urbanité: Député de Gatineau. Décorum: Député de Hull. Tact - dans son cas c'est vrai - le député de Westmount. L'étiquette, le baisemain, les bonnes manières, la déférence, l'urbanité, la politesse, le savoir-vivre, les voilà tous défenseurs de ces principes ou de ces modes de fonctionnement, de ces attitudes, mais ce que je trouve le plus drôle, c'est que le député de Gatineau dit: Moi, je suis

beaucoup plus fier de mon premier ministre canadien que de mon premier ministre québécois. N'est-ce pas ce premier ministre canadien, qui est cité en exemple, qui a envoyé manger de la "chnoutte", pour parler un langage un peu plus poli, peut-être parlementaire, aux gars de Lapalme, aux travailleurs du Québec. Il leur a dit publiquement au parlement: Mangez-en de ce qu'on appelle en grec scato, d'où le mot scatologie. Mangez de la scato. Lui, est bien élevé, M. le Président. Tact, courtoisie, politesse, distinction. Le député de Gatineau dit: Je suis fier de lui.

C'est lui qui est venu traiter ici un premier ministre du Québec à l'époque de Ti-Pit mangeur de hot-dog. A l'époque j'étais un simple citoyen, lecteur de journaux. Quand j'ai lu dans les journaux que le premier ministre bien élevé du Canada, parangon de distinction, de tact, d'urbanité, de décorum, venir traiter le premier ministre du Québec de mangeur de hot dog, de Ti-Pit mangeur de hot-dog, j'ai été humilié en tant que Québécois, vraiment. Je me suis demandé: qu'est-ce qu'il va faire le député de Mercier? Est-ce qu'il va relever le gant? Est-ce qu'il va relever le défi? Est-ce qu'il va se défendre? Non, il a laissé passer cela comme si de rien n'était. Il a dit: Écoutez, que voulez-vous qu'on fasse? En Chambre, le même premier ministre Trudeau qui fait l'admiration des foules libérales, quand on lui a demandé ce que cela voulait dire, il a dit: "Guddle duddle". Il n'a même pas osé le répéter, tellement c'était antiparlementaire et tellement c'était conforme aux règles de la politesse, du savoir-vivre, de la distinction, du tact, de l'urbanité, du décorum, de la courtoisie, des bonnes manières et de l'étiquette.

Les gestes grossiers, le membre de l'armée canadienne le plus utilisé par le PM du Canada depuis cinq ans, c'est "the Canadian Major", c'est le majeur canadien, c'est le seul officier de l'armée canadienne qui a travaillé autant que cela. On le présente comme étant un parangon de la délicatesse, de la courtoisie. Je répète mes mots: savoir-vivre, tact, urbanité. Le député de Gatineau dit: C'est mon modèle. Peut-être que cela explique mieux certaines choses.

Ce qui m'étonne aussi, c'est de voir toute la presse française, anglaise du Québec tout à coup se faire elle aussi l'arbitre des élégances, le défenseur, et de dire, au sujet de M. René Lévesque: Il n'aurait pas dû répéter ce qui s'est dit à Ottawa et à Rome. Il aurait dû rester coi.

Moi, je dis: Si les journalistes n'exigeaient pas eux-mêmes que tous les députés, que tous les joueurs de hockey, que tous les artistes dont ils se nourrissent jour après jour, s'ils n'exigeaient pas d'eux de leur sortir des choses nouvelles qui brisent

les conventions, qui sont originales, les journaux seraient vides. Les journaux seraient pleins de platitudes diplomatiques. Or, voici un homme original, M. Sandro Pertini, qui ne respecte pas les conventions et qui confie à un de ses invités... Et certains disent: Il a fait cela par politesse. Il a dit par politesse qu'il aime mieux le Québec qu'Ottawa; il ne le pense pas vraiment. J'ai fréquenté à quelques reprises les Italiens de ce niveau à Rome et ailleurs, et je pense que c'est leur faire injure. Mes deux collègues d'origine italienne, ici, peuvent en témoigner. C'est faire injure aux Italiens que de croire qu'ils ne nous disent pas la vérité quand ils nous rencontrent. C'est faire injure aux Italiens que de croire que M. Sandro Pertini a pas tenu, à l'égard du gouvernement canadien, des propos peu recommandables. Si le premier ministre du Québec évoque 2% de ce qui s'est dit, on entend tous les libéraux, ces parangons du tact, de la politesse, dire: Il aurait dû répéter les platitudes diplomatiques habituelles. Il aurait dû dire, comme tout le monde: La rencontre s'est très bien passée. Merci beaucoup, bonjour. Cela n'aurait été ni dans le style de M. Pertini, ni dans celui de M. le premier ministre du Québec. Je pense que la vérité a ses droits. Si quelqu'un en Italie dit que le Québec lui tient à coeur, il est du devoir du premier ministre d'ici de le répéter et de ne pas se contenter de dire: La rencontre a été fort cordiale et nous nous sommes fort bien entendus. Les journalistes auraient été les premiers à dire: Mais, il ne s'est rien passé...

Une voix: Quel ennui.

M. Godin: ...quel ennui! alors que les journalistes soulignent le franc-parler de tous les citoyens, de toutes les citoyennes à chaque fois que cela arrive. Quand Guy Lafleur, par exemple, raconte ce qui se passe dans la chambre des joueurs, les journalistes sont autour de lui et disent: Voilà un homme qui a son franc-parler, qui ne se cache pas derrière des coutumes, des traditions étiquées, anciennes, qui ne tiennent pas debout, des traditions qu'on devrait abolir. Voilà un homme qui dit ce qu'il pense et on le respecte pour cela. C'est ce que nous avons comme premier ministre du Québec et je ne comprends pas pourquoi, tout d'un coup, toute la presse québécoise - anglaise et française - est devenue, mon Dieu...

Une voix: Déchaînée.

M. Godin: ...pas déchaînée, mais défenseur acharné des traditions de la fine broderie dont on n'a que faire. Au XXe siècle et à la veille du XXIe siècle, je pense qu'il serait temps que les hommes publics disent la vérité tout simplement. Et c'est ce

que le premier ministre a fait, M. le Président, et je lui en saurai gré pendant de nombreuses années. Ce ne sont pas des impolitesses. Ce qui est impoli, c'est de dire de manger de la "scato" aux travailleurs, aux gars de Lapalme. Cela, c'est impoli. Ce qui est impoli, c'est de montrer son doigt à des électeurs à bord d'un train de l'Ouest. Cela, c'est impoli. Ce qui est impoli, c'est de faire des hold-up des droits du Québec. Cela, c'est impoli. Comme il s'en est fait il n'y a pas longtemps. J'ai entendu le député de Gatineau dire: C'est la faute du Québec. C'est comme si on disait à la pauvre victime du hold-up, comme il y en a dans les dépanneurs de mon comté: C'est votre faute, les dépanneurs, si vous avez des hold-up...

Une voix: Vous ouvrez trop tard.

M. Godin: ...c'est votre faute. Ce n'est pas la faute des bandits, c'est la faute des dépanneurs s'ils se font voler. Cela voudrait dire cela. Il n'y a personne qui va prendre au sérieux de tels propos. Et pourtant, c'est ce que nos rois des bonnes manières, du baisemain et des ronds de jambes nous ont dit ce soir. Où est la logique? Je la cherche. Alors, pour quelle raison sont-ils aussi nerveux? Ils me font penser un peu à la fable de Perrette et le pot au lait. Vous la connaissez sûrement, M. le Président, vous venez de la campagne comme moi. C'est la jeune fille qui va porter la pinte de lait qu'elle porte sur sa tête. Elle se rend au marché... Les libéraux avec leurs deux partielles et leur sondage à 67% s'en vont au marché avec leur petit pot de lait et disent: Écoute, je vais vendre mon pot de lait, je vais faire un peu de profit, je vais en acheter une pinte; je vais vendre ma pinte, je vais en acheter quatre pintes. Je vais acheter ensuite une ferme au complet, un troupeau laitier. Je me voyais déjà en haut de l'affiche. Je vais peut-être remplacer la Crino, je vais peut-être remplacer Agropur, mais dans leur cas je vais peut-être prendre le pouvoir pour d'autres scandales olympiques, pour d'autres 700 000 \$ dans les caisses.
(6 h 30)

C'est cela qu'ils veulent, ils veulent revenir les deux mains jusqu'ici dans les coffres publics, M. le Président, pour se graisser comme ils l'ont fait dans le temps du stade olympique. Quand le député de Marguerite-Bourgeoys était le chien de garde des fonds publics, il avait oublié ses dentiers à la maison. J'ai lu le rapport Malouf, ouf! ouf! et ce rapport dit une chose. Dans ce rapport on dit que le comité "ouf! ouf!" mis sur pied...

Le Vice-Président (Jolivet): M. le député.

M. Godin: ... n'avait pas de dentier pour mordre le maire de Montréal. C'est ce que dit le rapport "Ouf Ouf." Ce rapport dit que le comité n'avait aucun pouvoir et M. Bourassa dit: Pas de pouvoir, parce que le maire de Montréal est trop fort. M. le premier ministre Bourassa a eu peur du maire de Montréal, il a mis un comité bidon qui a fait un travail bidon et les millions sortaient par les fenêtres. C'est ce qui s'est passé. Les Québécois se souviennent de cela. C'est pour cela que je vous dis, que le sondage qui vous donne une cote de popularité de 67%, encadrez-le! Faites-le graver en lettres d'or, vous ne monterez jamais aussi haut dans les sondages. La série noire des défaites aux élections générales n'est pas terminée pour vous. Est-ce clair? C'est cela qui vous inquiète et qui vous rend nerveux. Pourquoi êtes-vous nerveux? Parce qu'il y a Pechiney qui s'en vient et autour de Pechiney, un chapelet d'entreprises satellites avec des emplois, des investissements, une région complète par exemple qui va bénéficier des politiques de ce gouvernement.

Comme en 1981, les gens vont dire: Ce que je vois ici aujourd'hui me rappelle six mois avant 1981. Votre chef de l'époque, Claude Ryan, poignardé dans le dos le lendemain de l'élection, battu. Je vous voyais déjà comme aujourd'hui, arrogants, méprisants, et n'ayant aucune sensibilité. Un beau manque de sensibilité, le cas du député de Saguenay qui a ridiculisé ici une entreprise de son comté sans parler un mot, sans dire un mot des bénéficiaires de l'aide sociale, sortis de leurs misères et à qui des emplois ont été donnés. C'est ce qui s'est passé dans le Saguenay. Il n'y a pas eu un mot dit ici par aucun libéral sur la misère des gens sortis, de ce que j'appellerais une ronde infernale, du BS, ce qu'on appelle par chez nous et qui s'appelle aussi BS chez vous, M. le député de Maskinongé. On les a sortis du BS et eux ne regrettent pas d'avoir travaillé pour l'Oasis. Ils ont eu des emplois à l'Oasis, à la comptabilité. Ce sont les BS qui nous intéressent, ce ne sont pas les petits scandales stupides que vous apportez ici.

Vous n'avez aucune sensibilité. Vous n'avez aucune notion de ce qu'est quelqu'un qui est dans la misère et quand un projet quel qu'il soit, même un "sex bar" comme vous dites, peut servir à sortir quelqu'un de la misère, on va l'appuyer. Je ne dirai pas dans tout le Québec, mais je dis que s'il y en a qui arrive dans une région où c'était cela l'activité économique, nous ne le sacrerons pas dans l'eau, dans le lac ou dans la rivière. On va l'aider pour qu'il crée des emplois même pour les gens les plus mal pris du Saguenay.

Je m'étonne que le député Maltais, qui a fait un discours raisonnable et qui me

semble un homme près de sa population et de son monde, n'ait pas souligné cet aspect de ce soi-disant scandale et que dans cette entreprise, des emplois ont permis à trois assistés sociaux de gagner leur vie honnêtement pendant 20 semaines. Je ne comprends pas qu'il n'ait pas mentionné cet aspect de la question.

Pour quelles raisons les libéraux sont-ils nerveux? C'est parce que Bombardier fabrique à La Pocatière des wagons pour le métro de New York et que grâce à ce projet stimulé par les deux niveaux de gouvernement qui ont travaillé la main dans la main, cela veut dire des emplois à La Pocatière. C'est parce qu'il y a Bell Helicopter qui va bientôt voir le jour, un projet qui a vu le jour grâce au travail conjoint des deux paliers de gouvernement. Pourquoi les libéraux sont-ils inquiets? Pourquoi craignent-ils que leur traumatisme de 1981 se répète en 1985? Parce qu'il y a Reynolds, sur la Côte-Nord, qui a investi 500 000 000 \$, ce qui signifie des emplois; parce qu'il y a l'Alcan à Laterrière, dans Chicoutimi, qui a investi; parce que la Domtar a investi 700 000 000 \$ à Windsor, etc. C'est pour cela qu'ils sont inquiets et nerveux.

Tout le monde sait qu'il y a une crise au Québec, tout le monde sait qu'il y a une crise dans le monde occidental, dans le monde industriel. Les libéraux nous ont mis la crise sur le dos. Le président Reagan, aux États-Unis, a des déficits sans précédent dans l'histoire américaine; est-ce que c'est la faute du PQ? Cela illustre une chose très simple, c'est que la crise a frappé tout le monde. Ce qui va s'illustrer dans quelques mois, c'est que, comme ce monde industriel va se sortir de la crise, les Québécois vont en bénéficier aussi et vont sortir de leur morosité à l'égard du Parti québécois, à l'égard du gouvernement. C'est ce qui inquiète les libéraux et c'est ce qui les traumatise. C'est ce qui les rend si nerveux. C'est ce qui fait qu'ils font des "filibusters" interminables sur des principes, des projets de loi qu'ils ont eux-mêmes adoptés ici, en 1974.

Tout à l'heure, le député de Saguenay a dit: L'affreuse taxe sur l'essence du gouvernement du Québec... Ce qu'il n'a pas dit, en toute honnêteté, c'est que la part du Québec sur cette taxe est inférieure à la part du gouvernement fédéral. Il faut être honnête dans ses discours. Si on dit que le Québec taxe 23,65% sur chaque litre d'essence vendu, en toute honnêteté - ce que le député du Saguenay n'a pas fait - il faut dire que 24,75%, 1,10% de plus, sont perçus par le gouvernement fédéral. Donc, le gouvernement fédéral vient faire une ponction dans tout le Québec sur l'essence qui est vendue dans cette province.

Cela me surprend de voir des libéraux

que j'estime honnêtes parler uniquement de la partie provinciale de la taxe et jamais de la partie fédérale sans laquelle... Cela illustre - c'est peut-être le défaut fondamental du Parti libéral - qu'ils méprisent les citoyens, qu'ils colportent des demi-vérités tant et aussi longtemps que la vérité complète n'apparaît pas. Les citoyens du Québec sont assez intelligents pour se rendre compte qu'il y a des gens ici devant nous qui tentent de les empiir, qui tentent de leur faire croire des choses qui ne sont pas vraies, des choses qui sont à moitié vraies.

Je reviens à la fable Perrette et le pot au lait. Ils se voyaient déjà avec une seule élection partielle sur la tête et un sondage - on leur donne les élections partielles; on se bat pour les gagner, mais quand on les perd, on les perd - mais, avec leur élection partielle sur la tête, ils s'en vont vers le marché et ils s'imaginent que, bientôt, ils n'auront pas 40 députés, mais 80 députés, qu'ils ne seront pas dans l'Opposition, mais de ce côté-ci de la Chambre, pour tenter de refaire de belles passes comme ils en ont fait au stade olympique. Des passes tellement importantes qu'en l'an 2000, mes enfants vont encore payer des taxes sur les emprunts faits par le gouvernement et la ville de Montréal pour bâtir un stade olympique qui ne sera jamais payé. C'est cela l'héritage du Parti libéral. Par conséquent, je préviens les Québécois: Faites attention à vos portefeuilles, mesdames et messieurs, car, si les rouges sont élus, ils vont rengager 100 000 fonctionnaires et ils vont faire d'autres stades olympiques, on ne sait pas où. Donc, Perrette s'en allait au marché; M. Bourassa et M. Gérard D. Levesque s'en vont au marché avec leur élection partielle sur la tête et ils se voient déjà... Perrette, à quelques pas du marché, a buté sur une roche, elle a renversé son lait par terre, le lait s'est répandu dans le sable et il a disparu.
(6 h 40)

Le député de Mont-Royal, qui est ici depuis plus longtemps que moi, sait très bien, avec l'expérience qu'il a de la politique, que les sondages en politique, cela ne veut rien dire, que les partielles en politique, cela ne veut rien dire. Tous ceux qui étaient ici en 1976 et avant 1976 se souviennent très bien que les onze élections partielles perdues de suite, c'était sans précédent. Dans le Devoir, Pierre O'Neil disait: "Le PQ, c'est foutu, c'est mort et enterré. Creusons la tombe tout de suite. Cela ne s'est jamais vu. Achetons le cerceuil dès maintenant." M. Gérard-D. Godin à Trois-Rivières - aucun lien de parenté, M. le Président - disait: "Préparons-nous à acheter les fleurs et les couronnes. Ils sont morts, foutus et cuits." Les libéraux l'ont cru et il s'agissait de voir ici l'arrogance et la

suffisance. C'était du délire.

Je me souviens encore du doigt crochu du député d'Argenteuil, faisant des leçons de ce côté-ci de la Chambre: il était au pouvoir. Il ne portait plus à terre. Résultat: avril 1981, patatras. J'avertis les rouges. Si jamais ils gagnent, tant mieux! La démocratie, c'est cela, c'est que l'autre gagne de temps en temps. Mais pour gagner, il faut continuer à respecter les gens. Non pas leur donner des demi-vérités ou des fausses rumeurs sur la vérité telle qu'elle se présente. Les gens vous surveillent beaucoup parce que les Québécois sont très exigeants pour leurs partis et pour leur gouvernement. Ils vont surveiller le Parti libéral de très près. D'ailleurs, il y a une chose qu'il semble que le nouveau chef du parti a compris, après avoir observé son prédécesseur, le député d'Argenteuil, c'est que moins on parle, mieux c'est quand on est chef de l'Opposition. Depuis qu'il a été élu, on ne l'entend plus. De temps en temps, il va parler des soi-disant scandales, plus précisément des malheurs - ce que j'appelle des malheurs - de quelques-uns de nos collègues. De temps en temps, il va parler de cela. C'est un sujet d'une très haute portée philosophique qui fait rire les rouges peut-être, ceux qu'on appelle les rouges, c'est-à-dire les vrais mordus libéraux, comme le député de Charlesbourg. M. Côté, cela le fait rire quand il voit quelqu'un qui injurie un péquiste qui est mal pris, qui a eu un malheur, il rit aux éclats. Mais où est sa sensibilité? Où est sa connaissance de la nature humaine? Je me le demande. Où est sa sympathie, je dirais, pour ses frères et soeurs, l'humain? On la cherche des fois. On ne la trouve pas. C'est ce qu'on appelle l'arrogance. Mais je dis que l'arrogance, c'est mortel pour un parti.

Si les libéraux veulent être élus en 1985 ou en 1986, je leur donne un conseil d'ami: ils devraient apprendre à respecter davantage l'intelligence des Québécois, à ne pas tenter de les bourrer avec des demi-vérités, à tenter au contraire de leur faire un portrait de la réalité qui est conforme aux faits, parce que la nouvelle génération d'électeurs qui pousse veut avoir des faits. Elle ne veut pas avoir des discours à l'ancienne mode où on ose espérer. On méprise assez les gens pour croire qu'ils vont croire n'importe quoi, qu'ils vont acheter n'importe quelle marchandise, même la plus polluée et la plus avariée, M. le Président.

Alors, je terminerai là-dessus. Le budget sur lequel nous nous penchons aujourd'hui ramène la taxe sur l'essence au Québec à 1.10% en dessous de la taxe fédérale. Alors, si on trouve que cette taxe est un fardeau énorme, on devrait peut-être aller le dire d'abord aux collègues du gouvernement fédéral: Jean Chrétien, Marc Lalonde et d'autres, et rapidement, parce

qu'il ne leur reste que huit mois à vivre eux aussi. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Papineau.

M. Mark Assad

M. Assad: M. le Président, c'est évident que ce n'est pas le "prime time" si je regarde les figures en face de moi ici. Mais, avant de commencer sur cette question de budget, le ministre des Communautés culturelles et de l'immigration m'a déçu, non pas ce soir, mais ce matin. La marchandise qu'il a essayé de livrer ce soir, je ne l'ai pas achetée. Il a parlé du respect de la population. Le projet de loi 38 est-il votre exemple du respect des gens? On appelle cela un demi quoi, ce que vous avez? De toute façon, votre marchandise n'était pas vendable ce matin.

M. le Président, quand on discute du budget, évidemment, on tient pour acquis que c'est le métier des économistes. Quand je vois la façon dont les budgets sont préparés, je me demande quel genre d'économistes. Cela me fait penser à un écrivain, un humaniste, un homme qui était célèbre dans plusieurs domaines, un nommé Russell d'Angleterre - il est décédé maintenant. Bertrand Russell justement. Je vois que le ministre en face de moi est un homme cultivé.

M. Ciaccia: M. le Président, je prierais mon collègue de m'excuser. Est-ce que vous pourriez nous dire si nous avons quorum?

Le Vice-Président (M. Jolivet): Je vais vérifier. Je m'attendais à votre question. On n'a pas quorum. Je vous invite donc à entrer.

Vous pouvez commencer.

M. Assad: Merci, M. le Président. Pour revenir à mon sujet, Bertrand Russell avait dit qu'il avait connu seulement deux économistes dans le monde qui comprenaient le système monétaire. Malheureusement, les deux n'étaient pas d'accord sur les solutions. Donc, cela vous montre que le métier d'économiste est très partagé. Pourtant, la situation est très simple. Nous, au Québec, comme la plupart des sociétés industrialisées et organisées, voulons encourager l'"entrepreneurship". Pour créer l'"entrepreneurship", il est absolument nécessaire de créer une atmosphère de confiance et la possibilité de faire un profit raisonnable. Mais si les coûts fixes sont trop élevés, à cause des mesures gouvernementales, on sème plutôt l'inquiétude, l'indécision et le résultat est faible, trop faible pour réduire le chômage d'une façon significative.

M. le Président, nous avons vu dans cette Chambre, depuis quelques années, des budgets, des budgets complémentaires qu'on appelait des mini-budgets et on y constate le manque de clarté; ce sont des budgets où les estimations sont erronées. Donc, essentiellement, avec tout l'entourage que le ministre des Finances a à sa disposition, tous les experts dans le domaine, il est assez difficile de comprendre comment on peut arriver avec un budget et, à peine cinq ou six mois plus tard, songer à présenter un autre budget, un budget complémentaire, pour corriger les lacunes ou les erreurs du premier budget.

(6 h 50)

D'ici à quelques mois, nous allons avoir le budget pour l'année 1984-1985 et on est déjà en train de corriger le budget de 1983-1984. Je prétends qu'il faudrait peut-être que le ministre des Finances change son entourage ou sa philosophie de base quand il prépare le budget. De toute façon, si on regarde un endroit comme l'Outaouais, comme le comté que j'ai le privilège de représenter, nos attentes sont beaucoup plus modestes dans ce sens. Dans notre région, nous sommes très préoccupés par l'industrie touristique pour la simple raison que la nature a complètement choyé notre région. Car nous avons quantité de lacs, de montagnes et d'endroits très pittoresques. Nous avons un endroit naturel pour développer le domaine touristique.

Mais, on a un problème majeur. Les crédits disponibles pour le développement de notre région sont très restreints. Quand on regarde le territoire, les chemins, les chemins d'accès à construire, l'aménagement autour des lacs qui sont les terrains de la couronne, on a besoin de budgets de grande importance. Vu les contraintes, et même il faudrait dire: vu la façon excessive dont on impose des contraintes, c'est très difficile pour nous d'espérer que, dans quelques années, nous connaîtrons un essor extraordinaire. Pourtant, ce n'est pas de la grosse industrie lourde qu'on recherche; ce n'est pas notre domaine. Ce n'est pas de la haute technologie. C'est le développement touristique, c'est-à-dire le développement de nos lacs. Nous avons littéralement des milliers de lacs et, pour les exploiter, nous avons besoin de ressources financières.

À plusieurs reprises dans le passé, j'ai demandé aux différents ministères de venir à notre aide. Évidemment, ce sont les contraintes budgétaires qui sont soulevées à chaque fois. Je suis conscient qu'il y a des limites à l'argent à dépenser. Cela n'empêche pas que, dans les régions de chez nous, nous avons une grande richesse non seulement pour les Québécois et les Québécoises qui y demeurent, mais aussi pour les gens qui sont intéressés, des États-Unis et des provinces voisines, à venir se loger et à avoir un chalet d'été ou, si vous voulez,

une deuxième résidence. C'est pour cela que nous avons besoin de finances pour effectuer ce développement.

Il y a quelques semaines, j'ai eu une rencontre avec quelques maires de la campagne et des hommes d'affaires. J'avais convoqué ces gens il y a un mois. On s'est rencontrés. On a fait un bilan, un inventaire de notre territoire. Nous étions tous enthousiasmés et convaincus qu'avec des ressources - pas des ressources extraordinaires - raisonnables à notre disposition, on serait en mesure de faire de notre région quasiment un modèle pour les autres régions qui ont des ressources comme les nôtres, c'est-à-dire des lacs et une quantité d'endroits excellents pour des gens qui cherchent une résidence secondaire ou plutôt la qualité de la vie. Évidemment, les municipalités de ma région, à quelques reprises, ont fait des demandes de subventions et les sommes disponibles étaient trop minimes pour qu'on tente même de commencer un de nos projets.

Donc, on cherche à avoir du développement du ministre des Finances, des crédits un peu plus raisonnables pour notre avancement. Ce sont des attentes très modestes de notre part, mais, de toute façon, c'est tout ce qu'on demande.

Aussi, dans notre région, l'aide à l'industrie forestière est d'une grande importance. L'Outaouais est peut-être l'endroit où l'industrie forestière est la plus importante non seulement au Québec, mais même au Canada. Avec les nombreuses usines de pâtes et papiers que nous avons dans notre région depuis nombre d'années, évidemment, il y a eu une lacune très sérieuse dans le domaine du reboisement.

Dans le mini-budget, on a annoncé qu'il y aurait des sommes disponibles pour le reboisement. Pour nous, c'est extrêmement important et ça fait au-delà de 20 ans que nous attendons une volonté politique de mettre en vigueur une véritable politique de reboisement qui va être extrêmement importante non seulement pour l'avenir de nos gens, mais pour la survivance même de l'industrie des pâtes et papiers. Sur ce chapitre, dans le budget, nous espérons que cette volonté politique va se manifester parce que nous, dans notre région, c'est notre gagne-pain. Si nous n'avons pas ce développement, c'est une question de temps pour que nous disparaissions de la carte. Économiquement, nous allons être affaiblis à un point où les gens vont être littéralement obligés de déménager.

Mais, M. le Président, vu la quantité de nos rivières et de nos cours d'eau et le danger toujours présent de la pollution, nous avons très hâte que le gouvernement mette sur pied son plan d'aide financière pour l'assainissement des eaux dans toutes les régions du Québec, mais surtout dans notre

région. On avait commencé, chez nous, avec la rivière des Outaouais, c'est-à-dire la région incluant Hull, Gatineau et d'autres localités et nous avons une usine d'épuration. Évidemment, dans le secteur est de la région, nous sommes intéressés à ce que les mêmes sommes soient mises à notre disposition, afin que nous aussi nous puissions en bénéficier et faire l'épuration des eaux.

Peut-être qu'un des facteurs qui n'a pas aidé notre cause dans le budget, c'est que, lors de la réduction de la taxe sur l'essence, par une curieuse situation, au lieu que le litre d'essence soit réduit de 0,04 \$, il a augmenté de 0,02 \$. De toute façon, dans notre région, cette taxe sur l'essence a eu un effet très néfaste et nous déplorons que, dans les régions éloignées comme la nôtre, où les gens doivent se déplacer de 25, 30 ou 40 kilomètres pour aller au travail, il n'y ait pas de possibilité de transport en commun comme dans les grands centres tels Québec, Montréal ou ailleurs.

Pour nous, cette hausse de taxe de l'essence a eu un effet néfaste et nous prétendons que la solution que j'avais apportée il y a deux ans, c'est-à-dire la solution des zones de rabais unique répondait à toutes nos attentes.

Dans notre territoire, il y a la région à l'ouest, c'est-à-dire la capitale, la ville d'Ottawa, où les gens sont portés à aller s'approvisionner. À l'est, parce que c'est près de la frontière de l'Ontario, encore là, les gens peuvent s'approvisionner. Nous sommes pris dans le milieu et graduellement le chiffre d'affaires des garagistes a baissé de 10% à 20% et finalement la réduction de leurs ventes a atteint 50%. Cela n'a pas aidé l'économie de la région, surtout que des gens qui venaient de la province de l'Ontario faisaient le plein de leur côté et les garagistes de notre côté en souffraient beaucoup.

(7 heures)

M. le Président, parlons de la question de l'"entrepreneurship" au Québec. Je suis convaincu que, si on pouvait réduire les coûts fixes, la quantité de coûts fixes que nous avons pour différentes entreprises, que ce soit la CSST, l'assurance-maladie, le salaire minimum, le comité paritaire et le reste, on pourrait encourager davantage l'"entrepreneurship", parce que la petite et moyenne entreprise est le plus grand créateur d'emplois. Ce ne sont pas les multinationales. C'est la petite et moyenne entreprise. Des études ont démontré que, tant et aussi longtemps que la possibilité de faire un profit raisonnable n'est pas présente, il ne faut pas s'attendre à des investissements. Si on s'attend à de l'"entrepreneurship" ici au Québec, il faut absolument démontrer que nous allons avoir non seulement une volonté politique, mais une volonté de créer une atmosphère qui va

aider notre petite et moyenne entreprise. Avec les efforts que nous allons faire, nous allons mettre à la disposition de nos jeunes entrepreneurs, avec l'aide de différents programmes - il existe environ 350 programmes de tout genre au Québec, c'est assez complexe, mais il est essentiel qu'on ressorte cela... Il y a beaucoup de nouvelles entreprises qui pourraient trouver naissance au Québec.

Donc, en conclusion, voici les quatre rubriques que j'ai mentionnées, surtout pour notre région: le développement touristique, la petite et moyenne entreprise, l'amélioration de nos chemins secondaires qui sont l'accès aux richesses et aux ressources que nous avons, et l'aide à notre industrie forestière. On voudrait être toujours assurés de celle-ci et on voudrait absolument qu'elle ne soit pas négligée comme dans le passé. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Chauveau.

M. Raymond Brouillet

M. Brouillet: M. le Président, intervenir après une longue nuit de palabres et de discussions de tout genre sur le discours sur le budget demande de la détermination et de l'énergie. J'essaierai, dans les quelques minutes qui me sont imparties, d'exposer assez brièvement à la population les efforts considérables que le gouvernement du Québec a fournis depuis quelques années pour tâcher de maintenir le Québec, malgré la crise considérable que nous avons eu à traverser, dans une position qui va lui permettre de repartir sur les véritables sentiers du développement économique et de la prospérité sociale.

C'est bien évident que, lorsque nous entendons les adversaires politiques du gouvernement actuel, lorsque nous entendons les députés libéraux déblatérer constamment contre les efforts du gouvernement pour tâcher de contrer les effets néfastes de la crise et pour tâcher de relancer le Québec sur la voie de la prospérité économique, c'est bien entendu que, lorsque nous les entendons, nous serions portés à croire que la situation économique du Québec est le fait du seul gouvernement du Québec, de ses seules décisions. Je puis dire qu'à force de répéter ces choses, que si cela va mal c'est à cause du gouvernement, pour les gens qui sont pris dans de réelles difficultés économiques, qui ont perdu leur emploi et pour d'autres groupes de la société qui ont plus ou moins directement subi les contrecoups de la crise actuelle, il est tentant de croire ce chant des sirènes et se laisser emporter par ces discours de l'Opposition. C'est évident que les quelques sondages SORECOM qui donnent une avance

assez marquée au Parti libéral manifestent comment ce chant a réussi, momentanément, à faire hésiter certaines populations du Québec et à les amener à penser que peut-être le gouvernement du Québec est responsable de la situation.

Regardons, cependant, la façon dont le gouvernement du Québec s'est comporté, durant ces années, face à la crise. Je suis convaincu que, dans un second temps, quand le choix de la réflexion et de la décision mûries se posera, les Québécois réaliseront ce que le gouvernement a fait depuis deux ans, et les Québécois, à ce moment, jugeront que le gouvernement a bien agi. Non pas qu'il n'a pas pris des mesures qui pouvaient faire mal de temps en temps, mais les Québécois réaliseront que le gouvernement a agi non pas pour des avantages électoraux à court terme, mais qu'il a agi dans ses décisions pour les véritables intérêts à moyen et à long terme de toute la société québécoise.

M. le Président, je me permets ici, simplement, de rappeler brièvement les réactions du gouvernement face à la situation de crise que nous avons vécue. Il fallait, tout d'abord, s'attaquer au contrôle des finances. Tout le monde le sait, cela est évident, une crise économique a directement et immédiatement un effet néfaste sur l'équilibre des finances publiques. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que, dans une période de crise, les entrées de fonds diminuent et les sorties de fonds pour de l'aide et du soutien aux plus démunis augmentent. D'où un impact considérable sur les finances qui provoque un déséquilibre des finances. Le gouvernement a réalisé qu'il fallait, dans cette période de crise, conserver le contrôle des finances si nous voulions vraiment passer à travers la crise et se retrouver dans une situation propice à la relance de l'économie et au développement progressif du Québec.

Simplement pour illustrer cela, pour bien faire comprendre les efforts que le gouvernement a déployés pour contrôler les finances, nous connaissons tous, depuis 1981, les efforts pour comprimer les dépenses, ce qu'on a appelé des compressions budgétaires, 1 500 000 000 \$ dans deux budgets. Nous savons aussi ce que cela a coûté au gouvernement pour tâcher de réduire le coût de l'ensemble des travailleurs de la fonction publique et parapublique. Et cela s'est traduit par des résultats qui ont permis de maintenir le contrôle des finances. Je crois qu'il est bon d'illustrer ceci et, par comparaison, nous pourrions voir comment, réellement, il a fallu du courage politique et de la bonne gestion pour réussir à conserver ce contrôle des finances.

J'ai ici un tableau comparatif du déficit du gouvernement du Québec par rapport au déficit du gouvernement fédéral.

Si je l'indique, cela est simplement pour vous montrer que la crise économique a frappé tous les gouvernements nord-américains et les gouvernements européens, mais beaucoup de ceux-ci n'ont pas su réagir à temps pour maîtriser leurs dépenses, pour contrôler leur budget et cela a donné, dans certains cas, des résultats vraiment catastrophiques et désastreux.

(7 h 10)

Si nous comparons avec Ottawa, en termes bruts, en milliards de dollars, en 1981-1982, le déficit du fédéral était de 14 000 000 000 \$; en 1982-1983, de 24 000 000 000 \$ et, en 1983-1984, de 31 000 000 000 \$. 14, 24, 31; voyez la montée. Pendant ce temps, le Québec avait à vivre la même crise, avait à subir les mêmes effets et les mêmes contrecoups de cette crise économique. En 1981-1982, le déficit était de 2 900 000 000 \$. L'année suivante, en 1982-1983, il était de 3 100 000 000 \$ et, en 1983-1984, 3 200 000 000 \$; un déficit à peu près au même niveau.

Maintenant, si nous comparons la dette per capita que le déficit fédéral a amenée pour chaque personne du Québec, comparativement au déficit qu'amène, pour chaque personne du Québec, le déficit du gouvernement du Québec, nous arrivons comme suit. Le déficit fédéral amène une dette de 1300 \$ par personne, par Québécois et par Québécoise. Le déficit du gouvernement du Québec amène une dette de 490 \$. 1300 \$ par personne contre 490 \$. Si je vous donne ces chiffres, ce n'est pas tant pour illustrer la perte de contrôle du budget par le gouvernement fédéral, mais beaucoup plus pour vous montrer que le gouvernement du Québec, qui a eu à faire face à la même crise économique, a réussi, dans ce contexte, à maintenir le contrôle de ses dépenses publiques, à maintenir l'équilibre de son budget.

M. le Président, le gouvernement s'étant attaqué au problème du budget, il a réussi, par une série de mesures de gestion rigoureuses, à maintenir dans des limites raisonnables le déficit budgétaire. À cette action, le gouvernement a agi aussi par une série de mesures pour tâcher de contrer le plus possible les effets néfastes de la crise à la fois sur les entreprises et sur l'emploi. Si la crise avait tendance à provoquer un déséquilibre du budget, elle a eu aussi, malheureusement, comme conséquence de provoquer des fermetures d'usines, des faillites d'entreprises et, conséquemment, elle a eu comme effet de provoquer du chômage. Dans le plus fort de la crise, le gouvernement est intervenu par des mesures, à la mesure de ses moyens, pour contrer les effets néfastes de la crise sur les entreprises, par la mise au point d'un programme d'aide à l'entreprise qu'on a

appelé le plan Biron. Ce programme est venu en aide à 700 entreprises et a réussi à protéger environ 32 000 emplois durant les deux premières années de la crise.

Le gouvernement est aussi intervenu pour tâcher de relancer un secteur important de l'emploi chez nous, le secteur de la construction. Tout le monde sait que le programme Corvée-habitation a eu des effets très positifs sur la création d'emplois et le Québec a réussi au-delà de tout ce qui s'est fait en Amérique du Nord et au Canada durant ces deux années où le programme Corvée-habitation a été en vigueur.

Le gouvernement a mis au point plusieurs programmes de création d'emplois pour aider les chômeurs et les assistés sociaux à pouvoir, au moins temporairement pendant le plus fort de la crise, se trouver un emploi, se trouver un gagne-pain. Pour l'année 1982-1983, malgré l'étroite marge de manoeuvre, c'était 160 000 000 \$ pour les programmes de création d'emplois; en 1983-1984, 265 000 000 \$. Ces programmes ont réussi à aider des assistés sociaux et des chômeurs dans les moments les plus difficiles de la crise.

M. le Président, j'ai rappelé brièvement les efforts du gouvernement depuis les années quatre-vingt-un. Je voudrais employer les quelques minutes qu'il me reste pour mettre l'accent sur les dernières mesures du gouvernement, les derniers efforts du gouvernement pour vraiment appuyer la relance qui s'amorce au Canada et au Québec; ce plan de relance que le premier ministre du Québec a fait connaître le 13 novembre.

Certains tentent d'atténuer l'importance de ce plan de relance. Certains tentent de minimiser les effets, les résultats que nous sommes en droit d'attendre de ce plan de relance.

Je comprends peut-être que, avant de s'emballer pour ce plan de relance, les Québécois et les Québécoises préfèrent attendre de voir les résultats. C'est sain. C'est normal. Mais moi, je suis convaincu que ce plan de relance, si nous l'analysons dans ses grandes lignes, dans ses grands volets, est apte à provoquer une véritable relance économique au Québec, à lancer le Québec sur la voie du développement et du progrès. Permettez-moi de rappeler brièvement les quelques grandes lignes, les quelques grands volets de ce plan de relance.

Tout d'abord, l'aide à l'entreprise se trouve au coeur de ce plan de relance. Le gouvernement est conscient que, pour assurer l'épanouissement et le développement du Québec, il va falloir favoriser le développement des entreprises; il va falloir amener les Québécois à produire collectivement davantage de richesses. C'est pour cela que le gouvernement a voulu inciter nos investisseurs, inciter nos

épargnants à investir dans du capital de risque pour créer chez nous des entreprises dans des secteurs importants, des secteurs de pointe, à investir chez nous pour agrandir et moderniser nos entreprises existantes. C'est à cette fin que le gouvernement a mis au point un programme d'aide à l'entreprise qui garantit des prêts pour l'ensemble des entreprises du Québec, pour les prochaines années, jusqu'à un montant de 2 000 000 000 \$. En plus, le taux sur ces prêts garantis sera plafonné.

Toujours pour activer le développement de nos entreprises, le gouvernement a élaboré un programme de bourses d'affaires pour les jeunes entrepreneurs. C'est un programme qui veut venir en aide aux jeunes diplômés des cégeps et des universités pour leur permettre à eux aussi de prendre leur place sur le marché de l'entreprise et de pouvoir mettre au profit des Québécois et des Québécoises leurs talents, leur formation et leurs capacités. Cette bourse d'affaires va permettre à des jeunes de se former en groupe et de recevoir une garantie de prêt de 25 000 \$ par personne, par jeune, pour devenir propriétaires-partenaires d'une entreprise existante ou encore mettre sur pied leur propre entreprise, une nouvelle entreprise.

Vous avez donc toutes ces mesures qui devraient, à moyen terme, apporter des résultats très positifs pour la création de nouveaux emplois au Québec.

Je vais aussi parler d'un autre programme très important, le programme d'assainissement des eaux. Programme important, tout d'abord, pour notre environnement, pour notre qualité de vie, ce programme va permettre d'assainir nos eaux, de rendre meilleures nos relations avec la nature qui nous environne. En même temps, c'est un programme qui va aussi créer de nombreux emplois et qui nécessite de nombreux investissements. Vous savez que le gouvernement s'engage à payer 90% du coût des installations des usines d'épuration dans les différentes municipalités. C'est une amélioration considérable par rapport au programme qui existait antérieurement. Antérieurement, le gouvernement payait environ 80% et maintenant il s'engage à payer 90%.
(7 h 20)

En plus, les tarifs de l'électricité, énergie qui est consommée, qui est nécessaire et qui est utilisée dans ces usines de traitement des eaux, seront à 75% du taux du marché. Les municipalités qui vont installer leurs nouvelles usines d'épuration d'ici à 1986 bénéficieront durant cinq ans d'une réduction de tarif de 100% à 40% sur le coût de l'électricité. Toutes ces mesures devraient provoquer des investissements, durant les prochaines années, qui peuvent s'élever à des milliards de dollars et pouvant

créer un nombre d'emplois considérable.

Je peux mentionner aussi, en ce qui concerne Corvée-habitation, que le programme est poursuivi jusqu'à la fin du mois de juillet pour continuer de profiter des effets bénéfiques de ce programme.

J'aimerais aborder un autre volet de ce plan de relance. C'est un volet qui a trait directement à nos richesses naturelles et principalement à l'hydroélectricité, richesse naturelle qui a une importance considérable en tant que source d'énergie non polluante, à bon marché, renouvelable, source d'énergie qui joue un rôle important pour soutenir nos entreprises, pour soutenir l'industrialisation et le développement industriel du Québec.

Vous savez que le gouvernement du Québec privilégie, par sa politique d'électricité, l'utilisation de notre énergie à des fins de création d'emplois chez nous. D'abord et avant tout, profitons de cette énergie; utilisons cette énergie pour créer des emplois chez nous. Comment le gouvernement entend-il s'y prendre? En profitant des surplus d'énergie que nous avons présentement pour offrir des contrats de fourniture d'électricité à long terme aux entreprises qui acceptent d'investir chez nous aujourd'hui et, en même temps, à un coût moindre pour un certain nombre d'années. Tout cela pour inciter ces entreprises à venir chez nous et à investir chez nous. Déjà, cette mesure a donné des résultats que tout le monde connaît. On sait que la compagnie Reynolds a investi 500 000 000 \$ d'une façon plus hâtive parce qu'elle a pu profiter de ce programme. On sait que Pechiney va investir chez nous - la décision est prise - 1 500 000 000 \$. Il y aura un attrait chez nous pour différentes entreprises grâce à cette offre de notre énergie à un coût réduit pour une période de cinq ans pendant laquelle nous avons des surplus.

Et nous voyons le nouveau chef du Parti libéral parcourir le Québec et essayer de créer un autre ballon politique, un mirage politique en disant: Lorsque nous serons au pouvoir, nous vendrons de l'électricité aux États-Unis, en laissant croire que le gouvernement du Québec ne vend pas d'électricité aux États-Unis. Quelle est la réalité, M. le Président? Quels sont les faits? Tout d'abord, disons que le gouvernement n'a jamais été contre la vente d'électricité aux États-Unis ou aux autres provinces. Le gouvernement dit: Utilisons d'abord nos surplus pour créer des emplois chez nous, faisons des efforts et mettons l'accent de nos efforts sur la création d'emplois chez nous et, s'il nous reste des surplus, vendons-les. C'est ce qui s'est passé.

Si nous regardons le bilan de la vente d'électricité à l'étranger depuis quelques années, nous allons voir que nous n'avons pas attendu le retour de l'ancien nouveau chef ou du nouveau ancien chef du Parti libéral

au pouvoir pour vendre de l'électricité aux États-Unis. Vous avez un tableau ici, qui nous indique la progression des contrats de vente d'électricité aux États-Unis depuis 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977. En 1978, ça commence à bouger et c'est en 1979 qu'on voit les ventes progresser: 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, et nous en sommes rendus à 328 000 000 \$ de vente d'électricité aux États-Unis. Les contrats signés actuellement indiquent qu'en 1984 nous serons rendus à 374 000 000 \$, en 1985 à 437 000 000 \$, en 1986 à 517 000 000 \$, en 1987 à 750 000 000 \$ et, en 1988 à 882 000 000 \$. Ce sont des contrats signés actuellement. N'allons pas croire que la vente de l'électricité aux États-Unis est une politique tout à fait nouvelle, tout à fait innovatrice, tout à fait neuve qu'inventerait ou que serait prêt à mettre en oeuvre le nouveau chef du Parti libéral, elle est déjà en application.

Nous allons poursuivre les négociations avec nos partenaires des autres provinces, des autres pays, des États-Unis en particulier, pour accroître nos ventes dans la mesure où nous aurons des disponibilités une fois que nous aurons tenté d'utiliser le maximum de ces surplus pour la création d'emplois chez nous.

Il y a une autre richesse naturelle chez nous, la forêt. Nous savons que l'utilisation que nous avons faite de notre forêt depuis des décennies n'a pas toujours été des plus rationnelles. Si nous avions continué sur la lancée des dernières décennies, nous risquions fort de nous retrouver avec des montagnes dégarnies à l'aube du XXI^e siècle. Le gouvernement a commencé, il y a quelques années, à prendre des mesures pour essayer de prévenir ce désastre qui pourrait survenir, si on ne pense pas à reboiser nos forêts pour assurer les approvisionnements en bois de nos industries de pâtes et papiers ou encore de bois de sciage ou de construction.

Le gouvernement, il y a quelques années, a commencé à accélérer son programme de reboisement. C'est bon de faire des comparaisons dans le temps, cela nous montre un peu l'évolution. En 1973, on plantait 16 000 000 de plants; en 1983, on en a planté 65 000 000. En 1985, avec le nouveau programme du gouvernement, il y a une accélération considérable du reboisement; on prévoit planter 150 000 000 de plants et tout sera mis en oeuvre au niveau des serres, au niveau des pépinières pour assurer une quantité de plants disponibles suffisants afin qu'en 1988 nous puissions mettre en terre 300 000 000 de plants au Québec. Ceci va assurer le renouvellement de cette richesse naturelle et, en même temps, va engendrer des emplois permanents sur une base annuelle pour plusieurs de ces emplois au niveau des pépinières, au niveau des serres et aussi une quantité considérable

d'emplois saisonniers durant la période de plantation.

Il y a aussi un autre volet très important. J'ai parlé du volet de la création d'emplois par le biais des entreprises, par le biais de la construction, j'ai parlé aussi de l'utilisation de nos richesses naturelles pour accroître notre capacité de production par le biais de l'hydroélectricité, pour accroître notre capacité de produire tous les biens découlant de la richesse forestière et j'aimerais maintenant aborder un volet important, celui de l'innovation et de la recherche.

Malgré tous les autres efforts, on ne pourra pas vraiment prendre le virage qui s'impose dans notre société, on ne pourra pas vraiment assurer cette relance, ce progrès à court et à long terme si nous ne mettons pas au coeur de notre effort la recherche et l'innovation. Le gouvernement a pris conscience de cette nécessité il y a quelques années en publiant son plan de développement économique intitulé Le virage technologique, en créant un ministère de la Science et de la Technologie, en nommant un ministre à temps plein qui s'occupe de cet aspect important du développement de la société. L'an dernier, plus de 200 000 000 \$ ont été consacrés à la recherche et au développement. Cette année, dans le plan de relance, on fait un effort considérable pour appuyer les chercheurs, pour moderniser nos équipements dans les laboratoires de recherche.

Je ne peux pas entrer dans les détails, mon temps achève...
(7 h 30)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Pontiac.

M. Middlemiss: M. le Président, je constate qu'on n'a pas quorum.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Vous avez raison d'ailleurs. Qu'on appelle les députés.

Vous pouvez terminer, M. le député, il vous reste une minute et demie.

M. Brouillet: Très bien, M. le Président, je vais essayer de faire cela court. Je suis convaincu que, malgré les années difficiles que nous venons de traverser, difficiles pour la population du Québec, difficiles pour le gouvernement qui avait des décisions pénibles à prendre, les citoyens du Québec réaliseront dans les mois, dans les années à venir que le gouvernement s'est comporté en gouvernement responsable et que, lorsqu'il a agi, lorsqu'il a pris des décisions, ce n'était pas pour des avantages électoralistes à courte vue mais pour prendre à coeur les véritables intérêts de tout le Québec, de tous les Québécois et Québécoises. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Mont-Royal.

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Vous constaterez comme moi, M. le Président, qu'il est 7 h 30 du matin. Nous avons siégé depuis 10 heures hier matin; ça fait presque 20 heures. Je vous demanderais une faveur, M. le Président, si je m'endors durant mon discours, réveillez-moi.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Ciaccia: J'écoutais tantôt le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration qui disait qu'on était nerveux. Je peux vous assurer qu'on n'est pas nerveux. On est très calmes. On est seulement fatigués et un peu dégoûtés de toutes ces procédures et du fait que le gouvernement nous oblige à siéger 24 heures par jour. Franchement ce n'est pas tout à fait humain et je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt de la population, qui s'attend à des discours sur le budget qui peuvent vraiment l'éclairer.

Je voudrais cependant faire remarquer au ministre qui a fait référence à Bombardier que celle-ci a obtenu un des plus importants contrats - 1 000 000 000 \$ - grâce aux garanties du gouvernement fédéral. C'est strictement le gouvernement fédéral; le gouvernement provincial n'a rien eu à faire dans le contrat de la vente aux États-Unis, à New-York.

Quand on parle de demi-vérités, c'est vrai que la taxe fédérale sur l'essence est plus élevée que celle du Québec.

Des voix: Ah bon!

M. Ciaccia: C'est vrai, on ne l'a jamais nié. Mais ce que vous oubliez de dire c'est que la taxe, au Québec, est plus élevée que dans n'importe quelle autre province au Canada. Vous ne dites pas ça. La taxe fédérale a toujours été plus élevée, mais on n'avait jamais eu le double de la taxe au Québec, en Ontario ou dans les autres provinces. On n'avait jamais eu au Québec le prix de l'essence le plus élevé en Amérique du Nord, sauf grâce aux politiques du gouvernement du Parti québécois. Cela aussi est une vérité. Quand le ministre dit qu'il va payer jusqu'à l'an 2000 pour le déficit, pour le coût du Stade olympique, cela me fait rire, parce que le déficit du gouvernement, ses 18 000 000 000 \$, pas 1 000 000 000 \$... Si j'utilise les calculs du ministre, ce sera en l'an 36 000 avant qu'on puisse payer le déficit du gouvernement. On n'a pas seulement hypothéqué nos revenus, mais on a hypothéqué les revenus de nos

enfants et de nos petits-enfants, des générations à venir, pour payer les dettes et le déficit du gouvernement.

Le député de Chauveau faisait référence au déficit du gouvernement fédéral. C'est vrai que le déficit du gouvernement fédéral, cette année, est très élevé, trop élevé, mais si vous avez remarqué la carte qu'il nous a montrée, le diagramme, il y avait une augmentation récente. Le déficit du gouvernement fédéral, c'est un déficit conjoncturel qui est attribuable à une réponse à la crise économique. La différence avec le déficit du gouvernement du Parti québécois, c'est que ce déficit est chronique, structurel...

Des voix:

M. Ciaccia: ...qui existe depuis 1976. Tous les ans, vous faites des gaffes. Vous dépensez trop tous les ans. Vous ne pouvez pas attribuer cela à la crise économique parce qu'en 1976, 1977 et 1978 on n'avait pas de crise économique. Mais vos déficits étaient quand même monstrueux. Cela aussi, il faudrait le dire à la population.

Le député de Chauveau a parlé de la vente d'électricité. Il a dit que le gouvernement du Québec voulait s'occuper de vendre l'électricité, d'utiliser l'hydroélectricité pour attirer les investissements au Québec et créer des emplois au Québec. Tous les gouvernements ont fait cela depuis 1962. C'était le but, soit d'utiliser les tarifs qui sont plus bas au Québec pour attirer l'industrie. Cependant, vous avez un surplus tellement grand. Je vous réfère à un article d'Alain Dubuc, dans la Presse: "Une erreur de 6 000 000 000 \$". Pourquoi? Vous auriez pu utiliser l'hydroélectricité pour créer des emplois au Québec, mais vous aviez un surplus tellement grand que si vous aviez planifié de façon à construire les lignes de transmission vers les États-Unis, aujourd'hui, vous pourriez vendre... L'évaluation qui a été faite par Alain Dubuc est de 6 000 000 000 \$. Nous perdons. C'est de l'eau qui coule dans les barrages. On n'en a pas plus ici au Québec. C'est du gaspillage.

Alain Dubuc nous dit: Une fois que la société d'État a satisfait sa clientèle, utilisé ses lignes de transmission pour exporter au maximum, lancé des programmes de marketing au Québec, il lui reste encore de l'énergie sur le bras. De 1983 à 1987, ces surplus nets atteignent 67,7 terrawattheures, des milliards de kilowattheures. Le manque à gagner est de 2 400 000 000 \$. Il fait l'analyse et c'est clair, dans son analyse, que si le gouvernement s'était vraiment préoccupé d'utiliser l'hydroélectricité de la façon dont il aurait dû le faire, s'il avait planifié la construction des lignes de transmission vers les États-Unis, au lieu que

l'eau coule dans les barrages et que ce soit vraiment un gaspillage net, il aurait pu signer des contrats avec les États-Unis et nous aurions, dans les coffres du Trésor du Québec, pour les contribuables québécois, 6 000 000 000 \$. Savez-vous ce que c'est, 6 000 000 000 \$? Cela aurait permis de ne pas avoir de déficit pendant les deux dernières années? C'est le manque de planification de votre gouvernement. Le gouvernement libéral a été assez prévoyant en construisant la Baie-James, malgré l'Opposition du Parti québécois. Vous aviez les ressources, tout le nécessaire, mais non, vous étiez trop intelligents pour regarder un peu l'avenir. Vous ne vouliez pas en donner le crédit au gouvernement libéral. Vous avez fait cette grave erreur en ne faisant pas cette planification et en causant une perte pour le contribuable québécois estimée à des milliards de dollars.
(7 h 40)

M. le Président, le gouvernement parle souvent d'une relance de l'activité économique au Québec, mais j'ai l'impression qu'il procède toujours par des coups de théâtre. On fait de grandes annonces. On manipule les médias. On fait des annonces à la télévision. On annonce de grands programmes. On laisse la population dans l'expectative et on pense qu'en annonçant le programme, cela va résoudre les problèmes, qu'en annonçant une relance, automatiquement cette relance va se produire. Malheureusement, on a cherché dans le mini-budget des détails, ce que le mini-budget pourrait apporter pour augmenter la croissance économique au Québec, augmenter les emplois, promouvoir les investissements, réduire le chômage, mais, malheureusement, nous n'avons rien trouvé. Lorsqu'on parle de l'activité économique au Québec, on dit que c'est la faute de l'Opposition. C'est nous qui causons tous les problèmes, parce que nous critiquons le gouvernement. C'est une nouvelle! C'est vraiment un argument qu'on entend de l'autre côté du rideau de fer. De l'autre côté du rideau de fer, il n'y a pas d'opposition. Il n'est pas permis de s'opposer au gouvernement. Il y a un gouvernement et ce qu'il fait est parfait. Il y a même des élections, mais il n'y a pas d'opposition, et ceux qui critiquent le gouvernement sont envoyés en Sibérie ou dans d'autres camps de travail. Voyons, comment peut-on dire que c'est la faute de l'Opposition si les investissements se font ailleurs? Nous faisons un portrait qui n'est pas bon du Québec. On critique. Ce ne sont pas les Québécois et le Québec qu'on critique, on critique les politiques du gouvernement. Au lieu de nous accuser d'essayer de donner l'impression qu'on ne devrait pas faire d'opposition, qu'on ne devrait pas critiquer le gouvernement, répondez donc aux chiffres, répondez donc

aux problèmes qui existent, répondez à cet article qui dit que vous avez perdu 6 000 000 000 \$, parce que vous n'avez pas planifié pour Hydro-Québec. Répondez aux chiffres sur le chômage. Je voudrais vous en donner quelques-uns pour que nous voyons exactement ce qui arrive au Québec dans le domaine de l'emploi.

M. le Président, de 1970 à 1976, la croissance de l'emploi avait été en moyenne de 55 000 par année. L'année 1973 établissait une sorte de record avec 125 000 emplois. Sur une même base de calcul, de 1977 à 1981, cette moyenne a diminué à 46 000 emplois. De 1970 à 1976, on créait 55 000 emplois par année. De 1976 à 1981, la moyenne a baissé à 46 000. Sur une même base de calcul, celle des moyennes annuelles, le Québec a perdu 145 000 emplois en 1982, retombant ainsi pratiquement au niveau d'emploi atteint en 1978. C'est un résultat sans précédent, puisque jamais le Québec n'avait connu auparavant de diminution absolue dans l'emploi sur une base annuelle. Ici, on dit: Oui, mais il y avait une crise. C'est vrai, il y avait une crise économique durant les quelques dernières années, mais tout se compare. On a perdu des emplois dans les autres parties du Canada, mais pourquoi en a-t-on perdu plus proportionnellement et même en chiffres exacts au Québec qu'on en a perdu en Ontario? Cela ne peut pas être autre chose que les politiques du gouvernement du Québec. Juste pour vous citer quelques chiffres, d'août 1981 à août 1982, le Québec a perdu 224 000 emplois. En Ontario, avec une population plus élevée, ils n'en ont perdu que 221 000. En pourcentage du niveau d'avant la crise, cela représentait 8,2% au Québec tandis que cela ne représentait que 5% en Ontario. Ce sont les jeunes qui ont perdu, qui ont été les plus affectés avec des pertes de 150 000, à près des deux tiers du total. Le taux de chômage a atteint pour les jeunes 25% en 1982. Ce sont des chiffres qui sont assez sérieux et qui démontrent la faillite des politiques du gouvernement du Québec.

Après tant de chômage, spécialement parmi les jeunes, il y a eu une légère reprise. On a récupéré une partie de ces emplois dans la dernière année, 80% des emplois, mais cela ne change pas le fait que de 1981 à 1982 ces emplois étaient perdus et ils étaient plus perdus ici qu'ailleurs et on n'en a récupéré qu'une partie depuis août 1982. Si on regarde la situation à Montréal, Montréal a été plus affectée que tous les autres endroits au Québec. Montréal, c'est le moteur de l'économie du Québec. Si on ne peut pas créer le climat, les politiques qui vont attirer les investissements nécessaires à Montréal, ce n'est pas seulement la ville de Montréal qui en souffre, c'est l'ensemble du Québec parce que Montréal représente un

dynamisme, représente les investissements, représente les emplois qui fournissent les revenus, qui aident l'ensemble du Québec. Je salue mon collègue le député de Viau. Il est 7 h 50. Bienvenue à l'Assemblée nationale. Vous interviendrez plus tard dans le débat. J'espère qu'on va avoir le temps avant la période des questions pour permettre à nos collègues d'intervenir dans le discours sur le budget.

M. le Président, en résumé, le chômage au Québec a été plus prononcé qu'ailleurs dans le reste du Canada. Qu'on ne nous dise pas qu'on a toujours eu plus de chômage en pourcentage au Québec qu'en Ontario. C'est vrai aussi. Mais la perte a été encore plus élevée. Pourquoi sommes-nous plus affectés? Au moins si le gouvernement voulait être réaliste et dire: Très bien, qu'allons-nous faire? Admettons les chiffres. Admettons qu'on a eu une plus grande perte d'emplois. Que devons-nous faire? Non, ce n'est pas cela que le gouvernement a fait. Le gouvernement, pour résoudre le problème, il faut premièrement l'admettre. Il refuse de l'admettre. Il nous fait la critique d'apporter ces chiffres déjà à l'attention du public et essaie de se cacher et de dire: Tout va bien au Québec. Il nous parle de Pechiney. Bien oui, il nous parle de Pechiney. Pechiney cela représente 500 000 000 \$ d'argent des contribuables qui va être investi dans Pechiney. C'est bien facile. Tous les gouvernements pourraient faire cela. Prendre l'argent du public, les fonds publics et les investir dans des sociétés d'État, qui perdent 400 000 000 \$ - j'exclus Hydro-Québec, Loto-Québec et la Société des alcools du Québec. Ce sont des pertes et vous continuez ce processus d'investir de l'argent dans des sociétés d'État. On a essayé avec Pechiney d'obtenir les conditions du contrat. Qu'est-ce que cela va représenter? (7 h 50)

C'est bien beau de dire qu'on va attirer un investissement de 1 500 000 000 \$ Nous sommes tous favorables à cela. Mais à quelles conditions? Combien cela va-t-il nous coûter? Est-ce qu'on va fonctionner avec des déficits? Est-ce qu'on va fonctionner à perte? Cela, on ne le sait pas. On sait qu'on a utilisé les tarifs d'hydroélectricité pour attirer Pechiney. Cela, je pense que c'est acceptable; c'est un moyen d'utiliser les ressources hydroélectriques aux fins d'attirer les investissements ici. Mais soyons prudents et faisons attention quand nous parlons de Pechiney. Donnons tous les faits et expliquons à la population les conditions dans lesquelles on investit 500 000 000 \$ de fonds publics dans ce projet. Et on pourrait dire la même chose pour Bell Helicopter. On est très heureux qu'elle soit venue s'implanter ici. Mais deux choses sont arrivées avec Bell Helicopter. Premièrement, il y a eu une subvention du gouvernement du

Québec et du gouvernement fédéral. Oui, Bell Helicopter est subventionnée par le gouvernement fédéral et par le gouvernement du Québec, les deux. Mais la deuxième chose qui est arrivée, c'est qu'on a fait des concessions sur la loi 101 pour Bell Helicopter. Cela, on n'en parle pas. Alors, s'il fallait faire des concessions à Bell Helicopter sur la loi 101, cela veut dire que d'autres compagnies n'ont pas pu venir s'installer ici, ou peut-être qu'il y en a qui ont quitté parce que les mêmes concessions n'avaient pas été faites. Et dans votre loi 57, vous avez légalisé les concessions que vous aviez faites à Bell Helicopter.

On pourrait parler, M. le Président, des politiques du gouvernement qui découragent les investissements au Québec. Il y en a une, la taxe sur le capital des sociétés, une taxe régressive. Savez-vous qu'au Québec, on taxe les dettes d'une entreprise? Pas les profits. C'est très machiavélique. Savez-vous que le ministre des Finances a réduit les impôts des corporations, des sociétés, sur les profits. Il a dit: Ah! je vais réduire, parce qu'il s'apercevait qu'il faisait de moins en moins de profit. C'est cela qu'il a fait. Il a augmenté les taxes sur le capital. Cela veut dire que même si une société ne fait pas de profit, ses taxes sont augmentées. On donne un exemple ici, dans une étude où une société a payé 18 000 \$ sur un certain chiffre de capitalisation et de dettes. La société avait des dettes à la banque. Le ministre des Finances taxe la dette que la société a à la banque. Cette société, sans avoir fait un sou de profit, a été obligée de payer 18 000 \$ d'impôt, de taxe sur le capital. Savez-vous le résultat de cela, d'après une étude qui a été faite? Cela cause un problème de liquidité aux sociétés. Si une société se trouve à avoir un peu plus de liquidité, des dépôts à terme, etc., ce qu'elle fait, c'est qu'elle crée une filiale dans une autre juridiction, dans une autre province, parce qu'elle ne veut pas payer la taxe sur le capital. Le capital, c'est mobile. Alors, l'exemple que cette étude donne: Une société va créer une filiale en Alberta; elle va transférer les fonds en Alberta. En Alberta, cette taxe n'existe pas. Alors, elle va épargner de l'argent. Les emplois vont être créés en Alberta, pas au Québec. Alors, elle va siphonner les fonds dans d'autres juridictions. Pourquoi? Parce que le gouvernement, dans sa sagesse, a voulu augmenter la taxe sur le capital.

Et on entend le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme qui se plaint du fait que les sociétés au Québec sont sous-capitalisées. Elles sont sous-capitalisées. Et on a toutes sortes de plans pour essayer, non pas d'augmenter leur capital, non pas pour essayer de structurer la capitalisation, non. On taxe, on surtaxe le capital et on crée d'autres dettes, parce que quand on donne

une subvention, quand on garantit un prêt à une société, la société doit repayer la dette. Mais la société, aussi, chaque fois qu'on garantit et qu'on augmente la dette, on augmente la taxe de M. Parizeau. Et c'est comme cela; c'est un cercle vicieux, M. le Président. C'est pour cela que les chiffres du chômage, les chiffres des sociétés qui quittent le Québec - pas les usines qui ont fermé leurs portes parce qu'il y a une crise... Je n'ai pas besoin de faire la liste des sociétés qui ont déménagé du Québec. Savez-vous pour quelle raison? Le Conseil du patronat, la Chambre de commerce de Québec, la Chambre de commerce de Montréal ont souligné la question de la fiscalité. Parizeau reconnaît que la fiscalité est trop élevée pour les hauts salariés. Celui qui prend les décisions, si vous le surtaxez, la décision qu'il va prendre ne sera pas de s'installer au Québec. Il va s'installer à Mississauga, à Cornwall ou ailleurs, parce que s'il gagne 60 000 \$, au Québec il faut qu'il gagne 73 000 \$ pour avoir l'équivalent, toutes taxes payées. Cette situation décourage les investissements ici. Nous avons la taxe sur les successions; c'est le seul endroit au Canada où il y a une taxe sur les successions. On retire de cette taxe quelque 40 000 000 \$, mais cela coûte deux, trois ou quatre fois plus que cela en termes de décourager les gens à venir ici et de forcer les gens à quitter le Québec. Les gens ne veulent pas mourir au Québec. La revue *Les affaires* dit: Mourir au Québec coûte cher. Vivre ici coûte encore plus cher. Ce sont toutes des choses que ce gouvernement pourrait changer, pourrait modifier, pour attirer les investisseurs ici. Quand on vous critique et qu'on vous dit cela, pourquoi n'écoutez-vous pas? Pourquoi dites-vous qu'on essaie de détruire le Québec, qu'on essaie de critiquer les...? On vous fait des suggestions positives, des recommandations. Si vous pouviez les mettre en vigueur vous augmenteriez les investissements, vous augmenteriez les emplois. Et en faisant cela vous pourriez réduire les impôts. Plus les gens quittent le Québec, plus les investisseurs quittent le Québec, les dettes du Québec étant les mêmes, les infrastructures étant là, plus vous êtes obligés d'augmenter les taxes. C'est un cercle vicieux. À moins que vous ne coupiez ce cercle vicieux en changeant vos politiques, la situation va empirer. C'est bien beau de dire qu'on ne veut pas vendre la peau de l'ours avant...

Les partielles c'est une indication. C'est la première fois qu'on a des partielles où il y avait des ministres du Parti québécois, où il y avait eu des majorités du Parti québécois tellement fortes. Si j'étais le Parti québécois cela me ferait penser à mes politiques. Comment se fait-il qu'on soit arrivé à une cote de popularité de 27%? Ne

me mentionnez pas 1981 parce qu'avant 1981 vous n'étiez jamais descendus à 27%. Avant 1981 vous n'aviez jamais perdu cinq partielles où il y avait eu des ministres et des grandes majorités pour le Parti québécois. Vous n'avez qu'à regarder autour de vous et voir les représentations.

M. le Président, on pourrait faire une série de recommandations sur des politiques spécifiques: la question des droits successoraux, les questions fiscales, les hauts salariés, rendre cela plus concurrentiel avec le reste du Canada. Mais il faut faire plus que cela. C'est une question de climat... M. le Président, combien de temps me reste-t-il?

Le Vice-Président (M. Rancourt): Trois minutes, M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: Le climat, c'est cela qui fera toute la différence entre attirer les investisseurs, avoir un Québec prospère ou bien toujours se tirailler comme nous le faisons depuis les dernières six ou sept années. Vous devez cesser la confrontation avec le gouvernement fédéral. Vos lois 38 et 48, vos critiques du gouvernement fédéral pour toutes les raisons que vous cherchez, cela décourage les investisseurs, c'est un climat qui n'est pas sain. (8 heures)

Deuxièmement, la chambre de commerce, le Conseil du patronat, vous avez eu des intervenants de tous les milieux qui sont venus en commission parlementaire pour parler sur la loi 57 et qui vous ont dit: On a besoin de la clause Canada pour les entreprises, la mobilité parce qu'il faut 20 ans pour créer un cadre. Au niveau supérieur, il nous manque des cadres au Québec. Si vous avez des politiques qui conviennent, elles vont attirer les investissements et les cadres ici. Cela aura des retombées en créant des emplois pour tous les Québécois. Il vous ont dit cela, mais vous n'avez pas voulu agir. Vous avez refusé, pour des raisons strictement politiques, d'apporter des changements à la clause Canada. Votre option politique crée l'incertitude. Pourquoi quelqu'un devrait-il risquer de venir investir au Québec quand on parle d'indépendance, de souveraineté? C'est de l'incertitude et une personne qui a le choix va y réfléchir deux fois.

En plus des mesures spécifiques que vous devez prendre quant aux questions de succession, quant aux questions de taxes, quant aux questions de programmes d'emploi, d'aide aux jeunes, en plus de cela, vous devez, si vous voulez vraiment attirer les investissements et créer la prospérité, changer le climat social, le climat d'investissement. La seule façon de faire cela, c'est de changer vos politiques sur la loi 57 et vos politiques sur l'indépendance.

Malheureusement, plutôt que d'aller dans cette direction, même le discours du ministre des Finances voulait renforcer le fait qu'il fallait être indépendant. Au lieu d'améliorer la situation, vous l'empirez. Vous allez voir avec les statistiques et avec la réaction de la population qu'elle ne veut pas de vos politiques fiscales, qu'elle ne veut pas de vos taxes surélevées - nous sommes les plus hauts taxés au Canada - et elle ne veut pas non plus de votre option indépendantiste. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre délégué à la Science et à la Technologie.

M. Gilbert Paquette

M. Paquette: M. le Président, peut-être que ceux qui nous regardent sur leur petit écran en train de prendre leur café et leur déjeuner...

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement, M. le whip adjoint.

M. Picotte: Je regrette mais je suis persuadé que le ministre sera tellement intéressant qu'il faudrait au moins que ses propres collègues viennent l'écouter. Je vous demande d'appeler le quorum.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Nous n'avons effectivement pas quorum. Voulez-vous appeler les députés s'il vous plaît?

M. le ministre de la Science et de la Technologie.

M. Paquette: M. le Président, je constate que ce matin, à 8 h 10, au moment où les honnêtes citoyens sont en train de prendre leur déjeuner, les députés de l'Opposition s'appliquent à ne pas être ici, à ne pas faire leur travail de parlementaires, probablement parce qu'ils n'aiment pas se faire dire un certain nombre de vérités.

M. le Président, c'est la deuxième nuit blanche que nous passons. Vous aurez constaté que celle-ci qui s'achève, avant que nous reprenions nos travaux à 10 heures, est bien différente de celle que nous avons passée jeudi dernier. On parle un peu plus des problèmes des Québécois; on parle un peu plus de l'emploi, des investissements, de contenu et d'idées de projets à réaliser pour faire avancer la société québécoise. La principale raison, c'est que dans la nuit de jeudi les libéraux ont monopolisé tout le temps d'antenne, préoccupés qu'ils étaient de se battre au nom de leur maison mère d'Ottawa concernant le projet de loi 38 et les municipalités. (8 h 10)

M. le Président, nous avons devant nous une opposition de façade qui se spécialise

dans les images, les sondages. C'est une opposition fantoche aussi qui fait le travail de ses amis d'Ottawa qui ne seront plus là, qui seront bientôt remplacés par une majorité canadienne anglaise au Parlement fédéral qui, elle, pourra continuer à favoriser encore plus l'Ontario et l'Ouest canadien. Alors, pour des avantages soi-disant immédiats à soutenir les amis et les organisateurs libéraux lors de la prochaine campagne fédérale, on met de côté les travaux de la Chambre, le débat sur le discours sur le budget et, évidemment, on évite bien soigneusement de dire comment on aurait traversé la crise économique et comment l'Opposition libérale pourrait appuyer et accélérer la relance qui se fait actuellement au Québec.

Cette Opposition de façade se glorifie de sondages, de résultats aux élections partielles. Avant de se glorifier, elle devrait relire les éditoriaux qui ont suivi les dernières élections partielles où, bien sûr, les éditorialistes constataient une certaine baisse de popularité normale de tout gouvernement qui sort d'une période de crise, mais constataient le vide d'idées et de projets de cette Opposition. Je me souviens même d'un éditorialiste du Soleil, M. Dumais, qui disait à peu près ceci: Pour être crédible, M. Bourassa devra se trouver une équipe. En les écoutant toute la nuit et la nuit de jeudi, parce qu'on ne peut être en désaccord avec cela... M. le Président, je pense que le Parti libéral a besoin d'une équipe, d'un programme, d'un chef aussi qu'on n'entend pas beaucoup depuis son élection mais qui ne perd pas une occasion, lui non plus, de jouer sur l'image, sur la façade.

Alors on parle de la façon dont M. Lévesque devrait éteindre sa cigarette lorsqu'il rencontre le pape ou des souliers qu'il devrait porter. On parle des petits fours, de la place de la petite fourchette dans les grandes réceptions diplomatiques. Cela intéresse beaucoup les libéraux. Ce qui intéresse beaucoup les libéraux aussi c'est de lancer un petit peu de boue à gauche et à droite. Je pense à l'affaire du député de Saguenay qui a trouvé le moyen d'essayer de salir sans succès la réputation d'un de nos collègues en essayant de trouver un lien... Vous savez ce genre de lien: le cousin d'un employé du député untel, qui ne se sont pas vus depuis une dizaine d'années. On dit: C'est relié à un collègue. Je pense que cela a été démenti. Si on regardait l'appartenance politique des gens impliqués dans l'entreprise, on s'apercevrait probablement qu'il y a un certain nombre de membres du Parti libéral là-dedans. Cela ne fait rien, on salit la réputation des gens. C'est bon pour l'image, c'est bon pour la façade, cela aide à se rapprocher du pouvoir. C'est là leur principale préoccupation.

Ces gens, dans la crise, auraient été

incapables de prendre les décisions difficiles qui s'imposaient, comme leur chef a été incapable de le faire tout le temps qu'il a été là. C'est pour cela que les Québécois l'ont mis à la porte: il était incapable de prendre des décisions difficiles. C'est pour la même raison que leur ancien collègue de Saint-Laurent a démissionné en disant: Il n'y avait pas moyen dans ce caucus de proposer ce que nous, nous allions faire de façon à devenir une opposition crédible.

M. le Président, l'Opposition a gagné des partielles. Elle n'est pas crédible pour autant. Elle sera crédible quand elle nous dira comment elle aurait procédé à travers la crise économique et comment elle relancerait l'économie du Québec.

Je disais tout à l'heure que le nouveau ancien chef du Parti libéral ouvre de temps à autre, soulève un voile sur quelques idées qu'il avance. Par exemple, il dit - il ne dit pas ce qu'il va faire en matière économique -: le gouvernement est dépassé sur le plan économique. M. le Président, c'est regrettable mais les données, les faits lui donnent tort. Les faits sont les suivants: Depuis 1981, depuis que les taux d'intérêt sont devenus les plus élevés du monde occidental, depuis que ces politiques monétaristes du gouvernement fédéral ont littéralement saccagé l'économie du Canada, et du Québec en particulier, depuis ce temps...

M. Cusano: M. le Président, question de règlement.

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Question de règlement, M. le député de Viau.

M. Cusano: Le député de Rosemont est très intéressant. Il a dit qu'il allait nous dire toute la vérité, mais on constate que ses collègues ne sont pas ici pour le quorum.

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Il nous manque trois députés.

Une voix: Je trouve qu'ils ne gagnent pas leur argent.

Une voix: Il y en a qui vont descendre ou qui vont venir du Parlementaire.

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): M. le ministre de la Science et de la Technologie, vous pouvez reprendre la parole.

M. **Paquette:** M. le Président, on repart sur ce gouvernement qui serait soi-disant dépassé sur le plan économique. Saviez-vous que, d'abord de 1976 à 1981, c'était la première fois dans l'histoire du Québec que les investissements augmentaient plus rapidement au Québec qu'en Ontario? Ce n'est pas sous le gouvernement Bourassa que

le tout s'est passé. C'est de 1976 à 1981. Le Financial Post, de Toronto, juste avant la dernière campagne électorale, disait que non seulement les investissements avaient augmenté plus rapidement qu'en Ontario mais que la productivité aussi avait augmenté plus rapidement qu'en Ontario et que le développement économique du Québec s'était accru plus rapidement qu'en Ontario. Vous allez me dire qu'on a des décennies à rattrapper. On est bien d'accord avec cela. N'empêche que c'est de 1976 à 1981 que cela s'est produit, mais pas dans le temps du soi-disant expert en économie, qui revient de nouveau diriger les destinées du Parti libéral.

En 1981, qu'est-ce qui arrive? Cela me fait rire quand les députés libéraux parlent du climat économique, car le climat économique est mauvais sur le plan mondial, mais il est mauvais plus particulièrement dans l'ensemble du Canada depuis exactement le mois d'août 1981. C'est le moment où la Banque du Canada, qui devait suivre bien sûr la politique monétariste américaine, était obligée de tenir compte de l'intégration des deux économies, car on est extrêmement dépendants de l'économie américaine et il fallait suivre un peu, mais, à ce point-là, cela ne s'était jamais vu, que les taux d'intérêts atteignent 5% de plus que les taux d'intérêt américains en 1981. On peut dire que le gouverneur de la Banque du Canada, le ministre des Finances et le gouvernement fédéral ont été - si je peux m'exprimer ainsi - plus catholiques que le pape. Cela a donné les taux d'intérêt les plus élevés du monde occidental. Les résultats ont été foudroyants. (8 h 20)

Pendant 1979-1980, en plein coeur de la période référendaire, M. le Président, n'importe qui qui aurait l'honnêteté de le reconnaître - je défie les députés de l'Opposition de le faire, les faits sont là - ce sont les années où l'emploi a connu la croissance la plus élevée au Québec. En plein débat référendaire. Je pourrais vous citer des autorités de la Communauté urbaine de Montréal qui disaient: Nous n'avons jamais eu autant d'investissements dans la construction et dans l'industrie que cette année 1979-1980. C'était juste au moment où tout le monde parlait de l'indépendance, c'était après la loi 101, c'était sous un régime fiscal qui, pour l'essentiel, n'a pas changé.

Alors, la cause - je pense que tout le monde va le reconnaître - c'est la mauvaise gestion de l'économie canadienne. Ce n'est pas uniquement un problème québécois, le fait que le Canada soit passé du deuxième au quatorzième rang des pays occidentaux en termes de richesse par habitant, qu'il ait été dépassé par presque tous les pays européens. C'est le pays qui est le plus mal administré des pays occidentaux. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est le Fonds monétaire international dans son dernier rapport. S'il

est mal administré, ce n'est certainement pas à cause de l'option que véhicule le Parti québécois - je viens de donner des faits évidents - certainement pas à cause de la loi 101 ou de questions comme celle-là, mais à cause d'un mal beaucoup plus profond que nous nous sommes attachés, lors de la création du Parti québécois, à résoudre, c'est-à-dire un changement de la façon dont est administrée l'économie. Cela nous ramène à des problèmes constitutionnels. Mais, on ne veut jamais aller au fond des choses du côté de l'Opposition, on préfère les images, on préfère la façade, on préfère jouer sur des impressions. Et vous allez remarquer que le discours, concernant la loi 101 ou l'option qui créerait de l'incertitude et un mauvais climat, revient toujours dans les périodes où l'ensemble de l'économie nord-américaine et canadienne va mal. Cela permet de présenter deux choses qui se produisent en même temps et de dire: L'une est la cause de l'autre, alors qu'on sait très bien que tel n'est pas le cas et que c'est justement dans les périodes où on parlait le plus de souveraineté et d'indépendance, où il y avait des débats linguistiques, que l'économie du Québec augmentait le plus rapidement.

Pendant la période de crise économique, qu'est-ce que ce gouvernement a fait? D'abord, il a dû prendre des décisions extrêmement difficiles...

M. Cusano: M. le Président, question de règlement, s'il vous plaît.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement, M. le député de Viau.

M. Cusano: Je constate, encore une fois, M. le Président, qu'il n'y a pas quorum dans cette Assemblée.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Si vous voulez appeler les députés.

Nous avons quorum. M. le ministre, veuillez poursuivre.

M. Paquette: M. le Président, j'étais en train de vous parler de cette Opposition de façade, d'images. Je pense que c'est la troisième fois que le député de Viau se lève en disant qu'il n'y a pas assez de députés de ce côté-ci de la Chambre, alors qu'ils ne sont qu'un, deux, trois dans la salle depuis un bon moment. Ils sont allés dormir. Ils ont besoin de refaire leurs forces, parce que ce n'est pas fini, on en a encore pour un bon bout de temps avec eux.

J'étais en train de vous expliquer que ces vieilles peurs, ces vieilles rengaines, à savoir que l'option de la souveraineté, la loi 101, les taxes et tout cela nuiraient à l'économie, sont démenties par les faits, sauf pour la période de deux ans qui a suivi l'adoption par le gouvernement fédéral des

taux les plus élevés d'intérêt du monde occidental, ce qui a fait que les gens ont arrêté d'acheter, ce qui a fait fermer les entreprises et ce qui a mis un million de travailleurs canadiens sur le chômage et 400 000 Québécois sur le chômage. Pour votre information, le taux de chômage en Alberta est monté à 11%.

C'est soi-disant la faute du gouvernement du Québec. Encore une fois, les faits démentissent cette thèse. Ce sont les chiffres de Statistique Canada. C'est embêtant, les chiffres, parce que cela décrit la réalité et cela détruit les images qu'on veut créer de l'autre côté. Depuis qu'il y a des statistiques sur le chômage, on a toujours eu 33% du chômage canadien. Actuellement, on a 28% des chômeurs canadiens. Cela veut dire que dans notre malheur on est peut-être un peu moins malheureux que les autres. On souffre peut-être un peu moins de ces politiques monétaristes du gouvernement fédéral. Je pense que c'est grâce à un gouvernement qui a pris ses responsabilités.

J'aurais aimé voir ce Parti libéral au pouvoir pendant ces deux ans de crise économique où, à l'automne 1981, non seulement on avait des taux d'intérêt de 25%, mais on avait 73% des coupures que le gouvernement fédéral a faites dans les budgets des provinces, appliqué au budget du Québec. Autrement dit, vous avez un gouvernement fédéral qui continuait à laisser croître ses dépenses courantes de 18%, mais qui coupait la partie de ces dépenses qui doit nous revenir - parce que ce sont les taxes qu'on envoie à Ottawa - une partie de celles-là doivent être transférées aux provinces qui ont les responsabilités les plus coûteuses, l'éducation, l'aide sociale et des secteurs névralgiques aussi.

C'est là-dedans qu'en pleine crise provoquée par les taux d'intérêt du gouvernement fédéral on est venu couper et il a fallu poser des gestes impopulaires, mais nécessaires que n'importe quel chef de famille va comprendre. Si, à un moment donné, on vous coupe votre revenu de 10% ou de 20%, vous ne pourrez pas augmenter vos dépenses ni maintenir votre niveau d'endettement ou encore, si on coupe vos revenus, vous ne pourrez pas, sans vous endetter, continuer à avoir le même rythme de dépenses que vous aviez avant. Il va falloir couper certaines dépenses. Il va falloir faire certaines compressions ou, encore, vous allez choisir d'augmenter vos revenus et vous allez demander à un des membres de la famille de faire peut-être un peu plus sa part en termes d'apport au revenu. Croyez-le ou non, cette Opposition de façade et d'images, pendant tout ce temps, pendant tout le temps de la crise, a continué à nous dire: Baissez la dette, augmentez les dépenses et baissez les taxes. N'importe quel

chef de famille qui nous écoute sait très bien que c'est impossible. L'Opposition aussi le savait, mais il suffisait de dire une demi-heure de temps: Il faut augmenter les dépenses. Il faut continuer à laisser augmenter les dépenses comme avant et, deux heures après, il y en avait un autre qui se levait et qui disait: Il faut baisser les taxes. Et, deux heures après, il y en avait un autre qui se levait et qui disait: Il faut baisser la dette. Évidemment, les trois sont totalement incompatibles, mais, au moment où un auditeur distrait vous écoute, cela va dans le sens de ce que tout le monde souhaite. Évidemment, tout le monde souhaiterait pouvoir augmenter les dépenses, baisser les taxes et, bien sûr, baisser la dette. Voilà comment s'est comportée pendant la pire crise économique que le Canada et le Québec aient connue depuis la grande dépression l'Opposition libérale, jouer sur l'image, jouer sur la façade, aucune espèce de solution concrète pour sortir de la crise. J'aurais aimé les voir au gouvernement, obligés de prendre des décisions difficiles en termes de compression des dépenses publiques et en termes d'augmentation temporaire d'une taxe sur l'essence qui, bien sûr, est plus élevée que dans d'autres provinces, comme la taxe de vente sur certains produits est moins élevée que dans d'autres provinces, et l'impôt foncier est moins élevé que dans d'autres provinces.

(8 h 30)

Ce gouvernement qui est censé ne rien connaître à l'économie, comme dit le nouveau ancien chef du Parti libéral - et le refrain est repris par certains députés de l'Opposition - est celui qui, le premier au Canada, s'est attaqué à la crise. Vous vous rappellerez que dès février 1982, quelques mois plus tard, après une conférence fédérale-provinciale qui n'a rien donné à Ottawa parce que la crise n'avait pas encore touché les autres provinces, c'était seulement le Québec. Pour le Parti libéral du Canada, le Québec, c'est acquis; le Québec a toujours voté libéral au fédéral, donc ce n'était pas tellement important, c'était juste une province, à part cela; on n'avait donc pas à s'occuper des 400 000 chômeurs qui venaient d'être mis sur le pavé par les taux d'intérêt à 25%. On est allé à Ottawa leur demander de participer à un plan conjoint pour empêcher les gens d'aller sur le chômage. On nous a dit non à Ottawa. Alors, on a mis tout seuls, avec seulement la moitié des impôts des Québécois, parce que l'autre moitié s'en va toujours à Ottawa, sur pied un plan de sauvetage des petites et moyennes entreprises qu'on a appelé le plan Biron. On a réuni les agents économiques. On a fait Corvée-habitation qui a relancé la construction avec tous les effets d'entraînement qu'on connaît. On a mis en

route des programmes d'emplois, bien sûr, temporaires mais qui ont aidé des milliers de Québécois à traverser la crise. Voilà ce que ce gouvernement qui, soi-disant ne connaît rien à l'économie, a fait!

Un peu plus tard, alors que les ressources budgétaires, parce qu'on avait pris les décisions difficiles qui ont permis de stabiliser les finances publiques alors qu'on pouvait se le permettre, bien, en janvier de cette année, on a ajouté 265 000 000 \$ dans les programmes d'emplois. On a étendu Corvée-habitation. On a accéléré les investissements publics. On a accéléré les investissements privés dans les mines, dans l'aluminium. On a accentué le virage technologique pour commencer à préparer la sortie de crise et faire en sorte qu'il y ait des changements structurels dans l'économie.

Voilà ce qu'un gouvernement, qui est soi-disant dépassé par les problèmes économiques, a fait pendant que l'Opposition libérale nous disait: Il faut continuer à augmenter les dépenses, il faut baisser les taxes, donc les revenus du gouvernement et il faut baisser la dette. Discours totalement incohérent, irresponsable!

M. le Président, on se demande encore où est le programme du Parti libéral du Québec et en quoi il peut prétendre, au-delà du mécontentement qui existe dans la population face à la crise économique, et au gouvernement qui a dû prendre des décisions difficiles pour la traverser, où est leur programme qui leur mériterait le statut de parti de rechange au pouvoir? Certainement pas dans les propositions d'avenir qu'il présente. Récemment, on a entendu parler un peu de virage technologique. Je dois vous dire qu'en mai 1982, c'est ce gouvernement qui, soi-disant, ne connaît rien à l'économie, qui a mis au coeur de son programme de développement économique le virage technologique.

M. le Président, on aurait souhaité que cela fût fait au début des années soixante-dix mais, malheureusement, on n'y avait pas pensé dans le temps. On n'avait pas pensé que c'était important pour la structure économique du Québec. Et je vais répondre au député de Westmount qui me dit: Qu'est-ce que vous avez fait en 1976, en 1977? On a donné au Québec la première politique scientifique de son histoire à partir d'une consultation qui a été faite dans tous les milieux. C'est cela qu'on a fait pour préparer le virage technologique. Ce n'est pas une politique qui est arrivée à la dernière minute.

M. le Président, qu'est-ce qu'on a comme première réaction quand, au début de l'année, ayant maintenant un peu plus de ressources, le premier ministre du Québec présente un discours qui fait une large place aux défis de l'avenir, aux défis de l'excellence scientifique et technologique? Le

chef de l'Opposition a dit: C'est un discours futuriste. Ce qu'il nous faut, ce sont des programmes d'emplois temporaires. Ils étaient, encore là, en retard. On avait commencé à faire des programmes d'emplois temporaires pour passer à travers la crise. Maintenant que cela était enclenché, le chef d'Opposition disait que cela était un discours futuriste. On se riait des nouveaux termes, la biotechnologie, l'informatique. Il suffit de relire le journal des Débats pour voir que la prise de conscience qui a été amorcée partout au Québec face à l'importance de cette question n'avait pas encore atteint le Parti libéral. C'est seulement lors de la dernière course à la chefferie qu'on a commencé à parler du virage technologique. On en parle avec une base totalement dénuée de fondement; on fait une affirmation qui peut être remise en cause dans beaucoup de secteurs soit que le Québec est moins développé sur le plan technologique que l'Ontario.

La façon dont on l'explique, c'est de dire que c'est parce que la productivité est moins grande ici qu'en Ontario. C'est totalement faux et démenti par les faits: la productivité augmente plus rapidement au Québec, c'est dans le document libéral du "nouveau ancien" chef qui manifestement ne connaît absolument rien à ces questions. Je vois le député de Westmount qui dit que c'est vrai que la productivité augmente plus vite au Québec qu'en Ontario. Il a l'honnêteté de l'admettre; ce n'est malheureusement pas le cas de tout le monde dans son parti. On a une Opposition d'image, une Opposition de façade.

Une des autres raisons qu'on donne, bien sûr, c'est la loi 101, ce sont les taxes et le fait qu'on parle de souveraineté. Sur ces questions très importantes de développement technologique qui sont au coeur de la structure économique d'un État et d'une société, qu'a fait le Parti libéral de Robert Bourassa de 1970 à 1976? Voulez-vous me le dire? Toutes les grandes institutions de recherche, l'IREQ, le CRIQ, le fonds FCAC, les grands centres de recherche, les grands programmes de recherche datent de la fin de la révolution tranquille: 1968, 1969. De 1970 à 1976, c'est le vide total en termes de développement scientifique et technologique. Pendant ce temps, les entreprises d'informatique déménagent dans la région d'Ottawa. Le pourcentage de la richesse québécoise affecté à la recherche scientifique diminue alors qu'on est en pleine période de croissance économique. Alors que la fonction publique augmente de 100 000 emplois en grevant le budget du Québec, ce gouvernement ne crée aucun programme d'emplois scientifiques.

Ce gouvernement libéral qui n'a aucune politique de développement scientifique et technologique alors qu'il a les moyens de le

faire, n'a même pas de statistiques sur ses propres activités scientifiques et technologiques. Celles-ci seront établies après la politique scientifique, au cours des années 1978, 1979, qui ont précédé la publication de l'ouvrage *Le virage technologique*. Pour un gouvernement qui, soi-disant, est dépassé par l'économie sur ce plan-là également, en pleine crise économique, tout en s'occupant de la création immédiate d'emplois et parfois d'emplois temporaires pour aider les gens à passer à travers la crise, nous avons publié *Le virage technologique* en mai 1982. Cela parce qu'on pensait à la sortie de la crise, parce qu'on veut et qu'on souhaite avec l'ensemble des Québécois qu'en sortant de la crise, l'économie du Québec soit plus solide, que les Québécois soient plus innovateurs, que les entreprises créent davantage de nouveaux produits, qu'on mette à profit les ressources humaines, les ressources des jeunes qui sont abondantes dans notre société.

En un an et demi - c'était avant le plan de relance annoncé par le premier ministre - on a dépensé malgré tout, par des budgets d'investissement, pour être bien placé lors de la fin de la crise, 292 000 000 \$ dans les divers ministères, qu'on a affectés au virage technologique. Il a fallu non pas l'Opposition libérale qui n'a pas l'honnêteté de le dire parce qu'elle joue sur l'image, sur la façade, mais il a fallu le Conseil des sciences du Canada pour dire dans son récent rapport que seul le Québec s'est donné une politique industrielle et technologique qui soit porteuse d'avenir. Cela est vrai - vous irez voir dans les autres provinces - le Québec a pris cette question-là en main.

(8 h 40)

Il y a des gens qui ont dit: Vous n'avez pas travaillé, jusqu'au plan de relance. Je viens de vous dire tout ce qu'on a fait. Le plan de relance est pour aller plus loin. Où? À un endroit que le Parti libéral serait bien incapable de préciser lui qui n'a pas de politique, pas de programme. Où? Plein cap sur une politique de l'emploi. Miser sur l'augmentation des investissements en hydroélectricité et l'utilisation de cette hydroélectricité, miser sur notre richesse forestière qui est également notre deuxième plus grande richesse naturelle, miser sur le dynamisme des hommes d'affaires en leur donnant l'aide nécessaire et la sécurité pour relancer l'investissement privé au Québec. C'est aussi 220 000 000 \$ en recherche et innovation dans les équipes de recherche des universités, dans la création de centres de recherche appliquée, ce qui a permis de doubler les emplois scientifiques en trois ans dans nos entreprises. C'est également miser sur la région motrice qu'est la région de Montréal où au-delà de 1 000 000 000 \$ d'investissements seront consentis dans les

trois prochaines années.

M. le Président, je termine là-dessus. Je pense que ces demi-vérités, ces remarques concernant les petits fours diplomatiques, qui n'intéressent personne au Québec, seront totalement mis de côté au fur et à mesure où, de plus en plus, ces programmes vont créer de l'emploi au Québec, vont restructurer l'économie du Québec. Comme le disait un proverbe: mentez mentez, il en restera toujours quelque chose. Cela semble être la maxime de l'Opposition. On peut mentir à certaines personnes durant un certain temps, mais on ne peut mentir à tout le monde tout le temps. Je pense que les Québécois sont plus intelligents que l'Opposition libérale le pense.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de D'Arcy McGee.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. J'aimerais parler du projet de loi 36, Loi sur la recherche des causes et des circonstances de décès, le projet de loi qui remplacera l'actuelle Loi sur les coroners. En deuxième lecture, nous avons voté contre ce projet de loi; cependant, nous avons dit et je cite: "Nous sommes prêts à collaborer avec le ministre afin d'améliorer ce projet de loi qui doit être réécrit." Notre non était voulu comme un avertissement au ministre parce que nous avons pensé qu'il y avait des modifications importantes...

M. Paquette: M. le Président, si vous me le permettez, j'aurais une question de règlement. Je pense que le député parle d'un sujet important, je ne veux pas lui dénier le droit de le faire, mais je pense qu'on doit discuter du budget. C'est peut-être parce que le député n'était pas avec nous cette nuit.

Une voix: Il peut parler de n'importe quoi.

Une voix: Lisez votre règlement.

M. French: M. le Président, sur la question de règlement.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Un instant. J'ai cru comprendre, et cela m'a d'abord surpris - je n'emploierai pas le mot "abasourdi" - de voir que vous vouliez m'entretenir d'une loi qui est déjà à l'étude à un autre niveau. Nous sommes présentement en discussion sur le discours sur le budget. Vous allez me répondre que vous avez le droit de parler de tout et de rien, mais je voudrais bien qu'on s'entende. Le discours sur le budget n'invite pas à parler d'une loi qui est déjà en discussion.

Des voix: Elle a déjà été adoptée.

Le Vice-Président (M. Jolivet): C'est une loi qui a été sanctionnée au niveau de l'Assemblée nationale.

M. Marx: Sur le discours sur le budget, je peux parler de n'importe quel sujet. J'ai choisi ce sujet, d'autres ont choisi d'autres sujets. Le règlement me permet de parler de ce sujet et j'ai décidé de parler de ce sujet.

Des voix: Consentement.

M. Marx: Consentement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Si on donne le consentement, cela va m'éviter d'avoir à prendre une décision. Allez, M. le député.

M. Marx: Je vais vous expliquer à la fin de mon discours, M. le Président, pourquoi j'ai choisi de parler de ce sujet. Donc, comme je viens de le dire, nous avons voté contre le projet de loi en deuxième lecture, mais nous avons voulu que notre non soit un avertissement au ministre de faire certaines modifications au projet de loi 36 qui remplacera la Loi sur les coroners.

En effet, nous avons fait montre d'une collaboration mutuelle. J'aimerais féliciter les membres de la commission permanente de la justice et, d'une façon spéciale, le député de Louis-Hébert qui a apporté une contribution exceptionnelle aux travaux de cette commission. Pour ceux qui sont intéressés à voir la contribution qu'il a faite, il est simplement nécessaire de lire le journal des Débats.

Le résultat de tout ce travail en commission parlementaire est que nous avons fait des dizaines d'amendements au projet de loi original. Dans l'étude sur le coroner que j'ai rendue publique le 28 février 1983, intitulée "Le coroner, une institution dénaturée et à repenser", qui a été publiée dans le Devoir du 9 mars 1983, de même que dans ma critique du projet de loi 36 qui a été aussi publiée dans le Devoir, les 25 et 26 août 1983, j'ai insisté sur trois grandes réformes.

Premièrement, il faut modifier le rôle du coroner de façon qu'il ne fasse plus partie de l'appareil judiciaire pénal et qu'on lui interdise de rendre des verdicts de responsabilité civile ou criminelle en limitant son rôle à celui de déterminer la cause d'un décès qui n'apparaît pas naturel ou purement accidentel. Cette réforme est réalisée dans le projet de loi.

Deuxièmement, il faut redonner au coroner son indépendance vis-à-vis du ministère de la Justice, du Procureur général, des procureurs de la couronne, de la

police et ainsi de suite.

Troisièmement, il faut faire en sorte que les droits de la personne soient mieux protégés lors d'une enquête du coroner. Sur ces deux derniers points nous avons fait certains progrès.

L'indépendance du coroner. Nous avons fait certains amendements pour protéger davantage l'indépendance du coroner. Par exemple, voir l'article 14. Dans le projet de loi original le coroner en chef aurait pu recommander la destitution d'un coroner, quoique maintenant l'article 14 dispose qu'une telle destitution doit être faite sur la recommandation du juge en chef de la Cour provinciale du Québec.

À l'article 46, le pouvoir du coroner en chef de remplacer un coroner est limité maintenant, notamment au cas d'incapacité d'un coroner chargé d'une investigation. Cependant, le coroner en chef a encore de larges pouvoirs. Par exemple, il décide lui-même si une enquête doit être tenue, quoique le coroner ordinaire est peut-être mieux placé pour décider si une enquête est nécessaire. Je pense que le but que le ministre a envisagé en confiant ce pouvoir au coroner en chef est de réduire le nombre d'enquêtes inutiles. Mais l'effet est aussi d'empiéter sur l'indépendance du coroner. En somme, l'indépendance du coroner n'est pas tellement assurée, étant donné que le coroner en chef possède un large pouvoir de direction sur les travaux des coroners ordinaires. Voir par exemple les articles 23 et suivants.

De plus, le coroner en chef a un vaste pouvoir de réglementation. J'aimerais vous référer aux articles 32 et suivants. Il serait nécessaire de voir l'application de cette nouvelle loi en ce qui concerne cette indépendance du coroner. J'espère que cela sera positif quand ce sera mis en vigueur.

La protection des droits de la personne. Nous avons fait certaines améliorations par rapport au projet de loi original. Il y a une amélioration sûre et certaine concernant la publication des faits lors de l'enquête du coroner, ce qui nuit à la réputation des personnes, rend très difficile, pour quelqu'un, un procès juste et équitable. J'aimerais citer certains articles dans le projet de loi tel qu'amendé.
(8 h 50)

L'article 135.1: "Nul ne peut publier ou diffuser un document visé à l'article 152", en ce qui concerne le rapport après une enquête. L'article 136.1: "La photographie, la prise de croquis, la cinématographie, la radiodiffusion et la télévision sont interdites à l'enquête." L'article 137: "S'il l'estime nécessaire à l'intérêt public ou à la protection de la vie privée d'une personne, de sa réputation ou de son droit à un procès juste et équitable, le coroner interdit d'office ou sur demande la publication ou la

diffusion d'informations relatées ou pouvant être relatées au cours de l'enquête."

Je pense que c'est une amélioration importante parce que, aujourd'hui, à la télévision, aux nouvelles, vous pouvez souvent voir qu'à l'enquête du coroner, ce dernier a décidé que quelqu'un est criminellement responsable d'un meurtre, surtout d'un meurtre. Je me demande souvent comment il est possible d'avoir un juré impartial après que tout le monde a vu, à la télévision, que quelqu'un a été tenu criminellement responsable. Aussi, cela va éviter que la réputation des gens soit ternie dans ce que j'appelle des journaux jaunes, certains journaux qui vivent vraiment des enquêtes de coroners.

Il faut voir aussi, M. le Président, le nouvel article 105 qui prévoit qu'un coroner qui préside une enquête devra être quelqu'un qui a une formation juridique. C'est une réforme importante apportée à la demande de l'Opposition. C'est important parce que, aujourd'hui, ce pourrait être quelqu'un qui préside une enquête du coroner qui n'a aucune formation juridique, et c'est difficile pour cette personne de faire appliquer les règles de la preuve, les règles de la justice naturelle, etc. Donc, à l'avenir, ce sera une personne avec une formation juridique qui présidera une enquête du coroner et je pense que c'est une amélioration assez importante.

Sur la question de détention préventive, aujourd'hui, le coroner lui-même peut émettre un mandat d'arrestation, c'est-à-dire qu'il peut émettre un mandat pour arrêter ce qu'on appelle le témoin important, qui est souvent l'auteur présumé du crime. On peut, et on le fait, se servir de cet outil pour faire pression sur quelqu'un pour avoir une confession, le cas échéant. Dans le projet de loi, on prévoit qu'un tel mandat doit être émis par un juge des Sessions de la paix. Je pense que c'est une amélioration. Cependant, nous avons voulu abolir la détention préventive comme c'est le cas ailleurs. Par exemple, en Ontario il n'y a pas de détention préventive; cela n'existe pas non plus dans d'autres provinces ni aux États-Unis. Cette détention préventive a donné ouverture à un certain nombre d'abus et nous espérons qu'avec la modification, il n'y aura pas d'abus, du moins qu'il y aura moins d'abus. Mais, de toute façon, nous avons voulu abolir entièrement cette possibilité.

Il y a d'autres failles dans le projet de loi. J'aimerais vous donner deux ou trois exemples. Les critères de sélection des coroners ne sont pas précisés dans la loi. Il y a aussi la bureaucratisation de l'institution des coroners. Nous aurons un coroner en chef, deux coroners en chef adjoints etc. Troisièmement, malheureusement, on a exclu l'application de la Charte canadienne des droits de la personne, et je dis malheureusement, parce que la Loi sur les

coroners est vraiment une loi d'une coloration pénale et je pense que les protections de la charte canadienne donneraient plus de sécurité aux personnes qui sont amenées à une enquête de coroner.

En commission parlementaire, M. le Président, nous avons voté contre certains articles, notamment, les articles 6, 7, 101, 112, 113, 114, 154, 155, 201 et 202. Cependant, étant donné l'ampleur des modifications en commission parlementaire, nous avons voté pour ce projet de loi en troisième lecture. Le ministre de la Justice n'est pas allé au bout de la réforme, mais il est allé assez loin pour que ce soit possible de voter pour ce projet de loi en troisième lecture. En décembre 1982, nous avons voté aussi pour les amendements en ce qui concerne la Charte québécoise des droits et libertés de la personne tout en relevant un certain nombre de failles. C'est la même chose aujourd'hui, nous avons voté en troisième lecture pour ce projet de loi au début de cette séance, c'est-à-dire il y a 20 heures, vers 11 heures hier matin.

Enfin, nous allons voir quels seront les résultats ou les effets une fois que cette loi sera appliquée et je peux vous assurer que nous allons étudier les problèmes qui surviendront lors de l'application de cette nouvelle loi et que nous allons faire sur la place publique les critiques qui s'imposent, le cas échéant. J'aimerais aussi demander au ministre de la Justice de mettre en vigueur tout de suite au moins certains articles de ce projet de loi. Pour mettre en vigueur toute la loi, cela prendra un certain temps, cela prendra la préparation d'une certaine bureaucratie, si je peux le dire comme cela, et cela peut donc prendre six mois ou même un an avant que toute la loi soit mise en vigueur. J'aimerais demander au ministre de mettre en vigueur certains articles dès qu'il pourra le faire, en vertu du dernier article de la loi. Par exemple, l'article 105 prévoit que, pour présider une enquête, il faut que ce soit un coroner qui ait une formation juridique. C'est un article essentiel, une disposition essentielle, et j'aimerais demander au ministre de mettre en vigueur cet article tout de suite.

Il y a d'autres articles que j'aimerais demander au ministre de mettre en vigueur tout de suite et qui traitent de la publicité sur les enquêtes, les articles 135.1, 136.1 et 137, des articles dont j'ai fait lecture il y a quelques minutes. Au moins, si on met en vigueur ces articles tout de suite, ce serait une amélioration sur la loi actuelle et les citoyens bénéficieraient de l'application de ces nouveaux articles.
(9 heures)

En conclusion, M. le Président, j'aimerais expliquer pourquoi j'ai fait le discours sur le coroner à ce moment-ci et non pas au début de la séance, quand on a

appelé en troisième lecture le projet de loi 36. C'est parce que, hier matin, vers 10 heures, j'ai demandé au leader du gouvernement quand il appellerait la loi 36 et il m'a dit que ce serait appelé au début de l'après-midi. Donc, comme j'avais autre chose à faire, je me suis absenté de la Chambre pour 20 minutes. En revenant, on m'a dit que la loi 36 était déjà adoptée en troisième lecture. Effectivement, on n'a pas respecté mon droit de parole. J'ai dit au leader du gouvernement qu'il y aurait deux intervenants de ce côté de la Chambre, le député de Louis-Hébert et moi-même. On a laissé parler seulement le député de Louis-Hébert. On n'a pas respecté mon droit de parole lors de l'étude en troisième lecture de ce projet de loi, et j'ai voulu seulement faire état de notre position sur cette loi. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Westmount.

M. Richard French

M. French: Merci, M. le Président. Le gouvernement, et plus particulièrement, son ministre des Finances, ne cessent de nous annoncer que la reprise est arrivée, que nous sommes à l'aube de la prospérité. Force nous est de constater cependant que la nouvelle aurore tant célébrée par les ténors ministériels est nuageuse, sombre, craintive. La cruelle vérité, c'est qu'il manque une dimension essentielle à la soi-disant reprise économique. Si le niveau de production au Québec remonte de façon relativement satisfaisante, celui de l'emploi ne le suit qu'avec une hésitation et une lenteur qui sont fort inquiétantes. C'est une reprise qui n'entraîne pas la réembauche espérée. Je pense que c'est une vérité dont on peut tous témoigner dans nos comtés respectifs. La gravité de la situation dans le domaine de l'emploi est telle que l'emploi devient le sujet no 1 à l'agenda politique québécois, devient la question politique des années quatre-vingt.

Dans les années qui ont précédé la crise au Québec, nous avons connu ici une performance somme toute comparable à celle de l'ensemble du Canada en termes de production économique, mais cette performance ne s'est pas traduite, hélas, dans la création d'emplois à un niveau comparable à celui qui existe ailleurs. Le Québec a traditionnellement eu un taux de chômage supérieur à celui de l'Ontario, mais cet écart s'est aggravé depuis l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Durant les vingt années de 1956 à 1976, l'écart, toujours défavorable au Québec entre l'Ontario et le Québec au point de vue du taux de chômage, était négatif: 2,2%. Mais, après l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, durant les six

années de pouvoir du gouvernement péquiste, l'écart défavorable au Québec a été en moyenne de 3,3%.

Il est parfaitement clair que la sous-performance de l'économie québécoise en termes de création d'emplois se poursuivra pendant les mois de la reprise, de la soi-disant reprise. En novembre 1983, le mois dernier, l'Ontario avait récupéré les neuf dixièmes des emplois perdus pendant la récession. Le Québec, lui, n'avait récupéré guère plus de la moitié des emplois perdus. La reprise économique ontarienne a donc permis de récupérer 60% plus d'emplois que la reprise québécoise. Et j'en ferai une première proposition, M. le Président. Sans initiatives nouvelles, la croissance de l'économie québécoise sera insuffisante pour absorber le chômage dont le niveau restera vraisemblablement au-dessus de 12% pour les quatre ou cinq années à venir. Pour les quatre ou cinq années à venir, nous aurons un taux de chômage de plus de 12%. Pensez à cela. Comment peut-on vivre au Québec avec un taux de chômage persistant d'au-delà de 12%? C'est une perspective inacceptable et impensable, mais c'est pourtant la tendance actuelle des choses. C'est ce que l'analyse de la situation actuelle nous amène logiquement à croire qui va arriver.

Analysons d'une façon un peu plus précise le phénomène du chômage au Québec. Nous nous rendrons compte que le chômage ne frappe pas tout le monde de la même façon. D'abord, le fardeau du chômage est supporté dans une très large mesure par un noyau dur de sans-emploi chronique. De 15% à 20% des chômeurs québécois ont supporté plus de 50% des semaines chômées. Le chômage se concentre parmi une certaine couche de la population. Ces gens ont été en chômage pendant plus de trois mois et souvent plus de six mois. Ce chômage à long terme au Québec, qui est un autre domaine dans lequel malheureusement nous détenons le championnat canadien, est très significatif.

Un deuxième point important à retenir est que le chômage québécois est d'abord un chômage chronique et structurel. Ce chômage demande donc des solutions structurelles. Une analyse des emplois créés jusqu'ici pendant la reprise révèle des tendances très inquiétantes qui mettent en évidence les faiblesses structurelles de l'économie québécoise. On observe qu'une sorte de restructuration plus ou moins désirable est en train de se faire en douce dans l'économie du Québec. Les emplois que nous avons perdus pendant la crise n'ont pas été en général remplacés par des emplois comparables.

Notons trois aspects en particulier de ce phénomène de restructuration.

Premièrement, la création d'emplois pendant la reprise a été non seulement plus faible ici au Québec qu'ailleurs, sauf en Colombie canadienne, mais elle s'est produite

surtout dans les catégories d'emplois dits à temps partiel. Nous avons remplacé des emplois à temps plein par des emplois à temps partiel.

Deuxièmement, l'emploi dans la fabrication semble avoir poursuivi sa dégringolade malgré la reprise. Des emplois de services dans les magasins se sont peut-être multipliés mais des emplois en usine n'ont pas été remplacés de façon efficace malgré la reprise de la production. Des emplois de services ont remplacé, partiellement du reste, ceux perdus dans l'industrie de la fabrication et dans les métiers en usine de transformation.

Troisièmement, à la suite de la perte d'emplois dans l'industrie manufacturière, c'est dans la région montréalaise que la faiblesse de la reprise s'est manifestée de la façon la plus claire. Le retard dans la récupération d'emplois à Montréal explique à lui seul la sous-performance de l'économie québécoise dans le domaine de l'emploi. Les faiblesses de l'économie montréalaise expliquent à elles seules l'écart entre la performance de l'économie ontarienne et l'économie québécoise par rapport à l'emploi.

Le gouvernement a sûrement raison de se préoccuper de l'économie montréalaise. Il faut tout de même s'interroger sur la stratégie du gouvernement dans ce domaine, qui semble miser beaucoup sur les projets de construction non industrielle alors que le problème structurel de l'industrie de la fabrication semble être laissé pour compte.

En résumé, c'est l'incapacité de l'économie québécoise de créer des emplois à temps plein, entre autres dans l'industrie de la fabrication et dans la région montréalaise, qui nécessite des solutions structurelles. À défaut de telles solutions, une restructuration défavorable en faveur de l'emploi à temps partiel et en faveur de l'emploi dans le domaine des services va se poursuivre au désavantage des Québécois. Cependant, avec la balance d'hésitation qui pèse sur les gouvernements, il se révèle toujours difficile d'intégrer l'approche structurelle au développement économique avec les préoccupations plus immédiates des partis politiques en mal de réélection. (9 h 10)

Les politiques touchant la structure de l'emploi n'ont guère d'impact à court terme, puisqu'elles visent des objectifs dépassant l'horizon électoral. Voilà pourquoi les gouvernements préfèrent des programmes de création directe d'emplois qui engagent les fonds publics, selon les critères généralement étrangers à ceux du marché, selon les critères publics plutôt que les critères du marché. Ces programmes de création d'emplois hors marché - je parle des emplois communautaires, par exemple - sont parfois utiles comme mesure complémentaire à des politiques plus structurelles. Cependant, ils

sont acceptables dans la mesure où ils ajoutent à l'infrastructure publique ou communautaire en faisant construire des édifices, des patinoires, des musées et en faisant des travaux publics, mais encore faut-il que cette infrastructure soit nécessaire et qu'elle constitue le meilleur usage possible des fonds. Il ne faut jamais perdre de vue, lorsqu'on évalue les programmes de création d'emplois hors marché et, plus particulièrement, les programmes d'emplois dits communautaires, certaines considérations capitales.

Primo, l'argent dépensé dans les programmes de création d'emplois ne peut être investi ailleurs dans l'économie, là où il aurait pu fort probablement créer des emplois. Autrement dit, il y a un coût d'opportunité qui se rattache à tout investissement public dans la création d'emplois. L'efficacité nette, la création nette d'emplois hors marché par ces programmes n'est donc qu'une fraction des emplois soi-disant créés par eux. Lorsque le gouvernement annonce, par exemple, que 1000 personnes ont pu bénéficier d'un programme de création d'emplois, il faut toujours se poser deux ou trois questions. D'abord, qu'est-ce qu'on aurait pu faire avec cet argent s'il était resté dans les poches des corporations? Elles auraient pu réinvestir et créer leurs propres emplois qui auraient été plus durables et plus concurrentielles.

Secundo, ce genre d'emplois créés par le gouvernement sont souvent artificiels. Ce genre d'emplois ne rend pas ceux et celles qui en bénéficient plus aptes ou plus employables pour le vrai marché du travail, celui qui est appuyé par les entreprises sur le marché privé. Ces emplois ne servent trop souvent qu'à qualifier les sans-emploi à l'assurance-chômage, comme s'ils étaient conçus uniquement pour balloter des milliers de gens entre l'aide sociale et l'assurance-chômage. Comme le disait si bien le premier ministre lui-même, ce ne sont que des "jobines". Dans le fond, les programmes dits de création d'emplois publics ou communautaires ne sont qu'une forme de redistribution des emplois et non pas de la création d'emplois.

Troisième proposition, les programmes de création d'emplois hors marché relèvent de la politique sociale et doivent être évalués comme tels. Ils ne sauraient se substituer à une politique de développement économique. Les cinq travailleurs de Sept-Îles - je pensais qu'il y en avait cinq, M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration en a mentionné trois, en tout cas - les personnes qui ont pu bénéficier des subventions à l'emploi dans le "sex bar" Le Harem de l'oasis, à Sept-Îles, ont été sans doute très chanceuses. Je suis très heureux pour elles. Ne nous leurrions pas en pensant que ce soit là la solution aux problèmes

économiques du Québec. Il n'y a pas d'avantages nets aux Québécois provenant de cet investissement. Il y a sûrement des avantages privés pour les trois, quatre ou cinq personnes impliquées, tant mieux pour elles, je suis bien content, mais cela n'a rien à voir avec le développement économique, strictement rien.

Les incitations politiques pour un gouvernement d'adopter des programmes dits de création d'emplois sont évidentes. De tels programmes donnent lieu à une pléthore de conférences de presse, de déclarations ministérielles, de messages publicitaires gouvernementaux. Cependant, ce ne sont que des mesures palliatives qui ne touchent à peu près pas le problème sous-jacent du chômage structurel.

Ce problème de chômage structurel se situe dans le secteur privé. Sa cause immédiate est claire: s'il faut identifier un facteur clé pour la croissance de l'emploi au Québec, c'est l'investissement et surtout l'investissement privé; s'il faut identifier un secteur dans lequel la performance de l'économie québécoise a été faible depuis six ou sept ans, c'est le secteur de l'investissement, surtout l'investissement privé. L'emploi et l'investissement vont de pair. Les travailleurs québécois récoltent en 1983 des effets du ralentissement progressif de l'investissement au Québec depuis le milieu des années soixante-dix. Si on fait un calcul, si on tient compte du stock de capital requis en moyenne pour créer un emploi sur la base de la structure de la production observable au Québec et si l'on compare ces besoins en capitaux, avec les nouveaux investissements prévus pour le Québec, on voit que la situation n'est pas du tout compatible avec une expansion importante de l'emploi.

Supposons que nous acceptons le chiffre de 100 000 emplois lancés par le premier ministre. Cet objectif, vu sous l'angle du montant d'investissements requis afin de créer une telle quantité d'emplois, paraît complètement farfelu. En 1981, les investissements non résidentiels au Québec étaient de l'ordre de 11 600 000 000 \$; en 1984, pour que l'objectif de la création de 100 000 emplois mentionné par le premier ministre soit atteint, il faudrait, ni plus ni moins, doubler en termes réels la performance dans le domaine de l'investissement de 1981. M. le Président, il n'y a pas de personne sérieuse au Québec qui croit qu'on pourrait réaliser cet objectif.

En ce qui a trait à l'investissement, le Québec demeure à la queue du peloton des régions canadiennes. D'ailleurs, en comparant les pays de l'OCDE, les pays européens, le Japon et aussi les régions canadiennes en termes d'immobilisations relatives, c'est-à-dire ajustées per capita pour chaque région, on voit que seul le Royaume-Uni fait aussi

piètre figure que le Québec. C'est-à-dire, M. le Président, que le mal anglais est ici au Québec aujourd'hui.

Donc, quatrième point important: les niveaux d'investissements que le Québec a connus au cours des dernières années sont incompatibles avec une croissance soutenue de l'emploi et une politique de développement économique visant l'emploi doit être axée prioritairement sur l'investissement privé. C'est une vérité que vous connaissez bien, M. le Président, pour vous avoir vu en action, travaillant pour les nouveaux investissements dans votre comté.

Passons maintenant à quelques hypothèses de solutions pendant le temps qu'il me reste. D'abord, celles que le gouvernement privilégie. Nous avons déjà parlé des programmes de création d'emplois hors marché. Il est clair que ces programmes relèvent davantage du domaine social que du domaine économique. Personne ne devrait se tromper en s'imaginant qu'il s'agit là des outils de développement économique. Il s'agit carrément de la redistribution et non pas du développement.

Un autre volet du programme gouvernemental concerne les garanties de prêts auprès des petites et moyennes entreprises. Ici, le gouvernement vise un secteur extrêmement important et prometteur pour la création d'emplois. Le malheur, c'est que le gouvernement s'y prend de façon malhabile, et cela, pour deux raisons. D'abord, le programme utilise surtout des instruments de dettes afin de financer les PME, les garanties de prêts, alors que tout le monde sait, et le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est le premier à l'avouer, qu'un des problèmes majeurs des PME, surtout pendant la crise économique, c'est que le ratio de dettes à l'équité était trop élevé. Ils étaient trop endettés. Avec ces hausses faramineuses des **taux** d'intérêt, les PME devenaient tout à fait déstabilisées au Québec.

Ce que nous voulons, ce sont des PME qui ont une base de capital solide, qui sont moins endettées et qui, par conséquent, sont protégées contre une flambée des taux d'intérêt. Elles pourront ainsi résister à la conjoncture et embaucher autant de travailleurs que possible. Mais le gouvernement - et ceci m'amène au deuxième problème dont j'ai parlé tantôt - donne aux entrepreneurs des signaux tout à fait contradictoires sur ce plan. Unique parmi les juridictions nord-américaines, le Québec taxe le capital souscrit des PME. Il encourage donc le recours à la dette comme mode de financement.
(9 h 20)

Beaucoup plus grave, le Québec taxe également l'emploi plus que tous ses concurrents sur le continent. Les taxes sur la masse salariale sont une désincitation à

l'emploi dont les effets se sont fait sentir en rendant l'impact de la crise sur le marché du travail québécois beaucoup plus grave que nécessaire.

Dès que le ministre des Finances, il y a deux ans et demi, a instauré ses taxes sur le capital et haussé celles sur l'emploi, je lui ai demandé une étude d'impact économique sur l'industrie et l'emploi. Ce sont deux professeurs de l'Université Laval qui sont venus fournir l'analyse que le ministre des Finances n'a jamais fournie. Ils ont calculé, et je cite: "Que chaque augmentation d'une unité de pourcentage de 1% de la taxe sur la masse salariale au Québec détruisait... environ 10 000 emplois au Québec, principalement parmi les moyens et les petits salariés et parmi les femmes."

Lorsque je vous explique, M. le Président, que la taxe sur la masse salariale ici au Québec est au niveau de 14% par rapport à l'Ontario où elle est de 9%, vous allez comprendre ce que cette réforme du ministre des Finances a fait pour les travailleurs et travailleuses québécois.

Cinquième point: La promotion de l'emploi par le biais des PME doit se faire en priorité par la diminution de la taxe sur la masse salariale et par l'encouragement du financement par le capital-actions plutôt que par l'endettement. Cela m'amène à un troisième volet du programme gouvernemental après la création d'emplois hors marché et les garanties de prêts aux PME. C'est la promotion de la haute technologie par la création de centres de recherche par les incitations fiscales, par des programmes d'embauché de chercheurs et ainsi de suite.

Je n'ai pas l'intention d'examiner en détail ces initiatives dans le domaine de la haute technologie. Pourvu qu'elles soient intégrées de façon réaliste à l'économie et au marché, je n'ai rien contre. Pourvu qu'elles existent, pourvu qu'elles ne soient pas greffées artificiellement pour nous donner un air de modernité qu'on n'a pas, cela va. Mais je dois insister sur un certain nombre de faits un peu brutaux. La recherche économique n'a trouvé aucune relation, aucun rapport entre l'appui gouvernemental pour la recherche et le développement dans l'industrie, d'une part, et la performance de l'industrie sur les marchés d'exportation, d'autre part. Aucun rapport.

On peut mentionner également, M. le Président... Ce n'est pas le gouvernement du Québec qui a inventé le virage technologique. C'est vieux comme la politique. Surtout, il faut se rendre compte que toutes les communautés, toutes les régions, tous les pays sont à chercher la haute technologie. Dans la plupart des cas, leurs efforts sont bien antérieurs aux nôtres.

De toute façon, il faut constamment se rappeler que bien que le secteur de la haute technologie soit appelé à croître rapidement,

il est peu susceptible de contribuer à la création d'emplois puisque ce secteur est relativement petit, que sa productivité est très élevée et qu'elle va augmenter fort rapidement. Donc, les programmes de promotion de la haute technologie sont très louables mais ils n'ont qu'un apport très marginal à faire pour la création d'emplois. Il faut viser toute l'économie, les secteurs traditionnels, le secteur des services et ne pas s'imaginer qu'on peut se sauver uniquement par la panacée de la haute technologie.

Une politique de développement économique axée sur l'emploi doit être dirigée principalement vers les secteurs de transformation et de fabrication et le secteur des services. Quel genre de mesures gouvernementales seraient susceptibles de hausser l'emploi dans ces secteurs qui constituent une grande partie de l'économie? La clé, c'est de réduire la rigidité créée par la réglementation gouvernementale et les conventions collectives. On doit favoriser l'ajustement des entreprises afin qu'elles puissent s'ajuster aux aléas de l'économie et garder autant de gens que possible au travail.

Si je pouvais ne mentionner qu'une seule mesure susceptible de contribuer à cet objectif, je me ferais l'écho des propositions de l'économiste Pierre Fortin de l'Université Laval. M. Fortin n'est pas inconnu du parti au pouvoir. Il propose que dans les conventions collectives - je dois comprendre que c'est pour tous les salariés et également pour tous les travailleurs non syndiqués - les salaires payés en contrepartie de la clause habituelle d'indexation au coût de la vie soient également ajustés par une clause de désindexation en raison du chômage. L'idée est très simple et très importante. Dans la mesure où l'économie descend, ceux et celles qui travaillent doivent partager les risques avec ceux et celles qui se trouvent sur le marché de l'emploi, donc sur le chômage.

Je serai prêt, en tant que député, à servir d'exemple, M. le Président, soit que nous ajoutions à la Loi sur l'Assemblée nationale un article exigeant l'ajustement des salaires parlementaires à la conjoncture de l'emploi. Je suis prêt à subir l'expérience. Une clause semblable doit également faire partie de la réforme des relations du travail dans le secteur public. Elle doit couvrir toutes les conventions collectives et tous les programmes salariaux en vigueur dans les organismes publics. Ultimement, on doit espérer couvrir toute l'économie du Québec de la même façon que l'indexation du coût de la vie.

M. Rocheleau: M. le Président, une question de règlement, s'il vous plaît! Je voudrais qu'on applique l'article 28.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Donc, c'est celle qui demande le quorum. Effectivement, nous n'avons pas quorum. Que l'on appelle les députés.

Une voix: Ils sont allés déjeuner.
(9 h 30)

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Westmount, il vous reste trois minutes pour votre intervention.

M. French: Merci, M. le Président. Puisque vous m'avez suivi de près, ma septième proposition c'est que la réforme prioritaire dans la lutte contre le chômage est l'arrimage des salaires des syndiqués ainsi que, dans la mesure du possible, des non syndiqués dans les secteurs public et privé, à la conjoncture de l'emploi et non pas uniquement au coût de la vie.

Une clause d'ajustement salarial aux conditions du marché du travail, c'est le temps d'en parler très sérieusement. Comme dit M. Pierre Fortin, économiste à l'Université Laval: "La modération salariale protège l'emploi contre les fluctuations conjoncturelles de la production à court terme, parce qu'elle maintient le taux de chômage à un bas niveau à moyen terme, et parce qu'elle rend la répartition du revenu national plus égalitaire en tout temps."

Dernier sujet, M. le Président, pour laisser un autre message à Mme la ministre. La controverse au sujet de la subvention au "sex bar" aura apporté sa contribution au débat économique, si elle fait la lumière sur l'importance d'une politique d'emploi dans le domaine des services. En effet, le domaine des services est celui qui nous a permis d'éponger la main-d'oeuvre libérée par le déclin relatif du secteur manufacturier. Ce n'est pas uniquement québécois ce phénomène de transfert entre l'industrie et le domaine des services; c'est un phénomène commun à tous les pays de l'Ouest; mais c'est un phénomène auquel on s'ajuste mal puisqu'on ne connaît pas très bien comment on crée de l'emploi dans le secteur des services et quels sont les emplois, dans le secteur des services, qui vont apporter un bénéfice économique net à la collectivité.

Nous avons un besoin pressant de mieux comprendre la création d'emplois par la voie des industries de services et, plus particulièrement, de savoir comment les politiques gouvernementales peuvent promouvoir ce processus. Cela est particulièrement important quant aux services touristiques et aux services exportés aux pays étrangers.

La seule chose qu'on connaisse avec certitude dans ce domaine, c'est que la hausse du salaire minimum crée du chômage, particulièrement parmi les jeunes. Donc, il faut maintenir le gel actuel.

M. le Président, vous me faites signe

que mon temps est écoulé. Je veux tout simplement vous dire qu'il est clair et net que le défi des années quatre-vingt, pour la politique économique québécoise, est axée sur l'emploi; il va falloir en parler et en parler beaucoup. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Viau.

M. Cusano: Merci, M. le Président. Nous sommes maintenant rendus à 9 h 34 du matin. Pour ceux qui nous écoutent et pour ceux qui ont passé la nuit blanche ici, je voudrais seulement rappeler que cette séance a débuté à 10 heures hier matin.

On en est justement à la discussion du budget supplémentaire...

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député, est-ce que vous faites la demande d'ajournement sur laquelle on s'est entendu, ou si vous faites votre discours?

M. Cusano: Il me semble qu'on s'était entendu pour 9 h 45, M. le Président, il est...

Le Vice-Président (M. Jolivet): Bon, d'accord, ça va.

M. Cusano: Mais on peut vous accommoder, M. le Président. Puisqu'il est 9 h 35, je demanderais l'ajournement du débat.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je fais motion pour que nous suspendions nos travaux jusqu'à 10 heures, ce matin.

Le Vice-Président (M. Jolivet): En fait, je pense que nous devrions plutôt ajourner jusqu'à quelques instants, c'est-à-dire à 10 heures, ce matin. Ajournement jusqu'à 10 heures.

(Fin de la séance à 9 h 34)